

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (Ecole doctorale « Economies,  
Organisations, Société »)

Humboldt Universität Berlin (Institut für Geschichtswissenschaften)

# Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)

Thèse pour l'obtention du titre de docteur en histoire (co-tutelle franco-allemande)

Sous la direction conjointe de :

Thomas MERGEL, Professeur d'histoire à la Humboldt Universität Berlin et  
Didier MUSIEDLAK, Professeur d'histoire à l'Université Paris Ouest Nanterre La  
Défense

Présentée par **Anne Joly**

Soutenance : 28 Janvier 2012

Rapporteurs : 1. Prof. Dr. Olivier DARD  
2. Prof. Dr. Belinda DAVIS



À Olivier.



# Remerciements

---

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à mes deux directeurs de thèse : à Thomas Mergel pour le soin qu'il a mis à corriger et annoter mes brouillonnes ébauches rédigées dans une langue qui lui était étrangère ; à Didier Musiedlak pour ses lectures critiques, le soutien maintenu sur de longues années et la fin de thèse dont il a considérablement facilité le déroulement.

Ma reconnaissance va également à mes bailleurs de fonds : c'est grâce à l'allocation de recherche de l'université Paris X-Nanterre, ainsi qu'à la bourse de longue durée du DAAD, que j'ai pu mener à bien ce travail. Je n'aurais pu l'achever sans le soutien financier de mes parents.

Le Centre Marc Bloch à Berlin m'a été d'un grand appui tout au long de ce travail, pour l'encadrement doctoral et l'atmosphère conviviale qui y règne. Toute ma gratitude va à Insa Breyer, Kolja Lindner et Daniel Schönpflug pour leurs lectures attentives, parfois sévères mais toujours justes. Je remercie également Catherine Goussef et Béatrice von Hirschhausen, qui m'ont aidée à formuler mon objet de recherche, notamment dans le cadre du groupe de recherche qu'elles dirigeaient au CMB. Merci également à Johanna Edelbloude, Damien Guillaume, Gwenaëlle Mainsant, Jean Terrier, Jérémie Gautier, Nicolas Patin, Claire-Lise Buis et Edith Gaillard.

Le *Kolloquium* dirigé par Thomas Mergel à l'*Institut für Geschichtswissenschaften* de la *Humboldt Universität* m'a beaucoup appris, j'y ai apprécié l'exercice particulièrement affûté de l'échange critique et les discussions souvent vives et animées. Dans le cadre des séminaires du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* de Potsdam, et du Jour fixe du *Wissenschaftszentrum Berlin* j'ai également pu présenter mes travaux, je remercie notamment Christoph Classen et Sebastian Seibert, pour leur écoute et leurs conseils, en particulier au tout début de ma recherche, mais également Dieter Gosewinkel et Dieter Rucht du *WZB*. Je tiens également à remercier Alexandre Bibert pour ses avis et dans un tout autre contexte, Freia Anders, rencontrée lors d'un colloque international à Prague, qui m'a fourni de précieuses indications pour orienter cette étude.

J'ai beaucoup apprécié le soutien amical et intellectuel du *Frauenkreis*, avec Renate Hürtgen, Sarah Graber et Katja Böhme, où j'ai pu régulièrement présenter mon travail et bénéficier d'échanges particulièrement stimulants et encourageants.

Lors d'un séjour à Leipzig, j'ai rencontré Jan Gerber, auteur d'une thèse sur un objet très similaire au mien, qui a eu l'incalculable gentillesse de me la transmettre au complet, avant les transformations nécessaires à sa publication. Ce travail très documenté m'a beaucoup servi et je l'en remercie sincèrement. Merci également à Wolfgang Kraushaar qui m'a reçu à l'*Hamburger Institut für Sozialforschung* de Hambourg.

Les entretiens informels avec plusieurs acteurs de la gauche radicale à Berlin, Leipzig et Hambourg ont été très précieux pour orienter mes lectures, partager de savoureuses anecdotes ou m'aider à faire parler mes sources : je remercie tout particulièrement Bernd Gehrcke pour sa gentillesse, sa disponibilité et sa clarté dans la restitution des épisodes de l'opposition est-allemande, mais aussi Tom Sello du *Matthias Domaschk Archiv*, Bernhard Schmid, Andreas Fanizadeh ainsi que Erdal, Ilker, Kolja, Kamil, Knud, Tobias, Ramazan, Sebastian et Martin de Leipzig, mais aussi les membres de l'association *Naturfreude* à Berlin.

Un grand merci à Magnus de l'immense travail de formatage qu'il a fourni, à Noémie de la mise en page, et à Mélanie de la traduction *in extremis* vers l'anglais. Merci infiniment à Insa Breyer et Sarah Graber pour la correction du résumé allemand.

Je ne saurais assez remercier Mathieu qui non seulement détient le record de la patience, de l'encouragement et de l'écoute transatlantique, mais qui a aussi beaucoup contribué à donner sa forme à cette vieille Thérèse. Sans la grande générosité et la confiance indéfectible de mes parents, ce travail n'aurait pas pu être mené à son terme, je les remercie du fond du cœur. Toute mon affection va à ma sœur Hélène, dont l'aide m'a été très précieuse dans les tout derniers moments, et à sa famille qui, en m'accueillant chez elle, m'a permis d'achever ce travail de longue haleine avec plus de sérénité et de légèreté. Enfin je remercie tous mes ami(e)s, qui ont supporté mes phases de découragement comme de mégalomanie, en tout premier lieu : Do, dont la force vitale, l'éternel enthousiasme et les avis éclairés m'ont réellement portée, mais aussi Magali, Soline, Insa, Damien, Babsi, Céline, Suzanne et Laurent, Peter, Manuel, Pascale, Nicolas.

C'est à mon frère Olivier, qui m'a sensibilisée au souffle et à l'humilité en montagne où il a disparu il y a treize ans, que je dédie ce morceau de vie.

# Table des matières

---

REMERCIEMENTS .....	5
TABLE DES MATIERES.....	7
RESUME .....	11
ZUSAMMENFASSUNG (KURZ) .....	12
ABSTRACT .....	13
ZUSAMMENFASSUNG (LANG) .....	14
 PREMIERE PARTIE.....	 29
 LES HERITAGES A L'OUEST ET A L'EST AVANT 1990 .....	 29
INTRODUCTION .....	31
I.    Questions d'approche et de définition.....	38
<i>L'Extremismusforschung</i> .....	41
<i>La Bewegungsforschung</i> .....	44
Le cadre national.....	49
Le « test » de la démocratie.....	51
La recherche sur la gauche radicale après 1990.....	52
La perspective ouest-allemande de l'historiographie.....	56
Les acteurs est-allemands.....	58
II.    Définition de l'objet .....	59
III.   Archives et sources, plan de la recherche .....	64
Centres d'archives .....	66
Plan de la recherche.....	67
CHAPITRE I .....	69
LES HERITAGES OUEST-ALLEMANDS (AVANT 1990).....	69
I.    Repères et traditions de la gauche radicale ouest-allemande .....	71
1.    La gauche « traditionnelle » en RFA .....	71
2.    Anti-autoritarisme et traditionalisme : l'héritage de 1968 en RFA .....	72
Le tournant prolétarien : la réapparition d'un clivage au sein de la Nouvelle gauche.....	75
3.    Gauche radicale et Nouveaux Mouvements Sociaux.....	80
<i>Die Grünen</i> .....	81
Les guérillas urbaines : un illustre et lourd héritage.....	83
II.    Les legs structurels, clivages et représentations.....	85
1.    L'hybridité des clivages.....	85
2.    Gauche radicale et violence, des rapports équivoques.....	88
Les guérillas urbaines et la scène de gauche radicale.....	89
Les Autonomes.....	92
3.    La gauche, l'État et le peuple .....	95
4.    Un milieu extraparlémentaire et « bavard ».....	97
Un milieu « bavard » : la presse alternative publiciste .....	98
III.   Débats et héritages structurels.....	99
1.    1968 en RFA : Un <i>Sonderweg</i> ? .....	99
L'anti-impérialisme et l'anticapitalisme .....	104
Antisionisme et antisémitisme de gauche .....	105
1967 : le virage antisioniste de la Nouvelle gauche .....	106
IV.    Conclusion .....	108
CHAPITRE II.....	111
DIE „ANDERSDENKENDE“: LA GAUCHE EST-ALLEMANDE, LES HERITAGES .....	111
I.    La culture protestataire en RDA : influences occidentales et atavisme est-allemand.....	114
1.    Les différentes générations de l'opposition est-allemande .....	115

2.	Les mouvements pacifiste et écologiste .....	117
3.	L'importance de la <i>Jugendkultur</i> .....	119
II.	Étude de cas : le réseau est-berlinois de la <i>Umweltbibliothek</i> (UB).....	122
1.	Présentation d'un réseau d'opposition.....	122
2.	Un forum de l'opposition : Les <i>Umweltblätter</i> .....	127
3.	La « lutte pour le socialisme véritable ».....	129
4.	La Lutte <i>antifa</i> de l'opposition, l'exemple de l' <i>Antifa Infoblatt</i> de la <i>Kirche von Unten</i> .....	135
III.	Le mouvement social en septembre 1989 .....	137
IV.	Conclusion.....	141

## DEUXIEME PARTIE .....145

### LA NATION COMME EXPERIENCE APRES 1990 : GAUCHE DE L'EST ET GAUCHE DE L'OUEST, HISTOIRE D'UNE NON-RENCONTRE (1990 – 1995).....145

#### CHAPITRE III .....147

#### „NIE WIEDER DEUTSCHLAND“, LES GAUCHES RADICALES A L'EST ET A L'OUEST, FACE A LA REUNIFICATION (1989-1990) .....147

I.	Le milieu éclaté de la gauche radicale ouest-allemande en 1989.....	150
1.	Le cercle initial de la <i>Radikale Linke</i> (RL) .....	150
2.	Le désintérêt de la RL pour le « tourisme révolutionnaire » en RDA .....	153
II.	„Nie wieder Deutschland“ : le mot d'ordre de la <i>Radikale Linke</i> .....	156
1.	L'espace public ouest-allemand : les réserves de la Nouvelle gauche quant à la Réunification.....	157
2.	Le consensus antinationale ou l'aubaine fédératrice de la gauche radicale ouest-allemande .....	158
3.	« Allemagne, ta gueule ! », la manifestation du 12 mai 1990 .....	161
4.	Les tensions internes et l'essoufflement rapide de la mobilisation antinationale ....	163
5.	La lourde symbolique antinationale de la gauche ouest-allemande et le rejet des mouvements citoyens est-allemands .....	164
III.	Le 2 décembre 1990 : les « élections du <i>Reichstag</i> ».....	166
1.	« Boycott électoral » ou « option PDS » ? Les débats stratégiques de la gauche radicale dans l'Allemagne réunifiée.....	167
2.	Les <i>Linken Listen</i> : « une réunification par en bas ? ».....	171
IV.	Et la gauche de l'opposition est-allemande ? .....	177
1.	L'adoption de la rhétorique antinationale par la gauche de l'opposition est-allemande .....	177
2.	La gauche de l'opposition et 1990 : l'histoire d'une défaite .....	178
V.	Conclusion.....	180
1.	La position antinationale en 1990 : un consensus dans la gauche radicale avant la Réunification.....	180
2.	Après les « élections du <i>Reichstag</i> », le 2 décembre 1990, le repli de la gauche radicale « antinationale » dans l'arène extraparlamentaire .....	181
3.	La gauche allemande et la Réunification, discussion des catégories historiographiques : « Idéalisme », « romantisme » versus « pragmatisme » ou « réalisme » ? Un <i>Exkurs</i> .....	182

#### CHAPITRE IV .....187

#### LES GAUCHES RADICALES, A L'EST ET A L'OUEST, A L'EPREUVE DE LA NATION REUNIFIEE (1990 - 1993) .....187

I.	Après 1990 : La reconfiguration de la scène sous le signe du conflit Est/Ouest.....	190
1.	Après les mobilisations contre la Réunification, la dispersion à l'Est et à l'Ouest .....	190
2.	Un foyer de <i>reconnaissance</i> réciproque entre acteurs est- et ouest-allemands : le mouvement squat après 1990.....	192
3.	La cohabitation conflictuelle entre <i>Ossis</i> et <i>Besserwessis</i> .....	196



4.	La mise en réseau Est/Ouest des <i>Infoläden</i> .....	198
II.	Des causes fédératrices : les luttes <i>antifa</i> et <i>antira</i> .....	206
1.	Retour sur la lutte <i>antifa</i> ouest-allemande .....	209
2.	L'antifascisme des militants est-allemands : de la critique de « l'idéal creux » de l'antifascisme d'État à la lutte <i>antifa</i> dans les nouveaux <i>Länder</i> .....	211
3.	Les années 1990 : l'organisation progressive et les contradictions croissantes.....	213
3.	„ <i>Etwas Besseres als die Nation</i> “ : Étude de cas .....	219
III.	L'incommoder héritage de 1989 .....	223
1.	Le débat sur la <i>Stasi</i> : comble du malentendu entre acteurs de l'Est et de l'Ouest .....	223
2.	« L'anti-antitotalitarisme » de la gauche radicale ouest-allemande .....	227
IV.	Conclusion .....	229

### TROISIEME PARTIE ..... 231

#### LA POSITION *ANTIDEUTSCH* ET SES DECLINAISONS A L'EST ET A L'OUEST : VERS UNE REUNIFICATION DE LA GAUCHE RADICALE ? (1995-1999) ..... 231

##### CHAPITRE V ..... 233

##### LE PHENOMENE *ANTIDEUTSCH* (1991-1995)..... 233

I.	Les acteurs de la gauche <i>antideutsch</i> .....	236
1.	Les suites de la mobilisation <i>Nie wieder Deutschland</i> de 1990.....	236
2.	L'aile théorique : l'héritage de la Théorie Critique .....	238
3.	<i>konkret</i> , publication jadis emblématique de la Nouvelle gauche et bastion <i>antideutsch</i> après 1990 .....	239
4.	Les précurseurs.....	240
II.	La guerre du Golfe et les guerres de Yougoslavie : la maturation du phénomène <i>antideutsch</i> .....	243
1.	La guerre du Golfe ou la fragilisation des paradigmes anti-impérialistes .....	243
2.	Les guerres de Yougoslavie ou la convergences des rhétoriques anti-impérialiste et <i>antideutsch</i> .....	247
III.	Le phénomène <i>antideutsch</i> comme "allowable form of [left] identification " ? 252	
1.	La gauche radicale et le débat Goldhagen .....	253
2.	La „ <i>Doitsch-Stunde</i> “ de la gauche autonome .....	256
3.	La réception de la critique du fétichisme de la valeur ( <i>Wertkritik</i> ) .....	260
IV.	La réception du phénomène <i>antideutsch</i> : la partialité des discours savants 264	
V.	Conclusion .....	268

##### CHAPITRE VI ..... 273

##### LE *JUNGE WELT* ENTRE LES MAINS DE LA GAUCHE OUEST-ALLEMANDE (1994-1997) ..... 273

I.	Le <i>junge Welt</i> .....	275
1.	Le <i>junge Welt</i> et la fin de la RDA.....	276
2.	L'identité est-allemande du <i>junge Welt</i> (1990-1994) .....	279
3.	« Les membres de la FDJ que j'ai connus disaient 'notre République' ».....	281
II.	<i>konkret</i> , le „politisches zentral Organ der neuen zynischen Intelligenz“... 286	
1.	<i>konkret</i> , un legs de la Nouvelle gauche .....	287
2.	<i>konkret</i> et le tournant <i>antideutsch</i> après 1990 .....	290
III.	« Le lectorat cible, c'est moi », le <i>junge Welt</i> refondu par les rédacteurs de <i>konkret</i> 292	
1.	Un quotidien est-allemand entre les mains de la gauche radicale de l'Ouest .....	292
2.	„ <i>junge Welt</i> wird nicht mehr älter“ : les conflits .....	295
3.	« Le monde de la jungle », la fondation du <i>Jungle World</i> ouest-allemand.....	297
IV.	Les expressions du conflit.....	298
1.	L'exemple du 8 mai.....	299
2.	„ <i>Jugendkultur</i> “ et „ <i>Poplinke</i> “ versus « confessionnalisme marxiste ».....	303

3. La cristallisation de plusieurs lignes de faille.....	305
V. Conclusion.....	307
<b>CHAPITRE VII.....</b>	<b>311</b>
<b>LES DIFFERENTES FIGURES DU PHENOMENE <i>ANTIDEUTSCH</i> A L'EST ET A L'OUEST</b>	
<b>(1996 – 1999) .....</b>	<b>311</b>
I. Le phénomène <i>antideutsch</i> dans les pratiques <i>antifa</i> .....	315
1. L'appel de Grevesmühlen : contre les <i>Täter</i> dans la population allemande .....	315
2. La critique <i>antideutsch</i> de la lutte <i>antifa</i> .....	318
3. La gauche immigrée ou „ <i>undeutsch</i> “ .....	320
II. L'évolution de la scène de gauche radicale dans les nouveaux <i>Länder</i> : l'exemple de Leipzig (1996-1999).....	324
1. La relève des générations à l'Est.....	326
2. Étude de cas : le <i>Conne Island</i> .....	328
3. <i>Subkultur</i> et matrice <i>antideutsch</i> .....	332
4. La lecture de 1989/90 à l'Est, au prisme de la matrice <i>antideutsch</i> .....	336
III. Conclusion.....	338
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>343</b>
I. La reconfiguration de la scène de gauche radicale en Allemagne unifiée..	344
II. Le prisme générationnel : la gauche <i>antideutsch</i> fille de la Nouvelle gauche ?.....	347
III. L'apport de la perspective est-allemande.....	352
IV. Épilogue : les années 2000.....	354
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>356</b>
Publications de la presse alternative de gauche radicale .....	356
Publications est-allemandes.....	359
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>361</b>
Archives de première main .....	361
Publications de la presse alternative de gauche radicale .....	362
Quelques sites internet de gauche radicale.....	364
Livres d'acteurs sur eux-mêmes (Littérature grise »).....	364
Bibliographie secondaire.....	366

## Résumé

---

### **Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (depuis 1990)**

En 1990, des acteurs est- et ouest-allemands se disant de « gauche radicale », devenaient soudain les membres d'un même collectif : la gauche radicale allemande. Les contextes de politisation et de socialisation de ces acteurs n'avaient pourtant rien eu de commun avant la chute du mur. L'objet de cette étude est de sonder les modalités de l'*unification* des acteurs de l'Est et de l'Ouest au cours des années 1990. Sur quelles bases ont-ils défini le *commun* préalable à tout rapprochement, dans un milieu qui restait toutefois très hétérogène ? Quel rôle jouait à cet égard l'héritage de l'expérience politique de la gauche de l'opposition est-allemande en RDA ? La position dite *antideutsch* ou antinationale a retenu notamment notre attention. Elle s'est développée dans les suites de la Réunification au sein de la gauche ouest-allemande. Elle contribua largement à redéfinir la structure du milieu à l'Est et à l'Ouest dans la seconde moitié des années 1990. La thèse éclaire d'une part la culture politique de l'Allemagne après la Réunification, d'autre part la désorientation de la gauche allemande après l'effondrement du socialisme réel. Ce travail introduit par ailleurs la dimension est-allemande dans l'histoire de la gauche ouest-européenne, dimension souvent négligée par la recherche.

**Mots clefs :** gauche radicale allemande, culture protestataire, culture politique allemande, Réunification allemande

---

## Zusammenfassung (Kurz)

---

1990 wurden linksradikale Akteure aus West- und Ostdeutschland Teil des gleichen Staates und somit gleichsam Teil eines selben Ganzen: der deutschen radikalen Linken. Die große Vielfalt der ideologischen Strömungen in einer höchst heterogenen Szene wie der radikalen Linken machte die Entstehung einer gemeinsamen kollektiven Identität ohnehin schwierig. Die vorliegende Arbeit versucht herauszufinden, wie Akteure aus Ost und West, die sich selbst als „linksradikal“ bezeichneten, im Laufe der 1990er Jahre versucht haben, sich in der neuen, de facto gemeinsamen politischen Szene selbst und gegenseitig zu verorten. Wie wurden die neuen Verhältnisse nach dem Zusammenbruch des Realsozialismus und somit dem Wegfall vieler Bezugsrahmen und Paradigmen des Kalten Krieges neu definiert? Wie sah die deutsche radikale Linke ihre Rolle in diesem neuen Kontext? Gab es spezifische ost- bzw. westdeutsche Antworten auf die neue Situation? Nicht zuletzt wird gefragt, ob ost- und westdeutsche Akteure gemeinsame Kampfinhalte entwickeln konnten. Die Nationsfrage wird in der vorliegenden Studie unter zwei Aspekten verhandelt: Erstens als Erfahrungsgeschichte einer sich neu zu bildenden „deutsch-deutschen Linken“ in Ost und West nach 1990. Zweitens ist es eine Geschichte der expliziten Auseinandersetzung mit den neuen Themen „deutsche Nation“ und „deutsche Geschichte“, wie sie vor allem von Seiten der *antideutschen* bzw. antinationalen Linken diskutiert wurden. Diese Auseinandersetzung hatte sowohl Auswirkungen auf das linksradikale Selbstverständnis der berücksichtigten Szene als auch auf den Verlauf der Neuvereinigung der ost- und westdeutschen Komponenten dieser Szene.

**Schlagwörter:** deutsche radikale Linke, Proteskultur, Protestbewegungen, Wiedervereinigung

## Abstract

---

### **The Radical Left in the East and West and the Reunified Nation (since 1990)**

In 1990, East and West German actors who viewed themselves as members of the “radical left” suddenly became part of the same collective: the German radical left. Yet the contexts in which these actors had been politicized and socialized had been quite distinct prior to the fall of the Wall. The purpose of this study is to examine the modalities by which these actors – East and West – were unified in the course of the 1990’s. On what bases did they – in an environment which remained highly heterogeneous – define the *shared reality* which is a precondition of any rapprochement? What was the influence of the legacy of the East German leftist opposition’s political experience in the GDR? The position known as *antideutsch* or antinational particularly attracted our attention. It developed among the West German left in the wake of reunification. It also contributed considerably to redefining the structure of the scene in the East and the West in the second half of the 1990’s. The dissertation throws light on German political culture following reunification, on the one hand, and on the disorientation of the German left after the collapse of Real socialism, on the other. Furthermore, it introduces the East German dimension, which is often neglected by research, in the history of the Western European left.

**Keywords:** German radical left, Protest culture, German political culture, European Left after 1990, German Reunification

## Zusammenfassung (lang)

---

### **„Deutschland? Nie wieder!": Die radikale Linke in Ost- und Westdeutschland nach der Wiedervereinigung**

1990 wurden linksradikale Akteure aus West- und Ostdeutschland Teil des gleichen Staates und somit gleichsam Teil eines selben Ganzen: der deutschen radikalen Linken. Dass diese Akteure sich nicht sofort gegenseitig als Partner und gemeinsam zur der deutschen radikalen Linken gehörenden Gruppe anerkannten, mag kaum verwundern. Die große Vielfalt der ideologischen Strömungen in einer höchst heterogenen Szene<sup>1</sup> wie der radikalen Linken machte die Entstehung einer gemeinsamen kollektiven Identität ohnehin schwierig. Umso größer war die Herausforderung der Wiedervereinigung.

Für die vorliegende Arbeit wurden zwei Kriterien der Politologin Christine Pina (2005) übernommen, um die linksradikale Zugehörigkeit zu definieren: erstens das „être contre“ – d.h. das „dagegen sein“, also eine systemkritische Haltung der Akteure gegen die kapitalistische Gesellschaft. Zweitens definiert das „être en dehors“ diese Szene – d.h., dass die Akteure in einer außerparlamentarischen Arena agieren und in dieser auch ihre Praxen entwickeln. Außerdem wurde hier der von der *Extremismusforschung* und von den Akteuren selbst vorgeschlagene Begriff der linksradikalen Szene übernommen, der die untersuchten linksradikalen Strömungen adäquat beschreibt, da diese intensiv miteinander kommunizierten, an gemeinsamen Projekten und Aktionen zusammen arbeiteten, Politikfelder teilten, sich kannten und sich miteinander oder gegeneinander verorteten. Der Begriff ist einerseits weit genug gefasst, um unterschiedliche Gruppen unter einem Begriff zusammen zu fassen und zu untersuchen, zugleich macht der Begriff aber auch die gewünschte Abgrenzung eines politischen Milieus deutlich, welches sich als „außerhalb“ der Mehrheitsgesellschaft stehend versteht. Zudem ermöglicht der Begriff, die heterogene Ost- und Westlinke gemeinsam zu fassen. In dieser linksradikalen Szene

---

<sup>1</sup> In einer Arbeit zur radikalen Linken ist es nicht zu vermeiden, Begriffe zu verwenden, die von den Akteuren selbst verwendet werden und teilweise „Jargon“ sind. Diese werden im Folgenden kursiv geschrieben. Ebenfalls kursiv geschrieben werden Zeitschriften- und Zeitungsnamen.

finden sich Strömungen der Autonomen, Akteure der so genannten „undogmatischen Linken“, *Antifa*- und *Antira*-Gruppen sowie „Traditionslinke“, also marxistisch-leninistische, maoistische oder auch trotzkistisch beeinflusste Strömungen.

Charakteristisch für die deutsche radikale Linke ist die große Anzahl an Publikationen, um eine Gegenöffentlichkeit herzustellen: Hierzu zählen für das *antideutsche* Spektrum die Publikationen *konkret*, *Bahamas* und die *Jungle World* sowie für das autonome Spektrum die Zeitschriften *Interim* und *radikal*. Dazu kommen noch *Antifa*-Zeitschriften (z.B.: *Antifaschistisches Infoblatt*), Zeitschriften der linken Opposition (*Umweltblätter* und *telegraph*), weitere Zeitschriften der Linken wie die Zeitungen *Analyse und Kritik* und *junge Welt*, sowie lokale Zeitschriften (etwa *KlaroFix* in Leipzig). Außerdem gibt es eine große Menge grauer Literatur, d.h. Bücher und Aufsätze, in denen die Akteure ihre eigene Geschichte bzw. Praxen reflektieren. All diese Publikationen sowie unveröffentlichte Quellen wie etwa Infoläden-Schriften, Flugblätter und Protokolle von Treffen wurden in dieser Studie ausgewertet.

Die vorliegende Arbeit versucht herauszufinden, wie Akteure aus Ost und West (so bezeichne ich im Folgenden vereinfachend Mitglieder der linksradikalen Szene der alten und neuen Bundesländer), die sich selbst als „linksradikal“ bezeichneten, im Laufe der 1990er Jahre versucht haben, sich in der neuen, de facto gemeinsamen politischen Szene selbst und gegenseitig zu verorten. Wie wurden die neuen Verhältnisse nach dem Zusammenbruch des Realsozialismus und somit dem Wegfall vieler Bezugsrahmen und Paradigmen des Kalten Krieges neu definiert? Wie sah die deutsche radikale Linke ihre Rolle in diesem neuen Kontext? Gab es spezifische ost- bzw. westdeutsche Antworten auf die neue Situation? Konnten sich ostdeutsche und westdeutsche linksradikale Akteure gegenseitig anerkennen? Anerkennung wird hier als Bereitschaft verstanden, die jeweilige Erfahrung und Geschichte des Anderen anzuerkennen sowie sich als Teil einer gesamtdeutschen radikalen Linke zu verstehen. Nicht zuletzt wird gefragt, ob ost- und westdeutsche Akteure gemeinsame Kampfinhalte entwickeln konnten.

Auffallend ist, dass bei vielen Publikationen der linksradikalen Gegenöffentlichkeit im Westen die Nationsfrage allgegenwärtig war und explizit verhandelt wurde. Dies gilt eingeschränkt auch für die ostdeutsche Linke, die sich jedoch stärker mit sozialen Fragen der Ungleichheit beschäftigte.

Bereits kurz vor der Wiedervereinigung bildete sich im Westen eine sich selbst als *antideutsche* bzw. antinationale Linke erklärende Strömung heraus, die aus einem breiten und heterogenen Spektrum der radikalen Linken kam und vor der Entstehung eines „Vierten Reiches“ warnte. Diese Strömung gewann nach der Wiedervereinigung stark an Einfluss. Und nicht nur für dieses Spektrum war die deutsche Nation die Verkörperung vieler Feindbilder: Nation sei rechts, meinten viele linksradikale Akteure. Die deutsche Nation habe damals den Nationalsozialismus produziert. Nation hieße immer auch Rassismus und Antisemitismus. Die Nationsfrage ließ viele tief verankerte linke Paradigmen wie Antikapitalismus, Antiimperialismus und Antizionismus in den Hintergrund rücken. Dies war ein Novum. Noch nie davor war die linksradikale Szene so sehr von dieser Nationsfrage betroffen. Die Zentralität der Nationsfrage hatte direkte Auswirkungen auf die linken Paradigmen, welche durch den Zusammenbruch des Realsozialismus ohnehin schon stark geschwächt wurden. Jeder in der Szene „musste“ sich zu dieser Frage positionieren. Das *antideutsche* Phänomen ging über die Akteure und Strömungen der sich als *antideutsch* bezeichnenden Linken hinaus, wenn auch in abgeschwächter Form. Es handelt sich hierbei, so die These der Arbeit, um ein Phänomen, dass die gesamte linksradikale Szene betraf.

Die Nationsfrage wird in der vorliegenden Studie unter zwei Aspekten verhandelt: Erstens als Erfahrungsgeschichte einer sich neu zu bildenden „deutsch-deutschen Linken“ in Ost und West nach 1990. Diese Erfahrungsgeschichte ist im Grunde eine Geschichte der Wiedervereinigung. Zweitens ist es eine Geschichte der expliziten Auseinandersetzung mit den neuen Themen „deutsche Nation“ und „deutsche Geschichte“, wie sie vor allem von Seiten der *antideutschen* bzw. antinationalen Linken diskutiert wurden. Diese Auseinandersetzung hatte sowohl Auswirkungen auf das linksradikale Selbstverständnis der berücksichtigten Szene als auch auf den Verlauf der Neuvereinigung der ost- und westdeutschen Komponenten dieser Szene.

Durch das Zusammenführen der beiden Perspektiven füllt diese Studie eine Forschungslücke. In der bisherigen *Extremismusforschung* über das *antideutsche* Phänomen (Gerber (2009), Ullrich (2008), Hagen (2004)) ist die Ost-West-Dimension so gut wie abwesend. Die vorliegende Studie bemüht sich hingegen, die Spannungen und die gegenseitigen Verortungen der Ost- und Westlinken in den 1990er Jahren darzustellen und als Teil des Wiedervereinigungsprozesses zu analysieren.



In der bisherigen Forschung über die Linke in Deutschland oder gar in Europa wird oft eine Spaltungslinie angeführt, um die höchst heterogene linksradikale Szene zu analysieren, ohne ins Detail der vielfältigen Strömungen gehen zu müssen. So wird gewöhnlich zwischen „Alter“ beziehungsweise „traditioneller“ und „Neuer Linken“ unterschieden, oder auch zwischen „materialistischen“ und „postmaterialistischen“ Strömungen. Die Tradition, hier eine Spaltungslinie zu ziehen, entspricht einem Bedürfnis der Akteure selbst. So gab es „neuere“ Strömungen der Linken, die versuchten, sich hierüber abzugrenzen und neu zu verorten. Diese Spaltungslinien dienen also dazu, den hybriden Charakter der Wirklichkeit, die Mischung der Einflüsse und der Ideologien sprachlich zu überwinden. Für die Zeit nach 1990 betont die bisherige Forschung auch das Auftauchen einer neuen Spaltungslinie zwischen der *antideutschen* bzw. antinationalen Linken einerseits und dem Rest der antiimperialistischen bzw. antifaschistischen Linken andererseits.

Ausgehend von der Frage nach „Erbschaften“ und nach der Hybridität dieser Erbschaften, das heißt ausgehend von den Verstrickungen der unterschiedlichen ideologischen Strömungen und Einflüsse, kommt diese Arbeit zu einer etwas anders angelegten inneren Differenzierung der Linken. Um diese Differenzierung zu beschreiben wird der Begriff „ligne de faille“ verwendet. Der aus der Geologie stammende Begriff „ligne de faille“ betont zwar auch die Dimension des Bruches, verweist jedoch gleichzeitig darauf, dass dieser nur vor dem Hintergrund historisch gewachsener Konstellationen zustande kommen konnte und dass die durch die Spaltung entstandenen Lager daher auch einen hybriden Charakter haben. Im Kapitel I wird dieser Charakter deutlich. Dort werden die Erbschaften der westdeutschen Linke beleuchtet. Eine besondere Aufmerksamkeit wird hier dem linken Antizionismus gewidmet, da dessen Kritik eine sehr bedeutende Rolle in der *antideutschen* Linke nach 1990 gespielt hat.

Im Kapitel II wird darauf eingegangen, wie die ostdeutsche Linke sich nach der Wiedervereinigung entwickelt hat.

Von einer „ostdeutschen Linken“ zu sprechen versteht sich nicht von selbst. Hier wurde in erster Linie die ostdeutsche Opposition unter die Lupe genommen. Diese Gemeinsamkeiten sind weniger ähnlichen politischen und gesellschaftlichen Zuständen in Ost und West geschuldet als vielmehr einem Transfer der politischen Protestkulturen im Rahmen von transnationalen Protestbewegungen wie etwa der Ökologie- oder der Friedensbewegung. Die ostdeutschen Gruppen, die in der Studie

unter die Lupe genommen werden, sind von anarchistischen und sozialistischen Einflüssen geprägt worden. Was sich 1989 und 1990 für sie ereignete, kann man am besten als eine Geschichte des Scheiterns deuten. Für sie bedeutete die deutsche Einheit vor allem den Sieg des triumphierenden Kapitalismus. Damit wurden ihre Hoffnungen auf eine „freie sozialistische Gesellschaft“ zunichte gemacht. Sie erfuhren darüber hinaus, wie weit ihre politischen Ansätze und ihr tiefer Glaube an einen reformierten Sozialismus innerhalb der DDR von den Wünschen der ostdeutschen Mehrheitsbevölkerung entfernt waren.

In den folgenden Kapiteln (Kapitel III bis Kapitel IV) wird auf die Zeit nach 1990 eingegangen, und untersucht, wie die jeweiligen Erbschaften der Ost- und Westlinken zusammenkamen. Der für die westdeutsche Linke höchst negativ aufgeladene Begriff der Nation hat, so die These der Arbeit, eine Schlüsselrolle in der Neukonfiguration bzw. der Neuvereinigung der deutsch-deutschen linksradikalen Szene nach 1990 gespielt.

Zwischen 1990 und 1995 wies die westdeutsche *antideutsche* Linke „anti-antitotalitäre“ Züge auf: So sprachen sich etwa die Mehrheit der antinationalen radikalen Linken – ein Netzwerk, das sich 1989 gebildet hatte –, aber auch Teile der undogmatischen und autonomen Linken in ihren Publikationen gegen die „Normalisierung“ der deutschen Nation aus. Dies hatte gleichzeitig eine Abwertung der Erfahrungen der ostdeutschen oppositionellen Linke durch die westdeutschen Linken zur Folge, da die westdeutsche Linke dazu tendierte, die ostdeutsche oppositionelle Linke mitverantwortlich für den Zusammenbruch des Realsozialismus und somit für die Wiedervereinigung zu machen. Für die erste Hälfte der 1990er Jahre ist daher die Spaltungslinie des Ost-West Konfliktes zentral.

Die Aufmerksamkeit auf die chronologische Entwicklung zu legen ermöglicht es zu zeigen, wie verzahnt miteinander am Anfang der 1990er Jahre die antiimperialistische auf der einen und die antinationale Linke auf der anderen Seite waren. So zeigt das Kapitel III auf, wie der Slogan *Nie wieder Deutschland* eine gemeinsame, relativ vage Stellungnahme gegen die Wiedervereinigung ausdrückte. Die *Nie wieder Deutschland* - Einstellung muss als diskursiver Schmelztiegel verstanden werden, in der sich die gesamten paradigmatischen antiimperialistischen sowie antinationalen linken Rhetoriken finden. Aus dieser konsensfähigen antinationalen Haltung der westdeutschen radikalen Linken ergaben sich zwei Haltungen nach der Wiedervereinigung. Die antinationale Position verfestigte sich in

einem Teil der Linken. Diese antinationale Linke stand ihrer eigenen politischen Zukunft und dem Potential einer breiten „emanzipierten“ sozialen Bewegung sehr skeptisch gegenüber. Ihre Rhetorik nahm teilweise apokalyptische Züge an.

Eine zweite Haltung entwickelte sich auch aus dieser ersten antinationalen Haltung: Einige Gruppen wollten aus dem neuen Kontext Profit schlagen und bemühten sich, mit ostdeutschen Gruppen in Kontakt zu kommen. So kamen während des Wahlkampfes bei den ersten Bundestagswahlen des vereinigten Deutschlands im Dezember 1990 Teile der westdeutschen radikalen Linken mit der neuen, aus der ostdeutschen Einheitspartei SED hervorgegangenen bundesdeutschen PDS in Kontakt. Andere versuchten, eher Kontakte zu Gruppen der ostdeutschen Opposition zu knüpfen.

Die Debatten in der westdeutschen radikalen Szene drehten sich um die Frage, was die beste linksradikale Politik sei. War es konsequenter, sich als „Kraft der Negation“ zu profilieren, sich jeder politischen Zusammenarbeit mit der parlamentarischen PDS oder mit Gruppen der ostdeutschen Opposition zu verweigern und sich in eine politische Nische zurückzuziehen? Oder sollte man eher kompromissbereit versuchen, mit der für die westdeutsche politische Landschaft neuen linken Partei der PDS oder mit den Grünen zusammenzuarbeiten? Die antinationale bzw. *antideutsche* Linke entwickelte sich aus der ersten „Negations“-Position, was einer gewissen Abschottung entsprach. Doch auch bei den Anhängern der zweiten, der kompromissbereiteren Position, war die sowieso spärliche Zusammenarbeit ost- und westdeutscher Akteure schwierig. Obwohl es viele Überschneidungen gab bzgl. der nationalen Frage und der Art und Weise, wie die Wiedervereinigung verlief, zeichnete sich bereits bei den ersten deutsch-deutschen Treffen der „Ost-Westkonflikt“ ab. Aus Sicht der beteiligten ostdeutschen Akteure brüsteten sich die Westlinken, meist aus den trotzkistischen und autonomen Spektren, mit ihren längeren Erfahrungen und versuchten, ihre Positionen auf Kosten der Wünsche und Ansätze ostdeutscher Akteure durchzusetzen.

Im nächsten Kapitel IV (1991-1993) werden die Spaltungen zwischen der ost- und westdeutschen Linken gezeigt, wobei einige dieser Spaltungen bereits 1990 auftauchten. Hier werden insbesondere die Möglichkeiten und Grenzen der Szenen untersucht, doch noch eine Annäherung zu erreichen. Eines der damaligen Anliegen in der deutsch-deutschen linksradikalen Szene war zu versuchen, die ost- und westdeutschen Akteure zu vernetzen. Zu dieser Zeit stand die antifaschistische und

antirassistische – sprich „Antifa“ bzw. „Antira“-Frage im Vordergrund des linksradikalen Aktivismus. Bereits kurz vor der Wiedervereinigung entwickelte sich die Neonazi-Szene besonders im Osten stark. Darüber hinaus nahmen Anfang der 1990er Jahre rassistische Taten gegen Ausländer und Flüchtlinge extrem zu und es entwickelte sich eine linke Gegenbewegung. Die Hausbesetzerbewegung sowie die bundesweiten Infoladentreffen (1991-1993) waren Beispiele dieser Handlungsräume, die zu einer Vernetzung der ost- und westdeutschen Strukturen führen sollten. Im Kontext dieses Antifa- und Antira- Aktivismus setzte sich darüber hinaus eine bundesweite Antifa-Struktur durch, die aus der Vernetzung lokaler, mehrheitlich autonom agierender Antifa-Gruppen entstand. Die 1991 gegründete *Antifaschistische Aktion/Bundesweite Organisation* (AA/BO) war jedoch streng organisiert und es kam schnell zu Widersprüchen mit dem eher autonomen Selbstverständnis der Antifa-Praxis. So wurde eine hierarchische, bundesweite Organisation aufgebaut, die, so ihre Gegner, das Prinzip der lokalen Autonomie weitgehend verdrängte und deren Praxis der Militanz gegen die so genannten Neonazis fast paramilitärische Züge trug. Darüber hinaus kamen die Bezugspunkte dieser Organisation aus dem historischen Antifaschismus und waren mit antikapitalistischen und antiimperialistischen Rhetoriken verbunden. Schnell entwickelte sich der interne Vorwurf, dass die Besonderheit der Shoah dabei kaum reflektiert wurde. Und für die ostdeutsche ehemalige linke Opposition zeigte diese Organisation zu viele Gemeinsamkeiten mit dem staatstragenden offiziellen Antifaschismus der DDR und wurde als „stalinistisch“ abgestempelt.

Am Beispiel der Stasidebatte 1992 kann deutlich gezeigt werden, warum diese Annäherungsversuche zum Scheitern verurteilt waren. Die antinationale bzw. *antideutsche* Westlinke war anti-antitotalitär: Dies bedeutete in erster Linie, dass der Begriff des „Antitotalitarismus“ als Verharmlosung des Nationalsozialismus und als Gleichsetzung von Nationalsozialismus und Stalinismus gesehen wurde. Vor diesem Hintergrund verweigerten sich die Akteure dem „Normalisierungsdiskurs Deutschlands“ nach 1990. Es schien ihnen unmöglich, die Ost-Opposition, so links sie auch war, in ihr Selbstbild zu integrieren und somit anzuerkennen. Denn obwohl die DDR für die meisten Westlinken keine wirkliche Alternative darstellte, waren für die meisten westdeutschen Akteure doch die linken Akteure der Opposition in der DDR diejenigen, die den Kommunismus begraben hatten und somit zum Triumph des Kapitalismus und des Nationalismus beigetragen hatten. Die Westlinke zeichnete sich also durch ein ungeklärtes Verhältnis zum Realsozialismus aus: entweder durch

eine antinationale bzw. *antideutsche* Position oder durch eine Politik, die an eine „stalinistische“ Rhetorik anknüpfte. Das Erbe von 1989 war offensichtlich nicht von großem Interesse für die westdeutsche Linke, ja sogar belastend und unbrauchbar für eine Zusammenarbeit. Als Symbol des Zurückziehens und der Bedeutungslosigkeit der ostdeutschen linken Opposition in der neuen politischen Landschaft Deutschlands nach 1990 kann man das 1992 mit staatlichen Mitteln gegründete *Matthias-Domaschk-Archiv* sehen, welches Akten und Publikationen der ostdeutschen Opposition sammelt. Die linke Opposition der DDR war Geschichte geworden und war somit passé: In den neuen Verhältnissen hatte sie keine Rolle mehr zu spielen.

In der Forschung (insbesondere Gerber (2009), Ullrich (2008), Hagen (2004)) wird das Jahr 1995 als Wende identifiziert. In der Tat thematisierten und problematisierten die erstarkenden, *antideutschen* Akteure nicht mehr die unmittelbaren Folgen der Wiedervereinigung, sondern die Fragen nach dem herrschenden Erinnerungsdiskurs und nach der Gefahr eines „*soften*“ und dennoch genauso gefährlichen Nationalismus. Mit dem „*Memory boom*“ (Geoff Eley The „Goldhagen Effect“, 2000), d.h. mit der Allgegenwärtigkeit der Erinnerungsdiskurse zum Zweiten Weltkrieg sowohl in der bürgerlichen Öffentlichkeit als auch in der linksradikalen Gegenöffentlichkeit wurde das *antideutsche* Phänomen immer prägender für viele Gruppierungen, insbesondere für die Antifa-Szene. Das *antideutsche* Phänomen breitete sich in der Szene selbst aus. Es war nicht mehr nur das Anliegen einer publizistischen Linken (konkret, *Bahamas*, ISF), sondern steckte die meisten sogenannten Antifa-Gruppen und darüber hinaus das ganze Spektrum der neueren Linken an. Die meisten Gruppen der autonomen, undogmatischen Linken debattierten darüber. Die linksradikale Szene wurde mehr und mehr gespalten zwischen der *antideutschen* bzw. antinationalen Linken auf der einen und der antiimperialistischen bzw. Traditionslinken auf der anderen Seite.

Um dieses breite Phänomen zu deuten, wurde es im Kapitel V als *formation discursive* gefasst, das heißt als diskursive Einheit, welche die gesamte Szene betrifft. In dieser diskursiven Einheit sind konträre Stellungen – etwa zwischen antiimperialistischer und antinationaler Linke –, aber auch komplementäre, unterschiedliche Stellungen möglich, weil man gemeinsame Frames, Topoi und Referenzen teilt.

Das *antideutsche* Phänomen kann einerseits als Kristallisationspunkt vieler Infragestellungen linker Paradigmen nach dem Zusammenbruch des Bezugsrahmens des Kalten Krieges (Antiimperialismus, Antizionismus, Pazifismus, Antikapitalismus) betrachtet werden. Selbst vormals antiimperialistische Gruppen (etwa die Stadtguerillagruppe der Revolutionären Zellen) erkannten, dass diese Kategorien für die Deutung der neuen Weltordnung nicht mehr geeignet waren. Andererseits kann das *antideutsche* Phänomen aber auch als Antwort auf die neue Situation in Deutschland gesehen werden: die zurückgewonnene Souveränität Deutschlands und die damit verbundenen außen- wie innenpolitischen Folgen. Auf außenpolitische Aspekte – Golfkrieg und Jugoslawienkriege – wird im Rahmen der Arbeit insofern eingegangen, als dass sich Züge des *antideutschen* Phänomens anhand dieser Ereignisse herausgebildet haben.

Während die ersten Kapitel sich mit der ersten Hälfte der 1990er Jahre beschäftigen, befassen sich die folgenden Kapitel VI und VII mit der Zeit zwischen 1995 und 1999. Um die Ost-West-Dimension weiterzuführen, befasst sich das Kapitel VI in einer Fallstudie mit der *jungen Welt*. Die *junge Welt*, 1947 im sowjetischen Sektor von Berlin gegründet, war die auflagenstärkste Zeitung der DDR. Trotz erheblicher finanzieller Schwierigkeiten nach 1990 konnte die Zeitung als „die ostdeutsche Jugendzeitung“ doch überleben. 1994 war die Zeitung kurz davor, in Konkurs zu gehen. Der ostdeutsche Verlag der Zeitung bat Hermann L. Gremliza, damals Chefredakteur und Herausgeber der traditionsreichen westdeutschen Zeitschrift *konkret* aus Hamburg um Hilfe. Symptomatisch für die Haltung der westdeutschen Linken gegenüber dem Osten war die Hoffnung der Westredakteure, aus einer von der ehemaligen Ostopposition als „stalinistisch“ bezeichneten Zeitung eine neue, strömungsübergreifende und die Spaltung zwischen Ost- und Westdeutschland überwindende, linksradikale Zeitung zu machen. Das Profil der Zeitung wurde nunmehr vor allem in Bezug auf die westdeutsche Presselandschaft konzipiert. Die dreijährige Zusammenarbeit von ost- und westdeutschen Redakteuren bei der Redaktion der *jungen Welt* war sehr konfliktreich. 1997 spaltete sich ein Teil der Redaktion ab und gründete die neue Wochenzeitung *Jungle World*, eine Zeitschrift mit *antideutschem* Profil, für eine sich als „undogmatisch“ bezeichnende Poplinke.

Exemplarisch können an diesen beiden Zeitungen Gemeinsamkeiten und Unterschiede der ost- und westdeutschen Linken verdeutlicht werden. Am Beispiel

des 8. Mai etwa kann man pointiert zeigen, welche Gemeinsamkeiten ost- und westdeutsche Linke haben konnten. Über die systemkritische Opposition gegen den Kapitalismus, den Imperialismus und den Rassismus hinaus war der Widerstand gegen den herrschenden nationalen Erinnerungsdiskurs, also gegen die „Normalisierung“ Deutschlands eine wichtige Gemeinsamkeit. Gleichzeitig gab es aber auch einen wichtigen Unterschied: Während die ursprüngliche Ost-Redaktion der *jungen Welt* (vor 1994) den Schwerpunkt auf die Befreiung durch die sowjetischen Truppen setzte, stellte der dazugekommene Redaktionsteil aus der Westlinken die Befreiung durch die Alliierten in den Vordergrund. Bereits anhand dieses Beispiels werden die gegenseitigen Verortungen der ost- und westdeutschen Linken spürbar. Die Verortung im Westen bzw. im Osten war nicht nur für die ostdeutschen Redakteure, sondern auch für die stark vom *antideutschen* Diskurs beeinflussten westdeutschen Akteure sehr bedeutungsvoll.

Darüber hinaus überschchnitt die neue Spaltungslinie zwischen der *antideutschen* bzw. antinationalen Linken auf der einen und antiimperialistischen bzw. Traditionslinken auf der anderen Seite diesmal die Spaltungslinie zwischen der ehemaligen staatstragenden DDR-Linken in der *jungen Welt* einerseits und der *antideutschen* bzw. antinationalen westdeutschen Linken andererseits. Die Spaltung sowie das *antideutsche* Phänomen wurden klarer: Man grenzte sich durch diese redaktionelle Erfahrung stärker auch von der staatstragenden DDR-Linken und somit von den Überbleibseln des Realsozialismus ab. Interessanterweise wurde aber die DDR-Linke der *jungen Welt* weniger als „stalinistische“ denn vielmehr als „nationalistische Linke“ abgetan. Insgesamt distanzierte man sich in der westdeutschen Linken im Laufe der Zeit von zwei Strömungen der ostdeutschen Linken: von der ehemals staatstragenden und von der oppositionellen Linken.

Mit der letzten Phase des Endes der 1990er Jahre befasst sich das letzte Kapitel (VII). Hier werden unterschiedliche Formen des *antideutschen* Ansatzes in den *Antifa*-Praxen, im subkulturellen Raum oder im Diskurs der radikalen Szene untersucht. Die Ansätze waren manchmal weit entfernt vom ursprünglichen Verständnis des theoretischen *Antideutschtums*. Zum großen Teil lässt sich die Phase durch einen Generationenwechsel verstehen. Außerdem hatte in der Szene die Durchmischung von west- und ostdeutschen Akteuren zugenommen.

So wurde insbesondere die Idee von der *antideutschen* aber auch der migrantischen Linken übernommen, dass der Rassismus in der Mitte der deutschen Bevölkerung

verankert sei, und dass „die Täter überall“ und nicht nur als „Neonazis“ identifizierbar seien. Diese Einstellung ging mit neuen Praxen einher, zum Beispiel den Strafexpeditionen. Dies waren Demonstrationen, die gegen die gesamte Bevölkerung gerichtet waren.

Der letzte Teil dieses Kapitels ist einer zugleich antifaschistischen und subkulturellen Szene in Leipzig gewidmet, dem *Conne Island* und dem *Bündnis gegen Rechts*. An diesem Beispiel wird erkennbar, wie sich jüngere, meist nach der Wende politisierte ostdeutsche Akteure die westdeutschen *antideutschen* Denkmuster zu Eigen gemacht haben. Allerdings wird unter „deutsch“ nicht mehr genau dasselbe verstanden wie das, was westdeutsche Akteure früher darunter fassten: Hier wurden vor allem Eigenschaften und Werte (die so genannten „Sekundärtugenden“ wie „Ordnung“, „Gehorsamkeit“ etc., aber auch der ostdeutsche „Provinzialismus“) damit verbunden. In dem Fall wird die *antideutsche* Idee vor allem das Merkmal einer Jugendkultur, die die herrschenden bürgerlichen Werte in einem fast romantischen Sinne konterkariert. Dieser Romantizismus verdeutlicht zugleich die Widersprüche des *antideutschen* Ansatzes. Die amerikanische kommerzielle Popmusik wird von den *antideutschen* Akteuren wieder als attraktiv und hochwertig wahrgenommen, wohingegen diese an anderen Orten der linken Szene als Mainstream und herrschende Kultur abgelehnt wird.

Diese sub- und jugendkulturelle Anpassung der *antideutschen* Deutungsmuster machen auch das ambivalente Verhältnis zum DDR-Erbe, inklusiv des Erbes der linken Opposition, deutlich.

Das Kapitel zeigt zugleich, dass trotz aller genannten Schwierigkeiten die „Wiedervereinigung“ der deutschen linken Szene in den 1990er Jahre in Ansätzen erfolgte: indem Teile der ostdeutschen, linken Jugendkulturen sich eine Strömung aneigneten und veränderten, die ursprünglich in Westdeutschland entstanden war.

Im Schluss wird auf die neueren Entwicklungen der Szene seit 1999 eingegangen. Mit dem Aufschwung der globalisierungskritischen Bewegung wurden andere Dynamiken wichtig. Die sozialen Fragen wurden stärker berücksichtigt, der internationale Rahmen und die internationale Zusammenarbeit gewannen eine größere Bedeutung. Die Bemühungen der rot-grünen Regierung unter Schröder, gegen bestimmte Teile der rechtsradikalen Szene vorzugehen sowie das als rassistisch kritisierte Staatsbürgerschaftsrecht zu reformieren, nahmen den Wind aus



den Antifa-Siegeln der radikalen Linken. Zugleich spitzte sich jedoch nach dem 11. September 2001 der *antideutsche* Diskurs zu und wurde nunmehr zu einer bedingungslosen Solidarität mit Israel. Er wirkte jetzt vielfach polarisierend. Die Auseinandersetzungen mit der Nationsfrage, die die 1990er Jahre sehr geprägt hatten, blieben weiterhin bedeutend.

Insgesamt wurden mit den Mobilisierungen gegen Hartz IV die sozialen Fragen, die in den 1990er Jahren in den Hintergrund getreten waren, wieder wichtiger. Die Stadt als Bewegungsraum, die Häuser und Kieze traten ebenfalls wieder stärker in den Vordergrund.

Diese Geschichte kann als eine Geschichte einer schwierigen Neuvereinigung der linksradikalen Szene in Deutschland angesehen werden, in der das *antideutsche* Phänomen in seinen vielfältigen und meistens abgeschwächten Formen eine zentrale Rolle gespielt hat. Die am Anfang dieser Arbeit gestellten Fragen nach der Neuverhandlung linker Inhalte nach dem Zusammenbruch des Realsozialismus und den spezifischen ost- bzw. westdeutschen Antworten hierauf können wie folgt beantwortet werden:

**A)** Das Neudenken der Paradigmen des Kalten Kriegs erfolgte zum großen Teil durch die Ablehnung der Nation. Dies war der Kristallisationspunkt, der in der westdeutschen, linksradikalen Szene entwickelt wurde. Man lehnte sowohl die herrschenden Strukturen „von oben“ als auch die „von unten“, das heißt die der „Masse“ ab. Dies führte gleichsam zu einer Art depressiven, zynischen Haltung in der Linken, die prägend für die 1990er Jahre blieb.

**B)** Die gegenseitige Anerkennung zwischen ostdeutschen Akteuren der linken Opposition und westdeutschen linksradikalen Akteuren in der ersten Hälfte des Jahrzehntes wurde durch die westdeutsche „anti-antitotalitäre“ Haltung und die mangelnde Auseinandersetzung der antinationalen bzw. *antideutschen* Westlinken mit dem Realsozialismus deutlich erschwert oder sogar unmöglich gemacht. Die damalige Fixierung auf den Nationalsozialismus kann zugleich als paradoxe Verdrängung einer eigentlich notwendigen und von der ostdeutschen linken Opposition auch gewünschten Auseinandersetzung mit dem Realsozialismus betrachtet werden. Dies ermöglichte dagegen die Annäherung zwischen den ehemaligen staatstragenden ostdeutschen Akteuren der *jungen Welt* und der *antideutschen* Linken von *konkret*.

C) Dennoch erfolgte eine Art Wiedervereinigung in der zweiten Hälfte der 1990er Jahre, indem sich eigentlich westdeutschen, spezifischen Strömungen auf die gesamte ost- und westdeutsche Szene der radikalen Linken ausdehnten. Die Übernahme der westdeutschen, antinationalen bzw. *antideutschen* Rhetorik durch die Ostlinke trug gleichzeitig auch typische ostdeutsche Züge – was in der Fallstudie von Leipzig gut zu erkennen ist. Die neue Ligne de faille zwischen einer *antideutschen* auf der einen und einer antiimperialistischen bzw. Traditionslinken auf der anderen Seite speiste sich auch von der älteren Spaltungslinie zwischen Ost- und Westlinken, welche die Szene in der ersten Hälfte der 1990er Jahre geprägt hatte.

Wer in diesen Entwicklungen lediglich die Geschichte eines Scheiterns sieht, der greift zu kurz. Das *antideutsche* Phänomen hat die Szene der 1990er Jahre stark geprägt. Auch im neuen Jahrtausend kann von einer Zuspitzung der Konflikte zwischen der *antideutschen* Linken und der antiimperialistischen Linken gesprochen werden. Beide Seiten vertreten unvereinbare Sichtweisen, vor allem in Bezug auf den Nahost-Konflikt. Zugleich vertreten und verteidigen gewisse *antideutsche* Gruppierungen sehr widersprüchliche Positionen. Auch diese Positionen wurden von weiten Teilen der Szene internalisiert und bearbeitet und wirkten teilweise auch als garde fou, also in dem Sinne hilfreich, dass ein antizionistisches Abdriften bestimmter antikapitalistischer und antiimperialistischer Ansätze verhindert wurde und sich teilweise eine selbstreflexive politischen Praxis entwickelte.

Meine Arbeit dokumentiert wichtige Ergebnisse zu folgenden Aspekten:

Dank seines intensiven Kommunikationsverhaltens eignet sich dieses kleine Milieu besonders gut, um die Geschichte der Entwicklung der politischen Kultur in Deutschland in den 1990er Jahre einerseits und die Geschichte der deutschen und sogar europäischen Linken nach 1990 andererseits zu beleuchten. Bislang beschäftigte sich die Forschung zumeist aus einer politik- bzw. sozialwissenschaftlichen Perspektive vor allem mit der Zeit nach 1990, die im Sinne der *Extremismusforschung* untersucht wurde. Retrospektiv wird in der Forschung daher häufig hervorgehoben, dass die *Antideutschen* vielfach spaltend wirkten. Diese Sichtweise übersieht jedoch die frühe Phase einer Neuformierung linker Politik, in der eine weniger zugespitzte Variante dieser Position durchaus auch Gruppen zusammenführen konnte und gemeinsame Politikfelder ermöglichte. Die historische

Perspektive ermöglicht also einen anderen Blick auf die von den Akteuren selbst als eine neue Bruchlinie in der Szene wahrgenommene Neuformierung nach 1990. Für diese ohnehin bewegungsarme Zeit hat sich auch gezeigt, dass Ansätze aus der Organisations- und *Extremismusforschung* unbedingt zu ergänzen sind: Die diskursiven und historisch angelegten Herangehensweisen erscheinen in diesem Zusammenhang besonders geeignet, um die unterschiedlichen Varianten des linken Selbstverständnisses zu verdeutlichen.

Zentral in dieser Arbeit ist die Verbindung der Nationsfrage als explizite Debatte in der Linken mit der Nationsfrage als Erfahrungsgeschichte, d.h. als das Zusammentreffen von west- und ostdeutschen linksradikalen Akteuren. Die Berücksichtigung der ostdeutschen Perspektive knüpft an den jüngsten „deutsch-deutschen“ Ansatz der Historiographie („Verflechtungsgeschichte“, Klessmann (2006)) an, der sich aber vor allem auf die Geschichte des Kalten Krieges bezieht. Mit diesem methodischen Ansatz kommt man nicht nur zu anderen Ergebnissen als die bisherige Forschung (Gerber (2009), Ullrich (2008), Hagen (2004)) sondern man kann auch zeigen, wie stark die Studien über die deutsche Linke (*Extremismusforschung*, aber auch Markovits (1995), Eley (2002), Ludwig (1997), Haunss (2004)) eine westdeutsche bzw. westeuropäische Perspektive übernommen haben. Demokratische Kultur heißt auch „West“, was aber unsagbar ist. So fragen diese Autoren immer auch nach der Durchsetzung demokratischer Kultur, die zugleich als westliche Kultur verstanden wird – ohne dies explizit so zu benennen.



## **Première Partie**

Les héritages à l'Ouest et à l'Est avant 1990



## Introduction

---

*What's left ?* La formule à double sens et ses déclinaisons – *Was ist heute links ?* – fit florès après 1989<sup>2</sup>. Le constat d'une « crise de la gauche » après l'effondrement du socialisme réel s'est depuis généralisé dans l'espace public européen. L'usage, paresseux, du mot « crise » permet d'envelopper dans un malaise global l'ensemble des courants de la gauche ouest-européenne sans y regarder de plus près, sans interroger non plus la nature du lien de causalité entre ce malaise et l'effondrement du communisme à l'Est. Il est difficile en effet de ne pas comprendre cette expression comme l'envers du triomphe de l'ordre politique et économique occidental. Pourtant cette « crise » semblait surtout confirmer une évolution plus ancienne, datant au moins du milieu des années 1970, où la fragilisation de la social-démocratie ouest-européenne, marquée par la mise en question du modèle keynésien et la fin du plein emploi dans les pays d'Europe occidentale, s'était accompagnée de la lente mais sûre disgrâce des partis socialistes et communistes. Mais il est vrai que, hors même des courants qui s'alignaient sur les positions de l'URSS ou bien alors reconnaissaient au socialisme réel la valeur d'expérience perfectible vers le communisme, l'ensemble de la gauche ouest-européenne partageait ses fondations idéologiques avec celui-ci. En 1989, la seule alternative réelle au capitalisme disparaissait et il ne fallut que quelques semaines pour voir réduits à néant les espoirs de troisième voie, portés par quelques courants oppositionnels à l'Est de l'Europe. D'autant que les « héros » des révolutions est-européennes de 1989 : le peuple, la nation, les droits de l'homme<sup>3</sup>, devenaient, dans cette perspective, autant de cautions retirées au potentiel critique de la gauche et apportées à l'ordre libéral triomphant. Que restait-il à la gauche ? La fin de la guerre froide ne signifiait pas seulement en Allemagne la fin du communisme, elle s'ensuivit du processus d'unification des deux républiques allemandes qui acheva de marginaliser les gauches ouest- et est-allemandes. En effet, ce processus d'unification doubla la désorientation idéologique

---

<sup>2</sup> Bobbio, N. et al. (1993). *What's left? Prognosen zur Linken*, Berlin; Dietzel, H. et Irmschler, K. (dir.) (1991). *Was ist heute links? Ein Diskussionsangebot*, Berlin

<sup>3</sup> Smolar, A. (2000). « Révolutions de l'an 1989 : fin d'un monde et naissance d'un siècle », in: *Politique étrangère*, n. 3-4 : pp. 901-913

qui succéda à la disparition du socialisme réel, d'une dimension supplémentaire. L'extrême réserve, voire le rejet, des gauches parlementaires – partis social-démocrate et verts – et radicale ouest-allemandes, ainsi que de la gauche de l'opposition est-allemande, face à la Réunification contrastait avec la liesse populaire est-allemande relayée par l'habileté du gouvernement Kohl dans la conduite du processus de Réunification. L'éventail des réactions de la gauche ouest-allemande se déployait entre l'enthousiasme mesuré, la circonspection et l'hostilité farouche, ce qui se solda, lors des premières élections de l'Allemagne réunifiée en décembre 1990, par un cuisant échec<sup>4</sup>. Qu'en était-il plus spécifiquement de la gauche radicale ?

Pour le milieu de la gauche radicale ouest-allemande, le bouleversement de 1989/90 eut une portée ambivalente et le terme de « crise » n'est qu'en partie approprié. La baisse vertigineuse des effectifs s'était amorcée dès le début des années 1980. Après les temps forts des mobilisations de la « décennie rouge » en RFA (1967-1977), puis des mouvements sociaux des années 1980 – mouvements pacifiste et écologiste – avaient certes été des succès en termes de mobilisation mais avaient en partie échappé aux groupes de la gauche radicale – maoïstes, communistes, mais aussi groupes autonomes – qui eurent à composer avec des groupes de citoyens très diversifiés, dont les convictions politiques étaient parfois très éloignées des leurs.

Avec l'effondrement du bloc socialiste, la gauche radicale accusait une nouvelle diminution de ses acteurs, qui ne se stabilisa qu'au tournant de l'année 1992. Les estimations de l'Office fédéral chargé de la protection de la Constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz* ou BVS), relevant du ministère de l'Intérieur de RFA, donnent une idée de son ampleur. Tandis qu'en 1988, le BVS recensait environ 102.000 militants, il n'en comptait plus que 82.000 l'année suivante et seulement 49.500 en 1990<sup>5</sup>. Ce déclin se poursuivit lors des années 1990, si bien que la gauche radicale ne comptait plus qu'environ 31.000 militants à la fin de la décennie, selon les données officielles<sup>6</sup>. Tandis que le tirage total des publications de la presse

---

<sup>4</sup> Avec 33,5 % des voix, le SPD retrouvait son niveau de l'après-guerre, défaite inégalée depuis. Le parti vert quant à lui ne sut récolter les 5% de voix nécessaires pour être représenté au Bundestag. Enfin le PDS, successeur du SED est-allemand, ne récolta à l'échelle fédérale, que 2,4% des voix

<sup>5</sup> Cité par Gerber, J. (2009). *Verkehrungen, Die radikale deutsche Linke im Zuge der welt- und deutschlandpolitischen Ereignisse des Jahres 1989*, Halle, p 30

<sup>6</sup> Rapport du ministère fédéral de l'intérieur en 2004 (BVS 2004), p 125. Ces chiffres comprennent également les membres de la Plateforme communiste du PDS (1.000 personnes)



alternative de gauche passa de 38 millions d'exemplaires en 1988 à environ 4 millions en 1993.

Toutefois ce sévère déclin enregistré par le BVS affecta inégalement les différents courants. Il était surtout dû à l'effondrement d'organisations financées par la RDA, comme le DKP, *Deutsche Kommunistische Partei*, parti communiste ouest-allemand ou bien encore le VVN – *Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes*, association antifasciste des victimes du national-socialisme, créée en 1947. Il fut aussi la conséquence de multiples dissolutions (le Groupe Marxiste (MG) en 1991) et refontes organisationnelles<sup>7</sup>. Mais certains courants, connurent un regain de faveur après la Réunification<sup>8</sup>. Ce fut le cas de formations trotskistes (notamment le VSP, qui résultait de la fusion du GIM, *Gruppe Internationaler Marxisten* et du groupe maoïste KPD/ML, ou encore le groupe *Linksruck*), qui avaient eu une position très marginale en RFA depuis les années 1970, mais n'avaient pas, eux qui s'en étaient distanciés dès l'origine, à dresser le bilan d'un programme idéologique corrompu par l'expérience du socialisme d'Etat. Ce fut également le cas des « autonomes », courant apparu dans plusieurs pays européens dans les années 1980, et qui s'était montré particulièrement dynamique en RFA : comptant environ 2.000 militants en 1989, il en comptait 5.000 en 1992. Les autonomes dominaient la scène *antifa* qui devait se développer au début des années 1990 dans le contexte de montée des agressions racistes et du développement de la scène néonazie, en particulier dans les nouveaux *Länder*. Après 1990 par ailleurs, le PDS – *Partei des Demokratischen Sozialismus* – bouscula le rapport de forces dans le milieu. Il s'agissait d'un nouveau parti de « gauche », bénéficiant d'une structure et d'une réelle base sociale et électorale, c'est-à-dire d'un phénomène inédit pour la gauche ouest-allemande, la RFA n'ayant jamais connu de parti communiste ou à gauche du SPD fort. Le PDS exerça une attraction – relative mais chronique – tout au long de la période étudiée. Plusieurs acteurs de la gauche radicale ouest-allemande misaient sur l'arène parlementaire pour porter les revendications de la gauche radicale. Or le parti vert *Die Grünen* qui évoluait de plus en plus en une gauche modérée, ne pouvait plus représenter « la jambe d'appui » (*Standbein*) du mouvement au *Bundestag*.

---

<sup>7</sup> Par exemple l'étonnante fusion en 1986 du GIM trotskiste avec le KPD marxiste-léniniste

<sup>8</sup> Gruppe Internationaler Marxisten (GIM), Linksruck, Sozialistische Alternative (SAV)

Ainsi, la période qui s'ouvrait en 1990 s'annonçait à la fois riche de bilans à dresser – recul des mobilisations sociales, déclin des effectifs, échec du socialisme d'Etat – mais aussi de défis à relever : l'unification de la « scène », c'est-à-dire du milieu de gauche radicale, en faisait-elle partie ? Le milieu de gauche radicale allemande dans les années 1990 présentait en effet une configuration singulière puisque, contrairement à d'autres pays ouest-européens, il englobait désormais des acteurs dont la politisation et la socialisation avaient été fort différentes. Et contrairement au paysage partisan de l'Allemagne unifiée – où les partis ouest-allemands eurent tôt fait d'absorber leurs partis frères est-allemands –, le milieu de la gauche radicale de l'Ouest, hétérogène, éclaté et dépourvu de la puissance d'une organisation forte, ne pouvait procéder si simplement à l'absorption d'acteurs et de groupes est-allemands. Les effectifs de la gauche radicale, dans les nouveaux *Länder* ne furent recensés par le ministère de l'Intérieur qu'à partir de 1992 : gageons que ces catégories, forgées au contact de la réalité ouest-allemande, se révélèrent inadéquates à l'identification et la classification des formes d'activité politique dans les nouveaux *Länder* : qui pouvait rentrer dans les catégories du « *Linksextremismus* » sur le territoire de l'ex-RDA immédiatement après 1990 ? La question se posait non seulement pour les autorités, mais aussi pour les protagonistes de la scène de gauche radicale ouest-allemande. Il n'y avait pas de marche à suivre pour son « unification » avec l'Est : avec qui, en effet, fallait-il établir des liens ? Qui, dans la perspective des acteurs de gauche radicale ouest-allemande, pouvait être « reconnu » comme appartenant à la même famille politique, si hétérogène soit-elle ? De quel côté du régime se positionnaient les éventuels alliés politiques est-allemands ? Etaient-ils pour ou contre le socialisme réel ? Fallait-il nouer des alliances avec le PDS, héritier du parti unique est-allemand ou bien avec les groupes d'opposition ? Et était-il seulement souhaitable pour la gauche radicale ouest-allemande, de chercher à s'allier avec des acteurs est-allemands, en réalisant *nolens volens* une « unification par le bas » ?

À l'origine de ce travail se trouve l'intérêt pour la gauche « *antideutsch* » ou antinationale, dont les positions furent en tout premier lieu formulées quelques semaines seulement après la chute du mur, et dans la perspective de la Réunification à venir, au début de l'année 1990. C'est à l'occasion d'un séjour à Berlin dans la première moitié des années 2000, que la présence de militants se disant *antideutsch* lors d'une conférence au sujet du conflit israélo-palestinien (organisée par l'hebdomadaire *Jungle World*) avait piqué notre curiosité. Il s'agissait de militants

revendiquant une appartenance à la gauche radicale et qui, phénomène inattendu lorsque l'on connaît les mouvances similaires en France<sup>9</sup>, défendaient des positions inconditionnellement pro-israéliennes. Ainsi la logique de la solidarité internationaliste et anti-impérialiste qui prévaut en règle générale dans les milieux de la gauche radicale européenne et commande, habituellement, la solidarité avec le peuple palestinien, le cédait à une autre logique où le sort d'Israël et la question de l'antisémitisme de gauche étaient déterminants. Intuitivement, une étudiante française ne pouvait qu'y percevoir la cristallisation de deux identités inconciliables : « être de gauche » et « être allemand », séduisante aporie qu'il fallait s'efforcer de développer en objet d'étude.

Ces acteurs *antideutsch* donnaient une réponse tranchée et explicite à la question plus générale, qui se posait à tous les acteurs du milieu : « qu'est-ce qu'être de gauche radicale en Allemagne unifiée ? ». C'est à partir de l'émergence de cette position tranchée *antideutsch* ou antinationale, que nous avons donc défini l'objet de cette étude. Le constat d'une omniprésence du thème de la nation allemande dans la gauche radicale, et en plusieurs lieux de la scène s'est imposé : publications de la presse alternative, puis milieux de l'activisme *antifa* et autonome, pratiques de l'antiracisme et de la gauche migrante, lieux de *Subkultur*. Bien évidemment d'autres thèmes continuaient d'avoir leur importance : les inégalités sociales engendrées par le capitalisme et le néolibéralisme, la question de l'Etat répressif, en particulier chez les autonomes, la solidarité avec le tiers monde, l'antifascisme et l'antiracisme, ainsi que les politiques municipales d'assainissement urbain et de ce que l'on appela dans les années 2000 de « gentrification ». Mais la question de la nation, explicitement problématisée par la plupart des acteurs de la scène, était si présente qu'elle conduisait précisément à réviser la plupart des contenus de lutte à son prisme. Ce prisme déterminait d'une part le rapport à l'identité allemande, mais aussi d'autre part le rapport au « peuple », et donc à la façon de concevoir l'activisme politique, et de penser les actions avec ou contre la « masse ». Il semble que cette problématique ait été un passage obligé même pour les acteurs qui s'y opposèrent. Même s'il était nourri d'anciens débats de la gauche ouest-allemande sur elle-même - sur les limites de l'anti-impérialisme ou les critiques de l'antisionisme notamment, débats opposant Nouvelle gauche et gauche traditionnelle -, le phénomène *antideutsch* était inédit.

---

<sup>9</sup> À l'exception de certains, dont quelques maoïstes repentants, cf. Birnbaum, J. (2009). *Les Maocidents*, Paris

Le fait que des militants de l'Est et de l'Ouest, dont les politisations et socialisations étaient différentes, se retrouvaient soudain appartenir au même collectif national, nous a confortés dans le choix de cette perspective de la nation pour aborder l'objet de la nécessaire et naturelle reconfiguration de la scène de gauche radicale allemande après 1990. Était-il si surprenant que la question de la nation occupât une telle place dans le milieu ? Il s'agissait en effet de redéfinir les contenus de lutte dans le cadre même où se redéfinissaient les termes du pouvoir après la Réunification, c'est-à-dire en Allemagne unifiée. Cette problématique nationale, telle qu'elle fut abordée par les acteurs de gauche radicale dans les anciens et les nouveaux *Länder*, peut être saisie en plusieurs complexes, intimement liés entre eux et liés à la question de la redéfinition d'un contenu politique « de gauche radicale » en Allemagne unifiée. Le plus immédiat de ces complexes est celui de l'histoire nationale allemande, plus particulièrement de celle du National-socialisme. La confrontation à l'histoire induisait la question de la perception de soi-même, en tant que militant, et participait également de la définition politique des rapports de domination. La disparition de la RDA, dont l'identité antifasciste était l'un des piliers, effaçait les traces et l'ordre mondial de la guerre froide, et réactualisa l'histoire de la seconde guerre mondiale et du National-socialisme dans ce milieu. Autre complexe, découlant directement du premier : la renégociation du rôle de l'Allemagne sur la scène internationale après la Réunification. Ici se redéfinissaient d'une part l'évaluation de la politique extérieure allemande – la remilitarisation heurtant les convictions pacifistes et antimilitaristes du milieu –, mais également l'essor, pressenti par beaucoup d'acteurs de la gauche radicale, d'un impérialisme allemand venant faire concurrence à l'impérialisme américain. Il nous faudra examiner la perception par les acteurs de la gauche radicale de l'enjeu symbolique du rapport aux Etats-Unis dans la redéfinition de l'identité allemande. Enfin le troisième complexe est celui de la politique intérieure, notamment de la définition de l'identité allemande par le biais de ceux et celles qu'elle incluait ou qu'elle excluait : la révision de la loi sur le séjour des étrangers (*Ausländergesetz* - 1990) et la politique d'immigration du début des années 1990 suscitèrent l'essor des pratiques antifascistes et antiracistes, particulièrement mobilisatrices et fédératrices dans le milieu de la gauche radicale au cours des années 1990.

De la même façon que d'autres causes politiques mobilisaient toujours ses acteurs, d'autres cadres et échelles de référence continuaient de jouer leur rôle : la scène locale, mais aussi « la classe », ou encore les anciens *Länder*, les nouveaux

*Länder*, l'Europe. Ces diverses échelles, et leur ré articulation, jouaient à la fois sur le sentiment d'appartenance et sur la définition de l'arène politique d'intervention des différents protagonistes. L'horizon local des luttes autonomes des années 1980, fut violemment remis en question dès le début des années 1990<sup>10</sup>, parce que certains d'entre eux dénonçaient la « ghettoïsation » et le repli sur soi qu'il signifiait. Au même moment, la lutte antiraciste et *antifa* s'organisait de plus en plus aux échelles nationale et européenne à partir du milieu des années 1990, notamment après l'extension de l'espace Schengen. Dans cette ré-articulation des échelles et des horizons de lutte dans les années 1990, la nation devenait un cadre de référence majeur où inscrire les pratiques. Il s'imposait aux dépens d'autres cadres en déshérence. Celui des « blocs » de la guerre froide avait disparu : à la RFA, perçue par la Nouvelle gauche comme un pays vassalisé des Etats-Unis, se substituait la « Grande Allemagne », en pleine redéfinition de sa souveraineté et de son rôle international. Parallèlement, d'autres échelles de référence étaient encore en devenir : celle des réseaux européens à partir du milieu des années 1990 et surtout l'échelle transnationale de mobilisation qui ne prit de signification réelle qu'avec l'essor de l'altermondialisme à la toute fin de la décennie. La nation était bel et bien aussi l'échelle centrale de lutte où se devaient se redéfinir les contenus politiques de la gauche radicale après 1990. Nous porterons notre attention sur le discours sur la nation, lequel ne prend toute son épaisseur et ne révèle ses contradictions que lorsqu'il est confronté aux références implicites et aux pratiques mises en œuvre par les acteurs ainsi qu'à la nation comme expérience d'unification de la scène, après la Réunification des deux Allemagnes.

---

<sup>10</sup> Cf. les chapitre I et IV et les débats sur l'organisation („*Heinz Schenk Debatte*“) et la mise en réseau fédérale (AA/BO)

## I. Questions d'approche et de définition

La formule générale de « gauche radicale » adoptée pour désigner l'objet de cette étude ne va pas de soi. Le caractère composite de cette famille politique - appelée tantôt « nébuleuse », ou encore « galaxie »<sup>11</sup> - se rapporte non seulement à ses expressions politiques mais aussi à ses origines et influences idéologiques, à ses formes organisationnelles et répertoires d'action<sup>12</sup>. Cette formule suppose donc la synthèse, nécessairement abusive au regard de leurs identités propres, d'un agrégat de groupes très hétérogènes. Si nous nous décidons à adopter la traduction littérale de *radikale Linke* en français, c'est que celle-ci est le plus souvent employée et revendiquée par les acteurs en Allemagne<sup>13</sup>. L'expression d'« ultragauche », que les médias ont popularisée en France depuis 2008 pour parler notamment de la « mouvance anarcho-autonome », n'a guère trouvé d'écho ni de consistance en Allemagne, nous la laisserons de côté. Quant à l'expression d'« extrême gauche », elle partage cette ambition de synthèse artificielle, mais ne possède pas les mêmes connotations en allemand et en français. L'adjectif « *linksextrem* » - extrémiste de gauche – appartient à un registre de langue juridique et répressif en Allemagne et n'est que rarement revendiqué par les acteurs eux-mêmes. Ce terme en effet est employé par le *Bundesamt für Verfassungsschutz* (BVS), l'Office fédéral de protection de la Constitution, appendice du Ministère fédéral de l'Intérieur, chargé d'observer et de surveiller les groupes jugés menaçants pour « l'ordre démocratique ». Il sert à désigner les « ennemis » de la République qui se distinguent par des discours et pratiques « anticonstitutionnels » (*verfassungsfeindlich*), par exemple l'usage de la violence. Nous y reviendrons.

C'est par sa connotation, plus que par sa dénotation, que le terme de « radicalisme » ou *Radikalismus*, se distingue de celui d'extrémisme. Peter Wende, s'inscrivant dans la démarche d'historicisation des concepts politiques inaugurée par l'historien allemand Reinhart Koselleck, propose du mot *Radikalismus*<sup>14</sup>, une

---

<sup>12</sup> Entre autres : Pina, C. (2005). *L'extrême gauche en Europe*. Paris. La Documentation Française, collection "Les Etudes."

<sup>13</sup> Une monographie partage cette expression pour la globalité d'un milieu de gauche radicale : Bock, H M (1976). *Geschichte des „linken Radikalismus" in Deutschland. Ein Versuch*, Frankfurt/Main

<sup>14</sup> Wende, P. „Radikalismus“, in Koselleck, G., Conze, W., Brunner, O, (dir.), (1972-1997). *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, vol. 5, Stuttgart, pp 113 -133

généalogie dont les prémisses marquent encore la connotation actuelle du mot en Allemagne, ainsi que la nature de sa démarcation avec « l'extrémisme ». Le concept apparaissait en Prusse dans les suites de la Révolution Française et marquait surtout la période du *Vormärz*, s'étendant entre 1815 et 1848. Les contours du mot étaient alors flous et sa connotation avant tout morale. Le terme de *Radikalismus* évoquait davantage la forme que le contenu politique et pouvait ainsi être associé à différents courants politiques dès lors qu'ils étaient défendus avec intégrité, avec un sens de l'absolu et sans compromis. C'est seulement après 1830 que le *Radikalismus* devenait en Prusse synonyme de républicanisme et était de plus en plus étroitement lié à l'idée de révolution, c'est-à-dire d'un bouleversement systémique de l'ordre en place, un changement « à la racine », comme l'indiquait son étymologie. Chez le philosophe Friedrich Rohmer<sup>15</sup>, on trouvait formulée l'idée que le radicalisme correspondait à une sorte de stade infantile de la politique. Il précédait le libéralisme incarnant la jeunesse, qui lui-même préexistait au conservatisme : la maturité politique et enfin à l'absolutisme animé, si l'on peut dire, par les vétérans de la politique. Cette analogie anthropomorphe, consistant à interpréter les différents courants et idéologies politiques comme autant de « stades » dans la progression d'une vie humaine, subsiste aujourd'hui encore, quoique sous des expressions plus convenues, pour appréhender la gauche radicale. Le fait que ses acteurs refusent de se plier aux règles du jeu partisan, qu'ils aspirent à un renversement de la société capitaliste, qu'ils fassent du compromis en politique l'égal de la compromission et enfin qu'ils soient majoritairement en deçà de leur trentième année : tout cela conforte cette opinion plus ou moins explicite d'un infantilisme politique<sup>16</sup>.

En 1848, la défaite de la révolution en Prusse signait aussi la défaite du mot *Radikalismus*. Le terme se raréfiait, n'était plus guère utilisé et encore moins revendiqué par les perdants de la révolution. Ce n'est qu'après 1919, dans le contexte révolutionnaire de l'après-guerre, qu'il connut un regain de faveur. Le sociologue allemand, Helmuth Plessner, l'associait directement à la révolution. Le mot s'ancrait dès lors du côté du socialisme et de la gauche politique. En 1933, le National-socialisme brouillait de nouveau la définition de l'orientation politique du

---

<sup>15</sup> Cf. Rohmer, F., Rohmer, T. (1844). *Friedrich Rohmers Lehre von den politischen Parteien: Die vier Parteien*, cité par Wende, P., op.cit., p. 114

<sup>16</sup> Cette opinion n'est pas le seul fait des penseurs libéraux : que l'on se rappelle la formule de Lénine qualifiant le « gauchisme » de « maladie infantile » du communisme. Cf. Lénine, (1979 [1920]). *La Maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), Paris

*Radikalismus* et le besoin se fit sentir par la suite de distinguer entre un radicalisme de gauche et un radicalisme de droite. Ici s'achève l'histoire du mot *Radikalismus* par Peter Wende.

Si l'on reprend le fil de cette généalogie, après la Seconde Guerre mondiale en RFA, on ne peut faire l'impasse sur l'histoire de la construction de la République Fédérale. Après l'expérience du National-socialisme, la Loi fondamentale ouest-allemande se munissait des instruments et institutions nécessaires à la « défense » de sa démocratie (la république allemande se définit comme « *wehrhafte Demokratie* », c'est-à-dire comme démocratie en état de se défendre)<sup>17</sup>. L'idée était de « tirer les leçons de l'échec de la république de Weimar ». Parmi ces instruments, l'Office de protection de la Constitution (BVS), sous la tutelle du ministère fédéral de l'Intérieur – organisé aux échelons de la fédération et des *Länder* – fut chargé d'informer les pouvoirs publics de l'existence et des activités d'organisations susceptibles de représenter un danger pour l'ordre démocratique. Les autorités d'un *Land*, ou de la fédération, peuvent ainsi décider de l'interdiction d'une organisation ou d'un parti jugé antidémocratique. Autre instrument de défense de la démocratie : le Tribunal constitutionnel fédéral (*Bundesverfassungsgericht*) peut également se prononcer sur la conformité des partis à l'ordre démocratique<sup>18</sup>.

Dans ce contexte d'après-guerre, le radicalisme politique désignait, dans le langage administratif et juridique, les « ennemis » de la démocratie, et en tout premier lieu les communistes. Rappelons que la RFA était marquée, dans le contexte de la Guerre Froide, par l'anticommunisme, qui servait aussi à stabiliser et à asseoir l'ordre démocratique ouest-allemand. La démocratie ouest-allemande s'ancrait dans la culture politique occidentale, contre le bloc des « démocraties populaires ». Nous aurons l'occasion de revenir sur les implications de cet ancrage à l'Ouest constitutif de la construction identitaire de la démocratie ouest-allemande, et qui produisit ses effets bien au-delà de la guerre froide.

---

<sup>17</sup> Cf. Neugebauer, G. (2008). *Extremismus-Rechtsextremismus – Linksextremismus : Begriffsdefinitionen und Probleme*, site de la Bundeszentrale für politische Bildung: [www.bpb.de/themen/UXBBFN,0,Extremismus\\_%96\\_Linksextremismus\\_%96\\_Rechtsextremismus.html](http://www.bpb.de/themen/UXBBFN,0,Extremismus_%96_Linksextremismus_%96_Rechtsextremismus.html)

<sup>18</sup> Edelbloude, J. (2006). *Les néo-socialistes est-allemands du Parti du Socialisme Démocratique (PDS) face à l'extrême droite: la figure de l'ennemi dans le jeu politique*, thèse de doctorat, Paris, Institut d'Études politiques, p 16



En 1974, tirant les enseignements de certaines théories de l'antitotalitarisme, les autorités ouest-allemandes substituèrent au terme de *Radikalismus*, celui d'*Extremismus*. La distinction entre les deux termes était et demeure confuse, mais le choix du « superlatif » *Extremismus* exprimait la volonté de stigmatiser davantage les groupes et acteurs concernés, en insistant sur leur caractère anticonstitutionnel (*verfassungswidrig*) et d'« ennemis » (*Verfassungsfeind*) de la démocratie : le terme d'extrémisme s'opposant au pluralisme mesuré de la démocratie et comportant l'idée d'un « danger »<sup>19</sup>.

À l'aune de celui d'extrémisme, le terme de radicalisme devient en effet plus ambivalent, et peut être revendiqué par les acteurs concernés alors que l'extrémisme ne l'est pas, en Allemagne, à cause de sa connotation strictement négative. Pour cette richesse du terme, son ambivalence et la réappropriation dont il est l'objet par les acteurs, nous choisissons de l'adopter pour qualifier l'objet de cette étude.

### **L'*Extremismusforschung***

Une seconde définition de l'extrémisme est le produit d'un courant ouest-allemand de sciences sociales et politiques apparu dans les années 1970/80 qui trouve son origine dans l'étude de la droite extrême ou radicale : l'*Extremismusforschung*, la « recherche sur l'extrémisme ». À partir de cet objet d'étude, ce courant a défini l'extrémisme, de droite comme de gauche, par les caractères suivants : le primat de la communauté sur l'individu, le rejet du pluralisme démocratique, l'idée d'inégalité entre les hommes, l'homogénéité ethnique des peuples<sup>20</sup>. Uwe Backes et Eckhart Jesse, précurseurs de ce courant en RFA, dans un contexte où l'anticommunisme marquait fortement la culture politique ouest-allemande, se proposaient en effet de forger des outils conceptuels pour l'étude de toutes les formes d'extrémisme politique – de droite, de gauche ou religieux – et de favoriser ainsi un « dialogue scientifique fructueux » entre plusieurs disciplines. C'est donc avant tout par opposition à la démocratie, du moins à une certaine

---

<sup>19</sup> Cf. Neugebauer, G. (2000). *Die PDS zwischen Kontinuität und Aufbruch. Aus Politik und Zeitgeschichte*, n. 5, pp. 39- 46

<sup>20</sup> Edelblonde (op.cit., p. 17) cite Backes, U. et Jesse, E (1993). *Politischer Extremismus in der Bundesrepublik Bonn* ; Stöss, R. (1999). *Rechtsextremismus im vereinten Deutschland*. Bonn. On peut ajouter : Perrineau P. (dir.) (2001). *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*. Paris ; Pfahl-Traughber, A (1992). „Der Extremismusbegriff in der politikwissenschaftlichen Diskussion- Definitionen, Kritik, Alternativen“ in Backes, U., Jesse, E. (dir.) : *Extremismus und Demokratie 4*. Bonn, pp. 67-86

acception de celle-ci, à l'*Etat constitutionnel* ou *Etat de droit*, que les « extrêmes » y sont appréhendées. La démocratie, selon cette perspective, aurait pour « éthique minimale » les quatre critères suivants : le pluralisme, l'intérêt général, l'Etat de droit et l'autodétermination. Au contraire, les pôles extrêmes seraient habités par des idéologies totalisantes, essentiellement antidémocratiques. Le dogmatisme et le sectarisme de ces extrêmes mettant nécessairement en cause l'essence et la stabilité du système de la démocratie libérale (*systemkritisch*) animée par les forces politiques modérées. Pour asseoir cette définition normative sont dégagées des permanences à travers les divers contextes historiques, des constantes structurelles de ces pôles extrêmes. De la même façon est invoquée une tradition, tradition de la pensée démocratique libérale, dont on fait remonter le fil à Aristote, le tirant à travers Montesquieu pour renouer finalement avec la recherche antitotalitaire. Il s'agit d'une définition normative, reposant sur des présupposés antitotalitaires et qui ne peut accueillir en réalité qu'une portée limitée de théories, ne laisse que peu de place au dialogue et se prête naturellement à un usage répressif<sup>21</sup>. Les intrications étroites entre ce courant de recherche et les autorités allemandes ne peuvent en effet réellement surprendre<sup>22</sup>.

Les postulats de l'*Extremismusforschung* tendent à criminaliser toute critique du capitalisme, comme antidémocratique, à diaboliser « l'extrême gauche » et à surestimer sa puissance de nuisance. Par ailleurs le concept d'extrémisme, comme « antithèse à l'Etat constitutionnel démocratique », dont les caractéristiques seraient le « dogmatisme, les stéréotypes « amis/ennemis », les théories du complot, la prétention d'une explication totale du monde »<sup>23</sup> se prêtent directement à une instrumentalisation politique. L'extension de cette définition après 1990 par les autorités allemandes, au parti successeur du SED, le PDS<sup>24</sup>, contribuait à discréditer celui-ci et à réaffirmer l'ancrage à l'Ouest de cette identité démocratique. La fondation Konrad Adenauer, fondation proche du parti chrétien démocrate, la CDU, a pu ainsi financer quelques travaux reposant sur ces fondamentaux et visant à

---

<sup>21</sup> Neugebauer, G. et Stöss, R. (2007). *Politische Milieus in Deutschland: die Studie der Friedrich-Ebert-Stiftung*. Bonn

<sup>22</sup> Cf. Rensmann, L. et Kopke, C. (2000). „Zur politischen Karriere einer wissenschaftlichen Ideologie“ *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n.12 : 1451-1462

<sup>23</sup> Bundesamt für Verfassungsschutz (2000). *Bericht*, Köln, p. 140-141

<sup>24</sup> Brie, M., Herzig, M. et Koch, T. (1995). *Die PDS- Postkommunistische Kaderorganisation, ostdeutscher Traditionsverein oder linke Volkspartei?*, Köln

disqualifier le PDS pour le jeu démocratique. Les titres des études du politologue Patrick Moreau, sont éloquentes à cet égard : « l'extrémisme de gauche : un danger sous-estimé ? » ou encore « le péril de gauche : le PDS sur la voie de l'établissement »<sup>25</sup>.

Plusieurs auteurs ont souligné les faiblesses et confusions scientifiques de l'*Extremismusforschung* : la confusion entre moyens et objectifs politiques - un but politique non démocratique peut être atteint par des moyens démocratiques et vice versa - ainsi que la confusion entre régimes dictatoriaux (comme la RDA) et mouvements politiques mettant en cause la base d'un système social, au sein d'un régime démocratique. Les études de sociologie politique de Richard Stöss ou Gero Neugebauer, sont des références en ce domaine. La portée immédiatement politique de leur objet, explique sans doute qu'elles aient été financées par la fondation du SPD, la *Friedrich Ebert Stiftung*<sup>26</sup>. Délaissant la question de la conformité à la démocratie du PDS, propre à la recherche sur l'extrémisme, ces auteurs proposent avant tout des analyses fonctionnalistes, examinant notamment la position du PDS au sein du paysage politique allemand<sup>27</sup>. Mais les objets de ces travaux restent en grande partie limités aux formations partisans (PDS, DKP, MLPD), tandis que les groupes non parlementaires n'y trouvent guère de place.

Au-delà de, voire grâce à, son caractère normatif, l'*Extremismusforschung* a toutefois quelques mérites et présente des apports qui seront pris en compte ici. Ses représentants ont notamment élaboré une critique justifiée de l'antifascisme officiel est-allemand. Le terme, qui désignait à l'origine les adversaires de Mussolini, a été réinvesti après-guerre, par les régimes de l'Est et les courants marxiste-léninistes. En RDA, il servait d'instrument de légitimation de l'Etat est-allemand et avait une valeur sacrée. La définition officielle du fascisme en RDA permettait d'occulter le poids de l'histoire du National-socialisme, de se dérober au nécessaire devoir de mémoire tout en rejetant la culpabilité sur la RFA<sup>28</sup>. Selon la définition officielle du

<sup>25</sup> Moreau, P. et Lang, J. P. (1996). *Linksextremismus, die unterschätzte Gefahr*, Bonn ; Moreau, P. (1994). *Gefahr von links? Die PDS auf dem Weg zur Etablierung*, Wiesbaden

<sup>26</sup> Neugebauer, G. et Stöss, R. (1996). *Die PDS. Geschichte, Organisation, Wähler, Konkurrenten*, Opladen

<sup>27</sup> Boissy, P.-Y. et Colas, D. (2000). *Aspects politiques de l'héritage de la Nation socialiste au sein de la République fédérale d'Allemagne*, Lille, p 15

<sup>28</sup> Backes, U. (2002). „Antifaschismus- Anmerkungen zu Begriff und Geschichte“ in : M. Agethen, E. Jesse et E. Neubert (dir.) *Der mißbrauchte Antifaschismus. DDR-Staatsdoktrin und Lebenslüge der deutschen Linken*, Freiburg/ Basel/Wien, pp. 31-39 ; Münkler, H., (1998). „Antifaschismus und

fascisme en RDA, celui-ci était « la réaction de la bourgeoisie impérialiste aux changements dans les rapports de forces apparus depuis le début de la crise générale du capitalisme, depuis la victoire de la grande révolution d'octobre qui a déclenché la transition du capitalisme au socialisme »<sup>29</sup>. Dans cette définition du fascisme qui se réduisait au prisme de la lutte des classes, l'antisémitisme et l'holocauste étaient niés. Le fasciste était somme toute, le capitaliste (ou son allié). Cet intérêt de l'*Extremismusforschung* pour l'antifascisme en RDA était aussi motivé par le développement de la scène néonazie et la progression des partis d'extrême droite dans les nouveaux *Länder* après 1990<sup>30</sup>. Pour les tenants de l'*Extremismusforschung* cette situation résultait des défaillances de cet antifascisme de façade est-allemand, qui avait manqué à son devoir de mémoire. Le choix de cette focale a permis également aux *Extremismusforscher* de mieux disqualifier l'héritier du SED : le PDS, qui fit de l'antifascisme l'un de ses piliers après 1990.

Retenons pour l'objet de la présente étude, que les schémas « amis/ennemis », inspirés du philosophe Carl Schmitt<sup>31</sup>, et employés à défendre l'ordre démocratique, contre la gauche extrême ou radicale et contre la droite extrême ou radicale, comportent des composantes à la fois éclairantes et occultantes. Leur portée nécessairement normative ne permet ni de percevoir la complexité et l'ambivalence de la scène de gauche radicale, ni de comprendre les rapports et les transferts entretenus avec la société allemande, avec la culture politique en Allemagne réunifiée. Prendre cette définition pour base de la recherche reviendrait à s'interdire tout questionnement libéré du poids de ces normes, elle ne conviendra pas ici.

### **La *Bewegungsforschung***

À plusieurs égards, la recherche sur les mouvements sociaux ou *Bewegungsforschung* est à l'opposé de l'*Extremismusforschung*. Non seulement les niveaux étudiés ne sont pas les mêmes – la recherche sur l'extrémisme privilégie les

---

antifaschistischer Widerstand als politischer Gründungsmythos der DDR“. Aus Politik und Zeitgeschichte, n. 45 :16-29, p. 16

<sup>29</sup> Klaus, G. et Buhr, M. (dir.) (1964). *Philosophisches Wörterbuch*, 2 vols., Leipzig. Sur l'antifascisme de la RDA, voir Meuschel, S. (1992). *Legitimation und Parteiherrschaft. Zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945-1989*, Frankfurt/Main

<sup>30</sup> Neubacher, F. (1994). *Jugend und Rechtsextremismus in Ostdeutschland. Vor und nach der Wende*. Bonn, pp. 26-28

<sup>31</sup> Pour Schmitt, le principe de distinction ennemi/ami, la définition de soi même dans l'opposition, est le principe de la politique.

niveaux « micro » de responsabilité individuelle et « macro » des évolutions économiques et politiques de la société, tandis que la recherche sur les mouvements sociaux privilégie le niveau « meso » : celui de l'organisation des groupes, de l'interaction entre les acteurs entre eux. La *Bewegungsforschung* considère par ailleurs de manière beaucoup plus souple les rapports entre les protagonistes des mouvements sociaux et leurs adversaires politiques : les réactions de ces derniers peuvent déterminer la radicalisation ou au contraire l'apaisement d'un mouvement<sup>32</sup>. Elle prend en compte les ressources matérielles et symboliques mobilisées. Sur la question de la violence politique, les deux courants ne portent pas non plus le même regard. L'*Extremismusforschung* explique la violence directement par l'idéologie « extrémiste ». La recherche sur les mouvements sociaux tend à considérer la violence comme un moyen politique non conventionnel, résultant d'une configuration non nécessairement programmée, comprenant une *Subkultur*, un contexte, un réseau mobilisable, des ressources, des caractères dépendant des habitus et des milieux sociaux des protagonistes. En outre, la *Bewegungsforschung* porte une grande attention aux diverses manières de communiquer - l'humour, l'ironie, l'esthétique -, lesquelles ne sont pas réductibles à une idéologie.

En somme, la recherche sur les mouvements sociaux est moins normative car elle questionne directement les processus de construction d'identité collective par les acteurs eux-mêmes, parce qu'elle considère la relativité des contenus politiques selon les contextes où les mobilisations se développent, selon les ressources humaines, discursives, matérielles dont elles disposent. Elle a inspiré les questions de cette étude et contribué à astreindre l'évanescence de son objet à des cadres de définition plus précis. La notion de « répertoire d'action collective<sup>33</sup> » aide à cerner les modes d'action non conventionnels, c'est-à-dire sortant du jeu partisan défini par les démocraties parlementaires, de la scène de gauche radicale. Les boycotts, les pétitions, les squats d'immeubles, les blocus de rue, les manifestations où intervient parfois la violence et « qui défient la loi et l'ordre »<sup>34</sup> font partie du répertoire d'action collective de la gauche radicale.

---

<sup>32</sup> Della Porta, D., (2006). „Eine vergleichende und soziologische Perspektive“, in Weinbauer, K., Requate, J. et Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik: Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, Frankfurt/Main, p 36

<sup>33</sup> Tilly, C. (1976). *From Mobilization to Revolution*, Reading, Mass

<sup>34</sup> Della Porta, „Eine vergleichende und soziologische Perspektive“, p 34

À la croisée de la sphère publique et de la sphère privée, la notion de « scène » a également contribué à cerner l'objet de l'étude. Les acteurs eux-mêmes ont pris depuis les années 1960 en RFA pour habitude de parler de leur « scène », terme par lequel ils qualifient le milieu dans lequel ils évoluent et définissent en quelque sorte leur propre appartenance. Le terme, dans le langage des acteurs, renvoie à un milieu à la fois « underground » ou de *Subkultur*, en marge de la société, dont l'identité plurielle se construit avant tout contre la culture politique *mainstream*. La scène renvoie également à l'idée d'espace clos ou du moins à l'écart du reste de la société (*Freiraum*), à l'intérieur duquel règnerait un autre ordre qu'en-dehors, un ordre « alternatif ». Cette identité est à la fois politique et (sub-) culturelle, l'ambiguïté dans les rapports entre cet espace alternatif et la société de consommation a fait l'objet de plusieurs études<sup>35</sup>. La *Subkultur* se rapportant à un ordre économique, culturel et politique autre ou alternatif, rejette en règle générale, l'économie capitaliste de marché et la culture de la consommation, mais aussi la structure de la famille bourgeoise, ou le travail salarié (là s'entremêlent par exemple les questions matérialistes et « post-matérialistes »)<sup>36</sup>. Pour certains observateurs critiques, la « scène », lorsqu'elle est perçue comme un milieu où se reproduirait cette culture de la « gauche alternative », serait le symptôme du rejet de la révolution, du repli sur soi par l'aménagement d'un refuge échappant à l'ordre dominant.

La recherche sur les mouvements sociaux a enrichi cette expression de « scène ». Ainsi Rucht et Melucci conçoivent celle-ci comme espace commun de communication où se forment, en complément des moments forts de mobilisation, les « identités collectives<sup>37</sup> », ou encore comme des « lieux sociaux et géographiques, à la croisée de pratiques quotidiennes, de convictions et de stratégies »<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> Notamment Schildt, A., et Siegfried, D. (2006). *Between Marx and Coca-Cola: youth cultures in changing European societies, 1960-1980*, New York

<sup>36</sup> Markovits, A. S. et Gorski, P. S. (1993). *The German Left: red, green and beyond*, New York, p. 129

<sup>37</sup> „Diese Orte, an denen in Prozessen kollektiver Identität Lebensweisen und collective Action-Frames der BewegungsaktivistInnen miteinander verbunden werden, sind am besten als Szenen zu beschreiben. Szenen, die eine spezifische Form der Gemeinschaftsbildung darstellen, spielen eine wichtige Rolle für Prozesse kollektiver Identität und damit für die Mobilisierungsdynamiken sozialer Bewegungen.“ Tiré de : Haunss, S. (2004). *Identität in Bewegung: Prozesse kollektiver Identität bei den Autonomen und in der Schwulenbewegung*, Wiesbaden, p. 80

<sup>38</sup> Melucci, A., Keane, J., et Mier, P. (1989). *Nomads of the Present: social movements and individual needs in contemporary society*. Philadelphia, p. 2

Ce que nous retiendrons ici est avant tout l'idée d'un espace de communication, entre militants, ne partageant pas nécessairement les mêmes opinions mais partageant un certain nombre de références, idéologiques ou culturelles, un certain nombre d'expériences et de pratiques (lecture de la presse alternative, fréquentation de lieux) leur permettant de s'identifier respectivement, de s'interpeller, et de se positionner les uns par rapport aux autres dans un espace commun. Elle forme ainsi une niche dont la cohésion est assurée par une série d'initiatives et projets locaux - les squats et autres projets d'habitat collectif, les cafés alternatifs, galeries, librairies spécialisées (*Infoläden*) salles de concerts etc. - plus que par une unité idéologique. En ce sens il peut s'agir d'un laboratoire où se forment des identités collectives, complexes toutefois et pétris de conflits. C'est pourquoi ce travail s'intéresse principalement aux discours produits, aux échanges dont ce milieu est le théâtre, échanges et discours qui contribuent à configurer la scène, à dresser des acteurs les uns contre les autres, à polariser ici, à fédérer là.

La scène de la gauche radicale se distingue par cet essentiel attribut qu'est la *Gegenöffentlichkeit*, ou espace public critique ou encore alternatif. Ce terme allemand, qui n'a pas son équivalent en français, est apparu avec le mouvement protestataire ouest-allemand de la fin des années 1960, notamment dans l'opposition à l'espace public dominé par le magnat de la presse Axel Springer, accusé de manipuler l'opinion<sup>39</sup>. La *Gegenöffentlichkeit* ne renvoie pas seulement à un bassin de publications alternatives et de sites Internet, mais également à l'espace social et subculturel de la scène, c'est-à-dire aux acteurs participant à la production et à la diffusion de médias alternatifs - maisons d'édition, *Infoläden*, cafés, maisons culturelles<sup>40</sup>. Néanmoins les frontières entre *Gegenöffentlichkeit* et *Öffentlichkeit* (espace public) sont poreuses et les acteurs peuvent passer de l'une à l'autre au cours de leur trajectoire militante (qu'il s'agisse des sphères parlementaires et non parlementaires, mais aussi de la presse alternative et de la presse dite *bürgerlich* ou *mainstream*).

Les apports certains de la *Bewegungsforschung* trouveront cependant ici plusieurs limites. Tout d'abord, ce courant de recherche tend à prêter à la scène une

---

<sup>39</sup> Spehr, C. (2002). „Entwicklung und Bedeutung des Begriffs „Gegenöffentlichkeit“, [www.linksnet.de/de/artikel/18209](http://www.linksnet.de/de/artikel/18209), [consulté le 10.10.2011]

<sup>40</sup> Drücke, B. (1998). *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht?: Anarchismus und libertäre Presse in Ost- und Westdeutschland*. Ulm

perspective : celle de l'émergence d'un mouvement social. Selon cette perspective, la scène ne prend son sens qu'en tant qu'elle conditionne la mobilisation sociale, entre deux temps forts de mobilisation. Elle est à la fois retraite du mouvement et ressource permettant sa cohésion et la reproduction du potentiel de protestation politique (vivier de militants, accumulation des expériences militantes, espace de discussion, infrastructure). La gauche radicale ne témoignait que de faibles capacités mobilisatrices dans les années 1990, et fut très divisée face à l'essor relativement tardif en Allemagne de l'altermondialisme (vers 1999/2000). Aussi une approche en termes de mobilisation se révélerait impropre à saisir cet objet. Mais au-delà des rapports complexes entre gauche radicale et mouvement social, nous prenons ici le parti de considérer la « scène » pour elle-même, même si l'idée d'une tension entre intervention/mobilisation sociale d'un côté et repli/refuge de l'autre nous semble pertinente, nous l'exprimerons autrement. En effet, la scène existe en dehors des temps forts de mobilisation. Elle peut les favoriser, les engendrer, mais elle leur survit. Il s'agit d'un milieu uni par la « promesse d'une reproduction », reproduction d'une mobilisation réussie, comme un moment fondateur appelé à être répété. Cette dernière proposition présente une belle alternative à ces deux voies de repli ou d'intervention, car elle porte le regard sur la scène en tant que telle. Il nous semble en effet que cette dimension de promesse n'est pas étrangère à la cohésion de la scène, sans que cette promesse ne mène nécessairement à une mobilisation, elle est présente et anime le milieu. Pour Rucht, la scène est « ce lieu, où s'accordent styles de vie et cadres de l'action collective ». Sur ce dernier point cependant, nous émettrons certaines réserves. Les identités collectives, du moins pour la période qui nous intéresse, ne passent pas nécessairement par la similitude des modes de vie<sup>41</sup>.

Une autre limite de la *Bewegungsforschung* pour cette étude est la prise en compte réduite de la durée, de la perspective historique. Beaucoup de *Bewegungsforscher* protesteraient contre cette allégation. Il est vrai qu'ils sont de

---

<sup>41</sup> Cela mériterait d'être examiné plus précisément mais le sentiment d'appartenance à une scène nous semble être justement ouvert et non nécessairement lié à des modes de vie - même si certains codes vestimentaires, goûts musicaux, certaines fréquentations peuvent en fournir des indicateurs. Ce sentiment demeure de l'ordre de l'impression, forgée au contact des acteurs, à la lecture de la presse alternative, plus que d'une observation scientifique rigoureuse. Cette importance accordée par D. Rucht aux modes de vie dans les processus de formation d'identité collective de la scène, nous semble quelque peu datée : cette importance était probablement plus prégnante dans les années 1970 à 1980 que depuis le début des années 1990. L'extension de la consommation de produits biologiques par exemple bien au-delà de la scène alternative qui en avait fait l'un de ses marqueurs identitaires témoigne de la difficulté à définir une scène à partir de ces modes de vie.



plus en plus nombreux à prendre en compte le temps long<sup>42</sup>. Mais leur focale, visant à comprendre les ressorts des mobilisations sociales, est mieux saisie dans une temporalité plus courte : celle d'une période de mobilisation. Tandis que la question des filiations et des rémanences que comportent les mouvements sociaux, si elle est présente, y est rarement un facteur d'explication.

Enfin, une troisième inadéquation de la *Bewegungsforschung* à notre objet de recherche est la faible considération du cadre national. Là encore, plusieurs chercheurs contesteraient cette affirmation. Il demeure que ces travaux privilégient les échelles d'analyse soit locales, soit transnationales. À titre d'exemple, la recherche récente sur 1968 aborde ce mouvement contestataire dans sa dimension transnationale<sup>43</sup>. Il ne s'agit pas de dénigrer cette perspective transnationale, bien au contraire. Cette perspective pourrait sans aucun doute enrichir la perspective nationale que nous adoptons ici, et permettrait notamment d'établir des rapprochements entre les générations de 1968 en France, en Allemagne ou ailleurs.

### **Le cadre national**

La présente étude vise à resituer la scène de gauche radicale dans le cadre national et s'inspire ainsi de travaux hybrides partageant la volonté de replacer la gauche radicale, ou bien la Nouvelle gauche dans les années 1960, dans le cadre national, et en particulier dans les problématiques nationales de la mémoire, du rapport à la démocratie, de la culture politique allemande.

L'historiographie sur la gauche et les cultures protestataires ouest-allemandes et européennes depuis les années 1960 s'est enrichie de multiples études sur Mai

---

<sup>42</sup> Notamment Roth, R., et Rucht, D. (2008). *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945 : ein Handbuch*. Francfort/Main, New York. Ou en France Sommier, I. (2008), *La violence politique et son deuil*, Rennes. L'auteure montre les modèles historiques d'emblèmes et rituels de mai 1968.

<sup>43</sup> Cf. Ebbinghaus, A. (2009). „Gab es ein globales ‚1968‘? “ in Birke, P., Hüttner, B., et Oy, G. *Alte Linke - Neue Linke: die sozialen Kämpfe der 1968er Jahre in der Diskussion*, Rosa Luxemburg Stiftung Serie vol. 57. Berlin, pp 17-28. L'auteur a montré la pertinence d'une approche transnationale englobant l'Est et l'Ouest, le Sud et le Nord. Voir aussi François, E. et al. (1997), *1968 : Ein europäisches Jahr ?*, Leipzig. Les auteurs parlent d'une « unité plurielle » (*Plurale Einheit*), c'est-à-dire où les similitudes prennent le pas sur les divergences.

1968 à l'occasion du quarantenaire de l'événement<sup>44</sup>. Or à côté des études privilégiant, à raison, le prisme fécond de l'échelle transnationale, plusieurs auteurs ont aussi porté leur attention sur le cadre d'analyse national. 1968 est devenu un moment clef dans la formation du récit national ouest-allemand. Certains ont même pu dire avec cynisme, comme le souligne Belinda Davis, que les Allemands ont dû surmonter 1968, comme ils ont dû surmonter le National-socialisme et le communisme<sup>45</sup>. À côté des grandes synthèses, telle que l'étude très documentée de Gerd Langguth sur les cultures protestataires en RFA, d'autres travaux – notamment de Geoff Eley<sup>46</sup> – ont problématisé la crise des gauches (ouest-) allemandes et européennes dans les années 1980 et après l'effondrement du monde soviétique, en étant attentifs au rôle de la mémoire nationale et de la construction identitaire de la gauche allemande par rapport à la nation. Andrei S. Markovits a également sondé les rapports ambivalents entre la gauche ouest-allemande écologiste et le nationalisme. Le « fardeau du passé allemand » et « l'effet de l'holocauste »<sup>47</sup>, le rapport aux Etats-Unis et l'antiaméricanisme, les valeurs romantiques de l'attachement à la nature chez les écologistes de *Die Grünen*, auraient contribué à la recherche d'une forme de nationalisme, d'une construction identitaire contre les Etats-Unis, non dénuée d'ambiguïtés et de zones d'ombre. Andrea Ludwig traite également des ambiguïtés du nationalisme vert ouest-allemand, pour la période post-1990<sup>48</sup>. Elle y défend la thèse que le parti vert, au-delà de son attachement au modèle d'intégration multiculturel (*multikulti*), n'a pas su donner de réponse satisfaisante au nationalisme et au racisme croissant en Allemagne unifiée. L'auteure montre que le parti Vert lui-même était à la recherche d'une identité nationale sans ambiguïté et tentait de trouver une identification possible à la nation, qui ne soit moralement pas condamnable.

---

<sup>44</sup> Frei, N. (2008). *1968: Jugendrevolte und globaler Protest*. Munich ; Klimke, M., Scharloth, J. (2008). *1968 in Europe: a history of protest and activism, 1956-1977*, New York

<sup>45</sup> Davis, B. (2006). „New Leftists and West Germany : Fascism, Violence, and the Public Sphere, 1967-1974“, in Gassert., P., Steinweis, Alan, E., *Coping with the Nazi past, West German Debates on Nazism and Generational Conflict, 1955-1975*, New York

<sup>46</sup> Eley, G. (2002). *Forging democracy: the history of the left in Europe, 1850-2000*, Oxford.

<sup>47</sup> Markovits, A. S., et Gorski, P. S. (1997). *Grün schlägt rot: Die deutsche Linke nach 1945*, Berlin, p 39

<sup>48</sup> Ludwig, A. (1995). *Neue oder deutsche Linke? : Nation und Nationalismus im Denken von Linken und Grünen*, Opladen

Le recueil paru en 2006, *Coping with the Nazi Past*<sup>49</sup>, dirigé par Philipp Gassert et Alan E. Steinweis, qui interroge le rôle de la mémoire du National-socialisme dans les mobilisations étudiantes de 1968 en RFA, partage ce souci de comprendre l'impact du temps long, de l'interprétation de l'histoire nationale sur les formes et les contenus qu'ont pu prendre les mouvements protestataires après 1968.

Analysant pour sa part les sociaux-démocrates du SPD, Tilman Fichter, rejoint également ce type de questionnement, et réintroduit le temps long, en cherchant dans l'histoire de la gauche allemande, depuis 1848, les raisons de la réserve du parti social-démocrate face à l'unité nationale en 1990. Nous retiendrons aussi de son étude, son approche générationnelle, lui inspirant des analyses fécondes<sup>50</sup>. Fichter se réfère à la définition du sociologue Karl Mannheim, formulée en 1928, qui appelle génération, un groupe d'âges uni par une mentalité collective et marqué par des expériences communes. Fichter montre les différentes appréhensions de la nation en 1990 par les générations successives, marquées par leurs expériences collectives propres. La génération des années 1920, marquée par l'anti-idéologie de la génération de guerre était plus pragmatique, tandis que pour la génération « des petits-fils », nés après 1940, il y avait une impossibilité à penser la réunification sans tomber dans les catégories de „*neudeutschem Größenwahn*“ la mégalomanie nationale de la nouvelle Allemagne<sup>51</sup>. Cette génération dominait précisément le SPD au moment de la Réunification.

### **Le « test » de la démocratie**

Néanmoins, là encore, la recherche sur la gauche allemande n'est pas exempte d'une portée normative qui partage, avec l'*Extremismusforschung*, le souci de faire la démonstration de l'aptitude ou de l'inaptitude de la gauche allemande à la culture démocratique. Or cette perspective nous semble-t-il, reste très liée à un point de vue ouest-allemand.

---

<sup>49</sup> Gassert P., Steinweis, A.E. (2006). *Coping with the Nazi Past*

<sup>50</sup> Adoptée dans plusieurs de ses travaux, Fichter, T. (1993). *Die SPD und die Nation, Vier sozialdemokratische Generationen zwischen nationaler Selbstbestimmung und Zweistaatlichkeit*, Berlin ; Fichter, T. et Lönnendonker, S., (2008). *Kleine Geschichte des SDS, Der Sozialistische Deutsche Studentenbund von Helmut Schmidt bis Rudi Dutschke*, Bonn

<sup>51</sup> Brigitte Seebacher Brandt a également souligné cette réserve du SPD par rapport à la nation après la Réunification et la guerre du Golfe, et les ambivalences de la *Ostpolitik* du SPD dans les années 1970 qui conduisait les membres du SPD à jeter un « manteau de silence » sur la RDA, pour ne pas compromettre la bonne entente des deux États, in Seebacher Brandt, B. (1991). *Die Linke und die Einheit*, Berlin, p 50

Dans la recherche sur 1968 en RFA, à cause même de cette tendance à replacer l'événement dans un récit long de la démocratie en Allemagne, on retrouve cette propension à faire passer à la gauche allemande le test de la démocratie. Les auteurs en font tantôt une étape nécessaire de démocratisation de la culture politique de la République ouest-allemande voire une « seconde fondation » de la République fédérale, tantôt un événement à la fois fondateur et déjà miné et corrompu par le dogmatisme, l'idéalisme ou encore l'antisémitisme de la gauche radicale allemande. La première tendance vise à en faire un événement culturel plus que politique<sup>52</sup> et escamote ainsi le potentiel protestataire du mouvement. La seconde tendance est surtout manifeste dans des ouvrages qui tiennent à la fois de l'éclairage historique et du témoignage collectif, tel que *Das rote Jahrzehnt* de Gerd Koenen<sup>53</sup>, ancien membre du *Kommunistischer Bund Westdeutschlands* (KBW)<sup>54</sup>, groupe maoïste. Particulièrement acerbe sur cette « décennie rouge » de la fin des années 1960 en RFA, lorsque les « groupes K » (groupes et groupuscules marxistes léninistes, maoïstes, etc.) proliféraient, l'auteur, à partir de son expérience militante propre, brosse un portrait au vitriol de ce milieu « dogmatique » et pétri de « sectarisme ». Wolfgang Kraushaar<sup>55</sup>, dont la position est plus institutionnelle, n'est lui-même pas étranger à ce type de règlement de compte avec soi-même et son passé militant<sup>56</sup>. Il convient donc d'être attentif à ces aspects implicites de la recherche sur la gauche allemande et à ce qu'ils induisent dans la définition même de notre objet.

### La recherche sur la gauche radicale après 1990

Cette volonté de soumettre la gauche allemande au test de la démocratie marque aussi les études sur la gauche radicale après 1990. Celle-ci était jusqu'à très récemment, pour ainsi dire inexistante. Seuls quelques travaux d'étudiants sont consacrés à cet objet, dont le très rigoureux mémoire de diplôme de Patrick Hagen<sup>57</sup>,

<sup>52</sup> Birke, P., Hüttner, B. et Oy, G. (2009). *Alte Linke - Neue Linke?: Die Sozialen Kämpfe der 1968er Jahre in der Diskussion*, Berlin

<sup>53</sup> Koenen, G. (2001). *Das rote Jahrzehnt: unsere kleine deutsche Kulturrevolution, 1967-1977*, Köln

<sup>54</sup> Groupe maoïste fortement représenté dans le sud ouest de la RFA

<sup>55</sup> Kraushaar, W. (2008). *Achtundsechzig : eine Bilanz*, Berlin

<sup>56</sup> B.Davis tire le même constat et y associe à juste titre: Langguth, G. (2001). *Mythos '68, Die Gewaltphilosophie von Rudi Dutschke – Ursachen und Folgen der Studentenbewegung*, Munich. Voir : Davis, B. (2006). „Jenseits von Terror und Rückzug: Die Suche nach politischem Spielraum und Strategien im Westdeutschland der siebziger Jahre“, in Weinbauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik, Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, Francfort/Main, p 154

<sup>57</sup> Hagen, P. (2004). *Die Antideutschen - und die Debatte der Linken über Israel*. Universität zu Köln

tandis que les travaux de l'*Extremismusforschung* et de la *Bewegungsforschung* ont délaissé la scène de gauche radicale pour prendre en compte d'autres milieux où les mobilisations étaient plus importantes dans les années 1990. Cet état de la recherche est toutefois en phase d'évolution et la publication récente de deux ouvrages tirés de deux thèses de sciences politiques l'indique clairement.

Le premier, dont l'auteur est Peter Ullrich, s'intitule *Die Linke, Israel und Palästina. Nahostdiskurse in Großbritannien und Deutschland*<sup>58</sup>, (La gauche, Israël et la Palestine. Les discours sur le Proche Orient en Grande Bretagne et en Allemagne), est paru en 2008. Le second de Jan Gerber, paru en 2010, porte le titre *Verkehrungen – Die radikale deutsche Linke und der Untergang des Ostblocks*<sup>59</sup> (Inversions – La gauche radicale allemande et l'effondrement du bloc de l'Est). Le premier propose une étude comparative entre les milieux de la gauche radicale britannique et allemande contemporaines analysant plus spécifiquement les discours sur le conflit israélo-palestinien dans ces milieux. Le second est un travail plus global sur les reconfigurations de la scène de gauche radicale après 1990.

Ces études, la nôtre incluse, partagent les mêmes mobiles de départ : l'intérêt pour le « phénomène *antideutsch* » de la gauche radicale allemande et ses conséquences sur les reconfigurations structurelles (Gerber) et sur les complexités discursives (Ullrich) du milieu. Les études de Gerber, Ullrich et Hagen, les deux premiers incluant le PDS/ Die Linke dans leur étude, constatent le caractère inédit, au regard de la gauche radicale européenne, de ce phénomène *antideutsch* apparu après la Réunification. Creusant son empreinte au travers des groupes autonomes, des groupuscules maoïstes, mais aussi de l'ensemble de la gauche autoproclamée « non dogmatique », la fissure « antiallemande » affecta également les terrains d'action comme l'antifascisme pourtant fédérateur dans le milieu au début de la décennie 1990, en opposant le camp anti-impérialiste ou anticapitaliste d'un côté, au camp antinational ou *antideutsch* de l'autre. Ullrich a choisi pour angle de son étude le débat sur conflit israélo-palestinien dans la gauche radicale, débat devenu central

---

<sup>58</sup> Ullrich, P. (2008). *Die Linke, Israel und Palästina. Nahostdiskurse in Großbritannien und Deutschland*, Berlin

<sup>59</sup> Gerber, J. (2009). *Verkehrungen – Die radikale deutsche Linke und der Untergang des Ostblocks*, Halle. La thèse est parue en version raccourcie en 2010: Gerber, J. (2010), *Nie wieder Deutschland? Die Linke im Zusammenbruch des „realen Sozialismus“*, Freiburg

après le 11 septembre 2001 et la seconde Intifada, mais beaucoup moins présent dans la décennie 1990 qui nous intéresse. Les termes qu'il choisit pour décrire les « camps » au sein de la gauche radicale allemande découlent de cet angle du conflit israélo-palestinien : le camp de « l'anti-impérialisme antisioniste » versus celui du « philosémitisme antiallemand ». Il les décrit comme reposant l'un et l'autre sur un « excès d'identification » respectivement avec la cause palestinienne et l'Etat israélien. Ces deux positions poussées à l'extrême, explique Ullrich, ne sont pas exemptes d'entorses à l'identité politique de gauche et à l'ambition de libération et d'émancipation de chacun. Ainsi en est-il, dans le cadre de l'analyse du conflit israélo-palestinien, lorsque la gauche anti-impérialiste se solidarise avec des islamistes antisémites ou bien lorsque la gauche *antideutsch* proclame son appui à des conservateurs philosémites<sup>60</sup>.

Jan Gerber quant à lui parle du camp « *Nie wieder Krieg* » pour désigner la gauche anti-impérialiste et antifasciste, et de celui du « *Nie wieder Deutschland* » pour désigner la gauche « antinationale ». Cette dénomination induit elle aussi un jugement de valeur sur la scène de gauche radicale et trahit la vision quelque peu caricaturale qu'en a l'auteur. Ainsi, le choix d'une formule galvaudée « *Nie wieder Krieg* », proclamée par des forces politiques très diversifiées, de gauche comme de droite, et ayant traversé toutes les époques de l'histoire allemande et internationale au moins depuis la Première Guerre mondiale, pour définir le camp antagonique de celui de la gauche *antideutsch*, préjuge du positionnement de l'auteur. Le camp *Nie wieder Krieg* resterait, selon l'auteur, un creuset d'acteurs prisonniers de cadres d'analyse binaires et dépassés, propres à la Guerre froide, opposant l'impérialisme et l'anti-impérialisme, voire le progrès et la réaction<sup>61</sup>. L'autre camp, le camp *Nie wieder Deutschland*, en revanche, aurait su renouveler originalement ses cadres d'analyse après avoir reformulé les conditions de domination au prisme de l'holocauste.

D'une certaine manière, ces deux histoires du phénomène *antideutsch* sont des « success stories ». Gerber vante les mérites du camp *Nie wieder Deutschland*, lequel aurait su dépasser les schémas binaires de la guerre froide, renouvelé avec profit son outillage idéologique à partir du système de référence historico-politique de l'histoire

---

<sup>60</sup> Ullrich, (2008). *Die Linke*, p 305

<sup>61</sup> Gerber (2009). *Verkehrungen*

du national-socialisme et, *in fine*, montré ainsi la voie d'une véritable Nouvelle gauche. Les conclusions d'Ullrich divergent légèrement mais convergent sur l'essentiel. Son approche de la gauche radicale comme espace discursif l'incite en effet à mettre en avant les débats plus que les acteurs, les échanges plus que les antagonismes. S'inspirant de la « socio-psychologie collective », il perçoit les débats sur le Proche-Orient dans la gauche radicale allemande comme le lieu d'un processus d'apprentissage, dont résulterait une « hyper complexité » du discours sur le sujet, contrastant avec la relative simplicité du discours unidimensionnel de la gauche britannique qu'il lui compare (il parle de „*Lernerfolg*“, de „*Lernprozess*“ c'est-à-dire de processus d'apprentissage et de succès dans l'apprentissage, s'exprimant par le fait qu'un groupe renverse les paradigmes et pousse les autres à les reconsidérer)<sup>62</sup>. Pour renouer le fil de notre argumentation, il est difficile de ne pas voir dans les conclusions d'Ullrich, l'une des expressions de cette tradition de la recherche ouest-allemande visant à défendre la culture démocratique, cette fois cependant à l'exemple de la gauche radicale allemande : l'auteur réhabilite la gauche allemande en faisant l'apologie d'un progrès de la culture de l'échange et du débat au sein de la scène et en la réintégrant ainsi dans une véritable culture politique démocratique. À tous les observateurs extérieurs qui concluent au caractère « ridicule » ou « négligeable » de ce milieu de « cinglés », Ullrich rétorque, en quelque sorte, qu'il s'agit au contraire de la manifestation du caractère supérieurement „*aufgeklärt*“ (« éclairé »), « au-delà des absurdités dans le détail des débats », de la gauche allemande<sup>63</sup>.

Ainsi qu'il s'agisse de la gauche radicale ou de l'histoire de 1968, l'historiographie et la recherche en sciences politiques posent souvent sur leur objet un regard biaisé, poussant à appréhender les « extrêmes » comme des formes déviantes de la politique par rapport à la « norme » démocratique, c'est-à-dire à des pratiques et objectifs politiques, sortant de la pluralité admissible propre à une démocratie. Cette perspective est présente également dans des ouvrages consacrés à

---

<sup>62</sup> „Was wir in der deutschen Linken beim Thema Nahostkonflikt vorfinden, ist ein solcher Prozess der Komplexitätssteigerung des kollektiven Wissens. Dieser Prozess wurde erreicht durch die Institutionalisierung einer der traditionell pro palästinensischen linken Sicht der späten Sechziger bis Achtziger entgegengesetzten Strömung [...]“. In Ullrich, *Die Linke*, p 297

<sup>63</sup> „Die seitdem mal mehr, mal weniger offensiv geführte Kontroverse ist letztlich, trotz aller Absurdität im Detail und trotz aller Gewaltförmigkeit und Konfrontativität im Konkreten eine Erfolgsgeschichte aus Sicht eines aufgeklärten linken Universalismus“. In op. cit, p 300

l'extrême gauche en France, comme le livre de Philippe Raynaud<sup>64</sup> (*L'extrême gauche plurielle*, 2006), appréhendant l'extrême gauche comme symptôme d'une crise ou d'un échec de la démocratie, ne parvenant pas à unir toute une population dans l'exercice de la citoyenneté, notamment dans la pratique de la démocratie parlementaire. En Allemagne, au-delà de la diversité des courants de recherche consacrés à la gauche allemande et plus particulièrement à la gauche radicale allemande<sup>65</sup>, au-delà des controverses qui les opposent, cette tendance est donc doublée d'une interrogation implicite relative à la nature de la culture politique allemande, interrogation qui leur est commune à tous. Que l'ambition de ces études soit de disqualifier les groupes de gauche radicale pour le jeu démocratique (recherche sur l'extrémisme), ou bien de les réhabiliter voire de les valoriser en célébrant la « success story » d'une frange de la gauche allemande<sup>66</sup>, ou bien qu'il s'agisse de repousser cette frontière d'inclusion au sein même du milieu de gauche radicale<sup>67</sup>, elles présentent toutes cette tendance paradigmatique de sonder à travers la gauche radicale, l'ancrage de la culture démocratique en Allemagne. L'interrogation sous-jacente commune à ces travaux semble tourner autour des questions suivantes : que nous dit la gauche (radicale) allemande de la culture politique allemande, et, plus précisément, de l'ancrage de la démocratie en Allemagne? À quel point la gauche allemande est-elle démocratique – soit parce qu'elle aurait intégré la culture démocratique, soit parce qu'elle aurait contribué à la « forger »<sup>68</sup> ? À quel point est-elle allemande ?

### **La perspective ouest-allemande de l'historiographie**

Or, répétons-le, ce paradigme de la gauche comme baromètre de la démocratie allemande semble être porté par une perspective très ouest-allemande. En effet, ces travaux s'intègrent tous dans un « narratif » ouest-allemand depuis 1945 et interrogent l'ancrage à l'Ouest – c'est-à-dire dans le camp des valeurs politiques libérales – de la République fédérale d'Allemagne. Cela intervient également dans un

---

<sup>64</sup> Par exemple Raynaud, P. (2006). *L'Extrême gauche plurielle : entre démocratie radicale et révolution*, Paris

<sup>65</sup> Katsiaficas, G. (1997). *The Subversion of Politics: European autonomous social movements and the decolonization of everyday life*, Oakland ; Haunss (2004). *Identität in Bewegung*

<sup>66</sup> Par exemple le parti vert, tout en rejetant dans l'ombre ou l'impuissance passiste les autres courants. Cf. Markovits et Gorski (1997). *Grün schlägt rot*

<sup>67</sup> Ullrich (2008). *Die Linke* ; Gerber (2009). *Verkehrungen*

<sup>68</sup> Allusion au titre de l'étude de Eley (2002). *Forging democracy*



contexte où la confrontation avec l'histoire du National-socialisme est déjà ancienne, les auteurs de ces études en sont familiers. Les deux derniers travaux évoqués, traitant directement de la gauche radicale allemande, reproduisent également ce paradigme. Il ne nous appartient pas de l'inverser – la question de la place de la gauche radicale dans la culture politique allemande fait *de facto* partie de l'objet de cette étude – mais de le problématiser, de ne pas prendre pour acquis qu'il s'agit du seul regard possible sur cet objet. Il semble en effet que les études sur la gauche allemande partagent cette gêne, qu'il faille toujours faire la démonstration du caractère démocratique, ou non démocratique, de la gauche allemande, comme si elle était toujours suspectée de faire le jeu de l'un ou l'autre des totalitarismes. Il s'agit d'un paradigme de la recherche sur la gauche ouest-allemande.

À l'appui de cette perspective ouest-allemande, la définition des objets de ces études comporte rarement les protagonistes de la gauche est-allemande après 1990, ou alors de façon superficielle. Dans les études de Ullrich et Gerber, les acteurs est-allemands ne trouvent presque pas de considération, ne semblent pas animés de dynamiques propres et sont tout au plus considérés comme adoptant purement et simplement des idéologies et des contenus politiques venant de l'Ouest. Lorsque la gauche est-allemande est présente, elle est appréhendée de manière distincte, dans des chapitres à part. Peu d'auteurs tentent de les intégrer dans une histoire commune. Ainsi un chapitre seulement – non rédigé par lui-même<sup>69</sup> – de la grande synthèse sur la gauche écologiste allemande de Markovits est consacré à l'ancienne gauche de l'opposition est-allemande à travers le *Bündnis 90*, l'association des écologistes est-allemands. Dans l'ouvrage dirigé par Roth et Rucht, sur les mouvements sociaux en Allemagne depuis 1945, un chapitre est également consacré aux mouvements sociaux en RDA, et de manière séparée après 1990 dans les nouveaux *Länder*<sup>70</sup>. Ces exemples sont emblématiques d'une manière de traiter l'Allemagne réunifiée en insistant sur les contrastes des cultures politiques<sup>71</sup>. Cette historiographie tend à

---

<sup>69</sup> Alternburger, S. (1997). „Die ostdeutschen Grünen: Von der Untergrundopposition zur Vertretung im Bundestag“, in : Markovits et Gorski, *Grün schlägt rot*, pp 350-385

<sup>70</sup> Roth et Rucht (2008). *Die sozialen Bewegungen*

<sup>71</sup> Particulièrement patent dans Schmitt-Beck, R. et Weins, C. (1997). "Gone With the Wind (of Change). Neue soziale Bewegungen und politischer Protest im Osten Deutschlands", in Gabriel, O.W. (dir.), *Politische Orientierungen und Verhaltensweisen im vereinigten Deutschland*. Opladen, pp 321-351. Les auteurs appréhendent les comportements protestataires des Allemands de l'Est, comme résultant d'un déficit d'expérience démocratique et s'exprimant majoritairement par le vote protestataire du PDS ou par l'adhésion à l'extrême droite, alors que le comportement protestataire des Allemands de l'Ouest se démarquerait par des valeurs de démocratie à la base et serait porté par des

prolonger une écriture de l'histoire propre à la période pré-1990. Pourtant la récente historiographie « *deutsch deutsch* » – sur la période de la Guerre froide – montre de manière convaincante que le fait d'imbriquer ou « tresser » (*Verflechtungsgeschichte*<sup>72</sup>) les traditions, les discours, les pratiques à l'Est et à l'Ouest peut être fécond et conduire à corriger des récits figés en deux blocs opposés, correspondant aux deux blocs de la guerre froide.

### Les acteurs est-allemands

Non seulement les militants est-allemands participèrent bel et bien à la recherche commune de ce que signifiait « être de gauche radicale en Allemagne unifiée », mais les faire parler permet de mettre en perspective ce paradigme ouest-allemand de l'historiographie et ainsi, peut-être, de mieux s'armer, méthodologiquement parlant, contre sa vigueur. Cette étude prétend également « imbriquer » les perspectives et les acteurs est- et ouest-allemands, dans l'un des volets de l'histoire de la Réunification.

La difficulté consiste à définir les protagonistes de ce que l'on pourrait appeler, non sans précaution, une « gauche de l'opposition », c'est-à-dire opposée au processus de réunification et qui a tenté dans la foulée d'établir des liens avec la gauche radicale ouest-allemande. Une approche en terme de généalogie permet de retracer les efforts de ces groupes ou militants à renouveler, réformer, démocratiser le régime est-allemand avant 1989. La recherche sur l'opposition est-allemande est très riche et fortement marquée par des auteurs-témoins<sup>73</sup>. Par ailleurs, cette recherche est aussi marquée par l'horizon de 1989/1990 et cherche souvent à déterminer la nature de l'opposition dans un régime dictatorial et surtout le rôle qu'elle jouait en 1989/90<sup>74</sup>. Mais au-delà des parcours de certains leaders ou

---

couches sociales plus éduquées. Il semble que ces perspectives de recherche ne soient pas dénuées de préjugés sur la culture politiques est-allemande

<sup>72</sup> Klessmann, C. et Lautzas, P. (dir.) (2006). *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Phänomen*, Bonn

<sup>73</sup> Rüddenklau, W. (1992). *Störenfried: DDR-Opposition 1986-1989: mit Texten aus den Umweltblättern*, Berlin ; Rüddenklau, W. et Gehrke, B. (dir.) (1999)...*das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*, Münster; Poppe, U., Eckert, R. et Kowalczyk, I.-S. (1995). *Zwischen Selbstbehauptung und Anpassung, Formen des Widerstandes und der Opposition in der DDR*. Berlin

<sup>74</sup> Le nombre d'ouvrages pouvant être ici cités est important. Parmi les plus utiles à ce chapitre: Timmer, K. (2000). *Vom Aufbruch zum Umbruch: die Bürgerbewegung in der DDR 1989*, Göttingen ; Apelt, A. (2009). *Die Opposition in der DDR und die deutsche Frage*, Berlin. Le récent ouvrage d'Andreas Glaeser cherche pour sa part à comprendre les bases épistémiques des modes

d'organisations phares de l'opposition après 1990, nous ne connaissons pas d'études qui retracent les transformations et métamorphoses de courants radicaux nés en RDA tout au long de la première décennie de l'Allemagne unifiée. La difficulté à cerner et à insérer les acteurs est-allemands issus de l'opposition est l'un des défis de cette étude<sup>75</sup>.

## II. Définition de l'objet

Les discours et les pratiques participant de l'élaboration d'identités de la gauche radicale allemande après 1990 à l'Est et à l'Ouest, se soustraient à la géométrie des groupes et des organisations, géométrie elle-même très instable. Nous défendrons pourtant l'approche globale de la gauche radicale pour les raisons suivantes<sup>76</sup>. D'une part parce que nous nous intéressons à un milieu, à une « scène », pour reprendre le terme des acteurs et de la *Bewegungsforschung*, comme lieu d'échanges et de débats, dont les contours sont difficiles à saisir mais qui prend corps, de manière quasi chronique, autour de, et à travers certaines pratiques et domaines d'intervention. Les différentes conceptions de ces domaines d'interventions, les heurts entre pratiques divergentes, les inspirations idéologiques diverses qui nourrissent ces divergences contribuent à dessiner des lignes de conflit plus ou moins profondes dans cette scène. Ce sont le tracé, la nature et la profondeur de ces lignes qui nous intéressent ici. D'autre part, il s'agit moins d'examiner les évolutions propres à chaque courant, que de mesurer l'impact d'un événement double – la chute du socialisme réellement existant et l'unification des deux républiques allemandes – sur la définition des identités politiques de ce milieu, plus

---

d'appréhensions sociaux de l'opposition (et de la Stasi), ce qu'il appelle les « social understandings ». Andreas Glaeser (2011). *Political Epistemics. The Secret Police, the Opposition, and the End of German Socialism*, Chicago, pp. 399-451

<sup>75</sup> Cette difficulté est évoquée dans : Wielgohs, J. (2008). „DDR-regimekritische und politisch-alternative Akteure (1949-1990)“, in : Roth et Rucht (dir.), *Die sozialen Bewegungen in Deutschland*, pp 109-132

<sup>76</sup> Notons que de nombreuses études se sont penchées sur l'un ou plusieurs des courants de la gauche radicale – maoïste, anarchiste, marxiste-léniniste, trotskiste notamment – et permettent bien évidemment de mieux saisir ces courants respectifs, sans toutefois s'intéresser aux éléments de convergence et de communication entre les différents courants. Notamment : Kühn, A. (2005). *Stalins Enkel, Maos Söhne : die Lebenswelt der K-Gruppen in der Bundesrepublik der 70er Jahre*. Francfort/Main; Steffen, M. (2002). *Geschichten vom Trüffelschwein: Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*. Berlin ; sur le mouvement gay et les autonomes, voir Haunss (2004). *Identität in Bewegung*

spécifiquement sur l'articulation entre identité politique de gauche et renégociation de l'identité allemande, à l'Est et à l'Ouest. Suivre l'évolution des lignes de conflit, comme participant du positionnement (*Verortung*) réciproque et ainsi de l'identité (*Selbstverständnis*) de chacun, nous aidera à relever le défi d'une histoire mettant en regard réalités est- et ouest-allemandes.

Il s'agit ainsi de repérer les fragments de discours en divers lieux du milieu, entrant en écho ou en collusion entre eux d'une part, et avec les pratiques d'autre part. L'objet de cette étude s'inscrit donc sous le signe du relatif, les discours étant relatifs aux pratiques, les discours et les pratiques des différents acteurs du milieu étant relatifs entre eux. Il inclut les acteurs et les groupes seulement lorsque ceux-ci ont contribué à animer les dynamiques de la scène, à en nourrir les débats - en particulier lorsqu'il s'est agi de débattre de la nation allemande et de la redéfinition d'une identité de gauche dans ce contexte - et à forcer les positionnements respectifs. Cette perspective du « relatif » s'articule bien avec la définition que propose la politologue Christine Pina de l'extrême gauche européenne, qu'elle définit à la fois dans son irréductible « être contre » – c'est-à-dire dans une opposition systémique, fondamentale à la société capitaliste – et par son « être en-dehors » – parce que ses acteurs restent en règle générale hors du jeu électoral ou du moins du jeu des alliances politiques et des ambitions partisans. Ainsi les discours et les pratiques des acteurs qui nous intéressent se sont construits relativement à des figures ennemies du « système » capitaliste de la démocratie libérale (l'être contre) et à des arènes et des pratiques parlementaires (l'être en dehors).

Cette perspective nous a conduites à faire intervenir dans cette étude les groupes et les acteurs se percevant eux-mêmes comme étant de gauche radicale, c'est-à-dire formulant cet énoncé qui constitue par lui-même l'appartenance politique. Le premier volet de la définition de Pina peut correspondre à la volonté de transformation fondamentale, à une critique systémique (*systemkritisch*) de la démocratie libérale capitaliste, voire du monde capitaliste occidental, souvent qualifié d'impérialiste, même si le sens souhaité de cette transformation variait selon les groupes, et même si la révolution ne représentait plus pour la plupart d'entre eux, hormis quelques groupuscules de la gauche dite traditionnelle, l'horizon de leurs luttes. Quant au second volet de sa définition, l'« être en-dehors », il vaut en Allemagne probablement plus qu'ailleurs, là où l'arène d'intervention politique de la gauche radicale est essentiellement extraparlamentaire. Cela s'explique par les

raisons suivantes. D'une part le système électoral fédéral, avec le mode de scrutin mixte et l'obligation d'obtenir 5% des suffrages exprimés pour être représenté au Bundestag ou dans les *Landtage*, n'est pas favorable aux petits partis. D'autre part, la plupart des acteurs ne vise pas la conquête du pouvoir étatique et la défiance vis-à-vis des compromissions que supposent les urnes et des effets pervers du pouvoir au sein des formations parlementaires en particulier – SPD, Bündnis 90/Die Grünen et PDS/Die Linke – est en effet vivace dans le milieu, notamment depuis le mouvement antiautoritaire de 1968 en RFA. Cette définition exclut donc *stricto sensu* les partis sus cités, lesquels toutefois, au regard de liens de collaboration parfois étroits (allant de rencontres ponctuelles aux pratiques d'entrisme), et à travers leurs institutions annexes – par exemple les fondations de partis comme la *Rosa Luxemburg Stiftung* proche du PDS –, de leur fonction de point de repère et de pourvoyeur de fonds ou encore de relais portant leurs idées et leurs revendications dans l'espace public allemand, pourront intervenir dans ce travail<sup>77</sup>. Le choix de l'arène extraparlamentaire ne résulte pas toujours d'une décision de principe, et les parcours politiques des acteurs qui nous intéressent ici ont pu comporter des épisodes militants dans les trois formations partisans mentionnées. Cette définition inclut donc les courants dits de la gauche traditionnelle et des héritiers de la « Nouvelle gauche ». Cette dernière catégorie s'est construite dans les années 1960 en opposition à celle de la gauche dite « traditionnelle » recouvrant les courants marxistes, marxistes-léninistes, trotskistes ou maoïstes. On l'a dit « post-matérialiste<sup>78</sup> ». Les groupes et acteurs se situant dans l'héritage de la Nouvelle gauche se définissent le plus souvent comme « non orthodoxes » ou « non dogmatiques », expression vague, reposant essentiellement sur le rejet de toute doxa, ou corps de doctrine. En règle générale, ces acteurs formulent les contradictions dites « culturelles » du capitalisme - telles que le patriarcat ou le racisme, plus que ses contradictions économiques. Les « Nouveaux Mouvements Sociaux » (NMS) sont fréquemment appréhendés dans le cadre de cette Nouvelle gauche. Les NMS se forment en général autour d'une ou de plusieurs revendications – mouvement pacifiste, mouvement écologiste –, ou autour de revendications identitaires, comme le mouvement homosexuel ou le mouvement féministe. Ces distinctions entre « Nouvelle » et « ancienne gauche », entre gauche

---

<sup>77</sup> La direction du parti s'est efforcée de renforcer les rangs des « AG » (assemblées générales), groupes de travail se penchant plus spécifiquement sur l'extrême droite, ou sur l'antifascisme, et qui établissent des liens de collaboration parfois étroits avec les scènes *antifa*, alternatives et verts

<sup>78</sup> Eley (2002). *Forging democracy*

matérialiste et « post-matérialiste » ne résistent pourtant pas toujours à l'examen<sup>79</sup>. Elles semblent servir davantage aux positionnements respectifs, c'est-à-dire à la formulation des contenus plus qu'aux contenus politiques véritables.

Au-delà de ces distinctions, nous retiendrons donc la réunion des trois critères suivants : 1. l'auto-désignation des acteurs comme étant de « gauche radicale » ou du moins de « gauche », 2. l'« être contre » (critique systémique de la démocratie libérale capitaliste et du système mondial « impérialiste ») et 3. l'« être en-dehors », (arène et pratiques extraparlémentaires). Ces trois critères formant un milieu politique, une « scène », lieu de pratiques culturelles et politiques, de vie commune, de repli et de ressource entre les temps morts de mobilisation sociale. Les divers groupes et acteurs de cette scène dont les héritages se situaient à la croisée de la Nouvelle gauche et de la gauche traditionnelle, qu'ils se réclament du marxisme, du trotskisme, du maoïsme ou encore d'inspirations anarchistes ou autonomes forment donc l'objet de cette étude. Des acteurs de la presse alternative de gauche radicale – particulièrement développée dans les anciens *Länder* (Ouest) depuis les années 1960 –, des acteurs du spectre autonome, pratiquant l'antifascisme (*antifa*) ou l'antiracisme (*antira*), des groupes et groupuscules indépendants, intervenant dans plusieurs domaines – mise en réseau de structures, « *Subkultur* » – et enfin des acteurs de la gauche de l'ex opposition est-allemande interviendront dans cette étude.

Comment, dans l'Allemagne unifiée, des acteurs se réclamant de la gauche radicale – dans toute la diversité que cette étiquette politique suppose –, originaires des anciens (Ouest) et des nouveaux (Est) *Länder*, redéfinirent-ils leur identité politique? Comment repensèrent-ils les conditions et les mécanismes de domination dont le dépassement constituait la base de leur engagement ? Ces questions, au-delà de l'hétérogénéité idéologique propre à ce milieu, suscitaient-elles des réponses propres à l'Est et à l'Ouest ? Ce milieu à échelle réduite, marqué par une intercommunication soutenue, a pu former un véritable laboratoire de réflexions sur les questions du renouvellement des gauches européennes après la chute du rideau de fer tout en se présentant comme un reflet de la culture politique de l'Allemagne

---

<sup>79</sup> Notamment Gorz, A. (1980). *Adieux au prolétariat: au delà du socialisme*, Paris. Le terme de « post matérialisme », repris par la recherche, n'est pourtant pas tout à fait neutre. Il est souvent employé par les acteurs de la gauche se disant « non dogmatique » et suggère que le matérialisme se réduit à la lutte des classes, tandis que le « post matérialisme » envisagerait une lutte plus globale contre les structures de domination. En réalité, il n'est pas toujours aisé de séparer les revendications matérialistes des revendications « post-matérialistes », elles sont souvent liées.

unifiée, culture dont il est partie intégrante<sup>80</sup>. L'objectif de ce travail est d'interroger les discours et les pratiques des acteurs, de rendre compte des débats et des conflits qui les opposèrent, sans diluer l'opacité des incompréhensions réciproques, notamment entre groupes originaires de l'Est et de l'Ouest. Il s'agira d'examiner ce qu'ils trahissaient à la fois de la recherche d'une identité politique, de leurs perceptions et constructions réciproques et de leur perception propre au sein de la société allemande. Cette histoire s'inscrit donc à la fois dans l'histoire de la portée de 1989 pour les gauches européennes – comme moment sinon de « crise » du moins de désorientation réelle – et dans celle des conséquences de 1990 pour les gauches (radicales) est- et ouest-allemandes – c'est à dire comme contribution à l'histoire de la culture politique de l'Allemagne unifiée, contribution prenant en compte la perspective est-allemande trop souvent négligée dans l'état de la recherche.

Prendre en compte les héritages et évolutions propres des *Länder* est-allemands contraint à la vigilance. Il s'agit d'un défi. La fin du socialisme réellement existant et la Réunification ont mené au transfert des structures, des institutions, de la constitution de l'Ouest vers l'Est, ou à l'intégration de l'Est dans l'Ouest. Tout se passe comme si les perspectives et structures narratives ouest-allemandes avaient également été plaquées sur les réalités est-allemandes, tant par l'historiographie que par les acteurs ouest-allemands de la gauche radicale eux-mêmes. Ceux-ci, en dépit de leur discours critique, ont souvent manifesté cette tendance à couvrir la voix de leurs confrères et consœurs de l'Est, attitude s'expliquant à la fois par leur ignorance des réalités propres aux nouveaux *Länder* et par l'avantage qu'ils pouvaient tirer de leur expérience, de leurs effectifs bien supérieurs et des structures organisationnelles dont ils disposaient déjà. Nous nous efforcerons de présenter cette histoire non comme une extension de la gauche ouest-allemande, de ses débats et héritages propres à l'ensemble de l'Allemagne, mais bien comme la rencontre – riche de malentendus, mais aussi de transferts et de résistances – entre militants et groupes dont les passés – les histoires, les héritages, les politisations – n'avaient rien de commun, sinon la charge de définir ensemble ou non ce que devait être une gauche radicale allemande après 1990.

---

<sup>80</sup> En cela cette étude s'inscrit dans les travaux d'historicisation de l'unification, en abordant des thématiques comme la réécriture de l'histoire de la guerre froide, les thématiques de l'identité allemande et le rapport Est/Ouest dans la nouvelle Allemagne, cf. Zielinski, B. et Krulik, B. (dir.) (2010). *Vingt ans d'unification allemande : Histoire, mémoire et usages politiques du passé*, Bern, p. 1

### III. Archives et sources, plan de la recherche

Un corpus hétérogène a été composé, à partir de plusieurs fonds d'archives publiques et privées, permettant de confronter plusieurs lieux de discours : discussions internes, souvent autocritiques, débats publiés ou slogans mobilisateurs. Les publications de la presse alternative : servant à la fois de forums suprarégionaux pour la communication interne et de médias pour la représentation extérieure, ils fournissent de précieuses sources pour l'analyse diachronique du milieu. Dans cette étude apparaîtront essentiellement des publications d'envergure fédérale. Une publication *antifa* locale sera mentionnée dans le cadre d'une étude de cas (le *KlaroFix*, à Leipzig, Chapitre VII). Les publications suivantes, non comme objet d'une étude systématique et diachronique mais en tant qu'elles participèrent ou initièrent des discussions concernant l'ensemble de la scène, furent des lieux d'élaboration de positions politiques ou publièrent les prises de positions de divers groupes. Parmi elles se trouvent des publications ouest-allemandes : *konkret* pour la plus ancienne est un mensuel hambourgeois devenu un bastion de la gauche *antideutsch* et antinationale après la Réunification et la guerre du Golfe, au même titre que la revue *Bahamas*, les journaux de la presse alternative, comme *Analyse und Kritik*. Pour la presse est-allemande, deux revues seront essentiellement prises en compte : *telegraph*, issu lui-même de la publication de l'opposition est-allemande, les *Umweltblätter*. Un chapitre sera consacré par ailleurs à la collaboration de trois années (1994-1997) au sein de la rédaction du *junge Welt*, ancien organe de la FDJ et relais de la propagande de l'Etat, entre des rédacteurs ouest-allemands et rédacteurs est-allemands. Parmi les publications de la presse alternative, l'on compte également les médias ou plateformes autonomes, qui se développèrent en particulier dans les années 1980 en RFA. *Interim* et *Radikal* furent les plus lus, ainsi que la revue *Antifaschistisches Infoblatt* paraissant à Berlin. Comme l'ont noté Haunss et Drücke<sup>81</sup>, la séparation entre communication interne et *Öffentlichkeit* n'est pas nette dans la presse alternative. Beaucoup des débats dans lesquels les militants parlent et critiquent les buts politiques, sont publiés et suivis dans les médias plus « *mainstream* » de l'*Öffentlichkeit*. Pour autant, cette transparence concerne les

---

<sup>81</sup> Drücke, B. (1998). *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht ?*; Haunss (2004). *Identität in Bewegung*



objectifs ou l'autocritique d'un milieu qui ne porte pas à conséquence et ne trahit rien des projets d'action ou des structures d'organisation qui doivent être tenues secrètes. Par ailleurs le ton des textes destinés à la publication est sensiblement différent de celui des textes, rares et plus difficiles à trouver, destinés à la diffusion interne à un groupe ou un réseau. Les protocoles de discussion (ou *Diskussionspapiere*) non publiés des rencontres d'*Infoläden* par exemple, ou entre groupes de la gauche de l'opposition est-allemande en sont. Etant dénués de toute volonté de rassembler ou de convaincre, dépourvus de tout effet de style, ces documents se distinguent des articles de presse par le fait qu'ils mettent le doigt directement sur les problèmes de communication entre acteurs, et fournissent parfois des renseignements sur les structures et relations entre organisations. Dans les tracts distribués, c'est au contraire à une rhétorique de mobilisation que l'on a affaire avec des slogans visant à rassembler en quelques mots. Ainsi en est-il également des traces écrites et publiées de rencontres militantes (par exemple la tournée de la gauche ouest-allemande dans les nouveaux *Länder*, intitulée „*Etwas Besseres als die Nation*“ (Quelque chose de mieux que la nation, cf. chapitre IV).

En outre des sources plus élaborées sont aussi utilisées, comme les textes de présentation d'un lieu de la scène (*Conne Island*, chapitre VI) ou des livres où les auteurs proposent une histoire de leurs propres groupes – selon l'idée que leur histoire leur appartient (*Selbstgeschichtsschreibung*) – proposent des discours de reconstruction rétrospective d'eux-mêmes, intéressants dans la perspective de la construction d'une identité politique<sup>82</sup>. La gauche radicale s'est illustrée par l'utilisation précoce d'Internet, permettant souvent une diffusion large, rapide et gratuite des informations, en s'exposant moins à la répression, ce qui offrait de belles perspectives pour les diverses mobilisations. De nombreux sites Internet mettent par ailleurs en ligne des documents précieux, outre les articles de la presse alternative, des prises de positions, appels à manifester et autres documentations. Les sites les plus souvent consultés dans le cadre de ce travail sont le site nadir.org [<https://www.nadir.org/>]– où sont archivés un certain nombre d'articles de la presse alternative et d'appels de groupes – ; le site indymedia.de [[de.indymedia.org](http://de.indymedia.org)]; les sites des journaux et des lieux (comme *Conne Island*), ainsi que des sites tels que

---

<sup>82</sup> Par exemples *Radikal* (1996). *20 Jahre radikal: Geschichte und Perspektiven autonomer Medien*, Hambourg ; Geronimo, (2002). *Feuer und Flamme: Zur Geschichte der Autonomen*, Berlin

infopartisan.net [<http://www.infopartisan.net/>], géré par la librairie/*Infoladen Schwarze Risse*, à Berlin Kreuzberg.

Parler de « scène » suggère une unité sous-jacente, qui peut être exposée par la mise en évidence d'un discours partagé<sup>83</sup>. Nous l'avons appliqué particulièrement à l'étude du phénomène *antideutsch* (Chapitre V). L'analyse du discours s'intéresse à la production collective de sens et permet de saisir les symboliques mobilisées, de retracer les controverses opposant les militants entre eux. Nous nous intéresserons aux *topoi* des discours, c'est-à-dire à la manière de poser les problèmes et d'appréhender les appartenances de gauche d'une part, à la nation allemande d'autre part. Ces *topoi* peuvent accueillir des réponses différentes mais forment le cadre des débats permettant aux acteurs de se comprendre.

### Centres d'archives

Ces diverses sources ont été consultées dans divers centres d'archives, privés ou publics. On trouve à l'*Archiv und Bibliothek Papiertiger* de Berlin-Kreuzberg de nombreux flyers, procès-verbaux de discussions des courants antifasciste, antiraciste, antinational et autonome. Le *Matthias Domaschk Archiv* de Berlin-Prenzlauerberg possède les documents des mouvements d'opposition est-allemands, notamment de la *Umweltbibliothek*, des rédactions de journaux (*junge Welt*, *Jungle world*, *telegraph*, *Analyse und Kritik*). A Hambourg, les archives de l'*Institut für Sozialforschung* ont été consultées avant tout pour la presse alternative du début des années 1990, mais aussi pour suivre les débats dans les domaines de l'antifascisme et de l'antiracisme. Ici, comme au centre *Papiertiger* de Berlin, on y trouve des classeurs rassemblant les documents par thématiques (*Wiedervereinigung Deutschland*, *Nationale Frage*, etc.) et contenant pêle-mêle tracts, brochures, déclarations de presse avant les manifestations anti-réunification, *readers*, brochures sur des débats internes à la scène, par exemple sur l'antifascisme. L'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam héberge l'important fonds de l'*Infodienst*, cette « agence de presse » de la gauche radicale ouest-allemande, dont les documents ont été progressivement archivés à l'IISG à compter du milieu des années 1980, pour

---

<sup>83</sup> Landwehr, A. (2001). *Geschichte des Sagbaren: Einführung in die historische Diskursanalyse*, Tübingen

éviter que la police ne confisque et supprime ces documents, à la suite de l'interdiction et des poursuites engagées contre les acteurs proches du journal *Radikal*. Enfin les archives privées du site *Conne Island* de Leipzig contiennent, outre les documents internes, le *KlaroFix*, petit fanzine local, difficilement trouvable.

La question des entretiens s'est posée de façon chronique tout au long de cette recherche. Ayant renoncé à une approche de type ethnographique, se concentrant sur les parcours militants ou les socialisations des acteurs, les entretiens devant répondre à ces questions ont été rapidement évincés du travail. L'objet d'étude étant marqué par l'extrême dispersion du milieu et des acteurs, par le foisonnement des inspirations idéologiques et politiques, rendait difficile la réalisation d'entretiens individuels où la question de la « représentativité » du milieu par l'interviewé ne peut jamais être tout à fait annulée, et où la question des dynamiques collectives de la scène ne peut être bien exposée. Face, en outre, au foisonnement des sources écrites publiées ou non, nous avons donc finalement choisi de maintenir la complexité de l'objet de recherche, en articulant les échelles d'analyse – locale, fédérale, Est/Ouest – et les différentes facettes de notre questionnement sur la nation, et renoncé aux entretiens. Toutefois, quelques entretiens enregistrés ont été réalisés, beaucoup de discussions informelles ont eu lieu, elles ont été tout à fait essentielles pour guider les lectures, orienter les recherches et nourrir les analyses.

### **Plan de la recherche**

Cette étude se divise en trois parties, la première traite des héritages de la gauche radicale ouest-allemande (Chapitre I) et de la gauche de l'opposition est-allemande (chapitre II). La question des héritages nous a conduit à adopter une autre perspective que la recherche sur cet objet, et à préférer à l'idée de ligne de conflit ou d'antagonisme structurel apparaissant dans la scène de gauche radicale avec la Réunification et la gauche *antideutsch*, le terme de *ligne de faille*, où les héritages sédimentés de part et d'autre, entrent en résonance avec l'expérience politique des acteurs. La seconde partie s'attache à la première moitié des années 1990 et comprend deux chapitres. Le premier (chapitre III) est consacré à la brève période de la réunification, et aux différentes dynamiques respectives et rencontres entre la gauche radicale ouest-allemande et la gauche de l'opposition est-allemande (de 1989 à 1991), tandis que le second traite des tentatives de reconfigurations entre 1991 et 1994, où le développement fédéral des structures, et les causes mobilisatrices formaient le contexte de rencontres ; là apparaissait en plusieurs lieux de la scène, le

conflit Est-Ouest, devenu paradigmatique de cette première moitié des années 1990. La troisième partie concerne la seconde moitié des années 1990, alors que la scène de gauche radicale se reconfigurait davantage autour de l'axe gauche *antideutsch* versus gauche traditionnelle ou anti-impérialiste et que le conflit Est-Ouest passait en arrière plan. Le chapitre V traite plus spécifiquement de l'émergence du phénomène *antideutsch* dans la gauche radicale ouest-allemande, le chapitre VI, de la collaboration d'acteurs ouest- et est-allemands au sein de la rédaction de l'ancien quotidien de l'organisation jeunesse FDJ (*Freie Deutsche Jugend*) le *junge Welt* (1994-1997), et le chapitre VII explore les différentes formes que prit le phénomène *antideutsch* à l'Est et à l'Ouest à la fin de la décennie. Nous évoquerons en conclusion les développements que connut la scène de gauche radicale allemande, à la suite de cette décennie de reconfiguration.

# Chapitre I

---

## Les héritages ouest-allemands (avant 1990)

Parmi les courants de la gauche radicale après 1990, certains continuaient de se référer sans ambages aux figures et aux heures glorieuses du communisme allemand, portant les noms de Marx et Rosa Luxemburg, de la Révolution conseilliste de 1918, du soulèvement de Spartacus en 1919, ou encore de l'organisation communiste du KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*). Ces acteurs pour qui la filiation avec les traditions du communisme allemand allait de soi, représentaient les courants de la « gauche traditionnelle » (*Deutsche Kommunistische Partei*, DKP, mais aussi VVN, association antifasciste) et certains courants de la gauche autonome anti-impérialiste. D'autres en revanche manifestaient des difficultés évidentes à s'inscrire dans le cours ininterrompu d'une tradition de la gauche communiste allemande. Il s'agissait de la plupart des groupes de la gauche se disant « non dogmatiques », des héritiers de la « Nouvelle gauche » des années 1970, d'une partie des autonomes. Ce sentiment n'était pas propre à la génération militante des années 1990, puisque Gerd Koenen, activiste des années 1970 en RFA, parlait lui-même de « l'absence de sol et de tradition » d'une « *heimatlose Linke* », une « gauche sans patrie »<sup>84</sup>, avant 1968 en RFA. S'il est une tradition tenace dans la gauche allemande, c'est peut-être bien finalement cette idée que le sol allemand serait foncièrement hostile à la gauche politique, la contraindrait à une existence marginalisée. Dans la scène de gauche radicale ouest-allemande, on trouve fréquemment l'idée que puisque la nation allemande, au contraire de la nation française, s'était faite par « le haut », puisqu'elle devait sa naissance à la Réaction et non à la Révolution<sup>85</sup>, elle s'opposait ainsi, dans son essence même, à la gauche politique.

---

<sup>84</sup> Cf. Koenen, G. (2001). *Das Rote Jahrzehnt: Unsere Kleine Deutsche Kulturrevolution, 1967-1977*, Köln, p 260

<sup>85</sup> Par exemple dans la brochure „Links ist da, wo keine Heimat ist“, Bahamas et al, „Links Ist Da, Wo Keine Heimat Ist' Theoretische Konferenz Über Nation, Nationalismus Und Antinationalismus“, Dresden, Samstag 12. November 1994. „Arbeitsheft“, in *Fonds „Nationsdebatte“* Archive Papiertiger, Berlin

En somme, la question des héritages de la gauche ouest-allemande nous introduit déjà dans celle de la nation, l'histoire de la gauche allemande, des générations militantes précédentes inspirant directement la nature de leur sentiment d'appartenance à l'Allemagne. Et la question des héritages pour beaucoup d'acteurs de la gauche ouest-allemande était déjà en elle-même problématique. Les héritages sont des transmissions riches et parfois lourdes, des traditions perpétuées ou interrompues. Ils étaient nécessairement mis sur la sellette à cette époque de profonde remise en question après l'effondrement du socialisme réel et, avant cela, à cause des apories auxquels avaient mené les paradigmes propres à la Nouvelle gauche ouest-allemande lors de la Guerre froide. Il est nécessaire dans ce chapitre, de se pencher sur les héritages de la gauche ouest-allemande, afin de comprendre tout simplement d'où elle vient. Ce tableau peut paraître fastidieux. Il nous appartiendra par la suite – dans l'ensemble des chapitres suivants – de voir comment la gauche radicale allemande après 1990 a donné du sens à ces héritages. La question des héritages ne sera pas refermée avec ce premier chapitre, loin s'en faut.

Nous brosserons à grands traits la pré-histoire des évolutions organisationnelles de la gauche ouest-allemande depuis les années 1960 dans la première sous-partie, avant de traiter dans les deux autres sous-parties, les débats et les clivages structurels qui eurent des conséquences directes sur les débats de la scène après 1990.

## I. Repères et traditions de la gauche radicale ouest-allemande

### 1. La gauche « traditionnelle » en RFA

Les acteurs de la *Traditionslinke*, appelée plus rarement « l'ancienne gauche<sup>86</sup> », revendiquent rarement eux-mêmes cette désignation. Elle est le fait d'observateurs extérieurs ou d'autres acteurs de gauche qui tiennent par là même à marquer leur distance avec les premiers. Le terme n'existe en effet qu'en opposition avec la « Nouvelle gauche » post-1968 et a valeur rétrospective lorsqu'il s'agit de parler de la gauche communiste antérieure à cette Nouvelle gauche. La recherche s'accorde toutefois à désigner par cette expression les acteurs dont l'adhésion à une doxa marxiste, marxiste-léniniste, plus rarement trotskiste ou maoïste, détermine les pratiques politiques. Ces acteurs perçoivent dans le conflit de classe, la contradiction principale du capitalisme à laquelle sont subordonnées d'autres contradictions : le sexisme, le racisme. Ils cherchent à organiser la lutte des classes dans une finalité révolutionnaire. Au plan organisationnel, ces formations dans leur auto perception d'avant-garde du mouvement social, sont souvent partisans et dotées d'une structure hiérarchique.

À l'inverse d'autres pays ouest-européens, le paysage politique de RFA présentait cette singularité de ne pas avoir de parti communiste fort, en termes de présence parlementaire et de poids électoral. Cette singularité s'explique en grande partie par l'ancrage politique et idéologique de la RFA dans le camp occidental, par la puissance de l'anticommunisme lié lui-même à la proximité géographique de la république fédérale avec le camp « ennemi » lors de la guerre froide. L'eurocommunisme n'eut donc pas de réalité ouest-allemande. Par ailleurs le parti social-démocrate ouest-allemand, le SPD, avait lui-même rompu partiellement avec le marxisme depuis le programme de Godesberg en 1959<sup>87</sup>. Il n'eut en RFA aucun

---

<sup>86</sup> Cf. Birke, P., Hüttner, B., Oy, G., (2009). *Alte Linke - Neue Linke?: Die Sozialen Kämpfe Der 1968er Jahre in Der Diskussio*’, Berlin

<sup>87</sup> Transformation du SPD d'un parti socialiste en un „*Volkspartei*“ (parti de masse) Cf. Fichter, T. (1993). *Die SPD und die Nation, Vier sozialdemokratische Generationen zwischen nationaler Selbstbestimmung und Zweistaatlichkeit*, Berlin, Frankfurt/Main ou Bouvier, B.W. (1990). *Zwischen Godesberg und Großer Koalition: Der Weg der SPD in die Regierungsverantwortung; außen-, sicherheits- und deutschlandpolitische Umorientierung und gesellschaftliche Öffnung der SPD 1960-1966/*; Bonn

concurrent sérieux sur sa gauche, avant l'apparition du parti Vert, *Die Grünen*, en 1979. Le KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*), parti communiste ouest-allemand, était en effet confiné à une existence marginale. Il renoua après 1945 avec la tradition du KPD de la République de Weimar, créé en 1919 et interdit en 1933 lors de la prise de pouvoir national-socialiste. Le KPD fut de nouveau interdit en 1956, après avoir été déclaré anticonstitutionnel par le tribunal constitutionnel suprême de RFA, car son orientation marxiste-léniniste était jugée contraire à l'esprit de la Loi Fondamentale et représentait à ce titre, selon le tribunal, un danger pour l'ordre démocratique de la République fédérale. Malgré son interdiction, ses membres continuèrent à se réunir dans l'illégalité, même si leur marge de manœuvre était réduite à néant. Ce n'est qu'après 1968, avec le « tournant prolétarien » que devait emprunter une partie du mouvement de protestation et dans le cadre d'une détente des relations Est-Ouest, que le KPD renaissait de ses cendres en devenant le DKP – *Deutsche Kommunistische Partei*.

## 2. Anti-autoritarisme et traditionalisme : l'héritage de 1968 en RFA

1968 a inauguré en RFA des pratiques antiautoritaires, où l'individu était placé au cœur de la politique d'émancipation. La signification de 1968 pour la nation allemande, et plus spécifiquement pour la gauche allemande, participerait selon Koenen d'une « *invention des traditions* », voire même d'une « *auto invention de la nation* »<sup>88</sup>. L'héritage de 1968 est bien au cœur de l'identité de plusieurs courants de gauche, par les traditions protestataires que 1968 a inauguré et qui continuent de marquer les pratiques et les identités politiques. Un bref rappel des éléments majeurs du mouvement protestataire nous permettra d'avoir à l'esprit les traditions dans lesquelles s'ancrait la scène de la gauche radicale après 1990.

Le mouvement, parti des universités, fut un véritable mouvement de masse en RFA. Sur les 300.000 étudiants que comptait le pays, la moitié descendit dans la rue au moins une fois en 1968 et 20.000 d'entre eux auraient participé activement aux mouvements de protestation, dont 5.000 se trouvaient à Berlin-ouest. Le mouvement

---

<sup>88</sup>Koenen, G. (2001). *Das rote Jahrzehnt : unsere kleine deutsche Kulturrevolution, 1967-1977*. Köln, p 23



de l'APO, *Außerparlamentarische Opposition*, l'opposition extra parlementaire, se développait en réaction au vote des lois d'urgence de 1966, lois qui investissaient le gouvernement des pleins pouvoirs en situation de crise (catastrophe naturelle, guerre, insurrection) alors que cette prérogative était jusqu'alors réservée aux puissances alliées. Cet épisode rappelait aux étudiants l'usage qu'en avait fait Hitler en 1933, et ils ne voyaient plus d'obstacle à l'évolution de l'Etat ouest-allemand vers une dictature<sup>89</sup>. D'autant que le gouvernement Kiesinger, composé d'une grande coalition SPD-CDU, n'avait pas de véritable opposition parlementaire (le FDP ne disposant que de 49 sièges au Bundestag). Le sentiment de n'être représenté par aucune formation parlementaire encouragea les étudiants à adhérer en masse à l'APO. Les étudiants du SDS, la Fédération Socialiste allemande des Etudiants<sup>90</sup>, dont l'un des leaders était Rudi Dutschke, jouèrent un rôle central dans la coordination de la grande unité d'action qu'était l'APO. Des courants très divers y étaient unis dans l'opposition à l'Etat et la revendication de réformes de l'université.

Le mouvement étudiant de 1968 développa une forte identité antiautoritaire, dont la portée symbolique demeure puissante dans le milieu de la gauche radicale depuis 1990. Le terme d'antiautoritaire s'était construit contre « l'autoritarisme » incarné par l'Etat, mais également dans l'ordre « petit-bourgeois » qui régissait, selon les étudiants, toutes les structures sociales de la famille, des valeurs morales aux normes sexuelles. Il était fortement marqué par la réception de l'Ecole de Francfort<sup>91</sup>. La *Kommune 1*, grande colocation transformée en communauté autogérée à Berlin-ouest, de janvier 1967 à la fin de l'année 1969, visait à bousculer cet ordre et ériger l'hédonisme et la liberté sexuelle en valeurs absolues. Le magazine hambourgeois *konkret*, qui sera étudié sous plusieurs angles dans cette étude, fut l'une des publications les plus emblématiques de ce courant antiautoritaire : *konkret* problématisait le rapport entre art et politique, notamment à travers le situationnisme,

---

<sup>89</sup> Karl Jasper avait mis en garde contre une telle évolution dans son livre paru en 1966 et qui trouva un grand écho parmi les étudiants : *Wohin treibt die Bundesrepublik ?* cf article de Jérôme Vaillant, 'La Portée Du Mouvement De Contestation En RFA : Échec, Récupération, Intégration Et Popularisation De Quelques-uns De Ses Thèmes', *Matériaux Pour L'histoire De Notre Temps*, 11 (1988). pp 24-30

<sup>90</sup> Cette organisation marxiste apparue dès le lendemain de la guerre, qui avait été une pépinière du SPD, rompit en 1959 avec le parti, contestant sa rupture avec le marxisme. Le SDS ne fut jamais une organisation de masse, ne compta jamais plus de 2000 membres mais exerça pourtant une influence théorique essentielle sur l'APO.

<sup>91</sup> Cf. Kailitz, S. (2007). *Von den Worten zu den Waffen ? Frankfurter Schule, Studentenbewegung, RAF und die Gewaltfrage*, Wiesbaden

et participait pleinement à populariser la libération sexuelle. Ainsi la Nouvelle gauche ouest-allemande acquit dès le début une forte identité « post-matérialiste » et « culturelle ». Cette gauche post-matérialiste était ainsi nommée car ses revendications se tournaient vers les structures non matérielles de domination, investissaient la sphère de l'art et de l'esthétique et conduisaient à reconsidérer les frontières habituelles entre sphère privée et sphère publique, mettant ainsi en question bon nombre de normes socioculturelles : notamment la répartition des rôles sexuels dans la famille et dans la société. Pour les tenants de la Nouvelle gauche, le sexisme, le racisme ou l'homophobie : ces « contradictions » que l'ancienne gauche jugeait « secondaires » (*Nebenwidersprüche*), c'est-à-dire, résultant de la « contradiction principale » (*Hauptwiderspruch*) entre travail et capital, étaient au contraire aussi importantes et consubstantielles du capitalisme. La Nouvelle gauche peut apparaître, comme l'ont souligné beaucoup d'observateurs<sup>92</sup>, comme le produit de la « société du bien-être » et du « capitalisme tardif » (*Spätkapitalismus*), c'est-à-dire comme un ajustement des formes de protestation accompagnant le passage au « post-fordisme ». Alors que la gauche traditionnelle voyait les ouvriers comme la classe et le sujet révolutionnaire, les protagonistes antiautoritaires de 1968 ne se définissaient guère en termes de « classe », ne parlaient pas de « travailleurs », puisqu'ils n'estimaient pas que ces derniers étaient le sujet de l'Histoire, porteurs du changement social. Se référant à la réception de la théorie critique et surtout à Marcuse<sup>93</sup>, ils estimaient que le capitalisme tardif, en RFA était parvenu à maîtriser les crises cycliques de surproduction, à améliorer ainsi la situation des travailleurs, si bien que l'opposition entre salaire et capital ne devait plus déboucher sur une solution révolutionnaire. Le postulat de l'intégration psychosociale des masses dans la société ouest-allemande, les poussait à épouser les causes des mouvements de libération nationale dans le Tiers-monde, en envisageant l'alliance d'intellectuels radicaux des métropoles avec les mouvements de libération du Tiers-monde. Dès la seconde moitié des années 1960, l'anti-impérialisme fut l'un des engagements majeurs de la Nouvelle gauche ouest-allemande.

Au contraire de la gauche traditionnelle, les antiautoritaires, rejetaient le parlementarisme au nom de l'intégration et de la neutralisation du potentiel de

---

<sup>92</sup> Cf. Eley, G. (2002). *Forging democracy: the history of the left in Europe, 1850-2000*. Oxford ; Frei, N. (2008). *1968 : Jugendrevolte und globaler Protest*. München ; entre autres

<sup>93</sup> Toutefois, comme l'a montré Kailitz (2007), op.cit., les pères de la théorie critique désapprouvèrent rapidement, à l'exception de Marcuse, l'évolution du mouvement étudiant.

protestation par l'institution parlementaire. Tout cela éloignait les antiautoritaires du socialisme réel du bloc de l'Est. Après le printemps de Prague et la répression des troupes soviétiques, cette position se confirma : les ennemis du véritable socialisme étaient autant l'impérialisme que le « stalinisme » du bloc soviétique. La Nouvelle gauche creusait son sillage entre ces deux systèmes de société.

La protestation de masse en elle-même fut toutefois de très courte durée en RFA, et dès le semestre d'hiver « l'automne du mouvement » avait commencé<sup>94</sup>. Le SDS s'est dissous en mars 1970, échouant à trouver un consensus sur la question de la violence, et à concilier positions traditionalistes et antiautoritaires. Le mouvement s'essouffait et se divisait. Certains allèrent grossir les rangs de la jeunesse du SPD (*Jusos*), dans les années 1969 à 1972, tandis que d'autres se rassemblèrent dans des groupuscules de différentes obédiences, classés généralement sous l'étiquette de la gauche « traditionnelle », quoique non « stalinienne ».

### **Le tournant prolétarien : la réapparition d'un clivage au sein de la Nouvelle gauche**

Recréé en 1969, le DKP succédant au KPD qui avait été interdit douze années auparavant, ne prit jamais d'envergure comparable à celles d'autres partis communistes de l'Europe occidentale.

#### **Le DKP**

Fondé en avril 1969 par des anciens cadres du KPD, parti communiste ouest-allemand interdit en 1956, le DKP s'inscrivait dans la tradition directe de celui-ci. Jusque dans les années 1980, 80 à 90% des membres de la direction du DKP avaient été militants du KPD. La relative détente des relations Est-Ouest, avait incité les autorités ouest-allemandes à tolérer la réapparition d'un parti communiste. Le parti en effet se caractérisait par l'adhésion à l'URSS, et à la RDA. C'était l'unique en son genre parmi tous les partis et groupuscules communistes de RFA. Toutefois, il mettait un point d'honneur à agir en conformité avec la Loi fondamentale, et se tenait à distance de toute action illégale et de la violence politique. Son mode de fonctionnement était hiérarchique et « autoritaire », puisque les décisions étaient prises à la tête du parti. Le parti attira toutefois un certain nombre d'anciens membres antiautoritaires de l'APO. Par son organisation étudiante, le MSB *Marxistischer Studentinnen und Studentenbund Spartakus*, le DKP put remporter un certain

<sup>94</sup> Frei, N. (2008). *1968: Jugendrevolte und globaler Protest*. München, p 149

nombre de sièges dans les parlements étudiants à la fin des années 1970. Le DKP était directement financé par le SED. Cela lui permit de se hisser à la tête d'un mini empire publiciste : 16 maisons d'édition, 36 librairies<sup>95</sup>. Il comptait 34.000 membres en 1973, tout en ne récoltant que 0,3% des voix lors de sa première participation électorale, la même année. Son organe central : *Unsere Zeit*, avoisinait un tirage de 30.000 exemplaires. Il subit sa première grande vague de désaffections peu après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, en 1986. Il comprenait alors 4000 membres. Mais la baisse des effectifs accéléra le processus de division déjà à l'œuvre entre deux fractions, celles des conservateurs et celle des partisans du renouveau. En 1989-90, le processus de renouvellement du DKP passa par un débat sur le socialisme réel. Après 1990, avec la disparition brutale du soutien financier de la RDA et la sévère diminution d'effectifs qu'il essuya, le DKP resta confiné à une existence marginale ; son passé représentait un fardeau.

À côté du DKP, une multitude de « *K Gruppen* » – groupes de cadres ou *Kader*, c'est-à-dire de membres sélectionnés par les partis, soigneusement formés et censés devenir l'avant-garde politique – communistes, maoïstes, marxistes-léninistes, apparaissait dans la foulée du mouvement de protestation, entre 1968 et 1973. Parmi eux, le KBW (*Kommunistischer Bund Westdeutschland*) fut l'organisation la plus importante avec plus de 3.000 membres à la moitié des années 1970<sup>96</sup>, tandis que le KB (*Kommunistischer Bund*) comprenait 900 membres en 1978. Le KPD/AO (*Kommunistische Partei Deutschland – Aufbauorganisation*), créé en 1970, ou encore le MLPD (*Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands*), fondé en 1965 par une aile du SDS suivaient. Si Langguth préfère à l'expression de « groupes K » ou de « mouvement ML » également usité, celle de « groupes dogmatiques de la Nouvelle gauche »<sup>97</sup>, c'est que ces militants se signalaient par leur orthodoxie face à la doctrine marxiste et recréaient ainsi, au sein de la Nouvelle gauche, le fameux clivage entre gauche traditionnelle et gauche se disant, par réaction, « non dogmatique ». Cette multitude de formations se référerait positivement au mouvement ouvrier, tout en entretenant une distance critique avec le socialisme réel qu'ils qualifiaient souvent de « stalinisme ».

<sup>95</sup> Cf. Koenen, G. (2001). *Das rote Jahrzehnt: Unsere kleine deutsche Kulturrevolution, 1967-1977*, Köln, p 269

<sup>96</sup> Selon Geronimo, (2002). *Feuer und Flamme: Zur Geschichte Der Autonomen*, Berlin, [www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/FeuerUndFlamme/FF2.html#Kapitel2.3](http://www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/FeuerUndFlamme/FF2.html#Kapitel2.3), p68

<sup>97</sup> in Langguth, G. (1983). *Protestbewegung: Entwicklung, Niedergang, Renaissance: Die Neue Linke Seit 1968*, Köln, p 52

Le maoïsme, à travers les groupes K, séduisit la plupart des intellectuels et des leaders politiques du mouvement étudiant. Par son inspiration du système chinois, il représentait aussi le lieu d'une démarcation avec le « révisionnisme » pratiqué par l'URSS<sup>98</sup>. Se percevant comme les avocats d'un léninisme authentique, les militants maoïstes étaient convaincus de la nécessité d'une avant-garde, et considéraient le prolétariat comme la force révolutionnaire. Cela se traduisait notamment, en RFA comme dans d'autres pays ouest-européens, par des pratiques *d'établissement* dans les usines et de collaborations avec les forces syndicales. La tonte des cheveux longs, mode capillaire des acteurs antiautoritaires, était souvent le signe d'une proximité voulue avec la classe ouvrière, avec le peuple (*Volksnähe*). Mais leurs pratiques militantes s'inscrivaient également dans la continuité des mobilisations de la Nouvelle gauche : travail de solidarité avec le *Trikont*<sup>99</sup> ou Tiers-monde, et activités sur le terrain des Nouveaux Mouvements Sociaux. Remettant la tradition de la gauche traditionnelle au goût du jour, tout en y mêlant un intellectualisme auquel le DKP n'aurait pas prétendu, ce « tournant prolétarien » se manifestait par le morcellement du mouvement étudiant en de multiples fractions, qui troquaient leurs « chants beatnik » contre les chants révolutionnaires d'Ernst Bush<sup>100</sup>.

Les groupes K rejetèrent en effet rapidement l'anti-autoritarisme, qu'ils jugeaient trop centré sur l'émancipation individuelle, dans la catégorie « petite-bourgeoise ». Ces nouvelles formations, qui proliféraient pourtant, et que des querelles de chapelles, de personnes, plus rarement de théories, opposaient perpétuellement, partageaient toutes un point commun : elles restaient largement le fait du monde académique. Aucune d'entre elles, malgré l'objectif de réorganiser en tant qu'avant-garde intellectuelle le mouvement ouvrier, ne put y prendre pied. Ces organisations ne pouvaient se défaire d'un caractère trop expérimental.

Parmi les multiples organisations maoïstes dont l'existence perdura jusqu'à 1990, se trouvait le **Kommunistischer Bund (KB)**. Le KB se percevait comme

<sup>98</sup> Steffen, M. (2002). *Geschichten vom Trüffelschwein: Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*. Berlin, p 17

<sup>99</sup> Terme anticolonial, dérivé de la conférence tricontinentale de 1966 désignant les trois continents, Asie, Afrique et Amérique Latine. La conférence tiers-mondiste eut lieu à La Havane entre les représentants de 82 pays.

<sup>100</sup> Koenen G. (2001). op.cit. p 267

un véritable parti révolutionnaire – il était dirigé par une commission dirigeante dont les membres étaient cooptés et non élus, et dont l'identité n'était pas publiquement révélée – et critiquait l'organisation en conseils prônée par les antiautoritaires. Bien qu'implanté à Hambourg, le KB s'était assuré par son organe *Arbeiterkampf* (25.000 exemplaires en 1977) une audience fédérale, ce que certains expliquent par sa propension à devenir le « journal de cancan » du milieu. Au milieu des années 1970, il comptait environ 1700 membres<sup>101</sup>. Le KB développa les thèses sur la « fascisation » (*Fashisierung*) de la RFA. Le terme visait alors à dénoncer le démantèlement des droits démocratiques et la transformation de l'Etat ouest-allemand en « Etat policier », ce que celui-ci devait d'une part à la violence de ses réactions contre les groupes communistes et de gauche radicale, et d'autre part aux conditions d'emprisonnement particulièrement rudes auxquelles furent soumis les prisonniers de la RAF. Le terme de « fascisme » allait connaître une évolution dès la fin des années 1980 en RFA, où il se tournait davantage contre la scène néonazie en expansion. Le maoïsme était ainsi le fait d'une gauche avant tout intellectuelle, et ses partisans, s'étant également démarqué du stalinisme et du socialisme réellement existant, purent tirer leur épingle du jeu en 1990.

Les cadres du *Kommunistischer Bund* notamment ont formé le gros des troupes de la *Radikale Linke*, l'un des réseaux les plus influents de la gauche radicale après la Réunification, lieu d'élaboration principal de la position antinationale, comme nous le verrons. Toutefois cette organisation centrale et fédérale du maoïsme devait se dissoudre en 1992, et la question de la position à tenir face à la Réunification fut une des pommes de discorde essentielle, portant une responsabilité de taille dans cette scission. Parmi ces groupes K, le MLPD fut le seul à maintenir après la Réunification une audience importante. En 1997, il comptait encore 2700 membres<sup>102</sup>.

Le trotskisme en revanche ne connut pas immédiatement la même fortune que le maoïsme en RFA. L'hypothèse la plus convaincante pouvant expliquer la discrétion de la tradition trotskiste en RFA reste l'anéantissement des leaders trotskistes sous le National-socialisme. La doctrine inspira nombre des leaders du SDS, comme Rudi Dutschke. Le journal *Was tun ?*, fondé en 1968 jouissait d'un grand prestige et fut concomitant de la fondation du GIM trotskiste (*Gruppe Internationaler Marxisten*) : Groupe de marxistes internationaux, la section allemande de la IVème Internationale. Malgré ce prestige intellectuel, le trotskisme restait l'apanage de minorités et ne parvint jamais à prendre une ampleur

<sup>101</sup> Langer, B. (1997). *Kunst als Widerstand: Plakate, Ölbilder, Aktionen, Texte der Initiative Kunst und Kampf*. Bonn, p 19

<sup>102</sup> Langer, B. (1997). op.cit., p 18

significative. En 1973, les dix groupes trotskistes de RFA, subdivisés en plus de 20 fractions, comprenaient, en tout et pour tout, un millier de personnes, ce nombre baissa de moitié dans les années suivantes<sup>103</sup>. Peu avant la Réunification, en 1986, le GIM, organisation trotskiste la plus importante comportant 200 membres à l'époque, fusionnait avec le KPD/ML maoïste, qui comportait 800 personnes. De la fusion naissait le VSP (*Vereinigte Sozialistische Partei*), l'une des rares organisations ouest-allemandes à rechercher des contacts avec les groupes de la gauche de l'opposition est-allemande (cf. Chapitre III). Malgré cette fusion, les effectifs du VSP continuaient à subir un régulier écrémage au profit du PDS après 1990. Le VSP devait abandonner son statut de parti en 1995. Dans la première moitié des années 1990, les organisations trotskistes restèrent très groupusculaires et marginales, même si elles tiraient un prestige certain de leurs positions « antistaliniennes »<sup>104</sup>. Ce n'est qu'à la fin des années 1990, avec l'essor du mouvement altermondialiste en Allemagne, que le mouvement prit de l'ampleur. Les groupes *Linksruck*<sup>105</sup> et SAV (*Sozialistische Alternative – Voran*)<sup>106</sup>, ont su s'y intégrer.

Le mouvement de 1968 passe souvent pour l'acte fondateur de la Nouvelle gauche en Allemagne<sup>107</sup>. Il s'agit sans aucun doute d'une référence incontournable pour la gauche ouest-allemande depuis. En 1968 et par la suite, se sont forgées la plupart des catégories politiques permettant aux acteurs de saisir les conditions de domination et de penser leur dépassement. Les tensions mêmes entre « gauche traditionnelle » et « Nouvelle gauche », dans leurs façons de penser les contradictions propres au capitalisme et de les hiérarchiser, sont devenues constitutives des échanges entre les acteurs et des façons de se positionner les uns par rapport aux autres jusqu'à aujourd'hui. Par ailleurs – et il s'agit là d'une différence sensible avec la France où 1968 fut aussi l'occasion d'une rencontre entre mouvement ouvrier et mouvement étudiant –, la Nouvelle gauche ouest-allemande,

<sup>103</sup> Cité par Rudolf van Hüllen, (2008). *Das Trotzkistische Spektrum Im Linksextremismus* Bundeszentrale Für Politische Bildung, <http://www.bpb.de/themen/1RQDMP.html> [consulté le 5.12.2011]

<sup>104</sup> Ibid.

<sup>105</sup> Section nationale de l' International Socialist Tendency (IST)

<sup>106</sup> Section nationale de l'organisation trotskiste internationale, Committee for a Workers International

<sup>107</sup> Cf. Klimke, M., & Scharloth, J. (2007). *Maos Rote Garden? 1968 zwischen kulturevolutionärem Anspruch und subversiver Praxis – Eine Einleitung*, in *1968: Handbuch zur Kultur- und Mediengeschichte der Studentenbewegung*. Stuttgart, p 1, ou encore Birke, P., Hüttner, B., Oy, G. (2009). *Alte Linke - neue Linke?: die sozialen Kämpfe der 1968er Jahre in der Diskussion*, série de la Rosa Luxemburg Stiftung Vol. 57. Berlin, p 9

qui connut de nouveau des scissions entre traditionnels et antiautoritaires, restait largement confinée à un tissu social spécifique : celui des étudiants et des intellectuels. Le SDS promouvant une alliance entre l'avant-garde intellectuelle des métropoles et des mouvements populaires du Tiers-monde, participait probablement de cette importante tradition de la gauche radicale intellectuelle ouest-allemande. Il semble qu'il s'agisse là d'une constante propre à la gauche allemande extraparlamentaire.

### 3. Gauche radicale et Nouveaux Mouvements Sociaux

Privée d'ancrage dans la classe ouvrière, la Nouvelle gauche ouest-allemande établit des liens étroits avec les « Nouveaux Mouvements Sociaux » (NMS) de la fin des années 1970. Ces nouvelles formes de mobilisation fédéraient une large palette de groupes et d'acteurs autour d'une cause. A la différence du « mouvement de protestation » des années 1960 et 1970, les NMS des années 1980 quittaient presque tout à fait la sphère du travail et de la production. Sans ambition révolutionnaire, ni programme politique global, ils se percevaient eux-mêmes comme des mouvements partiels. Le mouvement pacifiste en RFA put ainsi mobiliser des groupes allant de la gauche radicale à la gauche modérée, en passant par des groupes religieux – l'Eglise joua un rôle essentiel dans les mobilisations pacifistes, notamment dans les *Ostermärsche* (marches de pâques, actions non violentes qui se multiplièrent dans l'ensemble de la République fédérale et réunissaient, c'est encore le cas aujourd'hui, opposants au nucléaire et partisans du pacifisme). La lutte anti-nucléaire (*Anti-AKW*) mobilisait également bien au-delà de la gauche radicale, de nombreux et divers groupes de la « société civile ». Or en 1979, après la double résolution de l'OTAN<sup>108</sup>, prévoyant l'installation de missiles Pershing II américains sur le sol ouest-allemand, et l'épisode de Gorleben<sup>109</sup>, ville de la région du Wendland où étaient stockés les déchets nucléaires des centrales allemandes, le mouvement social, porté par de multiples acteurs de la gauche radicale et de la société civile et bénéficiant d'une

---

<sup>108</sup> Double décision d'engager des négociations pour obtenir le retrait des missiles SS-20 soviétiques tout en prévoyant d'installer en Europe occidentale (RFA) des missiles Pershing II en guise de riposte, lesquels devaient être déployés si les négociations n'aboutissaient pas dans un délai de 4 ans.

<sup>109</sup> C'est encore le cas aujourd'hui, les manifestations se concentrent en général sur le transport des Castor, comme l'on désigne le type d'emballage de transport de combustible nucléaire.



grande popularité dans la population ouest-allemande, donna à la résistance tout son souffle<sup>110</sup>.

Parallèlement, le jeune parti Vert, apparu en 1979, absorba en partie les acteurs et les causes des NMS ainsi que nombre de militants des groupes K, notamment des membres du KB maoïste<sup>111</sup>. Les mouvements pacifistes et écologistes connurent une formalisation et une professionnalisation croissantes, auxquelles le nouveau parti *Die Grünen*, offrait un espace et des perspectives d'actions plus concrètes. La base militante des groupes K diminua comme peau de chagrin.

### ***Die Grünen***

*Die Grünen* est un parti issu directement du mouvement social et comme parti de la Nouvelle gauche<sup>112</sup>. Il ne s'agit pas d'un parti de gauche radicale. Mais les parcours militants des acteurs de la gauche radicale qui nous intéressent après 1990, signalent parfois une étape au parti *Die Grünen*, ou dans des formations hybrides (comme les listes électorales alternatives) à l'interface entre le parti et les mouvements sociaux. Par ailleurs, le parti Vert ouest-allemand adopta des modes de fonctionnement et des formes de participation, sortes de « fondamentaux » hérités des NMS et de l'anti-autoritarisme : action directe, style politique subversif, quotas de représentation pour les femmes, mode de vie alternatif, qui étaient autant d'empreintes laissées par les NMS. Mais dès la fin des années 1980, le parti évoluait et rompait de plus en plus avec le mouvement. Ses leaders continuaient de vouloir en faire le „*Standbein*“, la jambe d'appui, du mouvement au parlement. Le parti écologiste évolua vers un programme social-démocrate, où les principes de démocratie directe étaient de plus en plus sacrifiés au profit de l'efficacité de l'organisation<sup>113</sup>. Cette évolution de *Die Grünen* s'était faite aux dépens des

---

<sup>110</sup> Cf. Rucht, D. (1980). *Von Wyhl nach Gorleben: Bürger gegen Atomprogramm und nukleare Entsorgung*, München

<sup>111</sup> Par le moyen des *Listes alternatives*, listes électorales hétéroclites, issues de *Bürgerinitiativen* (initiatives de citoyens de la société civile), de groupuscules communistes et de militants écologistes à la fin des années 1970. Le parti résultait de la fusion de ces listes électorales en 1980.

<sup>112</sup> Eley, G. (2002). *Forging democracy: the history of the left in Europe, 1850-2000*. Oxford, Markovits, A. S., Gorski, P. S. (1997). *Grün schlägt rot: Die deutsche Linke nach 1945*, Berlin

<sup>113</sup> Eley, G. (2002). Op.cit. p 417

membres les plus radicaux du parti : les *Fundis*, nommés ainsi par leurs adversaires *Realos*, pour leur attachement à ces « fondamentaux ». L'écroulement des *Fundis* fut progressif tout au long de la décennie 1980. Si bien que les héritages des NMS se limitèrent vite à quelques principes et revendications socioculturels - la non-violence, l'avortement, des lois plus favorables à l'immigration, les 35 heures, les droits des homosexuels - portés dans l'arène parlementaire. Le parti Vert s'imposa finalement dans un système partisan remarquablement stable en RFA, tandis que les NMS connaissaient un recul net dès la première partie des années 1980, après l'entérinement de la double résolution de l'OTAN pour le mouvement pacifiste (1983), et la forte mobilisation du *Startbahn* en 1984.

*Die Grünen* incarnait après la Réunification cette frange de la Nouvelle gauche qui s'était « intégrée » dans le paysage politique parlementaire et s'était irrémédiablement éloignée de la gauche radicale. Toutefois *Die Grünen* furent également marqués par une profonde désorientation en 1990<sup>114</sup> : le parti n'avait pas adopté de ligne claire sur la *Deutschlandpolitik* et ses membres se divisaient sur la question de la Réunification. Le parti écologiste fut le seul parti ouest-allemand à ne pas absorber le parti frère est-allemand. Ce n'est qu'en 1993 que *Die Grünen* fusionnaient avec le *Bündnis 90*, formation électorale est-allemande résultant de l'association de militants écologistes et de membres du mouvement citoyen, dont ils respectèrent d'ailleurs une certaine autonomie<sup>115</sup>. Par la suite, le parti poursuivit son évolution, devenant un partenaire de coalition, puis un véritable parti de gouvernement, en 1998.

---

<sup>114</sup> Cf. Ludwig, A. (1995). *Neue oder deutsche Linke?: Nation und Nationalismus im Denken von Linken und Grünen*. Opladen

<sup>115</sup> Cf. Hoffmann, J., (1998). *Die doppelte Vereinigung: Vorgeschichte, Verlauf und Auswirkungen des Zusammenschlusses von Grünen und Bündnis 90*, Wiesbaden

### Les guérillas urbaines : un illustre et lourd héritage

À l'autre extrémité du spectre de la gauche radicale se trouvaient les groupes de guérilla urbaine, qui donnèrent à la gauche radicale allemande son expression la plus violente, et représentent un héritage à la fois illustre et pesant, au sujet duquel les débats ne se sont pas taris depuis la Réunification.

En 1998, après 28 années d'activité, et plusieurs générations de militants, le groupe le plus emblématique de la guérilla urbaine ouest-allemande : la Fraction Armée Rouge (RAF), fondée notamment par Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof, disparaissait. Sa première action, la libération de Baader emprisonné, datait de 1970. Les actions de sabotage et autres attentats du groupe armé, étaient dirigés contre des symboles matériels et des figures du pouvoir politique, économique, médiatique ou « impérialiste » (équipements de l'armée américaine stationnée sur le territoire ouest-allemand, soldats américains, l'immeuble du magnat de presse Springer, policiers, patron des patrons H.M. Schleyer en 1977, chefs de banque etc.). Au fil de son existence, le groupe fut responsable de 34 attentats mortels, de braquages de banque et d'attentats matériels, et perdit lui-même 20 membres (grèves de la faim, suicides etc.)<sup>116</sup>. Le *Bewegung 2 Juni*, apparu en 1972, fut ainsi nommé d'après la date du 2 juin 1967, date anniversaire de la mort de Benno Ohnesorg, manifestant tué par balles par K.H. Kurras, officier de police<sup>117</sup>, lors d'une manifestation contre la présence du Shah d'Iran à Berlin-Ouest. Le *Bewegung 2 Juni* se dissout dans la RAF en 1980.

Inspirés par les groupes de guérilla sud-américains, mais aussi par les théories néo-marxistes, ou en core l'Ecole critique, les membres de la guérilla urbaine inscrivaient leurs pratiques à la fois dans la lutte anti-impérialiste internationale et dans un combat plus spécifiquement national. Leurs actions étaient conçues en lien avec « la résistance contre la guerre américaine en Indochine, contre la presse Springer et contre les lois d'urgence »<sup>118</sup>. Reconnaisant dans les structures

---

<sup>116</sup> Cf. Pflieger, K. (2004). *Die Rote Armee Fraktion „RAF“: 14.5.1970 bis 20.4.1998*, Baden-Baden: Nomos Verlag., Hoffmann, M/ (1997). *Rote Armee Fraktion: Texte und Materialien zur Geschichte der RAF*, Berlin

<sup>117</sup> Une enquête de 2009 a révélé les activités d'IM (*Inoffizieller Mitarbeiter*), collaborateur de la Stasi, de cet officier de police. La mort d'Ohnesorg contribua à attiser et radicaliser le mouvement étudiant.

<sup>118</sup> „den Widerstand gegen den amerikanischen Krieg in Indochina, gegen den Springer Verlag und gegen die Notstandsgesetze“ K.H.Roth à propos de l'offensive de mai 1972, cité par J. Gerber, J.

politiques ouest-allemandes, des formes « fascistoïdes », ils voulaient mettre au jour, par des provocations violentes, la violence latente qu'elles contenaient. Et l'analyse de cette violence étatique ouest-allemande reposait sur une analyse de la RFA comme société pré- ou postfasciste.

La RAF entretenait des liens étroits avec les mouvements de libération palestiniens, mais également avec la Stasi est-allemande, dans le cadre d'une lutte anti-impérialiste globale. La guérilla était en effet conçue comme une unité de combat, s'inscrivant dans la globalité des luttes anti-impérialistes. Les attentats visaient souvent la présence de l'armée américaine sur le sol allemand (1972), mais aussi la police et l'Etat. Ses membres étaient initiés aux méthodes de combat paramilitaires dans des camps palestiniens (1971)<sup>119</sup>. Les liens étaient étroits également entre les différentes associations du « terrorisme de gauche », avec les RZ, mais aussi d'autres terroristes, dont Carlos et les organisations de libération palestiniennes.

Autre groupe emblématique de la guérilla urbaine, les *Revolutionäre Zellen* (RZ) apparurent en 1973, et comprenaient une fraction féministe : la *Rote Zora* (à partir de 1977). Elles se distinguaient de la RAF par le refus du concept d'avant-garde, et souhaitaient inscrire leurs pratiques dans le mouvement social. Les RZ étaient plus proches des autonomes au plan organisationnel : leurs structures étaient décentralisées, leurs membres avaient en règle générale une activité professionnelle légale et des organisations politiques légales, ce qui leur valut le quolibet de „*Feierabendterroristen*“ (terroristes du dimanche). Le groupe de femmes *Rote Zora* se désolidarisa des RZ dans les années 1980, commit notamment un attentat contre la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe en 1975, contre le paragraphe 218, interdisant l'avortement.

Dès leur existence, les groupes de guérilla urbaine divisaient au sein même de la scène. Le congrès TUNIX, fin janvier 1978 à la *Technische Universität Berlin* (TU), réunissant 5.000 participants de l'ensemble du spectre de la Nouvelle gauche, marqua la rupture du milieu avec les guérilleros et mettait un terme au *Deutscher Herbst*, à l'automne allemand, marqué par ces violences des groupes de guérilla

---

(2009). *Verkehrungen, Die Radikale Deutsche Linke Im Zuge Der Welt- und deutschlandpolitischen Ereignisse des Jahres 1989*, Halle. p 182

<sup>119</sup> Langer, B. (1997). op.cit. p 25

urbaine. Ce congrès berlinois inaugurait une nouvelle période au cours de laquelle le mouvement composite de la Nouvelle gauche emprunta plusieurs directions. Beaucoup se retirèrent dans la sphère privée, avec le recul des mobilisations écologistes et pacifistes des années 1970 et les excès des groupes armés, tandis que d'autres rejoignirent la mouvance autonome naissante<sup>120</sup>.

## II. Les legs structurels, clivages et représentations

### 1. L'hybridité des clivages

Gerd Koenen, dans son livre sur la « décennie rouge », c'est-à-dire la décennie marquée par les violences politiques des groupes de guérilla urbaine en RFA, parlait d'un « bazar des idéologies » de la gauche ouest-allemande après 1968<sup>121</sup>. Selon lui, peu de divergences opposaient en substance gauche traditionnelle et gauche antiautoritaire. Cette observation était le fruit d'un regard désabusé de l'auteur sur son propre passé militant. Mais elle ouvre la perspective du vécu qui corrige l'impression laissée par les publications et autres traces écrites de l'époque, où le verbe semblait intangible et inflexible. Les dogmes s'assouplissaient, explique-t-il, dans la réalité des rencontres, des actions communes, du vivre ensemble des colocations étudiantes. Les représentants des diverses chapelles, mêlaient en fait leurs vies et leurs expériences politiques au quotidien. Selon Koennen, la production et la reproduction de clivages correspondaient au besoin des acteurs eux-mêmes de se démarquer les uns des autres, plus qu'à de réelles divergences idéologiques. Les clivages entre groupes et petits partis de la gauche dite traditionnelle et groupes qui s'autoproclamaient « non dogmatiques » se sont ainsi répercutés d'époque en époque jusqu'à la Réunification et au-delà. Au sein d'un même ensemble les clivages se recréaient ainsi, même s'ils prenaient des formes différentes à chaque fois. Après la Réunification certains acteurs continuaient de désigner leurs adversaires du DKP, du MLPD ou des groupes K ayant survécu à la Réunification, de *Traditionslinke* ou de « vieille gauche ». Mais d'autres désignations de soi et de l'autre<sup>122</sup> avaient également cours : les autonomes se démarquaient ainsi de la gauche « dogmatique »,

<sup>120</sup> Geronimo. (2002). *Feuer und Flamme: zur Geschichte der Autonomen*. Berlin, p 86

<sup>121</sup> Koenen, G. (2001). op.cit. p 261

<sup>122</sup> On parle de „Selbst -“ et „Fremdbeschreibung“ en allemand pour ces procédés de désignation de soi et de l'autre, s'accompagnant d'un processus de démarcation.

en se définissant eux-mêmes, par contraste, comme «gauche non dogmatique ». Dans le camp opposé, les acteurs de la *Traditionslinke* ont pu parler de *Szene* ou de « ghetto », dans une acception clairement dépréciative – les deux termes visant à dénoncer une arène politique isolée, loin des formations partisans et des mouvements sociaux, le refuge dans un espace *subkulturel* reclus, signifiant le renoncement à l'intervention politique.

Souvent présentées comme antithétiques, les positions des antiautoritaires et des traditionalistes, vues sous cet angle, n'étaient pas absolument inconciliables. Et en réalité, il s'agissait moins de clivages que d'hybridité des traditions et des opinions. Le magazine *konkret*, emblème de la Nouvelle gauche, qui popularisait les thèmes de la libération sexuelle et de l'émancipation individuelle, n'en fut pas moins financé plusieurs années durant (jusqu'en 1964) par l'Etat est-allemand, et beaucoup de ses rédacteurs étaient membres du « traditionnel » *Deutsche Kommunistische Partei*, le DKP. A la croisée des chemins antiautoritaire et traditionnel, se trouvaient également les groupes de guérilla urbaine. La conception même de « guérilla », son caractère anti-institutionnel, s'opposait à la structure hiérarchique de parti adoptée par les groupes K. Pourtant, Baader et Ensslin, deux des leaders de la RAF, réintroduisirent la notion de *Lumpenproletariat*, et une partie du mouvement étudiant se coupait les cheveux lors du tournant autoritaire et cessaient de faire tourner leurs 33 tours de Beatnik pour se convertir au chansonnier communiste Ernst Bush. Certains d'entre eux furent soudain disposés à se plier aux contraintes de l'*établissement* en usine (pour les maoïstes), pour gagner les ouvriers à l'idée de révolution. Les groupes K eux-mêmes faisaient subir à leurs aspirants des entretiens drastiques<sup>123</sup>.

Au-delà de la distinction des structures et des habitus, traditionalistes et antiautoritaires partageaient aussi l'idée de l'opposition entre « métropoles » et « classes dominantes » d'une part, « périphérie » et « classes dominées » d'autre part. Inspirée de Marcuse, la guérilla urbaine et d'autres groupes antiautoritaires défendaient l'idée d'un déplacement (*Verschiebung*) du concept de lutte des classes d'une réalité nationale - entre les classes d'un Etat nation – à l'arène internationale – le long de lignes de démarcation Nord/Sud. La contradiction majeure avait lieu, selon eux, non plus entre classes au sein des États des métropoles, mais entre « pays

---

<sup>123</sup> Koenen, G.(2001). op.cit. pp 195,196

hautement industrialisés » d'une part, et « pays périphériques » d'autre part. La lutte dans les métropoles consistait donc, pour les antiautoritaires, à former une avant-garde chargée d'éveiller la conscience de la majorité et de sensibiliser à la nécessité d'une émancipation globale – dans les métropoles et les périphéries. Ainsi se justifiait la nécessité de soutenir les nationalismes d'émancipation, tout en considérant ces luttes nationalistes comme une étape vers une autre société : la société de la démocratie de conseil (*Rätedemokratie*) pour les antiautoritaires, la société communiste, menée par le parti, pour la gauche traditionnelle.

La succession, parfois la concomitance d'inspirations traditionnelles et antiautoritaires, la convocation d'icônes, comme Marx, Lénine, Luxemburg, etc., répondait avant tout, dans les premiers temps du moins, à une récupération symbolique contre la société ouest-allemande. A côté des figures du communisme, Marx, Lénine, Trotski, Luxemburg, Mao, Pannekoek, d'autres lectures participèrent de leur politisation : les existentialistes – Camus, Sartre –, les philosophes marxistes, comme Lukács. Les lectures de l'Ecole de Francfort faisaient également partie des fondamentaux : Adorno, Horkheimer, puis Marcuse. Les références au socialisme allemand d'avant 1933 (Luxemburg et Liebknecht, Thälmann et Brandler), jouaient aussi dans ce cas contre les modèles soviétiques, ou ceux du « Tiers-monde » (Cuba ou la Chine) (hormis pour les formations fidèles au socialisme réel : le DKP et le KPD/ML). Mais elles demeuraient possibles pour des acteurs antiautoritaires<sup>124</sup>.

Tout en méprisant le pluralisme des idéologies et des styles de vie prospérant dans ce type de mobilisations politiques, les groupes K entreprirent une ouverture relative aux Nouveaux Mouvements Sociaux. Les questions culturelles et post-matérialistes (écologie, féminisme, homosexualité) soulevées par les NMS, n'avaient que peu en commun avec les programmatiques des cadres des groupes K. Mais certaines causes pouvaient rassembler ces deux horizons et des rencontres pouvaient avoir lieu entre jeunes « drop outs » et cadres des groupes K, dont certains mirent leur expérience militante, leurs compétences organisationnelles et financières, au service de mouvements comme le mouvement pacifiste. Le DKP, ou le MLPD, dans le mouvement pacifiste, le KB, qui reçut le quolibet de *Trüffelschwein*<sup>125</sup> – c'est-à-

---

<sup>124</sup> Cf. Frei, N. (2008). *1968: Jugendrevolte und globaler Protest*, München

<sup>125</sup> Cf. Steffen, M. (2002). *Geschichten vom Trüffelschwein: Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*, Berlin

dire cochon à truffes – pour sa capacité à flairer la possibilité de gagner des adeptes, s’immiscèrent ainsi avec plus ou moins de bonheur dans les mouvements féministes, homosexuels, alternatifs, pacifistes et anti-nucléaires. Quant aux guérilleros et autonomes de la scène de gauche radicale, ils trouvèrent dans les mouvements pacifiste, écologiste et squat, de véritables viviers pour renouveler leur base militante. L’ouverture de ces derniers à l’égard de la violence comme action politique était différenciée. Le mouvement antinucléaire, par ses structures et formes d’action politique (blocus, confrontation avec la police) se prêtait davantage aux actions violentes que, nécessairement, le mouvement pacifiste.

## 2. Gauche radicale et violence, des rapports équivoques

La place que réservent les rapports des Offices de protection de la constitution produits par les ministères de l’Intérieur des *Länder* et du *Bund* (*Bundesamt für Verfassungsschutz*) à la question de la violence comme moyen politique, peut porter à croire que ce thème est resté central et omniprésent dans la scène de gauche radicale depuis 1990<sup>126</sup>. Cette surévaluation de la violence par les autorités a plusieurs explications. La première est que les dégâts matériels et les agressions physiques sont la manifestation la plus visible de l’activité politique des groupes qui en sont les auteurs, il est naturel qu’ils attirent en premier lieu l’attention des autorités. Mais à l’inverse, toute action politique non conventionnelle tend à être saisie en elle-même, comme « violente »<sup>127</sup>. Les présupposés de ces rapports produits par les ministères de l’Intérieur, poussent aussi à instrumentaliser ces actes de violences afin de diaboliser les « extrêmes » et d’en accroître le pouvoir de nuisance pour légitimer leur propre rôle de contrôle de ces « extrêmes ». Mais ces rapports portent également la marque d’un traumatisme : la république allemande est restée marquée par les violences du *Deutscher Herbst*, la décennie rouge de 1967 à 1977 en RFA, marquée par les meurtres et les attentats des groupes de guérilla urbaine.

<sup>126</sup> La surévaluation de la violence politique de la gauche radicale par les autorités et par les médias était déjà le fait des années 1970, elle ne concernait pourtant qu’une minorité d’acteurs cf. Davis, Belinda, *Jenseits von Terror und Rückzug: Die Suche nach politischem Spielraum und Strategien im Westdeutschland der siebziger Jahre*, in Weinbauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., (2006). *Terrorismus in der Bundesrepublik, Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, Frankfurt/Main, p 154

<sup>127</sup> Cf. Della Porta, D., (2006). *Eine vergleichende und soziologische Perspektive*, in Weinbauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik: Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, p 36



Lorsque l'on examine les sources et les débats de la scène après 1990, on en retire plutôt l'impression que la violence y fut de moins en moins signifiante. Du côté des groupes de guérilla urbaine, les *RZ*, *Revolutionäre Zellen*, annonçaient en janvier 1992 « la fin de notre politique »<sup>128</sup>, communiqué suivi de celui annonçant le renoncement aux attentats meurtriers de la *RAF*, *Rote Armee Fraktion*, en avril de la même année<sup>129</sup> (la *RAF* n'annonça sa dissolution officielle qu'en mars 1998)<sup>130</sup>. La violence est restée certes présente, mais a fortement diminué par rapport aux années 1980. Les pratiques violentes devinrent rapidement la pierre d'achoppement entre autonomes et NMS. Les acteurs des NMS déploraient bien souvent que les actions violentes, générant la répression étatique, paralysassent les actions politiques (les manifestations pacifistes ou antinucléaires notamment). Le conflit interne sur la question de la violence expliqua le repli du mouvement autonome à partir de la fin des années 1980<sup>131</sup>.

### Les guérillas urbaines et la scène de gauche radicale

Les membres des guérillas urbaines, bien qu'ils fussent les seuls à la mettre en œuvre, n'étaient pas les seuls à promouvoir la nécessité de la violence politique. La question de la violence dans les métropoles avait été débattue dans l'ensemble du milieu. Les groupes anti-impérialistes, puis à partir des années 1980, autonomes, avaient été l'un des principaux viviers de la *RAF* et des *RZ*. Néanmoins les rapports entre la guérilla urbaine et le milieu de la gauche radicale étaient complexes et délicats. Les groupes légaux de la gauche radicale (groupes K ou groupes antiautoritaires) désapprouvaient dans leur majorité les actions des guérilleros, ils refusaient en règle générale toute collaboration ouverte mais ils s'étaient liés par un

<sup>128</sup> *RZ*: (1991) *Das Ende unserer Politik*. In *Die Früchte des Zorns, Texte und Materialien zur Geschichte der Revolutionären Zellen und der Roten Zora*, [www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html](http://www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html) [consulté le 1.11.2011]

<sup>129</sup> *RAF*: (1992) „An alle, die auf der Suche nach Wegen sind, wie menschenwürdiges Leben hier und weltweit an ganz konkreten Fragen organisiert und durchgesetzt werden kann“ in: *Rote Armee Fraktion, Texte und Materialien zur Geschichte der RAF*, [www.nadir.org/nadir/arciv/PolitischesStroemungen/Stadtguerilla+RAF/RAF/raf-texte+materialien/PDF](http://www.nadir.org/nadir/arciv/PolitischesStroemungen/Stadtguerilla+RAF/RAF/raf-texte+materialien/PDF) [consulté le 1.11.2011]

<sup>130</sup> „Vor fast 28 Jahren, am 14. Mai 1970, entstand in einer Befreiungsaktion die *RAF*: Heute beenden wir dieses Projekt. Die Stadtguerilla in Form der *RAF* ist nun Geschichte“ [rafinfo.de](http://www.rafinfo.de), 'RAF-Auflösungserklärung', *RAF-Erklärungen*, 1998 <<http://www.rafinfo.de/archiv/raf/raf-20-4-98.php>> [consulté 1.11.2011]

<sup>131</sup> Violences notamment dans le cadre des manifestations contre le « *Startbahn West* », le projet de développement de l'aéroport de Francfort, suscitant de grosses mobilisations tout au long des années 1980. Deux policiers y trouvèrent la mort en 1987, après des affrontements avec les manifestants.

*Verpflichtungsverhältnis*, un devoir d'engagement solidaire envers les groupes de guérilla dans l'opposition commune à « l'État répressif » – notamment lorsque leurs membres étaient réduits à l'état de « victime » de la répression, et de conditions d'emprisonnement peu amènes (isolement dans des cellules blanches sans perspective, sans son, éclairée d'une lumière crue et sans ombre, visant à priver les prisonniers de l'usage de leurs sens „*Sinnesdeprivation*“) <sup>132</sup>. Toutefois les divergences étaient de plus en plus ouvertes entre scène de gauche radicale et guérilla, que les médias associaient, mais qui pourtant différaient tant que les acteurs de la première en venaient même à se demander si la RAF était encore « à gauche » et si elle ne venait pas bien plutôt en aide à la droite, dont elle empruntait du reste les méthodes « fascistes » <sup>133</sup>. Mais dès la fin des années 1970, les divergences entre mouvement social, scène de gauche et guérilla devinrent insurmontables. Ainsi Joschka Fischer, actif à l'époque dans la scène *Sponti* de Francfort, appela les groupes de la guérilla à cesser les combats après la mort d'Ulrike Meinhof en mai 1976 <sup>134</sup>.

Les groupes de guérilla étaient de plus en plus isolés. Les protagonistes de la RAF avaient expliqué leur existence par un contexte de « crise », une époque non-révolutionnaire, une « phase défensive » (selon les RZ en 1975), or ils sont devenus rétrospectivement, par le jeu de la mémoire collective, les représentants d'un âge d'or de la mobilisation de gauche radicale. La signification de la guérilla urbaine dans le milieu de gauche radicale depuis 1990 est à l'image des rapports que ces deux ensembles d'acteurs entretenaient. Elle est devenue le symptôme, par son isolement graduel et l'antipathie croissante qu'elle suscitait dans la population, de l'échec du concept d'avant-garde. Beaucoup d'acteurs de la scène la condamnèrent pour ses pratiques excessives, jugées contreproductives car elles n'attiraient que la répression de l'État, reproduisaient des structures autoritaires et ne favorisaient guère

---

<sup>132</sup> Cf. Davis, B. (2006). *Jenseits von Terror und Rückzug: Die Suche nach politischem Spielraum und Strategien im Westdeutschland der siebziger Jahre* in Weinbauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik, Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, Frankfurt/Main, p 166

<sup>133</sup> Cf. Davis, B., (2006). Op.cit. p 164. Habermas parlait également d'un « fascisme de gauche » dans le mouvement étudiant

<sup>134</sup> *Beitrag der Frankfurter Spontis (auf dem Pfingstkongress des Sozialistischen Büros, 1976)*, in: *Linke Liste Universität Frankfurt* (Hrsg.): *Die Mythen knacken*, p. 96, cité par Gerber, J. (2009). op.cit. p 106

l'émancipation individuelle et collective. Mais en même temps, la guérilla urbaine était l'objet d'une véritable sanctification dans la scène de gauche radicale et au-delà.

À la fin des années 1980, la mésentente entre acteurs de la gauche radicale et NMS était consommée. Une période d'interrogations s'ouvrait sur la pertinence et la nécessité à soutenir, à infiltrer, parfois à servir d'avant-garde aux mouvements sociaux. Les guérilleros comme les autonomes, partisans d'une opposition systémique et non de luttes partielles (*Teilbewegung*), n'étaient pas parvenus à radicaliser les NMS comme ils le souhaitaient, à établir des liens entre les différentes causes, en sensibilisant les militants écologistes aux problématiques anti-impérialistes, anticapitalistes ou pacifistes par exemple. Ainsi les Cellules Révolutionnaires, RZ, lorsqu'elles se détournèrent avec grand fracas du mouvement pacifiste, critiquèrent le catastrophisme de ce mouvement « qui ne laissait pas de place à la moindre utopie sociale, et qui ne connaissait que des victimes et pas de bourreaux », dans un texte intitulé *Beethoven gegen MacDonald* d'avril 1983<sup>135</sup>. Enfin les RZ, par le biais du mouvement pacifiste, formulaient leur critique à l'encontre de tous les mouvements en général, et nous retrouvons ici une problématique centrale de la dialectique entre attraction pour le mouvement et aspiration au retranchement de la gauche radicale.

Avec l'essor de l'extrême droite et de la scène néonazie dès le milieu des années 1980, un autre type de violence se développait : celle qui opposait dans des rixes parfois hebdomadaires, des acteurs *antifa* – le plus souvent autonomes – aux acteurs néonazis. Cette forme de violence n'avait plus rien à voir avec la violence des guérillas urbaines, dont l'époque s'achevait, et pourtant, elle en était également l'héritière<sup>136</sup>.

---

<sup>135</sup> ID Archiv die Früchte des Zorns BD 1. , cité par Gerber, J.(2009). op.cit. p 112. Gerber ajoute : L'anti-impérialisme ne fut pas épargné par leurs critiques, pour elles, il s'agissait surtout d'un impérialisme Anti US qui ignorait confortablement les questions de réarmement des pays ouest-européens. Par ailleurs, l'un des slogans du mouvement pacifiste, selon lequel l'Allemagne était un pays occupé, et véhiculant l'idée que l'Allemagne était une entité impuissante à la merci des deux grandes puissances mondiales occultait, selon lui, le fait que la RFA poursuivait malgré tout, ses propres intérêts

<sup>136</sup> Cf. Schultze, T., & Gross, A. (1997). *Die Autonomen: Ursprünge, Entwicklung und Profil der Autonomen*. Hamburg, Katsiaficas, G. (1997). *The subversion of politics: European autonomous social movements and the decolonization of everyday life*. Atlantic Highlands

## Les Autonomes

Avec leur cagoule noire, les *black blocks* et les violentes confrontations avec la police qui caractérisent leur mode d'apparition dans l'espace public, les autonomes ont été croqués par les médias comme la nouvelle génération de protestation des années 1980. La „*Militanz*“ - désignant une activité politique comportant une forte connotation de violence, violence qu'ils revendiquent par ailleurs -, est devenue en effet leur label politique. Non dénuée d'une forme de romantisme, cette *Militanz* s'accompagne de rituels, de codes vestimentaires et de rites de passage comportant tous les aspects d'une culture protestataire de la jeunesse (*Jugendkultur*). L'âge des acteurs autonomes s'échelonne en règle générale entre 15 et 30 ans, il s'agit en grande partie d'étudiants ou de jeunes actifs<sup>137</sup>. En réaction aux groupes K, les autonomes se disaient « non dogmatiques », n'adoptaient ni programmation, ni stratégie politique. L'absence de théorie unifiée et le caractère diffus de leurs inspirations idéologiques, ont conforté l'image d'un mouvement de jeunesse aux actions régies par la spontanéité et la violence. Pourtant, les autonomes ont souvent protesté contre cette représentation d'eux-mêmes, et réaffirmé que leur vie politique ne se limitait pas à ces actions spectaculaires, propres à éblouir la pupille médiatique.

### Les origines

Personne ne s'accorde sur la signification du terme « autonomes » d'autant que le mouvement se caractérise notamment par l'absence de *leaders*, de théoriciens ou même d'instance de référence. Une première manifestation du mouvement autonome apparut en Italie dans les années 1970. Le courant opéraïste, autour de Toni Negri et Mario Tronti, en fut la première expression. Les opéraïstes défendaient l'idée que le sujet de l'évolution sociale ne se trouvait pas dans le parti d'avant-garde mais dans la classe en tant que telle, qu'ils appelaient donc non seulement à s'auto-organiser, mais aussi à refuser le travail<sup>138</sup>. Le terme d'autonome se référait alors à deux formes d'autonomie : celle à laquelle aspiraient les acteurs de la lutte des classes souhaitant s'émanciper du pouvoir du capital d'une part, et celle de la lutte elle-même, devant être menée indépendamment des organisations traditionnelles de la gauche, des communistes et de leurs syndicats d'autre part. Dans la décennie suivante, l'autonomie évolua beaucoup sans pour autant perdre cette teneur originelle dont on peut suivre les traces jusqu'à l'heure actuelle chez certains penseurs et journaux du mouvement autonome (le journal *Wildcat* ou *Autonomie. Materialien gegen die Fabrikgesellschaft* puis *Autonomie. Neue Folge* (1975- 1985)).

<sup>137</sup> Langer, B. (1997). op.cit. p 29

<sup>138</sup> Voir à ce sujet *La sola Soluzione – La rivoluzione*, in Geronimo (2002). *Feuer und Flamme: zur Geschichte der Autonomen*. Berlin

En RFA, le mouvement autonome avait connu un développement aussi important qu'en Italie dans les années 1980, mais il se caractérisait surtout comme mouvement de « décolonisation du quotidien », s'étendant aux domaines de la « reproduction » : la plupart se détournait en effet de la sphère du travail ou de la « production ». Parmi eux toutefois, les groupes locaux de *Jobber* et de chômeurs qui se développèrent notamment à Hambourg dans les années 1980, problématisaient les formes de précarisation liées au chômage et à la flexibilité du travail, produites par le capitalisme post-fordiste, et mettaient en commun les ressources d'aide sociale de l'Etat, en se référant aux grèves sauvages des opéraïstes. S'inspirant de la *Sponti-Linke* qui s'était développée dans la seconde moitié des années 1970 dans les universités et avait un répertoire varié, souvent fantaisiste, d'actions contre les normes dominantes, les autonomes élevaient la subjectivité et la « spontanéité consciente » au rang de valeurs absolues, en réaction notamment au matérialisme des groupes de la gauche « traditionnelle »<sup>139</sup>. Il n'y avait pas pour eux de « vérité objective » et la théorie s'en tenait à l'expérience tirée des pratiques propres. Les autonomes ne prétendaient représenter personne, « ni le peuple, ni le prolétariat ». Si l'on parle de « mouvement autonome », c'est aussi qu'il se situait à l'intersection de quatre mouvements : celui des squats – les squats représentaient l'un des points nodaux de l'organisation et de la communication pour eux – le mouvement écologiste, le pacifisme et le féminisme<sup>140</sup>, avec lesquels il partageait quelques particularités structurelles : l'absence de centralisation, de hiérarchie organisationnelle, le rejet du marxisme-léninisme. Le mouvement des squats, bien que non strictement identique au mouvement autonome, représentait l'un des *Freiräume*, espace libéré des contraintes sociales et économiques de la société majoritaire, le terme signifiant également littéralement « marge de manœuvre », laquelle se réfère à une réalité individuelle où l'on pouvait organiser sa vie selon les représentations non-conformistes qu'on en avait. Une vague de squats déferla sur l'Europe, de Zürich, Cologne, Fribourg, Berlin, Hambourg et Amsterdam à partir du début des années 1980. À Kreuzberg, quartier limitrophe du mur, se trouvaient beaucoup d'immeubles en mauvais état, dont les loyers bon marché étaient

---

139 Cf. *Querbeet durch den Linksradikalismus der 70er Jahre*, in Op.cit. Geronimo. (2002). *Feuer und Flamme: zur Geschichte der Autonomen*. Berlin

<sup>140</sup> Katsiaficas, G. (1997). *The subversion of politics: European autonomous social movements and the decolonization of everyday life*. Atlantic Highlands

particulièrement prisés des étudiants, des chômeurs, des immigrés. La première vague d'occupation commença en 1979. Dans les années 1980, Hambourg devint également un bastion du mouvement squat, avec son quartier portuaire et notamment le complexe immobilier de la *Hafenstraße*<sup>141</sup>, dans lequel plus de 150 personnes habitaient au début des années 1980 et où la police et les occupants se livrèrent des batailles. Les squatteurs élevèrent des barricades, soutenus par des vagues de solidarité dans l'ensemble de la RFA. Le lien entre les différents groupuscules autonomes et alternatifs locaux était assuré par différents vecteurs : journaux à diffusion locale, régionale ou fédérale, contacts personnels, représentations d'étudiants dans certaines *AstA* (comité de représentation des étudiants dans les universités, dans lesquels ils parvinrent à prendre pied). Par ailleurs dans les *Plenen* – terme estampillé autonome, et désignant les assemblés plénières où les groupes locaux se réunissaient et discutaient de l'ordre du jour – ils redéfinissaient les règles du vivre ensemble et discutaient éventuellement des contradictions entre objectifs politiques et pratiques au quotidien. La *Plenumkultur* s'inscrivait précisément contre les méthodes conspiratives des groupes K, contre leur tradition de la *leitenden Gremium*, l'assemblée dirigeante où les décisions étaient prises. Les autonomes se rebiffaient contre toute forme d'organisation hiérarchique, comprise comme antithèse d'une politique d'émancipation<sup>142</sup>.

Pourtant le mouvement n'était pas exempt de contradictions : l'émancipation individuelle était et reste au cœur d'un mouvement présentant pourtant une forte puissance collective normative, quant aux normes vestimentaires, au mode de vie etc. Ces contradictions s'accrurent au contact de la pratique *antifa* comme nous allons le voir, après 1990<sup>143</sup>. Par ailleurs, dans ces *Freiräume* se reproduisaient malgré tout des structures de communication patriarcales et des comportements sexistes<sup>144</sup>. Aussi le mouvement se fissurait et les *Fantifas*, les féministes *antifas*, apparues à la fin des années 1980, dirigèrent beaucoup de leurs critiques contre le mouvement lui-même, à partir de leur propre vécu en tant que femmes autonomes ayant affaire à des

<sup>141</sup> Mallet, C.-H. (2000). *Die Leute von der Hafenstraße: über eine andere Art zu leben*, Hamburg, Mayer, M. (2008), *Städtische soziale Bewegungen*, in Roth, R., & Rucht, D. *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945: Ein Handbuch*. Frankfurt/Main; New York pp 293-346

<sup>142</sup> Langer, B. (1997). p 19

<sup>143</sup> *Arbeitsgruppe zum Autonomie-Begriff für den Kongress Ostern '95 in Autonomie-Kongress der undogmatischen linken Bewegungen: Standpunkte, Provokationen, Thesen* (1997). Münster

<sup>144</sup> Cf. Haunss, S. (2004). *Identität in Bewegung: Prozesse kollektiver Identität bei den Autonomen und in der Schwulenbewegung*

comportements machistes de la part des hommes autonomes. Enfin les modes de communication étaient si opaques qu'ils conduisaient à l'instauration de hiérarchies et de rapports de pouvoir officieux difficilement contrôlables, favorisés par une culture de la conspiration. Enfin, l'échelle locale où agissait la plupart des groupes autonomes limitait les actions communes d'envergure. A la fin des années 1980, beaucoup d'acteurs autonomes soulignèrent les inconvénients de ce manque d'organisation, et cette évolution sourde et profonde du mouvement autonome à la toute fin des années 1980 eut des impacts directs sur la réorganisation de la scène au début des années 1990 (cf. chapitre IV).

### 3. La gauche, l'État et le peuple

Dans les années 1980, la dénonciation du *Modell Deutschland* était au cœur de la rhétorique autonome. Le concept lancé au milieu des années 1970, désignait le modèle d'économie sociale de marché proposé par le chancelier social-démocrate Schmidt, qui reposait idéalement sur un équilibre entre travailleurs et patrons, entre représentations syndicales et patronales. Tout ceci étant accompagné des processus d'eupéanisation et de globalisation de la politique allemande, qui commençaient à déstabiliser le marché du travail, à accroître les mouvements migratoires et fragiliser la sécurité intérieure. La RFA avant la Réunification se trouvait dans un contexte de stagnation économique, de montée du chômage, de vieillissement de la population et de crise de la société « multiculturelle ». Or la crise du *Modell Deutschland*, sur lequel commençait à peser les premières conséquences de la crise mondiale, ne menait pas au changement social, guetté par la gauche radicale. Mais la crise économique ne s'ensuivit d'aucune crise politique ni sociale véritable, si bien que le *Modell Deutschland* devenait lui-même une notion de communication de l'élite politique, un concept de gestion de crise<sup>145</sup> conduisant à l'acceptation, par les travailleurs, de processus d'individualisation et de disqualification, introduisant le passage à un autre mode économique.

---

<sup>145</sup> Cf. Prokla, (1980). „Modell Deutschland' - Anatomie Und Alternativen", *Zeitschrift Für Politische Ökonomie Und Sozialistische Politik*, Berlin, p 10

Mais la crise du *Modell Deutschland* signifiait aussi la crise du modèle fordiste de production dans le milieu des années 1970. De nouvelles formes de protestation se développèrent alors dans le secteur de la reproduction culturelle : NMS, pacifisme, écologie, puis mouvement autonome<sup>146</sup>. Tous soulignaient les effets socio-culturels du système de production fordiste, qui s'accompagnait de la culture de masse, de l'atomisation individuelle, de la perte de structures collectives d'émancipation. Ils soulignaient aussi les nuisances sur l'écologie et la paix dans le monde de ce système de société. Le développement du mouvement autonome est à replacer dans ce contexte. Les *Freiräume* qui se multipliaient, correspondaient à l'aménagement de niches à l'abri de ce modèle d'intégration de masse, dans des espaces libérés de ces contraintes de l'ordre dominant.

Pour les autonomes cette signification se doublait d'une dénonciation de l'Etat policier qualifié de « nouveau fascisme » et de ses pratiques répressives et non respectueuses des droits de l'Homme<sup>147</sup>. Le concept désignait donc avant tout le système économique de RFA mais aussi la modernisation croissante de la police allemande, et ainsi de la société de contrôle. Des mesures de répression et de confiscation à l'encontre des publications autonomes *radikal* et *Interim* se multipliaient. Et le congrès TUNIX de 1978 à Berlin-Ouest qui marquait la naissance du mouvement autonome s'était fait sous la devise de l'*Abschied vom Modell Deutschland*, (Fin du modèle Deutschland), réunissant 17.000 à 20.000 personnes<sup>148</sup>.

Ce développement des protestations dans le domaine de la reproduction, c'est-à-dire, non dans la sphère du lieu de travail, mais dans les espaces culturels, dits post matérialistes, fut semble-t-il particulièrement développé en RFA. Les protagonistes de la protestation y étaient particulièrement isolés des classes ouvrières, et celles-ci étaient davantage intégrées que dans d'autres pays européens dans le système de cogestion de l'économie de marché. L'ensemble de ces facteurs explique également

---

<sup>146</sup> Cf. Fach, W. (2008). *Das Modell Deutschland und seine Krise (1974 -1989)*, in Roth, R., Rucht, D. *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945: ein Handbuch*. Frankfurt/Main; New York, pp 93-108

<sup>147</sup> Eine Reise nach TUNIX, Cf. *Querbeet durch den Linksradikalismus der 70er Jahre*, in Geronimo. (2002). *Feuer und Flamme: zur Geschichte der Autonomen*, Berlin

<sup>148</sup> A Markovits, A. S., & Gorski, P. S. (1997). *Grün schlägt rot: Die deutsche Linke nach 1956*, Berlin, p 136



la puissance de la culture extraparlamentaire en Allemagne, demeurant l'une des singularités de la gauche radicale allemande<sup>149</sup>.

#### 4. Un milieu extraparlamentaire et « bavard »

Les arènes où se formulaient les revendications dites post-matérialistes de la Nouvelle gauche s'étendirent aux lieux de vie des acteurs de la protestation, là où ils éprouvaient ces structures de domination. Tandis que l'usine ou le lieu de travail en général était le lieu stratégique du changement social pour la gauche traditionnelle, la rue, l'université, les espaces privés étaient devenus des espaces politiques pour la Nouvelle gauche. Les pratiques de ses représentants investissaient ces espaces : les manifestations, les *sit-in*, les actions directes (c'est-à-dire les actions de désobéissance civile, violentes ou non). De même la scène de gauche radicale après 1990, après que le parti Vert eut absorbé les éléments « réformistes » ou nourrissant des ambitions parlementaires des *K Gruppen* et des NMS, se déployait avant tout dans l'arène extra parlementaire. Les formations partisans encadraient certes cette arène, elles fournissaient à la fois des points de repère idéologiques et des ressources financières. Le PDS, devenu *Die Linke* en 2007, *Die Grünen* ou encore de la jeunesse du SPD, les *Jusos*, finançaient<sup>150</sup> un certain nombre de conférences, manifestations ou congrès. Ainsi ces partis participent-ils directement des dynamiques du milieu, tout en lui restant extérieurs. En 1990, après que le parti vert eut joué le rôle de filtre, après le recul significatif des NMS, puis l'effondrement du bloc socialiste entraînant dans sa chute la gauche traditionnelle (DKP, VVN), ce fut aux Autonomes, lesquels traversaient pourtant eux-mêmes une crise (nous y reviendrons), de tenir le haut du pavé, partageant leur influence avec des groupes et groupuscules de la gauche dite « non dogmatique ». Cette configuration accentuait probablement l'éclatement et la dispersion de la scène ouest-allemande en de multiples groupes et groupuscules, dispersion que la rencontre avec d'autres groupes venus des nouveaux *Länder* devait accroître après 1990. Au plan organisationnel interne, la méfiance fort répandue chez les Autonomes et les groupes de la gauche

---

<sup>149</sup> Souligné aussi par Minkenberg, M., *Das wiedervereinigte Deutschland - soziale Bewegungen „im Systemwandel“* in Rucht, D., Roht, R., *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945, Ein Handbuch*, pp 133-156

<sup>150</sup> Notamment à travers leurs fondations : la fondation Rosa Luxemburg pour le PDS, la fondation Heinrich Böll pour *Die Grünen*

dite non dogmatique, à l'égard des formations partisans se traduisait par le rejet de l'organisation et de la discipline propres aux organisations de la gauche traditionnelle visant la conquête du pouvoir étatique. La plupart de ses représentants ne convoitaient pas directement l'exercice du pouvoir, y voyant une forme d'intégration dans un système qu'ils désapprouvaient. Aussi rejetaient-ils la tradition des grandes formations parlementaires, jugées « bureaucratiques », reproduisant des rapports de pouvoir et privilégiaient plutôt des formes alternatives d'organisation non hiérarchiques, non centralisées et non électorales. La dialectique entre une tendance visant à établir des *Freiräume* alternatifs, et une autre souhaitant changer la société demeure toujours à l'œuvre dans la scène de gauche radicale.

### **Un milieu « bavard » : la presse alternative publiciste**

Les acteurs du mouvement protestataire percevaient la presse ouest-allemande, comme une institution muselée, sous tutelle du pouvoir politique. Beaucoup se sentaient donc investis d'un devoir, d'une mission d'Aufklärung, d'explication critique que les médias « bourgeois » ne remplissaient pas. C'est à cette époque que le terme de « contre espace public », *Gegenöffentlichkeit*, fut popularisé dans le milieu. Cette tradition de la *Gegenöffentlichkeit* s'est perpétuée au-delà de 1990, la scène de gauche radicale en Allemagne réunifiée est restée très « bavarde ». En 1988, la presse alternative comptait 38 millions d'exemplaires. Ce chiffre diminua certes très sensiblement après 1990. Mais il reste remarquable que l'activité publiciste – malgré le « repli » de la scène sur elle-même, malgré le recul des grandes mobilisations pacifistes et écologistes dès la fin des années 1980 et les revers qu'avaient essuyée au contact de ces mouvements sociaux, la plupart des groupes de la gauche radicale : autonomes, guérilleros, *K Gruppen* – restât si soutenue et foisonnante après 1990. A ce qui semble être une caractéristique de la gauche radicale (ouest-) allemande, nous ne pouvons ici qu'apporter des hypothèses en guise d'éléments de réponse. Au-delà des fonctions de communication locales ou fédérales que remplissent ces publications, le milieu de gauche radicale en Allemagne demeure un milieu dominé par les étudiants et les intellectuels dont la propension à écrire correspond peut être au désir de s'expliquer à soi-même et aux autres son engagement politique, de le rendre intelligible à l'aide des cadres d'analyse conceptuels par lesquels ils ont appris à appréhender la réalité et par lesquels ils communiquent entre eux. Il s'agit d'une constante structurelle du milieu de la gauche radicale allemande depuis la Nouvelle gauche ouest-allemande. L'éclatement de la

scène en de multiples groupes et groupuscules, lesquels ont maintenu leurs « organes » respectifs, même si leur organisation perdait des membres, explique peut-être une surreprésentation de ces organes de presse après 1990, par rapport aux acteurs et au lectorat que ces publications trouvent. L'échange d'argumentaires entre groupes rivaux n'a pu se réaliser pleinement que grâce au support qu'offraient ces publications. Certaines d'entre elles ont par ailleurs développé une identité subculturelle, identifiable par une mise en page, des illustrations et le développement de pages « Feuilleton » et « culture » qui attirent d'autres franges d'un lectorat non nécessairement militant (*Jungle World*, *AK* ou *konkret*). Des acteurs ne participant plus aux mobilisations peuvent ainsi continuer de lire la presse alternative, par attachement ou pour continuer de s'informer des activités du milieu. Néanmoins la majorité de ces publications demeure soumise à des problèmes de financement chroniques et doit régulièrement solliciter la générosité des lecteurs, par des campagnes de dons. Malgré ces difficultés chroniques, la *Gegenöffentlichkeit* est demeurée une activité centrale de la gauche radicale dans les années 1990.

### III. Débats et héritages structurels

#### 1. 1968 en RFA : Un *Sonderweg*?

« Nous n'avons pas besoin de nous promener avec un idéal en tête ou une idéologie, comme une petite lampe rouge qui plonge tous les objets dans une lumière douce et agréable aux yeux. Notre théorie devrait plutôt être un projecteur, dont la lumière est assez puissante pour éclairer un morceau du chemin vers le futur, mais qui en même temps est dirigé sur notre société actuelle, jetant une lumière crue sur ses fissures, sur des centaines de vieille poussière, de renfermé et de toiles d'araignée. Si nous considérons notre travail ainsi, nous serons peut être à la hauteur de notre exigence, d'être vraiment une Nouvelle gauche<sup>151</sup> ».

---

151 „Wir haben es daher nicht nötig, mit einem Ideal vor dem Kopf herumzulaufen oder eine Ideologie gleich einem roten Lämpchen mit uns herumzutragen, das alle Gegenstände in ein sanftes, den Augen angenehmes Licht taucht. Unsere Theorie sollte eher einem Scheinwerfergerät gleichen, dessen Licht stark genug ist, ein Stück des Wegs in die Zukunft zu erhellen, das aber zugleich, auf die gegenwärtige Gesellschaft gerichtet, grell ihre Risse, Sprünge, Jahrhunderte alten Staub, Muff und Spinnweben beleuchtet. Wenn wir so unsere Arbeit betrachten, werden wir vielleicht dem Anspruch gerecht, wirklich Neue Linke zu sein“, in Lenk, E., *Die sozialistische Theorie in der Arbeit des SDS in Neue Kritik* (1962), tiré du SDS en octobre 1962, pour la théorisation d'une « nouvelle gauche », citée par Frei, N. (2008), p 92

L'expression de *Sonderweg* appliquée à 1968 – tandis que le mouvement protestataire est de plus en plus appréhendé par l'historiographie comme un événement occidental ou transnational – suggère le prolongement de la singularité de la formation nationale allemande. L'expression fut d'abord employée en effet pour expliquer les causes possibles de la montée du National-socialisme<sup>152</sup>, dans le développement propre de la nation allemande et plus précisément du capitalisme dans la nation allemande. Appliquée à 1968, elle supposait le conflit générationnel entre la génération du National-socialisme – devenue celle de l'establishment – et ses enfants, qui fournirent les rangs de la protestation de 1968. En cela le mouvement de 1968 en RFA pouvait en effet se singulariser du reste du mouvement européen, comme l'a montré l'historien Norbert Frei<sup>153</sup>.

La citation ci-dessus date de 1962, elle est tirée de *Neue Kritik*, revue publiée par le SDS, jouissant à l'époque de l'audience la plus forte parmi les publications de la presse alternative. L'auteure proposait de troquer la « loupiote rouge » du refuge idéologique contre le « projecteur rouge » qui donnerait à voir les fissures de la société, dans laquelle situer l'action politique. C'est là qu'elle voulait marquer la rupture avec la gauche traditionnelle, en redirigeant le projecteur vers cette société grenier, pour y scruter les fissures et anfractuosités dessinées par le passé, plonger les doigts dans les toiles d'araignée et sous les couches de poussière. Il s'agissait, vingt ans à peine après la fin de la seconde guerre mondiale, du désir d'une génération née après la guerre, de discerner ce qui appartenait à l'héritage national, au legs de l'histoire nationale, notamment celui du National-socialisme<sup>154</sup>. Le procès d'Adolf Eichmann en 1961 à Jérusalem, le film documentaire d'Alain Resnais, *Nuit et brouillard* en 1955, avaient rappelé aux consciences le passé non résolu, le *unbewältigte Vergangenheit*, du National-socialisme, tandis que les analyses de celui-ci demeuraient encore très sommaires dans l'espace public ouest-allemand. Le National-socialisme était souvent compris comme un phénomène extraordinaire, reposant sur le caractère démoniaque d'Hitler, comme un accident de l'histoire. On

---

<sup>152</sup> Cf. Wehler, H.-U. (1973). *Das deutsche Kaiserreich 1871-1918*, Göttingen

<sup>153</sup> Frei, N. (2008). *1968: Jugendrevolte und globaler Protest*, München

<sup>154</sup> Sur les questions de mémoire du National-socialisme, voir Robin, R. (2001). *Berlin Chantiers*, Paris. Ou Husson, E. (2000). *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République Fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris

l'imputait à quelques dirigeants, en se dispensant de toute analyse socio-économique ou de la prise en compte du rôle des masses<sup>155</sup>.

Mais ce désir propre à la génération ouest-allemande de 1968 de confrontation avec l'histoire de la génération de leurs parents, n'était pas exempt d'ambiguïtés, ce que plusieurs observateurs et acteurs de la Nouvelle gauche et de la gauche radicale par la suite, n'ont pas manqué de souligner. Le fait que beaucoup d'acteurs de la Nouvelle gauche adoptèrent l'étiquette « antifasciste » en était l'un des signes. Tandis que le terme même de « fascisme » n'apparut en RFA que dans ce contexte des années 1960, il était en revanche employé dès 1947 en RDA pour qualifier le capitalisme. Le SED avait fait de l'antifascisme l'un des mythes fondateurs du socialisme est-allemand. En RDA comme en RFA, le « fascisme » désignait le repoussoir, l'envers du régime. Le foyer des premiers débats sur le fascisme fut donc l'université : les étudiants avaient été instruits du passé honteux de la RFA, on leur avait enseigné que sa constitution démocratique exemplaire en formait le rempart le plus efficace. C'est ainsi, estimait-on dans les cercles protestataires, que les élites du pays achetaient leur bonne conscience. Les analyses du fascisme se développèrent dans les colonnes de publications comme la revue marxiste *Das Argument*<sup>156</sup>. Elles se rebiffaient contre ces analyses du fascisme, exprimée par les élites ouest-allemandes, se limitant aux structures formelles, et qui, notamment dans la théorie du totalitarisme, faisaient prévaloir la démocratie et disculpaient le capitalisme. Or le fascisme n'était pas l'opposé de la démocratie, soulignaient-ils, il pouvait en procéder directement, dès lors que celle-ci montrait des signes de fragilité, ils voulaient attirer l'attention sur les moments où les démocraties tombaient le masque démocratique pour dévoiler leur véritable caractère autoritaire, fasciste. Par ailleurs les deux systèmes fasciste et « postfasciste » liaient les masses, selon eux, au système sans les mobiliser directement et sans les faire participer politiquement.

---

<sup>155</sup> Kohser-Spohn. C., (1999). *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, Paris, p 83; Ludwig, A. (1995). *Neue Oder Deutsche Linke? : Nation Und Nationalismus im Denken von Linken Und Grünen* Opladen. Davis, B. (2006) *New Leftists and West Germany: Fascism, Violence, and the Public Sphere, 1967-1974*, in Gassert, P., Steinweis, A.E., *Coping with the nazi past, West German debates on nazism and generational conflict, 1955-1975*, New York, Oxford

<sup>156</sup> Revue de réflexion théorique sur le socialisme autour de laquelle se forme le club *Das Argument*, en 1967 à Berlin-Ouest en réaction contre la Grande coalition, et qui représenta l'un des principaux centres de l'APO berlinoise. Ce bimestriel scientifique indépendant souhaitait reprendre le fil de la tradition du *Zeitschrift für Sozialforschung* (1933-1941) de l'École de Frankfurt. Son rédacteur en chef est le philosophe marxiste, professeur à l'Université Libre de Berlin, Wolfgang Fritz Haug.

Mais la revue *Das Argument* et les étudiants de manière générale mirent également en cause le formalisme de l'analyse antifasciste marxiste-léniniste, reposant sur la seule interdépendance entre intérêts économiques et politiques, occultant la dimension idéologique du fascisme et le rapport entre intégration des masses, soutien populaire et pouvoir politique. Dans cette analyse, le fascisme équivalait à la dictature terroriste des éléments du capitalisme financier les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes (définition officielle du *Komintern*). Selon cette définition, le fascisme était seulement le stade défensif auquel était réduit le capitalisme.

Les théoriciens de l'Ecole de Francfort nourrirent la critique antifasciste et antiautoritaire des étudiants dans ce contexte où le travail sur le récent passé national-socialiste en était à ses balbutiements<sup>157</sup>. Leurs théories, dont l'origine remontait à l'avant 1933 mais avait trouvé une sorte de confirmation avec le National-socialisme, se prêtaient à l'analyse critique du capitalisme et de la société ouest-allemande « post fasciste », et intégraient les acquis de la psychologie sociale et de la psychanalyse. Les travaux d'Adorno sur la personnalité autoritaire, personnalité générée par les rapports de production capitalistes, inspiraient leurs réflexions et éclairaient les mécanismes d'exclusion et d'inclusion, de servitude et de soumission au groupe et aux puissants à l'intérieur du groupe, de haine envers les faibles et d'exclusion des Juifs, des noirs ou des homosexuels. Adorno avait montré dans la personnalité autoritaire que l'antisémitisme n'était pas une création fasciste, mais existait à l'état latent, chez la personne autoritaire. La parution du livre de Wilhelm Reich, *Die Massenpsychologie des Faschismus*, théorisant les liens entre capitalisme, impérialisme et fascisme, fut également une source d'inspiration essentielle. Marcuse exerça aussi une influence notoire sur les antiautoritaires. Son analyse des mécanismes de la société de consommation visait à mettre au jour l'homme « unidimensionnel »<sup>158</sup>, c'est-à-dire aliéné dans tous les domaines de la vie quotidienne, esclave de la consommation, et présentait ainsi la société capitaliste comme une forme de totalitarisme.

---

<sup>157</sup> Cf. Kailitz, S. (2007). *Von den Worten zu den Waffen ? Frankfurter Schule, Studentenbewegung, RAF und die Gewaltfrage*, Wiesbaden, op.cit.

<sup>158</sup> L'expression est de Marcuse, in Marcuse, H. (1964). *One dimensional Man*, London

L'antifascisme des étudiants en RFA était donc intimement lié à la critique historique de la continuité fasciste mais aussi à la critique de la société contemporaine ouest-allemande. La continuité des personnes – un certain nombre de fonctionnaires et de membres de l'élite nationale-socialiste avait été réintégré dans l'appareil étatique ou administratif de RFA –, puis la continuité des structures, furent des thèmes clefs de la Nouvelle gauche ouest-allemande. L'idée de société formée (*formierte Gesellschaft*) désignait la société ouest-allemande sous le pouvoir du successeur d'Adenauer, le chancelier Erhard. Elle contenait l'idée d'une société conservatrice et prospère, soumise à un Etat autoritaire, mais dont la violence était contenue et dont la stabilité politique était assurée par l'apolitisme de la population, lui-même conditionné par la subordination du pouvoir médiatique au pouvoir politique. Ce système politique intégrait syndicats et patrons dans une même entité harmonieuse et niait l'antagonisme entre travail et capital. Les lois d'urgence de 1966 s'inscrivaient dans ce projet de société formée, selon les protestataires. Elles prévoyaient un état d'exception et la suspension par l'Etat de la liberté syndicale ou de l'opposition parlementaire. L'Etat de Bonn dévoilait là aux yeux des étudiants protestataires son caractère autoritaire et « postfasciste ». La violence militante du mouvement fut alors conçue par beaucoup de ses protagonistes comme une contre violence symbolique forçant l'Etat à montrer son caractère répressif et sa structure de classe. La répression sévit en effet dès les premiers mois de la protestation. La continuité sociale entre fascisme et société formée semblait alors avérée aux yeux de beaucoup des contestataires, et les lois d'urgence leur rappelaient la République de Weimar, qui avait contribué à l'instauration du régime national-socialiste<sup>159</sup>. Simples formules analogiques pour certains, les comparaisons avec 1933 visaient à dénoncer l'Etat autoritaire, à réclamer plus de démocratie, de transparence et de participation. Pour d'autres, l'enjeu était une confrontation générationnelle autour du National-socialisme.

Le renouvellement des analyses du fascisme par les étudiants et les intellectuels antiautoritaires de la Nouvelle gauche comportait donc le souci de dépasser à la fois l'opposition entre démocratie et fascisme, que défendaient les élites ouest-allemandes et occidentales, et celle entre communisme et fascisme, défendue

---

<sup>159</sup> „Die Demokratie in Deutschland ist am Ende. Wir müssen durch gemeinsame Aktionen eine breite kämpferische Basis des Widerstands gegen die Entwicklung schaffen, an deren Ende sonst wieder Krieg und KZ stehen können. Unser Kampf gegen den autoritär bevormundenden Staat von heute verhindert den Faschismus von morgen“, cité par Gerber, J. (2009). op.cit. p 145

par le communisme traditionnel et le socialisme d'Etat. Il s'agissait pour eux d'introduire également des notions de psychologie, permettant d'expliquer l'adhésion des « masses », du peuple, au projet national-socialiste. Toutefois, ces analyses ayant une portée politique immédiate, restaient avant tout orientées vers la critique du capitalisme et la mise en rapport du capitalisme et du fascisme. En revanche, l'antisémitisme n'était guère problématisé, ce qui s'explique probablement par le fait que la réalité antisémite avait été éclipsée en quelque sorte par l'anticommunisme de la population en RFA<sup>160</sup>.

Autre paradigme de la Nouvelle gauche, partagé par les groupes de guérilla urbaine et les autonomes : l'anti-impérialisme fit l'objet après 1990 de sévères remises en question.

### **L'anti-impérialisme et l'anticapitalisme**

« La lutte pour la révolution vietnamienne fait partie de la lutte pour la libération de tous les hommes de la soumission et de l'exploitation<sup>161</sup> » avait proclamé Dutschke en 1968. La guerre du Vietnam avait formé le contexte de mobilisation de la jeunesse dans la seconde moitié des années 1960 en Occident. Le mouvement protestataire ouest-allemand partageait le registre d'avant-garde, l'eschatologie révolutionnaire propre à la tournure internationaliste que prit la révolte. La jeunesse intellectuelle des « métropoles » et les mouvements de libération de la « périphérie » participaient d'une seule et même protestation contre l'ordre capitaliste et impérialiste, disaient les étudiants anti-impérialistes. Avec la guerre du Vietnam, analysait-on dans les cercles des étudiants révoltés, la démocratie américaine tombait le masque de sa nature impérialiste agressive, réprimant les mouvements révolutionnaires dans le monde entier afin de garantir la prospérité du capitalisme. Lors de la visite du Shah iranien soutenu par les Etats-Unis, à Berlin-ouest à l'été 1967, la manifestation d'opposition fut massive et s'ensuivit de

---

<sup>160</sup> Gerber, J. (2009). op.cit. p 32

<sup>161</sup> „Der Kampf für die Vietnamesische Revolution ist Teil des Kampfes für die Befreiung aller Menschen von Unterdrückung und Ausbeutung“, Dutschke, cité par Frei, N. (2008). op.cit. p 129



confrontations violentes avec la police. Le jeune Ohnesorg, tué par balle par le commissaire Kurras<sup>162</sup>, donna au mouvement un martyr et contribua à le radicaliser.

Toutes les visites de présidents américains sur le sol ouest-allemand se soldaient par des manifestations de protestation. La RFA était alors perçue largement – et cela représente une différence de taille avec l'ère post guerre froide et la Réunification – comme un petit Etat vassalisé, soumis aux intérêts de « l'impérialisme américain », perception renforcée par la réelle puissance de l'anticommunisme dans la société ouest-allemande, et l'intégration à l'Occident (*Westbindung*) promue par la classe dirigeante et entretenue par le boom économique dès les années 1950.

Depuis, les observateurs ont attiré l'attention sur l'antiaméricanisme que l'antifascisme et l'anti-impérialisme du mouvement étudiant comportaient. Les Etats-Unis représentaient la puissance mondiale impérialiste la plus agressive, mais ils représentaient également une « altérité » pour l'Etat allemand, et les détracteurs et autres observateurs critiques de la Nouvelle gauche ont voulu voir dans cet anti-impérialisme de la Nouvelle gauche, une manœuvre plus ou moins consciente de « décharge » du passé allemand. Plusieurs auteurs (Kraushaar, Koenen) mais aussi acteurs de la gauche radicale (dans le mouvement *antideutsch* cf. Chapitre V) depuis 1990, ont montré les ambivalences du mouvement pacifiste des années 1980 en RFA. Le pacifisme allait de pair avec le sentiment d'être le jouet de puissances étrangères qui poursuivaient une course à l'armement sur leur propre sol, et ce sentiment aurait nourri une forme de « nationalisme victimaire », selon ces auteurs critiques.

### **Antisionisme et antisémitisme de gauche**

La présence de stéréotypes antisémites dans la gauche allemande est devenue l'objet, nous l'avons annoncé en introduction, d'un véritable champ de la recherche depuis les années 2000 en particulier. Nous ne revenons pas ici sur les conditions de production et le caractère partial de cette recherche, et le besoin qu'il manifeste de régler ses comptes avec le passé militant, mais sur les positions anti-impérialistes et le plus souvent antisionistes qui caractérisaient la gauche ouest-allemande depuis les

---

<sup>162</sup> Le commissaire de police Kurras avait tiré pour des raisons obscures sur cet étudiant et fut déclaré innocent par la justice ouest-allemande. En mai 2009, ses activités d'IM pour la Stasi furent rendues publiques mais n'aboutirent à aucune conclusion claire sur les motifs de son acte.

années 1960. Si cette tendance n'était probablement pas si généralement partagée que la recherche veut bien le faire croire<sup>163</sup>, elle était cependant dominante.

Selon Martin Klope<sup>164</sup>, pionnier dans le champ d'étude de l'antisionisme de gauche et dont la chronologie a été adoptée par la majorité des auteurs par la suite, la gauche ouest-allemande eut de 1945 à la guerre de Six Jours, en 1967, une image positive d'Israël. Dans le cadre de l'antifascisme de la Nouvelle gauche, la question des continuités personnelles et structurelles entre National-socialisme et République fédérale allemande était l'un des chevaux de bataille de la gauche allemande. Le rapport à Israël représentait un contrepoint important, où se cristallisait une forme de résistance par la gauche allemande contre l'Etat allemand, à l'époque où celui-ci refusait le principe des réparations à l'Etat Juif et où les relations diplomatiques n'étaient pas encore établies. Dans ce contexte de la fin des années 1960, Springer, la personne et l'institution Axel Springer, étaient du côté des Palestiniens, et les étudiants prenaient nécessairement le contre-pied du « tzar » des médias en prenant partie pour Israël, ajoute Dan Diner<sup>165</sup>. Le « philosémitisme » de la gauche ouest-allemande était en outre stimulé par la fascination qu'exerçait alors le sionisme. Il n'était pas rare d'aller séjourner dans un kibboutz, et d'en célébrer le progressisme, le socialisme et l'anticolonialisme (alors que celui-ci devint un thème central de la Nouvelle gauche après la guerre d'Algérie). Tout cela relevait, selon Klope, d'une « projection », où Israël était certes perçu comme l'Etat juif, envers lequel la gauche allemande se sentait investie d'une responsabilité morale, mais il s'agissait aussi d'une résistance à l'Etat allemand.

### **1967 : le virage antisioniste de la Nouvelle gauche**

En 1967, lors de la guerre des Six Jours, alors que les relations diplomatiques furent établies entre la RFA et Israël, alors que le philosémitisme progressait dans

---

<sup>163</sup> Voir notamment à ce sujet l'article de Karl Heinz Schubert, *Kraushaars Enthüllungen*, [www.trend.infopartisan.net/trd0905/t250905.html](http://www.trend.infopartisan.net/trd0905/t250905.html), Le livre de Norbert Frei conduit également à nuancer cette idée, cf Frei, N. (2008). *1968 : Jugendrevolte und globaler Protest*. München.Op.cit.

<sup>164</sup> Klope, M., (1994). *Israel und die deutsche Linke: zur Geschichte eines schwierigen Verhältnisses*, Frankfurt/Main

<sup>165</sup> Kraushaar reprend ainsi la chronologie de Klope pour dénoncer un « antisionisme virulent » dans la Nouvelle Gauche depuis la guerre des Six jours, qui diaboliserait Israël et projetterait sur l'État Juif, l'image de *Täter*, in Diner, D. (1991a). „Täuschungen: Israel, die Linke und das Dilemma der Kritik.“ In Brumlik, M., Kiesel, D., & Reisch, L. (Dir.), *Der Antisemitismus und die Linke*. Frankfurt, p 74

l'opinion publique ouest-allemande, la perception d'Israël au sein de la gauche ouest-allemande devait changer du tout au tout. Le SDS opérait, poursuit Kloke, un virage antisioniste, dénonçant le colonialisme israélien en Palestine, et opérant un rapprochement avec l'OLP et le Fatah, perçues comme une organisation révolutionnaire et anti-impérialiste, au même titre que le Viêt-Cong par exemple : « si Springer est pour Israël, alors nous ne pouvons être que contre » ainsi Kloke résume-t-il la position de la Nouvelle gauche. L'Etat juif fut dès lors perçu comme la « tête de pont de l'impérialisme américain » au Proche-Orient, une enclave occidentale, d'autant que l'URSS avait pris fait et cause pour les Etats arabes, qu'elle armait en grande partie. En 1967, le prisme de l'anti-impérialisme dictait donc la perception du conflit. Il constituait la base de justification de l'antisionisme : l'antisionisme se dressait contre « l'impérialisme » d'Israël.

L'antisionisme devint en effet dominant dans les groupes de la Nouvelle gauche : des groupes K aux groupes de la guérilla urbaine, qui dirigèrent quelques unes de leurs actions contre des institutions juives. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1969, le groupe *Tupamaros Westberlin* (appelé ainsi d'après le mouvement révolutionnaire contemporain des *Tupamaros* en Uruguay) déposait une bombe devant une synagogue de Berlin-Ouest en signe de protestation contre la politique israélienne. L'attentat échoua à cause d'un défaut de fabrication de la bombe. Mais il est incontestable que le choix de la cible et de la date anniversaire de la nuit de cristal de 1938 donnait à cet attentat tous les caractères d'un acte antisémite. Cette tentative d'attentat s'ensuivit toutefois de nombreuses critiques dans le milieu (passées sous silence par Martin Kloke et l'ensemble de la bibliographie sur le sujet). Une année plus tard, en 1970, vingt membres de la Fraction Armée Rouge, dont Andreas Baader et Ulrike Meinhof, allaient se former aux méthodes de la guérilla armée dans un camp du Fatah palestinien en Jordanie. A peine deux ans plus tard, l'attentat du groupe palestinien « septembre noir » en 1972, à l'encontre des membres de l'équipe olympique israélienne, déclenchait des vagues de solidarité avec les prisonniers palestiniens dans l'ensemble de la gauche ouest-allemande, des groupes K aux courants antiautoritaires. Des comités de soutien à la Palestine se multiplièrent alors sous la tutelle des groupes K. Une rhétorique de héroïsation des feddayins palestiniens s'y propageait. Enfin, en 1976, un commando germano-palestinien, comprenant des membres des groupes de guérilla ouest-allemands *Bewegung 2. Juni*, et *Revolutionäre Zellen* participaient au détournement d'un avion Air France, organisé par le Front Populaire de Libération de la Palestine vers Entebbe (Ouganda).

Les preneurs d'otages séparèrent les passagers en deux groupes, l'un « juif » et l'autre « non juif », les passagers du premier devant être pris en otages. Au sein même de la Nouvelle gauche, cette pratique de discrimination à l'encontre des Juifs qui éveillait de sinistres souvenirs fut violemment critiquée et suscita, dans un contexte où l'anti-impérialisme signalait déjà quelques faiblesses, de profondes remises en questions. Même si, comme le note Kloke, le soutien de la majorité de la gauche allemande allait aux Palestiniens, jusque dans les rangs du quotidien berlinois proche du parti écologiste, la *Tageszeitung* (celui-ci désignait les Palestiniens de « nouveaux Juifs » tandis que les Israéliens étaient taxés de « nouveaux nazis »), les contestations de l'antisionisme devenaient de plus en plus audibles au sein de la Nouvelle gauche. A partir de la guerre du Liban en 1982, le rédacteur du journal *konkret*, Wolfgang Pohrt<sup>166</sup>, mais aussi Joschka Fischer, alors membre de la gauche *Sponti*, dressèrent de violents réquisitoires contre cet antisionisme très ambivalent.

#### IV. Conclusion

Avant même la chute du bloc soviétique et la Réunification, la gauche radicale ouest-allemande faisait face à l'essoufflement des grandes mobilisations – écologistes, pacifistes notamment. A la fin des années 1980 en RFA s'amorçait ainsi le repli sur la « scène », où les autonomes et les groupes se disant non dogmatiques, qui avaient désapprouvé la progressive intégration du parti *Die Grünen* dans le jeu parlementaire, étaient souvent organisés localement. Cette scène n'était pourtant pas un milieu clos sur lui-même et les comités d'étudiants à l'université, les initiatives de citoyens, dans les différentes structures de la société civile, étaient autant de relais qui portaient leurs revendications au-delà du milieu. Mais une période de faible mobilisation s'ouvrait, marquée par des controverses théoriques et de fortes remises en question consécutives à l'effondrement du socialisme.

L'appréciation portée par les acteurs sur leur appartenance à la nation allemande, en tant que représentants de la gauche radicale allemande, était étroitement liée à celle des traditions dont ils se réclamaient. Par un réflexe naturel, les acteurs puisaient dans cette histoire, les cadres d'analyses et les points de repères

---

<sup>166</sup> Voir les articles rassemblés dans le recueil: Pohrt, W. (1984). *Endstation: über die Wiedergeburt der Nation: Pamphlete und Essays*. Berlin. Et Fischer, J. *Israel- Ein Alptraum der deutschen Linken*, in *Pflasterstrand*, 9/1982, pp 47-50, ainsi que *Deutschland, Deine Juden. Wider die neue Sprachlosigkeit im deutsch-jüdischen Verhältnis*, in Nauman, M. (2002). *Es muss doch in diesem Lande wieder möglich sein... " der neue Antisemitismus Streit*, München

et références politiques par lesquels ils concevaient leurs propres actions et interventions politiques. L'une des constantes de la gauche ouest-allemande, constante évoquée en introduction de ce chapitre, semble être la conviction chez les acteurs d'une nation allemande hostile voire ennemie de la gauche politique. Cette conviction s'est déclinée sous plusieurs formes, la société formée, le *Modell Deutschland*, l'analyse du capitalisme au prisme de l'antifascisme. Toutes ces analyses contribuaient à situer la gauche politique en marge de la société majoritaire, car celle-ci était « intégrée », soumise au joug du pouvoir. La critique – venue de la Nouvelle gauche elle-même – de l'antisionisme de gauche, du « nationalisme victimaire » du mouvement pacifiste des années 1980, en somme de tous les mouvements et les phénomènes de « masse », trahissait déjà un rapport fondamentalement complexe à la gauche politique, dès lors qu'elle était articulée au « peuple », au mouvement social, voire même au collectif. Ce jugement repose certes en partie sur une projection rétrospective, car il s'agissait de chercher dans ce chapitre les signes avant-coureurs de ce qui survint par la suite dans la scène de gauche radicale allemande après 1990. Néanmoins, le constat d'une articulation particulièrement complexe entre la gauche politique et le peuple, pour les anciennes générations militantes de la gauche ouest-allemande, s'impose.

L'effet structurant et polarisant des clivages et lignes de conflit du milieu de la gauche radicale – entre gauche traditionnelle et gauche antiautoritaire par exemple – est à mettre en question puisqu'ils se sont révélés plus entremêlés et incestueux que les observateurs extérieurs aimeraient le faire croire. Ne leur ôtons pas toutefois leur faculté précieuse à mettre de l'ordre dans cet espace de communication complexe. La recherche dresse le constat d'un autre clivage affleurant en 1990 et opposant les nouvelles positions « antinationales » d'une part aux positions anticapitalistes et anti-impérialistes plus « classiques » dans le milieu, d'autre part. Nous nous efforcerons dans la suite de cette étude de garder à l'esprit l'hybridité de ce que nous appellerons *lignes de faille* plutôt que clivages – où les héritages sédimentés de part et d'autre entrent en résonance avec l'expérience politique des acteurs – et de sonder davantage les convergences que les divergences entre camps. Cette nécessité de démarcation étant peut être liée précisément à l'hybridité fondamentale de leurs contenus politiques respectifs.



## Chapitre II

---

### Die „*Andersdenkende*”<sup>167</sup>: la gauche est-allemande, les héritages

« Nous avons vécu et même interprété l’*Anschluss* de la RDA à la RFA comme une absorption, voire comme une occupation, exactement à l’inverse de la majorité de la population. C’est justement parce que nous étions autrement à l’époque de la RDA, que nous avons vécu la Réunification autrement et avons un autre regard sur la société actuelle<sup>168</sup>. »

L’objectif de ce chapitre est de présenter les héritages propres aux groupes de la gauche de l’opposition est-allemande, qui connurent une politisation et une socialisation fort différentes des groupes de la gauche radicale ouest-allemands. Ils se reconnurent pourtant dans l’appartenance à la gauche radicale après 1990 et entrèrent en contact, ou en collision, avec ces derniers. Ce retour sur la gauche de l’opposition est-allemande avant 1990 nous permettra de concevoir quelles ont pu être les bases de rapprochement et les motifs possibles d’incompréhension entre acteurs est- et ouest-allemands de la gauche radicale après 1990. Cette démarche pose pourtant quelques problèmes heuristiques. Chercher à identifier certains groupes politiques est-allemands avant la chute du mur par le terme de « gauche radicale » reviendrait à transposer sur un état dictatorial où la liberté d’opinion et le pluralisme étaient quasi inexistants, une catégorie forgée au contact de, et relative aux clivages politiques d’une démocratie libérale. Le caractère inadéquat de cette catégorie pour

---

<sup>167</sup> « Ceux qui pensent autrement », expression empruntée au titre du recueil sur l’opposition est-allemande : Kroh F. (Dir.) *Freiheit ist immer Freiheit...: Die Andersdenkenden in der DDR* (1988). Frankfurt, qui pastiche une formule de Rosa Luxemburg : la liberté, c’est toujours celle de celui qui pense autrement.

<sup>168</sup> „Wir haben den Anschluss der DDR an die BRD als Vereinnahmung, gar als Okkupation erlebt und interpretiert, durchaus im Gegensatz zu weiten Teilen der Bevölkerung. Gerade deshalb, weil wir zu DDR-Zeiten anders waren, demzufolge die Wiedervereinigung anders erlebten und mit unseren Erfahrungen der gegenwärtigen Gesellschaft anders gegenüberstehen.“ Moldt, D. (1999). „Die Offene Arbeit Berlin und die Kirche von unten.“ in Rüddenklau, W., Gehrke, B. (Dir.) ...*das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*. Münster, p 88

appréhender le paysage politique de RDA devient patent lorsque l'on considère qu'elle pouvait associer des acteurs « communistes » se situant du côté du pouvoir et de l'appareil d'Etat, à des acteurs qui se situaient dans son opposition. Le lecteur pourrait s'attendre en effet à voir traités dans ce chapitre des acteurs ayant soutenu activement le pouvoir, à travers le parti SED ou ses institutions. Le devenir, après 1990 en Allemagne unifiée, de la ligne de démarcation entre pouvoir et opposition en RDA devra être interrogé. En effet, le nouveau contexte poussait des acteurs autrefois ennemis, dans l'opposition commune à la nouvelle société. Le vécu et la socialisation en RDA a indubitablement représenté un héritage commun entre acteurs de l'ancienne opposition et acteurs du pouvoir, qui rejoignirent les groupes de la gauche radicale après 1990. Nous traiterons cet héritage spécifique dans le chapitre VI à travers l'étude de l'évolution de l'ancien organe de la FDJ (*Freie Deutsche Jugend*), le quotidien *junge Welt*. La mutation du SED en Parti du Socialisme Démocratique, ou PDS, et la promiscuité, demeurant conflictuelle, qu'il créait entre anciens acteurs de l'opposition qui s'y encartèrent et anciens acteurs de l'*establishment* communiste, incarne bien le devenir trouble de cette ancienne ligne de conflit après 1990. De même, les acteurs de la gauche radicale ouest-allemande manifestèrent des difficultés à identifier le tracé de cette ligne de démarcation propre à la RDA entre pouvoir et opposition, et à l'intégrer dans leurs propres repères comme nous le verrons par la suite (chapitres IV et VI).

Le régime est-allemand instrumentalisait la catégorie de « gauche », comme celle de « droite » et, en rejetant dans la seconde tout acte de résistance politique au SED, s'arrogeait le monopole de la première. Cela explique sans doute en grande partie que, à l'inverse des concepts de « socialisme » et de ses dérivés ou d'« anarchisme », celui de « gauche » n'apparaisse guère dans les sources examinées de l'opposition est-allemande d'avant 1989. Ce n'est qu'après la chute du mur et dans la perspective d'un changement de système, que le concept fut sujet à discussion chez certains acteurs de l'opposition, en particulier pour son aptitude à définir leur propre position dans le nouveau paysage politique. Malgré le caractère approximatif, appliqué à la réalité est-allemande, de la catégorie de « gauche », l'historiographie emploie cependant, relativement à l'opposition, les expressions de « gauche de l'opposition est-allemande » ou de « gauche indépendante »<sup>169</sup>, même si

---

<sup>169</sup> Gerhardt, S. (2010a). *Vom Kampf gegen die Politbürokratie zur Verteidigung der DDR. Unabhängige Linke im Kurzen Herbst der Utopie 1989/90*. In Bois M., Hüttner B. (Eds.) *Beiträge zur*



les contours d'un programme politique alternatif clair sur lequel fonder cette désignation faisaient défaut chez la plupart des dissidents. Nous adopterons également, faute de mieux, l'expression de « gauche de l'opposition », qui invite à tracer deux lignes de démarcation : à l'endroit du pouvoir d'une part, à l'endroit du reste de l'opposition d'autre part. Il ne s'agira pas ici d'identifier ce qui pouvait relever d'une gauche radicale est-allemande en RDA, mais au moyen de l'artifice rétrospectif, de proposer une généalogie de ce qui s'avéra devenir une gauche radicale est-allemande en Allemagne unifiée.

Ici sont donc présentés des groupes de l'opposition. Ce choix se justifie parce que les acteurs de cette « gauche de l'opposition » se signalaient par des convergences avec les groupes de la gauche radicale ouest-allemande, présentés dans le chapitre précédent. Ces convergences étaient de plusieurs ordres. Elles étaient d'abord *idéologiques* dans leur double opposition au socialisme d'Etat d'un côté, et au capitalisme de l'autre (hormis le DKP, le parti communiste ouest-allemand, la plupart des groupes de la gauche radicale ouest-allemande, rejetaient le socialisme d'Etat comme modèle). « L'être contre » (cf. définition proposée en introduction) – le capitalisme – était donc doublé de « l'être contre » – le socialisme d'Etat – pour la plupart des acteurs qui nous intéressent à l'Est et à l'Ouest. Et cela nous conduit, provisoirement du moins, à exclure les acteurs ayant « été pour » le socialisme d'Etat. Les convergences étaient également de l'ordre de la *culture protestataire* : les groupes de l'opposition est-allemande étaient sensibles aux influences de la culture protestataire occidentale et plus particulièrement ouest-allemandes, lesquelles nourrissaient leur propre « être au-dehors » est-allemand. Les groupes est-allemands de la « gauche de l'opposition » partageaient en effet des références et des moments de politisation communs avec la gauche radicale ouest-allemande, même s'ils s'étaient réalisés dans des contextes fort différents. 1968, le mouvement pacifiste et le mouvement antinucléaire des années 1980, furent des moments de mobilisation transnationale où, au-delà des étanchéités propres au camp socialiste, les revendications politiques, les codes culturels et vestimentaires propres à une culture de la jeunesse contestataire (hippie, puis punk notamment), les modes de mobilisation et d'intervention dans la sphère publique avaient circulé et habitaient la

« scène » de contre-culture qui était la leur en RDA. En règle générale, les acteurs de la gauche de l'opposition refusèrent la Réunification, et la démocratie libérale parlementaire ne représentait pas un modèle souhaitable pour eux<sup>170</sup>. Néanmoins, et il s'agit là d'une autre limite de l'expression de la « gauche de l'opposition », ces caractères ne lui étaient pas propres puisque d'autres groupes de l'opposition présentaient non seulement aussi des influences occidentales, aux plans idéologique ou culturel<sup>171</sup>, mais également l'ambition de réformer le socialisme et non de l'abolir. Même si parmi eux, certains rejoignirent pourtant les rangs de la CDU dès 1990, leurs convictions profondes ne peuvent être que relatives à un système politique donné. Encore une fois nous nous intéressons ici à ceux des acteurs de l'opposition qui sont devenus des acteurs de la gauche radicale en Allemagne unifiée, au moins un moment, même s'ils partageaient avec les autres acteurs de l'opposition, dont l'évolution politique fut différente après 1990, une socialisation et une politisation semblables.

## I. La culture protestataire en RDA : influences occidentales et atavisme est-allemand

Diverses formes d'opposition précédèrent en RDA l'effusion créatrice des groupes et réseaux d'opposition de l'été 1989 (*Demokratie Jetzt*, *Demokratischer Aufbruch*, *Neues Forum*, *Vereinigte Linke* etc.). Etant donné le caractère disparate et plus ou moins manifeste de ses expressions au fil de l'existence de l'Etat est-allemand – allant du cercle de discussion dans le parti unique aux manifestations de masse, en passant par les actions de sabotage et les évasions –, le terme « d'opposition » n'est pas toujours allé de soi dans l'historiographie. Il s'est progressivement imposé pour se fixer sur les personnes ou groupes dissidents, organisés politiquement et manifestant publiquement cette dissidence – le caractère

---

<sup>170</sup> Poppe, U., Eckert, R., Kowalczyk, I.-S. (1995). *Zwischen Selbstbehauptung und Anpassung, Formen des Widerstandes und der Opposition in der DDR*. Berlin, p 16

<sup>171</sup> Le classement de l'opposition selon les buts politiques poursuivis par les acteurs sous une dictature ne va pas nécessairement de soi. Il a fait ainsi l'objet de débats historiographiques, sur les formes de résistance sous le national-socialisme voir Weber, Hermann, *Kommunistischer Widerstand gegen die Hitler Diktatur 1933-1939*, cité in Poppe et al., (1995). op.cit., p 20, note 58

public de leur action politique les distinguant des autres formes plus ou moins passives de résistance<sup>172</sup>.

## 1. Les différentes générations de l'opposition est-allemande

La répression soviétique du soulèvement du 17 Juin 1953 en RDA condamna durablement l'expression de l'opposition. La résistance à l'ordre établi ne pouvait plus se formuler au sein du parti SED, comme dans les premières années de la RDA. Encouragés par la réception de 1968 à l'Ouest, par la protection des Eglises – qui se manifestait par un soutien moral et matériel depuis 1969 – des groupes et groupuscules locaux de dissidents se formèrent, tout en étant glacés par le souvenir des chars soviétiques réprimant le printemps de Prague et réduits sporadiquement au silence par les vagues de répression. L'historiographie sur l'opposition est-allemande l'a bien souligné, la marge de manœuvre<sup>173</sup> dont disposaient les groupes d'opposition contribuait directement à la définition de ses contenus politiques, mais aussi à la structure de son organisation : la mise en réseau était très limitée car elle les aurait exposés à la répression, le langage était crypté, et aliénait la formulation explicite des revendications. Les cercles de dissidents restaient relativement isolés les uns des autres jusque dans la fin des années 1970, apparaissaient de manière intermittente et ne présentaient ni véritable leader, ni continuité personnelle.

Dans cet espace se développait néanmoins une « culture protestataire » est-allemande dès les années 1960, des « scènes subculturelles » se multiplièrent localement, marquées par un certain nombre de valeurs morales et politiques : le pluralisme, l'ouverture, la tolérance. A Berlin-est par exemple, le *Cafe Burger*<sup>174</sup> était devenu un repaire à la fois subculturel et intellectuel. Là comme ailleurs, des

---

<sup>172</sup> Définition proposée par Moritz, T. (2000). *Gruppen der DDR-Opposition in Ost-Berlin--gestern und heute: eine Analyse der Entwicklung ausgewählter Ost-Berliner Oppositionsgruppen vor und nach 1989*. Berlin, p 39. Par ailleurs, in Neubert, E. (1998). *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*. Berlin. Neubert distingue quatre formes d'organisation légale de l'opposition politique : les partis formels, les Eglises, les groupes et initiatives « sociale-éthiques », lesquels à partir des années 1980 absorbèrent à peu près toutes les formes d'opposition, et enfin, à partir de l'été 1989, la séparation de ces groupes de l'Eglise et la mise sur pied de structures propres, de mouvements de citoyens et de partis.

<sup>173</sup> Timmer parle de „Spielraum des Machbaren“, la « marge de manœuvre du faisable » Timmer, K. (2000). *Vom Aufbruch zum Umbruch: die Bürgerbewegung in der DDR 1989*. Göttingen, p 157

<sup>174</sup> Rüddenklau, W. (1992). *Störenfried: DDR-Opposition 1986-1989: mit Texten aus den „Umweltblättern“* Berlin, p 22

livres défendus, qui circulaient sous le manteau, étaient lus et discutés dans des cercles de lecture. Parmi eux se trouvaient des ouvrages d’auteurs « antistaliniens » à l’aune desquels on pouvait mesurer la distance avec la réalité du socialisme d’Etat. Les livres de l’opposant Robert Havemann<sup>175</sup>, publiés dans des maisons d’édition ouest-allemandes, furent ainsi copiés et recopiés, lus et discutés jusqu’en 1989. Ce fut aussi le cas des textes du chansonnier Wolf Biermann, hambourgeois d’origine, qui vint s’établir en 1953 dans la « meilleure Allemagne » avant d’être gratifié en 1965 d’une interdiction de se produire (*Auftrittsverbot*), puis d’une déchéance de nationalité en 1976<sup>176</sup>. Les cercles trotskistes<sup>177</sup>, et plus rarement maoïstes<sup>178</sup>, qui se formèrent dans certaines grandes villes, comme à l’Ouest dans les suites de 1968, participaient également de cette culture d’opposition. Mais à la grande différence de la gauche ouest-allemande, où le trotskisme et le maoïsme en particulier, marquèrent le « tournant prolétarien » des années 1970 – c’est-à-dire à la fois un retour à la théorie et une distanciation avec le socialisme d’Etat de la gauche radicale ouest-allemande –, ils ne marquèrent qu’à peine l’identité et les pratiques politiques des groupes de l’opposition est-allemande, après avoir été du reste rapidement dissous par la Stasi dès la fin des années 1970. Les lectures et inspirations théoriques trotskistes ou maoïstes répondaient peut être plus immédiatement à une réflexion spécifique sur les dysfonctionnements et les impasses du socialisme réel. Les acteurs qui adhérèrent véritablement au trotskisme ou au maoïsme restèrent marginaux.

Dans les années 1980, le mouvement pacifiste transnational touchait également la RDA et connut son paroxysme en 1984 lors des mobilisations contre le stationnement en RDA des fusées soviétiques SS20 et des Pershing II américains. Parallèlement, le mouvement écologiste – l’industrie est-allemande provoquait un véritable désastre écologique – favorisa l’essor de multiples groupes d’opposants. A ce renouvellement des contenus de lutte correspondait également une relève

---

<sup>175</sup> Ancien fonctionnaire du KPD avant 1933, condamné à la réclusion (*Zuchthaus*) dans le Brandebourg sous le National-socialisme et qui avait participé à la fondation du régime en 1945. En 1956 Havemann avait organisé une série de séminaires à l’université Humboldt à Berlin Est, où il était professeur, sur le thème „Dialektik ohne Dogma“ où s’exprimait sa critique du « stalinisme ». Ses cours attirèrent beaucoup de curieux et lui coûtèrent son poste en 1964 et son exclusion du SED.

<sup>176</sup> Rüddenklau, W. (1992). op.cit. p 23

<sup>177</sup> Des cercles trotskistes se formèrent dans les années 1970 parmi les étudiants en théologie autour de Christop Prüfer, à Berlin et Jena où se formaient même des cellules se considérant appartenir à la IV<sup>ème</sup> internationale in Rüddenklau (1992). op.cit. p 21

<sup>178</sup> Cellules et groupuscules autour de l’*Arbeiter und Studentenklub*, qui nouèrent des liens avec l’organisation maoïste *Kommunistischer Bund Westdeutschlands* en RFA

générationnelle : les opposants les plus jeunes n’avaient pas vécu la répression de 1953, ni ne vivaient dans le souvenir des répressions de Pologne et de Hongrie en 1965 puis de Tchécoslovaquie en 1968, et étaient plus à même, dans un contexte de détente internationale, de dépasser le compromis de « niches » qui avait marqué l’opposition de leurs aînés. Au sein du mouvement des années 1980, l’opposition et la culture de la jeunesse jouait un rôle plus déterminant qu’auparavant, ceux qui étaient nés dans la première moitié des années 1960 n’avaient pas connu les violentes répressions des années 1950 et 1960, et protestaient contre la société de « l’immobilisme<sup>179</sup> ».

## 2. Les mouvements pacifiste et écologiste

Le mouvement pacifiste transnational qui se développait dans les années 1980, forma le cadre d’un mouvement est-allemand qui prit une ampleur encore inédite. En apparence non politique, le mouvement pacifiste restait *pluraliste*. Mais il s’affirmait ainsi contre l’unicité du parti et fut un véritable vecteur de propagation de l’opposition. Après l’accident de la centrale de Tchernobyl en 1986, les causes pacifistes et antinucléaires, s’alimentèrent, et suscitèrent l’apparition de plusieurs groupes, dont les mises en réseaux étaient de plus en plus osées, et dépassaient le niveau local. Le réseau *Frieden konkret* fondé en 1983 représentait un progrès notable à l’égard de l’évolution des structures de communication, et allait jouer un rôle important dans la coordination des groupes d’opposition de la fin des années 1980. Marqué par des influences occidentales dans la première moitié des années 1980, le mouvement multiplia ensuite les contacts avec les groupes est-européens. Cette réorientation coïncidait avec le déplacement progressif des problématiques globales et internationales de la paix et de l’environnement, vers les dysfonctionnements intérieurs est-allemands<sup>180</sup>, liés au manque de démocratisation ou au non respect des droits de l’homme. La création en 1986 de l’IFM (*Initiative für Frieden und Menschenrechte*), c’est-à-dire l’association, dans l’intitulé même de ce groupe, de la paix et des droits de l’homme, était symptomatique de ce glissement

---

<sup>179</sup> Expression de Christian Halbrock, in Halbrock, C. (1999). *Organisationsbedingungen der unabhängigen Umweltbewegung in der DDR*. In Gehrke B., Rüddenklau W. (Dir.), *--das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*. Op.cit., Münster, p 71

<sup>180</sup> Timmer, K. (2000). op.cit., p 56

progressif<sup>181</sup> car il problématisait avant tout les questions liées aux droits de l'homme, à la liberté d'expression, au monopole du parti, et à l'atomisation sociale qui s'ensuivait<sup>182</sup>. Le pouvoir pressentait bien du reste que se dissimulaient derrière les revendications pacifistes formulées, les ferments d'un mouvement d'opposition indépendant et critique des structures du pouvoir<sup>183</sup>. Perçus comme des *Staatsfeinde*, des ennemis d'Etat, par le SED, ses membres ne visaient pourtant pas la prise du pouvoir. Comme Timmer<sup>184</sup> l'explique, le mouvement valorisait l'émancipation individuelle, s'en tenait aux structures décentralisées, entretenait la pluralité des opinions – certains souhaitaient le changement fondamental de régime, d'autres au contraire souhaitaient son maintien et sa démocratisation –, et enfin pratiquait la non violence. Ici encore, la marge de manœuvre contribuait directement à définir les contenus et les modalités de l'opposition. Pour Timmer les mouvements pacifiste et écologiste des années 1980 marquèrent la nature du mouvement citoyen de 1989. Par ses caractéristiques listées ci-dessus, il s'agissait selon l'historien, de l'émergence d'une « société civile ». Pour notre propos, c'est-à-dire la question des héritages et du devenir de la « gauche de l'opposition est-allemande », retenons que ces caractéristiques de la pluralité, de la décentralisation, de l'émancipation individuelle et de la non-violence, eurent un rôle constitutif dans la formation de l'identité politique de la gauche radicale est-allemande après 1990. La décentralisation, l'importance de l'organisation locale et la nature informelle des canaux de communication<sup>185</sup> n'étaient pas uniquement structurelles, elles allaient de pair avec un rejet de la hiérarchie associée à la bureaucratie du parti, et le développement d'une solide conviction dans la démocratie à la base, *von Unten*, d'en bas. Il s'agit là d'un marqueur tout à fait capital de l'opposition est-allemande, qui n'était pas propre aux groupes de la « gauche de l'opposition » mais était également partagé par les réseaux et plateformes du mouvement citoyen de l'automne 1989.

---

<sup>181</sup> Timmer, K. (2000). op.cit., p 60

<sup>182</sup> Ce qui fait dire à Timmer, K. (2000). op.cit. qu'ils étaient « antitotalitaires », mais rien n'indique qu'ils se définissaient eux-mêmes ainsi, p 58

<sup>183</sup> Mielke dans un communiqué de mars 1982, cité par Poppe et al. (1995). p 247, „Der Weg ist das Ziel“. Zum Selbstverständnis und der politischen Rolle oppositioneller Gruppen der achtziger Jahre.

<sup>184</sup> Timmer, K. (2000). op.cit. p 63

<sup>185</sup> Timmer, K. (2000). op.cit. p 213

### 3. L'importance de la *Jugendkultur*

Le mouvement punk s'était développé au début des années 1980 en RDA et avait des scènes locales dans la plupart des grandes villes. L'Eglise évangélique permettait aux groupes de musique punk de se produire dans des locaux qu'elle mettait à leur disposition. Le mouvement trouvait dans la scène squat des années 1980 un relais important, notamment à Leipzig<sup>186</sup>, et à Berlin-est (dans le quartier de *Prenzlauerberg*), surtout après 1986 où la répression, avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, était moins acharnée que dans les années précédentes. Cette culture protestataire de la jeunesse<sup>187</sup> s'inspirait précisément des modèles ouest-allemands<sup>188</sup> – blues, punk – de rébellion contre la *Spießer-Moral*, « la morale petite-bourgeoise », élevée au rang de doctrine d'Etat<sup>189</sup>, et qui trahissait la condition de sujet de la population est-allemande. Comme à l'ouest du mur, les modes de vie alternatifs, étaient autant de marqueurs de déviance, d'anticonformisme. Ils investissaient souvent les *Freiräume* que représentaient les squats. La culture protestataire de la jeunesse comportait une forte composante de rébellion contre trois figures d'autorité : celle des parents, mais aussi celle de l'école et celle des organisations d'encadrement de masses, comme la FDJ. Ils protestaient contre le conformisme que l'Etat exigeait d'eux à travers la politique éducative de ses structures de socialisation. Or tout comportement ou accoutrement non-conformiste était déjà un acte de rébellion politique, du point de vue du régime. C'est par la répression à laquelle ils étaient exposés, expliquait rétrospectivement l'un d'entre eux, C.Halbrock, eux qui exprimaient un besoin somme toute naturel d'émancipation individuelle, que beaucoup d'entre eux acquirent une conscience politique.

L'un des grands motifs de résistance dans ce cadre était la *Wehrkunde Unterricht*, introduite dans les écoles, à la fin des années 1970, unité d'enseignement qui comportait des aspects paramilitaires, entrant en contradiction avec la doctrine pacifiste officielle de l'Etat est-allemand. A cette occasion, on renoua avec le mouvement des *Wehrdiensttotalverweigerer* – dont la traduction par « objecteurs de

---

<sup>186</sup> Autour du Conne Island, cf. chapitre VII.

<sup>187</sup> 5% de la jeunesse en RDA étaient mêlés aux milieux subculturels, selon Galenza, R. (2005). *Wir wollen immer artig sein... Punk, New Wave, HipHop, Independent-Szene in der DDR 1980 - 1990*. Berlin

<sup>188</sup> Halbrock, C. (1999). op.cit. p 76

<sup>189</sup> „Spießermoral, die zur Staatsdoktrin gehörte“ in Rüddenklau, W. (1992). op.cit. p 25

conscience » n'exprime pas le caractère de rejet total de l'institution militaire – qui était apparu avant même le mouvement pacifiste, en 1962, en réaction à la réintroduction du service militaire en RDA<sup>190</sup>. Il s'agit du plus ancien des mouvements de protestation est-allemands, qui connut une continuité remarquable depuis. C'était un mouvement de protestation de la jeunesse, marqué aussi par des valeurs chrétiennes et antimilitaristes, humanistes et politiques. Par ailleurs le mouvement dut en partie sa longévité aux contacts noués avec des groupes étrangers, davantage dans les pays d'Europe de l'Est. Ce mouvement fut réactivé en 1989 en protestation contre les agressions de la Stasi sur les manifestants.

L'une des autres caractéristiques de la gauche de l'opposition, rigoureusement étrangère à la gauche ouest-allemande, était le rôle de l'Eglise évangélique, l'un des principaux relais du mouvement pacifiste, et de l'opposition en général. Or il s'agit là d'un héritage important, témoignant de l'étendue singulière du « spectre » de la gauche de l'opposition est-allemande, qui se déployait bien différemment de celui de la gauche radicale ouest-allemande. Dès le début de la décennie 1980, l'Eglise étendit son manteau protecteur sur les groupes d'opposition – les *Gruppen unter dem Dach der Kirche*. Ainsi au sein des *Offene Arbeit* – groupes de travail et de rencontre informels se réunissant à l'abri de l'Eglise évangélique, et composé d'acteurs de l'opposition, non nécessairement pratiquants – se formaient des cercles où des sujets de société étaient discutés : le travail social, l'environnement, le mouvement pacifiste. Grâce à cette protection des Eglises, les structures de l'opposition gagnèrent une relative stabilité. Mais l'Eglise protestante ne joua pas un rôle uniquement structurel dans l'organisation de l'opposition. En tant qu'institution indépendante de l'Etat est-allemand, elle marquait également les contenus politiques de nombreux groupes qui s'activaient dans son giron, notamment les groupes écologistes qui, plus que les groupes communistes qui les avaient précédés dans les années 1960 ou les groupes tournés vers les libertés individuelles et politiques qui leur succédèrent à la toute fin des années 1980, puisaient aussi dans le protestantisme une véritable inspiration<sup>191</sup>. Cela devint même l'une des singularités du mouvement écologiste est-allemand, que ni le pendant ouest-allemand, ni les mouvements contemporains dans les autres pays d'Europe de l'Est, ne comportaient<sup>192</sup>. L'Eglise

---

<sup>190</sup> Rüddenklau, W. (1992). op.cit. p 28

<sup>191</sup> Halbrock, C. (1999). op.cit. p 65

<sup>192</sup> Halbrock, C. (1999). op.cit. p 66



faisait aussi office de courroie de transmission entre les groupes d'opposition et l'Etat, mais dans les moyens, elle privilégiait davantage le dialogue que la confrontation ou la provocation, ce qui fut une source de tension croissante avec les groupes d'opposition. Certains d'entre eux développèrent ainsi des idées et des pratiques sous le paravent de l'Eglise que celle-ci n'aurait pas cautionnées. Certains groupes se révélèrent trop radicaux, ou en tous les cas, trop éloignés de la tolérance admise par l'Eglise et en furent expulsés. Les groupes de jeunes, punks ou anarchistes, furent les principaux à en faire les frais.

Ainsi se développait à partir de 1986 un véritable réseau d'opposition en RDA, dont les mailles demeuraient certes lâches, mais qui formait un véritable contre espace public, une *Gegenöffentlichkeit* est-allemande, indépendant de l'Etat, où les journaux du *Samizdat* – réseau d'opposition des pays socialistes – assuraient en grande partie la communication et l'information. En 1988, la RDA comptait environ 300 groupes d'opposants, d'une vingtaine de membres en moyenne<sup>193</sup>, organisés pour la plupart de manière décentralisée et selon les principes de démocratie à la base, mais communiquant étroitement entre eux. Les structures de l'opposition différaient selon les régions. Berlin, Leipzig et Halle disposaient d'importantes scènes d'opposition. Ce fut à la fois la force et la faiblesse du mouvement qui ne pouvait mobiliser de manière massive et rapide, était noyautée par la Stasi, et dépendait de la bonne grâce de l'Eglise.

C'est dans ce contexte qu'apparaissaient à partir de 1986 à Berlin-Est, où la scène de contre culture était particulièrement dynamique<sup>194</sup>, un réseau d'opposition autour de la *Umweltbibliothek*, (bibliothèque de l'environnement) : la *Kirche von Unten* (l'Eglise d'en-bas) en 1987, puis le groupe marxiste *Gegenstimmen* (Voix discordantes, dont la publication du même nom avait environ 600 exemplaires en 1987)<sup>195</sup>, le *Friedenskreis Friedrichsfelde* (cercle berlinois pacifiste, constitué en 1984 dans la paroisse de *Friedrichsfelde*, qui produisit à partir de 1987 son propre journal (les *Friedrichsfelder Feuermelder*, dont le tirage tournait également autour de 600 exemplaires), l'*Initiative für Frieden und Menschenrechte* (Initiative pour la paix et les droits de l'Homme) en 1988, puis en septembre 1989 la *Vereinigte Linke* (la

<sup>193</sup> Timmer, K. (2000). op.cit. p 126

<sup>194</sup> Rosenthal, R. (1988). Hintergrund und Widerstand – die Parallelkultur in Berlin Ost. In F. Kroh (Ed.), *Freiheit ist immer Freiheit--: Die Andersdenkenden in der DDR*. Frankfurt, pp. 141–154.

<sup>195</sup> Groupuscule marxiste dont la plupart des membres rejoignit la *Vereinigte Linke* en 1989.

gauche unie). La sous-partie suivante nous permettra de voir comment, à l'exemple de ce réseau est-berlinois – où la *Umweltbibliothek* occupera la place centrale à cause de l'abondance des sources qu'elle a laissées –, se développait une identité propre. Cette identité se révéla être à « gauche de l'opposition », puis en partie après 1990, de « gauche radicale ». En quoi consistait cette identité politique ? Vers quoi et contre quoi s'orientait-elle ?

## II. Étude de cas : le réseau est-berlinois de la *Umweltbibliothek* (UB)

### 1. Présentation d'un réseau d'opposition

« A la UB, tout le monde peut venir. Ceux qui sont de passage et ont besoin de quelques informations. Ceux qui ne font ou ne veulent faire partie d'aucun cercle mais tiennent à s'informer de manière régulière ou ponctuelle. Ceux qui ont simplement envie de bavarder ou de boire un thé. Mais aussi les *insider* qui désirent un livre précis ou veulent travailler sur un thème particulier<sup>196</sup>. »

Ainsi se présentait la *Umweltbibliothek* lors de son inauguration en septembre 1986 : comme un lieu d'échange et d'information ouvert à tous : gens de passage, *insider*, ou simples amateurs de thé. En ce sens, elle remplissait tout d'abord la fonction d'un lieu de sociabilité. Mais loin de rester un club anodin, comme la candide présentation pourrait presque le faire croire, la UB devint la première bibliothèque indépendante de l'Etat est-allemand, et cela supposait déjà une grande prise de risque. On y trouvait des livres convoités, car défendus, qu'ils soient en provenance du *Samizdat*, ou bien de l'Ouest<sup>197</sup> (les contacts noués avec le parti vert ouest-allemand avaient permis l'introduction d'ouvrages de l'Ouest). Aucun des

---

<sup>196</sup> „In die UB, kann jede(r) kommen. Solche, die auf Durchreise sind und ein paar Informationen brauchen. Leute, die zu keinem Kreis gehören oder gehören wollen, aber auf regelmäßige oder unregelmäßige Information Wert legen. Leute, die einfach nur quatschen und Tee trinken wollen. Aber auch Insider, die ein bestimmtes Buch brauchen oder über ein bestimmtes Thema arbeiten wollen“ in Tract : „Die UB stellt sich vor“ Septembre 1986, Matthias Domaschk Archiv

<sup>197</sup> La bibliothèque contenait 500 livres dont les deux tiers provenaient de pays non socialistes, in Moritz, T. (2000). op.cit. p 86.

projets semblables qui l'avaient précédée en RDA ne connut l'envergure de la UB<sup>198</sup>. La renommée de la bibliothèque dépassa ainsi rapidement le milieu subculturel militant de Berlin-est, à l'époque de l'essor de la scène squat et du mouvement punk, pour gagner une renommée suprarégionale, en devenant le point de convergence de l'opposition.

Le label « environnement », qu'avait adopté le groupe de la UB, était lié à son contexte d'apparition en septembre 1986, peu après que la catastrophe de Tchernobyl eut réactivé la mémoire du mouvement écologiste et pacifiste transnational des années 1980. Ce label, le plus consensuel au sein de l'opposition dans les années 1980, restait en outre indissociable des questions de libéralisation politique intérieure. A l'instar d'autres groupes écologistes et pacifistes, la UB bénéficia de la protection de l'Eglise, en l'occurrence de la paroisse évangélique de Sion (*Zionskirche*) dans le quartier est-berlinois de *Prenzlauerberg*. Le prêtre de la paroisse avait mis à disposition des acteurs de la UB, des locaux situés dans les caves de l'église<sup>199</sup>, abritant des ordinateurs et une imprimante, venus de l'Ouest et passés en contrebande.

Le cercle originel des fondateurs de la UB – Wolfgang Rüddenklau, Carlo Jordan, Christine Müller, Bert Schlegel, Christian Halbrock<sup>200</sup> – avait été politisé dans le cadre du pacifisme et de l'écologie au cours des années 1980. Leur moyenne d'âge se situait autour de 30 ans en 1986 et leurs âges s'étagaient entre 25 et 44 ans. Pour les deux tiers, il s'agissait d'hommes, le plus souvent diplômés. Beaucoup étaient originaires d'autres villes de RDA et avaient été attirés par le milieu dissident de la capitale est-allemande. Issus souvent de familles protestantes, ils entraient en contact avec les groupes d'opposition par l'intermédiaire de certains membres qu'ils connaissaient en privé. Certains d'entre eux s'étaient directement heurtés à la répression dans leur vie professionnelle et avaient trouvé auprès des Eglises de quoi gagner leur vie : W. Rüddenklau, l'un des fondateurs du groupe, était engagé à titre de concierge de l'Eglise de Sion.

---

<sup>198</sup> Glaeser, A. (2011). *Political Epistemics - the secret police, the opposition and the end of East German socialism*, Chicago, pp 384 et s.

<sup>199</sup> Griebenowstr. 16 à Prenzlauer Berg, Berlin-est

<sup>200</sup> Neubert, E. (1998). op.cit. p 629.

Le groupe de la *Kirche von Unten* se forma en 1987 à partir d'un cercle pacifiste est-berlinois où l'on discutait des problèmes liés à la paix, mais également du Tiers Monde (Nicaragua), des droits de l'homme, et de questions environnementales. La KvU avait également bénéficié de la protection d'une communauté évangélique : celle de la paroisse Ste Elisabeth (*Invalidenstrasse*, à Berlin-Mitte) qui lui avait confié des locaux bien que, dans les faits, ils partageaient aussi les locaux de la UB, dans l'Eglise de Sion. Les rapports du groupe à la paroisse étaient plus conflictuels. La KvU avait été fondée en signe de protestation contre l'Eglise évangélique de Berlin-Brandebourg, qui chapeautait les paroisses locales, accusée de complicité avec l'Etat. Les inspirations anarchistes de la KvU servaient aussi à canaliser les critiques de la toute puissance du SED et de la confiscation de l'Etat par les fonctionnaires<sup>201</sup>.

Malgré le nom de leur organisation, les membres de l'Eglise d'en bas, la KvU, étaient athées pour la plupart, anarchistes et punks pour une partie d'entre eux. Parmi ses membres se trouvaient Marion Seelig, également membre du réseau *Frauen für den Frieden* (réseau international pacifiste des années 1980 apparu contre le projet de loi de 1982, instaurant le service militaire pour les femmes en RDA), Christian Halbrock punk et anarchiste, également membre de la UB, Reinhard Schult, qui rejoignit ensuite le *Neues Forum* en 1990, ou encore Silvio Meier<sup>202</sup>, squatteur, qui organisa notamment la venue du groupe punk ouest-berlinois *Element of crime* à Berlin-Est.

Ses initiateurs, au nombre de vingt, décidèrent d'organiser, sur le modèle des vastes rassemblements chrétiens, les *Kirchentage* – ou « Jours de l'Eglise », lesquels avaient une longue tradition en RDA, s'étalaient sur plusieurs jours et remplissaient une fonction d'exutoire et de partage hors des structures du régime – un *Kirchentag von Unten*, c'est-à-dire un « Jour de l'Eglise d'en bas », « autonome, auto-organisé, autofinancé et auto-administré »<sup>203</sup>. L'imbrication de ce réseau avec celui de la UB mais également avec d'autres groupes berlinois était très étroite. Et des membres de

---

<sup>201</sup> Neubert, E. (1998). op.cit. p 246

<sup>202</sup> Silvio Meier fut tué lors d'une altercation avec des néonazis en 1992 à *Samariter Straße*. Des manifestations *antifa* de commémoration, ont lieu à chaque anniversaire de sa mort à Berlin.

<sup>203</sup> in Initiatoren des „Kirchentags von unten“: Selbstdarstellung, Ost Berlin, juin 1987, in Buntrock, H. J. (1988). *Die Kirche von Unten*. In Kroh, F. (Dir.), *Freiheit ist immer Freiheit--: Die Andersdenkenden in der DDR*, Frankfurt, pp 184-187

la UB, mais aussi du cercle pacifiste *Friedrichsfelder*, des groupes tiers-mondistes, des groupes de femmes se joignirent à l'initiative. Le « Jour de l'Eglise d'en-bas », dans l'esprit de ses initiateurs, devait être un moment de partage, à l'instar des *Kirchentage* officiels, mais tout en pervertissant un peu le sens des enseignements de l'Eglise. Les appels au rassemblement empruntaient ainsi un ton fraternel et chrétien : il s'agissait de protester contre « l'atomisation de la sphère publique », de retrouver les conditions d'une liberté individuelle (*Selbstbestimmung*) mais aussi le « sens de la vie », de lutter contre l'isolement<sup>204</sup>. Tout ce vocabulaire et ces valeurs n'étaient pas étrangers à la culture protestataire, antiautoritaire ouest-allemande notamment. Des transferts avaient eu lieu dans le cadre de mouvements transnationaux écologistes et pacifistes. « Nous sommes tous égaux, il n'y a pas de niveau de direction... et nous avons vécu et reconnu que Jésus de Nazareth venait d'en-bas<sup>205</sup> » pouvait-on lire également sur l'appel à participer, et il n'est pas sûr que l'Eglise ait cautionné cette interprétation anarchisante de l'Evangile. Le Jour de l'Eglise d'en-bas fut un succès à l'échelle de l'opposition est-berlinoise : entre 120 et 150 personnes y participèrent.

Les acteurs de la KvU et de la UB se distinguaient au sein de l'opposition par leurs inspirations anarchistes (très présentes dans le mouvement punk en RDA). Ils partageaient avec le groupe marxiste *Gegenstimmen*, le souhait de réformer la RDA selon le modèle d'une démocratie directe, et avaient la même opposition de principe au « *Glasnost von oben* »<sup>206</sup>. Toutefois ces acteurs de la KvU et de la UB n'excluaient pas l'Evangile comme source d'inspiration idéologique. L'influence trotskiste était présente bien que marginale. Ils poursuivaient en ce sens, malgré l'absence de continuité personnelle, une certaine tradition de l'opposition depuis les années 1970, qui cultivait l'éclectisme des références théoriques. Ces acteurs avaient une sensibilité évidente aux questions formulées depuis quelques décennies dans les mouvements de la gauche d'Europe de l'Ouest : le mouvement squat – parmi les membres de la UB, huit squattèrent au moins temporairement l'immeuble du

---

<sup>204</sup> *ibid.*

<sup>205</sup> „Alle sind gleichberechtigt, es gibt keine Leitungsebene.....ferner erlebten und erkannten wir neu, dass Jesus von Nazareth von unten kam“, in compte-rendu du Kirchentag von Unten, du 24 au 28 juin 1987, cité dans Buntrock, (1988). *op.cit.* p 183.

<sup>206</sup> In *Die Tageszeitung* 8.10.1987, cité par Drücke, B. (1998). *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht?: Anarchismus und libertäre Presse in Ost- und Westdeutschland*, Ulm, p 110.

*Fehrbellinerstr. 7*<sup>207</sup> – le mouvement punk, l'intérêt manifeste pour les questions soulevées par les Nouveaux Mouvements Sociaux à l'Ouest (homosexuels, féministes). Ces questions souvent qualifiées de « culturelles » ou de post-matérialistes à l'Ouest se prêtaient particulièrement bien au transfert et étaient peut-être plus aptes à distendre, puisqu'elles ne s'opposaient pas frontalement à l'ordre politique lui-même, le maillage serré du contrôle dictatorial. Finalement, ils partageaient avec les acteurs de l'Ouest une identité déviante même si elle n'était pas équivalente, qu'un goût pour l'anticonformisme, et le fait d'animer un milieu subculturel et marginal venaient consolider.

Mais ils avaient des caractéristiques propres, qui devaient les distinguer de la gauche radicale ouest-allemande. La nature de leurs inspirations idéologiques était d'autant plus plurielle, qu'ils mettaient la tolérance et l'ouverture au cœur de leurs principes politiques : en définitive, l'opposition au SED en formait le dénominateur commun. Aussi s'aggrégèrent autour de la UB d'autres groupes et réseaux, parfois plus libéraux comme l'Initiative pour la paix et les Droits de l'Homme (IFM)<sup>208</sup>, le groupe fut créé en 1986 composé d'une trentaine d'activistes dont Bärbel Bohley dont l'activité était surtout tournée vers la dénonciation et la documentation des infractions aux droits de l'Homme en RDA, des groupuscules et publications antifascistes, comme *Antifa Infoblatt*, puis la *Vereinigte Linke* (VL), mouvement citoyen qui se forma en 1989 et participa aux tables rondes de négociation avec le SED.

Malgré les nombreuses rivalités personnelles qui opposaient les membres de ce milieu entre eux et la promptitude des uns à taxer les autres de « petit-bourgeois » - notons la disposition des acteurs à reprendre à leur compte le vocabulaire du pouvoir pour formuler ces affronts – ce milieu est-berlinois formait bel et bien une plateforme de discussion particulièrement dynamique dans le milieu de l'opposition est-allemande. Le pouvoir ne s'y trompa pas. La UB fut le groupe le plus confronté à l'espionnage et l'infiltration par la Stasi. Des IM (*Inoffizielle Mitarbeiter*) avaient infiltré le groupe, parvenant à créer un climat de suspicion généralisée qui entravait

---

<sup>207</sup> Rüdtenklau, W. (1992). op.cit. p 182

<sup>208</sup> Le groupe de la UB avait mis l'imprimante à disposition de l'IFM, dont la publication s'intitulait *Grenzfall*, ce fut le seul groupe d'opposition à refuser de travailler sous la protection de l'Eglise.

la confiance réciproque nécessaire à leur travail et à l'accueil de tout nouveau venu<sup>209</sup>.

Dans ce milieu de contre-culture, les journaux autoédités avaient depuis le début des années 1980 une importance cruciale : ils s'opposaient à la fois aux médias est-allemands étroitement contrôlés par l'Etat et aux médias de l'Ouest, dont la représentation de la réalité est-allemande leur semblait altérée. Le nombre de périodiques du samizdat augmentait de 20 publications en 1987 à 30 en 1988 puis 39 en 1989<sup>210</sup>. D'autres publications locales, imprimées dans les Eglises circulaient sous le manteau. La plus connue d'entre elles<sup>211</sup> était les *Umweltblätter*.

## 2. Un forum de l'opposition : Les *Umweltblätter*

« Expliquons-le ici encore: les *Umweltblätter* sont publiées pour discuter des thèmes de la paix, de l'environnement, de l'émancipation, des droits de l'homme et du Tiers monde, et en ce sens, remplissent un rôle de *Aufklärung*<sup>212</sup>. »

Voici la réponse que fournissait la rédaction du journal, un an après le début de sa parution, à une lettre de lecteur lui reprochant son manque de profil écologiste. Le lecteur était-il vraiment dupe ? Ignorait-il que le « travail d'information écologiste » que se proposait de fournir le journal, masquait un complexe de questions directement critiques, ayant trait aux Droits de l'Homme, à l'« émancipation » ?

Mais avant tout, la paroisse les faisait bénéficier de l'autorisation d'impression, accordée aux Eglises<sup>213</sup>. C'est ainsi que la UB put faire paraître les

<sup>209</sup> Moritz, T. (2000). op.cit. pp 136, 155, 156

<sup>210</sup> In Poppe, U., Eckert, R., Kowalczyk, I.-S. (1995). *Zwischen Selbstbehauptung und Anpassung, Formen des Widerstandes und der Opposition in der DDR*. Berlin

<sup>211</sup> Rosenthal, R. (1988). *Hintergrund und Widerstand – die Parallelkultur in Berlin Ost*. In F. Kroh (Dir.), in *Freiheit ist immer Freiheit--: Die Andersdenkenden in der DDR*, Frankfurt, p 152.

<sup>212</sup> „Hier noch einmal eine deutliche Erklärung: die *Umweltblätter* werden herausgegeben, um Friedens-, Umwelt- Emanzipations- Menschenrechts- und Dritte Welt-Themen darzustellen und in diesem Sinne ökologische Aufklärungsarbeit zu leisten“ in *Umweltblätter*, 10.1987

<sup>213</sup> Dans le cadre du compromis de 1978 avec le SED, entérinant l'autonomie relative de l'Eglise vis-à-vis du parti.

*Umweltblätter*<sup>214</sup>. La bibliothèque travaillait aussi avec un équipement technique minimal pour l'impression de journaux du samizdat, d'affiches ou de cartes postales.

Au-delà des membres de la rédaction officielle, les *Umweltblätter* se présentaient comme un forum ou « bourse aux nouvelles<sup>215</sup> » réprimées par les médias officiels, pour les divers groupes de l'opposition est-allemande : toute sorte de documents – lettres publiques, témoignages individuels, prises de position de divers groupes provenant de l'ensemble du territoire de RDA – y étaient publiés. Par ailleurs, elles devinrent très vite après leur création en septembre 1986, une plateforme essentielle de l'opposition est-allemande jouant un rôle de coordination et de communication fondamental en 1989.

Les *Umweltblätter* (Ubl) paraissaient irrégulièrement. La qualité de l'impression était mauvaise, la mise en page presque inexistante, ce qui rendait le fanzine, tiré à 600 exemplaires à partir de l'hiver 1986, difficilement lisible. Malgré l'équilibre financier très précaire – la publication était financée par des dons<sup>216</sup> – la pénurie de papier et d'encre régulièrement évoquée dans les éditoriaux, les Ubl devinrent de plus en plus volumineuses (si le journal comportait entre 4 et 8 pages à ses débuts, l'édition de février 1989 en comptait 54, puis 79 en juillet de la même année). Avant la chute du mur, le tirage du journal, devenu entre temps bimensuel, s'élevait à 3000 exemplaires. Le Journal de l'environnement devint l'organe de discussion suprarégional de groupes indépendants écologistes, de pacifistes ou encore de féministes, il circulait sous le manteau, chaque exemplaire était lu plusieurs fois, parfois copié. Les Ubl participèrent ainsi à la création d'un véritable « contre espace public » (*Gegenöffentlichkeit*)<sup>217</sup>, offrant une tribune à tous ceux qui souhaitaient lutter contre la désinformation du régime<sup>218</sup>, et ce à l'échelle de la République est-allemande : après l'affaire de Sion, et l'interdiction du journal *Grenzfall*, les Ubl développèrent la fonction de forum qu'avait eu cette dernière publication<sup>219</sup> : des correspondants répartis sur l'ensemble du territoire, envoyaient depuis leur ville ou village, leur contribution, commentaires, témoignages, protestations etc. à la rédaction officielle de Berlin-Est. Afin de tromper la censure, les Ubl qui bénéficiaient illégalement de l'autorisation d'impression réservée aux

<sup>214</sup> Les sources étudiées et consultées aux archives Matthias Domaschk à Berlin (Prenzlauer Berg), comprennent essentiellement les numéros des publications suivantes : les *Umweltblätter* (Ubl), le journal de l'environnement, devenu *Telegraph*, à l'été 1989, dont les rédactions respectives étaient largement composées de membres de la UB. Mais d'autres types de documents - tracts de la UB, protocoles de discussion, correspondance - ont également été examinés.

<sup>215</sup> Neubert, E. (1998). op.cit. p 878

<sup>216</sup> Drücke, B. (1998). *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht?: Anarchismus und libertäre Presse in Ost- und Westdeutschland*, Ulm, p 106.

<sup>217</sup> Moritz, T. (2000). op.cit. p 86, Drücke (1998), op.cit. p 107

<sup>218</sup> Neubert, E. (1998). op.cit. p 13

<sup>219</sup> Drücke, B. (1998). op.cit. p 107



publications de l'Eglise de Sion, prit l'aspect d'un journal interne à la paroisse et en adopta la mention spéciale : « à usage interne à l'Eglise »<sup>220</sup>. Autre esquivé : la fausse numérotation afin de ne pas passer pour un périodique illégal. Mais le caractère purement formel et absurde de ces manœuvres auxquelles les condamnait le régime n'abusait plus personne en janvier 1988, tandis que la rédaction se démasquait sans plus de fard, sinon celui de l'ironie :

« Les *Umweltblätter* ne peuvent être ni un périodique, ni un journal, car sinon elles auront besoin d'une autorisation d'impression et seront soumises à la censure. Alors si quelqu'un a l'impression que nous publions un mensuel, c'est 1. une illusion et 2. un hasard.

Par ailleurs : les numéros qui ornent depuis peu les *Umweltblätter* (ici « KU/UB 1/88 ») ne correspondent absolument pas à une numérotation pour le lecteur. Nous n'y avons pas le droit, car comme chacun sait nous ne sommes pas un journal [...] d'ailleurs nous demeurons jusqu'au prochain numér...euh, jusqu'au prochain journ...euh enfin jusqu'à la prochaine feuille d'information, les *Umweltblätter*.<sup>221</sup> »

### 3. La « lutte pour le socialisme véritable »

La sortie du giron de l'Eglise, dès l'été 1989 pour la UB et la KvU, montre bien le besoin d'émancipation de cette tutelle au moment de la *Wende*. Toutefois l'espace alternatif qu'offrait l'Eglise n'était pas uniquement structurel : en créant les conditions d'une émancipation politique et intellectuelle, il interférait nécessairement avec les réflexions des dissidents. Défense de la non-violence, formes de vies communautaires, solidarité et absence de domination, autonomie individuelle, libération de l'Etat : dans cette configuration singulière d'opposition au SED, les valeurs protestantes et anarchistes se mêlaient dans un syncrétisme singulier. Les références anarchistes et anarchosyndicalistes faisaient bon ménage avec une rhétorique toute biblique de l'amour et de l'harmonie.

<sup>220</sup> „Zur innerkirchlichen Information“

<sup>221</sup> „Die „Umweltblätter“ dürfen kein Periodikum und keine Zeitschrift sein, sonst brauchen sie eine Druckgenehmigung und werden unter Zensur gestellt. Sollte also jemand den Eindruck haben, dass wir monatlich erscheinen, so ist das 1. Täuschung und 2. Zufall. Weiterhin: Die Nummern die jetzt seit Neuestem die „Umweltblätter“ zieren (hier KU/UB 1/88), bedeuten mitnichten eine Nummerierung, für den Leser. Das dürfen wir nicht, weil wir bekanntlich keine Zeitschrift sind... [...] Im Übrigen verbleiben wir bis zur nächsten Numm...äh, Zeit...äh, also bis zum nächsten Infoblatt Eure Redaktion „Umweltblätter“ in *Umweltblätter*, 1.1988

« À la différence du régime dominant, nous voulons un véritable socialisme, c'est à dire démocratique, conseilliste ou anarchiste »<sup>222</sup> révélait l'un des fondateurs de la UB, W. Rüddenklau quelques années après les événements. Finalement, par les détours des inspirations anarchistes ou même bibliques, par les détours de l'ironie et de l'absurde, il s'agissait de mieux investir le socialisme. Le « socialisme » étant l'enjeu d'une lutte de mots entre le pouvoir et l'opposition : le SED tenta tout au long de la révolution de se profiler comme le représentant de la gauche authentique et de disqualifier comme « antisocialiste » ou de droite tout projet alternatif. Au-delà de l'aspect tactique – bien entendu, les discours dissidents étaient cryptés et il reste difficile de déchiffrer dans ce double langage le degré de « sincérité », d'adhésion réelle au projet socialiste – il s'agissait surtout d'adopter le langage du régime afin de le mettre face à ses propres contradictions. Il s'agissait aussi de redorer le blason du socialisme, de le dépouiller des oripeaux du « stalinisme ».

La UB prônait donc l'idéal d'un socialisme authentique et véritable, « l'abolition de l'opposition entre démocratie et socialisme »<sup>223</sup>, que ni les écarts bureaucratiques et liberticides pratiqués par le régime est-allemand, ni la perestroïka annonciatrice d'une victoire du capitalisme ne pourraient corrompre. L'accueil réservé aux annonces de perestroïka avait été extrêmement circonspect. Loin de s'agir d'une réelle libéralisation politique, ils y voyaient surtout une manœuvre du pouvoir, soit une tentative de stabilisation économique et politique du régime en crise, soit la volonté de solder le socialisme au capitalisme. Il s'agissait d'une paix achetée au rabais, celle des « décideurs à l'Est et à l'Ouest ». Et de cette paix là que les décideurs, en haut, imposaient aux autres, en bas, ils ne voulaient pas.

---

<sup>222</sup> „Im Unterschied zum herrschenden Regime, zu einem ‚wirklichen‘, nämlich demokratischen, rätedemokratischen oder anarchistischen Sozialismus“ Rüddenklau, cité par Drücke, B. in *Graswurzelrevolution*, Anarchy in East-Germany, Nr. Été 2009.

<sup>223</sup> „Abbau des Gegensatzes von Demokratie und Sozialismus“ in *Umweltblätter*, 1986, (second numéro, non daté)

La communauté discursive était bien définie par la triade : pouvoir, population et opposition. Comme l'explique Neubert, les acteurs de l'opposition est-allemande étaient issus d'une société de sujets. Le sens de leur action politique résidait moins dans leur programme que dans leur courage civique<sup>224</sup>. Le courage, catégorie à la fois morale et politique, encadrait leurs prises de paroles, les élevaient au rang de citoyens responsables, émancipés, majeurs dans une société d'assujettis. Il n'était pas le propre de la « gauche de l'opposition », la séduction qu'exerçaient à cet égard toutes les formes de démocratie à la base ou d'auto-organisation s'étendait à presque toute l'opposition. Mais le courage semble avoir constitué l'une des bases, morale, de l'identité de la gauche radicale est-allemande qui se développa après 1990. Dans les *Umweltblätter*, la censure exercée par le pouvoir générait un ton, alternant entre la (fausse) ingénuité et la franche effronterie, digne d'une plume pamphlétaire. En l'occurrence, l'antenne rédactionnelle des Ubl à Dresde allait puiser en novembre 1987 dans l'histoire du mouvement étudiant patriotique et libéral de la première décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que les influences de la révolution française se faisaient sentir outre-Rhin, et citait les propos d'un étudiant insurgé : « la volonté du prince n'est pas la loi du peuple, c'est la loi du peuple qui doit être la volonté du prince »<sup>225</sup>. Recourant à un procédé classique chez les pamphlétaires, et ici à peine déguisé, l'auteur visait directement le « prince-SED » à travers les princes prussiens non éclairés. Dans la triade que formaient le Prince-SED, le Peuple et la dissidence, les auteurs invitaient le peuple à se rebeller contre le Prince, pour faire basculer le rapport de pouvoir en leur faveur. De même, dès le troisième numéro, l'un des rédacteurs convoquait Voltaire, l'auteur de *l'Ingénu*, à l'appui d'un plaidoyer pour la tolérance dans le cadre du mouvement pacifiste, encore une fois en visant le SED de façon détournée : « le principe de base est la tolérance, dans le sens voltairien : 'je ne partage certes pas ton opinion mais je vais toujours me battre pour que tu puisses la défendre' : de cela nous sommes encore très éloignés<sup>226</sup>. » Le travail d'*Aufklärung* qu'ils faisaient contrastait avec la *Gegenaufklärung* pratiquée par le pouvoir. Les dissidents de la UB se situaient là, et ceci semble bien avoir été l'un des cadres du discours, dans l'ordre de l'universel, à la croisée d'une rhétorique des Lumières et du registre moral. C'est à partir de là qu'ils réinvestissaient les mots, faisant un travail de sape élémentaire des fausses constructions du régime. Le ton adopté, lié aux conditions illégales de production sous un régime dictatorial, était celui du bon sens le plus élémentaire, le ton de l'ingénu mettant à nu le pouvoir et l'injustice de ses pratiques par une feinte candeur.

A mesure que la répression sévissait, le degré d'impertinence progressait. L'affaire de Sion (*Zionsaffäre*) défraya la chronique en novembre 1987. La Stasi, qui avait infiltré le groupe de la UB, crut les prendre sur le fait en plein

<sup>224</sup> Neubert, (1998). op.cit. pp 902, 884, 869 : les opposants étaient les courageux, dit-il, même si cela n'est pas saisissable par des catégories politiques.

<sup>225</sup> „Der Wille des Fürsten ist nicht Gesetz des Volkes, sondern das Gesetz des Volkes soll Wille des Fürsten sein“ *Umweltblätter*, 11.1987.

<sup>226</sup> „Grundvoraussetzung allerdings ist die Toleranz im Voltairischen Sinne : ‚ich bin zwar nicht Deiner Meinung aber ich werde immer dafür kämpfen, dass Du Deine Meinung vertreten kannst‘: daran mangelt es uns allerdings nochsehr“ in *Umweltblätter*, fin 1986 (second numéro, non daté)

délit d'impression illégale. Dans la nuit du 25 novembre, la Stasi perquisitionna les locaux de la UB dans l'Eglise de Sion, à la recherche des *Umweltblätter* et de *Grenzfall*. Une partie du matériel, les manuscrits et les livres défendus publiés à l'Ouest furent confisqués, cinq personnes arrêtées. L'opération échoua cependant. Elle ne parvint qu'à créer une grande vague de solidarité, en RDA, mais aussi au-delà, dans d'autres pays de l'Ouest. Si bien qu'en janvier 1988, quelques jours après la répression de la manifestation en l'honneur de Liebknecht et Luxemburg, le 17 janvier 1988, où plusieurs militants avaient brandi des banderoles dénonçant publiquement le manque de libertés, la rédaction publiait l'éditorial suivant :

« Nous insistons encore une fois sur le fait que la UB n'imprime pas d'écrits antiétatiques et inversement, qu'aucun écrit antiétatique n'est imprimé par la UB. Nous sommes plutôt unanimement de l'avis que cet Etat et ces autorités sont uniques et tout à fait irremplaçables. Nous sommes reconnaissants à cet égard de l'extraordinaire publicité mondiale et gratuite pour la UB [qu'il nous a faite] et saluons le gouvernement de RDA pour la nouvelle année 'continuez, les gars !' <sup>227</sup> »

L'impertinence va crescendo dans ce bref passage amorcé par une déclaration d'innocence si formelle qu'elle en était forcément mensongère. Les auteurs ne se donnaient déjà plus la peine de ménager la censure. En saluant la « extraordinaire publicité gratuite » dont le SED les honorait malgré lui, ils insinuaient par ailleurs à quel point le régime était en décalage avec les valeurs qu'ils prônaient, ayant déjà adopté les codes et les valeurs du capitalisme pour asseoir son pouvoir.

Dans les deux dernières citations, l'attention peut se porter sur l'usage des pronoms personnels et de leur évolution. Dans la première, le « je » appelait déjà à l'autonomie du sujet tout en restant de portée morale et générale. Dans la seconde, le ton rompait définitivement avec le « nous », lequel, consolidé par l'expression « d'opinion unanime » était un nous de soumission, un nous indifférencié de sujets unanimement liés au pouvoir. Cette progressive « émancipation » politique se traduisit, au moment de l'approche de 1989 par une fréquence de plus en plus importante de témoignages, relatés à la première personne, dans les colonnes du journal où à mesure que l'autonomie à la fois morale et politique de l'individu s'affirmait, l'arbitraire et la violence du régime étaient démasqués.

L'un des premiers et sévères revers que subit cette position fut le débat, opposant défenseurs et pourfendeurs des départs massifs vers l'Ouest (*Ausreise*), dont les premières vagues commencèrent en 1984. A la fin de 1987, la problématique des *Ausreise* dominait et plusieurs groupes de l'opposition se virent bousculés à la

<sup>227</sup> „Wir wollen noch einmal betonen, dass die UB keine staatsfeindlichen Schriften druckt und umgekehrt staatsfeindliche Schriften auf keinen Fall in der UB gedruckt worden sind. Wir sind vielmehr einmütig der Meinung, dass dieser Staat und diese Behörden einmalig und völlig unersetzlich sind. Besonders gern denken wir in diesem Zusammenhang an die großartige weltweite Gratis Reklame für die UB und rufen der DDR Regierung zum neuen Jahr zu: „Macht weiter so, Jungs““ in *Umweltblätter*, 20.1.1988, p 2

fois par l'instrumentalisation dont il leur semblait devenir soudain l'objet, et par la découverte des attentes de la population. Parmi les groupes de l'opposition, beaucoup voulaient éviter l'identification avec ces candidats au départ. La UB en faisait partie. Pourtant Les *Umweltblätter* s'efforcèrent alors de prendre en considération ces attentes et offrirent une tribune aux fugitifs ainsi qu'à ceux qui y étaient opposés. Le débat se développa alors dans les colonnes du journal. Un conflit d'intérêt opposait en effet les fugitifs – qui n'avaient pas nécessairement eu d'expérience dans l'opposition avant de déposer leur demande de départ – et les opposants. Certains – comme le groupe pacifiste *Friedrichsfelder Feuermelder (FF)*, proche de la UB – condamnaient unilatéralement les fugitifs au nom de la « solidarité » et de la « responsabilité pour le pays et pour les personnes qui y vivent<sup>228</sup> ». A leurs yeux, « les fugitifs ne formaient qu'une communauté d'intérêt qui défendait ses droits individuels ». D'autres, à la UB, répondaient : « mais comme nous avons la prétention à nous occuper de ce pays et de ses citoyens, nous devons aussi nous confronter aux conditions qui mènent à ces départs massifs<sup>229</sup> ». A certains égards, les Ubl formaient un espace discursif accueillant des opinions divergentes mais à l'intérieur d'un cadre circonscrit, balisé par des valeurs à la fois politiques et morale : la « solidarité », le « socialisme », l'intérêt collectif étaient opposés à des valeurs moralement connotées : « l'individualisme », les « intérêts individuels ». La UB et les FF étaient animés d'une rhétorique de la responsabilité morale et solidaire pour assurer la rédemption « du pays et des hommes qui y vivent ». Au printemps 1988, la UB fut prise d'assaut par des milliers de candidats au départ, « dans une petite répétition générale de l'Histoire<sup>230</sup> ». Ces aspirants au départ avaient donc interprété leurs diverses professions de foi dans le socialisme comme des déclarations strictement tactiques pour ménager le pouvoir. Le malentendu était complet et ne fit que s'accroître.

En janvier 1988, comme tous les ans, devait avoir lieu à Berlin-Est, le défilé en l'honneur de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, de la *Frankfurter Tor* au mémorial de *Friedrichsfelde* où ils sont enterrés, un rituel très codifié auquel

---

<sup>228</sup> „Verantwortung für das Land und die Menschen, die in ihm leben“

<sup>229</sup> „nur eine Interessengemeinschaft, die ihre individuellen Rechte vertritt und das *Land* verlassen will“ „Aber insofern wir den Anspruch haben, uns mit diesem *Land* und seinen Bürgern zu beschäftigen, müssen wir uns auch mit den Bedingungen auseinandersetzen, die zur massenweise Ausreise führen.“ in *Umweltblätter*, 6.1988

<sup>230</sup> „eine kleine Generalprobe der Geschichte“, selon Neubert, E. (1998). op.cit. p 28

l'*establishment* participait au complet. Parmi les groupes d'opposants, notamment à l'IFM où étaient discutées avant tout les problématiques liées aux droits de l'homme et à la liberté d'expression, certains avaient prévu de défiler en brandissant une banderole portant la fameuse maxime de Rosa Luxemburg : « La liberté est toujours la liberté de celui qui pense autrement ». Ces quelques opposants avaient convaincu une centaine de candidats au départ de se joindre à cette action. Le pari était de se faire arrêter par la police et de faciliter ainsi son extradition vers l'Ouest. Ce qui ne manqua pas d'arriver. La Stasi les arrêta, comme prévu. L'opposition, dont la UB et la KvU, lança alors une grande campagne d'information, distribuant des tracts et faisant circuler les informations pour faire pression sur la Stasi et obtenir leur libération. Mais la plupart des prisonniers, qui avaient la possibilité de rester emprisonnés ou d'accepter l'achat de leur liberté par la RFA, optèrent pour cette solution et quittèrent la RDA pour l'Ouest. Ce qui fut interprété comme une trahison dont témoigne Dietmar Wolf, membre de la UB<sup>231</sup>. Le courage dont se targuait l'opposition contenait la résolution de rester en RDA et d'y réformer sur place le socialisme. Le départ était considéré par eux comme une fuite, un abandon. A l'épreuve de ces déceptions consécutives s'affirmait finalement le contenu d'une identité de la gauche de l'opposition : elle était l'identité de ceux et celles qui souhaitaient rester en RDA et réformer le socialisme pour le rendre « véritable ».

Autre revers essuyé par les opposants de la UB : le thème du néonazisme, que la rédaction des Ubl et surtout la KvU prirent particulièrement à cœur après l'accroissement des agressions néonazies. En 1987, la *Zionskirche* accueillit un festival punk où se produisirent, outre des groupes est-allemands, les fameux groupes ouest-allemands *Die Firma* et *Element of crime* dont la sensibilité était clairement ancrée à gauche. Une trentaine de militants skinheads occupèrent l'Eglise à cette occasion, cherchant la bagarre avec les militants *antifa*.<sup>232</sup> Le front entre *antifa* et néonazis se dessinait en RDA, de la même manière qu'en RFA et la lutte *antifa* est-allemande s'inspirait clairement des pratiques *antifa* ouest-allemandes, tout en ayant ses particularités, comme nous allons le voir.

---

<sup>231</sup> Cf. son témoignage sur le site de la UB, <http://www.jugendopposition.de/index.php?id=47>, [consulté le 12.11.2011]

<sup>232</sup> *Umweltblätter*, 12.1987 (Numéro 1).

#### 4. La Lutte *antifa* de l'opposition, l'exemple de l'*Antifa Infoblatt* de la *Kirche von Unten*

À partir de 1988/89 les premiers groupes *antifa* indépendants se développaient en RDA. Le plus souvent issus de la scène punk, mais également d'autres groupes de la scène d'opposition. Dès son apparition en 1987, la *Umweltbibliothek* puis les *Umwelblätter* problématisèrent la multiplication des agressions racistes et l'essor de la scène néonazie et skinhead en RDA, et notamment dans certains quartiers de Berlin-Est. Le point commun de ces différents groupes était le suivant : ils protestaient contre l'antifascisme officiel de l'Etat est-allemand, c'est-à-dire contre un endoctrinement reposant sur une analyse simpliste et erronée du fascisme, selon laquelle il était le « dernier stade, le stade le plus agressif du capitalisme ». A la lumière des actes racistes qui se multipliaient sur le sol est-allemand avant 1990, cette analyse révélait d'autant plus le caractère mensonger d'un « idéal creux » : l'antifascisme officiel n'immunisait guère l'Etat est-allemand contre le fascisme. A l'instar du concept de « socialisme » dont ils estimaient que l'expérience du socialisme d'Etat l'avait vidé de son sens, ils entreprirent de réhabiliter un antifascisme véritable, « non dogmatique ».

Cela reposait d'abord sur une étude dont le caractère « objectif » contraste avec les démarches des militants *antifa* ouest-allemands de la même époque. Le groupe *antifa* est-berlinois de la *Kirche von Unten* (KvU) fit paraître, face à l'essor des violences racistes, une publication spécialement consacrée au problème de l'antifascisme : *das Antifa Infoblatt*. Le premier numéro paraissait le 1<sup>er</sup> Juillet 1989, son objectif était d'informer sur les « informations manquantes ou falsifiées des médias étatiques<sup>233</sup> ». La complaisance des autorités est-allemandes y étaient dénoncée, qui préféraient probablement étouffer ces affaires, du moins faire profil bas, pour sauver l'image de la « meilleure Allemagne » qu'elles s'appliquaient à rendre d'un régime déjà très fragilisé. Les deux Etats allemands se livraient à une concurrence mémorielle, pour prouver qu'ils avaient mieux réussi leur confrontation à l'histoire du National-socialisme. Dans cette publication de la KvU étaient recensés scrupuleusement les quelques procès de néonazis dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Est, où la rédaction dépêchait l'un de ses membres. On y trouve ainsi des rapports précis, factuels du déroulement des procès, des différents acteurs

---

<sup>233</sup> „mangelnder bzw. verfälschter Informationen der staatlichen Medien“ in *Antifa Infoblatt* 1.7.1989

du tribunal en présence, des arguments de la défense et des peines accordées. *Das Antifa Infoblatt* publiait également des témoignages personnels de victimes d'agressions de skinheads ou de « *Fashos* ». Des éclaircissements, qui auraient semblé probablement trop élémentaires aux groupes *antifa* ouest-allemands, étaient fournis sur les néonazis : ils lisaient *Mein Kampf*, apprenait-on, entretenaient un culte de la violence, etc. Ces détails pourraient faire conclure à une certaine « virginité » de l'activisme *antifa* est-allemand, en comparaison de celui de la gauche autonome ouest-allemande lequel, depuis les années 1980, avait une rhétorique plus aguerrie et plus agressive, où le travail d'information sur les origines idéologiques des néonazis passait au second plan au profit d'actions plus directement violentes.

Pourtant cette virginité n'était pas une simple naïveté : A l'instar des militants *antifa* de la gauche ouest-allemande, il ne s'agissait pas pour eux uniquement de s'en prendre aux néonazis, mais aussi de parler des « tendances de droite dans la population : notre quotidien n'a pas été complètement dénazifié : ce n'est pas l'individu, l'unique, qui se situe en haut de l'échelle des valeurs, mais la masse, le général. Ce n'est pas l'originalité ou l'innovation qui ont la plus grande importance, mais la soumission et la convention »<sup>234</sup>. L'identité *antifa* était ici intimement mêlée, d'une part à la critique de la dictature est-allemande, d'autre part à une identité libertaire (qui pourrait également passer pour libérale dans d'autres contextes). « En aucun cas nous ne voulons tomber dans une rhétorique à la con fascistoïde et méprisante, mais au contraire nous voulons apporter des éclaircissements sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le sexisme, le militarisme etc.<sup>235</sup> » affirmaient-ils précisément contre cette rhétorique « à la con » adoptée de plus en plus par les groupes *antifa* à l'approche de 1989. Il est ainsi question dans les Ubl d'un groupe *antifa* de Potsdam, à proximité de Berlin, méprisant la population *konsumgeil* (« à fond dans la consommation ») qui se multipliait. Mais cette identité *antifa*, bien inscrite dans le contexte est-allemand de l'opposition, ne restait pourtant manifestement pas insensible aux influences des autonomes ouest-allemands. Dès le

---

<sup>234</sup> „Rechte Tendenzen in der Bevölkerung: „Unsere Alltagskultur wurde nicht völlig entnazifiziert: Nicht das Individuum, das Einmalige, steht zuoberst auf der Werteskala, sondern die Masse, das Allgemeine. Nicht Originalität und Innovation haben den höchsten Stellenwert, sondern Unterordnung und Konvention“ in *Antifa Infoblatt* 1.7.1989

<sup>235</sup> „Wir wollen keinesfalls in faschistoide, menschenverachtende Schweinerhetorik verfallen, sondern aufklären über Rassismus, Ausländerfeindlichkeit, Antisemitismus, Sexismus, Militarismus usw.“ in *Antifa Infoblatt* 1.7.1989



second numéro, qui paraissait le 2 novembre 1989, une semaine avant la chute du mur, les acteurs du groupe *antifa* de la KvU troquaient leur désignation de « groupe *antifa* » pour celle de „Autonome Antifa Gruppe Berlin/Ost“<sup>236</sup>. Et ils ne résistaient pas toujours à la tentation de ce qu’ils appelaient eux-mêmes une « rhétorique à la con », entretenant le mépris de la population : à la KvU, comme à la UB, on prêtait à la population des tendances fascistes dans la « subalternité » de la majorité écrasante »<sup>237</sup>.

### III. Le mouvement social en septembre 1989

En septembre 1989, le mouvement d’opposition prit un tournant. Timmer oppose les tournures qu’il prit à Berlin-Est et à Leipzig. A Berlin, les groupes oppositionnels prirent la tête du mouvement qui se formait, tandis qu’à Leipzig, la population prit l’initiative du changement avec les *Montagsdemos*, les manifestations du lundi, qui rassemblaient plusieurs centaines de personnes dès le début du mois de septembre 1989 protestant contre le pouvoir. Les *Montagsdemos* essaimèrent dans les semaines qui suivirent dans le reste de la RDA. Elles incarnaient la dérive entre le mouvement populaire et ses revendications d’un côté et l’opposition organisée de l’autre. Le 9 octobre 1989 à Leipzig, 70.000 personnes défilaient pour des réformes démocratiques. Le « phare du mouvement<sup>238</sup> » s’était déplacé et jouissait de toute l’attention des médias ouest-allemands<sup>239</sup>.

Dans les études sur l’opposition est-allemande, dont un certain nombre est le fait d’anciens opposants<sup>240</sup>, le porte-à-faux entre l’opposition est-allemande et la

---

<sup>236</sup> *Antifa Infoblatt*, 2.11.1989

<sup>237</sup> *Antifa Infoblatt*, Numéro 1. 12.1987

<sup>238</sup> La présence des médias ouest-allemands permettaient la diffusion et la publicité des groupes d’opposition, encourageait à la reproduction et la contagion du mouvement révolutionnaire, notamment à l’assaut du mur de Berlin et empêchait l’État est-allemand de recourir à la violence, in Hertle (2004). pp 175-176

<sup>240</sup> Selon Jesse : „Für DDR Oppositionelle war eine Erneuerung, nicht die Abschaffung der DDR das Ziel, Sie konnten mit der Wiedervereinigung nichts anfangen, nicht zuletzt wegen der monströsen Verbrechen des Dritten Reiches“ in Veen, Mähler, März (2007). *Wechselwirkungen Ost-West: Dissidenz, Opposition und Zivilgesellschaft 1975-1989*. p 15. L’historiographie (Jander, M. (1996). *Formierung und Krise der DDR-Opposition: Die „Initiative für Unabhängige Gewerkschaften“* -

population est toujours souligné. En effet, après la chute du mur, bon nombre de citoyens est-allemands reprochèrent à l'opposition le peu de cas qu'elle faisait des aspirations matérielles de la population et l'aspect idéaliste et illusoire de ses projections<sup>241</sup>. Tandis que les acteurs de l'opposition furent partisans, pour la plupart jusqu'à l'automne 1989 d'une libéralisation politique du socialisme supposant le maintien des deux Etats allemands, la population fut prompte à réclamer l'unification des deux Allemagnes sitôt le mur tombé. Si bien que deux moments se distinguent dans la lecture de la révolution de 1989 : la révolution d'automne, puis la révolution nationale. Lors de la première, les opposants étaient en phase avec les aspirations du reste de la population et jouèrent un rôle décisif dans le renversement du SED et de la Stasi. Ce premier mouvement rendait possible le second : celui de la révolution nationale de 1990. Il s'agissait alors de ce que l'historien Jarausch appela une „*Wende in der Wende*“, un tournant dans le tournant<sup>242</sup>, où l'opposition perdit sa signification politique<sup>243</sup>. Prise de court d'un côté par les aspirations de la population et de l'autre par les démarches du gouvernement Kohl pour hâter le processus de réunification, l'opposition est-allemande aurait ainsi vu ses desseins de démocratisation du socialisme sur le sol est-allemand lui échapper et perdu en quelque sorte sa raison d'être.

Plusieurs historiens<sup>244</sup> en ont alors déduit le caractère idéaliste de l'opposition, son incapacité à saisir et à répondre de manière pragmatique au désir du reste de la population d'accéder le plus rapidement possible à la liberté politique et à l'aisance économique que semblait garantir l'unification avec la RFA.

---

*Dissidenten zwischen Demokratie und Romantik*. Berlin, Jarausch, K. (1994). *The rush to German unity*. New York: Oxford)

Geisel et Jesse s'accordent dans l'ensemble sur le rejet ou la tabouisation de la Réunification pour l'opposition est allemande. Pour Jarausch, le but de la révolution était un renouvellement de la RDA.

<sup>241</sup> Neubert, E. (1998). p 882

<sup>242</sup> Jarausch, K. (1994).

<sup>243</sup> Neubert, E. (1998). p 31

<sup>244</sup> Cités par Neubert, E. (1998). p 26 : Klessmann qualifie les visées de l'opposition, jugée par ailleurs disparate, d'« illusoires », car chez eux, la question nationale fut à peine problématisée in Klessmann, (1991) ; Martin Jander souligne une trop forte proximité avec la SED : « L'opposition ne thématise pas sa propre relation à la nation et à la liberté eu égard à la responsabilité pour Auschwitz et les deux guerres mondiales », l'opposition selon lui évitait la question ou se trouvait alors largement en accord avec les positions de la SED in : Jander, M. (1996). *Formierung und Krise der DDR- Opposition: Die „Initiative für Unabhängige Gewerkschaften“ - Dissidenten zwischen Demokratie und Romantik*. Berlin: Akad.-Verl.

Récemment toutefois, Apelt, ancien membre du groupe d'opposition *Neues Forum*, dans sa thèse de doctorat, s'évertue à corriger cet antagonisme supposé entre population et opposition, à réinjecter une dose de « pragmatisme » dans les mobiles de l'opposition « idéaliste » et, ce faisant, à réinscrire pleinement la majorité des groupes d'opposition dans la « révolution nationale ». C'est moins par un désaccord de principe que pour des raisons tactiques qu'Apelt explique en effet la réserve de l'opposition à l'égard de l'unification. Assurer le succès des réformes du socialisme invitait à surfer le plus habilement possible sur la vague de perestroïka de Gorbatchev sans effaroucher le SED par des idées d'unification, tenues encore d'ailleurs pour chimériques, explique-t-il. Cette nouvelle lecture visant à réhabiliter l'opposition est-allemande en la réinscrivant dans ce qu'Apelt appelle la « révolution nationale » de 1990, contribue à repousser dans les marges (de l'insignifiance historique) les quelques « idéalistes » récalcitrants, crispés selon l'opinion d'Apelt, sur des positions intenable... Bref, les quelques indomptables qui, précisément, ont fait l'objet de ce chapitre.

Dans ce contexte, l'opposition, et notamment le réseau est-berlinois autour de la *Umweltbibliothek* perdait pied. Le mouvement citoyen les dépassait. Une multitude de groupes se formait alors, que certains choisirent de rejoindre : le *Neues Forum* (de la KvU), et surtout la *Vereinigte Linke*. La VL fut créée en avril 1990 dans les locaux de la KvU, dans la *Elisabethkirche*, à Berlin est. La VL n'était pas un parti mais un « mouvement de démocratie à la base » participant aux élections. Certains des membres de la UB et de la KvU, ainsi que d'autres groupes de l'entourage de la UB (Thomas Klein du groupe marxiste *Gegenstimmen*, Bernd Gehrcke etc.) rejoignirent pourtant ses rangs. Le mouvement rassemblait des acteurs d'horizons très hétérogènes, ainsi que des membres critiques du parti. La *Böhlener Plattform*, „Für eine Vereinigte Linke in der DDR“ qui fut son acte de naissance, fut publiée par les Ubl en septembre 1989. Un mois plus tard, la veille de la chute du mur, la VL se constituait. Elle aurait compté 1500 membres à la fin de l'année 1989. Dès décembre 1989, la plupart des nouveaux groupes et partis du mouvement citoyen s'asseyait aux « tables rondes » de négociation du gouvernement Modrow pour sauver la RDA du fiasco.

Pourtant, les acteurs de la UB et leur entourage, notamment la *Vereinigte Linke* (VL), continuèrent à défendre leur projet d'organisation du socialisme authentique sur le sol est-allemand. En cela, ces acteurs se situaient de plus en plus

clairement « à gauche » de l'opposition. À partir de l'été 1989, alors que les vagues de départs et les premières protestations contre les fraudes électorales communales de mai 1989 mettaient le régime en branle, les Ubl, qui servaient désormais l'intercommunication entre les groupes d'opposition, fusionnaient avec d'autres publications du réseau : les *Friedrichsfelder Feuermelder* du cercle pacifiste, *Friedenskreises Berlin-Friedrichsfelde* et le *Antifa Infoblatt* du groupe *Autonomen Antifa* de la *Kirche von Unten*, dans une nouvelle publication baptisée *telegraph*. Ce changement de nom devait inaugurer une publication plus régulière, à même de suivre l'accélération des événements. Le contenu du journal évolua, les brèves informant les lecteurs sur les confrontations, souvent violentes, entre police, Stasi et manifestants sur l'ensemble du territoire est-allemand se multipliaient. La rédaction imprimait également des lettres leur parvenant de plusieurs pays d'Europe, de l'Est et de l'Ouest. Ils publiaient enfin des entrefilets ou extraits d'articles, récupérés sous le manteau, sans pouvoir toujours en contrôler la provenance<sup>245</sup>. Début 1990, la UB quittait les locaux de l'Eglise de Sion.

Pour la plupart, les membres du réseau de la UB, la KvU, et les *Friedrichsfelde Feuermelder* refusèrent de « s'y compromettre ». Ils misèrent alors pleinement sur la mise en réseau de groupes anarchistes et autres groupes de la gauche indépendante<sup>246</sup>, en RDA, mais aussi avec des groupes ouest-allemands<sup>247</sup>. Ce qui témoignait à la fois de leur rejet complet du pouvoir et également du besoin pressant de sortir de leur isolement. En novembre 1989, ils avaient commencé à signer leurs papiers (« Tom Sello », « W. Rüddenklau »). En s'excluant du processus de réforme, l'entourage de la UB eut tôt fait de se marginaliser. Très vite, ils critiquèrent la tournure que prenaient les événements, attirèrent l'attention sur les slogans nationalistes pendant les manifestations « de la bouffe toute trouvée pour le journalisme revolver des médias de RDA et des arguments justifiant les attaques des

<sup>245</sup> Cf. février 1989, publie sans le savoir une interview de Deutschland Funk, „den wir gar nichts besonders mögen“ (que nous n'apprécions pas particulièrement).

<sup>246</sup> Lettre non publiée de la UB du 1.2.90 qui annonce la volonté de la bibliothèque de réunir tous les groupes anarchistes de RDA pour « faire connaissance » („Es soll dabei ums Kennenlernen, eine Bestandsaufnahme und Möglichkeiten der Zusammenarbeit gehen“), Matthias Domaschk Archiv, Berlin, Fonds *Umweltbibliothek*

<sup>247</sup> Compte rendu : „Vollversammlung Ost und West Berliner AnarchistInnen, zum 25 Februar 1990“ selon lequel une trentaine de personnes participèrent de l'Est et de l'Ouest, dont des anarchistes ouest-allemands de Graswurzelrevolution, et des anarcho syndicalistes de la FAU (Freie Arbeiterinnen und Arbeiter Union) Matthias Domaschk Archiv, Berlin, Fonds *Umweltbibliothek*

organes de l'Etat<sup>248</sup> ». « La gauche doit éviter que des fascistes et des petits bourgeois sortent de leurs trous et s'éclatent dans nos manif<sup>249</sup> ».

Le 18 Mars 1990, lors des élections de la *Volkskammer* est-allemande, l'Alliance pour l'Allemagne, sous la férule de la CDU, remportait la majorité des suffrages. Le 1<sup>er</sup> juillet 1990, l'union monétaire et économique – c'est-à-dire l'introduction du Deutsche Mark ouest-allemand<sup>250</sup> – sonna le glas de tous les espoirs d'un projet alternatif pour le socialisme sur le territoire est-allemand. La dimension morale de leur identité politique s'affirma de plus en plus nettement, non plus seulement vis-à-vis du SED, mais aussi vis-à-vis du reste de l'opposition et de la population. Plusieurs historiens ont donné de l'opposition et plus particulièrement des dissidents de la UB l'idée qu'ils avaient une auto perception élitiste d'eux-mêmes, entretenant le sentiment d'une supériorité vis-à-vis du reste de la population<sup>251</sup>. Sans partager nécessairement ce jugement de valeur, il faut bien reconnaître que les acteurs de la UB avaient déjà conçu une déception amère à l'endroit de la population, dont ils semblaient avoir méconnu les aspirations.

#### IV. Conclusion

Quelque chose comme une identité politique propre affleurait dans ce réseau est-berlinois des groupes autour de la UB : une identité mêlant d'un côté des repères empruntés à la gauche radicale occidentale – vocabulaire antiautoritaire « émancipation individuelle », anticonformisme –, de l'autre, une communauté de discours proprement est-allemande, c'est-à-dire un espace de communication où les interlocuteurs partageaient des références communes, étaient unis par un sentiment d'appartenance commun. Cette identité tournait autour des valeurs de démocratie directe et de socialisme véritable, mais aussi de sensibilité aux mouvements sociaux et à la gauche ouest-allemande. Elle n'était pas fort différente dans sa formulation du

---

<sup>248</sup> „ein gefundenes Fressen für den Revolverjournalismus der DDR Medien, sowie Rechtfertigungsargumente für die Übergriffe der Staatsorgane“ in Erklärung von Mitarbeitern der *Antifa* Gruppe der Kirche von Unten zur geplanten Demo am 4.11.1989, in *telegraph*, 27.10. 1989

<sup>249</sup> „Linke müssen verhindern, dass sich Faschisten und Spießbürger, die jetzt aus ihren Löchern kriechen, auf unseren Demos austoben“ in *telegraph*, 4.11.1989

<sup>250</sup> Les entreprises est-allemandes s'effondrèrent, elles ne pouvaient pas payer en marks leurs dettes, leurs employés. Les licenciements furent massifs.

<sup>251</sup> Neubert, E. (1998). op.cit.; Pollack, D. (1990). op.cit. p 153

reste de l'opposition est-allemande. Elle se nourrissait ainsi d'une rhétorique qui s'était développée notamment dans le cadre des mouvements pacifiste et écologiste des années 1980, et faisait du capitalisme un repoussoir aussi fort que le socialisme d'Etat « staliniste ». Elle se nourrissait aussi des déplacements, d'ordre idéologique et moral, d'une expérience de la dissidence mais afin de mieux réinvestir l'idéal du socialisme dévoyé par le régime.

Ce n'est qu'à l'approche de 1989 que les contours de cette « gauche de l'opposition » se précisèrent véritablement. Contrairement au reste de l'opposition, les acteurs de la UB crurent jusqu'au bout réellement au socialisme. Leur double langage, interprété notamment par les *Ausreiser*, les candidats au départ vers la RFA, comme un gage purement formel donné à la censure est-allemande, ne l'était que jusqu'à un certain point. Ce n'est qu'à partir de leur expérience d'opposants, notamment à partir de la fin de 1986 que l'on peut comprendre l'amertume qu'ils conçurent à l'égard du peuple est-allemand. Ils entamèrent alors leur dérive loin des autres groupes de l'opposition aux inspirations plus libérales, c'est-à-dire problématisant avant tout le manque de libertés politiques et individuelles (l'IFM), et – hormis avec la *Vereinigte Linke* – loin des réseaux du mouvement citoyen qui se formèrent à l'automne 1989. Les candidats au départ devenaient aux yeux de la « gauche de l'opposition » des démissionnaires, voire des traîtres qui renonçaient à réformer le socialisme en RDA. La gauche de l'opposition est-allemande persistait dans ses convictions et ce faisant passait presque à côté du mouvement social. Une poignée de semaines avant la chute du mur, ces ambitions politiques hétérogènes de l'opposition étaient encore intimement mêlées dans la volonté commune – dans le cadre de ce qui était dit et pouvait être dit dans cet espace de communication est-allemand – de démocratiser le socialisme. Leur conviction finit en quelque sorte par les marginaliser, à l'inverse d'autres acteurs de l'opposition qui furent plus prompts à prendre le tournant historique de 1989/90. Pour ces quelques acteurs qui s'intéressèrent ensuite à la gauche radicale ouest-allemande, 1989/90 était avant tout l'expérience d'un échec.

Il importait désormais de redéfinir une identité politique dans cette Allemagne réunifiée. Ils adoptèrent l'attribut de « gauche », étranger à la réalité est-allemande, sans conviction toutefois : « politiquement nous sommes restés ce que nous avons toujours été : pour la démocratie directe, contre toute forme de parti ou d'autorité, qu'elle s'appelle SED, PDS, SPD, CDU, RDA, RFA. Une telle attitude se définit

maintenant comme ‘de gauche’. Nous acceptons dans la nécessité cette dénomination floue mais préférons nos propres contenus. Aussi nous ne nous adressons pas à une scène exclusive et protégée mais nous avons la prétention de nous adresser à un large public<sup>252</sup>».

Après cette série de ruptures, politique, biographique, existentielle, que signifiait la réunification, ils cherchèrent bien dans la gauche radicale les attributs d’une forme de continuité identitaire. Après les élections de mars 1990, le groupe de la VL déclarait : « pour nous, les choses n’ont pas beaucoup changé. Nous sommes là où nous étions, nous sommes, ce que nous étions, c’est à dire des vers. Dans l’estomac de l’Etat<sup>253</sup> ». Alors que tout changeait, pour ces anciens opposants, ils développèrent une rhétorique de la stabilité, source de leur aplomb, de leur légitimité à défier le prince, qui certes n’était plus le même mais qui dans le fond représentait une forme identique de domination et les rejetait de nouveau dans la marginalité.

---

<sup>252</sup> „Politisch sind wir geblieben, was wir immer waren, basisdemokratisch und misstrauisch gegenüber jeder Art von Partei und Obrigkeit, ob sie nun SED, PDS, SPD, DSU, DDR, BRD oder sonst wie abgekürzt wird. Eine solche Haltung wird mittlerweile als ‚links‘ bezeichnet. Wir akzeptieren diese schwammige Benennung zur Not, aber verweisen stattdessen lieber auf unsere Inhalte. Dementsprechend wenden wir uns nicht an eine irgendwie geartete exklusive Szene, sondern haben den Anspruch, einem breiten Publikum verständlich zu sein.“ in *telegraph*, 15.3.1990

<sup>253</sup> „Für uns hat sich nicht viel geändert; Wir sind da, wo wir waren. Wir sind, was wir waren, nämlich Reißzwecken. Im Magen des Staates. Für uns ist egal, ob sich die CDU oder die SPD die meisten Stimmen erkaufte hat.“ in *Vereinigte Linke*, Appel 30 Mars 1990





## **Deuxième Partie**

La nation comme expérience après 1990 : gauche de l'Est et gauche de l'Ouest, histoire d'une non-rencontre (1990 – 1995)



## Chapitre III

---

### „*Nie wieder Deutschland*“, les gauches radicales à l'Est et à l'Ouest, face à la Réunification (1989-1990)

« 10.000 personnes défilaient depuis la place de l'opéra, une fois encore dans l'air pollué d'ozone de la fiction politique la plus pure – comme un mime singulier des mouvements de masse les plus importants de ce siècle. Tous les courants et les partis, l'ensemble des confessions et des fractions, les internationales et les totalités, toutes autant qu'elles étaient, étaient présentes comme dans un grand défilé de carnaval. Un bloc de la *FDJ* en authentiques chemises bleues ornées du soleil levant. Un cortège de *Schalmei*<sup>254</sup> asthmatiques poussant des tonalités stridentes. En plein milieu, un chariot exhibait le globe terrestre, sur lequel Lénine, une fois encore, en grand prolétaire à casquette se dressait avec son balai pour délivrer le globe de toute la lie des exploitants. On nous montra bien sûr une fois encore les ennemis universels de l'Humanité. [...] Puis des chansons sourdes de *Heavy metal* [s'élevèrent]. Le *black block* approchait, [défilant] pour l'amour et l'autonomie. Ou « la force par la joie »<sup>255</sup>. En tout cas avec un sens assuré de la symbolique : cuir noir et drapeaux à têtes de mort, rangers et cagoules noires. [...] ALLEMAGNE CREVE ! A pas traînants, stimulé par les lumières bleues [des voitures de police] agissant comme une drogue, [le cortège] avançait vers la prochaine, ou l'ultime, bataille, cette fois, sur le Römerberg. **Ce qui défilait là d'opposants, c'était notre décennie rouge, notre histoire, notre biographie collective. [...] 'Nous', le gros des activistes de la décennie rouge.**<sup>256</sup> »

---

<sup>254</sup> Instrument à vent, composé de plusieurs cornes, appelé également *Martinstrompete*, et joué souvent dans des fanfares ouvrières, mais surtout lors de la commémoration annuelle de la mort de Liebknecht et Luxemburg, commémoration institutionnalisée par le régime est-allemand

<sup>255</sup> Le mouvement appelé *Kraft durch Freude* (*La force par la joie*) était une organisation de loisirs pour les travailleurs sous le régime National socialiste.

<sup>256</sup> Koenen, G. (2001) op.cit. p 498,499. „10.000 marschierten vom Opernplatz ab, noch einmal in der berausenden Ozonluft der pursten politischen Fiktion – wie eine einzige Mimikry der mächtigsten Massenbewegung dieses Jahrhunderts. Alle Strömungen und Parteien, sämtliche Konfessionen und Fraktionen, Internationalen und Totalitäten, die es jemals gegeben hatte, waren wie in einem großen Fastnachtsumzug zu besichtigen. Ein FDJ Block in originalen Blauhemden mit aufgehender Sonne. Ein Schalmeienzug mit asthmatisch schrillumem Getöse. Mittendrin ein Wagen mit der großen Weltkugel, auf der tatsächlich noch einmal Lenin als der große Prolet mit der Schlägermütze stand und mit dem Besen

Ainsi s'achève la « biographie collective » parue en 2002, que l'ancien membre d'un *K Gruppe* maoïste, Gerd Koenen, consacra à la « décennie rouge », c'est-à-dire à la période 1967-1977 marquée par une forte mobilisation de la Nouvelle gauche ouest-allemande et les attentats des groupes de guérilla urbaine, dont la Fraction Armée Rouge. C'est ainsi que l'auteur présente la synchrétique manifestation d'opposition à la Réunification „*Nie wieder Deutschland*“, le 12 Mai 1990, comme l'ultime mobilisation de masse de la génération militante de la Nouvelle gauche, qui devait s'ensuivre d'un net recul des mobilisations sociales dans les années qui suivirent. Il est frappant de noter que le mobile de la manifestation : l'opposition à la Réunification à venir, passe finalement au second plan dans sa description rétrospective. De la même façon, le cortège de chemises de la FDJ est-allemande et de *Schalmei* – instruments à vent typique des cortèges commémoratifs en RDA<sup>257</sup> – sont tout à fait intégrés dans ce qui demeure une manifestation typiquement ouest-allemande. A le lire en effet, on a le sentiment qu'il s'agissait pour lui d'une mobilisation sans mobile, monté sur les ressorts discursifs des (anciens) Nouveaux Mouvements Sociaux ouest-allemands. Il s'agissait en quelque sorte de l'ultime baroud d'honneur de la génération de la Nouvelle gauche, dans tout l'éclectisme qui la caractérisait. Aucun des éléments de ces mobilisations œcuméniques ne manquait au tableau : des groupes de la gauche traditionnelle que la Nouvelle gauche avait enfantés<sup>258</sup> aux groupes de la gauche dite « non dogmatique » en passant par les autonomes, de l'effigie de Lénine à la célébration de l'autonomie et de l'amour (!), sans oublier les incontournables véhicules de la police, braquant leurs phares bleutés sur le cortège. Rien que de très ordinaire, en somme.

---

den Globus von allem Ausbeutergeschmeiß rein fegte. Uns natürlich wurden die universellen Menschheitsfeinde noch einmal vorgeführt. [...]Dann dumpfe Heavy-metal Gesänge. Es nahte der Schwarze Block für Liebe und Autonomie. Oder Kraft durch Freude. Jedenfalls mit einem sicheren Gefühl für Symbolik: schwarzes Leder und Totenkopffahne, Schnürstiefel und Hasskappen. [...] DEUTSCHLAND VERRECKE! Mit schleifendem Landsknechtsschritt, von der Blaulichtdroge beflügelt, ging es einer nächsten oder letzten Schlacht entgegen, diesmal am Römerberg. **Was da als Widergänger vorbeizog, war unser rotes Jahrzehnt, unsere Geschichte, unsere kollektive Biographie. [...] „wir“, das Gros der Aktivisten des roten Jahrzehnts.**“

<sup>257</sup> Notamment lors du défilé annuel et très ritualisé de commémoration à Luxembourg et Liebknecht en RDA (cf. Chapitre II).

<sup>258</sup> Groupes K réapparus lors du tournant prolétarien des années 1970. Cf. Chapitre I.

Sous la plume de Koenen, ce baroud d'honneur de la gauche radicale ouest-allemande prend pourtant une note baroque et finalement grotesque : il parle de « carnaval », comme si la manifestation était fondamentalement déplacée<sup>259</sup>. Plusieurs acteurs de la gauche radicale ont reconnu rétrospectivement leur désarroi face aux désirs de Réunification scandés par la population est-allemande, désirs qu'ils n'avaient guère anticipés. Le glissement de la formule « *Wir sind das Volk* » - le peuple au sens de peuple souverain (Demos) – en « *Wir sind ein Volk* » – un peuple au sens d'unité nationale entre citoyens est- et ouest-allemands (Ethnos), – cristallisait ce qu'ils interprétaient comme une sinistre dérive nationaliste, allant dans le sens inverse de l'émancipation sociale. En ce sens, la description rétrospective de Koenen saisissait, cruellement, ce décalage entre la manifestation *Nie wieder Deutschland*, de la gauche radicale ouest-allemande déphasée et le mouvement social est-allemand précédant la Réunification.

Pourquoi Koenen, auteur d'un livre sur la « décennie rouge » et lui-même ancien acteur de la Nouvelle gauche ouest-allemande, ne retenait-il de la Réunification que la manifestation *Nie wieder Deutschland* ? S'agissait-il là de l'attitude symptomatique de la gauche radicale ouest-allemande face à la Réunification ? Sous quel angle l'unification des deux Allemagne fut-elle appréhendée dans le milieu ? Et qu'en était-il de la « reconnaissance » ou non d'alliés politiques à l'Est ? Le présent chapitre se propose de répondre à ces questions, de comprendre quel impact la position *Nie wieder Deutschland* de la gauche ouest-allemande eut sur les dynamiques de la scène de gauche radicale, à l'Ouest et à l'Est, dans le contexte de la chute du mur et de la Réunification. La première partie considère les différentes positions de la gauche radicale ouest-allemande, tandis que la seconde s'attache à montrer leur évolution dans la perspective de la Réunification.

---

<sup>259</sup> L'auteur ridiculise peut être implicitement la gauche *Sponti* dont les modes d'action collective comportaient aussi un aspect carnavalesque.

## I. Le milieu éclaté de la gauche radicale ouest-allemande en 1989

La manifestation du 12 Mai 1990 fut organisée par un réseau mis en place une année plus tôt, le réseau de la *Radikale Linke*. Ce réseau devait son existence à la géographie propre de la gauche radicale ouest-allemande : il avait été créé au printemps 1989 alors que le mur n'était pas encore tombé et que la Réunification n'était guère à l'ordre du jour. Au sein de ce réseau, la presque totalité des groupes du spectre de la gauche radicale ouest-allemande prit la parole en 1989 et 1990. Certains groupes adhèrent au projet de la RL, d'autres le désavouèrent. La RL fut le théâtre des débats où s'exprimèrent les rivalités et les désaccords entre les courants de la gauche radicale ouest-allemande au moment de la chute du mur et de la Réunification : il se présente comme une fenêtre s'ouvrant sur la scène de gauche radicale ouest-allemande de cette époque.

### 1. Le cercle initial de la *Radikale Linke* (RL)

En avril 1989, la *Tageszeitung*, quotidien berlinois proche du parti vert annonçait le « Nouveau départ des gauches radicales »<sup>260</sup>. Elle rapportait les premières rencontres officielles à Hambourg, des dissidents de la GAL, *Grüne Alternative Liste* : liste électorale alternative résultant de la fusion, en 1984, de la Liste Alternative de Hambourg (fondée en 1981) et de l'antenne locale du parti Vert. *Die Grünen* présentaient encore cette nature originelle hybride entre mouvement social – le parti était le produit direct du mouvement pacifiste – et formation partisane. Les listes alternatives électorales de RFA nouaient des alliances avec *Die Grünen*, accueillaient différents acteurs de la gauche radicale et alternative et représentaient une interface entre arènes parlementaire et extraparlamentaire. Bien que présentes dans presque tous les parlements locaux de RFA, les *Landtage*, dès le début des années 1980, les listes alternatives étaient souvent suspectées « d'extrémisme », de « communisme » par les autorités qui leur reprochaient leur caractère « anticonstitutionnel »<sup>261</sup>. C'est au sein de la GAL de Hambourg que naquit l'idée d'une mise en réseau des courants de la gauche radicale. La GAL était surtout

<sup>260</sup> „Neuer Aufbruch der radikalen Linken“, *Die Tageszeitung*, 19.4.1989

<sup>261</sup> „Verfassungsfeindlichkeit“

dominée par des anciens membres de l’organisation maoïste, *Kommunistischer Bund* (KB), dont l’ancrage dans la ville hanséatique était particulièrement important. Le KB avait fourni au parti Vert plusieurs de ses membres *Fundis*, c'est-à-dire attachés aux fondements du mouvement pacifiste et écologiste, et moins disposés aux compromis politiques que les *Realos* qui souhaitaient voir évoluer le parti en formation parlementaire « respectable », en éventuel partenaire de coalition.

Mais au jeune parti Vert, l’unique parti à gauche du SPD, l’écroulement progressif des *Fundis* depuis le milieu des années 1980, assurait la domination progressive des *Realos*. Les liens entre *Die Grünen* et la scène de gauche radicale devinrent de plus en plus conflictuels. C’est dans ce contexte que deux acteurs *Fundis* de la GAL, Trampert et Ebermann, lancèrent le projet de la RL<sup>262</sup>. Leur ambition initiale était « d’organiser une grande vague de départs au parti Vert et de fonder à partir de là une ‘gauche radicale’<sup>263</sup> ». Le « rassemblement souple » qu’ils appelaient de leurs vœux devait former un contrepoint à « l’intégration » et à la « social-démocratisation » de *Die Grünen*. Tantôt qualifiés de « figures de proue de la gauche »<sup>264</sup>, ou d’« éloquent carrousel »<sup>265</sup>, ces deux militants avaient conquis une forme de notoriété, du moins dans la scène de gauche radicale, par leur statut de renégats au sein du parti Vert. Seuls les groupes autonomes et quelques groupes de la gauche dite « non dogmatique », nourrissaient à leur égard une réelle antipathie, à cause de leur parcours militant dans un groupe K « dogmatique » : le *Kommunistischer Bund* maoïste, puis au parti Vert. Dès l’été 1990, quarante des membres de la GAL suivirent Trampert<sup>266</sup> et Ebermann<sup>267</sup>, et vinrent grossir les rangs de la RL nouvellement fondée.

---

<sup>262</sup> *Die Tageszeitung*, 04.04.1990

<sup>263</sup> Interview de Rainer Trampert, in *Die Tageszeitung*, 9.4.1990

<sup>264</sup> *Die Tageszeitung*, 9.4.1990. „Die linken Gallionsfiguren Ebermann und Trampert verlassen die Grünen, um das Potential gegen den Weltkapitalismus zu sammeln“

<sup>265</sup> „das eloquente Trabergespann“, Koenen, G. (2001). op.cit., p 308

<sup>266</sup> Rainer Trampert, né en 1946 fut politisé au sein du mouvement étudiant. De 1974 à 1979, il fut membre du KB et écrivit régulièrement pour son organe, *Arbeiterkampf*. Il rejoignit le parti vert en 1979. Membre de la GAL, il occupa la fonction de porte-parole du parti au niveau fédéral de 1982 à 1987. C’est en Avril 1990 qu’il quitta officiellement le parti in Steffen, (2002). op.cit. p 259

<sup>267</sup> Thomas Ebermann, né en 1951 adhéra lui aussi au KB en 1980. Il participa également à la fondation du parti Vert, dont il fut député de 1982 à 1988. Ibid. p 251

Trampert et Ebermann, faisant preuve d'une aisance certaine en matière de communication politique, firent alors appel à une trentaine d'activistes de la gauche radicale et de la presse alternative et d'intellectuels d'horizons militants différents – trotskistes, féministes, écologistes, syndicalistes, autonomes et dont le renom dépassait parfois le milieu strict de la gauche radicale ouest-allemande<sup>268</sup>. Malgré la présence d'éléments plus jeunes, la plupart d'entre eux étaient nés après guerre et furent politisés dans les années 1970. Aussi étaient-ils liés par des expériences militantes communes – notamment au sein des mouvements écologiste et pacifiste –, parfois par des réseaux communs et étaient familiers des différentes cultures politiques du milieu, tant « antiautoritaires » que plus « traditionnelles ». Il s'agissait bien en quelque sorte de la génération de la Nouvelle gauche évoquée par Koenen dans sa description de la manifestation du 12 mai 1990 (cf. Citation qui ouvre le chapitre).

Les initiateurs insistaient bien sur l'ouverture aux divers courants de la gauche non parlementaire, orthodoxe et antiautoritaire, dont ils prétendaient vouloir valoriser les apports respectifs<sup>269</sup>. A cette époque, le milieu extraparlémentaire de la gauche radicale ouest-allemande était lui-même en proie à de nouvelles scissions et tentatives de reconfigurations. L'hétérogénéité et les rivalités intestines qui déchiraient la scène ne pouvaient que rendre malaisée toute tentative de mise en réseau. D'autant que les cultures antiautoritaire et autonome, bien représentées dans le milieu, se dressaient contre toute forme de structure organisationnelle, aussi souple soit-elle, enfrenant la liberté individuelle. L'appel à la formation d'un rassemblement, la « *Radikale Linke* » (RL), ne fit pas exception à la règle. Il s'agissait pour ce noyau de leaders de la RL de faire une place à chacun tout en définissant un « commun » et en précisant les contours de la RL vers l'extérieur. Les appels au rassemblement, relayés par la presse alternative de la gauche radicale (*Arbeiterkampf*, organe de l'association maoïste *Kommunistischer Bund, konkret*), alternative (*Tageszeitung*) et autonome (*radikal, Interim*) eurent un écho croissant. Si bien que les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1989, plus d'une centaine de participants se réunirent à

---

<sup>268</sup> Entre autres, l'opéraïste et inspirateur d'une partie du mouvement autonome, K.H. Roth, le syndicaliste trotskiste, J. Moneta, le trotskiste, cadre du Vereinigte Sozialistische Partei (VSP), W. Wolf, la sociologue féministe Regina Michalik ou encore le professeur G. Fühlberth, faisant partie des « rénovateurs » du Deutsche Kommunistische Partei (DKP).

<sup>269</sup> in Protokoll zum Treffen der „Radikalen Linken“ am 1. und 2. Juli 1989 in Frankfurt/Main. a.M. in Kongress der Radikalen Linken: (1990) *Reden und Diskussionsbeiträge zum Kongress an Pfingsten 1990 und auf der Demo „Nie wieder Deutschland“ am 12.5.1990 in Frankfurt am Main, Köln*



Francfort. À l'issue de plusieurs heures, l'assemblée se mit d'accord sur un objectif commun, dont la formulation restait particulièrement vague pour que chacun s'y reconnaisse : « Le but commun demeure : un bouleversement du système social actuel pour une société sans domination<sup>270</sup> » : un programme politique particulièrement vaporeux, dénué de toute orientation claire.

À l'été et à l'automne 1989, juste avant la chute du mur, la RL se développait alors que la RDA était en pleine crise : le mouvement social est-allemand prenait de l'ampleur, les plateformes de l'opposition se multipliaient. Aucune trace cependant d'une quelconque attention à ce qui se passait de l'autre côté du mur dans leurs discussions. Les événements de RDA laissaient manifestement les acteurs ouest-allemands de la *Radikale Linke* de marbre. La chute du mur de Berlin le 9 novembre ne bouleversa pas l'ordre du jour des rencontres de la RL, qui restait rivée sur la réalité ouest-allemande. Pourtant l'effervescence redoublait en RDA. Pendant quelques mois, les voies du possible – et notamment d'une « troisième voie » – étaient encore ouvertes. Les réseaux de l'opposition négociaient avec le SED aux « tables rondes » pour trouver une issue à la crise.

## **2. Le désintérêt de la RL pour le « tourisme révolutionnaire » en RDA**

La minorité du KB, et la RL, n'ayant pas encore renoncé au maintien des deux Etats, condamnaient ces démarches. Pour eux, chercher à nouer des liens avec les militants est-allemands, même opposés à la Réunification et à ses conséquences, était une manière d'anticiper l'Etat „gesamtdeutsch“. En juillet 1989 déjà, la question de l'éventualité de prises de contact avec les groupes de l'opposition de gauche est-allemande avait été soulevée. Mais « faute de temps et aussi à cause du match de la coupe du monde » (!)<sup>271</sup>, la question ne put pas être réellement débattue.

---

<sup>270</sup> „[...]ist das gemeinsame Ziel geblieben: Eine Umwälzung der gesellschaftlichen Verhältnisse hier zu einer herrschaftsfreien Gesellschaft.“ In Protokoll zum Treffen der „Radikalen Linken“ am 1. und 2. Juli 1989 in Frankfurt/Main, In Reader Kongress der Radikalen Linken (1990). op.cit.

<sup>271</sup> Cf. Reader *Nie wieder Deutschland* (1990). *Dokumentation zur Demonstration; Presserklärungen, Agenturmeldungen, Presse, Leserbrief, Redebeiträge zur Demonstration „Nie Wieder Deutschland“* am 12. Mai 1990 in Frankfurt am Main. Frankfurt a.M., p 24

En marge de la RL, quelques acteurs ouest-allemands cherchèrent pourtant à établir des contacts avec certains groupes de l'opposition. Certains acteurs du VSP (*Vereinigte Sozialistische Partei*) qui rassemblait anciens militants maoïstes et trotskistes<sup>272</sup>, des groupes autonomes du quartier ouest-berlinois de Kreuzberg, quelques groupuscules anarchistes (de la publication *Graswurzelrevolution*) et anarcho-syndicaliste (*Frei Arbeiterinnen und Arbeiter Union-FAU*) allèrent faire en RDA du « tourisme révolutionnaire », comme les contemporains le dirent ironiquement. Le groupe suscitant le plus d'intérêt était la *Vereinigte Linke* (VL), apparue à Berlin un mois avant la chute du mur dans les locaux de la paroisse évangélique Sainte Elisabeth, là où était hébergée le groupe *antifa* punk de dissidents, la *Kirche von Unten* (cf. Chapitre II). Il s'agissait d'un groupe de la gauche de l'opposition est-allemande, représentant plusieurs courants d'inspirations socialiste, conseilliste, anarchiste de l'opposition.

Hormis ces quelques groupes ouest-allemands s'intéressant à la « gauche de l'opposition est-allemande », le reste de la gauche ouest-allemande observait une attitude très réservée. *Die Tageszeitung*, quotidien proche de *Die Grünen*, et *Arbeiterkampf*, l'organe de l'organisation maoïste KB, à Hambourg, délèguèrent des correspondants à Berlin-Est qui s'en tinrent à un rôle d'observation. Les deux quotidiens, proches des cercles de la RL, brossèrent des tableaux distanciés et volontiers ironiques des rencontres entre la VL et les quelques visiteurs trotskistes et autonomes de l'Ouest. La *taz* rapportait ainsi l'attitude conquérante des militants trotskistes ouest-allemands<sup>273</sup>, qui imposaient leurs vues dans les discussions de l'opposition est-allemande et ne semblaient guère s'intéresser aux opinions de celle-ci. « Vous ne pourriez pas être un peu solidaires et vous mettre en retrait afin que nous puissions discuter entre nous? »<sup>274</sup>, aurait protesté l'une des membres de la VL. Le rédacteur de la *taz* ironisait sur « la demi douzaine de trotskistes voulant montrer

---

<sup>272</sup> Le VSP (*Vereinigte Sozialistische Partei*) résultait de la fusion du GIM *Gruppe Internationaler Marxisten* fusionna en 1986 avec le KPD/ML maoïste. Le GIM était favorable à une démocratie de conseils, se signalait par un fort engagement tiers-mondiste, tout en critiquant les tendances nationalistes des mouvements d'émancipation du sud. (Le groupe faisait partie des rares groupes de RFA défendant des positions claires contre le stalinisme) cf Gellrich, G., *Die GIM. (1999). Zur Politik und Geschichte der Gruppe Internationaler Marxisten 1969-1986*. Köln

<sup>273</sup> *Wiedervereiniger von links, die VL und der westliche Revolutionstourismus* in *Die Tageszeitung*, 27.11.1989

<sup>274</sup> „Könnt ihr nicht einmal solidarisch sein und zurücktreten, damit wir unter uns diskutieren können?“ bat eine Frau vom Organisationsbüro genervt bis verzweifelt einen Neuankömmling aus dem Westen.“, in *Links ja, aber noch nicht vereinigt*, in *Die Tageszeitung*, 28.11.1989

en deux minutes [à la VL] où se trouvait le chemin vers la classe ouvrière ». Le journal *Arbeiterkampf* proche du KB de Hambourg, rapportait également l’omniprésence de tracts trotskistes lors de la manifestation, parlait de « donneurs de leçons » et de comportements « colonialistes de gauche »<sup>275</sup>.

Ces tracts trotskistes ouest-allemands, expliquaient les rédacteurs, concernaient avant tout le problème de l’extrême droite. C’est dans le cadre du groupe de travail sur les étrangers (*Ausländerplenum*) prévu par les organisateurs est-allemands de la rencontre, que ces visiteurs de l’Ouest firent le plus de bruit<sup>276</sup>. Le parti d’extrême droite progressait en effet en RFA, tandis que la scène néonazie se développait en RDA. Des autres propositions programmatiques des visiteurs trotskistes ouest-allemands, il n’est question ni dans les articles de la *taz*, ni dans ceux du journal *Arbeiterkampf*.

D’autres rencontres eurent lieu entre acteurs de l’Est et de l’Ouest. Et le comité étudiant de l’université Libre de Berlin-ouest se montrait particulièrement dynamique à cet égard<sup>277</sup>, en organisant une série de rencontres au mois de février 1990 pour favoriser « une collaboration internationale contre une recapitalisation de la RDA ». Les groupes invités par le comité étudiant étaient à la fois des groupes de l’opposition (*Die Nelken*, groupe marxiste fondé à Berlin est en janvier 1990 et proche de la VL), des groupes autonomes est-allemands (*Revolutionärer autonomer Jugendverband*), des groupes féministes (*Frauenverband Lila Offensive*), mais aussi des acteurs de l’ancien establishment communiste, membres du PDS notamment.

Les étudiants de la FU semblaient tâter le terrain, évaluer les différents alliés politiques potentiels avec lesquels unir leurs forces contre le processus de Réunification. Tandis que les groupes ouest-allemands qui manifestèrent de l’intérêt pour la gauche de l’opposition est-allemande, se situaient à l’autre pôle de la gauche radicale ouest-allemande : parmi des groupes trotskistes, quelques groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes et des acteurs autonomes, c’est-à-dire parmi des

---

<sup>275</sup> „Anreihung links kolonialistischer Belehrungen“ in *Arbeiterkampf*, 11.12.1989

<sup>276</sup> „Was will die VL?“ In Konferenz Reader, 1.DDR weites Arbeitstreffen der Initiative VL, 25 26 nov 89, pp 58 - 63, in Archives de l’opposition est-allemande, IISG, Amsterdam

<sup>277</sup> „Veranstaltungsreihe, Der AstA FU stellt vor: Die DDR Linke“, tract des Archives de l’opposition est-allemande, IISG, Amsterdam

groupes dont le rejet du socialisme réel était ancien et constitutif de leur identité politique. En revanche, autour de la RL, du KB maoïste et de la *Tageszeitung*, on observait avec distance et circonspection l'effervescence est-allemande et on ne misait guère encore, à l'inverse de ces quelques acteurs trotskistes ouest-allemands brocardés comme « touristes révolutionnaires » dans la *Tageszeitung*, sur quelque rapprochement que ce soit avec les acteurs de la gauche de l'opposition est-allemande.

## II. „Nie wieder Deutschland“: le mot d'ordre de la Radikale Linke

Les élections de la *Volkskammer*, en mars 1990, furent un échec cuisant pour la gauche de l'opposition. La VL qui s'était alliée à d'autres groupes socialistes favorables à la réforme démocratique d'une RDA socialiste, dont le groupe marxiste est-berlinois, *Die Nelken*, sur une liste électorale commune. Celle-ci obtint à peine 0,18% des voix, ce qui équivalait à un seul siège de député. Le programme de cette liste consistait en matière de politique intérieure en l'établissement d'une « démocratie conseilliste » et autogérée. En matière de politique extérieure, il prévoyait la démilitarisation, dans la lignée du mouvement pacifiste qui avait constitué le cadre essentiel de politisation de ses membres. Mais ces perspectives de troisième voie en RDA furent très vite étouffées. Dès la fin novembre 1989, le chancelier Kohl avait présenté son programme en 10 points, prévoyant une confédération entre RDA et RFA, car l'unité ne pouvait encore être envisagée hors du cadre d'une unité européenne. A peine deux mois après les élections de la *Volkskammer*, en juin 1990, l'unité économique et monétaire des deux Allemagne était réalisée. Dès lors l'unification était inéluctable. Le 31 août le traité de l'unité était signé. Tandis que douze jours plus tard, le traité « 2+4 » entérinait le retrait progressif des troupes alliées, présentes sur le sol de RFA et de RDA depuis 1945 qui allait rendre à l'Allemagne sa pleine souveraineté.

## 1. L'espace public ouest-allemand : les réserves de la Nouvelle gauche quant à la Réunification

À la liesse populaire est-allemande relayée par la dextérité politique du gouvernement ouest-allemand à mener le processus de Réunification, répondait toutefois une extrême polarisation de l'espace public ouest-allemand. Hormis la CDU/CSU et le FDP, où le ralliement au projet d'unification fut prompt et unanime, la gauche parlementaire réagissait par une extrême réserve. Au SPD et chez les Verts, qui se trouvaient du reste dans l'opposition au gouvernement Kohl, les avis restèrent partagés. Malgré le programme de Godesberg de 1959 où le but de l'unité étatique de tous les Allemands avait été affirmé, le parti social démocrate avait depuis pratiqué une *Ostpolitik* de reconnaissance de la RDA et de collaboration avec le SED, prenant acte de la division allemande<sup>278</sup>. Même si une aile des sociaux démocrates, fut rapidement favorable à l'unité, le terme même de « Réunification » demeurait aux yeux de la majorité du parti un mot « réactionnaire » voire « dangereux » (comme l'affirmait Gerhard Schröder, alors chef de fraction en Basse-Saxe). Cette hostilité à la Réunification reposait avant tout sur l'histoire allemande. Elle peut être résumée par les propos de l'écrivain Günter Grass, lui-même membre du SPD : « Quiconque pense aujourd'hui l'Allemagne et cherche des réponses à la question allemande, doit penser aussi Auschwitz. Le lieu de l'horreur, modèle du traumatisme toujours vivace, exclut à l'avenir tout Etat allemand unifié<sup>279</sup> ». Pour Peter Glotz, cadre du SPD, la nation allemande était le contraire de la liberté et de la démocratie, puisque les démocrates allemands risquaient toujours de devenir nationalistes<sup>280</sup>. L'opposition à la Réunification prenait même parfois des accents anti-coloniaux jusque dans la gauche sociale-démocrate : le futur candidat du SPD à

---

<sup>278</sup> Rödder, A. (2009). *Deutschland einig Vaterland: die Geschichte der Wiedervereinigung*. München, p 169

<sup>279</sup> „Wer gegenwärtig über Deutschland nachdenkt und Antworten auf die deutsche Frage sucht, muß Auschwitz mitdenken. Der Ort des Schreckens, als Beispiel genannt für das bleibende Trauma, schließt einen zukünftigen deutschen Einheitsstaat“ in Günter Grass, *Kurze Rede eines vaterlandslosen Gesellen. Rede in der Evangelischen Akademie Tutzing*, 2.2.1900 cité par Rödder, D. (2009). op.cit. p 174. voir aussi, Fichter, T. (1993). *Die SPD und die Nation, Vier sozialdemokratische Generationen zwischen nationaler Selbstbestimmung und Zweistaatlichkeit*, Berlin et Seebacher Brandt, B.(1991). *Die Linke und die Einheit*, Berlin

<sup>280</sup> „Ich meine, wo waren denn die deutschen Demokraten, die immer national und nie nationalistisch waren? Wer ist damit gemeint? Wie ist es denn mit den National Liberalen gewesen, die in kürzerer Zeit umgefallen sind und Einheit vor Freiheit gesetzt haben? Die sich überhaupt nicht mehr für die Freiheit interessiert haben sondern nur noch für die Einheit der Nation? Die war doch eine deutsche Tradition.“ Rödder, D. (2009). op.cit. p 26

la chancellerie, en décembre 1990, Oskar Lafontaine, dénonçait ainsi le « *Kohlonialismus* » de la Réunification. Le parti Vert, quant à lui, avait suivi une double stratégie, entretenant des rapports étroits avec le gouvernement est-allemand d'un côté et l'opposition de l'autre. La majorité du parti Vert (dont Cohn-Bendit) et bien des intellectuels de leur génération, marquée par 1968, – notamment le politologue Johannes Agnoli ou encore l'historien Dan Diner – se faisaient les hérauts d'un post nationalisme, qu'ils estimaient plus conforme à l'esprit *d'Aufklärung*, faisant prévaloir l'intégration européenne sur l'Etat nation : ils plaidaient pour l'intégration des deux Etats allemands, tels qu'ils existaient, dans la Communauté Européenne. La crainte était que l'Allemagne réunifiée instrumentalise l'Union Européenne à des fins hégémoniques. Avec les cercles de la gauche radicale ouest-allemande, les membres du SPD et du parti Vert partageaient une politisation et une expérience générationnelle communes : tous étaient bien des représentants de la Nouvelle gauche ouest-allemande, dont l'engagement politique à gauche était consubstantiel d'une méfiance viscérale à l'endroit de la nation ouest-allemande.

## **2. Le consensus antinational ou l'aubaine fédératrice de la gauche radicale ouest-allemande**

Produit d'une culture politique où la nation allemande ne représentait qu'un repoussoir, le fait que le rassemblement de la RL ouest-allemande, marqué jusqu'alors par une absence de programme politique clair fit du slogan „*Nie wieder Deutschland*“ son mot d'ordre, était assez naturel. Il allait leur fournir le ferment providentiel de mobilisation qui manquait à l'unification d'une scène de gauche radicale ouest-allemande particulièrement éclatée. La teneur des discussions bascula alors, ainsi que le rapport de forces au sein du réseau. A la dénonciation de « l'eurochauvinisme » de la gauche parlementaire ouest-allemande – cette forme édulcorée de nationalisme dont la RL, dans un souci de démarcation, taxait la gauche parlementaire et notamment le parti Vert – se substitua alors celle du « revanchisme de la République Fédérale », et de la « stratégie néo-fasciste ». Le discours « antinational » fournissait à la RL le lieu d'un ralliement consensuel, et les ressorts mobilisateurs qui leur faisaient défaut. Ni des contenus de la protestation, ni de la forme et de la structure qu'ils voulaient donner à cette position antinationale, ils ne semblaient avoir d'idée claire. Mais gageons que le caractère flou du discours

antinational permit précisément de fédérer des acteurs d’horizons très divers contre l’unité allemande.

« Il serait plus que honteux, oui, ce serait la fin, si nous n’organisions pas contre la Réunification, au moins le même show que contre l’agrandissement d’un aéroport, une usine nucléaire, contre une mesure de réarmement ou pour une réduction du temps de travail. Enfin toute la palette de formes d’action que nous connaissons<sup>281</sup> » : les initiateurs de la RL misaient sur les ressorts de mobilisation des mouvements sociaux des années 1980. Ils puisaient soudain dans un patrimoine commun – les luttes pacifistes et écologistes –, dans un répertoire d’actions collectives partagé par les différents acteurs du réseau de la RL alors même qu’ils avaient estimé quelques semaines plus tôt qu’une réflexion critique s’imposait au sujet des dérives, nationalistes, réactionnaires, de ces grandes mobilisations des mouvements sociaux. Le réseau comptait alors deux milliers de membres. Ses leaders ne cessèrent par la suite de jeter des passerelles entre la rhétorique antinationale de mobilisation et les autres rhétoriques protestataires. Le mot d’ordre de la manifestation du 12 mai 1990, „Nie wieder Deutschland“ devint au fil des mois l’étendard de la RL. Malgré sa composante explicitement antinationale, il renfermait une pluralité de contenus et de connotations. La rhétorique écologiste de la catastrophe et de l’apocalypse y était ainsi à l’œuvre. Le discours des écologistes sur l’urgence à mettre en place les moyens nécessaires pour lutter contre cette apocalypse entraînait en écho avec l’apocalypse que représentait la Réunification :

« Il s’est produit, en commençant par la RDA, mais aussi en RFA, un phénomène énorme, qui est simple à décrire, difficile à expliquer et presque incompréhensible. Quelque chose de central s’est passé, qui va occuper cette société à long terme, à savoir qu’à des problèmes d’ordre social, économique, démocratique, psychologique et autres, une réponse nationale est donnée : ‘ nous sommes un peuple, nous voulons la patrie unie’.<sup>282</sup>»

Dans le mouvement pacifiste, on retrouvait également l’usage de ce ressort catastrophiste, alors qu’en pleine Guerre Froide, l’Allemagne était exposée aux deux

---

<sup>281</sup> Reader, „Nie wieder Deutschland“ (1990), op.cit. Thomas Kieseritzky, Detlef zum Winkel, p 17

<sup>282</sup> „Es gibt, beginnend mit der DDR, aber auch in der BRD, ein enormes Phänomen, das leicht zu beschreiben, schwer zu erklären und kaum zu verstehen ist. Etwas Zentrales ist passiert, das diese Gesellschaft auf lange Sicht beschäftigen wird; nämlich, dass auf soziale, ökonomische, demokratische psychologische und eine Vielzahl anderer Probleme eine nationale Antwort gegeben wird: „Wir sind ein Volk, wir wollen das einig Vaterland.“ Reader, „Nie wieder Deutschland“ op.cit. p 56

grandes puissances en lutte qui voulaient stationner des missiles sur son territoire (Pershing II et SS20). La faconde antifasciste, reposait elle aussi sur une rhétorique de l'urgence, voire de l'apocalypse face à la menace fasciste. Le nationalisme restait indéfini tout en représentant le pire des scénarii<sup>283</sup>.

Avant de s'accorder sur le slogan : « *Nie wieder Deutschland* – Manifestation contre le nationalisme allemand – contre l'annexion de la RDA<sup>284</sup> », d'autres slogans furent proposés, qui portaient les traces de cette pluralité de contenus : « Nous ne voulons pas de la RDA », « Le droit à l'impérialisme n'existe pas »<sup>285</sup>. Ni la rhétorique internationaliste, ni même la rhétorique mémorielle, typiquement antifasciste n'étaient en reste, puisque la RL agrégea finalement au *Nie wieder Deutschland*, les formules « Contre l'oubli ! Pour la solidarité internationale ! »<sup>286</sup>.

La précipitation des événements en cette première moitié de l'année 1990 avait donné le sentiment que la réalité avait dépassé leur propre diagnostic, comme l'exposait un commentateur du journal *Arbeiterkampf*, début Février 1990. Quelques mois plus tôt, les leaders de la RL avaient dénoncé le « nationalisme ». Le mot pointait cette forme édulcorée et modernisée du nationalisme qu'était l'euro chauvinisme de la gauche modérée rouge-verte, servant en réalité les intérêts du capital allemand. Le nationalisme allemand traditionnel restait quant à lui, selon leur analyse, l'apanage de la CDU/CSU et des *Republikaners*. « Entre-temps, il n'est qu'à peine réducteur de dire, que ce que la RL estimait relever de l'extrême droite l'année dernière, prétend aujourd'hui à devenir le consensus majoritaire.<sup>287</sup> » Trampert, initiateur de la RL, mit également en garde contre l'impérialisme de l'Osteuropa<sup>288</sup>, la supériorité économique ouest-allemande allait donner lieu à un nouvel ordre mondial et refonder la logique de la concurrence entre blocs impérialistes : l'Europe sous commandement allemand, l'Asie avec le Japon et le continent américain avec les EU.

---

<sup>283</sup> Ludwig, A.(1995). op.cit. p 60

<sup>284</sup> „Demonstration gegen deutschen Nationalismus – gegen die Kolonisierung Osteuropas – Gegen die Annexion der DDR“

<sup>285</sup> „Wir wollen die DDR nicht haben“, „Es gibt kein Recht auf Imperialismus“

<sup>286</sup> „Gegen das vergessen! Für die internationale Solidarität!“

<sup>287</sup> „Inzwischen ist es nur wenig verkürzt zu sagen, dass das, was von den Radikalen Linken im letzten Jahr noch als rechtsextremistisch eingeschätzt worden ist, heute Anspruch erhebt, der zukünftige Mehrheitskonsens zu werden“ In *Arbeiterkampf*, 5.2.1990

<sup>288</sup> In Reader „Nie wieder Deutschland“ (1990). op.cit. p 60



La confusion régnait donc au sein de la gauche radicale ouest-allemande. Le sentiment d’une urgence à se mobiliser se doublait manifestement d’une incertitude fondamentale sur le sens à donner à cette mobilisation. La perspective de la Réunification était reçue comme un scénario apocalyptique qui nourrissait toutes les conjectures et les fantasmes imaginables sur le nouveau nationalisme allemand. Tout se passe comme si les ressorts familiers des mobilisations sociales des années précédentes – dans le cadre des luttes pacifiste et écologiste – étaient activés, mais à vide, comme nous allons le voir.

### 3. « Allemagne, ta gueule !<sup>289</sup> », la manifestation du 12 mai 1990

Le 12 mai 1990, entre 10.000 et 20.000 personnes (selon les organisateurs), entre 81 et 130 organisations<sup>290</sup>, partis et coordinations de gauche radicale défilèrent à Francfort à l’appel de la RL, formant ainsi la « plus grande manifestation des dix dernières années à Francfort <sup>291</sup> ». „Nie wieder Deuschland“ scandaient-ils dans les rues. « Allemagne, crève ! » clamaient les groupes autonomes. L’expression relevait d’un registre de langue familier bien distinct de celui que pratiquaient les initiateurs de la RL. Elle véhiculait en effet une agressivité instinctive contre l’ordre dominant des choses – et, entre autre, contre la perspective de l’unité allemande – contrastant avec la percutante formule „Nie wieder Deuschland“ des leaders de la RL. En choisissant cette dernière formule calquée sur le notoire „Nie wieder Auschwitz“ proféré après guerre, les initiateurs de la RL avaient choisi une figure métonymique faisant de l’Allemagne l’équivalent d’Auschwitz. Des groupes autonomes de l’ensemble de la RFA avaient participé à la manifestation, sensibles également à la rhétorique de la continuité, néanmoins révisée à leur propre prisme et perception de l’Etat allemand : un groupe autonome de Basse-Saxe dénonçait ainsi la « continuité de la police et de l’Etat autoritaire, de l’exploitation impérialiste, du militarisme et du fascisme de l’Empire au Troisième Reich, jusqu’à la nouvelle RFA<sup>292</sup> ». Tandis

---

<sup>289</sup> „Deutschland, Halt’s Maul !“, l’un des slogans de la manifestation

<sup>290</sup> *Bild Frankfurt*, 12.5.1990

<sup>291</sup> *Frankfurter Neue Presse*, 10.5.1990

<sup>292</sup> „Kontinuität von Polizei und Obrigkeitsstaat, imperialistischer Ausbeutung, Militarismus und Faschismus vom Kaiserreich über das Dritte Reich [...] zur neuen BRD“ Die Kampagne NWD, in

qu'un groupe autonome de Hambourg déclarait dans un tract « La question allemande doit être posée car l'Allemagne se compose, d'un côté, d'un pays occupé (la RDA), de l'autre d'un pays chauvin, nationaliste et à la botte des Etats-Unis<sup>293</sup>. » Ce dernier tract montre bien que la nouvelle rhétorique antinationale contre l'Allemagne ne supposait pas encore un renouvellement des anciennes rhétoriques. Bien au contraire : l'insistance sur la soumission de la RFA aux intérêts américains était l'un des chevaux de bataille de la Nouvelle gauche ouest-allemande depuis les années 1960. Ces quelques groupes autonomes ne faisaient que reproduire une ancienne rhétorique protestataire, anti-impérialiste et antiaméricaine. Au contraire des membres de la RL, pour la plupart des autonomes, la question de la Réunification n'entraînait pas de rupture significative, elle s'intégrait manifestement dans une continuité de l'autorité de « l'Etat policier ».

Fort du succès de la manifestation, et misant sur un malentendu qui s'était avéré mobilisateur le 12 mai, les leaders de la RL organisèrent trois semaines plus tard, un Congrès des gauches radicales, du 1<sup>er</sup> au 3 juin 1990, qui réunit 1500 personnes. Son retentissement dans le milieu, fut assuré par les principales publications alternatives : *Interim*, *AK*, et *Radikal*. La *taz* également y consacra un article : « Avec le congrès, la 'Radikale Linke' s'établit comme alliance politique large contre la Réunification<sup>294</sup> ». Le rapport du ministère de l'Intérieur fédéral, redoutait alors que la scène extrêmement éclatée de la gauche radicale ouest-allemande trouve autour de l'opposition à l'unité allemande les ferments d'une véritable union<sup>295</sup>. Les groupes invités étaient issus de l'ensemble du territoire ouest-allemand, balayant un large spectre du parti Vert, au DKP, en passant par la gauche autonome, les groupes de guérilla urbaine (RAF et les RZ), certains militants de la cause homosexuelle jusqu'aux féministes de tous bords et le programme des trois jours de congrès, fut aussi éclectique que l'assemblée réunie.

---

(brochure de la région de Basse Saxe, 1990), Archives HIS, Hamburg, Fonds „Sozialbewegungen, SBe 692 undogmatische Linke“

<sup>293</sup> Tract Hamburger Autonomer Gruppen, Texte zum 4. Treffen Hamburger Autonomer Gruppen, non daté, in Archives HIS, Hamburg, Fonds „Sozialbewegungen, SBe 692 undogmatische Linke“

<sup>294</sup> *Die Tageszeitung*, 5.6.1990

<sup>295</sup> Reader „*Nie wieder Deutschland*“ (1990). op. cit. p 208

#### 4. Les tensions internes et l'essoufflement rapide de la mobilisation antinationale

Les initiateurs commirent un certain nombre d'impairs dans l'organisation du congrès. Autonomes et féministes ne se privèrent pas de dénoncer à plusieurs reprises l'esprit stratégique et la politique de quota auxquels il leur semblait devoir leur présence. Certaines évoquèrent ainsi les circonstances de leur invitation : «Trois jours avant le début du congrès, le téléphone sonna », ainsi commençait la communication d'Heidi Thiemann et Wera Rensch, de l'association féministe « *agisra* », de Cologne. « On cherchait une femme en toute urgence, qui devait participer à la table ronde n° 3, sur le thème du commerce des femmes »<sup>296</sup>. Le manque de considération qu'on leur témoignait n'avait qu'une explication, selon elles, et elle était cruellement banale : il était du à « l'ignorance voire l'indifférence des militants de LE gauche radicale, le gauche radicale allemand et blanc de l'Occident chrétien<sup>297</sup> » pour les questions féministes. L'opposition à la Réunification dont les leaders faisaient l'étendard de la RL, la posture « *antideutschnational* » était elle-même selon ces militantes féministes, Les militants de la RL esquaivaient la véritable confrontation avec leur appartenance propre, l'appartenance à la « *TäterNation* », au « *Deutsch-sein* » reprochaient-elles. « Il est plus facile aux militants de gauche et au mouvement féministe de dénoncer le nationalisme ouvert et agressif, le racisme et l'antisémitisme des autres plutôt que de percevoir et de problématiser ces *ismes* en soi-même et dans les propres rangs<sup>298</sup> ».

« Au lieu de se concentrer sur l'échec du socialisme réel, on a voulu aborder tout ce qui fait la politique de gauche : la Réunification, le nationalisme, le teutonisme, le racisme, le sexisme, l'oppression des femmes, le nouvel eugénisme, l'anti-impérialisme, la destruction de la nature...<sup>299</sup> », observait un journaliste critique de la *Tageszeitung*. Il soulignait à raison l'une des singularités du Congrès : l'extrême discrétion du thème de l'effondrement du communisme. La plupart des intervenants sollicités en firent même le plus souvent abstraction. Seuls les initiateurs

---

<sup>296</sup> Reader „Nie wieder Deutschland“, (1990). op.cit. p 209

<sup>297</sup> Reader „Nie wieder Deutschland“, (1990). op.cit. p 99

<sup>298</sup> „Der Linken und der Frauenbewegung fällt es bisher leichter auf den offenen und aggressiven Nationalismus, Rassismus und Antisemitismus anderer zu zeigen, als diese ismen bei sich und in den eigenen Reihen wahrzunehmen und zu problematisieren.“ Reader „Nie wieder Deutschland“, (1990). op.cit.p 20

<sup>299</sup> *Die Tageszeitung*, 5.6.1990

et leur entourage proche, s'efforcèrent de proposer une analyse de l'échec du communisme. Depuis longtemps déjà, le socialisme réel n'était plus un système de référence au plan idéologique pour la gauche ouest-allemande. « La crise de RDA n'est 'objectivement' pas notre crise [...] Ce qui s'est achevé, les dernières semaines en RDA, n'était pas notre socialisme<sup>300</sup> » martelait Wolf, membre trotzkiste de la VSP. Finalement tous semblaient s'accorder sur le fait que le socialisme réel n'avait de socialiste que le nom et s'apparentait davantage à un « capitalisme d'Etat », dont le « déficit démocratique » était criant et l'Etat surpuissant. Mais la véritable question qui les tourmentait était le changement de climat en Allemagne et l'atmosphère anticomuniste qu'inaugurerait cet échec. La période qui s'ouvrait était perçue sous les augures les plus sombres.

## 5. La lourde symbolique antinationale de la gauche ouest-allemande et le rejet des mouvements citoyens est-allemands

À la RL, certains développèrent et se confinèrent dans cette symbolique accablante de la continuité historique allemande. La Réunification était un brusque retour à l'ordre ancien, celui d'avant 1945 : c'était « le trait que l'on tire sur l'histoire », « la fin de l'époque d'après-guerre », « la fin des conséquences de la défaite allemande »<sup>301</sup>. Dès juin 1990, une première ébauche d'appel à la manifestation du 9 novembre 1990, jour de l'ouverture du mur de Berlin intitulée « Se souvenir pour l'avenir, 9 novembre 1938 - 9 Novembre 1990<sup>302</sup> », parut dans le magazine AK. Le 9 novembre était l'anniversaire de la nuit de cristal<sup>303</sup>, et le jour de

<sup>300</sup> „Was in diesen Wochen in der DDR zu Ende geht, war nicht unser Sozialismus. Ja, es war kein Sozialismus.“ Reader „*Nie wieder Deutschland*“, (1990). op.cit. p 72

<sup>301</sup> „Schlussstrich unter die Geschichte“, „Wir wissen also, was die Nation, repräsentiert durch die Bildzeitung, hören wollte und zu hören bekam! Das heißt: das Ende der Folgen des Zweiten Weltkriegs für die Deutschen. Das heißt: das Ende der Folgen der deutschen Niederlage. Das heißt: Das Ende der Niederlage.“ Detlef zum Winkel, *Deutsche Frage – Welche Frage? Ein Formulierungsvorschlag*, Reader „*Nie wieder Deutschland*“, (1990), op.cit. p 194

<sup>302</sup> „Erinnern für die Zukunft. 9 Nov 1938-9 Nov 1990“, in *Arbeiterkampf*, 5.1990

<sup>303</sup> „Die Pogromnacht war der vorläufige Höhepunkt auf dem Weg zum Massenmord. Sie sollte die Hemmschwelle in der Bevölkerung für das weitere gewaltsame Vorgehen der Nationalsozialisten senken.[...] Ein großer Teil des deutschen Volkes hat die gesellschaftliche Ausgrenzung mitgetragen und den staatlichen Terror und das sanktionierte Verbrechen hingenommen. Die Nationalsozialisten konnten an ein weit verbreitetes völkisches Gedankengut anknüpfen, welches Menschen in ‚gute Deutsche‘ und ‚Untermenschen‘ einteilte. Als erstes zerschlugen sie die Organisation der deutschen Arbeiterbewegung.“ „Erinnern für die Zukunft. 9 Nov 1938-9 Nov 1990“, in *Arbeiterkampf*, 5.1990

la chute du mur de Berlin. Il s’agissait de se dresser contre la « *liesse générale* », contre « *l’euphorie* », contre « *l’état d’ébriété* » généralisé. La RL opposait à ce déferlement émotionnel, proche de la folie, une radicale et sombre austérité : pour commémorer l’événement sinistre, soulignons-le encore, de la chute du mur, certains proposèrent donc de défiler à Leipzig le 9 novembre, haut lieu des révoltes populaires avant la chute du régime est-allemand. Mais la mobilisation de cette manifestation, dont le slogan, « *Der Tod ist ein Meister aus Deutschland* » (la mort est un maître [venu] d’Allemagne) était emprunté au poète juif, Paul Celan, fut un échec. Un mois exactement après la Réunification, le 3 octobre 1990, elle ne parvint ni à mobiliser au-delà de la RL, ni même à resserrer les rangs de celle-ci. Le 3 novembre 1990, la Réunification étant déjà entérinée, la mobilisation était retombée comme un soufflet.

« Nous allons nous confronter radicalement à la thèse, selon laquelle les Allemands à ce jour précis sont le peuple le plus heureux de la terre. Leipzig est proposé, car c’est là qu’un peuple se constitua et on doit l’aider, à se reconnaître dans le miroir de sa tradition de la nuit du pogrome du Reich »<sup>304</sup>

Ce rejet très net des mouvements citoyens est-allemands, rejoignait et consolidait l’amer bilan dressé à l’égard des mouvements sociaux ouest-allemands depuis les années 1970, sur lequel la RL voulait lancer une réflexion quelques mois plus tôt. Il s’agissait pour ses acteurs d’un mouvement « nationaliste » et non d’un mouvement d’émancipation. La députée européenne du parti Vert, Dorothee Piermont, qui avait participé à l’organisation de la RL, refusait de cautionner les ressorts nationalistes de la population est-allemande, qu’il convenait de bien distinguer des nationalismes de libération anticoloniale du Tiers-monde. « Entre les Allemands de l’Est et de l’Ouest, il y a une communauté de responsabilité pour ce qu’ils ont fait dans le passé – pour être précis : ceux qui avaient le pouvoir en Allemagne et tout ceux qui les soutinrent. Les Allemands ne peuvent prétendre au droit anticolonial à l’autodétermination, car ils n’ont été la colonie de personne<sup>305</sup> » :

---

<sup>304</sup> Reader „Nie wieder Deutschland“ (1990), op.cit. p 13

<sup>305</sup> „Zwischen Westdeutschen und Ostdeutschen besteht allerdings eine Haftungs-Gemeinschaft für das, was sie – präzise: die in Deutschland Herrschenden und alle, die sie unterstützten - in der Vergangenheit zusammen an Verbrechen begangen haben. Das antikolonialistische Recht auf Selbstbestimmung können die Deutschen nicht in Anspruch nehmen, denn sie sind niemandes Kolonie.“ ibid.

ce nouveau « nous » était celui de la nation des *Täter*, et il entraînait en conflit avec l'identité internationaliste de la gauche radicale ouest-allemande.

Néanmoins quelques renégats de la RL, au nom même de cette opposition fondamentale à la Réunification, décidèrent de saisir l'occasion du bouleversement de l'échiquier politique pour envisager une participation parlementaire. La perspective d'une politique d'alliance avec le PDS suscita de vives controverses dans le milieu de la gauche radicale ouest-allemande.

### III. Le 2 décembre 1990 : les « élections du *Reichstag* »

Dans le paysage partisan de la campagne électorale de 1990, le PDS était le seul parti est-allemand. La plupart des partis ouest-allemands avaient en effet « absorbé » leurs pendants de l'Est, à l'exception de l'Alliance 90 („*Bündnis 90*“), liste électorale mixte résultant de l'alliance de mouvements citoyens et du parti Vert est-allemands. Rebaptisé d'abord SED-PDS sur les propositions de son nouveau chef, Gregor Gysi, l'ancien parti unique refondé le 16 décembre 1989 avait engagé un processus de rupture avec le « stalinisme », passant par une épuration des leaders (dont Egon Krenz en janvier 1990) et une refonte programmatique. Dès février 1990, le parti s'était délesté de l'acronyme SED. Le profil du nouveau PDS, s'inspirant de plusieurs héritages antérieurs à la création de la RDA – du DKP au mouvement ouvrier allemand, en passant par le spartakisme et le SPD – restait toutefois à définir. En mars 1990, lors des élections de la *Volkskammer* est-allemande, le parti avait enregistré un score étonnamment honorable, avec 16,4% des voix.

Pour le PDS, la question de la recherche d'alliés politiques à l'Ouest se posait. À défaut de pouvoir nouer des alliances avec les partis de la gauche parlementaire ouest-allemande – le SPD et le parti Vert souhaitant éviter tout rapprochement avec le « successeur du SED » - les leaders du parti est-allemand se tournèrent vers les acteurs de la gauche radicale ouest-allemande, dont ils redoutaient pourtant l'influence politique nuisible pouvant compromettre à terme toute alliance éventuelle avec la gauche parlementaire. Au-delà de leurs divergences, les leaders du parti

---

s'accordèrent sur la nécessité de chercher des alliés parmi les « rénovateurs<sup>306</sup> », c'est-à-dire les acteurs critiques du stalinisme, et de discriminer les partis qui avaient joui des subsides de la RDA, comme le DKP<sup>307</sup>. Le fait que le PDS soit un nouveau venu dans le paysage partisan ouest-allemand, dont l'identité restait à définir et que, bien qu'héritier du SED, il se tournât vers les militants ouest-allemands antistaliniens séduisit plusieurs des membres de la *Radikale Linke*, du KB (alliance communiste d'obédience maoïste), de la GAL (alliance alternative avec le parti Vertvert) ainsi que des « rénovateurs » du DKP.

## 1. « Boycott électoral » ou « option PDS » ? Les débats stratégiques de la gauche radicale dans l'Allemagne réunifiée

« Le PDS défend une ligne politique qui contredit celle de la RL : ici, c'est la force de l'approbation, là la force de la négation, ici l'orientation vers le marché, là l'anticapitalisme; ici le Oui à la démocratie bourgeoise, là la critique fondamentale du parlementarisme, ici l'approbation et là le rejet de l'Allemagne [...] L'acte révolutionnaire fondamental, si difficile à réaliser, consiste aujourd'hui en premier lieu à dire 'Non à l'Allemagne' <sup>308</sup> »

Pour ceux de la RL qui s'opposait à « l'option PDS », il en allait d'un acte révolutionnaire : la révolution se situait hors de, et contre, la nation. Les élections du 2 décembre 1990, apportaient à ce qu'ils percevaient comme une annexion de la RDA par la RFA, une caution prétendument démocratique. Toute tentative de contact avec le PDS serait donc nécessairement une entreprise « d'intégration » dans le nouveau paysage politique national, *in fine* une reconnaissance de la nouvelle nation.

---

<sup>306</sup> André Brie, stratège du parti, annonçait ainsi dans une interview accordée à la *Volkszeitung* en mai 1990 tourner ses yeux vers les Verts, mais aussi vers les rénovateurs du DKP, les acteurs proches du journal *Sozialismus*, et certains groupes de la mouvance autonome. André Brie: „Neuland vor dem Pflug.“, in: *Volkszeitung*, 18.5.1990, cité par Gerber, J. (2009). op.cit. p 226

<sup>307</sup> Ce parti communiste ouest-allemand fut financé jusqu'en 1989 par la RDA Cf . Gerber, J. ( 2009). op.cit. p 232

<sup>308</sup> „[...] repräsentiert die PDS einen Politikansatz, der dem der RL widerspricht: Hier die Kraft der Bejahung, dort die Kraft der Negation; hier die Marktorientierung dort der Antikapitalismus; hier das Ja zur bürgerlichen Demokratie, dort die grundsätzliche Parlamentarismuskritik, hier die Zustimmung und dort die Ablehnung von Deutschland [...] Die einfache revolutionäre Tat, die so schwer zu machen ist, besteht heute in erster Linie darin, 'Nein zu Deutschland' zu sagen.“ „Radikale Linke kontra Reichsgründungswahl“ in *Arbeiterkampf*, 15.10.1990

Il s'agissait pour la résistance de s'organiser en dehors de l'arène parlementaire nationale. Faire le choix de l'option parlementaire, c'était reconnaître le nouvel ordre national. Dans cette logique, ils appelèrent donc au boycott, en proclamant le slogan : « Les élections du Reichstag [n'auront] pas de voix de gauche ! – Non à la Grande Allemagne ! <sup>309</sup> ». Ils n'auraient accordé leur soutien au PDS qu'à condition que les deux Etats allemands coexistent et préféreraient assumer ce reproche de l'« idéologie », c'est-à-dire d'une position négative, ne dictant aucune pratique ni stratégie définie, plutôt que de risquer la compromission politique. Par ailleurs, le choix du PDS leur semblait d'autant plus répréhensible, que, rappelons-le, l'échec du parti Vert à porter leurs revendications prouvait à leurs yeux, l'impasse qu'était la voie parlementaire. Les partisans du boycott des élections étaient davantage irrités par le fait que le PDS avait approuvé l'unité allemande dès janvier 1990 (Hans Modrow avait clamé „*Deutschland einig Vaterland*“) que par son profil jugé tantôt trop « social-démocrate », tantôt trop proche du socialisme d'Etat. La question de la position à adopter à l'égard d'un parti héritier direct du parti unique, le SED, était très discrète chez les partisans comme chez les adversaires ouest-allemands de la politique d'alliance avec le PDS. Le terme de « stalinisme », très familier de la gauche de l'opposition est-allemande<sup>310</sup>, n'apparaît qu'à peine, dans les colonnes du journal *Arbeiterkampf*, où le débat pour ou contre l'option PDS se déployait<sup>311</sup>. K.H. Roth<sup>312</sup>, inspiré de l'opéraïsme et de la mouvance autonome, membre de la RL qu'il était pourtant sur le point de quitter, était un ardent défenseur du boycott électoral. Pour lui, la défense d'une « intégrité », d'une « autonomie » de la gauche radicale allemande passait par le refus de toute politique d'alliance avec un parti de la « gauche nationaliste ». D'autres condamnèrent le PDS, comme un parti « nationaliste de gauche <sup>313</sup> ».

Les partisans de la politique d'alliance, quant à eux, retournaient contre leurs adversaires le même argument antinational : « Il n'y a pas de « Non ! » plus clair au consensus national dominant que le soutien de ce parti [le PDS], qui voudrait écarter

<sup>309</sup> „Keine linke Stimme für die Reichstagswahl! - Nein zu Großdeutschland“

<sup>310</sup> Il apparaît six fois par exemple dans une ébauche de programmation de la gauche unifiée est-allemande „Aus dem vorläufigen Programm der Vereinigten Linken zur Volkskammerwahl, Wer ist die "Vereinigte Linke" und was will sie?“ in *Arbeiterkampf*, 5.3.1990

<sup>311</sup> Par exemple, „SED/PDS: Abschied vom Stalinismus“, in *Arbeiterkampf*, 8.1.1990

<sup>312</sup> Le PDS se signalait en effet par une « suradaptation aux vainqueurs », KH Roth propos rapportés in *Arbeiterkampf* „Radikale Linke kontra Reichsgründungswahl“, 15.10.1990

<sup>313</sup> „sozialreformerische Vaterlandsprojekt à la PDS“, „linksnationale Politik“



complètement du *Bundestag* les personnes qui y sont établies<sup>314</sup>». Certains d'entre eux affirmaient que la politique antinationale devait également être défendue au parlement. Parmi eux, Heinrich Eckhoff mettait toutefois en question la terminologie de la minorité du KB et de la RL qui parlait de « Quatrième Reich » et de « vertige nationaliste<sup>315</sup> » des populations est- et ouest-allemandes. Plutôt que de se limiter à un refus strict et « idéologique », il était plus constructif d'unir toutes les forces opposées à la Réunification et, à cette fin, d'envisager des prises de contact et des actions communes avec des groupes est-allemands, disait-il.

Dans le cadre de la campagne électorale de décembre 1990, le débat se cristallisait de nouveau autour de l'élément antinational, qui fonctionnait comme un impératif catégorique chez les partisans comme chez les adversaires ouest-allemands de la politique d'alliance avec le PDS. L'opposition fondamentale à la nation semblait en effet fonctionner dans le discours comme un impératif moral supérieur, au-delà de l'option politique choisie, garant de l'intégrité du « nous » (ouest-allemand) de gauche radicale. Ne pas proclamer son opposition viscérale à la nation était de l'ordre de l'impossible, de l'indicible (*unsagbar*). Les acteurs du débat échangeaient des arguments que la question chronique de la participation parlementaire leur avait rendus familiers<sup>316</sup>. Pour les adversaires de l'option PDS, la menace « d'intégration » que représentait l'option parlementaire, s'exprimait en termes de nation : l'intégration était nationale, donc du mauvais côté, la négation était antinationale, donc du bon côté. Il ne s'agissait pas de redéfinir les conditions de contre pouvoir dans le nouvel espace national, mais de refuser totalement cet espace, car accepter d'y jouer un rôle aurait déjà été reconnaître l'ordre nouveau et faire ainsi le jeu du nouveau pouvoir. Pour les adversaires de la politique d'alliance avec le PDS, c'est le mot « négation » qui dominait. Pour les partisans de l'option PDS, il fallait au contraire porter la position antinationale au Bundestag. Ils préféraient à l'attitude de « négation », celle d'« opposition ». Les deux mots-clefs restaient associés à cette position antinationale, mais ne supposaient pas les mêmes comportements politiques. De nouveau – comme dans la période qui avait suivi la

---

<sup>314</sup> . „Dennoch gibt es am 2. Dezember überhaupt kein deutlicheres ‚Nein!‘ zum herrschenden nationalen Konsens, als die Unterstützung jener Partei, die die Etablierten am liebsten ganz aus dem Bundestag heraushalten möchten und die ihren gemeinsamen Hauptfeind im Wahlkampf darstellen wird.“ „Wahlkampf gegen die Linke Liste/PDS eröffnet“ in *Arbeiterkampf* 17.9.1990

<sup>315</sup> *Thesen zur Lage und unseren Aufgaben*, in Reader „Nie wieder Deutschland“ (1990). op.cit. p 145

<sup>316</sup> Elle s'était reposée quelques années auparavant autour des AL (Listes alternatives du parti Vert (cf chapitre 1))

chute du mur, quelques petits mois auparavant – se jouait une tension entre des acteurs souhaitant renégocier leur place et leur rôle politique dans le nouveau contexte en cherchant des alliés politiques à l’Est et d’autres acteurs se repliant dans la « négation » du nouvel ordre dominant qu’incarnait la nation réunifiée.

« Nous partons de l’idée que c’est dans l’intérêt de l’ensemble de la gauche de viser une représentation parlementaire, soit sous la forme du PDS ou d’une nouvelle formation de gauche reposant sur le PDS ou bien encore d’une alliance électorale autour du PDS, qui d’une part donnerait une tribune aux voix de l’opposition est-allemande de gauche et d’autre part pourrait aussi être un interlocuteur pour la gauche ouest-allemande.<sup>317</sup> » Le magazine *Arbeiterkampf*, proche du KB, publia alors deux numéros spéciaux à l’appui de cette initiative et en assura la diffusion à l’Est. Des réunions à Hambourg visant à rassembler acteurs est- et ouest-allemands s’ensuivirent à partir de mai 1990. Manifestement, les membres du KB et de la RL qui se convertirent à l’option PDS, voyaient dans le parti est-allemand, un potentiel de renouvellement pour la gauche radicale ouest-allemande et la possibilité d’entrer en contact par ce biais avec l’opposition est-allemande. Ils étaient favorables à une alliance souple et pluraliste avec le parti, qui leur permettrait de bénéficier de son assise électorale et de la puissance de sa structure, tout en disposant d’une marge de manœuvre dans les anciens *Länder* où le parti n’était pas implanté. La formule des Listes électorales – celle qui avait prévalu également aux alliances locales entre parti vert et groupes de la gauche alternative en RFA – fut rapidement adoptée. Les 28 et 29 juillet 1990, à Cologne, l’acte de naissance de la Linke Liste/PDS fut signé lors d’une conférence réunissant 550 participants, sous les auspices de Gregor Gysi. Et le 12 août, la Linke Liste/ PDS (BRD) était créée.

---

<sup>317</sup> „Wir gehen davon aus, dass es im Interesse der gesamten Linken liegt, entweder in Form der PDS oder einer auf die Basis der PDS gestützten neuen linken Formation oder auch eines um die PDS herum aufgebauten Wahlbündnisses eine parlamentarische Repräsentanz zu erreichen, die erstens die Stimmen der linken DDR Opposition auf diese Tribüne trägt und die zweitens auch für die BRD Linke Ansprechpartner und Sprachrohr sein könnte“ Leitungsgremium KB, 10.6.1990., Archives Papiertiger, Berlin

## 2. Les *Linken Listen* : « une réunification par en bas ? »

En avril 1990, un mois après les élections est-allemandes, le PDS et les acteurs de la gauche ouest-allemande issus des formations sus-citées, entérinaient l'acte de fondation de listes électorales communes : les Listes de gauche/PDS, lors d'une conférence à Cologne les 28 et 29 Juillet 1990, réunissant environ 550 personnes sous l'appel : « Pour une opposition de gauche en Allemagne – Appel au soutien des Listes de gauche/PDS »<sup>318</sup>. Un mois plus tard, des Listes de gauche/PDS se formaient dans plusieurs *Länder* de l'Ouest (à Hambourg, en Bade-Wurtemberg, en Bavière, puis en octobre en Hesse). La précipitation qu'imposait la perspective des premières élections législatives de l'Allemagne unifiée avait accéléré le processus de rapprochement. Mais la nature indéfinie de cette politique d'alliance – la marge d'autonomie des Listes de gauche/PDS par rapport au PDS – fut l'objet de nombreuses discussions et spéculations au sein de la gauche ouest-allemande.<sup>319</sup> Notons, du reste, que ces militants ouest-allemands faisaient, par cette politique d'alliance avec un parti est-allemand, le chemin inverse à toute la dynamique « d'absorption » des organisations et partis est-allemands par leurs homologues de l'Ouest.

« Le rythme auquel la RDA disparaît, ne laisse aucune pause pour respirer. Les gauches des deux Etats doivent s'entendre, elles doivent apprendre à collaborer. Il doit être clair pour quiconque a conscience que des mondes se heurtent là, que cela n'a rien à voir avec le fait que 'les Allemagnes de l'Est et de l'Ouest soient naturellement amenées à ne faire qu'une' ou avec la '*Réunification par en bas*' [AJ].<sup>320</sup> »

---

<sup>318</sup> „Für eine linke Opposition in Deutschland – Aufruf zur Unterstützung der Linken Liste/PDS“ Leitungsgremium KB, 10.6.1990., Archives Papiertiger, Berlin. loc.cit.

<sup>319</sup> Plusieurs options avaient été envisagées par les différents acteurs de l'Ouest : les uns étaient plutôt favorables à une mise en réseau des forces socialistes » (rénovateurs du DKP, VSP, DS) afin de créer un parti socialiste pluraliste à l'Ouest, d'autres souhaitaient la mise en place de plates formes au sein même du parti (majorité du KB), d'autres encore organisèrent des « tables rouges », auxquelles furent conviés divers groupes de la gauche radicale et du PDS (notamment la VSP, le MLPD, le DKP et le KB)

<sup>320</sup> „Das Tempo, in dem die DDR abgeschafft wird, läßt keine Atempause. Linke beider Staaten müssen sich verständigen, sie müssen lernen, zusammenzuarbeiten. Daß dies nichts mit "natürlichem deutsch-deutschen Zusammenwachsen" oder "Wiedervereinigung von unten" zu tun hat, sollte jedem klar sein, der weiß, daß hier Welten aufeinanderprallen“ cf. „DDR-Linke im Übergang, Versuch einer Situationsbeschreibung“ in *Arbeiterkampf*, 2.4.1990

Collaborer, travailler ensemble, cela ne signifiait pas « réunifier » les gauches de l'Est et de l'Ouest de la nouvelle Allemagne, disait cet acteur est-allemand. L'ensemble de ces acteurs de l'Est et de l'Ouest : gauche radicale à l'Ouest, gauche de l'opposition et gauche de l'ancien establishment à l'Est, avaient développé, chacune à leur manière et pour des raisons différentes, une puissante rhétorique antinationale en opposition à la Réunification allemande. Le pouvoir de nuisance de la nouvelle « grande puissance allemande », la nouvelle qualité de « l'impérialisme allemand » faisaient consensus dans des Listes de gauche réunissant ces acteurs de l'Est et de l'Ouest. Par ailleurs la position antinationale était empreinte de l'amertume des « perdants de l'Histoire ». L'unité allemande représentait aux yeux de la gauche de l'opposition est-allemande, comme à ceux de la gauche radicale de l'Ouest une série de « triomphes » : outre celui du nationalisme, celui du capitalisme, de l'impérialisme, et de menaces aux plans intérieur et extérieur : extension de la domination économique, politique et militaire sur les pays voisins, aggravation du racisme de l'antisémitisme. Des deux côtés, l'amertume était nourrie par l'adhésion des « peuples » au projet de Réunification et confortait de nouveau la marginalité politique de ces groupes à l'Est comme à l'Ouest. Et tandis que la majorité de la classe politique à l'Est comme à l'Ouest, même au parti Vert, se convertissait progressivement à l'unité allemande, cette position anti-Réunification perdurait dans ces milieux de part et d'autre du mur, et ce bien au-delà de 1990 et assurait un dénominateur commun entre les acteurs de l'Est et de l'Ouest qui se rencontraient par le biais des *Linken Listen*.

Ces listes électorales de gauche présentaient un éclectisme prometteur. Différents groupes de l'Est et de l'Ouest s'y rencontraient : certains acteurs – dispersés, car la majorité s'était retirée du jeu électoral – de l'ancienne opposition est-allemande (VL, des *Nelken*), des représentants du PDS et divers acteurs de la RL, de formations trotskistes (VSP) de l'Ouest. La majorité du KB maoïste y participa activement. A l'été 1990, Claudia Gohde, rédactrice d'*Arbeiterkampf*, fut la première cadre du PDS à l'Ouest. Elle fut chargée de la préparation des élections et de la formation des antennes locales à l'Ouest. En amont de la création des Listes de gauche/PDS, le cercle de partisans d'une politique d'alliance à Hambourg avait rendu publique la déclaration suivante « nous voulons avec tous les opposants, y

compris ceux du PDS [...], trouver des possibilités de collaboration »<sup>321</sup>. De quelle « opposition » était-il question? « Nous partons du fait qu'il est dans l'intérêt de toute la gauche de viser une représentation parlementaire, soit sous la forme du PDS soit sur la base d'une nouvelle formation de gauche soutenue par le PDS ou bien encore d'une alliance électorale, laquelle porterait tout d'abord les voix de l'opposition de gauche de RDA sur cette 'tribune' et qui par ailleurs serait aussi pour la gauche de RFA un interlocuteur et un 'porte parole'<sup>322</sup> ». Dans cette déclaration, l'opposition recouvrait à la fois l'opposition parlementaire, les opposants politiques de l'Allemagne réunifiée et les opposants politiques est-allemands. En effet, il semble que les membres des Listes de gauches aient perçu – ou du moins « vendu » – leur projet comme une manière, diffuse, de coopérer politiquement et « en premier lieu », non pas avec le parti héritier du SED mais avec l'opposition est-allemande. Dans un entretien accordé à la *taz*, l'un des membres ouest-allemands des Listes de gauche/PDS justifiait son choix par le partage d'une position commune avec l'opposition est-allemande : « Ma critique à l'encontre de l'Etat SED recouvre largement la position du mouvement citoyen, qui finalement a énormément contribué à l'effondrement de l'Etat-SED<sup>323</sup> ». Il s'agissait probablement aussi d'une façon de se distancier de l'héritage stalinien du parti.

La programmation des *Linken Listen* votée lors d'une réunion de 800 délégués, esquissait les points de rapprochement possible, et faisait honneur aux différents héritages en présence. Le « nous » était ici défini de manière positive : une « force de gauche, radicale-démocratique, économique et féministe », et l'on y reconnaît les revendications de la l'opposition est-allemande (démocratie, démilitarisation, sécurité sociale etc.). Les listes de gauche/PDS prônaient une ligne

---

<sup>321</sup> „Wir wollen mit allen Oppositionellen einschließlich der PDS [...] nach Möglichkeiten der Kooperation suchen.“ Appel à la conférence de Köln, fin mai 1990 cité par Heinrich Eckhoff: „Was war die Linke Liste/PDS? Über einen 15jährigen Versuch der Vereinigung von Ost- und Westlinken“, in *Disput*, 5, 2005

<sup>322</sup> „Wir gehen davon aus, dass es im Interesse der gesamten Linken liegt, entweder in Form der PDS oder einer auf die Basis der PDS gestützten neuen linken Formation oder auch eines um die PDS herum aufgebauten Wahlbündnisses eine parlamentarische Repräsentanz zu erreichen, die erstens die Stimmen der linken DDR-Opposition auf diese 'Tribüne' trägt und die zweitens auch für die BRD-Linke Ansprechpartner und 'Sprachrohr' sein könnte. LG: Arbeitsgrundlage des LG zu DDR, PDS und Wahlen“, in *Arbeiterkampf* 320 (1990), cité par Gerber, J. (2009). op.cit. p 228

<sup>323</sup> „Meine Kritik am SED-Staat hat sich weitgehend mit der Position der Bürgerbewegungen, die schließlich zum Sturz des SED-Staat maßgeblich beigetragen haben, gedeckt“ in „Es geht darum, links zu bleiben“, Interview mit Michael Stamm, l'un des initiateurs de l'alliance électorale de Hambourg, Linke Liste/PDS, in *Die Tageszeitung*, 31.07.1990, Stamm faisait partie des anciens théoriciens de la GAL : liste alternative des Verts de Hambourg.

plus radicale que le PDS, puisqu'elles mettaient explicitement, au contraire du parti, l'accent sur l'anticapitalisme. Dans cette programmation, la Réunification est discrètement éludée et signalée par « dans l'Allemagne à venir ». Le commun sur lequel se rencontraient les acteurs de l'Est et de l'Ouest semblait bien amené par l'idée d' « opposition », permettant en quelque sorte l'intégration de cet héritage de la gauche est-allemande.

Les différents acteurs en jeu n'eurent pourtant guère le temps de mettre en œuvre les options explorées. La décision du tribunal constitutionnel fédéral du 29.9.1990, rendait impossible, dans les anciens *Länder*, l'alliance de listes électorales de l'Est et de l'Ouest. Elle compromettait donc le concours autonome des Listes de gauche/PDS<sup>324</sup> et lia leur sort à celui du parti PDS. Celui-ci était par ailleurs assuré d'entrer au Bundestag par la décision du tribunal d'assouplir la règle des 5% de voix nécessaires à un parti pour y être représenté, et de ne l'appliquer que sur le seul territoire électoral de l'ex-RDA. Cette décision garantissait ainsi au PDS une totale indépendance vis-à-vis des anciens *Länder*, où il ne devait pas être représenté pour entrer au Bundestag. Aussi le PDS proposa-t-il le concours des Listes de gauche/PDS, sous la bannière du PDS, forçant ainsi leur allégeance complète. Le 14 octobre 1990, les Linken Listen/PDS furent alors réduites à de simples antennes à l'Ouest du parti est-allemand, ce qui amena le départ de la plupart de ses membres ouest-allemands : le parti passait ainsi de 5 à 6000 sympathisants en septembre 1990 à l'Ouest à 1500 sympathisants un mois plus tard<sup>325</sup>.

0,3 % : ce fut le résultat des Listes de gauche à l'Ouest le 2 décembre 1990, tandis que le PDS remportait 9,9 % des voix dans les nouveaux *Länder*. Les militants ouest-allemands avaient tablé sur le vote protestataire des Allemands de l'Ouest opposés à la Réunification et votant pour un parti diffamé dans les médias et les sphères dirigeantes. Le camouflet qu'ils essuyèrent était glaçant. Il révélait à quel point cette gauche antinationale était isolée. Après les élections, les structures du parti à l'Ouest furent revues à la baisse. Cet échec inaugurait une décennie où

---

<sup>324</sup> Elles ne pouvaient, seules, être assurées de dépasser la barrière requise par le système électoral allemand des 5% dans les anciens *Länder*

<sup>325</sup> « Sympathisants » dans le sens d'acteurs qui participaient aux réunions et congrès des Listes de gauche. Gerber, J. (2009). op.cit. p 239 et p 210, s'appuyant sur Moreau, P. (1990). Pp. 44, 220

l’espoir d’une réunion des gauches de l’Est et de l’Ouest fut durablement déçu<sup>326</sup>. Le PDS en effet, misa par la suite sur une stratégie d’ancrage à l’Est et son rayonnement à l’Ouest fut trop faible pour former les bases de la construction d’un parti. Malgré quelques succès isolés localement, le PDS à l’Ouest resta un « corps étranger dans la société ouest-allemande »<sup>327</sup>, un appendice du PDS est-allemand, incapable d’alliances véritables avec d’autres groupes de la gauche ouest-allemande. Après cette expérience, beaucoup conclurent au caractère hétérogène et inconciliable des gauches dans les deux pays, la courte expérience de la politique d’alliance fut ainsi rejetée par ses acteurs mêmes.<sup>328</sup>

Dans leurs analyses concernant la politique d’alliance de la gauche ouest-allemande avec le PDS, plusieurs observateurs et anciens acteurs de cette époque recourent au terme commode de « projection ». Selon eux, ces acteurs de la gauche ouest-allemande auraient « projeté » leurs propres désirs sur le PDS, sans s’intéresser à la nature véritable du parti, sans prendre acte ni connaissance des réalités est-allemandes propres. Ainsi, dans un regard rétrospectif, Heinrich Eckhoff, d’abord membre du KB puis, dès septembre 1990 d’une Liste de gauche/PDS, interprétait-il la stratégie de la gauche de l’Ouest, c’est-à-dire des acteurs de la Liste de gauche/PDS dont il fut membre, par une « logique strictement ouest-allemande » animée avant tout par la volonté de s’opposer à la classe politique de l’Ouest, en lui rendant la victoire plus difficile<sup>329</sup>. Le PDS était en effet, selon ses dires, considéré avant tout comme un parti nationaliste et trop réformiste. Jan Gerber lui aussi explique l’option du PDS, envisagée par ces acteurs de l’Ouest, par la « projection », parce que les acteurs en question auraient vu dans le PDS un acteur susceptible de bousculer les équilibres à gauche de l’échiquier politique<sup>330</sup>.

---

<sup>326</sup> Heinrich E. *Was war die Linke Liste/PDS? Über einen 15jährigen Versuch der Vereinigung von Ost- und Westlinken*, in *Disput* 5, 2005. loc.cit.

<sup>327</sup> Ibid.

<sup>328</sup> „Heute, nach etwa einem Jahr Erfahrungen mit der Linken, der gesellschaftlichen Realität und dem Politikverständnis in den fünf neuen Bundesländern, mit den Erfahrungen sehr enger pragmatischer Zusammenarbeit in dem Wahlbündnis PDS/Linke Liste, den wahlverwandtschaftlichen Beziehungen mit einigen GenossInnen aus der VL, den Erlebnissen aus den Bündnissen mit den Bürgerbewegungen, aus all diesen Erfahrungen müssen wir feststellen, daß der Einschnitt des November 1989 sehr viel tiefer und anders ist, die zusammengeschlossenen Gesellschaften so viel unterschiedlicher sind, als wir trotz (oder gerade wegen?) aller Wortgewalt im Strömungsstreit erwartet haben.“ In „Bündnispolitik mit der PDS“ *Arbeiterkampf*, 11.2.1991

<sup>329</sup> Eckhoff, H. (2005). loc.cit.

<sup>330</sup> Gerber, J. (2009). op.cit. p 229

Pourtant, avec les *Linken Listen*, il s'agissait de l'unique expérience d'une rencontre entre acteurs de la gauche radicale de l'Ouest, de l'ancienne opposition et de l'ancien établissement est-allemands. Et elle était portée par des espoirs réels, de part et d'autre, avant d'être limitée par les contraintes structurelles que lui imposait le Tribunal constitutionnel fédéral (il limitait nécessairement la marge de manœuvre des *Linken Listen* en liant leur sort à celui du PDS). Aussi, congédier rétrospectivement cette expérience d'un revers de la main, en la qualifiant de « projection » erronée par les acteurs, revient peut-être à céder une fois de plus au pouvoir de ce discours antinational. N'est ce pas lui en effet qui conduit à diminuer voire à étouffer – jusque dans la dimension rétrospective du souvenir que l'on construit, (comme chez Eckhoff) – cette expérience de rencontre inédite entre ces divers acteurs de l'Est et de l'Ouest, portée par des attentes politiques réciproques et une ouverture mutuelle dont la programmation électorale de 1990 témoignait ? Personne ne peut dire ce qu'il serait advenu de ces Listes de gauche, si elles n'avaient pas été limitées par les décisions du Tribunal Constitutionnel fédéral dans le contexte de réorganisation des règles électorales après la Réunification. Sans doute auraient-elles été minées rapidement par les conflits. Néanmoins elles présentaient un équilibre et une ouverture Est/Ouest qui auraient pu être prometteurs, si les contraintes structurelles avaient été autres, ce que l'omniprésence du discours antinational de la gauche radicale ouest-allemande, même rétrospectif, ne pouvait reconnaître.



## IV. Et la gauche de l'opposition est-allemande ?

### 1. L'adoption de la rhétorique antinationale par la gauche de l'opposition est-allemande

Les résultats aux élections de la *Volkskammer* en mars 1990 avaient signé la sortie de la gauche de l'opposition est-allemande de l'échiquier parlementaire en RDA et *a fortiori* en Allemagne unifiée. Les acteurs se dispersèrent alors. Certains membres de la *Vereinigte Linke*, du groupe marxiste *Gegenstimmen* notamment, envisagèrent une collaboration électorale avec les listes du *Bündnis 90*, d'autres avec le PDS, et d'autres enfin refusèrent toute politique d'alliance.

Dans les cercles des anciens opposants, le débat sur le PDS fit également rage. Il était davantage marqué par les expériences récentes de la politisation au sein de l'opposition. Les réfractaires à la politique d'alliance s'opposaient à toute collaboration avec l'ancien parti d'Etat, leur adversaire politique direct en RDA, sous prétexte qu'il s'agissait de se positionner dans la nouvelle nation. Les militants de la VL dénigraient les « bureaucrates arbitraires » du PDS, qu'ils opposaient à leurs principes fondamentaux : la « souveraineté du peuple », l'« auto organisation », la « démocratie directe » et la « liberté »<sup>331</sup>. Leur identité politique s'était formée dans la résistance à toute forme politique apparentée au « stalinisme » ou au centralisme autoritaire. A l'instar de la gauche radicale ouest-allemande, l'hostilité à la politique d'alliance avec le PDS avait pourtant trouvé une rhétorique également antinationale : le choix du PDS faisant désormais partie du paysage électoral de la nation unifiée, celle-ci incarnait la nouvelle structure du pouvoir, elle signifiait également la trahison d'un « renouvellement » du socialisme en RDA. « A chaque fois que, au sein de la VL Leipzig, un processus de renouvellement et de stabilisation se met en place, il est massivement mis à mal par des signataires du „Deutschland-einig-Vaterland“, par des initiateurs de l'union monétaire et ceux qui veulent s'acheter des

---

<sup>331</sup> „Machtmissbrauch“, „Korruption“, „selbstherrliche Bürokraten“ versus „Volkssouveränität“ et „Basisdemokratische Selbstorganisation“, „Freiheit und Demokratie“. Par exemple in „Aus dem vorläufigen Programm der Vereinigten Linken zur Volkskammerwahl, Wer ist die „Vereinigte Linke“ und was will sie?“ in *Arbeiterkampf*, 5.3.1990

places sur une liste [électorale]<sup>332</sup> ». Après 1990, plusieurs se lièrent aux *Linken Listen* comme Marion Seelig, ancienne de la *Kirche von Unten*.

La gauche de l'opposition est-allemande faisait elle aussi - bien que pour des raisons et dans un contexte très différents – l'expérience de ce décalage absolu avec la majorité de la population, comme nous l'avons entrevu dans le chapitre précédent. Les slogans antinationaux de la gauche radicale ouest-allemande faisaient l'objet de *transferts*. Certains des opposants est-allemands avaient ainsi brandi en marge des manifestations du lundi (*Montagsdemos*) à Leipzig, des banderoles portant l'inscription « La Réunification ? Nous ne voulons pas d'un quatrième Reich ! »<sup>333</sup>.

Après l'échec électoral de mars 1990, la VL persistait également dans l'opposition à la Réunification. Cette opposition prit des expressions parfois semblables à celles de la RL ouest-allemande : « Nous sommes *antideutsch* et nous nous opposons à la convoitise du capital, qui veut annexer la RDA. Derrière cela, il n'y a pas seulement l'appât du gain, mais aussi une folie nationaliste et *völkisch*<sup>334</sup> ». La VL et *Die Nelken* continuaient de plaider pour une « alternative au stalinisme et au capitalisme » et multipliait les slogans contre la Réunification, le nationalisme, associés déjà au racisme et à la xénophobie (la scène néonazie se développait déjà dans les *Länder* de l'Est). Dans le cadre de la campagne électorale de décembre 1990, la VL refusait, dans une déclaration officielle de participer, « en tant qu'organisation aux élections du *Reichstag* de la Grande Allemagne<sup>335</sup> ».

## 2. La gauche de l'opposition et 1990 : l'histoire d'une défaite

L'unité allemande et la problématique nationale leur apparaissaient comme le choix de la « soumission » de sujets « subalternes », « soumis au père tout

<sup>332</sup> „jedes Mal dann, wenn innerhalb der VL Leipzig ein Prozess der Erneuerung und Stabilisierung einsetzt, dieser durch irgendwelche „Deutschlandeinigvaterlandparolenunterzeichner, Währungsunionseinführer und Listenplätzcheneinkäufer“ massiv gestört wird.“ in *telegraph*, 19.9.1990

<sup>333</sup> „Wiedervereinigung ? wir wollen kein Viertes Reich!“ *Montagsdemo* du 4.12.1989, Wolfgang Schneider in Reader „*Nie wieder Deutschland*“, op.cit. (1990). p 141

<sup>334</sup> „Wir sind anti-deutsch und wenden uns gegen jede Begehrlichkeit des Kapitals, sich die DDR einzuverleiben. Dahinter steckt nicht nur Profitgier, sondern auch nationalistische und völkische Wahn [...]“ in déclaration presse de la VL, 1990, Archives IISG Amsterdam, Fonds *DDR Opposition*.

<sup>335</sup> *Die Tageszeitung*, 30.10.1990

puissant <sup>336</sup>» que représentaient le SED, puis le gouvernement Kohl. Les opposants de la UB, de la KvU et du journal *telegraph* interprétaient le nationalisme de la population est-allemande, tant conspuée par la gauche radicale ouest-allemande, avant tout comme une aspiration au bien-être matériel. Leurs réflexions sur le nationalisme et les rapprochements avec le National-socialisme restèrent limités, de l'ordre d'un discours superficiel qui ne déterminait pas véritablement leur façon de penser. Leur conception des structures de pouvoir, les amenait à opposer les décideurs, « en-haut », et le peuple, « en-bas » bien qu'ils se soient désolidarisés de ce peuple « subalterne ».

Les tables rondes de décembre 1989 signalaient à la fois l'apogée et la fin du mouvement social. Pour les groupes de la « gauche de l'opposition », une seule lecture de 1989 peut être faite : celle d'une défaite. Bernd Gehrcke, ancien opposant, membre de la VL, revenant quelques années plus tard sur 1989/90, parlait d'un « échec historique » du mouvement d'opposition, d'un « héritage perdu ». Il exprimait de l'amertume face à un « trésor » perdu, aux grands débats de l'opposition avant 1989 aux projets de démocratie radicale, et tous les possibles dans ce court laps de temps où, après la chute du mur de Berlin, une société s'était libérée « du Diktat d'un système de commando bureaucratique<sup>337</sup> ». L'opposition en RDA était une minorité subculturelle, incapable de mobiliser de manière large : il y avait donc des raisons structurelles à cet échec. Mais il l'expliquait aussi par le refus de la plupart des groupes de l'opposition de poser la question du pouvoir d'une part, et la question de la Réunification d'autre part<sup>338</sup>. Surtout, il déplorait après coup la politique défensive des gauches non staliniennes des deux Etats allemands<sup>339</sup> qui avaient refusé frontalement la Réunification.

---

<sup>336</sup> Rüddenklau, W. (1992). op.cit. p 287

<sup>337</sup> „Dieser Schatz [...] bestand in dem kurzen Versuch einer Gesellschaft, die sich vom Diktat des bürokratischen Kommandosystems freigemacht hat, ihre eigenen Erfahrungen zu sozialisieren“, in Gehrcke, B., Rüddenklau, W. (1999). *das war doch nicht unsere Alternative*, Münster, p 431

<sup>338</sup> Gehrcke, B., Rüddenklau, W. (1999). op.cit. p 426

<sup>339</sup> „der nichtstalinistischen Linken beider deutscher Staaten“, Gehrcke, B., Rüddenklau, W. (1999). op.cit. p 428

## V. Conclusion

### 1. La position antinationale en 1990 : un consensus dans la gauche radicale avant la Réunification

C'est au cœur du projet de la « *Radikale Linke* » (RL) – projet de mise en réseau des divers acteurs et courants de la gauche radicale ouest-allemande initié par des transfuges du parti Vert au printemps 1989 – que la position antinationale trouva sa formulation première dès le début de l'année 1990. Pourtant, la RL devait avant tout son existence aux circonstances dans lesquelles se trouvait la gauche ouest-allemande, à une époque de reflux des mobilisations écologistes et pacifistes des années 1980. Ses fondateurs, tout en étant habités d'une démarche réflexive, étaient en quête de nouveaux alliés et de nouvelles pratiques distinctes à la fois de l'expérience parlementaire qu'ils avaient pratiquée et de celle des mouvements sociaux qui les avaient déçus. L'étude des étapes de ce projet de la RL s'est présentée comme un aperçu dans la scène de la gauche radicale ouest-allemande, dans les différentes cultures politiques qui la composaient et dans les débats qui l'animaient lorsque la chute du mur puis la Réunification survinrent.

La relative malléabilité de la rhétorique antinationale, nourrie par les rhétoriques antiimpérialiste, anticapitaliste, écologiste, renfermait encore les ferments d'une lutte pour les premiers, d'un changement possible, elle entérinait au contraire plusieurs constats d'échec pour les seconds, tentés de faire triompher la continuité sourde et obscure de l'histoire allemande. Ces débats étaient encore marqués par l'éclectisme de la Nouvelle gauche ouest-allemande – et la *Radikale Linke* partageait une commune origine avec le parti Vert et certains intellectuels progressistes (Grass), tenants du post nationalisme. Mais, tandis que le parti Vert et la plupart des intellectuels de la Nouvelle gauche finirent par se rallier à la Réunification, la gauche radicale ouest-allemande fut marquée par la persévérance dans cette position antinationale. Or cette position allait inaugurer une série de ruptures radicales avec cette Nouvelle gauche, comme nous le verrons dans les chapitres V et suivants. En ce sens, Koenen avait raison de présenter la manifestation du 12 mai 1990, à la manière d'un baroud d'honneur de la Nouvelle gauche ouest-allemande.

## **2. Après les « élections du Reichstag », le 2 décembre 1990, le repli de la gauche radicale « antinationale » dans l’arène extraparlamentaire**

Dans la perspective des premières élections de l’Allemagne unifiée, en décembre 1990, une partie de la RL se déclarait favorable au boycott électoral, au nom d’une « intégrité » de l’identité de gauche : celle-ci passait, pour ces acteurs, par le maintien d’une opposition frontale contre la nation. Il s’agissait de créer une gauche « antinationale et explicitement extraparlamentaire <sup>340</sup> » capable d’intervenir dans la société, de forcer le rapprochement entre autonomes et gauches radicales, de nier « sans compromis toute identification avec le propre impérialisme, de mépriser tout ‘nous national’ et de développer une conscience antinationale et une antiposition et subkultur antinationale <sup>341</sup> ». Le « nous » de cette gauche antinationale se construisait ainsi non seulement en marge de la nation, mais également contre elle, dans sa négation.

Les militants, passagèrement soudés autour de l’opposition à l’unité allemande, se disséminèrent de nouveau. D’autres formations plus établies – le nouveau PDS et le parti Vert – exerçaient ou retrouvaient un pouvoir d’attraction, générant autour de la RL une zone de dépression. La RL avait donc échoué dans son projet fédérateur de la gauche ouest-allemande. La nation devint le lieu où semblaient se redessiner les frontières entre ce qui appartenait à une identité de gauche et ce qui trahissait cette identité, entre le pouvoir d’un côté et le véritable contre pouvoir de l’autre. A travers les seuls prismes de l’approche organisationnelle ou de la recherche sur les mouvements sociaux, l’histoire de la RL se réduirait à celle d’un embrasement sans lendemain, intimement lié à la vive émotion que suscitait la perspective de l’unité allemande. La RL eut tôt fait de consumer ses potentiels de mobilisation et ne donna pas lieu à une organisation stable et pérenne. Pourtant la thématique antinationale développée face à la réunification, survécut dans le milieu au-delà même des années 1990. Cette brève période se solda certes par un échec immédiat, mais renfermait des problématiques que la décennie 1990 ne suffit pas à épuiser.

---

<sup>340</sup> „antinationale und explizit außerparlamentarisch“

<sup>341</sup> „Radikale Linke kontra Reichsgründungswahl“ in *Arbeiterkampf*, 15.10.1990. loc.cit.

Au sein même de cette coalition antinationale de la gauche radicale ouest-allemande, des tensions avaient lieu. Certains envisagèrent un rapprochement avec le PDS, par le biais des *Linken Listen*. Dans ce cadre se réalisait une brève collaboration entre ceux de la gauche radicale ouest-allemande qui, délaissant la position strictement défensive et de *négation* de la nation et ceux de la gauche de l'opposition, faisant le choix du « compromis » et se montrant prêts à collaborer avec l'héritier du SED, leur ancien adversaire politique direct en RDA. Les listes de gauche présentaient cet assemblage inédit. Le 2 décembre 1990, la population est-allemande plébiscita largement « le parti de la Réunification », la CDU-CSU. Le parti d'extrême droite, les Republikaners, remportèrent un million de suffrages, et firent un score de 7,9% à Berlin, soit 11 sièges. Mais les listes de gauche n'atteignirent pas le 1% de voix. Ce violent camouflet pour la représentation parlementaire de la gauche antinationale garantissait la marginalité de la gauche radicale en Allemagne réunifiée.

Après cette courte expérience des *Linken Listen*, des deux côtés de l'ancien mur, les gauches radicales se replièrent sur elles-mêmes. Les quelques tentatives de nouer des liens avec les acteurs de la gauche est-allemande – chez quelques groupes et acteurs autonomes et trozkistes après la chute du mur, chez quelques acteurs de la RL, partisans de l'option PDS, c'est-à-dire favorables à la participation aux *Linke Listen* – furent rapidement réduites au silence. La position antinationale dominait dans la gauche ouest-allemande. Elle se refusait à toute alliance avec des alliés à l'Est, qui auraient contribué à organiser la « réunification par en bas » et ainsi à cautionner *in fine* le nouvel ordre national dominant. De son côté la gauche de l'opposition est-allemande s'était également retirée dedans la sphère parlementaire.

### **3. La gauche allemande et la Réunification, discussion des catégories historiographiques : « Idéalisme », « romantisme » versus « pragmatisme » ou « réalisme » ? Un *Exkurs***

Comme nous l'avons déjà évoqué dans la conclusion du chapitre précédent, les catégories de « pragmatisme » et d'« idéalisme » sont souvent utilisées pour expliquer le fossé entre l'opposition et la population et expliquer le repli voire

l'échec de l'opposition est-allemande notamment dans la « révolution nationale »<sup>342</sup>. Quelque soient les déplacements opérés sur lui (c'est-à-dire le degré de *pragmatisme* ou d'*idéisme* attribué à l'opposition), cet axe oppose, pour le valoriser *in fine*, le pragmatisme de la population appelant la solution nationale à l'« idéisme » de l'opposition qui souhaitait l'avènement d'un socialisme démocratisé sur le sol est-allemand.

L'historien Apelt, ancien membre du *Neues Forum*, nuance cette opposition entre idéisme supposé de l'opposition et réalisme supposé de la population est-allemande en présentant notamment la question nationale comme une solution providentielle pour l'opposition est-allemande. Ainsi il réhabilite la majorité de l'opposition, la repêche en quelque sorte dans le panier du « pragmatisme », c'est-à-dire du côté de la nation réunifiée. On a le sentiment en le lisant que la Réunification était bel et bien, même si les acteurs de l'opposition ne le formulaient pas ainsi ou n'en étaient pas encore conscients, une solution providentielle à toutes les revendications : celles de la population, mais aussi celles de l'opposition : union nationale, stabilisation internationale, libéralisation intérieure. Or cela n'était manifestement pas le cas pour la gauche de l'opposition et c'est encore là, à l'épreuve de la réunification que le terme de « gauche de l'opposition » affirmait ses contours. Les groupes de la gauche de l'opposition n'associaient pas les progrès en termes de droits de l'homme et de libéralisation politique à une quelconque revendication nationale, bien au contraire.

Si l'on considère l'historiographie sur la gauche ouest-allemande, l'on note précisément l'inversion de ces catégories. Contrairement aux autres partis SPD, CDU/CSU et FDP, qui se rallièrent rapidement à l'unité allemande, le parti Vert connut une désorientation de plusieurs mois après la Réunification. Or, au parti écologiste, plusieurs positions quant à la « *Deutschlandpolitik* » avaient été développées avant la *Wende*, notamment au cours des mobilisations pacifistes. Celle des « *Nationalpolitiker* » partait d'une identité commune entre citoyens de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne, victimes d'une division dont les puissances alliées étaient rendues aussi responsables. Ils rejoignaient en cela, les positions de groupes

---

<sup>342</sup> Cf. Neubert, E. (1998). *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, Berlin ou Apelt, A. (2009). *Die Opposition in der DDR und die deutsche Frage*, Berlin.

marxistes léninistes, comme le KPD/ML. Les « *Realpolitiker* », en revanche, raisonnaient à partir de la culpabilité du peuple allemand, rendu donc responsable de la division et contestaient l'idée d'une identité nationale commune<sup>343</sup>. Ainsi, dans la perspective de la Nouvelle gauche le « réalisme » était opposé à l'option de la Réunification, tandis que les « nationaux » étaient du côté de l'idéalisme. Dans la perspective de l'opposition est-allemande en revanche, le « réalisme » – ou pragmatisme – après coup, était précisément le choix de l'option de la Réunification.

Certes le sens de ces catégories appliquées à la nation allemande, évolua brutalement avec la précipitation des événements en 1989/90 et la rapidité avec laquelle se fit la Réunification. La liesse de la population des nouveaux et des anciens *Länder* trouva un écho dans la pléthore de formules des contemporains et historiens exprimant le caractère presque fantasmagorique de l'événement survenu quelques mois après l'effondrement du socialisme réel. Prédire la disparition d'une « partie du monde », de la configuration internationale et idéologique de la Guerre Froide aurait été de l'ordre du « fantasme » jusqu'à l'été 1989 selon l'historien Wehler, pour qui 1990 entérinait « l'unité inespérée ». Ainsi très vite ce qui était de l'ordre de l'idéal devenait rapidement de l'ordre du réel ou du pragmatisme.

Néanmoins, le caractère relatif et fluctuant de ces catégories de « réalisme » ou « pragmatisme » et « d'idéalisme » pour parler de la gauche face à la Réunification, relève de projections rétrospectives : en effet, sur le moment, la Réunification aurait pu sembler aux acteurs est-allemands en 1989 plus « idéaliste » que « pragmatique ». Par ailleurs, ces catégories présupposent dans la majorité de la population est-allemande, une schizophrénie qui l'aurait portée à subir un discours officiel mais sans y croire du tout. Evidemment, la situation économique déplorable de la RDA précipita la Réunification et le désir de bien être de la population, l'opposition en était elle-même bien consciente. Mais ce que nous disent les sources de la UB, de *telegraph*, mais aussi de la KvU et de la VL, étaient d'une part la preuve qu'ils croyaient au socialisme, non au « stalinisme », d'autre part, qu'ils rejetaient le capitalisme, et ce – à la différence des autres plateformes de l'opposition *Neues Forum, Demokratie Jetzt* – jusqu'après 1990

---

<sup>343</sup> Cf. Ludwig, A. (1995). *Neue oder deutsche Linke?: Nation und Nationalismus im Denken von Linken und Grünen*, Opladen



Plutôt que de parler « d’élitisme », il conviendrait peut-être de parler plus simplement de « déception ». Nous oserons en effet « repêcher » nous aussi ces acteurs de l’opposition, certes idéalistes mais non insensés et encore moins insignifiants. Et cela vaut également pour les acteurs antinationaux de la RL. Chez les uns et chez les autres, la déception vis-à-vis du « peuple » était amère. D’autant que s’ouvrait l’ère de l’activisme *antifa* et *antira* dans un contexte de progression des violences raciste et xénophobes au début des années 1990.



## Chapitre IV

### Les gauches radicales, à l'Est et à l'Ouest, à l'épreuve de la nation réunifiée (1990 - 1993)



Figure 1 : Dessin paru dans Telegraph, le 22.03.1991.<sup>344</sup>

<sup>344</sup> «- 25 années de mouvement autonome à l'Ouest, de lutte contre le système à la con, c'est tout de même un fait que vous ne pouvez pas simplement effacer d'un revers de main, non ?! Vous n'avez pas connu les squats, ni les manif Sponti, ni les blocus Shell etc. Quelles expériences avez-vous au juste?!

- bah, c'est vrai. En fait jusqu'ici on a seulement participé au renversement du gouvernement. »

Paru en mars 1991, six mois après la Réunification, dans *telegraph*, le journal ayant succédé aux *Umweltblätter* de l'opposition est-allemande (cf. Chapitre II), ce dessin illustre une conversation de bistrot entre un punk autonome ouest-allemand et un ancien opposant est-allemand. Ni le nom, ni l'origine du dessinateur ne sont indiqués mais l'on devine son empathie pour le personnage de droite aux yeux cernés, à l'air accablé. Tandis que le punk ouest-allemand arbore sa crête capillaire comme un trophée, un gage matérialisant l'ensemble des luttes politiques de la gauche radicale ouest-allemande contre le « système à la con », qu'il se complait à recenser – les squats, les manifs *sponti*<sup>345</sup> les blocus antinucléaire –, son camarade de l'Est, le cheveu terne et plat, admet qu'en effet, ils n'ont « que » aidé à « renverser le gouvernement ». Toute l'amère saveur de ce dessin réside naturellement dans le ton asthénique sur lequel est formulée cette réplique pourtant cinglante. Plutôt que de l'asséner à l'infatué punk ouest-allemand, l'ancien opposant de RDA semble se ranger à l'opinion de son interlocuteur, dans une position d'humilité qui frise l'assujettissement. Ce dessin nous dit quelque chose de la perception par la gauche ouest-allemande, ainsi que de l'auto perception de l'opposition est-allemande dans le nouveau contexte de l'Allemagne unifiée. Comment expliquer cette dévalorisation, par le punk ouest-allemand et par l'un des acteurs de l'opposition est-allemande, de l'héritage de 1989, réduite du reste à un 'simple' « renversement de gouvernement » dans la bouche de l'un de ses acteurs ?

Ce dessin nous permet d'introduire les interrogations de ce chapitre consacré à la reconfiguration Est-Ouest de la scène de gauche radicale après la Réunification, où la question de la nation intervenait désormais avant tout comme expérience vécue, ou „Erfahrungsgeschichte“, comme redéfinition commune des contenus politiques d'une gauche radicale allemande. *De facto* des acteurs se retrouvaient membres d'un même ensemble : la nation réunifiée, tout à la fois arène et objet de leur politique. Comment se reconnurent-ils, ou pas ? Les acteurs de l'Est et de l'Ouest jetèrent-ils les bases, et si oui, sur quels terrains, du *commun* nécessaire à la redéfinition commune des luttes ? Comment les positions *a priori* antinationales développées à l'approche de la Réunification par la gauche ouest-allemande et la gauche de l'opposition à l'Est, se

---

<sup>345</sup> 'Spontis' de 'spontan', spontané, désigne un courant politique de la Nouvelle gauche. Les 'Spontis' considéraient la « spontanéité des masses » comme le moteur de l'histoire, et étaient particulièrement actifs dans les milieux étudiants et dans le mouvement des squat.

confirmèrent ou s'infirmèrent-elles à l'épreuve de « l'expérience » de la nation unifiée ?

Pour répondre à ces questions, nous examinerons divers points de rencontre entre acteurs de l'Est et de l'Ouest participant d'une reconfiguration de la scène de gauche radicale dans l'ensemble du pays, dans des domaines d'action où les traditions existaient de part et d'autre du mur. Dans ces conditions d'émiettement de la gauche de l'opposition est-allemande, de repli de la mobilisation anti-réunification de 1990 dans la sphère publiciste, la « scène » se recomposait davantage dans le milieu extraparlémentaire, c'est en ce lieu du moins que les *dynamiques* entre acteurs de l'Est et de l'Ouest étaient le plus à l'œuvre. Nous aborderons dans la première partie du chapitre les différents lieux de cette reconfiguration, où des traditions à l'Est et à l'Ouest se confrontaient et s'articulaient.

C'est ensuite sur le thème fédérateur du terrain de l'antifascisme et de l'antiracisme, terrain qui favorisait une reconfiguration de la scène à l'échelle fédérale, que nous nous attarderons. Le milieu autonome, pour lequel la Réunification ne constituait pas de rupture en soi (cf. Chapitre III), était marqué par la continuité de ses pratiques. Mais sa conversion accrue à l'activisme *antifa* et *antira* à partir de 1990, en réaction à la multiplication des actes racistes et à l'extension de la scène néonazie, allait entraîner des profonds changements dans la culture autonome tout en favorisant l'unification Est-Ouest de la scène. Nous nous attarderons donc sur ce terrain de lutte, qui favorisa l'essor et l'uniformisation d'une scène *antifa*, en Allemagne réunifiée et forma le cadre essentiel des rencontres et dynamiques Est/Ouest. D'une certaine manière, il s'agissait aussi partiellement d'une relève de génération, si l'on comprend « génération » dans le simple sens d'un ensemble d'acteurs politisés à une époque commune, on allait assister à la relève de la génération de l'opposition est-allemande dans les nouveaux *Länder* (Est).

Il ne s'agit pas ici de faire l'histoire exhaustive des différents lieux de rencontre et des différentes étapes d'une reconfiguration Est-Ouest de la gauche radicale après 1990, mais d'en présenter certains comme autant de fenêtres nous donnant à voir les reconfigurations Est-Ouest de la scène de gauche radicale. D'autres lieux où des acteurs est- et ouest-allemands étaient en contact pourraient être étudiés – notamment les *Linken Listen*, ou le groupe *Ökoli*, mais ces listes électorales où les acteurs de l'opposition étaient dispersés ne se signalaient pas

nécessairement par des dynamiques Est/Ouest. Nous demeurons par ailleurs guidée par la question de la problématique nationale qui ne fut pas unique et exclusive d'autres problématiques dans la gauche radicale – il fut question aussi des conséquences sociales du néolibéralisme (notamment dans le groupe trotskiste *Linksruck*, ou encore chez *konkret*, *Analyse und Kritik* etc.) des inégalités sociales Est-Ouest (notamment dans les groupes est-allemands), mais aussi de débats internes à la scène (notamment le débat autour de *Paul und Paula* chez les autonomes, sur les problèmes de sexisme). Mais les lieux et moments que nous proposons ici ont été des lieux où des acteurs de l'Est et de l'Ouest avaient déjà des expériences respectives locales de part et d'autre du mur et où ils se « reconnurent » comme alliés partageant des éléments communs d'une identité politique.

Nous laissons provisoirement de côté les questions de politique extérieure (guerre du Golfe puis guerres de Yougoslavie) et les questions relatives à la renégociation du rôle de l'Allemagne sur la scène internationale qu'elles posaient dans le milieu (chapitre V).

## **I. Après 1990 : La reconfiguration de la scène sous le signe du conflit Est/Ouest**

### **1. Après les mobilisations contre la Réunification, la dispersion à l'Est et à l'Ouest**

Dès la chute du mur, la gauche de l'opposition est-allemande avait été divisée quant aux stratégies à adopter avec le SED, puis sur la question des élections qui trahissaient les principes de démocratie directe qu'ils avaient développés dans l'opposition à la dictature est-allemande, ensuite sur la question d'une alliance électorale avec l'héritier de l'ancien parti Etat, qui avait été leur adversaire politique, le PDS. L'émiettement et la dispersion se poursuivirent après 1990. La *Umweltbibliothek* (UB), faisant valoir l'expérience d'opposition en RDA auprès des nouvelles autorités municipales, put obtenir des subventions publiques et maintenir son existence jusqu'en 1997 dans le quartier de Prenzlauerberg, à Berlin-Est. Mais certains membres de la UB s'en étaient éloignés car ils jugeaient ces pratiques contraires à leurs principes, parce qu'elles enfrenaient leur liberté politique. La UB

se présentait alors comme un lieu de sociabilité pour les anciens opposants, un café, un lieu de rencontre et de discussion (sur l'ancienne opposition, mais aussi sur des thèmes actuels, comme la Guerre du Golfe, le féminisme etc.).

Les membres de la *Vereinigte Linke* se dispersèrent également après les échecs électoraux successifs. Certains allèrent grossir les rangs de la nouvelle formation *Ökoli* (*Ökologische Linke*), plateforme écologiste autour de *Fundis* du parti Vert et de la RL (*Radikale Linke*), dont Jutta Ditzfurth était la figure la plus connue. D'autres allèrent rejoindre les *Linken Listen* du PDS.

Quant à la *Radikale Linke* ouest-allemande, elle épuisa vite ses potentiels de mobilisation. Dissoute en 1992, la plupart de ses acteurs, dont les initiateurs Trampert et Ebermann, se retranchèrent dans les activités publicistes. Dans les journaux *konkret* et *Arbeiterkampf* (ce dernier fut rebaptisé en 1992, après la dissolution du KB, *Analyse und Kritik*), ils poursuivaient leur violente critique de la Réunification. Dans le magazine hambourgeois, *konkret*, on critiquait avec virulence les procédés de la *Treuhandanstalt*, l'organisme ouest-allemand chargé de la privatisation des entreprises est-allemandes, accusée de liquider l'économie est-allemande et de la livrer aux appétits du capitalisme ouest-allemand. La RAF fomentait son dernier attentat contre le président de l'organisation en 1991.

En divers foyers de la scène de gauche radicale s'exerçaient les attirances et répulsions réciproques entre acteurs de l'Est et de l'Ouest dans les trois premières années qui suivirent l'unité allemande. Il s'agissait de milieux où les acteurs est-allemands avaient une expérience propre à faire valoir. Le milieu des squats, lieu de l'extension du mouvement d'Ouest en Est, où certains acteurs de l'Est allaient « faire leur classe de gauche »<sup>346</sup> en était. Les rencontres entre *Infoläden* d'Est et d'Ouest, furent aussi un lieu d'échange et d'extension des structures de la gauche radicale d'Ouest en Est, où les acteurs de l'Est, comme ceux de la *Umweltbibliothek*, tenaient à faire valoir leurs propres acquis en RDA.

---

<sup>346</sup> „, *Sich abzuschotten nützt nichts*“, *Gespräch mit einer Antifa Gruppe aus Guben*“, in Arndt, S. (1992). Berlin Mainzer Straße: Wohnen ist wichtiger als das Gesetz. Berlin, p 76. Ouvrage de squatteurs et sympathisants du mouvement, qui le documentent par des interviews, photos etc.

## 2. Un foyer de *reconnaissance* réciproque entre acteurs est- et ouest-allemands : le mouvement squat après 1990

Ce milieu spécifique de la scène des squats constituait l'un des foyers – dans les sens de logement, de vie collective et de point nodal où se forgeaient les identités collectives – de la scène de gauche radicale. Néanmoins la scène des squats présentait des particularités propres, en termes d'organisation de l'habitat et de formes de résistance, particularités qui n'entrent qu'indirectement dans le cadre de cette étude. C'est en vertu de la rencontre entre militants de l'Est et de l'Ouest, de la qualité exemplaire que cette fenêtre ouvre sur la réalité d'un terrain politique en train de se reformer en marge de l'espace public, que nous nous intéressons ici à ce « foyer » de la scène de la gauche radicale.

Le mouvement des squats avait débuté en Europe de l'Ouest et dans les anciens *Länder* dans les années 1960. A cause de la pénurie d'appartements disponibles dans certaines villes, mais aussi par protestation contre les spéculations immobilières, la politique d'assainissement (*Sanierungspolitik*) et la hausse des loyers, de plus en plus d'appartements vides destinés à la destruction ou à la rénovation furent occupés. Les lieux occupés devinrent vite des espaces de vie alternative et d'autogestion collective, où les acteurs pratiquaient d'autres formes de vie commune, non dictées par les normes sociales dominantes : la structure familiale, la distribution des rôles entre hommes et femmes étaient censées être plus égalitaires et moins patriarcales (ce qui n'était pas toujours le cas). La plupart des villes de RFA avaient leurs squats – (le quartier *Schanzenviertel* de Hambourg en fut un haut lieu (*Rote Flora, Hafenstrasse*)). A Berlin-Ouest, il s'était notamment concentré sur les quartiers limitrophes du mur – comme *Kreuzberg* – désertés par les habitants plus aisés<sup>347</sup>. En 1981, 190 immeubles de Berlin-Ouest étaient occupés<sup>348</sup>. La scène des squatteurs était hétéroclite et ne concordait pas tout à fait avec la scène de gauche radicale. Elle était surtout le fait d'une gauche alternative, dont les pratiques se limitaient parfois à « l'espace privé du politique », mais ne supposaient pas nécessairement un engagement *antifa* ou un autre engagement politique, hors de l'arène du squat. Jeune dans sa composition, elle comprenait toute sorte de personnes

---

<sup>347</sup> La scène alternative de Kreuzberg aurait compté à la fin des années 1980, 40.000 membres (sur 145.000 habitants) in Katsiaficas, G. (1997). op.cit., p 87

<sup>348</sup> Schultze, T., & Gross, A. (1997). *Die Autonomen : Ursprünge, Entwicklung und Profil der Autonomen*. Hamburg, op.cit., p 159



: étudiants, mais également chômeurs, bénéficiaires de l'aide sociale ne pouvant se payer un loyer, punks, jeunes parents, hippies etc.<sup>349</sup> Les squats étaient souvent le théâtre « d'échauffements » d'une part avec les forces de l'ordre (les « Bullen », les « flics ») tentant régulièrement d'appliquer les décrets d'expulsion, et d'autre part, surtout après l'unité allemande, avec les « Fashos », ainsi que les squatteurs appelaient les néonazis. Les mémoires collectives se forgeaient et se reforgeaient par ces confrontations violentes, presque ritualisées, s'épanouissant dans des niches d'illégalité. C'est aussi dans les squats que se développaient les attributs d'une *Jugendkultur* – une culture jeune, comportant des références culturelles, musicales (musique punk), des codes vestimentaires – et d'une culture alternative, formant le cadre de pratiques sexuelles, et de vie commune, non normées. Avec ces milieux marginaux toutefois, organisés autour de la protestation contre la propriété de la classe moyenne, le consumérisme et l'individualisme, des contacts étaient pourtant noués, parfois étroitement, avec les sphères où évoluaient les acteurs pris en compte dans la première partie de ce chapitre : notamment au sein des listes alternatives, rassemblant parfois des squatters, des écologistes et d'autres représentants de courants plus proches de la gauche parlementaire<sup>350</sup>. Le milieu des squats était diversifié, en RFA, il constituait pourtant l'une des colonnes vertébrales du mouvement autonome dans les années 1980 et l'un des relais de plusieurs luttes menées dans le milieu : notamment l'antifascisme et la solidarité avec les « terroristes » emprisonnés<sup>351</sup>. Mais les différentes cultures *underground* qui y étaient représentées pouvaient aussi entrer en conflit (on parlait ainsi du conflit entre « Mollis », le terme vient de cocktail molotov et désignait les punks partisans de la violence, et « Müslis », hippies pacifistes et écologistes<sup>352</sup>).

En RDA, un mouvement squat s'était également développé dans les années 1980 et 1990. A Berlin-Est, la *Umweltbibliothek* et la *Kirche von Unten* (Cf. Chapitre II) étaient liées à ces milieux où se développait une culture de la jeunesse anticonformiste. Ces pratiques d'occupation étaient répandues dans le milieu punk

---

<sup>349</sup> „hippies, antiimps, kiffer, ostler, autonome, punks, frauen, schwule“

<sup>350</sup> Katsiaficas, G. (1997). op.cit.

<sup>350</sup> Ibid. p 94

<sup>351</sup> Schultze, T., Gross, A. (1997). op.cit. pp159-212

<sup>352</sup> Katsiaficas, G. (1997). op.cit. p 88

est-allemand, notamment à Berlin-Est et Leipzig<sup>353</sup>. Mais le mouvement, à cause de la répression bien plus sévère auquel il était exposé en RDA, ne connut pas l'ampleur de celui de RFA.

La crise du régime est-allemand favorisa un mouvement squat d'envergure. Dès l'autonome 1989, les premiers squatteurs ouest-allemands investirent des immeubles laissés vacants par les citoyens est-allemands en fuite, notamment à Berlin-Est, puis dans d'autres villes de l'Est. Ce mouvement d'occupation d'Ouest en Est se faisait dans un climat révolutionnaire, alors que les expériences de démocratie directe et les négociations des « tables rondes » entre acteurs de l'opposition et membres du gouvernement, alors que la multiplication des bars et pubs illégaux pouvaient encore laisser croire que tout était possible en RDA. Lorsque, en avril 1990, le journal autonome ouest-berlinois *Interim* lançait un appel à l'occupation de ces immeubles vacants de l'Est<sup>354</sup>, environ 70 immeubles étaient déjà occupés dans d'autres quartiers de Berlin-Est, (*Mitte*, *Prenzlauer Berg* et *Lichtenberg*). Dès le mois suivant, 250 personnes établirent leurs pénates dans la *Mainzerstrasse*, dans le quartier de *Friedrichshain*, à Berlin-Est. En l'espace de quatre mois, tous les immeubles de la rue furent occupés par des groupes et des individus, de l'Ouest et de l'Est, avec une large majorité d'Allemands de l'Ouest (rapport de 70 à 30)<sup>355</sup>. Quelques jeunes Allemands de l'Est issus de milieux punk pour la plupart, vinrent y « faire leur classe de gauche »<sup>356</sup>, selon l'expression de l'un des leurs, auprès de militants ouest-allemands plus aguerris à certaines formes de résistance. Le mouvement s'étendit à d'autres villes de l'Est, comme Leipzig.

Dans les premiers temps de l'occupation, les squatteurs bénéficièrent du vacuum de pouvoir, dans le contexte de déroute du régime est-allemand et du désarroi des « *VoPos* » (terme à connotation péjorative qui désignait les policiers est-allemands de la *Volkspolizei*), peu habitués aux pratiques d'occupation ouest-allemandes. Mais dès la mi-novembre 1990, un mois après la Réunification, les squatteurs furent expulsés *manu militari* par le Sénat de Berlin. La *Mainzerstrasse*

---

<sup>353</sup> Cf. Conne Island, Leipzig, cf. Chapitre VII

<sup>354</sup> « Berlin 1989-90 : construire sur les ruines du système » (oct. 2009), in *Timult* (magazine autogéré), p 20

<sup>355</sup> Ibid.

<sup>356</sup> „Sich abzuschotten nützt nichts, Gespräch mit einer Antifa Gruppe aus Guben“, in Arndt (1992). op. cit. p 76

fut le théâtre d'altercations violentes avec la police, s'étendant sur plusieurs jours. Aux bombes lacrymogènes et aux canons à eau de la police, répondaient les lancers de poubelles, de pierres et de *Mollis* (cocktails Molotov) des squatteurs. Les transports en commun furent stoppés, un tram brûlé, des barricades dressées. Un certain nombre de médiateurs, du nouveau PDS au SPD, en passant par les mouvements citoyens, dont *Neues Forum*, vinrent former des chaînes humaines d'interposition entre forces de l'ordre et occupants. Ces expulsions furent aussi perçues, au-delà même de la scène des squats, comme « la violence, que la nouvelle grande Allemagne présente un mois après sa Réunification<sup>357</sup> ». La *Mainzerstrasse* est devenue emblématique de l'ouverture si brève qui avait fait suite à la chute du mur, dans laquelle les squatteurs et autonomes avaient voulu développer un espace libéré, un *Freiraum*, mais qui s'était promptement refermé sur eux.

Néanmoins, la *Mainzerstrasse* avait aussi été le lieu d'une collusion Est-Ouest entre squatteurs de l'Ouest et de l'Est. Cette expérience commune des squatteurs est-est et ouest-allemands s'était notamment forgée dans l'opposition à la police et aux néonazis. Les squats formaient en effet l'un des lieux de propagation et de maturation de l'antifascisme et de l'antiracisme, dans un contexte d'augmentation des violences racistes, notamment dans les *Länder* de l'Est. Les affrontements avec les militants néonazis et skinheads – qui prirent très vite pour cibles les « *Linker* » occupant les squats de l'Est de Berlin<sup>358</sup> – étaient fréquents et violents. Les descentes néonazies avaient vocation à intimider les occupants, qui organisèrent alors des gardes de nuit tournantes. Aux « Front Rouge, crève » (« *Rot Front verrecke* ») vociférés par les néonazis, répondaient les « Nazis dehors » (« *Nazis raus* ») hurlés par les squatteurs. Par ailleurs, des groupes néonazis ouest-allemands, notamment sous la houlette de Michael Kühnen<sup>359</sup> entreprirent eux aussi d'occuper le terrain des squats – en particulier le quartier est-berlinois de *Lichtenberg*. En mai 1990, des actions communes entre occupants de l'Est et de l'Ouest dirigées contre ces groupes

<sup>357</sup> „die Gewalt, die das große neue Deutschland einen Monat nach seiner Wiedervereinigung vorführte“ in Arndt, S. (1992). op.cit., p 7

<sup>358</sup> notamment le 4.4.1990 dans la Kreuziger Straße, puis dans les Adalbersstraße, Lottumstraße. Le 26.5, 1.6 à Tacheles dans la Oranienburgerstraße et dans la Kastanienallee

<sup>359</sup> Michael Kühnen (21 juin 1955 – 25 avril 1991) est l'un des fondateurs du mouvement néo-nazi en Allemagne. Ancien soldat de la Bundeswehr, il prit la tête en 1977 de l'Aktionsfront Nationaler Sozialisten (ANS), un groupe néo-nazi violemment engagé contre l'homosexualité, prenant pour exemple le fonctionnement de la SA. Contre la révolution culturelle de mai 68, Kühnen prêchait une révolution populaire allemande et antisémite, conte l'américanisation et le matérialisme. L'ANS fut interdit en 1983.

néonazis parvinrent à les faire fuir. Si les violences cessèrent rapidement, l'antifascisme devint une préoccupation dominante et partagée par tous les squatteurs de gauche radicale, quelle que soit leur origine.

### 3. La cohabitation conflictuelle entre *Ossis* et *Besserwessis*

Après la chute du mur, la cohabitation d'Allemands de l'Ouest et de l'Est dans les immeubles vacants de Berlin-Est, ne fut pas de tout repos. De façon générale, que l'on croise témoignages de l'Est et de l'Ouest, les esprits s'accordent rétrospectivement sur l'arrogance et le comportement irrévérencieux des « *Wessis* », qui avaient naturellement accumulé plus d'expérience (cf. le dessin qui ouvre le chapitre) à l'égard des « *Ossis* »<sup>360</sup>. Là, comme ailleurs dans la société allemande, on parlait de *Besserwessis*, jeu de mot formé de l'association de *Wessis* avec le mot *Besserwisser*, signifiant « donneur de leçons ». Rétrospectivement, un rédacteur du journal est-allemand *telegraph*, rapportait : « À l'incompréhension des uns répondait l'arrogance et la valorisation de traditions politiques plus anciennes des autres [...] la seule nouveauté, fut l'introduction d'une nouvelle expression dans la discussion sur la situation des autonomes à Berlin : le conflit Est-Ouest<sup>361</sup> ». Ce jugement rétrospectif dans le journal est-allemand de l'ancienne opposition ne peut être généralisé à l'ensemble des squatteurs est-allemands. Si l'auteur de ces lignes écrivait pour *telegraph*, il avait probablement une sensibilité et une politisation d'ancien opposant en RDA. On reconnaît en effet l'endroit d'où parle cet auteur : ses remarques sont nourries de la culture protestataire de l'opposition est-allemande. Evoquant les questions d'organisation interne, il rapporte que les Allemands de l'Est se montraient souvent réfractaires à toute forme de structure imposée par les squatteurs ouest-allemands, car cela « sentait le comité central ou le pouvoir<sup>362</sup> » et étaient heurtés par leur « extrême dogmatisme », leur « ignorance » et leur désintérêt pour la population est-allemande, qu'ils mettaient sur le compte d'une « politique de

---

<sup>360</sup> Terme légèrement dépréciatif et familier pour désigner les Allemands de l'Ouest (*Westdeutsche*) et Allemands de l'Est (*Ostdeutsche*)

<sup>361</sup> „Dem Unverständnis der einen stand die Arroganz und der Verweis auf längere politische Traditionen der anderen gegenüber [...]“, „Einzig ein neuer Terminus war in die Diskussion autonomer Zusammenhänge in Berlin neu eingebracht worden: der Ost West Konflikt“ in *telegraph* 8.1991

<sup>362</sup> In Arndt, S. (1992). op. cit., p 35

ghetto et d'isolement des autonomes ouest-berlinois de plusieurs années<sup>363</sup> ». L'allergie à toute forme de structure imposée et de dogmatisme exprimée là par un acteur est-allemand, était le fruit de la politisation dans l'opposition est-allemande. Par ailleurs, le reproche de la « politique de ghetto », du désintérêt de la gauche radicale, et plus particulièrement des autonomes ouest-allemands, pour la « population est-allemande » – donc y compris pour eux-mêmes –, ce reproche devint classique dans les années 1990. L'expérience, la culture politique de la gauche de l'opposition n'avaient suscité que l'indifférence de la gauche radicale ouest-allemande. Néanmoins, d'autres témoignages confirment l'existence de ces murs d'incompréhension et de frustration, qui s'élevèrent entre les occupants. Lors d'une discussion rétrospective à Berlin-Friedrichshain, pour le vingtième anniversaire de cette vague d'occupation en 1990, l'une des participantes, originaire de l'Ouest évoqua, en les déplorant, quelques anecdotes en témoignant<sup>364</sup>. Certains immeubles de la *Mainzerstr.*, rapportait-elle, étaient occupés exclusivement de « *Ossis* », d'autres de « *Wessis* ». Au sein des immeubles où ils étaient forcés de cohabiter, les uns occupaient un étage, les autres, un autre et « le troisième étage ne parlait pas avec le quatrième, qui ne parlait qu'au second etc.<sup>365</sup> »

L'attitude des Allemands de l'Ouest, perçue comme *Besserwessis*, l'ignorance ou le désintérêt qu'ils témoignaient pour la population est-allemande, et que l'auteur de *telegraph* condamnait, s'expliquait sans doute par leur perception de la RDA comme d'une société fermée sur elle-même, dont la culture était « petite-bourgeoise » plus qu'émancipée, et qu'ils se plaisaient d'autant à provoquer. Une mère de famille est-allemande de la *Mainzerstr.*, rapportait rétrospectivement l'une des actrices ouest-allemande du mouvement (cf. ci-dessus), s'était plainte du spectacle qu'offraient à ses enfants depuis la rue, deux hommes fornicant sur un balcon. Dans les quartiers de Berlin-Ouest, le voisinage des squats était peut être plus familier de ce type de spectacles – ce qui ne signifie pas bien entendu qu'ils étaient mieux tolérés. Cette anecdote figure bien d'une part la collision entre une culture alternative ouest-allemande et une culture majoritaire est-allemande rigoureusement étrangères l'une à l'autre, et d'autre part, l'attitude assurée des squatteurs ouest-

---

<sup>363</sup> „der extreme Dogmatismus und die Ignoranz“, in *Über Jahre gehegte Ghetto- und Einigelungspolitik der Westberliner Autonomen* ‚Mainzerstraße‘, *telegraph* 8.1991

<sup>364</sup> Rencontre discussion au K9, Kinzigstraße 9, à Berlin, Juin 2010

<sup>365</sup> Rencontre discussion au K9, Kinzigstraße 9, à Berlin, Juin 2010. loc.cit.

allemands, transposant leurs habitudes probablement en toute conscience de cause dans le contexte est-allemand. Le potentiel de provocation de leurs pratiques « déviantes » y était redoublé et l'on peut deviner le contentement qu'ils en tiraient.

Toutefois, le caractère « petit-bourgeois » que renfermait pour eux la culture est-allemande fut très vite l'objet d'une récupération symbolique contre la « Grande Allemagne ». Parmi les squatteurs ouest-allemands, certains entreprirent d'orner leurs fenêtres de drapeaux de la FDJ (*Freie Deutsche Jugend*), à côté des banderoles portant l'inscription « Allemagne crève ! <sup>366</sup> » afin de « provoquer leurs colocataires est-allemands ». L'organisation d'enrégimentement de la jeunesse est-allemande ne pouvait être une référence sérieuse pour des autonomes squatteurs, dont le mouvement reposait sur la rupture des normes sociales. La FDJ était déjà pour eux de l'ordre du « kitsch ». Mais cette forme de célébration ironisée de l'une des institutions du régime est-allemand, probablement les plus honnies par la jeunesse est-allemande non-conformiste, ne pouvait que heurter les sensibilités des squatteurs est-allemands pour lesquelles la FDJ n'était pas un symbole mais une réalité encore bien fraîche dans leur souvenir.

Parmi les autres *foyers* de la « scène » de gauche radicale, les *Infoläden* tenaient une place de choix, assurant la communication à plusieurs échelons : local, régional, suprarégional, et même transnational. Ces librairies de scène apparurent en RFA, comme dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, au début des années 1980.

#### 4. La mise en réseau Est/Ouest des *Infoläden*

Les *Infoläden* sont des lieux de diffusion de ce que l'on appelle la « littérature grise », c'est-à-dire la littérature des acteurs sur eux-mêmes, sur leurs propres mouvements, et touchant aux thèmes suivants : « de l'aide aux réfugiés, à l'antifascisme, en passant par le féminisme et les études de genre, jusqu'à la répression, à la prison et les prisonniers [politiques] les luttes sociales et la politique de gauche radicale en générale, la mondialisation, l'internationalisme, l'antinationalisme, les drogues, la (sub-) kultur et beaucoup d'autres choses

---

<sup>366</sup> „Deutschland verrecke!“

encore<sup>367</sup> ». Mais il s'agit également de lieux de sociabilité entre acteurs de la gauche radicale, où sont affichés les événements à venir, où sont annoncées les manifestations où se réunissent des acteurs de différentes confessions, anarchistes, autonomes, militants *antifa* ou *antira* etc., et remplissent une fonction d'archives, également à l'intention des acteurs souhaitant nourrir leurs propres pratiques. Ils peuvent faire office de poste restante pour les groupes voulant, dans une logique de conspiration, préserver leur anonymat. Enfin ils offrent à la scène une infrastructure où se déroulent souvent des discussions et des débats, et assurent la possibilité de mise en réseau des différents groupes. En somme ils forment de véritables points de jonction de la scène et correspondent à des *Freiräume*, à des espaces libérés. C'est ici des contraintes de commercialisation des ouvrages qu'ils sont censés être libérés, même si l'idéal de se soustraire aux lois du marché et de la consommation ne peut être parfaitement respecté : les *Infoläden* sont nécessairement tributaires de leurs visiteurs-consommateurs.

Dans les années 1980 et jusqu'au début de la décennie suivante, les *Infoläden* étaient souvent hébergés dans des squats ou centres autonomes à l'Ouest, ce qui fut moins le cas depuis le milieu des années 1990 puisque beaucoup de squats furent évacués. En tant que *Freiraum*, ils furent souvent exposés au thème de la répression et de la censure de certains ouvrages. Le thème de la répression a été beaucoup discuté depuis la moitié des années 1980 en RFA, discussion qui se prolonge dans les années 1990, notamment avec l'interdiction de la publication autonome *radikal*. Les rencontres entre *Infoläden* eurent lieu dès les années 1980 en RFA. Elles avaient pour but la mise en réseau, régionale, fédérale ou même transnationale, ainsi que l'insertion dans la « scène »<sup>368</sup>. Les moyens de défense contre la répression ou les opérations de confiscation menées par les autorités y étaient discutés. En 1988, lors

---

<sup>367</sup> „Die Bandbreite der in Infoläden vertretenen Inhalte reicht von Flüchtlingspolitik und Antifaschismus über Feminismus und Gender bis hin zu Repression, Knast und Gefangene, soziale Kämpfe, linksradikale Politik im allgemeinen, Globalisierung, sowie Internationalismus, Antinationalismus, Drogen, (Sub-) Kultur und vielem mehr (wobei die Reihenfolge nicht hierarchisch und abschließend gemeint ist in ‚was sind Infoläden?‘“ [www.infoladen.net/koel/](http://www.infoladen.net/koel/) [consulté le 12.11.2011]

<sup>368</sup> Avec des pays limitrophes. En 1988 et 1990 à Bielefeld étaient représentées les villes suivantes : Oslo, Copenhague, des villes d'Autriche etc. avec des pays limitrophes (Norvège, Danemark, Autriche, ou encore avec Prague et autres villes d'Europe de l'Est après 1990 pour les *Infoläden* est-allemands. Mais l'incompréhension due à la diversité des langues suspendait souvent ces projets transnationaux.

de l'une de ces rencontres fut notamment décidé l'exil des documents et des archives à l'IISG (Institut International d'Histoire Sociale) d'Amsterdam<sup>369</sup>.

Mais à l'Est aussi, les *Infoläden* avaient une tradition, certes plus récente, mais non moins intense. La RDA – et la *Umweltbibliothek* et la KvU en fournissaient un exemple – avait aussi vu l'essor de ce type de lieux, qui ne s'appelaient pas ainsi mais avaient en commun des pratiques liées à la circulation, à la lecture et à la discussion d'ouvrages appartenant à la *Gegenöffentlichkeit*, c'est-à-dire à une forme de contre espace public. Dans le cas de la RDA, il s'agissait d'une littérature non autorisée, introduite par contrebande et circulant sous le manteau. Dans le cas de la RFA, il s'agissait d'une littérature autorisée, mais non diffusée dans les librairies traditionnelles, et le plus souvent publiée par des maisons d'édition ayant elles-mêmes une forte identité de gauche radicale<sup>370</sup>. En effet, et la *Umweltbibliothek* en était un exemple, ces lieux s'inspiraient d'une culture libertaire ouest-allemande, mais avaient eu à faire à des conditions de production de leurs propres publications et de diffusion de la presse interdite du samizdat particulièrement menacées par la répression. En matière de conspiration et de répression, ils ne s'en laissaient pas conter, surtout pas par les militants ouest-allemands comme nous allons le voir.

Avant qu'Internet n'assure l'intercommunication au niveau régional ou suprarégional des groupes de la scène depuis le milieu des années 1990, les *Infolädentreffen*, c'est-à-dire les rencontres fédérales entre Infoläden ayant pour but d'accroître leur collaboration et d'améliorer leur mise en réseau, eurent un rôle clef. Dans ce contexte, des rencontres Est-Ouest eurent lieu, dès 1990. Le déroulement de ces rencontres semblait suivre un certain rituel : un tour de parole était institué parmi les représentants de chaque ville (*Städteberichte*), afin que chacun rapporte ses expériences et problèmes propres. Plusieurs assemblées de travail étaient en général constituées autour de différents thèmes – publication de textes criminels, archivage

---

<sup>369</sup> De nombreuses archives (5.400 titres de la presse alternative de l'espace germanophone i.e. d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse) sont aujourd'hui hébergées par l'IISG, à Amsterdam, depuis 1988. cf (International Institute of Social History, n.d.).

<sup>370</sup> *ID (Infodienst) Verlag* a succédé à *ID Archiv* en 1997 et publie surtout sur les mouvements sociaux, écologie, antimilitarisme, altermondialisme, *Unrast Verlag*, est une maison d'édition proche de la gauche non dogmatique anti-impérialiste et anticapitaliste, et de plus en plus opposée à la gauche antinationale et *antideutsch* au cours des années 1990. *Ca ira Verlag* (de l'Initiative Sozialistisches Forum), est une maison d'édition de la gauche *antideutsch*.



des publications, mais aussi actualité politique – et rythmaient ainsi le programme qui s’étendait sur deux ou trois jours.

#### **Rapport de sources : Les protocoles de rencontres des *Infoläden***

L’une des sources qui les documentent fidèlement sont les protocoles de ces rencontres dont la rédaction était prise en charge tour à tour par l’un ou l’une des participants. Cette pratique protocolaire n’est pas exclusive des *Infoläden*, et il n’est pas rare que les rencontres et discussions, lors de congrès de la gauche radicale, dans les milieux *antifa*, autonomes etc. laissent ce genre de traces. Ces protocoles n’étaient copiés qu’à un nombre très limité d’exemplaires et envoyés à l’ensemble des librairies en réseau. Destinés à une diffusion extrêmement réduite, ils n’avaient donc qu’une vocation interne, et non de publication<sup>371</sup>. Le ton protocolaire, précis sans être exhaustif contraste avec celui que l’on trouve dans la presse alternative, par ce souci d’exactitude, la volonté de rendre le plus fidèlement possible le déroulement de ces rencontres. L’emploi des formulations passives en atteste (« il y avait des questions sur... », « un autre point était que », « à diverses reprises des propositions de thèmes furent lancées dans la discussion<sup>372</sup> »). La parole est souvent donnée aux intervenants, cités entre guillemets, tandis que leur identité est, dans une logique conspirative, soit tue, soit indiquée par des initiales, soit par leur ville d’origine (Untel de Halle, de Leipzig etc.).

Par ailleurs ces protocoles nous donnent à voir les aspects pratiques et organisationnels de ces rencontres. Ces réunions nécessitaient en effet une préparation en amont : décision des lieux et places, mais sur place, il fallait assurer le « *Sozialarbeit* », c’est-à-dire le travail d’intendance : veiller à faire les courses, à faire bouillir la marmite et la vaisselle (« *Küchendienst* »), occuper les enfants des participants (« *Kinderdienst* »)<sup>373</sup>, organiser le stand d’information, le local informatique où quelques ordinateurs étaient mis à disposition dans un local à proximité du camp. Ce qui fournissait souvent l’occasion d’un retour réflexif et autocritique sur le partage sexiste des tâches, sur la reproduction, dans ces niches protestataires, des structures patriarcales de domination - « les hommes n’ont pas envie de faire du travail social. Les femmes non plus. Pourtant ce travail est majoritairement fait par des femmes. La politique est centrale pour les hommes : pour les femmes aussi. Pourtant les femmes continuent d’être obligées (parce que les hommes ignorent ce travail) de faire le travail social.<sup>374</sup> » - ou encore de l’homophobie : « pourquoi si

<sup>371</sup> Selon les dires de X. (11.12.2010), archiviste de *Papiertiger*, Berlin-Kreuzberg, personne ne les lisait. Mais les acteurs se complaisaient souvent, dans le milieu, dans l’auto dérision

<sup>372</sup> „Es gab Fragen zu...“; „Ein anderer Punkt war, dass..“; „Verschiedentlich wurden Themenvorschläge in die Diskussion reingeworfen“ in Protokoll vom bundesweiten Infoladentreffen in Lutter 9/13.9.92, 1992 Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infoladentreffen“

<sup>373</sup> Ibid.

<sup>374</sup> „Männer haben kein Bock auf Sozialarbeit. Frauen auch nicht. Trotzdem wird diese Arbeit überwiegend von Frauen gemacht. Politik ist für Männer der Schwerpunkt: Für Frauen auch. Trotzdem werden die Frauen weiterhin gezwungen (indem Männer diese Arbeit ignorieren) die Sozialarbeit zu machen.“ In Protokoll vom bundesweiten Infoladentreffen in Lutter 9/13.9.92, 1992 Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infoladentreffen“.

peu d'autonomes sont-ils homosexuels ? Pourquoi si peu d'homosexuels sont-ils autonomes? <sup>375</sup>»

Dans ces documents transparaissent, à travers le ton protocolaire, à la fois une certaine polyphonie – puisque le rédacteur rapporte les dires des différents intervenants –, et les opinions propres du rédacteur qui, paradoxalement, n'a pas à prendre en charge les opinions qu'il rapporte. Tout se passe comme si, précisément ce ton protocolaire autorisait une certaine liberté quant à la formulation des incertitudes, même si les contours de *ce qui peut et doit être dit* se dilataient peu. Contrairement à la presse alternative, où les textes même s'ils témoignent en règle générale d'une tendance volontiers autocritique, ces sources donnent mieux à voir le désarroi et la désorientation quant à certaines questions laissées à l'état d'interrogations sans réponse, par exemple: « QU'EST-CE QUE NOS LUTTES ONT A FAIRE AVEC LA CE [communauté européenne]?!?! » <sup>376</sup> lors de la rencontre européenne de 1990, où les textes sont truffés de métadiscours visant à s'auto-corriger, à marquer l'inadéquation de certains termes, à reformuler les choses <sup>377</sup>: « quel concept avons-nous *en fait* de l'internationalisme ? Que comprenons-nous *concrètement* par redétermination de la politique révolutionnaire ? Nous devrions parler de manière plus précise sur le *contre pouvoir* <sup>378</sup>. Ces documents nous fournissent ainsi, plus que la presse alternative, où les conflits sont pourtant volontiers formulés, une idée des doutes, des hésitations propres, du manque de cohérence de certains des thèmes et actions politiques, avant qu'ils ne prennent la forme de réponses slogans, d'articles destinés à la publication. Plus qu'ailleurs, c'est dans ces sources qui véhiculent une certaine oralité, que l'on « entend » plus nettement peut-être les acteurs à un moment d'interrogation plus que de réponse donnée.

Les protocoles des rencontres d'*Infoläden* donnent ainsi à voir et à entendre l'une des arènes où le conflit Est-Ouest s'exprimait de manière plus spontanée et plus directe. Par ailleurs, le caractère ouvert de ces rencontres, où l'on ne cherchait pas à dissimuler les doutes et les interrogations relatifs aux pratiques, mais au contraire à les expliciter, pouvait être le lieu d'échanges fructueux entre acteurs de

<sup>375</sup> „Warum sind so wenig Autonome schwul? Warum sind so wenig Schwule autonomen?“

<sup>376</sup> „?!?“WAS HABEN UNSERE KÄMPFE MIT DER EG ZU TUN?!?!?“ in Protokoll vom bundesweiten Infoladentreffen in Lutter 9/13.9.92, 1992 Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infoladentreffen“

<sup>377</sup> Selon les définitions proposées par Dominique Maingueneau, cf. Maingueneau, D. (2009). *Les termes clés de l'analyse du discours*. Paris p 86

<sup>378</sup> „Welchen Begriff von Internationalismus haben wir *eigentlich*? Was fassen wir *konkreter* unter Neubestimmung revolutionärer Politik? Wir müßten *genauer* über Gegenmacht reden.“, Protokoll vom bundesweiten Infoladentreffen in Lutter 9/13.9.92, 1992 Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infoladentreffen“

l'Est et de l'Ouest, qui avaient fait les uns et les autres, avant 1990, l'expérience de l'illégalité et de la conspiration.

En 1992, le protocole recensait au total 77 *Infoläden* sur l'ensemble du territoire de la République fédérale. Parmi eux, 59 se trouvaient à l'Ouest et 18 à l'Est<sup>379</sup>. Dès lors se posait naturellement la question de l'insertion des *Infoläden* des nouveaux *Bundesländer*. Or, le conflit Est-Ouest trouva là une nouvelle déclinaison. Non seulement les structures, mais aussi les héritages étaient plus ou moins imposés aux Allemands de l'Est : à l'Ouest, les discussions étaient dominées depuis le milieu des années 1980 par le thème des prisonniers de la Fraction Armée Rouge (RAF), il était beaucoup question de la pertinence de la guérilla urbaine de la RAF et des Cellules Révolutionnaires (RZ). Or ces discussions semblaient être celles de « minorités élitistes » aux acteurs est-allemands<sup>380</sup>. Alors qu'à l'Est, l'histoire récente de RDA, la Stasi et le stalinisme étaient les préoccupations dominantes, il s'agissait surtout de créer un espace public alternatif où s'épanouisse la libre expression<sup>381</sup>. « Si vous pouvez collaborer avec des staliniens, alors nous ne pouvons pas avoir à faire à vous », disaient les uns, « si vous collaborez avec des Eglises, nous non plus » rétorquaient les autres.<sup>382</sup> Après les rencontres fédérales Est-Ouest de Hambourg et Lutter, les participants est-allemands adressèrent un véritable réquisitoire à leurs collègues ouest-allemands, qu'ils mettaient face à leurs contradictions :

« L'unification est en marche. L'Est se conforme à l'Ouest. Et bien que le mouvement de „gauche“ ouest-allemand critique la pratique de l'unification, vous-mêmes, vous attendez [de nous] que nous conformions notre comportement au vôtre. [...] Nous sentons, que vous ignorez notre histoire et nos expériences (que vous ne connaissez pas ou

---

<sup>379</sup> Protokoll der Arbeitsgruppe Öffentlichkeit in Lutter, 04.09.1993, Archives Papiertiger, Berlin

<sup>380</sup> „elitären Minderheiten, die zur Durchsetzung ihrer Macht über Leichen gehen. Aufgrund unserer geschichtlichen Erfahrung haben z.B. *Stalinisten* in unseren Zusammenhängen nichts zu suchen“ in (Tract: Einladung zum Bundesweiten Ost-West Infoladentreffen in Lutter 24.1.1993, 1993), en prévision de la rencontre de mars 1993, Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infoladentreffen“

<sup>381</sup> Entretien in *Constrate*, (1993). loc.cit.

<sup>382</sup> „Wenn ihr mit Stalinisten zusammen arbeitet können wir nicht mit euch. Wenn Ihr mit Kirchen zusammen arbeitet, ebenso“ in Protokoll der Arbeitsgruppe Ost West Verhältnis auf dem Infoladentreffen in Lutter 4.9.1993, (1993). loc.cit., Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infoladentreffen“

ne voulez pas connaître ?), et qui pourtant forment la base de la nature de notre résistance. [...] Nous croyons que certaines choses qui pour nous semblent couler de source, au plan humain, ne découlent pour vous [que] de « l'identité politique ». Par exemple : pouvoir s'écouter, laisser les autres s'exprimer, aller à la rencontre les uns des autres, penser en termes de communauté, être prêt au compromis, être décontracté. Nous avons aussi nos propres expériences du contrôle [de l'Etat], et nous comprenons aussi que l'on développe vite la manie de la conspiration, mais votre relation à la conspiration nous semble gênante et handicapante.<sup>383</sup>»

Deux types de griefs affleurent dans cette diatribe des acteurs est-allemands. D'une part l'ignorance de l'histoire de l'opposition est-allemande par les acteurs de l'Ouest, histoire que ses propres acteurs faisaient ici valoir comme expérience – celle des activités clandestines – dont ils déploraient que les acteurs ouest-allemands des *Infoläden*, ayant eux-mêmes affaire à de nombreuses activités clandestines – s'en désintéressent. D'autre part le fossé entre les positions politiques de ces derniers et leur comportement moral, « humain ». Entrant en écho avec les griefs formulés par les squatteurs est-allemands contre le comportement des squatteurs de l'Ouest, les acteurs est-allemands mettaient de nouveau l'accent ici sur leur sens de la communauté, du respect mutuel et condensaient volontiers le conflit Est-Ouest en un précipité d'ordre éthique. Certains parmi les Allemands de l'Est, reconnurent en des circonstances plus intimes, leur propre responsabilité dans cette situation et le fait qu'ils avaient eux-mêmes adopté depuis 1990 des structures et la culture de résistance de l'Ouest sans les questionner<sup>384</sup> : « Le problème est que nous avons

---

<sup>383</sup> „Die Vereinigung läuft. Ost wird an West angepasst. Und obwohl aus den „linken“ Bewegungen West Kritik an der Praxis der Vereinigung kommt, erwartet auch ihr, dass wir unser Verhalten an eures anpassen. Es fehlt eine für uns erkennbare Auseinandersetzung von euch (den Westinfoläden= zum Thema deutsche Einheit. Zu eurem Verhalten zur Opposition in der DDR. Wir spüren, dass ihr unsere Geschichte und Erfahrungen ignoriert (die ihr nicht kennt oder kennen wollt?), die für uns aber Grundlage für unsere Art von Widerstand sind. [...] Wir glauben, einige Sachen, die für uns menschlich selbstverständlich erscheinen, erfolgen bei euch (nur) aus dem „politischen Selbstverständnis“ heraus. Bsp. Zuhören können: aussprechen lassen: aufeinander eingehen: Gemeinschaftsdenken: Kompromissbereitschaft untereinander: Ungezwungenheit. Bei uns gibt es auch Erfahrungen mit Überwachung und wir verstehen auch, dass mensch schnell in die Konspi Mache rutschen kann. Aber euer Umgehen mit der Konspiration scheint uns hinderlich und hemmend.“ In Lettre non datée, probablement de 1993, à la suite des rencontres fédérales de Hambourg et Lutter. Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infolädentreffen“

<sup>384</sup> „Die ganze linke Widerstandskultur die sich hier in den letzten drei Jahren entwickelt hat, orientierte sich zunächst an der des Westens, da sich die äußeren Verhältnisse ja angeglichen haben. Das Problem ist, „dass wir im Osten Kampagnen, Strukturen und Aktionsformen der radikalen Linken und bei den

repris presque sans réserve les campagnes, les structures et les formes d'action de l'Ouest, sans vérifier de manière critique, si cela correspond à notre situation spécifique à l'Est ». Et l'on reconnaît là l'autocritique exprimée par l'auteur du dessin qui ouvre le chapitre : l'attitude de soumission, le manque de combativité des anciens opposants de l'Est, qui semblaient terrassés par leur propre défaite en 1989/90.

Du côté des acteurs ouest-allemands, le constat d'échec fut rapidement tiré : « On en a conclu que nous imposions les différents thèmes [soumis à la discussion]. On se foutait de la volonté des groupes de l'Est de discuter d'autres thèmes que ceux qui nous semblaient importants. A partir de ces discussions une chose était claire : l'exigence de l'Ouest que les groupes de l'Est se confrontent également avec [l'histoire] de la RAF et des RZ, passait souvent complètement à côté de la réalité.<sup>385</sup> »

De la ténacité de ce conflit Est/Ouest et de ses déclinaisons l'on peut trouver d'autres traces. Le protocole du congrès fédéral de l'Autonomie de Kassel en 1994, rapporte ainsi le reproche que faisaient les autonomes de l'Est à leurs confrères de l'Ouest, de refuser de se confronter à l'histoire est-allemande et à la Stasi. Ils les accusaient en bref de « tabouisation de la RDA », et ce comportement des autonomes ouest-allemands rendait du coup délicate pour eux la reconnaissance même dans l'identité politique autonome<sup>386</sup>.

Malgré ces constats sans appel de la réalité d'un conflit Est/Ouest aux diverses variations, les acteurs ouest-allemands semblaient souvent persister dans le déni : « Le conflit EST OUEST [n'est] pas un conflit de l'Est contre l'Ouest, mais en fin de compte un problème de hiérarchies en général (Ville, province, structures internes

---

Autonomen vom Westen fast vorbehaltlos übernommen haben, ohne kritisch zu überprüfen ob das überhaupt auf unsere spezifische Situation im Osten zutrifft und ob es sich da überhaupt um greifbare Aktionsformen handelt“ Entretien in (Constrate, 1993)

<sup>385</sup> „Es wurde der Schluss gezogen, dass die unterschiedlichen Themen von uns zu stark dominiert wurden und die Motivation der Ostläden an anderen Themen als an den uns wichtigen zu diskutieren, uns am Arsch vorbeiging. Aus solchen Gesprächen wurde klar, dass die westliche Forderung, auch die Ost Laden müssen sich mit RAF und RZ auseinandersetzen an der Realität oft völlig vorbeigeht“ lettre de Infoladen Anschlag, Bielefeld, du 13.12.93 à Papiertiger. Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infolädentreffen“

<sup>386</sup> Protokoll vom bundesweiten Autonomie Kongress treffen in Kassel Vom 26 28.8 94, 1994, Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infolädentreffen“

des groupes)<sup>387</sup> ». A l'inverse des acteurs est-allemands, il semble bien que les acteurs de l'Ouest tout en reconnaissant les différends, se refusaient à les mettre sur le compte des origines<sup>388</sup>. D'une part, ils interprétaient le conflit Est/Ouest, bien réel et manifeste, au travers du prisme de ce qu'ils connaissaient déjà : le problème de hiérarchie, ce qui leur permettait de le nier. Il ne s'agissait pas de reconnaître des différences dues aux origines est- et ouest-allemandes, aux différentes cultures politiques. Ce conflit, dont la reconnaissance et la clarification auraient probablement permis la création d'un *commun*, était manifestement de l'ordre de l'indicible pour les acteurs de l'Ouest. Il est difficile de ne pas y voir un souhait plus ou moins conscient d'éluder leur propre responsabilité dans ce conflit, le refus d'entendre le reproche que leur adressait la gauche est-allemande : le désintérêt pour l'expérience de l'opposition est-allemand, s'accompagnant nécessairement d'un manque de confrontation avec le « stalinisme ». La dissonance Est-Ouest était à son comble : cette rencontre fédérale de 1993 fut la dernière du genre.

## II. Des causes fédératrices : les luttes *antifa* et *antira*

Au-delà de cette divergence fondamentale quant à la politisation des acteurs de l'Est et de l'Ouest, s'était dessiné dès 1990 un terrain de lutte sur lequel ils ne pouvaient que se rejoindre : l'antiracisme et l'antifascisme. Ici, le tracé de la ligne de front entre gauche et droite radicales était clair. Lors des premières élections législatives de l'Allemagne unifiée, en décembre 1990, le parti d'extrême droite, *Die Republikaner*, obtint un million de votes. Dans les semaines et les mois qui suivirent, le développement de la scène néonazie, notamment dans les nouveaux *Länder*, où les néonazis ouest-allemands vinrent faire des émules, n'échappait à personne. Les agressions racistes se multipliaient, les incendies criminels de foyers de réfugiés et

---

<sup>387</sup> „der OST WEST Konflikt [ist] kein Konflikt Ost gegen West, sondern [...] letztendlich ein Problem von Hierarchien allgemein (Stadt Provinz, interne Gruppenstrukturen etc)“, lettre de l'Infoladen Anschlag Bielefeld du 13.12.93 à Papiertiger. Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infolädentreffen“

<sup>388</sup> „Ich denke aber, dass solche Sachen wie Ost West Konflikte ein gutes Stück eine Art StellvertreterInnen Diskussion darstellen kann für Auseinandersetzungen über strukturelle Probleme, die sich aus unserer Arbeitsweise ergeben“ lettre de Infoladen Anschlag Bielefeld du 13.12.93 à Papiertiger, Archives : Papiertiger, Berlin, Fonds „Infolädentreffen“

demandeurs d'asile, à Hoyerswerda, Rostock, Mölln<sup>389</sup> à l'Est, de Solingen, à l'Ouest<sup>390</sup> : tout cela créait un climat raciste inquiétant. En outre, dès la fin des années 1980 en RFA, le climat politique était marqué par le débat relatif à la « loi sur le séjour des Etrangers » (*Ausländergesetz*<sup>391</sup>), qui prévoyait une restriction du droit d'asile. Or, avec l'ouverture du mur, les réfugiés originaires de l'Est de l'Europe (Yougoslavie, Roumanie) se pressaient aux portes des pays d'Europe de l'Ouest<sup>392</sup>. L'attitude du gouvernement Kohl était jugée complaisante voire complice par la plupart des acteurs antiracistes, au-delà même de la gauche radicale, dans la société civile : beaucoup estimaient en effet que l'Etat, plutôt que de sanctionner les actes racistes, les encourageait à travers l'indulgence des policiers ou cette loi de restriction du droit d'asile. Par ailleurs, le processus d'intégration européenne se poursuivait et comprenait notamment le projet d'un contrôle renforcé aux frontières extérieures de la communauté européenne, par la mise en place de l'espace Schengen.

Ce climat où, à différentes échelles – l'Europe<sup>393</sup>, l'Etat national et finalement, la rue – les mécanismes d'exclusion étaient à l'œuvre, les projets « d'en-haut » faisaient écho aux débordements « d'en-bas », avec les néonazis, favorisa l'essor de l'activisme antiraciste et antifasciste. Un éventail de groupes et associations, dont les inspirations et les pratiques (contre les néonazis, pour l'aide aux réfugiés etc.) variaient, selon qu'elles étaient de la société civile ou de la gauche radicale, se déployait. En 1992, une vaste mobilisation de la société civile, les *Lichterketten*, les chaînes de lumière, saisit l'ensemble de l'Allemagne pour protester contre ce climat raciste. Dans ces conditions, l'antifascisme et l'antiracisme de la scène de gauche radicale devaient se singulariser par rapport à la société civile.

Les luttes *antifa* et *antira* de la gauche radicale se distinguaient de celles des associations antiracistes de la société civile, en ce qu'elles s'attaquaient au racisme

---

<sup>389</sup> Incendie criminel du logement d'une famille turque où trois personnes trouvèrent la mort en novembre 1992.

<sup>390</sup> Incendie criminel du logement d'une famille turque où cinq personnes trouvèrent la mort en mai 1993, ville de Rhénanie du Nord.

<sup>391</sup> La loi entrée en vigueur en janvier 1991, et en débat depuis 1988 en RFA entérinait la restriction du droit d'asile et de séjour des étrangers et modifiait la loi de 1965, faite à une époque d'immigration de la main d'œuvre en RFA.

<sup>392</sup> L'Allemagne n'était pas la seule à réduire son droit d'asile, rappelons que les lois Pasqua en France allaient dans le même sens.

<sup>393</sup> „Europa 92, das boot ist voll propaganda, trikont, westeuropa“, in *radikal*, Février 1992

en tant que structure d'oppression et d'exclusion propre à la société capitaliste, société qu'il s'agissait de mettre fondamentalement en cause. En effet, il s'agissait avec l'antiracisme et l'antifascisme de la gauche radicale d'un « *Kampf ums Ganze* » : d'une lutte totale, systémique, englobant l'Etat, le capitalisme, les structures racistes dans la population, etc. Pour beaucoup de militants de l'Est et de l'Ouest, les agressions racistes constituèrent un moment clé de la politisation et beaucoup d'acteurs de gauche radicale (entre autres *avanti*, *antifa M*, *Antifaschistische Aktion*), notamment les autonomes, en firent un pilier de leur identité. Beaucoup en parlèrent rétrospectivement comme d'une « nécessité » dans le contexte post Réunification. Dans tous les lieux de la scène – de la gauche publiciste à la gauche autonome – on se mobilisait contre le racisme et le néonazisme. Plusieurs journaux (*konkret*<sup>394</sup>, *telegraph*, *Interim*) publiaient des relevés précis et exhaustifs des agressions racistes commises sur l'ensemble du territoire allemand. Des lignes téléphoniques où l'on pouvait témoigner, recueillir des conseils, les « téléphones *antifa* », furent également installées dans plusieurs localités. L'ensemble de la presse autonome et alternative se mobilisait.

Une autre distinction du milieu *antifa* de la scène de gauche radicale était la concentration sur la « nation » et le nationalisme dans cette lutte *antifa*, alors que d'autres associations de la société civile, le PDS, les Verts, axaient davantage leur lutte antiraciste contre l'Europe et le mettaient moins en rapport systématique avec le nationalisme allemand post 1990. Le PDS problématisait davantage également les aspects sociaux de déclassement social des responsables comme des victimes du racisme. De son côté, le parti Vert discutait son concept de « *multikulti* » et qui selon *konkret*<sup>395</sup> et les publications autonomes, n'exprimait qu'une forme de racisme positif. Aussi le terme d'*antifa* – même s'il faisait l'objet de critiques dans la scène, notamment chez *konkret*, pour son caractère trop simpliste, ou parce qu'il permettait d'établir des parallèles rapides et indésirables entre capitalisme et fascisme tout en dispensant ceux qui s'en réclamaient d'une confrontation avec le National-socialisme et l'antisémitisme (cf. chapitre I, les critiques de l'antisionisme de

---

<sup>394</sup> *Jeder ist uns der Nächste, Dokumentation von Übergriffen gegen Ausländer in der BRD in den Jahren 1991 und 1992*, (brochure du magazine *konkret*, 1993). Cette documentation se base sur la liste des agressions contre les étrangers les réfugiés, par les skinheads ou néonazis en RFA. Ces listes étaient publiées tous les mois dans le journal, depuis octobre 1992, elles spécifiaient les attaques antisémites.

<sup>395</sup> Ibid.



gauche) – ce terme faisait de nouveau consensus dans la scène autonome en expansion à l'Ouest et à l'Est, et distinguait la lutte antiraciste de la gauche radicale des autres manifestations de l'antiracisme dans la société civile ou la gauche parlementaire. En principe, domaines *antira* et *antifa* de la gauche radicale se distinguaient ainsi : le domaine *antira* recouvrait l'aide aux réfugiés (« *Flüchtlingshilfe* ») dans le cadre de la restriction du droit d'asile en Allemagne, puis à partir de la fin des années 1990, dans un cadre de plus en plus européen<sup>396</sup>. Le domaine *antifa* en revanche s'attaquait plus spécifiquement à la scène néonazie, aux structures et acteurs qui la composaient<sup>397</sup>.

## 1. Retour sur la lutte *antifa* ouest-allemande

La lutte *antifa*, nous l'avons vu dans le premier chapitre, était déjà l'un des piliers de la scène de gauche radicale ouest-allemande depuis le début des années 1980. L'antifascisme fut d'abord investi par la gauche dite orthodoxe, il fut ensuite le terrain de prédilection des autonomes en RFA. Au cours des années 1980, les groupes *antifa* proliférèrent à l'Ouest et aucun rassemblement néonazi ne pouvait se dérouler sans être troublé par eux. A la différence des groupes antifascistes, de la gauche orthodoxe, comme le VVN, *Vereinigung der Verfolgten des NaziRegimes*, proche du DKP<sup>398</sup>, la plupart des groupes autonomes *antifa* promouvaient la nécessité d'une action directe contre les „*Fashos*“, selon le jargon *antifa*. Les agressions de personnes (les néonazis Gerhard Kaindl<sup>399</sup> à Berlin ou Christian Worch<sup>400</sup>), l'attaque des infrastructures comme les librairies d'extrême droite faisaient partie de leur répertoire d'action. Dès la fin des années 1980, des groupes

<sup>396</sup> Les mises en réseau de groupes antiracistes à l'échelle européenne n'intervinrent pourtant qu'à la fin des années 1990, notamment avec le réseau *no border* et les Grenzcamps.

<sup>397</sup> La classification des archives que propose le site nadir.org traduit cette idée : le domaine « *Antifa* » rassemblant avant tout les documents sur la lutte contre les néonazis, y compris les controverses au sein du camp *antifa* à ce sujet, tandis que le Domaine « *antira* », concentre les documents concernant les questions des réfugiés et de fermeture des frontières : cf. (nadir.org).

<sup>398</sup> L'organisation était apparue après la seconde guerre mondiale. Réduite au silence en 1953 en RDA, l'organisation sœur de RFA fut financée par le SED jusqu'en 1989. Après la Réunification, l'organisation intervint contre les néonazis, le révisionnisme, le NPD, le travail sur les mémoriaux. L'organisation ouest-allemande et l'organisation est-allemande fusionnèrent en 2002 et compte environ 9000 membres.

<sup>399</sup> Gerhard Kaindl, fonctionnaire du groupe d'extrême droite, chef de la Deutsche Liga für Volk und Heimat, division du parti des Republikaner, poignardé à Berlin par un groupe de la gauche radicale turque (*Antifa Gençlik*).

<sup>400</sup> leader de la « Nationale Liste » à Hambourg

autonomes, dont des groupes de la gauche autonome turque (*Antifa Gençlik* notamment) avaient livré une lutte sans merci aux néonazis dans les quartiers de villes comme Berlin et Hambourg<sup>401</sup>. C'est ainsi que les autonomes *antifa* devinrent très vite un acteur visible de l'espace public allemand : encagoulés de noir, ils troublaient systématiquement les manifestations néonazies qui dégénéraient le plus souvent en affrontements très ritualisés, attirant l'attention des médias par l'intervention de la police et des CRS (*Bereitschaftspolizei*). La puissance symbolique de la capuche noire a souvent poussé le *Verfassungsschutz* et les médias à assimiler tout individu encagoulé de noir au *schwarzen Block* des manifestations et à la scène autonome. Beaucoup pourtant, sans être liés à la scène autonome, n'ont pu se couvrir le chef qu'à l'occasion de manifestations, et se prêter au rituel du jet de pierres sur la police ou les contre manifestants, sans pour autant être membre de la scène autonome. Mais la lutte *antifa* était éprouvée dans le corps même des militants *antifa*, non seulement par les codes vestimentaires qu'ils adoptaient (capuchon noir, piercings, rangers noirs....), mais aussi par les traces que les matraques de la police laissaient sur leur corps et qu'ils arboraient comme preuve que l'Etat était du côté des néonazis<sup>402</sup>. En outre la scène autonome *antifa* développa dès le début des années 1990 des compétences inégalées en matière de connaissance de la scène néonazie. Beaucoup de groupes locaux acquirent un statut d'expert à ce sujet, en développant des méthodes pointues d'espionnage et d'infiltration, et tenant un état des lieux détaillé de la scène ennemie et des liens que les différents acteurs pouvaient avoir avec les partis politiques.

En développant leur travail de recherche sur l'organisation de la scène néonazie, la gauche autonome *antifa* développa des pratiques souvent conspiratives. Depuis la fin des années 1980, elle disposait de plusieurs organes de presse et plateformes fédérales : les journaux *radikal* et *Interim*, mais aussi à Berlin, le Antifaschistisches INFO-Blatt (journal fédéral créé en 1987, avec la rédaction duquel plusieurs journaux locaux et régionaux collaboraient<sup>403</sup>). Les groupes *antifa* de la

---

<sup>401</sup> cf Berliner Linke, „Prügelgruppen“ : groupes violents à Friedrichshain et Neukölln

<sup>402</sup> „Die zurück in die WG geschleppten Beulen lieferten dann die Bestätigung, dass der Staat doch mit den Nazis unter einer Decke stecken würde, also auch irgendwie faschistisch oder zumindest faschistoid wäre, in Grevesmühlen oder: Wie eine mecklenburgische Kleinstadt die Antifaveränderte“, Fabian Kunow, Timon Engelhardt, in *Phase 2*, 21/2006

<sup>403</sup> Cette mise en réseau fédérale s'accompagnait également et ponctuellement d'une mise en réseau internationale, avec des groupes européens notamment.

gauche radicale trouvèrent d'importants relais dans les comités étudiants (*AStA*<sup>404</sup>) des universités, mais également dans les lycées ou dans les centres pour la jeunesse : autant de viviers de (très jeunes) militants potentiels. Les *AStA*, disposant en Allemagne d'un budget conséquent alloué par les universités (ce sont les représentants des étudiants qui en votent la répartition) sont ainsi devenues des bailleurs de fonds essentiels des luttes *antifa* et *antira*. Malgré des pratiques violentes, et des actions souvent dirigées contre l'Etat, les groupes *antifa* faisaient également valoir un travail de « *Aufklärung* », c'est-à-dire d'information antifasciste auprès d'écoles ou d'institutions pour la jeunesse. Ce type d'activités pédagogiques leur permettait de bénéficier de subsides des autorités municipales ou régionales, auprès desquelles les groupes pouvaient déposer des demandes de financement pour la lutte contre l'extrême droite. L'ambivalence d'un activisme *antifa*, financé par l'Etat, à travers les autorités locales, et qui se retournait le plus souvent contre lui, était patente et posait problème à un nombre croissant de militants. Les questions des pratiques, des alliés et de l'organisation étaient truffées de contradictions qui allaient s'exacerber avec le développement de la scène et nourrir le débat pendant toute la décennie.

## 2. L'antifascisme des militants est-allemands : de la critique de « l'idéal creux » de l'antifascisme d'Etat à la lutte *antifa* dans les nouveaux *Länder*

Comme nous l'avons vu dans le chapitre II, le domaine de la lutte *antifa*, fut très rapidement l'un des terrains majeurs de la gauche de l'opposition est-allemande. La scène autonome et punk est-allemande, présentant les signes d'une culture protestataire de la jeunesse, était aussi la plus ouverte, parmi les groupes de l'ancienne opposition, à la culture autonome ouest-allemande. Rappelons-nous que le groupe *antifa* punk est-berlinois de la *Kirche von Unten* s'était rebaptisé « groupe *antifa* autonome » immédiatement après la chute du mur (cf. chapitre II). Le groupe de la VL Leipzig où étaient représentés quelques punks autonomes, avait invité en 1990, le déjà légendaire groupe de rock industriel ouest-berlinois : les *Einstürzenden Neubauten*, qui s'était épanoui au cœur de la scène autonome et anarchiste de

---

<sup>404</sup> Allgemeiner Studentenausschuss : comité général des étudiants dans une université, auquel est alloué un budget important

Kreuzberg<sup>405</sup>. Dans ce domaine de la lutte *antifa*, les plus jeunes militants est-allemands étaient particulièrement ouverts à la culture politique autonome ouest-allemande. En revanche, les plus vieux d'entre eux, ceux qui avaient été politisés dans l'opposition est-allemande, avaient développé une culture *antifa* spécifique, dirigée contre le discours antifasciste officiel du SED. La rhétorique *antifa* de l'opposition est-allemande avant 1990 tentait de démonter les ressorts et de dévoiler le caractère « d'idéal creux » de ce discours officiel (cf. Chapitre II). Parallèlement le caractère plus récent du phénomène néonazi à l'Est conférait aux questionnements *antifa* est-allemands à la fois une certaine « virginité » et une « maturité », liée à la confrontation avec l'antifascisme d'Etat.

Dès 1990, l'une des convergences entre gauche radicale ouest-allemande et gauche de l'opposition est-allemande avait été de mettre immédiatement en rapport le développement du racisme et de la xénophobie après 1990, avec le nationalisme croissant associé à la Réunification en elle-même. Il s'agissait même plus que d'une convergence dans la façon de percevoir la nouvelle Allemagne, d'un terrain d'entente où très vite, des possibilités de collaboration et de rapprochements furent envisagées. Dès janvier 1990 avait eu lieu une semaine d'action organisée par des acteurs autonomes est-allemands contre les droites à Leipzig<sup>406</sup> qui avait trouvé des soutiens auprès de groupes de l'Ouest<sup>407</sup>. La *Vereinigte Linke*<sup>408</sup> de la gauche de l'opposition est-allemande, puis les *Linken Listen*, les listes électorales résultant de la

---

<sup>405</sup> L'IISG d'Amsterdam a conservé un télégramme (non daté) du chanteur Blixa Bargeld, que celui-ci envoyait en réponse à cette invitation et que nous reproduisons ici, pour le plaisir de l'anecdote :

Eiskeller Rock Telegramm von blix bargel chef der einstürzenden Neubauten an die vl Leipzig  
haben gerade die 70 meter hohe säule zu ehren des geliebten führers kim il sung durch unser konzert in phêng jang zum einsturz gebracht +++ können leider nicht+++ wünschen euch viel erfolg für eure woche+++ spielen am 14. in Tirana++ausserdem habt ihr genug einstürzende altbauten+++knutsch blix++

« Vous avez suffisamment de constructions en ruine » plaisantait le chanteur, en jouant avec le nom de son groupe. Il déclinait dans ce télégramme l'invitation de la VL Leipzig, à cause d'un concert en Corée.

<sup>406</sup> Tract Aktionswoche gegen rechts in Leipzig, 14 au 21. 1.90, in Archives IISG, Amsterdam, „DDR Opposition“

<sup>407</sup> „Solidarität gegen rechts in Ost und West“, tract : UmterstützerInnenkreis für die linke Opposition in der DDR. Hanovre, loc.cit.

<sup>408</sup> Protocole : Arbeitstreffen der Initiative Vereinigte Linke 29.11.1989, in Archives IISG, Amsterdam, „DDR Opposition“

coopération entre le PDS et des listes alternatives, en firent également un de leurs chevaux de bataille<sup>409</sup>.

Au regard de la reconfiguration Est/Ouest dans le début des années 1990, il importe de rappeler également qu'après l'unité les nouveaux *Länder* furent contraints d'accepter des réfugiés venus pour beaucoup de l'Est de l'Europe. Afin de préserver les quartiers aisés, les autorités érigeaient les centres d'accueil pour les réfugiés à proximité de zones d'habitation défavorisées, notamment dans les nouveaux *Länder*, où la situation de précarité économique et « identitaire » avait constitué un terreau favorable au développement de l'extrême droite. Ce fut le cas notamment à Rostock en 1992. Les violences et agressions racistes dans les nouveaux *Länder* étaient particulièrement virulentes. Il s'agissait d'un climat de guerre civile entre groupes *antifa* et groupes néonazis, au début des années 1990. Pour les jeunes Est-allemands, il s'agissait presque de choisir son camp. Relayés notamment par les squats, à l'Est, des groupes *antifa* proliférèrent rapidement<sup>410</sup>. L'essor parallèle des scènes *antifa* et néonazie, qui fournissaient des points de repère et d'identification immédiats et se présentaient comme des cultures protestataires, fut rapide et massif à l'Est.

### 3. Les années 1990 : l'organisation progressive et les contradictions croissantes

Dans ces conditions, alors que la mouvance autonome était elle-même face à ses contradictions et que quelques-uns des acteurs soulignaient les limites des structures décentralisées<sup>411</sup>, de l'absence d'organisation et de l'hostilité à toute forme de théorie ou d'idéologie. Le groupe autonome *Antifa M* (le « M » signifiant à la fois

---

<sup>409</sup> Cf. Brochure : Asyl- und Flüchtlingspolitik. PDS Linke Liste, 1992, Archives HIS, Hambourg Fonds „Antirassismus“

<sup>410</sup> Projektgruppe Antifa, 1994, Archives HIS, Hambourg Fonds „Antirassismus“

<sup>411</sup> Ce désir provenait directement de l'une des impasses majeures du mouvement autonome qu'un certain nombre d'acteurs avaient soulevée notamment en 1991. Le Heinz Schenk Debatte qui s'était déroulé alors sur plusieurs mois dans les publications autonomes Radikal et Interim notamment, tournait autour de la question organisationnelle, notamment à l'échelle fédérale des groupes autonomes principalement actifs à l'échelon local. Le groupe berlinois qui se disait post autonome précisément pour dépasser cette impasse avait problématisé les limites de la politique des autonomes à la réaction à de gros événements, à la suite de campagnes, qui seraient non liées les uns aux autres, manque de cohérence et de continuité, manque de théorie, le Heinz Schenk Debatte in Interim nr 162 (27.9.1991). Deux auteurs écrivent sous le pseudonyme de Heinz Schenk et adressent aux autonomes une critique fondamentale de leurs formes politiques. Ils susciteront un débat auquel on continua de faire référence dans les années suivantes. cf. Haunss, S. (2004). op.cit.

le *Mittwochstreffen* (réunion du mercredi, et « marxisme ») de Göttingen jeta les prémisses d'une organisation fédérale dès 1991<sup>412</sup>. Ce groupe local, bien implanté dans la ville étudiante ouest-allemande de Göttingen, était un groupe fort organisé, bénéficiant d'une importante base locale, et qui avait popularisé les manifestations en *black blocks*.

Dans ce climat raciste, beaucoup de groupes locaux *antifa*, mêmes hostiles par principe à une organisation fédérale, se rallièrent à l'*Antifaschistische Aktion, Bundesweite Organisation* (AA/BO), dont l'*Antifa M* de Göttingen avait jeté les bases. Et malgré les nombreuses controverses et les attaques dont l'AA/BO fut très rapidement la cible – elles remplissaient les colonnes des publications autonomes, *Antifaschistisches Infoblatt*, *Interim* et *radikal*<sup>413</sup> –, l'organisation fédérale *antifa* s'imposa véritablement dans le paysage politique de l'Ouest et de l'Est. Mais cette organisation hiérarchique et rigide, minait les principes autonomes fondamentaux. La défense quasi paramilitaire contre les néonazis, la violence qui devait sans cesse être exercée afin de défendre les espaces de vie commune de la scène de gauche radicale, s'accompagna de la corruption croissante des valeurs autonomes par l'activisme *antifa*. Les valeurs autonomes étaient, en principe diamétralement opposées à celles des Néonazis<sup>414</sup> : l'hostilité des premiers à toute forme d'organisation et d'autorité, dont résultait par ailleurs le rejet de toute forme de nationalisme ou de militarisme, s'opposait au principe de « *Führer* » des seconds. Les autonomes se reconnaissaient tant dans les valeurs de la « politique à la première personne » – c'est-à-dire d'émancipation individuelle comme finalité politique –, que dans celles de la révolution sociale. Dans leurs structures et leurs pratiques toutefois, l'ancrage local était tout à fait primordial et l'aménagement de *Freiräume* au niveau local – c'est-à-dire de lieux de vie alternatifs où se développaient une contre-culture, une façon de vivre ensemble –, était l'un des fondements de leur identité collective. Or, malgré l'antagonisme des valeurs, beaucoup de groupes néonazis tentèrent de créer un rapport de concurrence plus que d'opposition avec les groupes antifascistes, partant du présupposé qu'ils pouvaient attirer potentiellement les mêmes recrues : pour le dire rapidement une jeunesse désœuvrée et désorientée, à l'Est notamment où elle

<sup>412</sup> *Radikal*, 10.1991, Autonome *antifa M* août 1991, „Diskussionspapier zur Autonomen Organisation“ : Papier du groupe *antifa* Göttingen sur le manque de continuité et d'organisation dans la scène autonome

<sup>413</sup> „Stellungnahme zur Organisation von AntifaGruppen“ in *radikal* 141, 191.(1991)

<sup>414</sup> Schultze T., Gross, A. (1997). op.cit. p 88

subissait de plein fouet les sinistres conséquences sociales et économiques de la chute du mur et de la Réunification. La dénaturation des symboles et des codes antifascistes par les néonazis est devenue une partie intégrante de leurs pratiques: écoute de la même musique, adoption par les seconds des références musicales, des codes vestimentaires, de logos et symboles des premiers<sup>415</sup>. Ainsi dans certaines villes est-allemandes – c'est encore le cas aujourd'hui –, l'œil peut être attiré par des graffitis ou des autocollants portant les symboles qu'il identifie instinctivement à la mouvance de la gauche *antifa*, mais en se rapprochant, on peut être surpris d'y découvrir un slogan néonazi.

Par ailleurs, l'AA/BO s'inscrivait de plus en plus nettement dans la tradition de l'antifascisme historique.

---

<sup>415</sup> Cette dénaturation a cependant pu avoir lieu dans les milieux *antifa* en sens inverse : les blousons ou les chaussures des ennemis pouvaient ainsi être arborés comme des trophées.



**Figure 2 :** Tract de l'*Antifa M*. On reconnaît les deux drapeaux rouge et noir de la révolution et de la lutte antifasciste<sup>416</sup>.

Il s'agissait de l'appel à manifester en commémoration d'une militante *antifa* morte après une confrontation avec les néonazis et l'intervention de la police en novembre 1989 à Göttingen. La rhétorique mémorielle omniprésente : « Rien ni personne n'est oublié ! » est un marqueur de la scène *antifa*. Plusieurs militants ont trouvé la mort dans des circonstances similaires d'affrontement avec les néonazis ou avec la police<sup>417</sup>, et ont fourni à la scène autonome *antifa* ses martyres, commémorés annuellement. L'esthétique martiale – et très machiste – des militants autonomes encagoulés de noirs est confortée ici par la mise en scène de l'opposition frontale avec les forces de police. L'enfant gambadant au premier plan comme s'il recherchait la protection des forces autonomes *antifa* n'est pas sans rappeler la symbolique des mémoriaux antifascistes du bloc socialiste. Le mémorial soviétique du *Treptower Park* à Berlin (Est), est ainsi dominé par la monumentale figure du jeune soldat russe, portant dans son bras valeureux, l'enfant qu'il sauvait du fascisme.

<sup>416</sup> In Archives Papiertiger, Berlin, Fonds "Antifa"

<sup>417</sup> Entre autres : l'opposant est-allemand et militant *antifa*, Silvio Meier en 1992 à Berlin, Klaus Jürgen Rattay, squatteur mort en 1981 à Berlin Ouest, Günther Sare, mort en 1985 à Francfort dans une altercation avec la police.



Comme le notait Jan Gerber<sup>418</sup>, les références de l'*Antifa M*, leader *de facto* de l'AA/BO, étaient ancrées dans l'antifascisme des années 1930, propagé par le parti communiste allemand, le KPD. Dans cette tradition antifasciste, l'impérialisme était l'équivalent du fascisme. L'esthétique martiale voire militariste rappelait cet ancrage historique de la lutte *antifa* de l'AA/BO. L'organisation avait recours à d'anciens slogans du KPD tels que « Derrière le fascisme, il y a le capital<sup>419</sup> ». Par ailleurs, à mesure que la répression policière sévissait à l'encontre de la scène *antifa*, la culture de la conspiration progressait, s'accompagnant d'une opacité croissante de l'*Antifa M* qui dominait l'organisation. Son rapport aux autorités notamment manquait de transparence. Avant même l'affaire *radikal* entre 1995 et 1997<sup>420</sup>, la police allemande avait resserré l'étau sur la scène autonome<sup>421</sup>. Elle était l'objet d'une surveillance étroite, beaucoup d'acteurs furent mis sur écoute et furent arrêtés. Dans ces circonstances, l'*Antifa M* recourait volontiers à une rhétorique antiétatique forte, naturelle dans le milieu, visant à dénoncer « l'Etat fasciste et policier ». Cela ne l'empêchait pas pourtant de bénéficier de deniers publics, (elle aurait touché 35.000 DM de fonds municipaux pour la lutte contre l'extrême droite en 1992<sup>422</sup>), de passer des accords avec les autorités et la police pour limiter les violences des *black blocks* sur lesquels elle avait des renseignements et d'échanger des informations sur la scène néonazie. Ces contradictions de l'antifascisme autonome ne sont pas propres à l'*Antifa M*, mais cette organisation les exacerbait et s'exposait par là même aux critiques croissantes dans le milieu *antifa*.

Parmi les critiques les plus virulents de l'*Antifa M* et de l'AA/BO se trouvait la gauche est-allemande, et notamment les plus âgés de ses militants qui avaient été politisés dans l'opposition en RDA. La rédaction de *telegraph* réagit violemment à l'ouverture de la gauche autonome ouest-allemande à ces pratiques et discours

<sup>418</sup> Diskussionspapier zur Autonomen Organisation septembre 1991, paru dans *interim*, 10.1991

<sup>419</sup> „Grundlagenpapier“ du 31 mai 1992 „Hinter dem Faschismus steht das Kapital“, *interim*, 7.1991

<sup>420</sup> La police allemande émit des mandats d'arrêt contre le journal pour empêcher sa publication sur le motif de soupçon de la formation d'une organisation terroriste. La boîte postale de la rédaction fut alors délocalisée aux Pays Bas. Le développement et l'actualisation du site internet du journal furent alors très précoces. L'interdiction du journal en Allemagne et les poursuites dont ses auteurs étaient l'objet, suscita une vague de solidarité dont les soutiens faisaient partie de la gauche intellectuelle et parlementaire (E. Altvater, J. Dittfurth, W.D. Narr) Des perquisitions furent menées dans plus de 50 appartements, bureaux et *Infoläden* pour faire main basse sur du matériel des Cellules Anti-impérialistes, AIZ in Schultze, T., Gross, A. (1997). p 53

<sup>421</sup> *Antimperialistische Zellen*

<sup>422</sup> Article de *telegraph*, 7.8.1993, AA- beh – Null, Deutsche „Autonome“ Antifa's greifen nach den Sternen, p 10 et s.

opaques qu'elle qualifiait de « staliniens ». Les méthodes conspiratives auxquelles les autonomes ouest-allemands avaient recours, le manque de transparence des rapports avec l'Etat, les connivences avec la police : toutes ces pratiques ne pouvaient que déplaire aux membres dispersés de l'ancienne opposition est-allemande, eux qui tablaient sur la transparence et l'ouverture, et qui avaient fait à leurs dépens l'expérience de l'espionnage et du noyautage de leurs organisations clandestines en RDA. Par ailleurs, l'adoption de la rhétorique du KPD par la gauche autonome ouest-allemande équivalait pour eux à la reproduction de la rhétorique creuse de l'antifascisme d'Etat, celle qu'ils avaient combattue dans l'opposition en RDA. Ces analyses raccourcies du fascisme, qui voyaient son origine dans le capitalisme, ne permettaient guère par ailleurs d'expliquer l'essor du néonazisme à la fin des années 1980 en RDA, ni le racisme latent de la population, commentait un rédacteur du journal est-allemand *telegraph*<sup>423</sup>.

Dans *Interim* paraissaient régulièrement les débats et les prises de position, opposant avec constance l'*Antifa M* ou « *Gös* » – ainsi qu'étaient surnommés les acteurs de ce groupe de Göttingen – et divers groupes locaux : les anciens opposants et les *antifas* est-allemands n'étaient pas les seuls à critiquer ces méthodes. Et l'AA/BO finit par céder à ces tensions internes, en 1998, tandis par ailleurs que l'Etat allemand occupait de plus en plus le terrain de la lutte contre les néonazis.

À l'autre pôle de l'activisme *antifa* et *antira* de la scène de gauche radicale, quelques groupes ouest-allemands de la gauche se disant « non dogmatique » et ne se reconnaissant pas dans ces structures *antifa* qu'ils jugeaient autoritaires, lancèrent également une entreprise de prise de contact avec les acteurs est-allemands. La nature de ce rapprochement était toutefois plus prospective que programmatique et ne prévoyait pas l'établissement de structures fédérales pérennes : il s'agissait d'organiser une tournée musicale, politique et subculturelle dans les nouveaux *Länder*. La tournée était intitulée „*Etwas Besseres als die Nation*“ (« Quelque chose de mieux que la nation »). L'idée était de mettre en place par ce biais des coordinations avec les groupes locaux *antifa* et *antira*, à Dresde, Leipzig ou Rostock,

---

<sup>423</sup> Ibid.

mais non de « réaliser l'unité allemande de la gauche », ni d'imposer des standards de l'Ouest<sup>424</sup>.

### 3. „*Etwas Besseres als die Nation*“ : Étude de cas

En réaction à la progression de la scène néonazie et des violences racistes dans les nouveaux *Länder*, se formèrent dans plusieurs grandes villes de l'Ouest (Hambourg, Munich, Cologne, Düsseldorf, Francfort) des comités de salut public, nommés ainsi sur le modèle éponyme de la Révolution française. Ils réagissaient à la « grande coalition à peine dissimulée entre le parlement, la terreur nazie, les citoyens normaux, la police et les médias, qui se livraient à un jeu commun et cynique pour la 'solution de la question de l'asile' <sup>425</sup> ». Les protagonistes de la tournée étaient les héritiers d'une gauche plus « *sponti* », et accordaient une importance centrale dans leurs pratiques politiques, aux activités culturelles : concerts et lectures. Il s'agissait d'acteurs jeunes, avec un habitus de gauche étudiante et intellectuelle.

En décembre 1992, le comité de salut public de Hambourg annonçait dans les sous-sols d'une discothèque de la ville hanséatique, une tournée dans les nouveaux Länder (Rostock, Leipzig, Dresde) afin de soutenir la lutte contre le racisme et le fascisme, pour la « défense symbolique de l'espace public et privé contre l'influence grandissante de groupes néofascistes »<sup>426</sup>. La tournée fut intitulée „*Etwas Besseres als die Nation*“, audacieuse allusion au conte des musiciens de Brême des Frères Grimm. « Tu trouveras n'importe où quelque chose de préférable à la mort », c'est ainsi que l'âne du conte encourage le vieux coq que sa maîtresse veut sacrifier pour le dîner, à rejoindre la troupe de musiciens qu'il forme avec les autres animaux. Le comité de salut public de Hambourg faisait ainsi une allusion directe au conte de Grimm symbolisant la réponse des domestiques et petites gens, incarnés par les quatre animaux domestiques, à leurs maîtres. Le grand âge les rendait désormais

---

<sup>424</sup>*Etwas Besseres als die Nation, Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels, Wohlfahrtsausschüsse* (1994). Berlin

<sup>425</sup>„kaum verhüllte große Koalition aus Parlament, Naziterror, Normalbürgern, Polizei und Medien in einem zynischen Zusammenspiel gemeinsam mit der ‚Lösung der Asylantenfrage‘ beschäftigt war“ in Wohlfahrtsausschuss Hambourg, in reader (1994). *Etwas Besseres als die Nation*. Berlin, op.cit. p 7

<sup>426</sup>Loc.cit.

indésirables et inutiles ...en allait-il ainsi du sentiment que nourrissaient ces acteurs dans le nouveau contexte de la nation réunifiée ? En tous les cas, la nation valait la mort pour ces artistes et militants de la gauche radicale, en quête d'une cohésion d'un autre type avec leurs partenaires de l'Est.

A cette tournée participèrent des groupes de musiques très populaires dans la scène de gauche radicale ouest-allemande et au-delà, entre autres : *Blumfeld*, le groupe punk, *Die Goldenen Zitronen* ou encore *Die Sterne*. Cette tournée fut rondement menée, elle prévoyait l'intervention de 250 musiciens, intellectuels, artistes et militants antifa, intervenant dans un programme de conférences, de concerts, de manifestations dans les villes est-allemandes. Elle ressemblait étrangement à la tournée organisée parallèlement par la société civile dans le cadre des *Lichterketten*, les chaînes de lumière des „anständige Deutsche“<sup>427</sup>, les « Allemands bien-pensants » protestant contre le racisme, où se produisit notamment le chanteur à succès Grönemeyer à Cologne. Mais la tournée *Etwas Besseres als die Nation*, se concevait comme un pendant radical de cette manifestation antiraciste des Allemands « bien-pensants » et misait avant tout sur la rencontre Est/Ouest. La coalition d'artistes populaires dans la scène et de militants antiracistes et antifa avait tous les éléments pour devenir un mémorable « Event » politico-culturel. Ce fut un fiasco.

À la lecture du reader documentant après coup les différentes interventions des acteurs, l'on ne peut s'empêcher d'avoir un sentiment de déjà vu. Le groupe autonome LUPUS lors de la tournée, avait prit la parole pour s'attaquer aux structures patriarcales, et à l'autoritarisme de la scène, tandis qu'une militante féministe, elle-même issue du noyau du comité d'organisation de Hambourg, brocardait les « jeunes hommes éloquents » qui dominaient l'événement<sup>428</sup>. En somme, il s'agissait des querelles internes et coutumières de la gauche radicale ouest-allemande. Toutefois, les acteurs des nouveaux *Länder* troublèrent cet « entre soi » des militants ouest-allemands. Leur ton était nettement plus vindicatif, à l'encontre de cette tournée qu'ils jugeaient « impérialiste », et des normes culturelles de

---

<sup>427</sup> „Gegen die völkische Mitte, Rede, verlesen in der Dresdener Scheune“, Autonome Lupus Gruppe, 6.93. in Wohlfahrtsausschuss Hamburg, in reader (1994). *Etwas Besseres als die Nation*. Berlin op.cit. p 32

<sup>428</sup> „Die Frau im Wohlfahrtsausschuss“, ibid, p 36

discussion qu'ils estimaient « élitistes »<sup>429</sup>. Les militants est-allemands qui répondirent à l'invitation de leurs co-militants ouest-allemands étaient parfois issus de la scène punk et *antifa* qui s'était développée dans les dernières années de la RDA, ou bien alors des nouveaux groupes d'aide aux réfugiés notamment qui s'étaient multipliées depuis 1990. Outre le reproche du complexe de supériorité de la gauche ouest-allemande, l'un des visiteurs adressait après coup un rapport très critique au fanzine local *antifa* de Leipzig, le *KlaroFix*, il critiquait les « Ouest-allemands, si expérimentés et si savants »<sup>430</sup>, ainsi que la nature déplacée de leurs interventions, imposant des discussions sur les « concepts comme nation et peuple »<sup>431</sup> et avaient un « monde conceptuel » („*Begriffswelt*“) qui était si différent du leur, qu'ils ne se comprenaient guère. En effet, tandis que les acteurs ouest-allemands saisissaient la réalité à travers les catégories de « peuple » et de « populace » („*Mob*“), les acteurs est-allemands parlaient de « nos parents », « nos collègues », « nos voisins »,<sup>432</sup> et exprimaient ainsi leur solidarité avec d'autres « nous », à travers lesquels s'affirmaient des identités morcelées, mais est-allemandes. Les militants de l'Ouest s'irritaient quant à eux, de l'attitude des acteurs de l'Est, qu'ils accusaient d'innocenter les responsables de violences racistes, en faisant valoir les conditions sociales dans lesquelles ils vivaient. Si les militants de gauche à l'Est et à l'Ouest, estimaient avoir perdu, ne se reconnaissaient, ni les uns ni les autres dans le „*Wir sind ein Volk*“ de l'Allemagne unifiée, un conférencier est-allemand admettait que les acceptions du mot « peuple » demeuraient différentes à l'Est et à l'Ouest et que les Allemands de l'Est continuaient de lui associer la classe ouvrière<sup>433</sup>. « Il est étonnant, notait une militante autonome de Leipzig par ailleurs, de voir comment l'on réussit, à l'aide d'une polémique antinationaliste nationaliste, à se placer en dehors de la société. » Elle reprochait à ces militants ouest-allemands de prétendre s'exclure du collectif national alors même qu'ils affirmaient que la nation transpirait par « tous les pores de leur conscience »<sup>434</sup>. Cette militante active dans un

<sup>429</sup> „Autonome Flüchtlingshilfe, Der Osten schlägt zurück“, *ibid*, p 56

<sup>430</sup> „ach so erfahrenen und wissenden Westdeutschen“ in *KlaroFix*, 9.1993, *op.cit.*

<sup>431</sup> in *KlaroFix*, 9, 1993, *op.cit.*

<sup>432</sup> „Kritikpapier“, présenté par le Projektgruppe „Druck/Leipzig“ à Leipzig, Conne Island, 6.1993 in reader *Etwas Besseres als die Nation*, (1994). *op.cit.*, p 52

<sup>433</sup> „Beim CDU Werbetag wir sind ein Volk wird uns bis heute vor allem deshalb schlecht, weil er Symbol für das Kippen einer Bewegung der Massen ist“ in Reader *Etwas Besseres als die Nation*, (1994). *op.cit.*, p 59

<sup>434</sup> „allen Poren des Bewusstseins“ in „Autonome Flüchtlingshilfe, Der Osten schlägt zurück“, Hanna Kahina in reader (1994). *Etwas Besseres als die Nation*. Berlin, *op.cit.*, p 56

groupe d'aide aux réfugiés, soulignait finalement le confort de leur discours, eux qui, grâce à leur « passeport vert », n'avaient pas à subir le sort des sans-patries, palestiniens, kurdes ou albanais. En somme, les rôles étaient relativement clairement partagés entre d'un côté les „Ossis“ qui se targuaient d'être ancrés dans la réalité, dans l'aspect pratique des choses, le réalisme politique et reprochaient aux *Wessis* leur utopisme pédant, et de l'autre, ces derniers, qui reprochaient aux premiers leur inexpérience, leur côté petit-bourgeois et leur manque de radicalité.

Ici le conflit Est/Ouest connaissait une déclinaison propre, où des cultures entraient en collision. La gauche subculturelle ouest-allemande s'inspirait fortement d'une culture *underground* occidentale, et était fort éloignée de la culture est-allemande. Les acteurs est-allemands faisaient valoir leurs « expériences », alors que les membres ouest-allemands de cette gauche culturelle insistaient sur des « idées ». Tout cela renforçait les préjugés réciproques d'une culture est-allemande provinciale, sourde à toute émancipation d'ordre culturel d'un côté, et d'une culture ouest-allemande hégémonique et peu en contact avec la « réalité » de l'autre. *Etwas Besseres als die Nation* : les militants de l'Ouest, suggérait le titre de leur tournée, avaient « quelque chose de mieux à proposer que la nation », à savoir : eux-mêmes. La tentation est grande en effet de rapprocher ce „Besseres“ – le mieux, du quolibet „Besserwessis“ – jeu de mot déjà évoqué entre Allemand de l'Ouest et „Besserwisser“ littéralement, « celui qui sait mieux ».

L'entreprise de la gauche hambourgeoise se solda par un échec. Du moins, c'est le constat qu'en tirèrent, après coup, les acteurs eux-mêmes, parlant de l'indifférence, du « vide » qu'ils avaient rencontré. Toutefois ce constat d'échec mériterait d'être nuancé. Les traces qu'en portent le *KlaroFix* du centre *antifa* de Leipzig, le *Conne island*, sur lequel nous reviendrons, montrent que des graines fécondes y furent pourtant semées, mais qui germèrent dans les mois ou les années qui suivirent. Certains groupes est-allemands *antifa* continuaient de témoigner d'une ouverture à la culture protestataire ouest-allemande, notamment pour la retourner contre leur environnement immédiat, est-allemand. Sur le terrain des influences subculturelles, plus diffuses, moins directement confrontatives que dans la formation d'une organisation fédérale telle que celle de l'AA/BO *antifa*, des transferts avaient lieu. Les temporalités de ces transferts étaient elles-mêmes plus distendues, ne se résumaient pas à celle d'un événement précis, comme celui de la tournée.

Mais le conflit Est/Ouest se déclinaient dans les différents lieux de la scène de gauche radicale : dans la lutte *antifa* autonome, au sein des groupes de la gauche dite « non dogmatique », dans les structures des *Infoläden* et dans les squats. Dans ces conflits s'exprimaient divers griefs, ayant trait aux différences de cultures politiques, au rapport à la conspiration et à la transparence, aux différences de mentalités également. A travers ces conflits, affleurait un reproche majeur de la gauche est-allemande envers la gauche ouest-allemande : le manque de confrontation avec le stalinisme. Nous explorons dans cette dernière partie l'un des débats où il se manifestait directement : le débat sur la *Stasi*.

### III. L'incommoder héritage de 1989

#### 1. Le débat sur la *Stasi* : comble du malentendu entre acteurs de l'Est et de l'Ouest

Par la loi du 29 décembre 1991, l'ouverture des actes de la *Stasi*, fut autorisée<sup>435</sup>. La *BStU* (*Bundesbeauftragter für die Stasi-Unterlagen* – mandataire pour les documents de la *Stasi*) en reçut la responsabilité. Le *Bundestag* mettait ainsi en accès libre les informations collectées par les services de sécurité de l'Etat est-allemand sur un grand nombre de citoyens est- et ouest-allemands. Cette loi s'ensuivit de nombreuses révélations sur les activités de *IM* (*Inoffizieller Mitarbeiter*), c'est-à-dire d'informateurs de la *Stasi*, de nombreux citoyens. Le passé trouble de plusieurs personnalités publiques fut ainsi révélé au grand jour. Le parti Vert tout particulièrement, était dans la ligne de mire de la *BStU*, car certains de ses membres avaient joué sur deux tableaux en nouant des liens à la fois avec l'opposition – notamment dans le cadre du mouvement écologiste et pacifiste des années 1980<sup>436</sup> – mais aussi avec l'Etat est-allemand. La direction du parti Vert dans ce contexte avait obligé l'ensemble de ses membres à se plier aux contraintes de l'enquête et à répondre de leur intégrité.

Thomas Ebermann et Rainer Trampert, les deux anciens leaders charismatiques de la *Radikale Linke* (le réseau formé peu avant la chute du mur à

---

<sup>435</sup> Stasi Unterlagen Gesetz (StUG)

<sup>436</sup> Cf. Der Spiegel, 1991. Dirk Schneider fut espion de la *Stasi*, dix années durant, et lui fournissait des renseignements précieux sur les mouvements citoyens de l'Est en contact avec la Liste alternative.

l'Ouest, cf. Chapitre III) publièrent dans la livraison du mensuel *konkret* d'avril 1992, un texte virulent, s'attaquant à cette politique. Les deux auteurs s'en prenaient aux poursuites engagées par les autorités gérant les archives de la *Stasi* contre tous les suspects de collaboration avec les services secrets est-allemands. Ils voyaient dans cette démarche une entreprise de « réconciliation nationale menée par les nouvelles autorités, en accord avec les autorités est-allemandes, où les collaborateurs de l'Allemagne victorieuse se disputent sur la question de savoir ce qu'il est possible de faire avec les collaborateurs de [l'Allemagne] vaincue : si l'on doit sauver tous les Allemands globalement comme victimes dans la prochaine communauté du peuple ou si la consolidation idéologique de la communauté du peuple peut être mieux servie par une dramaturgie de la révélation.<sup>437</sup> » Les références linguistiques au National-socialisme étaient de nouveau omniprésentes : « collaborateurs », « vainqueurs », « communauté du peuple », « victimes ». En effet, prétendaient-ils dans cet article, ce débat sur la *Stasi* depuis la fin de l'année 1991, permettait à l'Allemagne réunifiée de se laver des péchés du National-socialisme. L'idéologie antitotalitaire était une façon de brandir l'une contre l'autre la dictature à l'Est d'un côté et la liberté à l'Ouest de l'autre. Par ailleurs, ils réaffirmaient l'importance de l'existence de la RDA, et de l'antifascisme de RDA, qui malgré ses défauts, avait permis, selon eux, une plus grande vigilance qu'en RFA quant à la réintégration de cadres nazis dans l'administration<sup>438</sup>. Dans la presse alternative ouest-allemande de manière générale, l'atmosphère accompagnant ces révélations, suscitait de véritables critiques. Dans le journal *Analyse und Kritik*, les rédacteurs dénigraient, outre le « sensationnel » entretenu par le *Spiegel*, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la *Bild Zeitung*, usant des ressorts de la presse à scandale, l'atmosphère « inquisitoriale » qui se déchaînait contre les « espions »<sup>439</sup>.

Or précisément à l'époque du débat sur la *Stasi* qui irritait tant la gauche radicale ouest-allemande, la *Umweltbibliothek* de Berlin ouvrait au public les archives de l'opposition est-allemande : elles reçurent le nom d'un ancien opposant

---

<sup>437</sup> „[...]die Kollaborateure des siegreichen Deutschland darüber streiten, was mit den Kollaborateuren des besiegten zu sei: ob man alle Deutschen pauschal als Opfer in die nächste Volksgemeinschaft hineinretten soll oder ob der ideologischen Festigung der Volksgemeinschaft mit einer Enthüllungsdramaturgie besser gedient sei.“ *konkret* 3.1992

<sup>438</sup> Pourtant des études avaient déjà fait la preuve du caractère hâtif et très incomplet de la dénazification en RDA.

<sup>439</sup> „An ihren Akten sollt Ihr sie erkennen? Das zerstörerische Erbe der Stasi-Akten“, in *Analyse und Kritik*, 13.1.1992



de la scène de Jena : Matthias Domaschk<sup>440</sup>. Domaschk, à l'initiative d'une pétition protestant contre l'extradition de Wolf Biermann, fut déchu de sa nationalité est-allemande<sup>441</sup>. Huit de ses amis connurent le même sort et quittèrent le pays dès 1976. Parmi eux se trouvait un certain Thomas Auersbach<sup>442</sup>. Dans la livraison de *telegraph* de mars 1992, Auersbach relatait son expérience au sein de la Liste alternative des Verts (AL), à Berlin-Ouest dans les années 1980, après son extradition vers la RFA. Son témoignage intervenait à une époque où la gauche de l'opposition semblait explorer les sources des nombreux malentendus qui l'opposaient à la gauche de l'Ouest. Dans ce numéro de *telegraph*, Auersbach confiait ses souvenirs de Berlin-Ouest où, à l'époque, les groupes K (groupes marxistes de la gauche dite traditionnelle KPD, KPD/ML<sup>443</sup> etc. cf chapitre 1), dominaient le milieu de gauche radicale. Auersbach et ses amis opposants est-allemands étaient conviés à plusieurs manifestations où ils témoignaient de leur expérience dans l'opposition. Mais personne, rapportait-il, ne s'y intéressait véritablement : « chacun voulait une confirmation de sa propre ligne politique et ce, pour chaque groupe K, pour soi-même... Le KBW<sup>444</sup> parlait contre le KPD/ML et intriguait, et le KPD/ML faisait de même contre le KPD »<sup>445</sup>. Par ailleurs, cet acteur soupçonnait la Liste alternative (AL) du parti Vert, d'être noyautée par des espions travaillant pour la *Stasi*, ce qui s'avéra juste pour deux d'entre eux, Dirk Schneider<sup>446</sup>

---

<sup>440</sup> Ces archives reçurent le nom d'un opposant, originaire de la ville de Jena, qui trouva la mort en 1981 dans une prison de la Stasi, dans des circonstances non éclaircies mais laissant croire à un meurtre politique. Elles rassemblent une collection de documents, tracts, lettres, journaux légaux et clandestins (73 titres), affiches, photos, vidéos. (La société Robert Havemann, n.d.). NB : La société Robert Havemann rassemble trois archives non étatiques : les archives Robert Havemann, composées du legs de Robert Havemann, les Matthias Domaschk archives, dont les documents venaient de la *Umweltbibliothek* de Berlin et les archives Grauzone, (fonds de 1997) venues du mouvement féministe est-allemand. Ces archives fusionnèrent en juillet 1993. Ces archives documentent l'opposition est-allemande depuis les années 1970. cf. *telegraph* 1 et 2.1992

<sup>441</sup> Le chanteur fut déchu de sa nationalité en 1976, après une tournée en RFA où il avait critiqué le régime est-allemand.

<sup>442</sup> Diacre dans la communauté de Jena qui organisait dans les années 1970 des informations, des lectures et des rencontres notamment sur le thème du refus du service militaire, in Rüddenklau, (1992). op.cit. p 19

<sup>443</sup> Kommunistische Partei Deutschlands/Marxisten Leninisten, organisation maoïste ouest-allemande

<sup>444</sup> Kommunistischer Bund Westdeutschlands, organisation maoïste ouest-allemande

<sup>445</sup> „Man wollte eine Bestätigung der eigenen politischen Linie und das jede K Gruppe für sich...dann der KBW gegen die KPD/ML redete und intrigierte und die KPD/ML gegen die KPD.“ In „DDR – Linke in der Westberliner Alternativen Liste“, in *telegraph*, 3.1992

<sup>446</sup> En octobre 1991, furent dévoilées les activités d'IM de Dirk Schneider, alors qu'il était membre de la Liste Alternative à Berlin Ouest. Till Meyer s'est auto-dénoncé en 1992, il était également IM, alors qu'il était rédacteur au journal ouest-berlinois, in *Die Tageszeitung*, 15.10.1992

et Till Meyer, après 1990<sup>447</sup>. La politique de reconnaissance de la RDA encouragée par la AL, étant sans condition, on ne s'intéressait pas aux crimes du régime. Dans le même numéro, un autre témoin évoquait son passage chez les Autonomes « qui en savaient plus sur le Nicaragua que sur la RDA »<sup>448</sup>, avaient probablement des contacts avec la *Stasi* et agissaient selon le principe « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

Si les acteurs de la gauche de l'opposition est-allemande réprouvaient la récupération de leurs activités et finalement de leur héritage politique par l'Allemagne réunifiée – en effet, ils n'avaient souhaité ni la Réunification, ni le triomphe du capitalisme –, ils nourrissaient toujours une hostilité farouche contre la *Stasi* et tout ce qui s'apparentait à ce qu'ils appelaient des pratiques stalinienne. La ligne de conflit en RDA se situait bien entre Pouvoir et Opposition. L'opposition avait fait de la sauvegarde des actes de la *Stasi* un thème central après 1990. Dans les colonnes du journal est-allemand, *telegraph*, le sujet dominait toute la première moitié des années 1990<sup>449</sup>. En 1992, paraissait par ailleurs le livre *Störenfried ddr-opposition 1986-1987* de Wolfgang Rüddenklau, l'un des fondateurs de la *Umweltbibliothek*. Il écrivait dans sa préface : « Je voudrais particulièrement recommander la lecture [de ce livre, aux militants] de la gauche ouest-allemande, qui caractérisent aujourd'hui l'opposition de RDA, sans se gêner, comme la 'fossoyeuse de la RDA' »<sup>450</sup>.

---

<sup>447</sup> Toutes leurs initiatives en direction des opposants (solidarités avec les prisonniers politiques par exemple) étaient compromises, les volontaires pour s'acquitter de ces missions, se voyant attribuer des interdictions d'accès (« Einreiseverbot ») In *telegraph* 12.1991, Wilhelm Knabe, passé en 1958 à l'Ouest dressait également un réquisitoire contre le parti vert ouest-allemand, qu'il accusait d'avoir « trahi les idéaux de gauche » au sein duquel il avait été actif. Et était en contact avec l'opposition. Il avait notamment fait parvenir clandestinement une imprimante à la *Umweltbibliothek*. A l'approche de la Wende, la fraction des Grünen lui interdisait la participation aux négociations avec la RDA, à cause de ses contacts avec les groupes d'opposition.

<sup>448</sup> *telegraph*, 12.1991 p 15

<sup>449</sup> Notamment, *telegraph*, 11.90 ; 4.91 ; 9.91 ; 1.92 ; 5.92 ; 7.92 ; 1.95.

<sup>450</sup> „Besonders möchte ich diese Lektüre jenen westdeutschen Linken empfehlen, die die DDR-Opposition heute mehr oder weniger verschämt als ‚Totengräber der DDR‘ bezeichnen“ (Rüddenklau, W. (1992). p 13

## 2. « L’anti-antitotalitarisme » de la gauche radicale ouest-allemande

Le débat sur la *Stasi* cristallise bien cette incompréhension fondamentale entre d’un côté les acteurs est-allemands, dont la lutte contre le « stalinisme d’Etat » avait été centrale, et de l’autre, les acteurs ouest-allemands, qui livraient leur bataille contre l’antitotalitarisme de l’Allemagne unifiée. La gauche « non dogmatique » ouest-allemande de *konkret*, mais aussi de la revue marxiste, *das Argument* autour du philosophe marxiste Haug<sup>451</sup>, défendait une position « anti-antitotalitaire ». Elle dénonçait ce discours de la « normalité » retrouvée de l’Allemagne unifiée ayant triomphé des deux totalitarismes. D’autant que dans l’espace public de l’Allemagne unifiée – comme la querelle des historiens en 1986 l’avait annoncé – le discours antitotalitaire s’affirmait de plus en plus<sup>452</sup>. Et cela se faisait aux dépens des hérauts du post nationalisme et des partisans du patriotisme constitutionnel de la Nouvelle gauche intellectuelle de RFA, tels que Günther Grass ou Egon Bahr favorables au maintien des deux Etats allemands (*Zweistaatlichkeit*). Au sein de *Die Grünen*, cette position antinationale était elle-même fragilisée par les débats entre „*Realpolitiker*“ et „*Nationalpolitiker*“<sup>453</sup>. (Tandis que d’autres voix, plus conservatrices, voulaient « se libérer » de l’argument « massue du fascisme » (*Die Faschismus-Keule*) brandi par la gauche allemande<sup>454</sup>).

Les poursuites contre les collaborateurs de la *Stasi* étaient ainsi perçues, par les acteurs de la gauche radicale ouest-allemande, à la lumière de ce climat ouest-allemand antitotalitaire du débat public. Le journal *konkret* – et ce n’est pas un hasard si le discours antinationale ou *antideutsch* se développa particulièrement dans ses colonnes –, développait un discours de résistance à ce qu’il percevait comme une complaisance de l’Allemagne avec elle-même et dans l’idée que la démocratie allemande se dispensait désormais de toute culpabilité. L’antitotalitarisme qui reposait sur l’opposition des extrêmes politiques – et la gauche radicale en était – avec le centre démocratique, conduisait à disqualifier toute critique de la démocratie.

<sup>451</sup> Wolfgang Fritz Haug cité par Erlinghagen, R. (1997). *Die Diskussion um den Begriff des Antifaschismus seit 1989-1990*, Berlin, Hamburg, p 95

<sup>452</sup> Cf. Zielinski, B. (2010), *Les controverses en Allemagne unifiée sur la nature du régime de la RDA*, in Zielinski, B., Krulic (Dir.) *Vingt ans d’unification Allemande : Histoire, mémoire et usages politiques du Passé*, Bern, pp 197-220

<sup>453</sup> cf. Ludwig, A. (1995). op.cit.

<sup>454</sup> Knütter, H.-H. (1994). *Die Faschismus-Keule: das letzte Aufgebot der deutschen Linken*. Frankfurt/Main

L'entreprise de la publication hambourgeoise équivalait à bien des égards à retourner cette rhétorique antitotalitaire contre l'Etat allemand. « Le centre de la société allemande est à droite » : ainsi était intitulé un article de *konkret*<sup>455</sup>, « qui veut comprendre les Reps [parti d'extrême droite], ne peut faire l'impasse sur le modèle Weiszäcker<sup>456</sup> ». L'objectif étant de montrer que la RFA, puis l'Allemagne unifiée, n'étaient non seulement pas des Etats de droit – il s'agissait là d'un cheval de bataille traditionnel de la gauche radicale contre « l'Etat-policier » –, mais surtout, depuis 1990, que l'Etat allemand était fondamentalement de droite, voire d'extrême droite.

Dans cette perspective « anti-antitotalitaire », où le discours de légitimation démocratique de l'Etat allemand était le repoussoir de cette gauche radicale ouest-allemande « non dogmatique », la RDA avait été perçue comme un garde-fou, comme un rempart. Sa disparition était à ce titre, et uniquement à ce titre puisque le socialisme réel n'avait pas représenté pour ces acteurs ouest-allemands, de système enviable, regrettable. En novembre 1989, dans son éditorial, le rédacteur en chef du journal H.L Gremliza parlait de l'impossibilité de réformer la RDA dans un contexte international où elle dépendait *de facto* des règles économiques du capitalisme mondial. Dans l'un de ses éditoriaux, où il s'adressait fictivement aux leaders du SED, il leur recommandait avec sa patte caractéristique : « pour sauver votre rôle de direction du parti, vous allez devoir manger le yaourt rose du *Neues Forum* et du parti social-démocrate autour des tables rondes de Walesa, jusqu'à ce que le socialisme [réel] en vomisse réellement<sup>457</sup> ». Dans cette perspective, il est clair que l'opposition est-allemande, viscéralement antistalinienne, ne pouvait pas bénéficier d'un *a priori* favorable de la part de cette gauche ouest-allemande en conflit avec l'Etat ouest-allemand puis l'Etat allemand réunifié. L'expérience de l'opposition est-allemande était en quelque sorte, aux yeux des rédacteurs du journal *konkret*, « le yaourt rose » qui avait porté le socialisme réel à l'écœurement et avait ainsi précipité la Réunification.

---

<sup>455</sup> „Rechts ist die deutsche Mitte“ *konkret*, 12.1990, p 20

<sup>456</sup> „Wer die Reps treffen will, darf nicht am Modell Weizsäcker vorbeiziehen.“ Weizsäcker, membre de la CDU, était à l'époque président de la République fédérale (1984-1994).

<sup>457</sup> „Sie werden, um die führende Rolle der Partei doch irgendwie zu retten mit dem Neuen Forum und der sozialdemokratischen Partei an Walesas rundem Tisch solange deren rosa Quark löffeln bis der Sozialismus sich real übergibt“, Gremliza, in *konkret* 11/89

## IV. Conclusion

Les années 1990 furent, au plan de l'activisme *antifa*, des années prospères, même si, plus que dans la décennie précédente, cet activisme se soldait par un isolement bien plus significatif du mouvement social. Dans le cadre du développement de la scène *antifa* et *antira*, les fronts se reconstituaient relativement clairement entre « *Fashos* » d'un côté et gauche radicale de l'autre. Ce tracé clair des fronts favorisa dans un premier temps la « reconnaissance » réciproque d'acteurs est- et ouest-allemands *antifa* et *antira* qui avaient déjà accumulé une expérience propre de part et d'autre du mur avant 1990. Mais le contexte de la reconfiguration Est-Ouest était chargé de préjugés, de malentendus, et l'enthousiasme premier laissa rapidement la place aux déconvenues. Au-delà de l'expression souvent éthique que les acteurs est-allemands donnaient au conflit Est-Ouest, ils reprochaient aux acteurs ouest-allemands leur arrogance, leur manque de considération et d'écoute, leur complexe de supériorité, il s'agissait en réalité d'un conflit très politique. Les acteurs est-allemands, en particulier les plus âgés, qui avaient été politisés dans l'opposition en RDA, reprochaient aux acteurs de l'Ouest l'insuffisante réflexion sur le « stalinisme », voire la reproduction de pratiques et de discours « staliniens » – dans le cas de l'organisation fédérale antifasciste AA/BO. Ce refus de confrontation de la gauche ouest-allemande avec le « stalinisme » ou le socialisme réel, s'expliquait en partie par la concentration de ses griefs sur la nation allemande et l'antitotalitarisme, identifié comme la nouvelle arme de légitimation de la nation allemande après 1990. Dans cette optique, l'héritage de l'opposition est-allemande, qui s'était construite dans l'opposition au dernier rempart contre la nation allemande réunifiée : le socialisme réel en RDA, était condamné à être rejeté et méprisé.

Leur expérience politique avait été en quelque sorte soit confisquée à l'opposition est-allemande : dans la sphère publique, elle servait un discours de libération et de normalisation de la nation allemande, ou bien méprisée : par la gauche radicale ouest-allemande. L'héritage de 1989 devenait ambigu dans ces circonstances et c'est ainsi que l'on peut comprendre l'accablement de l'ancien opposant est-allemand du dessin qui ouvre le chapitre.



## **Troisième Partie**

La position *antideutsch* et ses déclinaisons à l'Est et à l'Ouest : vers une Réunification de la gauche radicale ?  
(1995-1999)





## Chapitre V

---

### Le phénomène *antideutsch* (1991-1995)

Ce chapitre se démarque des chapitres précédents. Nous quittons provisoirement les divers aspects des dynamiques Est-Ouest de la scène de gauche radicale pour y décrire plus particulièrement le phénomène « *antideutsch* », concernant d'abord et avant tout la *gauche radicale ouest-allemande*. Cette digression repose sur l'hypothèse que ce phénomène a joué un rôle déterminant sur la disposition de la gauche radicale de l'Ouest à l'égard des acteurs est-allemands, et donc dans la reconfiguration de la scène après 1990, et à plus forte raison, dans la seconde moitié de la décennie 1990. Il importe ainsi de se pencher sur les conditions d'apparition de ce phénomène, sur les acteurs qui le développèrent, sur les filiations et les ruptures avec les anciennes générations militantes dont il témoignait, afin de mieux tester notre hypothèse et de comprendre comment ce phénomène intervint dans la « réunification » de la scène de gauche radicale après 1990 (objet des chapitres VI et VII).

Les prémisses de la position *antideutsch* ou antinationale ont été évoquées dans le chapitre III. En nous attardant plus spécifiquement sur le large réseau ouest-allemand de la *Radikale Linke*, nous avons montré comment la gauche radicale ouest-allemande avait appréhendé la chute du mur et la Réunification, comment elle avait développé une position de *négation* de la nation allemande et comment celle-ci avait déterminé la réserve et la circonspection des acteurs qui la défendaient, à l'égard de la gauche de l'opposition est-allemande ou d'autres éventuels alliés politiques à l'Est. Cette attitude contrastait et singularisait la gauche radicale de l'Ouest au sein du paysage politique ouest-allemand, lequel, hormis à l'endroit du parti *Die Grünen* – qui ne fusionna avec le *Bündnis 90* est-allemand qu'en 1993 –, eut tôt fait de s'étendre aux nouveaux *Länder* : tous les autres partis ouest-allemands absorbèrent dès 1990 les formations politiques est-allemandes. La négation de la nation par la gauche *antideutsch* de l'Ouest rendait impossible toute entreprise d'unification de la scène politique, toute « reconnaissance » d'alliés politiques à l'Est et inaugurerait le repli durable de ses acteurs dans l'arène extraparlamentaire, et plus

particulièrement publiciste. Seule la rupture avec cette position de *négation* de la nation avait permis en effet aux partisans de « l'option PDS » lors de la première campagne électorale de l'Allemagne unifiée, en 1990, de prendre acte de la Réunification et de chercher à nouer des contacts avec des acteurs reconnus comme alliés politiques, à l'Est (cf. Chapitre III).

La recherche sur la gauche *antideutsch* (Gerber, Ullrich, Hagen Hanloser<sup>458</sup>) la présente presque invariablement sous le rapport de l'antagonisme qu'elle aurait généré dans la scène de gauche radicale : la gauche *antideutsch* d'un côté, s'opposerait au reste de la gauche anti-impérialiste, ou antisioniste ou « traditionnelle » de l'autre. Le phénomène *antideutsch* a indubitablement contribué à forger les argumentaires respectifs, à dresser les acteurs les uns contre les autres, en forçant les uns à prendre le contre-pied des autres, dans des mécanismes de démarcation et de différenciation, où les schémas ennemis/amis sont à l'œuvre. Aussi a-t-on raison de le présenter sous le rapport d'un antagonisme. Mais la perspective unique de l'antagonisme conduit souvent les observateurs à penser qu'une poignée d'acteurs entraine en rupture radicale avec le reste de la scène qui, elle, aurait perpétué ses anciens réflexes<sup>459</sup>. Or ce ne fut pas le cas. A l'exception de quelques groupes de la gauche dite traditionnelle (DKP, MLPD), la plupart des groupes de la gauche radicale allemande ont été bousculés par ce phénomène de renversement des paradigmes à partir de la position antinationale ou *antideutsch*, même s'ils en ont nié ou minimisé la portée. Il s'agissait de la manifestation d'une mise en cause fondamentale des paradigmes qui avaient prévalu pendant la guerre froide : l'anti-impérialisme, l'anticapitalisme, l'antisionisme. Le rejet de la nation allemande cristallisait ces multiples remises en question, invitait à jeter un autre regard sur les paradigmes de la gauche. Et ce phénomène de remise en question affectait bien l'ensemble des acteurs de la gauche radicale. Et autant que l'antagonisme, l'*hybridité* des argumentaires caractérisait ce phénomène.

---

<sup>458</sup> Hanloser G. (Hg.), (2004). *„Sie warn die Antideutschesten der deutschen Linken“ Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutscher Politik*, Münster

<sup>459</sup> Seul Ullrich dépasse cet antagonisme pour le présenter comme une complexification du débat sur le conflit israélo palestinien distinguant la gauche allemande de la gauche britannique. In Ullrich, P. (2008). *Die Linke, Israel und Palästina : Nahostdiskurse in Großbritannien und Deutschland*. Berlin

Cerner ce dont il s'agit avec la gauche *antideutsch* demeure une gageure. L'expression de « phénomène *antideutsch* »<sup>460</sup>, expression certes imprécise, nous permettra de ne pas le réduire aux seuls acteurs qui s'en réclament. Elle permettra également de contourner la difficulté à le nommer à partir des catégories d'analyse dont nous disposons – « mouvement social », « courant politique » ou même plus généralement « discours » – qui échouent toutes à décrire cette réalité<sup>461</sup>. Quant au qualificatif d'*antideutsch*, il importe de préciser qu'il s'agit d'un terme de lutte<sup>462</sup>, et non d'un concept scientifique, dont le sens est défini par les acteurs *antideutsch* eux-mêmes. Le phénomène *antideutsch* comprend différentes chapelles, elles-mêmes en conflit les unes avec les autres. Outre la division des chapelles, il est également porté par différentes générations d'acteurs, politisés avant, pendant ou après la Réunification qui ont pu s'en réclamer sans y associer le même contenu. Ce phénomène recouvre plutôt un ensemble d'idées à géométrie variable porté par des acteurs issus de milieux hétérogènes et correspondant à des pratiques disparates selon les époques et les acteurs. Aussi, au-delà des excès et des extravagances pour lesquels l'*Antideutschtum* est en premier lieu perçue par les observateurs extérieurs – nous ne tenterons ni de les dissimuler ni de donner au phénomène *antideutsch* une cohérence qui lui ferait défaut – au-delà de la stricte opposition aux autres groupes de la scène qu'il a incontestablement contribué à polariser, nous nous efforcerons de l'appréhender comme un phénomène hybride – affectant l'ensemble du milieu et non les seuls acteurs qui en revendiqueraient l'étiquette –, et résultant d'une *ligne de faille* entrant en écho avec d'autres strates sédimentées de l'histoire allemande et de la Nouvelle gauche ouest-allemande, plutôt que donnant lieu à une ligne de conflit figée structurant le milieu, comme la recherche l'analyse le plus souvent.

L'approche discursive où, au-delà des divergences organisationnelles, l'on s'efforce de mettre en évidence les « *topoi* » communs, les cadres d'analyse partagés qui permettent d'échanger des arguments contraires, pourra faire apparaître le caractère hybride de ce phénomène. Nous préférons donc au terme de « camp »

---

<sup>460</sup> Etude sur le sujet commandée par le ministère de l'intérieur du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie *Verfassungsschutz des Landes Nordrhein-Westfalen*, "Nie wieder Deutschland!": Solidarität mit Israel – Die Gegenbewegung zu den Antiimperialisten (2006).

<sup>461</sup> La Bundeszentrale für politische Bildung, organisme fédéral pour la formation politique, financé par la fédération allemande, leur a également consacré en 2008, un article succinct mais informatif, consultable en ligne: Rudolf van Hüllen, „'Antiimperialistische' und 'antideutsche' Strömungen im deutschen Linksextremismus," *Bundeszentrale für politische Bildung* (2008).

<sup>462</sup> „Kampfbegriff" Ullrich, P. (2008). op.cit. p 130

proposé par Gerber, celui de « formation discursive » pour décrire ce phénomène qui s'étend au-delà des acteurs *antideutsch stricto sensu*. Nous retiendrons de l'expression de formation discursive, un sens général à partir des définitions qu'en donnent Maingueneau d'une part et Fuchs et Pêcheux d'autre part, où la formation discursive détermine « [...] ce qui peut et doit être dit à partir d'une position donnée dans une conjoncture »<sup>463</sup>. Au sein de chaque formation discursive, a lieu un échelonnement des positions selon le même axe, selon les points de rencontre d'acteurs qui se définissaient les uns contre les autres. Mais cette approche ne dispense pas de présenter les acteurs qui ont formulé en premier lieu cette position *antideutsch*.

## I. Les acteurs de la gauche *antideutsch*

### 1. Les suites de la mobilisation *Nie wieder Deutschland* de 1990

La gauche *antideutsch* se développa dans les suites de la mobilisation antinationale de 1990. Elle se forma dans plusieurs poches distinctes mais reliées entre elles de la scène de gauche radicale ouest-allemande. L'un des courants de l'organisation maoïste *Kommunistischer Bund* (KB) – qui joua un rôle central dans la coordination du réseau de la *Radikale Linke* antinationale (cf. Chapitre III) – fut l'un des viviers de la gauche *antideutsch*. Le KB était particulièrement dynamique dans le Nord de l'Allemagne et à Hambourg. Sa belle époque datait des années 1970 où l'organisation comptait plusieurs milliers de membres. Le KB bénéficiait d'importants moyens, grâce aux dons de ses membres, ce qui contribua à sa puissance et son rayonnement dans l'ensemble du spectre de la gauche radicale, du pôle autonome jusqu'au parti Vert, dont il avait fourni beaucoup des membres *Fundis*<sup>464</sup>. Il devait son surnom de « cochon à truffes » (*Trüffelschwein*<sup>465</sup>) à son

<sup>463</sup> « Les formations idéologiques comportent nécessairement, comme une de leurs composantes, une ou plusieurs formations discursives inter-reliées qui déterminent ce qui peut et doit être dit (articulé sous la forme d'une harangue, d'un sermon, d'un pamphlet, d'un exposé, d'un programme, etc.), à partir d'une position donnée dans une conjoncture » Pêcheux, M., & Fuchs, C. (1975). *Mises au point et perspectives à propos de l'analyse automatique du discours* (Focuses and Perspectives with Regard to Machine Discourse Analysis). *Langages*, 37, p 111

<sup>464</sup> Cf. Hagen, P. (2004). *Die Antideutschen - und die Debatte der Linken über Israel.*, Mémoire de fin d'études, Universität zu Köln. p 11 ; et voir chapitre III

<sup>465</sup> Cf. Steffen, M. (2002). *Geschichten vom Trüffelschwein: Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*. Berlin

aptitude à se régénérer au contact des « truffes » qu'étaient les mouvements sociaux : pacifisme, écologisme, mais aussi mouvements féministes et homosexuels. Au contraire des autres groupes K cependant, le KB développa dès les années 1970 les « thèses de fascisation » (*Fashisierungsthesen*) qui spéculaient sur un retour du fascisme, et postulaient la disposition fondamentale des masses, non à la révolution comme dans les autres groupes K, mais au contraire à la « fascisation ». Ces thèses développaient certains des aspects de l'antifascisme du mouvement étudiant des années 1970 en RFA (Cf. Chapitre I) et s'attachaient à montrer les continuités entre l'Etat et la société ouest-allemande capitaliste d'un côté et le National-socialisme de l'autre.

L'une des causes principales de la division du groupe reposait sur les divergences quant à la ligne politique à adopter dans le contexte de l'Allemagne réunifiée, notamment dans le cadre du réseau de la *Radikale Linke* : fallait-il observer la posture de la *négation* totale de la Réunification en renonçant à toute stratégie d'alliance dans le nouveau paysage politique de l'Allemagne réunifiée, ou fallait-il au contraire nouer des liens avec les membres de l'opposition est-allemande ou avec le PDS ? La position *antideutsch* se développa chez les adeptes de la *négation* de la nouvelle nation allemande, dans la minorité du KB, qui formait 40% de ses effectifs. Jürgen Elsässer, Heiner Möller et Matthias Küntzel, qui créèrent le magazine berlinois *Bahamas*, en furent les premiers penseurs. Leur publication devait son nom au quolibet que l'autre branche de la *Radikale Linke* – la branche « *realo* » qui se rapprocha du PDS –, adressa à ses fondateurs : puisque leur position de pure négation de la Réunification était idéaliste et stérile, il valait mieux dans ces conditions émigrer au Bahamas ou aux îles Canaries sur une terre « assez éloignée et où le climat [était] plus clément »<sup>466</sup>. Le *Bahamas*<sup>467</sup> commençait sa parution à la mi 1992 et fut d'emblée une publication dense : le journal, dont la parution était irrégulière, comportait en moyenne une soixantaine de pages. Dans cette publication, « l'agressivité particulière de l'impérialisme de la fédération allemande »<sup>468</sup> était sans cesse réaffirmée, la « classe dominante » accusée de la *Faschisierung* de l'Etat et de la société. Dans chaque livraison, la population allemande, dans sa majorité et

<sup>466</sup> Knut Mellenthin, „PDS der DDR – eine Herausforderung für die BRD Linke“ in *Arbeiterkampf* nr 318, 1990, cité par Hagen (2004). op.cit. p 17

<sup>467</sup> 100 exemplaires en 1993 et 1994 tirage selon Moreau, P. et Lang, J. P. (1996). *Linksextremismus: eine unterschätzte Gefahr*, Bonn

<sup>468</sup> „besondere Aggressivität des bundesdeutschen Imperialismus“

ses représentants, était présentée comme antisémite, national-socialiste, *völkisch* ou fasciste<sup>469</sup>.

## 2. L'aile théorique : l'héritage de la Théorie Critique

Autre foyer de la gauche *antideutsch*, l'*Initiative Sozialistisches Forum*, à Fribourg, était un centre fondé en 1981 et que l'activité intellectuelle et politique classait parmi les héritiers de la Théorie Critique de l'Ecole de Francfort. L'acronyme de ce groupe était d'ailleurs presque identique à celui de l'*Institut für Sozialforschung (IfS)* de Francfort, dont il se réclamait. Le groupe fut fondé entre autres par des membres du GIM *Gruppe Internationaler Marxisten*<sup>470</sup>, groupe trotskiste qui se signalait par un important engagement anti-impérialiste mais avait problématisé et rejeté dès les années 1970 les tendances nationalistes des mouvements de libération du Tiers-monde. Le GIM était l'un des rares groupes de RFA à défendre des positions claires contre le « stalinisme » du bloc soviétique. S'il n'avait jamais eu d'assise militante importante, il jouissait d'une grande renommée dans le milieu de la Nouvelle gauche, assurée par les intellectuels qui en firent partie : Elmar Altvater, Oskar Negt, ou encore les professeurs Dan Diner et Wolf Dieter Narr. Mais le GIM se divisa également à cause de divergences sur l'évaluation de l'effondrement du socialisme réel avant même son effondrement, en 1986.

Depuis la fin des années 1980 l'ISF revendiquait toutefois bien davantage l'héritage de la Théorie Critique que celui du trotskisme. Parmi les membres se disant marxistes de l'ISF, la question de l'antisémitisme dans le mouvement ouvrier, et les théories marxistes de la critique de la valeur ont été déterminantes dans l'inspiration de leur position politique. Joachim Bruhm, né en 1946, postulait le caractère foncièrement réactionnaire du mouvement ouvrier, caractère révélé selon lui en 1933 en Allemagne. Bruhm a également publié une grande partie de l'œuvre de Johannes Agnoli. Autre membres de l'ISF, le politologue Stefan Grigat s'est

---

<sup>469</sup> Dittrich qui a consacré un article à cette publication y précise que la „Faschisierungsthese“ et l'antifascisme marquèrent fortement le KB dès la fin des années 1970 et surtout au milieu des années 1980, à la différence d'autres groupes communistes des années 1970 en RFA cf. Dittrich, S. (2004). *Zeitschriftenporträt: Bahamas*. in Backes, U. / Jesse, E. (Dir.), *Jahrbuch Extremismus & Demokratie*, Bd. 16, Baden-Baden 2004, pp 220 – 235

<sup>470</sup> Le GIM fusionna en 1986 avec le KPD/ML maoïste dans le VSP (*Vereinigte Sozialistische Partei*)

intéressé au fétichisme de la valeur chez Marx, ainsi qu'à l'antisionisme de gauche dans le mouvement ouvrier, des premiers marxistes à la Nouvelle gauche et dans le parti *Die Grünen*<sup>471</sup>.

### 3. ***konkret*, publication jadis emblématique de la Nouvelle gauche et bastion *antideutsch* après 1990**

Les acteurs de la minorité du KB, de la publication de *Bahamas*, comme de l'ISF de Fribourg contribuaient souvent à la publication hambourgeoise jadis emblématique de la Nouvelle gauche ouest-allemande : *konkret*. La publication dont on a vu qu'elle avait été étroitement liée à la *Radikale Linke* en 1989/90 et où s'était développé un « anti-antitotalitarisme » contre le discours de « normalisation » de la nouvelle Allemagne, était une publication en principe pluraliste, non attachée à une organisation particulière. Elle avait connu son heure de gloire dans les années 1970 en RFA où elle avait accompagné l'essentiel des mouvements sociaux : de mai 1968 aux mouvements écologiste et pacifiste en passant par la Fraction Armée Rouge et les guérillas urbaines. Il s'agissait de l'unique publication de la presse alternative ouest-allemande pouvant se prévaloir d'une telle longévité. C'est par l'engagement de ses rédacteurs, le rédacteur en chef Hermann Gremliza et le rédacteur Wolfgang Pohrt, en faveur de l'intervention de la coalition internationale en Irak lors de la guerre du Golfe en 1991, que *konkret* devint le premier bastion de la gauche *antideutsch*.

Il s'agissait d'une publication de la gauche intellectuelle. Gremliza, aujourd'hui encore rédacteur en chef de *konkret*, revendique des filiations théoriques avec les divers auteurs de la *Sprachkritik*, la critique du langage, analysant les présupposés idéologiques que comporte le langage. Parmi ces auteurs, l'autrichien Karl Kraus avait travaillé sur le caractère autoritaire du langage dans les sociétés capitalistes, et notamment l'antisémitisme contenu dans le langage. Dans ses éditoriaux, Gremliza se livre avec un snobisme assumé et dans une langue

---

<sup>471</sup> Cf. notamment Brosch, M. (Dir.) (2007). *Exklusive Solidarität, Linker Antisemitismus in Deutschland, vom Idealismus zur Antiglobalisierungsbewegung*, Berlin

inimitable<sup>472</sup>, à des commentaires au vitriol de la vie politique allemande. Les rédacteurs de *konkret* ont été le vivier d'une autre publication *antideutsch* apparue en 1997, le *Jungle World*, dont nous évoquerons les conditions d'apparition dans le chapitre suivant. *konkret* fut durant toute la décennie 1990, la publication de référence pour beaucoup de jeunes rédacteurs qui y firent leurs premières armes et y affûtèrent leur plume.

Autre publication hambourgeoise se disant « post autonome »<sup>473</sup>, *17°C, Zeitschrift für den Rest*, fait également partie du spectre *antideutsch*, tout en venant d'un tout autre milieu militant : la gauche autonome, dans sa frange intellectuelle et étudiante. Sa parution, annuelle mais irrégulière depuis 1991, visait également un public académique, familier de discussions théoriques ardues. Comme l'indique le titre, le magazine s'adressait au lectorat du « reste », c'est-à-dire le résidu d'une gauche radicale qu'ils estimaient disparue. Le cynisme et le désabusement font clairement partie d'un habitus de la gauche *antideutsch*. Il suffit en effet de parcourir les colonnes de *konkret* pour reconnaître également ce ton désabusé : un article consacré à la disparition du KB et intitulé « la mort du cochon à truffes de gauche », avait pour sous-titre « la gauche allemande en 1991, réflexions sociol psychologiques sur l'architecture d'une ruine » et pour illustration la reproduction d'une toile particulièrement sombre du peintre romantique Caspar David Friedrich « le cimetière du monastère sous la neige »<sup>474</sup>.

#### 4. Les précurseurs

L'ensemble de ces acteurs de la gauche *antideutsch* avaient été par ailleurs inspirés par divers précurseurs, que l'on ne pouvait directement associer à la gauche radicale : les universitaires Dan Diner et Micha Brumlik ou le journaliste Henryk M. Broder, mais qui appartenaient davantage à la sphère intellectuelle de l'espace public

---

<sup>472</sup> Que l'on se souvienne du « yaourt rose » dont il avait affublé l'opposition est-allemande négociant aux tables rondes en 1990 cf. Chapitre IV

<sup>473</sup> Cf. *20 Jahre radikal : Geschichte und Perspektiven autonomer Medien*, (1996). „Postautonome' und undogmatisch marxistische Medien“, op.cit. p 193

<sup>474</sup> „Der Tod des linken Trüffelschweins“, in *konkret* 1/91., „Deutsche Linke '91, sozialpsychologische Gedanken zur Architektur einer Ruine“, avec une illustration de Caspar David Friedrich op.cit., „Klosterfriedhof im Schnee“, *konkret* 11/91, p 45



ouest-allemand<sup>475</sup>. Ces précurseurs avaient tous en commun d'avoir, dès les années 1960, attiré l'attention sur les problèmes que posaient l'antisionisme de gauche. L'historien Eike Geisel, le philosophe et rescapé d'Auschwitz, Jean Améry, Wolfgang Pohrt et le théoricien marxiste Moishe Postone avaient tous critiqué la prétention de la Nouvelle gauche ouest-allemande à être le produit d'une rupture avec la génération des *Täter*, c'est-à-dire la génération des « bourreaux » du National-socialisme<sup>476</sup>. L'antifascisme de la Nouvelle gauche, s'accordaient-ils à penser, niait la singularité du National-socialisme et banalisait celui-ci en englobant sous le même terme de « fascisme », l'Etat ouest-allemand, les Etats « impérialistes » ou encore Israël. L'antisionisme de la Nouvelle gauche depuis la Guerre des Six Jours en 1967, conduisait la Nouvelle gauche à ignorer les réelles victimes du National-socialisme. Cette absence de conscience historique<sup>477</sup> invitait les étudiants révoltés à considérer les Juifs comme une identité abstraite, comme des « fétiches » (Geisel), voire même à usurper le statut de « victime » en se considérant eux-mêmes comme les « Juifs » de l'Etat allemand, exposés à sa répression<sup>478</sup>. Lors du mouvement pacifiste ouest-allemand des années 1980, Pohrt et Postone avaient également reformulé cette critique de victimisation : le mouvement avait eu cette tendance à présenter les Allemands comme les victimes d'un « holocauste atomique », ils jugeaient que les pacifistes étaient motivés par la peur et les intérêts propres de la RFA, plus que par une réelle conviction pacifiste<sup>479</sup>. Le survivant d'Auschwitz Jean Améry a parlé également d'un „ehrbare Antisemitismus“.

Notons que ces *topoi* de « bourreaux » et « victimes » sont demeurés tout à fait centraux dans le discours antinational ou *antideutsch*. Par la suite, Geisel dénonça le mouvement pacifiste des années 1980 en RFA comme un „*Neue Heimatbewegung*“, c'est-à-dire un mouvement de la nouvelle Heimat », tandis que le journaliste,

---

<sup>475</sup> Ullrich, P. (2008). op.cit. p 130

<sup>476</sup> Hagen, P. (2004). op.cit. p 3

<sup>477</sup> „Geschichtsvergessenheit“ selon Moishe Postone, in Hagen, (2004). op.cit. p 7

<sup>478</sup> La banalisation du statut de « victimes du fascisme » n'était pas propre à la Nouvelle Gauche ouest-allemande. En effet, en France notamment, la commémoration des résistants passait souvent par la comparaison du sort qu'ils avaient subi à celui des Juifs, jusqu'à une époque avancée. Et la gauche française n'hésitait pas à comparer le sort que les peuples arabes subissaient par Israël à celui des juifs sous la Seconde guerre mondiale, ou encore les féministes et les homosexuels comparaient la répression qu'ils subissaient à celle que les juifs avaient connus sous le national-socialisme : voir là-dessus notamment Bill Niven, "Remembering the Holocaust: Representation, Neglect and Instrumentalization" *European History Quarterly* (April 2006), 36 : 2 , 279-291

<sup>479</sup> *Abschied von zu großen Hoffnungen*, RL-Rundbrief, April/Mai 1991, p 19

rédacteur de *konkret*, Wolfgang Pohrt parlait d'un « nouveau mouvement germano-national <sup>480</sup> ». Dans les années 1980, le journaliste Henryk Broder, Micha Brumlik et Dan Diner exprimèrent également ces critiques (cf. introduction sur l'antisionisme de gauche). Le phénomène *antideutsch*, après 1990 s'est indubitablement développé à partir de ces critiques de l'antisionisme de gauche, ce dont la permanence d'un vocabulaire et de *topoi* distinctifs témoignent : « victime » versus « bourreaux », absence de conscience historique, « singularité » de l'holocauste échappant à la Nouvelle gauche puis au mouvement pacifiste des années 1980. C'est bien ainsi en effet par la puissance de sa rhétorique et dans des milieux de gauche étudiants ou intellectuels, qu'elle s'est constituée et a gagné son influence.

C'est donc cette demi douzaine de publications – *konkret*, *Bahamas*, *17°C*, *Zeitschrift für den Rest*, l'*ISF*, de 1994 à 1997 : le *junge Welt* puis après 1997 : le *Jungle World* – qui fut le laboratoire du phénomène *antideutsch*. Son expression était relayée par l'importance et la diversité des supports de publication dont elle disposait. Même si la gauche anti-impérialiste allemande disposait elle aussi de nombreuses publications, la prolixité *antideutsch*, nourrie de « textes difficiles » et de références à l'Ecole critique, contrastait avec l'arsenal théorique plutôt rudimentaire de la gauche anti-impérialiste, de la plupart des groupes de la gauche autonome, *antifa* et *antira* de la décennie 1990. Elle nourrissait également un *habitus* plus intellectuel que la gauche anti-impérialiste. Le repli dans ce refuge publiciste de la gauche antinationale et *antideutsch* après la Réunification résultait de cette attitude de *négation* de la Réunification et de l'opinion que l'époque – après le recul et les dérives des grandes mobilisations sociales des années 1980, la conversion du parti Vert au « nationalisme » et à « l'intégration », la victoire unilatérale du capitalisme sur le socialisme réel – était peu propice au changement social. La gauche allemande après 1990, disaient-ils eux-mêmes, était en « ruine <sup>481</sup> ». Il s'agissait toutefois de poches relativement isolées encore dans la scène de gauche radicale où les causes de l'antifascisme et de l'antiracisme étaient plus fédératrices et mobilisatrices et

---

<sup>480</sup> In Pohrt W., *Ein Volk, ein Reich, ein Frieden, in Endstation: Über die Wiedergeburt der Nation*, Berlin, 1983, cité par Hagen, P. (2004). op.cit., p 10

<sup>481</sup> Cf. *konkret* op.cit.

fournissaient également une forme d'exutoire aux multiples signaux de désorientation de la gauche radicale depuis la fin des années 1980<sup>482</sup>.

À l'aune d'un événement extérieur : la seconde guerre du Golfe en 1991, le phénomène *antideutsch* ou antinational devait se préciser et commencer à polariser.

## **II. La guerre du Golfe et les guerres de Yougoslavie : la maturation du phénomène *antideutsch***

### **1. La guerre du Golfe ou la fragilisation des paradigmes anti-impérialistes**

En janvier 1991, une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis bombardait l'Irak, après l'invasion du Koweït et le bombardement d'Israël par des missiles Scud. Le dictateur irakien, Saddam Hussein, faisait en outre peser la menace de l'utilisation d'armes chimiques contre Israël. En Allemagne, où l'Etat ne participait pas directement au conflit, les manifestations pacifistes furent rapidement massives, d'autant que la guerre s'accompagnait d'un désastre écologique<sup>483</sup>. Ces manifestations réunissaient un large spectre de citoyens, le PDS et *Die Grünen* y participèrent activement. Le 26 Juillet 1991, dans l'ancienne capitale Bonn, encore siège du gouvernement fédéral, 200.000 personnes descendirent dans les rues<sup>484</sup>. Le mouvement fut si suivi qu'on parlait dans les médias d'un retour du mouvement pacifiste des années 1980.

Face à ce mouvement de masse, l'espace public allemand se polarisa rapidement. Les motivations pacifistes de la population allemande attisèrent le doute et réactivaient les critiques déjà formulées à l'encontre du mouvement pacifiste ouest-allemand : sur les dérives d'un « nationalisme victimaire » (*konkret*, Wolfgang Pohrt), dont l'antiaméricanisme ainsi que certains accents antisémites étaient partie intégrante. Le fait que la sécurité d'Israël soit en jeu dans le conflit, suscita la polémique sur la politique de l'Etat Juif. La déclaration de Christian Ströbele, alors

---

<sup>482</sup> Incohérences manifestes et soulignées par plusieurs acteurs de la scène de l'anti-impérialisme et de la solidarité avec les mouvements de libération du Sud, antisionisme de gauche, essoufflement et mise en doute des grands mouvements sociaux des années 1980.

<sup>483</sup> Incendie de puits de pétrole au Koweït et marée noire causés par les bombardements

<sup>484</sup> Cf. Gerber, J. (2009). op.cit. p 257

porte-parole de la fraction de *Die Grünen* au Bundestag, selon laquelle les menaces irakiennes pesant sur Israël n'étaient que la conséquence légitime de sa politique, provoqua un tollé. Des intellectuels de gauche, connus jusqu'alors pour leur engagement pacifiste, appuyèrent publiquement l'intervention américaine en dénonçant le pacifisme d'« *Appeasement* » de la population allemande. Le chansonnier Wolf Biermann<sup>485</sup>, dénonçait le « fondamentalisme pacifiste », tandis que l'écrivain Hans-Magnus Enzensberger, qui avait jadis soutenu l'APO, l'opposition extra parlementaire de 1968, établissait des parallèles entre Hitler et Saddam Hussein<sup>486</sup>. L'historien Dan Diner quant à lui soulignait les ambivalences symboliques du slogan „*Kein Blut für Öl*“ (« Pas de sang pour le pétrole ») clamé lors des manifestations. Le slogan était, disait-il, le produit d'une pensée binaire et manichéenne, où le pétrole représentait le mal, c'est-à-dire le capital financier personnifié dans le bouc émissaire qu'étaient les Etats-Unis. Tandis que le « sang », c'est-à-dire la vie humaine, la population civile à laquelle la population allemande s'associait, par un mécanisme de « projection » du statut de victime, représentait le bien. Il y voyait là l'un des avatars de l'antiaméricanisme<sup>487</sup>.

Dans la scène de gauche radicale, déjà mise durement à l'épreuve par l'effondrement du socialisme et par la Réunification, la guerre du Golfe acheva de semer la confusion et de consommer les ruptures. La plupart des groupes autonomes et de la gauche dite traditionnelle (DKP, MLPD), le réseau de la *Radikale Linke* dans sa majorité, mais aussi beaucoup de groupes de la gauche dite « non dogmatique » avaient dénoncé l'intervention en Irak, dans une rhétorique typiquement anti-impérialiste. La guerre du Golfe était bien une guerre d'agression « avec l'aide active des Etats européens au génocide, [et s'inscrivait] dans la suite directe [des guerres] de Corée et du Vietnam », il s'agissait d'une « guerre coloniale d'un nouveau type »<sup>488</sup>. Dans la gauche *antideutsch*, les avis étaient partagés. Quelques-uns se prononcèrent résolument pour l'intervention de la coalition internationale en Irak. Cette position représentait, une rupture radicale avec le pacifisme et l'anti-impérialisme paradigmatiques de la Nouvelle gauche, en soutenant une coalition du

---

<sup>485</sup> Enzensberger dans le Spiegel nr. 6. 1991: Hitlers Widergänger, Biermann, Kriegshetze, Friedenshetze, Die Zeit, nr 6. (1991). cités par Hagen, P. (2004). op.cit. p 22

<sup>486</sup> Enzensberger, M. (1991). *ibid.*

<sup>487</sup> Diner, D. (1991). *Der Krieg der Erinnerungen und die Ordnung der Welt*, Berlin

<sup>488</sup> „mit aktiver Beihilfe zum Völkermord von den EG Staaten, die in direkter Folge zum Korea und Vietnamkrieg steht“, „Kolonialkrieg neuen Typs“ in RL Rundbrief, April/Mai 1991, p 24

nord « impérialiste » contre un pays arabe, aurait été difficilement défendable auparavant dans les milieux de la gauche radicale ouest-allemande.

Pour fonder leur soutien à l'intervention en Irak, les rédacteurs du magazine *konkret* convoquaient à l'instar de ces quelques intellectuels de gauche évoqués plus haut, l'Histoire allemande dont ils percevaient un rebondissement avec la menace de bombes chimiques que l'Irak faisait peser sur Israël, d'autant que des ingénieurs allemands avaient participé à leur fabrication<sup>489</sup>. Comme l'écrivain Enzensberger, le rédacteur en chef Gremliza établissait des parallèles entre la libération de l'Allemagne nazie par les Alliés et l'intervention en Irak. Tandis que le rédacteur Wolfgang Pohrt, appela au bombardement de Bagdad par la bombe atomique<sup>490</sup>. A l'ISF de Fribourg, on renchérisait sur ces positions : les intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés pouvaient être impérialistes, tant qu'ils impliquaient la défense d'Israël contre les attaques « par des gaz toxiques allemands », ils étaient hors de critique<sup>491</sup>. Enfin la minorité antinationale de la RL se disait favorable à la livraison d'armes et d'équipements militaires à Israël par l'Allemagne et dénonçait l'antisémitisme du mouvement pacifiste<sup>492</sup>.

Les prises de position favorables à l'intervention en Irak coûtèrent un quart de ses abonnés à *konkret*<sup>493</sup>. Dans les publications de la presse alternative, la polémique faisait rage, la scène commençait à se polariser selon cette ligne de soutien ou non à Israël. Et cette ligne de conflit recoupait peu ou prou la ligne séparant les partisans de la *négarion* de la Réunification, favorables à l'intervention en Irak et ceux qui plaidaient pour une politique d'alliance (notamment avec le PDS ou les Verts), majoritairement pacifistes. La position antinationale qui s'était développée dans le contexte de la Réunification s'agrégeait ainsi d'une dimension pro israélienne, à partir du même prisme de la répétition de l'histoire allemande. Les « bellicistes » – ainsi que leurs adversaires baptisèrent les partisans de l'intervention en Irak – avaient

---

<sup>489</sup> La révélation par des journalistes américains de la participation d'une usine chimique allemande dans la fabrication d'armes vendues à l'Irak avait déjà considérablement fragilisé le gouvernement Kohl dans les années 1980.

<sup>490</sup> In *konkret*, 1.1991

<sup>491</sup> Bruhn, J. Giftgas und Pazifismus, in Klaus Bittermann, Liebesgrüße aus Bagdad et tract de l'ISD de février 1991, cité par Gerber, J. (2009). op.cit. p 268

<sup>492</sup> Detlev zum Winkel, cité par Gerber, J. (2009). op.cit. p 267

<sup>493</sup> entre 35.000 et 40.000 abonnés à l'époque, selon Gerber, J. (2009). op.cit. p 271

été les tenants de la négation de l'Allemagne, tandis que les pacifistes avaient été les partisans d'une politique d'alliance avec le PDS.

Mais insistons ici encore sur le caractère bien plus *hybride* du phénomène que ce que l'historiographie sur le sujet donne à penser. Ce caractère hybride du phénomène se signalait en effet par les différents lieux de la scène qu'il touchait et c'est ici qu'on peut le mieux faire affleurer cette *ligne de faille* que nous évoquions en chapitre I. Contrairement à une ligne de conflit figeant un antagonisme, la ligne de faille donne à voir une réalité à la fois plus hybride entre les deux camps et entrant en lien avec les expériences sédimentées de générations militantes précédentes de la Nouvelle gauche ouest-allemande. Ainsi, dans un texte intitulé *Gerd Albrecht ist tot* – texte publié en décembre 1991, mais republié à plusieurs reprises depuis dans différents supports de la presse alternative et devenu légendaire dans le milieu –, le groupe de guérilla urbaine anti-impérialiste, les Cellules Révolutionnaires (RZ), qui avait organisé l'attentat de Entebbe en 1977<sup>494</sup> et divisé les prisonniers en deux camps, Juifs et non Juifs, dénonçait le caractère désormais inepte des concepts de la lutte anti-impérialiste : « peuple opprimé », « droit au sol » ou « libération nationale ». Les auteurs de ce groupe affirmaient par ailleurs la nécessité du soutien d'Israël : « tant qu'une nouvelle extermination des masses ne peut être exclue par personne, tant donc que l'antisémitisme comme fait historique et social existe<sup>495</sup> ». On avait donc affaire à la profonde remise en cause, à l'aune de l'histoire allemande, des paradigmes de l'anti-impérialisme par un groupe de guérilla urbaine, qui avaient poussé à leur paroxysme les potentialités de la lutte internationaliste et anti-impérialiste, avait fait de l'alliance de la guérilla des métropoles avec celle des pays périphériques la base de leur identité politique. Dans une moindre mesure, le magazine *Analyse und Kritik*, ancien organe du KB maoïste, qui avait pris parti contre la guerre du Golfe et s'était éloigné de la gauche *antideutsch* dès 1991, revenait lui-même sur les contradictions de l'anti-impérialisme « la confrontation avec la plus grande bêtise de l'ancien anti-impérialisme – selon la devise :

<sup>494</sup> L'attentat, commis avec des Palestiniens, devait faire pression pour la libération de prisonniers dans les prisons d'Israël, mais aussi des membres de la RAF en Allemagne.

<sup>495</sup> „solange eine neuerliche Massenvernichtung als Möglichkeit von niemandem ausgeschlossen werden kann, solange also der Antisemitismus als historisches und soziales Faktum fortlebt“, in *Gerd Albrecht ist tot*, Die Früchte des Zorns, Texte und Materialien zur Geschichte der Revolutionären Zellen und der Roten Zora, [www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html](http://www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html) [consulté le 1.11.2011]

l'impérialisme américain est le principal ennemi des peuples – nécessitera encore un peu de temps<sup>496</sup> ». Le nationalisme doit être combattu partout et sans compromis<sup>497</sup>, ajoutait Jürgen Elsässer dans un tract de la *Radikale Linke*.

## 2. Les guerres de Yougoslavie ou la convergences des rhétoriques anti-impérialiste et *antideutsch*

Lorsque la nation yougoslave montrait ses premières fissures, les interrogations quant au nouveau rôle de l'Allemagne réunifiée sur la scène internationale laissaient toute latitude aux spéculations, réalistes ou fantasques. Pour l'Europe centrale et balkanique, l'Allemagne était le premier partenaire économique. Après la Réunification, cette zone représentait un enjeu d'influence essentiel pour la politique extérieure allemande. Lorsque la République de Yougoslavie implosait, l'Allemagne fut le premier pays à reconnaître l'indépendance des Républiques de Croatie et de Slovénie et ainsi à entraver les velléités serbes de maintenir l'entité yougoslave sous leur contrôle. Les anciennes fraternités d'armes entre les Croates et l'Allemagne hitlérienne pesaient de tout leur poids dans l'imaginaire collectif de la gauche radicale. Les relations germano serbes avaient un lourd passif depuis la première guerre mondiale, et surtout la seconde guerre mondiale<sup>498</sup>.

Dans la continuité du mouvement „*Nie wieder Deutschland*“, le prisme de l'histoire du National-socialisme marquait également la perception des conflits yougoslaves. Dès 1991, trois rédacteurs de *konkret* (Gremliza, Pohrt, Schneider), critiquaient l'éventualité d'une intervention de l'OTAN, au sein de laquelle l'Allemagne était appelée à jouer un rôle, en en appelant à la fois aux cadres antinational et anti-impérialiste. Dans un éditorial intitulé „*Serbien muß sterbien*“<sup>499</sup>, « La Serbie doit disparaître » - dont le titre était emprunté à une caricature autrichienne de propagande après l'assassinat du duc François Ferdinand d'Autriche

<sup>496</sup> „noch einige Zeit wird die Bearbeitung der größten Dummheit des alten Antiimperialismus brauchen. Das Denken und Agieren im Widerspruch zwischen Imperialismus und Volk nach dem Motto: der US Imperialismus ist der Hauptfeind der Völker.“ in *Analyse und Kritik*, 12.11.1991

<sup>497</sup> „Nationalismus ist überall kompromisslos zu bekämpfen, egal wo“ (Jürgen) Tract RL, archives Papiertiger, Berlin

<sup>498</sup> Lutte des partisans serbes contre l'Allemagne nazie, assassinat des prisonniers de guerre allemands dans les prisons de Tito après 1945, grosses pertes du côté serbe par les bombardements allemands.

<sup>499</sup> *konkret* 8.1991

en 1914 – Gremliza estimait avoir percé l’objectif de la politique extérieure allemande lorsqu’il écrivait : étendre la domination économique et politique du quatrième Reich allemand sur l’ensemble de la *Osteuropa* chrétienne<sup>500</sup>.

Alors que certains courants de la gauche pacifiste et anti-impérialiste plaidaient pour la dissolution des alliances militaires de l’OTAN et du pacte de Varsovie<sup>501</sup>, Jürgen Elsässer proclamait la « banqueroute du mouvement pacifiste », reconnaissait la valeur de l’argument d’un retour du passé prôné par les « bellicistes<sup>502</sup> » : « ils disent la vérité sur le nouvel ordre mondial [...] l’opposition nécessaire à la politique extérieure allemande ne peut pas être organisée sur les bases du mouvement pacifiste, mais seulement en rupture avec elles<sup>503</sup> ». Le pacifisme comportait le risque de faire le lit de l’impérialisme allemand, en plaidant pour un ordre européen où l’Allemagne reprendrait la position économique et politique hégémonique et pourrait ainsi être l’un des vainqueurs, tardifs certes, de la seconde guerre mondiale. Cet argumentaire reposant sur une forte critique du pacifisme des années 1980, pourrait être mis en parallèle avec la conversion progressive du parti Vert, produit direct du mouvement pacifiste, à la militarisation de l’Allemagne. Lors de la guerre au Kosovo de 1999, le parti Vert alors parti de coalition gouvernementale, engageait l’Allemagne dans le conflit militaire et consommait la rupture de la génération de la Nouvelle gauche ouest-allemande avec le paradigme pacifiste. Mais si le parti Vert fit par la suite, de la rupture avec le pacifisme un argument de renforcement de la puissance extérieure de l’Allemagne, il s’agissait pour la gauche radicale *antideutsch* de disqualifier toute prétention extérieure allemande, nécessairement « impérialiste » selon eux. Elsässer persistant dans cette ligne, jusqu’à soutenir inconditionnellement le dirigeant serbe Milosevic après 1990, s’est entretemps distancié tout à fait de la gauche *antideutsch*.

---

<sup>500</sup> „die wirtschaftliche und politische Dominanz des vierten deutschen Reichs über das ganze christliche Osteuropa auszudehnen“, in *konkret* 1.1992

<sup>501</sup> L’un des slogans était : « dissolution des blocs militaires de l’OTAN et du Pacte de Varsovie! » „Auflösung der Militärblöcke von Nato und Warschauer Pakt!“

<sup>502</sup> surnom attribué par leurs adversaires aux partisans de l’intervention armée en Irak lors de la seconde guerre du Golfe en 1991

<sup>503</sup> „Diese [...] sprechen die Wahrheit über die Neue Weltordnung aus“ Elsässer ajoutait „Die notwendige Opposition gegen die deutsche Außenpolitik kann [...] nicht auf den Grundlagen der Friedensbewegung organisiert werden, sondern nur im Bruch mit ihnen“ in *junge Welt*, 4.10.1995



Cette étape des guerres de Yougoslavie, et des discussions qu'elle suscita dans la scène de gauche radicale, est passée sous silence dans toutes les études consacrées au phénomène *antideutsch*. Les études de Ullrich, Gerber, Hagen, ainsi que le recueil de Hanloser<sup>504</sup>, sont en effet toutes marquées par une ellipse entre 1991, la guerre du Golfe et 1995, le cinquantenaire de la fin du National-socialisme. Toutes ces études partagent en effet, la thèse de l'antagonisme de la scène de gauche radicale entre la gauche *antideutsch* d'un côté et le reste de la gauche, qualifiée de gauche « anti-impérialiste », de « camp *Nie wieder Krieg* » (Gerber) ou de gauche anti-impérialiste antisioniste (Ullrich). Mais cette fixation sur l'antagonisme évacue une fois encore la dimension hybride de l'échange des argumentaires *antideutsch* et anti-impérialiste. Après la remise en cause de l'anti-impérialisme qui n'avait pas été le seul fait de la gauche *antideutsch* mais avait concerné même les groupes de la gauche anti-impérialiste, l'exemple des guerres de Yougoslavie montre que les argumentaires *antideutsch* et anti-impérialiste pouvaient se révéler parfaitement compatibles, se nourrir l'un, l'autre. La dénonciation de la politique extérieure « impérialiste » de la nouvelle Allemagne faisait consensus dans le milieu. Ces rhétoriques tournaient principalement autour de la politique extérieure allemande, de l'essor suspecté d'un « impérialisme allemand » qui viendrait faire concurrence à l'impérialisme américain, et dont les premiers effets allaient se faire sentir en Europe centrale. L'Allemagne réunifiée était bien à cet égard une nouvelle structure de domination, dont l'histoire avait montré la *singularité* de son pouvoir de nuisance, et qu'il fallait mettre à jour et dénoncer.

Une autre raison expliquant probablement le silence partagé de la recherche sur la gauche *antideutsch*, est que celle-ci est réduite bien souvent à la critique de l'antisémitisme ou de l'antisémitisme de gauche, qui en constitue certes l'aspect fondamental mais non unique. Autrement dit, les analyses du phénomène *antideutsch* sont le plus souvent elles-mêmes prisonnières d'une compréhension du nationalisme allemand – et plus généralement de la nation allemande – à partir du point de vue exclusif de l'holocauste. Elles reproduisent le discours propre à la gauche *antideutsch*, en établissant un rapport d'équivalence entre les termes de « *deutsch* », de « holocauste » et de « antisémitisme ». Or ces analyses ne perçoivent pas que ce discours se nourrissait pourtant d'autres composantes argumentaires liées à la question de la redéfinition de la nation allemande après 1990, tout en étant étrangères

---

<sup>504</sup> Hanloser, G. (Dir.), (2004). op.cit.

à celle de l'antisémitisme. Le phénomène *antideutsch* se nourrissait également de *topoi* anti-impérialistes, même si les acteurs de la gauche *antideutsch* se définissaient contre les acteurs de la gauche anti-impérialiste et vice versa.

En outre, les conflits yougoslaves eurent pour autre conséquence un accroissement du nombre d'immigrés et de réfugiés en provenance des Balkans sur le sol allemand. Cela favorisa l'essor du travail d'aide aux réfugiés (*Flüchtlingshilfe*), dans le cadre des activités de la scène de gauche radicale *antifa* et *antira* (cf. chapitre IV). Or dans ces domaines d'action, la gauche radicale allemande était plus unie et fédérée que scindée selon la ligne de conflit *antideutsch* versus anti-impérialiste ou antisioniste, que la recherche souligne toujours. Cette ligne de conflit tend pourtant à réduire la scène de gauche radicale depuis 1990 à ce seul antagonisme, alors que dans d'autres domaines d'action – l'antifascisme, l'antiracisme – les rhétoriques et les pratiques *antideutsch* et anti-impérialistes s'entremêlaient. L'approche chronologique invite à nuancer cet antagonisme. Elle permet de montrer d'une part que la réception de la gauche *antideutsch* dans la scène était large, qu'il s'agissait d'un discours non réduit aux acteurs de la gauche *antideutsch*, mais concernant l'ensemble de la scène de gauche radicale. Et d'autre part que la gauche *antideutsch* ne se réduisait pas à la critique de l'antisionisme ou de l'antisémitisme de gauche, qu'elle était elle-même perméable aux discours anti-impérialistes.

À l'appui de cette thèse de la perméabilité réciproque des gauches *antideutsch* et anti-impérialistes, peut être évoqué un cahier de travail publié par la revue *konkret* en 1994, matériel de travail destiné à une diffusion limitée, interne à la gauche *antideutsch*. Intitulée „*Links ist da, wo keine Heimat ist*“<sup>505</sup>, ce cahier de travail à la présentation graphique extrêmement rudimentaire, était le produit de la rencontre de l'essentiel des publications de la gauche *antideutsch* : *Bahamas*, le magazine culturel, *Die Beute* (qui avait participé à la tournée de la gauche non dogmatique ouest-allemande, *Etwas Besseres als die Nation*, cf. Chapitre IV), le *junge Welt* alors entre les mains de la gauche ouest-allemande, *konkret*, *17°C Zeitschrift für den Rest*. Il suffit de parcourir la brochure pour constater l'ampleur des références théoriques :

---

<sup>505</sup> «La gauche, c'est là où il n'y a pas de Heimat», *Links ist da, wo keine Heimat ist. Theoretische Konferenz über Nation, Nationalismus und Antinationalismus*, Dresden, Samstag, 12. November 1994, organisée par *Bahamas*, *Die Beute*, *junge Welt*, *konkret*, *17°C Zeitschrift für den Rest*, Arbeitsheft, Archives Papiertiger, Berlin, Fonds „Nationsdebatte“

de Lénine et Luxemburg (Elsässer) en passant par Mao, Che Guevara jusque Arendt, Hobsbawm, Balibar et Gramsci.

Malgré la diversité des contributions, le titre de la brochure indiquait une position claire et partagée de tous : l'opposition exclusive entre la gauche d'une part et la nation d'autre part. Le débat sur la nation était posé par ces acteurs avant tout de manière théorique, sans implications immédiates sur les pratiques ou même sur des pensées politiques. Ainsi s'interrogeait-on sur les origines du mythe national<sup>506</sup>, attribuées dans ce texte à la bourgeoisie allemande, à la modernité et au capitalisme, au rapport entre prolétariat et nation, ainsi qu'aux différentes constructions nationales. A cet égard la distinction entre le *jus sanguini*, propre à la nation allemande, qui aurait encouragé le mythe généalogique, entraînant à son tour le racisme et le nationalisme d'une part et le *jus soli*, propre aux nations britannique et française, et fondée sur la démocratie d'autre part, était récurrente, même si l'on en soulignait les limites.

Tandis que les argumentaires anti-impérialiste et *antideutsch* étaient encore conciliables, notamment dans la commune dénonciation de la politique extérieure de la grande Allemagne dans les conflits yougoslaves, ils allaient après le « *memory boom* » de 1995, dériver progressivement l'un de l'autre. Mais en 1995, dans le contexte de commémoration, les rhétoriques *antideutsch* et *antifa* de la gauche anti-impérialiste pouvaient encore se révéler compatibles comme nous allons le voir.

1995 marqua un moment de bascule. Comme Jan Gerber l'explique, la gauche *antideutsch* formulait moins ses griefs contre les conséquences directes de la Réunification mais contre les conséquences plus sournoises du discours mémoriel et d'un nationalisme *soft* – une autre manière de parler de la *normalisation* de la nation allemande. Par ailleurs, ajouterons-nous, les thèses *antideutsch* connaissaient une réception accrue dans l'ensemble de la scène, ce qui s'accompagnait de leur simplification.

---

<sup>506</sup> in *Links ist da wo keine Heimat ist*, (1994). op.cit. pp 7-12

### III. Le phénomène *antideutsch* comme "allowable form of [left] identification"<sup>507</sup>?

L'exposition itinérante „*Verbrechen der Wehrmacht*“, d'abord exposée en mars 1995 à l'*Hamburger Institut für Sozialforschung*, lieu de sa conception, à Hambourg, remporta un franc succès : 555.000 visiteurs la virent dans les 27 villes allemandes où elle fut accueillie jusqu'en 1998. Une bonne année auparavant, le film *Schindler's List* du réalisateur américain Spielberg était sorti en salle tandis que le journal de l'écrivain juif rescapé d'Auschwitz, Viktor Klemperer, paraissait en 1995 et que les discussions sur le projet de mémorial des victimes de l'holocauste à Berlin battaient leur plein dans l'espace public. Avec le « *Memory boom* », selon l'expression de l'historien britannique Geoff Eley<sup>508</sup>, l'Allemagne vivait un nouvel épisode de construction de la mémoire nationale. Dans ce contexte, la traduction allemande du livre de l'historien américain Goldhagen parue en 1996 ouvrit de nouveau la plaie de la „*Schuldfrage*“<sup>509</sup> sur laquelle les tentatives de « normalisation » s'efforçaient de mettre un baume.

En marge de l'espace public, des groupuscules autonomes et antifascistes répliquaient aux marches de néonazis protestant contre l'exposition itinérante de la *Wehrmacht* dans toutes les villes qui l'accueillirent tour à tour, par des contre-manifestations. Le 8 Mai 1995, certains d'entre eux proclamaient « Pas de paix avec l'Allemagne – contre la collaboration avec la nation<sup>510</sup> », tandis que d'autres provoquèrent les habitants de la ville est-allemande de Dresde en clamant, lors de l'anniversaire des bombardements de la ville en 1945 par l'aviation américaine : "*Do it again Bomber Harris*"<sup>511</sup>. Cet appel à bombarder de nouveau la ville allemande la plus éprouvée par les bombardements alliés en 1945, était une protestation contre les discours de victimisation dans l'espace public de l'Allemagne unifiée. Le discours dominant n'était pas le seul visé. Notons en effet que le mouvement pacifiste est-

<sup>507</sup> Il s'agit d'un pastiche de la formule de Eley G., à propos du "Goldhagen Effect" dans l'espace public allemand.

<sup>508</sup> Eley, G. (2000). *The Goldhagen effect: history, memory, Nazism--facing the German past*. Ann Arbor, p 28

<sup>509</sup> Terme de Karl Jaspers, in Jaspers, K. (1946). *Die Schuldfrage, ein Beitrag zur deutschen Frage*. Zürich

<sup>510</sup> tract de Antinationales Aktionsbüro 8. Mai 1995, in Archives Papiertiger, Berlin

<sup>511</sup> Le Sir Arthur Harris, surnommé Bomber Harris, commandant militaire britannique, favorable au bombardement des populations civiles pour forcer l'ennemi à se rendre.

allemand avait protesté à Dresde à partir de 1982 pour commémorer le 37<sup>ème</sup> anniversaire du bombardement de la ville. En voulant présenter la population civile comme victime, le mouvement contredisait directement le discours mémoriel officiel de RDA<sup>512</sup>. Le « phénomène *antideutsch* », bien que marginal encore, devenait audible dans l'espace public. Au milieu des années 1990, le « *memory boom* » n'épargnait pas le milieu de la gauche radicale allemande. Ici encore, convergeaient l'activisme *antifa* et la rhétorique *antideutsch*. Ils se nourrissaient respectivement dans une opposition commune au discours de « victimisation » visant à normaliser le rapport des Allemands à leur propre nation. Et ils réhabilitaient, involontairement, la doctrine antifasciste officielle de l'Etat est-allemand, contre le discours de normalisation de l'Allemagne unifiée. Au spectre du quatrième Reich agité par la gauche *antideutsch* et antinationale ouest-allemande après la Réunification, se substituait celui d'un solde à bon compte de la culpabilité allemande.

## 1. La gauche radicale et le débat Goldhagen

*Les exécuteurs volontaires d'Hitler*, dont l'édition allemande sortait en 1996 marquait l'histoire par l'impact qu'il eut dans la sphère publique plus que par son contenu, dont les insuffisances furent vertement critiquées par ailleurs par les historiens. La réception du livre fut singulièrement vive, allant du rejet brutal à l'adhésion totale. L'historien américain Goldhagen plaçait au centre de l'analyse du National-socialisme et de l'holocauste, l'antisémitisme du peuple allemand. Il partait en effet d'une longue durée de l'expérience juive où le sentiment antijuif aurait préparé l'holocauste bien avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir<sup>513</sup>. Prenant le contre pied des thèses structuralistes, exposées au reproche de disculpation du peuple allemand, Goldhagen présentait les « Allemands ordinaires » comme animés d'un « antisémitisme exterminatoire » en insistant dans son étude sur la proximité physique des meurtriers et de leurs victimes<sup>514</sup>. Comme le soulignait Dan Diner, en réhabilitant la thèse du *Sonderweg*, en opposant le développement historique de

---

<sup>512</sup> Cf. Rüddenklau, W. (1992). op.cit. p 31

<sup>513</sup> Ibid. p 181

<sup>514</sup> Il défendait ainsi une thèse d'inspiration intentionnaliste, en négligeant tout à fait les résultats qu'avaient apportés à la recherche sur l'holocauste, les études d'inspiration structuraliste ou fonctionnaliste, prenant en compte l'aspect industriel de la mort massive qui ne supposait pas d'émotions où la responsabilité des *Täter* passait au second plan.

l'Allemagne à celui de l'Occident, il en faisait un crime spécifiquement allemand<sup>515</sup>. *In fine*, l'ouvrage de Goldhagen reposait sur le postulat d'une essence allemande du nationalisme et de ce qui lui serait consubstantiel : l'antisémitisme.

La tension entre la portée universelle de l'holocauste et sa singularité était ainsi à l'œuvre dans l'espace public. La gauche intellectuelle ouest-allemande, en digne héritière de la Nouvelle gauche, se voyait elle aussi investie du rôle de garde fou contre les dérives possibles de la libération des narratifs nationaux de leur téléologie destructrice. Il s'agissait même ainsi de prouver l'engagement démocratique<sup>516</sup> de la gauche ouest-allemande depuis les années 1960. Ce besoin s'était fait plus pressant depuis la Querelle des historiens (*Historikerstreit*<sup>517</sup>) sept ans plus tôt, et à plus forte raison depuis la Réunification<sup>518</sup>. Des intellectuels de gauche, Habermas et certains cadres du parti Vert notamment, avaient alors défendu publiquement les thèses de Goldhagen. Habermas et Reemtsma, directeur de l'*Institut für Sozialforschung* de Hambourg, prononcèrent le panégyrique de l'historien américain lors de la remise du *Demokratiepreis* que lui décerna la très renommée revue *Blätter für deutsche und internationale Politik*.

La volonté de la gauche *antideutsch* de s'ériger en garde fou contre les dérives d'un nationalisme allemand et contre celles de l'antisémitisme, était un héritage de la Nouvelle gauche. Elle était ressentie comme un impératif moral pour la gauche *antideutsch*.

À l'instar de la gauche intellectuelle, une partie de la gauche radicale défendit les thèses de Goldhagen, en réaffirmant la singularité de l'holocauste. Mais les enjeux mémoriels étaient autres pour la gauche radicale : il ne s'agissait pas de faire la démonstration de leurs aptitudes démocratiques mais de souligner le caractère foncièrement antisémite du « peuple » allemand. Il était clair qu'avec un tel peuple, la révolution était impossible. Par ailleurs, il s'agissait aussi de dénoncer

<sup>515</sup> Diner, D (1991b). *Der Krieg der Erinnerungen und die Ordnung der Welt*. Berlin, p 195

<sup>516</sup> Habermas lors de la querelle des historiens : la reconnaissance explicite de la responsabilité pour Auschwitz restait le point de départ nécessaire pour la culture démocratique après 1945.

<sup>517</sup> Entre 1986 et 1989, la querelle des historiens était une controverse historiographique et politique portant sur la singularité de la Shoah dans l'histoire allemande. Elle a opposé les tenants de la thèse intentionnaliste, selon laquelle la Shoah fut le fruit d'une décision politique, et ceux de la thèse fonctionnaliste, pour qui l'assassinat systématique des Juifs n'était que la suite l'évolution du régime hitlérien et du contexte historique de la guerre, notamment après l'invasion de l'Union soviétique.

<sup>518</sup> Eley, G. (2000). op.cit. p 27

l'antifascisme simplificateur de la Nouvelle gauche et de ses héritiers. Cet antifascisme simpliste partageait, selon la gauche *antideutsch*, avec l'antitotalitarisme du discours dominant, cette volonté d'exonération collective, en particulier du collectif de la Nouvelle gauche allemande<sup>519</sup>. Les critiques de l'antisionisme de gauche (cf. plus haut), avaient bien mis en évidence les limites des théories sociales critiques de gauche, impuissantes à expliquer l'holocauste. L'antifascisme de la Nouvelle gauche réduisait en effet le National-socialisme à un fascisme « ordinaire ».

L'ouvrage de Goldhagen allait alimenter l'un des arguments majeurs de la gauche *antideutsch*, à savoir la consubstantialité de l'antisémitisme et du nationalisme allemand, et la Shoah comme expression paroxystique de ce nationalisme. À l'instar de Goldhagen, certains acteurs de la gauche *antideutsch* voyaient l'origine de la forme exterminatoire qu'avait prise l'antisémitisme en Allemagne dans la culture allemande elle-même, dans la manière dont s'étaient construits la nation allemande et le nationalisme allemand<sup>520</sup>, en excluant toute considération d'ordre social ou économique. D'autres, plus directement inspirés de la Théorie Critique, tendaient à considérer l'antisémitisme comme un phénomène universel et non propre à la nation allemande (ISF, *konkret*). D'autres encore (notamment la rédaction de *Bahamas*) tiraient la spécificité allemande d'une spécificité de l'évolution économique-politique de l'Etat allemand. Au-delà des divergences quant à l'origine de l'antisémitisme, la formation discursive *antideutsch* reposait sur le cadre de la *singularité* du nationalisme allemand qui, dans son expression romantique, existait par la haine et le rejet de l'autre : cela avait été manifeste dès les guerres napoléoniennes. À ce nationalisme allemand intrinsèquement lié à l'antisémitisme aurait été liées des valeurs propres à une conception romantique et anticapitaliste de la nation, telles que la discipline, le goût du travail, le courage, la virilité<sup>521</sup>. Ces valeurs s'opposant rigoureusement à celles que les antisémites attribuaient aux Juifs : le profit tiré de l'exploitation du travail des autres, la couardise.

---

<sup>519</sup> "Reflecting the Nazi fusion of regime and nation, within both that memory [...] and - above all - within the collective memory of victims, the crime acquired the status of a specifically German crime." In Diner, D (1991b). *op.cit.* p 189

<sup>520</sup> Les membres de l'ISF de Freiburg, Küntzel, M., Thörner, K., (1997). *Goldhagen und die deutsche Linke*, Initiative Sozialistisches Forum, Freiburg

<sup>521</sup> Küntzel, Matthias, Thörner, Klaus, (1997). *Goldhagen und die deutsche Linke*, Berlin *op.cit.* p 95.

Ainsi la gauche *antideutsch* ne se retournait pas seulement contre le discours de « normalisation » de l'espace public allemand, mais aussi contre la gauche anticapitaliste elle-même. Et c'est ici, que la rhétorique de la gauche anti-impérialiste et antifasciste d'un côté et celle de la gauche *antideutsch* de l'autre divergeaient et se construisaient désormais l'une contre l'autre. La confrontation à l'histoire du National-socialisme sondait – pour pasticher une formule de l'historien Eley à propos du débat de la sphère publique allemande sur Goldhagen –, non seulement les “allowable forms of national identification”<sup>522</sup> mais aussi pourrait-on dire les “allowable forms of [left] identification” : la gauche *antideutsch* soumettait les fondements mêmes de la gauche au test de l'holocauste. En poussant à l'extrême ces critiques de l'anticapitalisme, tout en continuant de s'affirmer marxistes, et en développant des critiques fondamentales du capitalisme, la gauche *antideutsch* pouvait difficilement éviter les contradictions. La perspective autocritique qu'elle ouvrait sur la gauche anticapitaliste s'attaquait à ses fondements mêmes. En prenant le contre-pied des positions anticapitalistes de base, ils se mirent à tenir des discours proches de ceux que pouvait tenir la droite néolibérale : à défendre les intérêts américains envers et contre tout, à défendre la politique israélienne de manière inconditionnelle sans plus considérer les revendications des pays arabes auxquels la Nouvelle gauche avait porté son soutien jusqu'alors, ou encore à attaquer l'argumentaire de la gauche anticapitaliste puisqu'elle reproduisait, selon eux, des schémas binaires, manichéens. Les cadres opposant dominés et dominants de la gauche anticapitaliste et anti-impérialiste reposaient sur l'identification à la première catégorie, et était sujette à toutes les dérives vers les cadres de victimes et bourreaux de l'antisémitisme. La gauche *antideutsch* se concentrait dès lors sur la dénonciation de la similitude des cadres anticapitalistes et antisémites et généralisait à l'ensemble de la gauche anticapitaliste, le reproche « d'antisémitisme secondaire ».

## 2. La „Doitsch-Stunde“ de la gauche autonome

Mais, bien que cette autocritique ait été poussée à l'extrême chez les acteurs *antideutsch*, au point de pervertir tout à fait leur propre identité de gauche, le reste de la scène de gauche radicale n'y fut pas insensible. Elle concernait là encore, non pas

---

<sup>522</sup> Eley, G. (2000). op.cit. p 29



seulement les acteurs de la gauche *antideutsch* mais bien l'ensemble de la scène de gauche radicale, notamment ceux d'entre eux qui se situaient dans la tradition de la Nouvelle gauche et qui se disaient « non dogmatiques ». Les thèses *antideutsch* furent si discutées et débattues dans la seconde moitié des années 1990, que le phénomène toucha par capillarité également la scène *antifa* et autonome. Le groupe autonome *Lupus* se fit ainsi l'écho du phénomène dans une série de textes dont l'un „*Doitsch-Stunde*“ fut très discuté dans le milieu. *Lupus* reconnaissait des mérites aux questionnements soulevés par les acteurs *antideutsch* et admettait la nécessaire remise en question de certains des paradigmes idéologiques et des pratiques de la gauche autonome, notamment dans le domaine *antifa*. Cette dernière, disait-il, en concentrant ses attaques contre les néonazis, ne s'attaquait qu'à la partie émergée de l'iceberg et évitait de se confronter aux structures de socialisation en Allemagne qui concernait l'ensemble de la population ainsi que la gauche autonome elle-même. Dans le journal autonome *radikal*, les groupes *antifa* qui étaient en désaccord avec ces thèses, prirent néanmoins le temps de défendre leurs positions en affirmant l'urgence à agir contre la menace immédiate du néonazisme. Le texte de réponse à „*Doitsch-Stunde*“, élégamment intitulé „*Schneuzstunde*“, « l'heure où l'on se mouche » marquait la divergence entre des acteurs plus intellectuels, se prêtant volontiers à cet exercice d'autocritique suggéré par la gauche *antideutsch* et des acteurs faisant prévaloir l'impératif de l'action directe, sur le terrain de la lutte *antifa*.



**Figure 3 : *Deutsch-Stunde*, Texte du groupe autonome L.U.P.U.S, partu dans le journal autonome *Interim*, le 16 juillet 1991 (Archives Papiertiger).**



**Figure 4 :** *Schneutzeitunde*, Réponse au texte précédent, paru dans le journal autonome *Radikal*, en octobre 1991 (Archives Papiertiger).

### 3. La réception de la critique du fétichisme de la valeur (*Wertkritik*)

Au-delà de sa complexité, la *Wertkritik* ou critique [du fétichisme] de la valeur, se prêtait à un usage simplifié, immédiatement évocateur et donc séduisant. Dans la réception que la gauche radicale fit de cette théorie, les trois *topoi* du discours *antideutsch* : le couple bourreaux/victimes, la singularité allemande contre les universaux de gauche et de la « projection » étaient bien à l'œuvre et participèrent probablement de son succès. La première branche de la *Wertkritik* avait Robert Kurz, auteur du *Livre noir du capitalisme*<sup>523</sup>, pour chef de file, depuis la fin des années 1980, elle tournait autour de la critique du concept traditionnel de socialisme et de l'économie soviétique. La seconde branche axait davantage son analyse sur l'antisémitisme et la nation, elle se déployait notamment à l'ISF de Fribourg et dans la publication *Bahamas* de Berlin.

#### **Le fétichisme de la valeur et l'antisémitisme moderne : Moishe Postone**

Selon Peter Ullrich l'opus du politologue marxiste américain, *Nationalsozialismus und Antisemitismus*, paru en 1995<sup>524</sup> devint presque un manifeste de fondation de la gauche *antideutsch*. Sa réception fut telle en effet et la popularisation de ses thèses se répandit si vite, quoique sous une forme simplifiée, qu'il convient de se pencher brièvement sur elles et notamment sur la notion d'antisémitisme secondaire qu'il développa.

Postone était guidé par la recherche de liens entre les éléments structurels de l'antisémitisme moderne – distinct de l'antisémitisme d'ordre religieux - et les effets de la socialisation capitaliste. Postone expliquait l'antisémitisme moderne par le double caractère de la marchandise dans la conscience collective, tel que Marx l'avait déjà développé : la valeur d'usage et la valeur d'échange. La valeur d'usage semble naturelle et concrète, tandis que la valeur d'échange paraît abstraite et construite socialement. Cette dichotomie, dans la conscience collective, entre une valeur naturelle et concrète d'un côté et une valeur abstraite de l'autre aurait été transposée, avec le développement du capitalisme au 19<sup>ème</sup> siècle et l'importance croissante du capital, de la marchandise au système capitaliste. C'est alors le petit producteur qui aurait pris la valeur d'usage, « concrète », « saine » et « naturelle », enserré et renforcé par une unité « organique » : la « communauté », le « peuple », la « race ». Tandis que la part abstraite du capitalisme s'incarnerait dans le capital financier auquel, explique Postone, ont été associées des valeurs telles

<sup>523</sup> Kurz a développé une critique des notions de travail, de lutte des classes et de marchandise, telles qu'elles sont utilisées dans le mouvement ouvrier. Il est également l'auteur, avec Ernst Lohoff et Norbert Trenkle du *Manifeste contre le Travail* (2001). Paris

<sup>524</sup> Postone Moishe, *Nationalsozialismus und Antisemitismus*, in M.Werz *Antisemitismus und Gesellschaft*, Frankfurt a.M. (1995)., cité par Ullrich, P. (2008). op.cit. p 132

que « l'exploitation », les « monopoles », les « banques », le « mauvais capitaliste tirant les fils. »

L'antisémitisme moderne prendrait alors son origine dans la recherche de boucs émissaires dans la machine capitaliste anonyme par un mécanisme de personnification du capital abstrait<sup>525</sup>. Cette abstraction étant alors incarnée par « le Juif » ou la judéité internationale - comme antagonique de l'Aryen -, le Juif auquel l'antisémite accordait le pouvoir de la domination mondiale occulte.

Auschwitz dans cette optique est décrite par Postone comme une « fabrique d'extermination de la valeur, c'est-à-dire d'extermination de la personnification de l'abstrait » : le Juif. Il se distinguait du racisme par le fait que les Juifs n'étaient pas perçus simplement comme membres d'une autre communauté, étrangère, mais comme destructeurs, *heimatlos*, de la propre communauté. Deux stéréotypes constitutifs de l'antisémitisme moderne étaient ainsi selon Postone : le manque de racine et d'ancrage des Juifs et la conspiration mondiale dont ils étaient les artisans<sup>526</sup>.

Postone se distinguait ainsi des analyses marxistes du fascisme ou du nazisme qui voyaient l'origine de la « barbarie allemande » dans le fossé entre l'évolution des forces capitalistes de production et l'arriération de la superstructure politique et offrait une voie de sortie au milieu de l'impuissance des théories marxistes à expliquer l'holocauste. Il reformulait, à partir d'un postulat marxiste, une critique sociale avant tout centrée sur « l'idéologie » de l'antisémitisme.

Malgré les divergences des inspirations théoriques, la réception que fit la gauche *antideutsch* à cette théorie, vulgarisée et simplifiée conduisait à mettre au centre de l'analyse du capitalisme – ainsi que de l'anticapitalisme qui en procédait - non plus les contradictions sociales et la lutte des classes, mais l'antisémitisme considéré comme « idéologie », c'est-à-dire détaché, même s'il en résultait, des mécanismes économiques.

Cette théorie du fétichisme de la valeur fournissait de l'antisémitisme, une explication reposant donc essentiellement sur la séparation, dans la conscience collective du capital producteur « sain » et du capital financier « malsain ». Cette analyse de l'antisémitisme, devenue depuis l'une des matrices essentielles de la gauche *antideutsch*, transposée à l'anticapitalisme se retournait à nouveau contre la gauche anticapitaliste elle-même - de la Nouvelle gauche à la gauche traditionnelle et

<sup>525</sup> Cela dit, Marx n'a pas lui-même parlé de ces personnifications ni de l'antisémitisme, cf. Michael Heinrich (2005). *Kritik der politischen Ökonomie: eine Einführung*, Stuttgart, p 187

<sup>526</sup> Ibid.

anti-impérialiste. La gauche radicale, à la lumière de cette analyse de la gauche *antideutsch*, n'était plus immunisée contre l'antisémitisme, bien au contraire, elle en reproduisait l'une des principales structures en partageant cette tendance à personnifier et diaboliser le capital financier en l'incarnant notamment dans les Etats-Unis. Selon cette analyse, dénoncer les banques revient à faire la différence entre le capital industriel et productif et le capital financier, vivant comme un parasite sur le dos des travailleurs en faisant fructifier le capital (alors que le capitalisme est un tout et l'un n'existe pas sans l'autre).

La vulgarisation de la critique du fétichisme de la valeur conduisait en effet à assimiler l'antiaméricanisme et l'anticapitalisme à une forme d'antisémitisme secondaire. Et par contamination à porter le discrédit sur l'anti-impérialisme partageant cette dérive de personnification du mal, dans les Etats-Unis notamment. Au contraire du marxisme orthodoxe, la critique du fétichisme de la valeur partait par ailleurs de l'absence de sujets réels dans le capitalisme, et invalidait les catégories opposées de « dominés » et « dominants ». Le capitalisme serait dans cette optique un rapport impersonnel se déroulant dans le dos des hommes, tandis que le prolétariat en serait partie intégrante. Ces analyses menaient ainsi à l'abandon de l'idée de la révolution et du prolétariat comme sujet révolutionnaire. Tous les paradigmes de la Nouvelle gauche, hérités par la gauche radicale, étaient ainsi renversés, disqualifiés par la contamination de l'antisémitisme.

Les débats théoriques sur ces questions sont nombreux et complexes. Or la réception et la popularisation de certains de leurs éléments sont tout aussi puissantes dans la scène. Non seulement la remise en cause de l'idée de sujet révolutionnaire ne peut qu'être mise en relation avec l'effondrement effectif du socialisme réel et partant, d'un cadre de référence lié à la révolution d'octobre 1917. Par ailleurs, la méfiance développée à l'encontre de toute théorie sociale critique reposant sur une dichotomie et opposant des « dominés » à des « dominants », est rapidement soumise au soupçon d'une dégradation en une dichotomie opposant « victimes » et « bourreaux », dichotomie où l'identification à la victime et la diabolisation du bourreau s'assimile à une forme d'antisémitisme secondaire.

### Gauche *antideutsch* et questions de genre

L'analyse féministe du National-socialisme trouvait son origine dans la critique féministe de l'antifascisme tel qu'il était conçu par la majorité de la gauche radicale. Cet antifascisme associait fascisme et capitalisme, réduisait le National-socialisme à des explications économiques et était impropre à expliquer les ressorts du nationalisme ni son lien avec l'antisémitisme et le racisme. Les féministes étaient directement sensibles à cette critique de l'antifascisme concernant directement le type de « contradictions secondaires » - comme le patriarcat – qu'elles problématisaient et que le marxisme ordinaire avait tendance à réduire à des « appendices » du capitalisme.

Des débats sur le National-socialisme eurent lieu dans la gauche ouest-allemande féministe des années 1980. Deux tendances s'opposaient, la première tendait à présenter les femmes comme victimes de déterminismes structurels auxquels elles étaient assujetties, tandis que la seconde interrogeait la part d'autonomie, et donc de responsabilité, des femmes au sein de ces structures. Représentante, de la seconde, la sociologue féministe marxiste, Frigga Haug, tint une conférence à Berlin en 1980 dont la résonance fut internationale. Elle suscita en RFA un débat qui s'étendit sur toute la décennie. Le titre de cette intervention était « *Victimes ou bourreaux ? Du comportement des femmes.*<sup>527</sup> » Les termes du débat, à l'origine lié à la violence faite aux femmes, étaient les suivants : Fallait-il considérer que les femmes étaient « victimes » des conditions dans lesquelles elles agissaient ? Ou bien qu'elles agissaient de manière autonome dans des structures sociétales qui les opprimaient ? Frigga Haug posait les questions du pouvoir d'action et d'*empowerment* des femmes, alors que le féminisme auparavant avait privilégié une approche plus structuraliste, considérant les femmes comme un collectif, socialisées par leur sexe et victimes de la violence structurelle. A partir de là, certaines féministes remirent donc en question le dualisme Victime/bourreaux et s'efforcèrent de saisir la « fissure » (« Riss », Helke Sander 1980), traversant chacun et chacune. Il s'agissait de ne plus reproduire la dichotomie des sexes et des genres, mais de déconstruire aussi le sujet du mouvement féministe, sans pour autant verser dans le relativisme total entre bourreau et victime. Dans quelle mesure les femmes participaient-elles à l'instauration des rapports de domination ? Telle était la question.

<sup>527</sup> „Opfer oder Täter ? Über das Verhalten von Frauen“ publié dans *das Argument*, 1980, pp 643-649



#### IV. La réception du phénomène *antideutsch* : la partialité des discours savants

« Ils se disent communistes. Ils haïssent l'Allemagne [...]. Depuis des années, les *Antideutsche* se mêlent à la scène de gauche radicale. Car ils font éclater tous les clichés, qui existent sur la gauche. Dans de petits cercles, ils discutent de textes difficiles. Ils se mêlent aussi à des manifestations antifascistes, brandissent soudain le drapeau israélien et les “*stars and stripes*” des Etats-Unis. Mais déjà là, il y a du grabuge avec la gauche traditionnelle. Pourtant les *Antideutsche* ont une large clientèle. Plusieurs milliers de jeunes gens, pour la plupart entre 16 et 30 ans, se disent appartenir à ce mouvement, dont le maillage de réseau est lâche. Ce sont des enfants de la bourgeoisie éclairée, des élèves et des étudiants.<sup>528</sup> »

C'est en 2007 que le quotidien libéral, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, brossait ce portrait impressionniste des militants de la gauche *antideutsch*. Depuis le 11 Septembre 2001 en particulier, alors que certains d'entre eux attiraient l'attention en proférant haut et fort leur solidarité avec les Etats-Unis, ou en brandissant des drapeaux israéliens lors de manifestations contre la troisième guerre d'Irak notamment, le phénomène *antideutsch* a percé au jour de l'espace public allemand. La gauche *antideutsch* fut et demeure un objet de dérision. En insistant sur les contradictions propres aux acteurs revendiquant cette étiquette le ton de l'auteur de l'article dont la citation est issue est conforme à l'ironie emprunte parfois de lassitude que la plupart des observateurs affectent communément lorsqu'il est question de la gauche radicale allemande. La gauche *antideutsch* est volontiers perçue par les observateurs extérieurs comme l'une des manifestations supplémentaires de l'inanité de celle-ci. Lors de conversations informelles avec des acteurs de la scène ou des observateurs extérieurs, l'on entend souvent parler d'une

---

<sup>528</sup> [...], „Sie nennen sich Kommunisten. Sie hassen Deutschland. [...] Seit Jahren mischen die „Anti-Deutschen“ die linksradikale Szene auf. Denn sie sprengen alle Klischees, die es über Linke gibt. In kleinen Zirkeln diskutieren sie über schwierige Texte. Sie mischen sich aber auch in *antifaschistische* Demos, ziehen plötzlich die israelische Fahne hervor und die „Stars and Stripes“ der Vereinigten Staaten. Da gibt es schon mal Prügel von der Traditionslinken. Doch die „Anti-Deutschen“ haben Zulauf. Mehrere tausend junge Leute, in der Mehrzahl zwischen 16 und 30 Jahre alt, zählen sich zu der lose vernetzten Bewegung. Es sind Kinder des Bildungsbürgertums, Schüler und Studenten“ [...] in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25.2.2007



poignée de « cinglés » („*Spinner*“), faisant un peu trop de bruit. Robert Kurz, théoricien marxiste et chef de file de l'un des courants de la *Wertkritik*, non *antideutsch*<sup>529</sup>, dénonçait le côté tapageur des acteurs qui s'en revendiquaient, déplorait que l'on surestime l'importance de ce qu'il nommait une « idéologie », ... dans un livre qu'il leur consacrait pourtant : *Die antideutsche Ideologie*<sup>530</sup>. Tout le paradoxe qui entoure la perception du phénomène *antideutsch*, réside dans ce désir d'en percer les ressorts mais sans paraître le prendre au sérieux, encore moins s'y compromettre. Pour sous-titre, le journaliste de la *FAZ*, dont est extraite la citation ci-dessus avait choisi „*linker Spaltpilz*“<sup>531</sup>, suggérant que ce phénomène *antideutsch* proliférait à la manière d'un « champignon » – voire d'une moisissure – sur les divisions de la gauche. L'allégorie de la maladie est également répandue chez les acteurs de la scène. Le groupe *antifa* AVANTI, dénonçait ainsi dans un tract le « cynisme comme maladie sénile de la gauche radicale<sup>532</sup> ». L'écho donné à la célèbre formule de Lénine à propos du gauchisme suggérait cette fois une fin proche voire une agonie de la gauche radicale qui s'éloignait d'elle-même, n'avait plus toute sa tête. Mais elle entraînait aussi en résonance avec la pose dépressive et en effet volontiers cynique et désinvolte, adoptée par la gauche *antideutsch* elle-même, une sorte d'habitus qui s'ancrait pourtant dans des convictions fermes et intangibles.

L'argument selon lequel il ne s'agirait que de quelques « cinglés », quelques hurluberlus ne méritant pas l'attention ne résiste pas à l'objection suivante : au-delà des quelques « cinglés » se définissant ainsi, le phénomène antinational ou *antideutsch* a été et demeure *polymorphe*, a pu sensibiliser certaines personnes à sa cause sans qu'elles en revendiquent nécessairement l'étiquette, et entre en écho avec une série de discours de la scène, de la gauche intellectuelle (lors de la réception de Goldhagen, lors de la critique de la guerre du Golfe) ou *mainstream*, échos qui défendent d'en faire un thème marginal, finalement négligeable. Quelques jeunes chercheurs ne s'y sont pas trompés, puisque le phénomène suscite de plus en plus d'intérêt depuis quelques années. Deux thèses de doctorat ont ainsi été publiées sur le

---

<sup>529</sup> Kurz a développé une critique des notions de travail, de lutte des classes et de marchandise, telles qu'elles sont utilisées dans le mouvement ouvrier. Il est également l'auteur, avec Ernst Lohoff et Norbert Trenkle du *Manifeste contre le Travail* (2001). Paris

<sup>530</sup> Kurz, R. (2003). op.cit. p 7

<sup>531</sup> „Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung“ Nr 8, 25.2.2007, Robert Kurz, désigne le courant antiallemand comme « produit de la dégradation » („*Zerfallsprodukt*“) de la gauche allemande

<sup>532</sup> tract du Konkret-Kongreß, (1993). op.cit.

sujet (Gerber et Ullrich), mais plusieurs recueils se sont également penchés sur la question<sup>533</sup>.

L'effet polarisant de l'émergence de ce phénomène fut en effet sensible dans la seconde moitié des années 1990 : cette ligne devenait la principale ligne de démarcation voire une véritable ligne de front, lieu de passes d'armes incessantes où tous les coups étaient permis : « les frontières entre discussions de fond, polémique et allégations mensongères des deux côtés se confondaient<sup>534</sup> » observait Ullrich. Le caractère *transversal*, la qualité de prolifération et la recreation d'antagonismes – antagonismes propres à un milieu aux prises avec des divisions incessantes –, sont des propriétés notoires du phénomène *antideutsch*. Il affectait plusieurs groupes venus d'horizons politiques différents et par l'antagonisme qu'il finit par recréer dans le milieu de la gauche radicale, contribua à redessiner les frontières et la configuration du milieu. Concernant en premier lieu les publications, le phénomène s'étendit ensuite dans le milieu antifasciste et autonome (à partir du milieu des années 1990 en particulier) et à partir de là affectait l'ensemble des structures de gauche : des *AStA* des universités jusqu'au PDS où se trouvait à partir des années 2000 une importante minorité pro israélienne. Toutefois, s'en tenir au seul constat d'un rapport d'antagonisme entre deux « camps », empêche de voir qu'il s'agissait avec le phénomène *antideutsch* d'un phénomène affectant toute la scène, et se nourrissant d'argumentaires divers.

Gerber et Ullrich, le premier par une approche organisationnelle, le second par une approche discursive, ont montré la complexité de ce phénomène concernant bien, au-delà du strict contingent d'acteurs revendiquant cette étiquette, l'ensemble de la scène. Plutôt que de l'aborder comme un phénomène affectant uniquement ceux qui revendiqueraient cette identité politique, et s'opposant radicalement au reste de la gauche radicale, il nous a semblé plus juste de le considérer comme la manifestation explicite d'un phénomène concernant l'ensemble de la scène de gauche radicale depuis la Réunification, dans un contexte de remise en question de certains héritages paradigmatiques de la Nouvelle gauche ouest-allemande : l'anti-impérialisme, l'antisionisme, l'anticapitalisme.

---

<sup>533</sup> Notamment Hanloser, G. (Hg.), (2004). „Sie warn die Antideutschesten der deutschen Linken“ *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutscher Politik*, Münster

<sup>534</sup> „Dabei zerfließen die Grenzen zwischen inhaltlicher Auseinandersetzung, Polemik und Unterstellungen auf beiden Seiten“ Ullrich, P. (2008). op.cit. p 134

Mais, la plupart sinon toutes ces études nous semblent participer elles-mêmes d'un débat propre à la scène de gauche radicale allemande, être publiées par des maisons d'édition se situant également dans cette géographie du débat. Il demeure difficile de démêler les arguments et observations scientifiques d'une part des arguments militants d'autre part. Ainsi les études sur l'antisémitisme de gauche ont souvent pour auteurs des acteurs proches de la scène de la gauche *antideutsch* (dont M. Küntzel) et contribuent à nourrir les argumentaires de la gauche *antideutsch* sur la gauche. Cette connivence entre arène scientifique et arène politique de gauche radicale témoigne du caractère encore éminemment délicat et polémique de la question. Elle recoupe peu ou prou celle de l'étude de l'antisémitisme ou l'antisémitisme de gauche également très « politique » (cf. introduction et chapitre I). Ainsi des membres de l'ISF (Stefan Grigat) sont professeurs à l'université (en l'occurrence l'université de Vienne), certains centres universitaires (c'est le cas du Simon Dubnow Institut à Leipzig) attirent des acteurs très sensibles à la gauche *antideutsch* et qui contribuent régulièrement à des revues comme *Bahamas*<sup>535</sup> et dont nous avons avancé quelques raisons (tenant notamment aux moyens de financement de la recherche en Allemagne).

Au-delà des diverses significations qui lui sont données, c'est principalement sous le rapport d'un antagonisme que ces études<sup>536</sup> saisissent les liens entre la gauche *antideutsch* d'un côté et le reste de la scène, anti-impérialiste, de l'autre, un antagonisme reposant sur le caractère prétendument irrévocable d'oppositions identitaires, qui semblent figées depuis la Réunification. L'idée qui sous-tend cette présentation de la gauche allemande en deux camps antagonistes est que l'un des deux camps : le camp de la gauche *antideutsch*, aurait su renouveler ses cadres d'analyse, tandis que l'autre camp, celui de la gauche anti-impérialiste, *in fine*, celui de la gauche « traditionnelle », n'aurait pas été capable de le faire (Gerber). Ces études faites par des personnes souvent proches des idées *antideutsch* entendent ainsi répondre au discours dominant sur la question visant à les réduire à une poignée de « cinglés ».

---

<sup>535</sup> Nous en avons rencontré plusieurs, mais taisons leur nom ici.

<sup>536</sup> Peter Ullrich, dans son étude sur la gauche radicale et le conflit israélo palestinien, l'expose comme un antagonisme structurant le milieu, pour en conclure finalement à la complexification du débat sur le conflit israélo-palestinien, résultant de l'opposition des perspectives Ullrich, P. (2008). op.cit. ; Gerber, J. (2009). op.cit., Patrick Hagen parle quant à lui d'une profonde division, Hagen, P. (2004). op.cit. p 2

Dans ces quelques enclaves publicistes – c'est-à-dire là où les pratiques consistaient essentiellement dans la production de la presse alternative – le thème de l'antisionisme de gauche, associé à la réflexion critique sur toutes ces impasses que la Nouvelle gauche puis la gauche radicale des années 1980 avaient connues, alimentait les débats à la fois sur la Nouvelle Allemagne réunifiée et sur la situation de la gauche allemande. Les débats sur l'antisémitisme de gauche jetèrent les bases de cette réflexion *antideutsch* qui allait se développer sur toute la décennie 1990. Insistons sur l'importance de ce contexte d'émergence et d'épanouissement du phénomène *antideutsch*, propre à la gauche radicale dans son ensemble, amenant une fois de plus à nuancer le caractère figé de ce rapport antagonique entre deux camps : à bien des égards le phénomène *antideutsch* proposait des éléments de réponse à ce vide théorique de la gauche radicale, dans ce contexte de « démobilisation » sociale. Il n'est guère étonnant que beaucoup d'acteurs dans ce contexte aient été séduits par ce phénomène qui prit tout d'abord une forme écrite, élaborée, en effet « réflexive », se déployant sur les supports de publication.

## V. Conclusion

Les acteurs de la gauche *antideutsch* ont poussé le renversement des paradigmes de la Nouvelle gauche si loin qu'elle en atteint un point de non retour pour la gauche radicale et se prêtent à la dérision dont sont souvent pris les observateurs extérieurs. Pourtant il s'agissait d'un phénomène qui, au-delà de ses prémisses au tout début des années 1990, prit une véritable ampleur à partir de la seconde moitié de la décennie pour devenir l'une des singularités – on serait tenté en observant ce phénomène d'un point de vue étranger de parler de *curiosité* voire d'*exotisme*, car il n'a pas d'équivalent ailleurs en Europe – de la scène de gauche radicale allemande.

Avec le phénomène *antideutsch*, on avait à faire à un renversement radical des paradigmes de la Nouvelle gauche ouest-allemande, et plus généralement ouest-européenne depuis les années 1960 : tandis que la Nouvelle gauche et ses héritiers proclamaient haut et fort leur solidarité avec le peuple palestinien et affichaient volontiers leur antisionisme – fondé sur une conviction anti-impérialiste de solidarité

avec les peuples arabes et d'opposition à Israël comme « tête de pont des Etats-Unis au Proche Orient » –, la gauche *antideutsch* se distingue depuis 1990 par une solidarité, souvent inconditionnelle, avec Israël. Tandis que la Nouvelle gauche se disait anticapitaliste et anti-impérialiste, la gauche *antideutsch* s'obstine à dénoncer les dérives de positions anticapitalistes et anti-impérialistes signalant, selon elle, de troublantes similitudes avec des formes d'« antisémitisme secondaire » ou de « nationalisme victimaire ».

Mais, comme nous l'avons montré, les positions contraires entre gauche *antideutsch* et reste de la gauche radicale étaient plus entremêlées qu'une vision rétrospective répandue dans la recherche sur le sujet d'une part, que la perception même des acteurs de la scène de gauche radicale, d'autre part, tendent à le faire croire. Les acteurs se construisent et se définissent en effet selon des principes de démarcation propres à chaque milieu politique et l'observateur extérieur se doit de les mettre à distance. Or les cadres d'analyse comme les *topoi* circulaient d'un « camp » à l'autre.

Le phénomène *antideutsch* prit aussi l'aspect d'une autocritique, se retournant contre la gauche elle-même. En ce sens, il s'agissait bien pour l'ensemble de la gauche radicale allemande après 1990 d'explorer les « Allowable forms of [left] identification » : le phénomène *antideutsch* invitait à réexaminer les paradigmes de la Nouvelle gauche après le bouleversement de 1989/90. L'hybridité recouvre enfin un troisième aspect : le phénomène *antideutsch* résidait également dans le déroulement des débats, et les *topoi* qui balisaient les échanges. La députée européenne, Dorothee Piermont qui avait participé à l'initiative de la RL fustigeait, dans la gauche « belliciste » *antideutsch*, l'abandon depuis 1990, de la distinction entre nationalisme des peuples « opprimés et colonisés » ayant droit à l'autodétermination, et nationalisme des peuples « oppresseurs », comme celui qui, selon elle, avait conduit à la Réunification allemande. « La Radikale Linke se libère-t-elle de l'internationalisme?<sup>537</sup> » s'interrogeait-elle. Tandis que la gauche *antideutsch* usait et abusait des termes de « libération », de « décharge » ou de disculpation (« *Entlastung* ») : les mêmes catégories de responsabilité morale de soi-même et de

---

<sup>537</sup> „Befreit sich die Radikale Linke vom Internationalismus?“, in Reader „Nie wieder Deutschland“ (1990). op.cit. p 165

disqualification morale de l'adversaire venaient appuyer des argumentaires adverses, la défense de positions contraires.

À travers les arguties qui s'échangeaient dans les colonnes des quelques journaux de la gauche *antideutsch*, s'affirmait et se réaffirmait la question de la *singularité* allemande, opiniâtre singularité, résistant au temps et déterminant l'histoire passée et à venir de l'Allemagne. Le topos de la singularité allemande invitait à interpréter la politique intérieure et extérieure de l'Allemagne réunifiée au prisme presque exclusif de l'histoire allemande. La position de *négarion* de la nation réunifiée en 1990, allait de pair dans la gauche *antideutsch* en formation avec l'approbation de l'intervention en Irak, car Israël était menacé. La ligne de conflit se consolidait ainsi entre d'un côté les partisans *antideutsch* de la *négarion* de la nation, « bellicistes » et pro israéliens et, de l'autre, les partisans de l'opposition *dans* la nation réunifiée (en nouant des contacts avec le PDS ou en étendant leurs pratiques extraparlimentaires à l'ensemble de l'Allemagne (*Antifa* AA/BO par exemple Cf. Chapitre précédent), pacifistes et pro arabes.

La continuité avec le National-socialisme assurait finalement la cohésion identitaire d'un collectif national allemand, mais aussi bel et bien de la gauche radicale allemande *antideutsch* elle-même. Le topos de la singularité allemande invitait en effet à réviser v au point souvent de les renverser – les paradigmes fondamentaux de la gauche allemande. Il invitait à corriger la croyance dans les « universels » de gauche : la lutte des dominés du monde entier contre les dominants du monde entier. Cette grille universelle dissimulait, selon la gauche *antideutsch*, des besoins non assumés de disculpation : en cherchant à s'identifier aux universels dominés, la gauche allemande d'une part « se libérait » de son propre passé, de sa propre appartenance nationale et de la culpabilité qui lui était consubstantielle, et d'autre part se déchargeait de cette culpabilité en la « projetant » sur des « bourreaux », sur des bouc émissaires personnifiant le mal, la domination : les Etats-Unis, le capital financier. Elle reproduisait elle-même un antisémitisme secondaire, reposant sur des oppositions binaires et manichéennes. La seule posture valable dès lors était la posture antinationale, car elle ne s'exonérait pas – par la grâce de la projection internationaliste autorisant l'identification au « bon côté » –, de ses propres torts, de sa propre appartenance.

La guerre du Golfe, les guerres de Yougoslavie ensuite, inauguraient le « nouvel ordre mondial » après la guerre froide. La recherche (Hagen, Ullrich, Klocke, Gerber) s'accorde à parler de la disqualification d'un « cadre de référence » en 1990 : celui de la révolution d'octobre 1917. Tout se passe comme si, dans la perception de la gauche *antideutsch*, la rupture de l'ordre mondial de la guerre froide menaçait de faire réapparaître un ordre mondial qui l'avait précédée : l'ordre européen depuis 1933 où l'Allemagne dominait et qui avait mené au pire. Cela représentait une nouvelle donne dans les analyses depuis la Nouvelle gauche qui percevait la RFA comme un Etat vassal des Etats-Unis : la gauche *antideutsch* invitait à réévaluer « l'impérialisme américain » au regard du rôle d'un nouvel « impérialisme » concurrent, celui de l'Allemagne réunifiée.

Par ailleurs si les origines idéologiques et les parcours de cette gauche *antideutsch* étaient multiples, ils étaient tous issus ou héritiers de la Nouvelle gauche ouest-allemande : du GIM trotskiste, aux maoïstes du KB et à la Nouvelle gauche post nationale. Il s'agissait de groupes et de courants de la Nouvelle gauche qui avaient déjà problématisé la nation avant 1990 d'une façon ou d'une autre : les « thèses de fascisation » du groupe maoïste KB s'attaquaient au caractère profondément réactionnaire ou antisémite de la population allemande, la critique du GIM aux mouvements d'émancipation du Tiers-monde s'attachait à leur contenu nationaliste, tandis que la gauche intellectuelle post nationale avait plaidé pour le dépassement du cadre national allemand essentiellement lié à Auschwitz. La généalogie avec la Nouvelle gauche ouest-allemande était bel et bien présente et faisait apparaître la profondeur de cette ligne de faille qui affectait la scène après 1990.

Dans la seconde moitié des années 1990, le phénomène s'étendait aux milieux autonomes et venait y bousculer les cadres de l'antifascisme communiste qui dominaient les pratiques *antifa* (cf. l'organisation *antifa* AA/BO chapitre IV). Il nous appartiendra dans les prochains chapitres d'explorer les conséquences de cette position dans la redéfinition de la scène de gauche radicale en réintroduisant la dimension Est/Ouest.





## Chapitre VI

---

### Le *junge Welt* entre les mains de la gauche ouest-allemande (1994-1997)

C'est à l'insolite collaboration de 1994 à 1997 entre l'un des principaux laboratoires de la gauche *antideutsch* : le mensuel ouest-allemand *konkret*, et l'ancienne publication de la FDJ – la *Freie Deutsche Jugend*, la Jeunesse Libre allemande, était la principale organisation d'encadrement des 12-25 ans en RDA – le *junge Welt* que ce chapitre est consacré. Le premier répondit en effet aux appels du second, qui ne parvenait pas à s'imposer dans le paysage de la presse allemande réunifiée. Le but de l'entreprise de sauvetage du *junge Welt* par les rédacteurs de *konkret*, était d'en faire le « seul quotidien de gauche – à côté de *Freitag* et du mensuel *konkret* »<sup>538</sup>. D'un côté, les rédacteurs du mensuel hambourgeois, emblématique de la Nouvelle gauche, mais dont les positions *antideutsch* avaient coûté bon nombre d'abonnés depuis la Guerre du Golfe. De l'autre, les membres de la rédaction efflanquée de l'ancien fleuron des publications jeunesse de RDA, dont la composition était presque exclusivement est-allemande. Cet épisode de collaboration au micro niveau de la rédaction d'un journal représentait non seulement une expérience de « réunification » dans le domaine de la *Gegenöffentlichkeit* (le « contre espace public »), mais aussi la rencontre entre des acteurs que la formation journalistique, les contextes de politisation et l'essentiel des références politiques, séparaient ainsi qu'une tentative de renouvellement mutuel d'une action et d'un discours de gauche, par des acteurs de l'Est et de l'Ouest dans le contexte de l'Allemagne unifiée.

À travers les acteurs ouest-allemands de *konkret*, la gauche radicale ouest-allemande se rapprochait de l'ancien quotidien de la FDJ qui, bien qu'il ait accueilli depuis la Réunification des acteurs venus d'horizons différents, avait incarné le « stalinisme » que la gauche de l'opposition est-allemande avait dénoncé avec tant de vigueur. La reconstruction à l'échelle fédérale de la gauche radicale avançait par

---

<sup>538</sup> Gremliza, entretien dans le *junge Welt*, 8.1.1994

tâtonnements, cet épisode en fournissait l'illustration. Comment comprendre que les acteurs d'une publication héritière de la Nouvelle gauche ouest-allemande, ayant accompagné ses mutations : de la phase antiautoritaire à l'autoritarisme des groupes K<sup>539</sup>, et considérée comme un bastion de la gauche *antideutsch* depuis 1990, ait répondu à l'appel d'une publication est-allemande, qui quelques petites années auparavant, avait été l'un des essentiels relais de la propagande est-allemande ? Comment se justifiait l'entorse que faisait la gauche *antideutsch* de *konkret* à son principe de rejet de toute « réunification par en-bas » ? Quelle valeur accorder à cet épisode de collaboration dans le processus de reconfiguration de la scène de gauche radicale après 1990 ?

« Tout serait fini, si le rédacteur en chef de *konkret*, HL Gremliza n'était pas venu sur son cheval depuis Hambourg avec quelques *Westler* (Allemands de l'Ouest) dans ses valises<sup>540</sup> », ergotait la *Tageszeitung* en avril 1994 à propos de la « chevaleresque » opération de sauvetage du quotidien est-allemand *junge Welt*. Mensuel de la gauche ouest-allemande, témoin de son histoire à travers la « décennie rouge » (1965-1975) et les épisodes de la guérilla urbaine, le « chevaleresque sauveur » *konkret*, demeurait l'un des piliers de la presse alternative, malgré ses difficultés financières et une courbe d'abonnés en berne depuis les années 1980, et surtout après le virage *antideutsch* que prit la rédaction en approuvant l'intervention internationale en Irak lors de la Guerre du Golfe de 1991 (cf. Chapitre V). Ainsi s'explique en partie que la société des lecteurs, propriétaire du *junge Welt*, sans cesse menacée de mettre la clef sous la porte depuis la Réunification, ait finalement fait appel en 1994 aux lumières de son rédacteur en chef, Hermann L. Gremliza, afin de redresser le quotidien. Le rédacteur hambourgeois, l'une des figures clefs de la scène de la gauche radicale ouest-allemande, qui pouvait se vanter d'une certaine expertise dans le domaine – il était rédacteur en chef de *konkret* depuis 1974 – releva le défi. Il s'entoura d'une demi-douzaine de ses rédacteurs pour refondre la maquette et étendre le lectorat du *junge Welt* aux *Länder* de l'Ouest où le quotidien ne suscitait guère d'intérêt.

<sup>539</sup> Ou K Gruppen, groupes marxistes-léninistes, maoïstes appelés aussi groupes de la « gauche dogmatique » qui se multiplièrent dans les années 1970 en RFA.

<sup>540</sup> „Alles wäre aus gewesen, wenn nicht *konkret* Herausgeber HL Gremliza als Berater aus Hamburg eingegriffen gekommen wäre, im Gepäck ein paar *Westler*“ in *Die Tageszeitung*, 14.4.1994

La collaboration Est-Ouest s'étira sur trois années. Hormis l'hebdomadaire de gauche libérale, *Freitag* – résultat d'une fusion dès 1990 de deux publications est- et ouest-allemandes (le journal est-allemand *Sonntag* et la *Volkszeitung* ouest-allemande, proche du DKP, et financée jusqu'en 1989 par le SED) –, cette rédaction mixte Est/Ouest représentait un cas de figure isolé dans le paysage de la presse en Allemagne réunifiée. Au-delà de la scène de gauche radicale, qui commentait avec une délectation non dissimulée les différents rebondissements de cette collaboration, l'ensemble de la presse allemande (*Die Zeit*, *Der Spiegel*, la *Süddeutsche Zeitung*) s'en fit l'écho. *Analyse und Kritik*, autre mensuel hambourgeois de la presse alternative dont les rapports avec *konkret* étaient particulièrement conflictuels, avait commenté : « A l'aide ! Gremliza arrive ! Sauvez le *junge Welt* ! »<sup>541</sup> : « Sauvez le *junge Welt* » de la main mise de Gremliza. Au-delà de la boutade, qui – est-on en droit de s'interroger – qui venait à l'aide de qui ?

## I. Le *junge Welt*

L'ancien organe de la FDJ n'a pas encore trouvé en tant que tel d'écho dans ce travail. Malgré une ligne éditoriale de « gauche » et « anticapitaliste » après 1990, il était resté à l'écart de la scène de gauche radicale ouest-allemande. Il avait surtout été le relais du pouvoir en RDA, reproduisant le discours officiel et incarnant l'information censurée et restait fortement marqué par une culture politique est-allemande : tout cela n'avait que peu en commun avec les expériences contestataires et la prétention à la *Gegenöffentlichkeit* de la gauche ouest-allemande. Aussi le journal ne perçait-il guère dans les anciens *Länder* de l'Ouest. Depuis 1947, l'organe officiel de la FDJ, faisait aussi fonction de médiateur entre le parti d'Etat et le peuple. Premier quotidien transrégional de RDA, devant i<sup>542</sup>, le *junge Welt* était chargé de la « formation de personnalités socialistes dans le sens du marxisme-léninisme ». Par ailleurs, il était une institution de production d'élites est-allemandes, puisque les jeunes diplômés de la seule et unique formation au journalisme : la

<sup>541</sup> „Hilfe! Gremliza kommt! Rettet die *Junge Welt*!“ in *Analyse & Kritik*, 13.4.1994

<sup>542</sup> L'ancien organe du SED tire aujourd'hui à 50.000 exemplaires, il est proche du PDS qui en possède les parts majoritaires. En termes de tirage, 1977, un million d'exemplaires, 1989, 1,5 millions. Kapitza, Arne, (1997) Transformation der ostdeutschen Presse. Berliner Zeitung, *junge Welt* und Sonntag/Freitag im Prozess der deutschen Vereinigung, Studien zur Kommunikationswissenschaft, Bd. 28: Opladen, p 74

section journalisme de l'université Karl Marx de Leipzig<sup>543</sup> y affûtaient leur plume, et pouvaient y trouver un tremplin pour une carrière politique<sup>544</sup>. Malgré une certaine liberté de ton, et une insolence relativement convenue et volontiers tolérée par le régime, l'organe central de la FDJ se tenait naturellement aux antipodes de la presse oppositionnelle est-allemande, écrite et produite dans l'illégalité du samizdat<sup>545</sup>. Kapitza le surnomme la « *Bild Zeitung* de l'Est », parce qu'il présentait des convergences avec le quotidien populaire, voire populiste de RFA, quant à la diffusion, au contenu peu informatif et à l'effet « culture de masse »<sup>546</sup>.

## 1. Le *junge Welt* et la fin de la RDA

À l'instar du reste de la presse officielle est-allemande, le quotidien commença par taire les manifestations d'opposition en 1989, puis à y dénoncer les manœuvres d'une propagande occidentale contre le régime. Devant la puissance du mouvement populaire et afin de ne pas perdre la face devant ses lecteurs, le *junge Welt* comme le reste de la presse officielle est-allemande se mit ensuite, à l'automne 1989, à jouer son rôle de médiateur entre le pouvoir et le peuple mécontent. Les rédacteurs s'efforcèrent alors de présenter leur journal comme espace de « dialogue »<sup>547</sup>. Tout en renouvelant les professions de foi dans le communisme, les rédacteurs reconnurent de plus en plus, la pertinence des plaintes relatives aux manques de libertés et aux incohérences économiques de la planification en RDA. Après la chute du mur, dès novembre 1989, la centrale du parti, renouvela le personnel des rédactions de la presse officielle, ce qui montrait bien l'importance qu'elle accordait à ces organes de médiation pour endiguer le mécontentement. A la tête du *junge Welt*, Jens König âgé de 25 ans, succéda à H.D. Schütt. Cette mesure n'entrava pas pour autant le déclin fulgurant du nombre de lecteurs : deux mois après la chute du

---

<sup>543</sup> Kapitza, A. (1997). op.cit. p 78. La section de journalisme était surnommé le « couvent rouge ».

<sup>544</sup> Ibid. p 78. Certains rédacteurs en chef occupèrent par la suite des fonctions dirigeantes dans le comité central du parti.

<sup>545</sup> Symptomatiques de cette attitude furent les commentaires du quotidien, lorsqu'en décembre 1987, alors que des skinheads et néonazis avaient agressé les spectateurs d'un concert de rock rassemblés à la Zionskirche, en proclamant des slogans fascistes, les commentaires du journal mettaient dans un même ensemble, les dissidents, les médias occidentaux et les nazis, concentrés en un seul ennemi contre le « nous » de RDA, *junge Welt*, 12.13 Décembre 1987 cité par Kapitza, A. (1997). op.cit. p 76

<sup>546</sup> Ibid. p 78

<sup>547</sup> Ibid. pp 106, 110

mur, le quotidien avait déjà perdu près des deux tiers de ses abonnés. Le 5 février 1990, la liberté de la presse accordée sous la pression populaire en RDA, délivrait le quotidien de ses obligations envers le parti et la FDJ mais acheva de « délivrer » les abonnés du *junge Welt* de leur publication. En janvier 1990, elle troquait son sous-titre d'« organe du comité central de la FDJ » contre celui de „*linke sozialistische Jugendzeitung*“<sup>548</sup>, qu'elle conserva jusqu'en avril 1990. Le *junge Welt* devint ensuite le quotidien „*frech, unabhängig, links kritisch und alternativ*“<sup>549</sup> : continuant de viser un lectorat jeune, sa ligne éditoriale se dilua dans un pluralisme idéologique, mariant tendances sociales-démocrates et communisme d'Etat. Le mot „*links*“ servait ici à se distancier du socialisme d'Etat : la gauche devait rassembler tous ceux qui « doutent que le capitalisme dans son état actuel soit en mesure de régler tous les problèmes de l'humanité dans le monde »<sup>550</sup>.

Après 1990, le quotidien subitement privé des subsides de l'Etat est-allemand et dépossédé d'une identité intimement liée à celle de la FDJ, parvint toutefois à survivre dans le paysage médiatique de l'Allemagne unifiée. Au regard du sinistre sort de la presse est-allemande, sa présence dans le paysage médiatique après 1990, en faisait un miraculé<sup>551</sup>. Un miraculé bien vulnérable pourtant qui fut chroniquement menacé de disparition au cours des années 1990. Avant même l'unité des deux républiques, les gros groupes de presse ouest-allemands se taillèrent rapidement leurs parts du marché est-allemand<sup>552</sup>. Par la suite, la *Treuhandanstalt*<sup>553</sup> supervisa la privatisation des entreprises est-allemandes, dont celle des groupes de presse. En mai 1990, tandis que les tirages de l'ancien premier quotidien de RDA passaient de 1,5 million à 220.000 exemplaires<sup>554</sup>, le groupe de presse ouest-allemand, *Heinrich Bauer Verlag* – propriétaire de publications ouest-allemandes de

<sup>548</sup> Ibid, p 132

<sup>549</sup> *junge Welt*, 24.3.1990

<sup>550</sup> „die bezweifeln, dass der Kapitalismus in seinem jetzigen Zustand in der Lage wäre, alle Probleme der Menschheit weltweit zufriedenstellend zu lösen“ in *junge Welt*, 6.8.1990

<sup>551</sup> L'ancien organe central de la FDJ faisait ainsi partie des trois publications est-allemandes ayant survécu à la Réunification. Les deux autres étant *Neues Deutschland*, le *Sonntag*, fusionné avec la *Volkzeitung* de RFA en 1990 pour devenir l'hebdomadaire *Freitag*.

<sup>552</sup> FAZ groupe, LDPD Blätter, groupe Bauer, organes du SED au nord de la RDA, avant que les règles de capitalisation soient fixées, mais le *junge Welt* tarde à susciter l'intérêt des maisons d'édition ouest-allemandes : la totalité de la presse est-allemande avait déjà été rachetée au milieu de l'année 1990, mais à la fin de l'année, les trois publications du FDGB, *Tribüne*, *Neues Deutschland* et *junge Welt* étaient restées sans partenaire ouest-allemand, in Kapitza, A. (1997). p 152

<sup>553</sup> dont le président fut assassiné par la Fraction Armée Rouge en 1991

<sup>554</sup> In Kapitza, A. (1997). p 161

divertissement grand public<sup>555</sup> et pour la jeunesse<sup>556</sup> – racheta le journal, dans le but d'en faire un quotidien « people ». Malgré les mesures radicales de rationalisation, le nombre total d'employés passa de 400 à 172, le groupe ouest-allemand échoua à redresser le quotidien, dans un contexte où la presse est-allemande, notamment en direction de la jeunesse subissait l'impitoyable concurrence de publications de l'Ouest (les lecteurs du *junge Welt* étaient davantage attirés par des magazines people et grand public ouest-allemands comme *Bravo* que par les publications de la gauche est-allemande)<sup>557</sup>. Mais le quotidien cumulait les handicaps : les techniques de production, de management, de gestion des annonces n'avaient pas été renouvelées depuis les années 1960, le système de distribution était inadapte<sup>558</sup>. Le *Verlag junge Welt* fut finalement bradé<sup>559</sup> et racheté par une société appartenant pour un tiers à un autre groupe de presse ouest-allemand, Schmidt & Parner (MSP)<sup>560</sup> en juin 1991.

La rédaction et les employés (70 personnes au total) du *junge Welt* emménagèrent alors dans un immeuble du quartier est-berlinois, Treptow, qui hébergeait également la direction de l'hebdomadaire Est/Ouest, *Freitag*. La rédaction avait orné les fenêtres du bâtiment d'une grande banderole portant le fameux slogan guévariste „*Seien wir realistisch, versuchen wir das Unmögliche*“, et si le sénat de Berlin avait accédé à la négociation pour un mark symbolique des rédacteurs, les visiteurs auraient pu croiser dans la cour de l'immeuble l'impérieuse et massive statue de Lénine, dévissée de la Lenin-Platz de Berlin-Est et promise à la destruction<sup>561</sup>. Le journal continuait ainsi de s'adresser à un jeune lectorat de gauche, lequel pourtant prenait de l'âge. De même la moyenne d'âge des rédacteurs augmentait sensiblement, tandis que la courbe du tirage accusait toujours une pente descendante. En février 1992, le journal ne tirait plus qu'à 100.000 exemplaires, en décembre de la même année, le nombre d'exemplaires vendus plafonnait à 55.000. Si

---

<sup>555</sup> Notamment *TV Hören + Sehen*

<sup>556</sup> Le magazine *Bravo*

<sup>557</sup> *Bravo* augmentait sensiblement ses tirages grâce à demande de l'Est, in Kapitza, A. (1997). p 163

<sup>558</sup> *Die Tageszeitung*, 18.6.1991

<sup>559</sup> La plupart des publications que le groupe de presse est-allemand patronnait disparut au cours des négociations pilotées par la *Treuhandanstalt* (5 sur 13 disparurent et trois autres essayèrent de trouver preneur).

<sup>560</sup> Ou „MSP“, propriétaire des revues *Titanic*, *Verlag Elefantpress*. Les deux autres tiers de la société „*Tageszeitung junge Welt Verlag GmbH*“, appartenaient à la société „*Treptower Verlagsanstalt/ Druckhaus Tribüne GmbH*“

<sup>561</sup> *Ibid*, p 164

bien que le groupe MSP retira ses parts et le gérant du quotidien reprit le titre dans la société des lecteurs dont la composition était presque exclusivement est-allemande : *Verlagsanstalt in Berlin* (VAIB), propriétaire du quotidien en février 1992, en réengageant seulement 25 de ses 70 employés. L'ancien fleuron de la presse jeunesse est-allemande avait changé trois fois de propriétaires en l'espace de deux ans, son tirage était passé de 1,5 million d'exemplaires à 30.000 au début de l'année 1994<sup>562</sup>.

## 2. L'identité est-allemande du *junge Welt* (1990-1994)

À l'époque de la RDA en effet, l'organe de la FDJ reproduisait avant tout la rhétorique officielle du régime est-allemand, défendant une sorte de patriotisme socialiste. « Notre nation a des sources idéologiques car l'idéologie contribue de manière essentielle à l'ancrage du concept du national dans le quotidien et le travail idéologique prend une grande signification dans l'approfondissement de notre conscience nationale<sup>563</sup> ». Après 1990, l'ancien quotidien de la FDJ rompit avec cette rhétorique de propagande du patriotisme socialiste, pourtant un certain nombre de continuités subsistèrent.

La ligne éditoriale du *junge Welt* avait fait l'objet de tâtonnements depuis 1990. Sur un point, elle rejoignait toutefois celle du magazine *konkret* : l'opposition de principe à la « Grande Allemagne », recouvrant l'opinion d'une réunification injuste aux plans sociaux et politiques (critique de la *Treuhand* chez *konkret*), la contestation de la politique extérieure allemande, et du rôle que semblait convoiter l'Allemagne sur la scène internationale, le racisme et la politique d'asile, ainsi que la politique mémorielle. Lors de la réunification, le *junge Welt*, à l'instar de *konkret* et de l'entourage du mensuel hambourgeois avait tenu un discours alarmiste, dénonçant la « catastrophe allemande<sup>564</sup> » et le nationalisme de la Grande Allemagne comme un nationalisme impérialiste et réactionnaire. Cette rhétorique était à la fois calquée sur celle du régime est-allemand et s'en distanciant par le vocabulaire mobilisé : le *junge Welt* parlait plus volontiers de la réunification comme une entreprise de

---

<sup>562</sup> *Der Spiegel*, 12.1994

<sup>563</sup> „Unsere Nation hat ideologische Quellen. [...] weil Ideologie wesentlich mitbestimmt, wie sehr der Begriff des Nationalen bei uns im Alltäglichen verwurzelt ist, kommt ideologischer Arbeit große Bedeutung zu bei der Vertiefung dieses nationalen Bewusstseins.“ in *junge Welt*, 31.5.1989

<sup>564</sup> *junge Welt*, 7.11.1989

« colonialisme » contrairement au SED qui parlait « d'impérialisme » : le colonialisme exprimait davantage leur propre condition de « peuple floué », désormais tributaire du capitalisme ouest-allemand, tandis que les termes d'« antinationaliste » et « humaniste » représentaient une alternative à celui d'« antifasciste », réduit à un terme rhétorique d'autolégitimation du régime est-allemand<sup>565</sup>. En février 1990, le quotidien de la FDJ avait en effet rebaptisé sa page « *antifa* » en « forum humaniste », par la suite les termes d'« antinationalisme » ou d'« antirevanchisme »<sup>566</sup> lui furent substitués. En décembre 1993, le journal avait pris le nom de „*Antirassistische Tageszeitung*“<sup>567</sup>.

Le *junge Welt* présentait donc certains éléments de convergence avec la gauche ouest-allemande de *konkret* : éloignement progressif du socialisme d'Etat, sensibilité pour l'antiracisme, adoption de l'antinationalisme, comme vecteur de renouvellement de l'antifascisme dans la nouvelle Allemagne. Mais, à la différence de la gauche ouest-allemande et de *konkret* en particulier, ce fut dans une identité est-allemande que le quotidien puisait de plus en plus les éléments de sa contestation du nouvel ordre de la « Grande Allemagne ». Prenant acte de l'indifférence qu'il suscitait dans les anciens *Länder*, le *junge Welt* assumait de plus en plus son orientation vers le lectorat est-allemand et finit par adopter en 1993, le sous-titre : *die ostdeutsche Tageszeitung*. Selon un sondage de 1993, 60% des lecteurs votaient PDS, tandis que le reste partageait ses suffrages entre *Bündnis 90 – Die Grünen* ou le *SPD*. L'orientation vers ce lectorat se traduisait par une forte attention aux problèmes de tous ordres rencontrés par les Allemands de l'Est. Le *junge Welt* remplit dès lors une véritable fonction de service auprès de la population est-allemande. Or cette sensibilité est-allemande du journal marquait de son empreinte la « gauche » telle qu'ils la définissaient.

Le **contenu du journal** était plus proche de celui d'un quotidien d'actualité de la presse *bürgerlich* que de celui d'une publication de la presse alternative, avec ses diverses rubriques : l'éditorial, les commentaires, les pages *Regional Berlin & Brandenburg*, suivies des pages *sport*, *kunst&Szene*, *öko-logisch*, *D wie Deutschland*, *Kurz und weltweit bzw. lang und weltweit*, le programme *Tiwie* (TV). A partir de 1992, les pages conseil (*Ratgeber*) se multiplièrent,

<sup>565</sup> Kapitza, A. (1997). op.cit., p 219

<sup>566</sup> Ibid., p 262

<sup>567</sup> *junge Welt*, 3.12.1993



elles remplissaient un véritable service auprès des Allemands de l'Est : on y trouvait des informations en matière de droit du travail, de prestations sociales, de santé, à destination du lectorat est-allemand. Les pages *Länder Report*, d'abord irrégulières en 1991 et 1992, devinrent systématiques en 1993. Consacrées exclusivement aux nouveaux *Länder*, elles traitaient de toute sorte d'actualités les concernant : programme culturel, problèmes d'inégalités et difficultés d'adaptation, par exemple avec la disparition des jardins d'enfants, fermetures d'usines, ou encore violences néonazies.

### 3. « Les membres de la FDJ que j'ai connus disaient 'notre République'<sup>568</sup> »

« Parmi les militants de gauche chez nous, il ne serait jamais venu à l'idée de personne de dire notre république fédérale. Il n'y a jamais eu en RDA ce rejet du sentiment national. Au contraire. Le nationalisme, sous le signe du socialisme, était toujours encouragé, au moins sous la forme d'une identification avec la RDA<sup>569</sup> », confiait un visiteur ouest-allemand dans les colonnes du *junge Welt* en 1990. Il exprimait là l'un des malaises récurrents de la gauche ouest-allemande à l'égard des membres de la FDJ que ce visiteur identifiait ici comme le pendant de la gauche ouest-allemande : ce que suggère la comparaison implicite avec les « gens de gauche chez nous ». Cette identité est-allemande se déployait dans l'esprit d'une communauté d'expérience et de destin, dont les membres partageaient des difficultés semblables dans le nouveau contexte de l'Allemagne unifiée. L'identité est-allemande nourrissait aussi une identité de gauche reposant sur le double rejet du socialisme d'Etat et du capitalisme de l'Allemagne unifiée. Dans ce cadre, elle s'ouvrit aussi à quelques anciens opposants de RDA partageant cette double opposition.

Comme l'a montré Kapitza<sup>570</sup> dans son étude consacrée à la transformation de la presse est-allemande, le mot « unité » s'était trouvé au cœur de la rhétorique de crise du régime. Reprise par l'organe de la FDJ, cette rhétorique permettait à la fois

---

<sup>568</sup> „die FDJ Leute die ich kennen gelernt habe, haben ‚unsere Republik‘ gesagt“, in *junge Welt* 10.8.1990

<sup>569</sup> „Von den Linken bei uns wäre nie jemand auf die Idee gekommen, unsere Bundesrepublik zu sagen. Insofern hat es in der DDR nie diese Abwehr von Nationalgefühl gegeben. Im Gegenteil. Nationalismus wurde unter sozialistischen Vorzeichen, zumindest in Form der Identifizierung mit der DDR, gefördert.“ in *junge Welt* 10.8.1990

<sup>570</sup> Kapitza, A. (1997). op.cit., pp 93 – 124

de régler les conflits par une fusion des contradictions (comme dans la phrase « unité du renouvellement et de la continuité<sup>571</sup> »), de préparer le changement et permit par la suite à la rédaction du *junge Welt* de créer une connivence avec le peuple soulevé, en déplaçant la ligne d'exclusion entre le « nous en-bas » (« *wir da unten* »), incluant l'opposition, et le « eux, là-haut » („*ihr da oben*“) <sup>572</sup>, ce qui était une manière de se réapproprier la crise révolutionnaire. Cette rhétorique survécut à la réunification. La continuité avec la RDA était assurée par cette phraséologie du « nous en-bas », reposant sur l'hypothèse d'une continuité du pouvoir, qui ne faisait que changer de nom – cette rhétorique était d'ailleurs partagée par la gauche de l'opposition dans le journal *telegraph* (cf. Chapitre II) – et consolidée par une rhétorique anticoloniale. La révolution de 1989 redevenait un repère central et était interprétée comme un épisode fondateur qui leur avait été dérobé, par la Stasi et le pouvoir ouest-allemand. La révolution avait été le fait de la population est-allemande mais le pouvoir est-allemand, avec la complicité de l'Ouest aurait été le fossoyeur de la RDA. Dans un compte-rendu critique d'un livre<sup>573</sup>, intitulé « La révolution d'automne : un complot des services secrets ?<sup>574</sup> », un rédacteur suggérait que la Stasi et le BND (service fédéral de renseignements allemands) – voire même que le KGB, la CIA et les services secrets britanniques – auraient de concert volé la révolution aux citoyens est-allemands<sup>575</sup>. Il ne s'agissait pas seulement d'une rhétorique car la rédaction s'ouvrit au début des années 1990 à des anciens membres de l'opposition est-allemande. Le journal porte la trace de rencontres entre différents groupes de la gauche de l'opposition et quelques groupes de la gauche ouest-allemande<sup>576</sup>. Une réclame annonçait ainsi régulièrement dans les colonnes du *junge Welt* l'existence

---

<sup>571</sup> „Einheit der Erneuerung und der Kontinuität“ in *junge Welt* 9.6.1989, cité par Kapitza, A. (1997). op.cit., pp 93 – 124

<sup>572</sup> *junge Welt* 7.11.1989

<sup>573</sup> Livre de de Wanka Abramowski, du „unabhängiger Historikerverband“ in *junge Welt* 7.11.1989

<sup>574</sup> „Herbstrevolution: Ein Komplott der 'Dienste'?“ in *junge Welt* 7.11.1989

<sup>575</sup> *junge Welt*, 15.1.1992, *Schlaglicht* p 2

<sup>576</sup> Jugendkongress Deutschland, „halt's Maul : Alternative Jugend Berlin, Grün Alternative Jugend Mecklenburg Vorpommern Jugendkongress in Berlin (thèmes Anti KW, *Antifa*, Paragraph 218 et Wehrpflicht) poursuite du premier Ost/West Jugendtreffen gegen Rassismus und Wiedervereinigung de Mars 1990, lieu Haus der Demokratie, B Gehrke, (VL), Harald Wolf (PDS), et représentants des Verts et de la Öko Linke.

des archives de l'opposition est-allemande, par les anciens membres de la *Umweltbibliothek* de Berlin, le *Matthias Domaschk Archiv*<sup>577</sup>.

C'est avant tout à un lectorat est-allemand que s'adressait le quotidien, en se profilant comme le quotidien de tous les Allemands de l'Est, et en essayant de se défaire de son image d'ancien organe de la presse officielle. Toujours dans l'esprit de cette communauté d'expérience et de destin est-allemande, le journal était encore habité d'une rhétorique de mobilisation de la jeunesse, façon FDJ. La phraséologie de l'utopie, que la formule guévariste qui ornait les fenêtres de l'immeuble incarnait tout particulièrement (cf. plus haut), s'adressait avant tout à cette communauté : « L'impossible est tout de même arrivé », « une victoire des gens de l'Est dans la démocratie fédérale qui donne de l'espoir<sup>578</sup> » titrait la livraison du début janvier 1992 à propos du maintien en ondes d'une radio pour la jeunesse est-allemande, la radio DT 64<sup>579</sup>, obtenue de haute lutte et qui avait mobilisé beaucoup de personnes dans les nouveaux *Länder* depuis 1991. Transportant à la fois l'idée d'une communauté de destin, la phraséologie unitaire, rhétorique de propagande de la FDJ, se retrouvait aussi sous la forme d'une frondeuse relique de l'époque est-allemande dirigée ici contre la société ouest-allemande :

« Tous dehors pour le 1er Mai<sup>580</sup> ».

Voici le guide du *junge Welt* pour tous ceux dans ce pays qui ressentent une certaine désorientation en ce jour historique.

En avant, encore et toujours, sous l'étendard de Kohl, Waigel<sup>581</sup> et Möllemann<sup>582</sup> !

Tout avec le peuple de l'Est, tout par le peuple de l'Est, tout pour le peuple de l'Ouest !

---

<sup>577</sup> Dès le *junge Welt* 8.1.1992, p 8

<sup>578</sup> „Das Unmögliche ist doch noch geschehen“, „Mut machender Sieg der Ostler in der bundesdeutschen Demokratie“ in *junge Welt*, 8.1.1992

<sup>579</sup> Deutschland Treffen der Jugend, créé en 1964

<sup>580</sup> „Heraus zum 1.Mai“: slogan de la gauche autonome depuis les années 1980 cf. Rucht, D. (Dir.), (2003). *Berlin, 1.Mai 2002, Politische Demonstrationsrituale*, Opladen, p 59. Le 1er mai est devenu un Freiraum temporel, un moment suspendu où les règles d'occupation de la rue et de confrontation avec la police ne sont pas exactement les mêmes qu'au quotidien. Il s'agit d'un rituel annuel pour la gauche autonome.

<sup>581</sup> Ministre des finances CSU du gouvernement Kohl, de 1989 à 1999

<sup>582</sup> Ministre de l'économie FDP du gouvernement Kohl, de 1991 à 1993

Pour l'augmentation des salaires pour nos frères et nos sœurs allemands en Allemagne de l'Ouest ! Economisez, vous aussi ! [...]

Merci aux 50 millions de personnes dans le tiers monde qui meurent affamés tous les ans pour augmenter notre fortune<sup>583</sup>. »

Cette enveloppe rhétorique vidée de sa substance, mettait à distance le passé FDJ du journal tout en faisant apparaître en creux, non plus l'unité du peuple « sous la bannière » du projet socialiste, mais les divisions fondamentales de l'Allemagne unifiée et en particulier entre « les frères et les sœurs » de l'Est et de l'Ouest, dont ils suggéraient un rapport de type colonial entre le « Nord riche » et le « Tiers monde ». Dans cette ironie pointait le désabusement : celui d'avoir été floué par chacun des régimes est- et ouest-allemands. Parfois le rapport à la RDA versait franchement dans la nostalgie. A la toute fin de la livraison du 11.1.1992, une page entière était ainsi consacrée à l'histoire du suicide d'un jeune Allemand de l'Est<sup>584</sup>, dont l'appel au service militaire par la *Bundeswehr* avait ruiné les plans d'avenir – il projetait une formation de charpentier. Il est évident que ce drame incarnait une histoire est-allemande et la perte de repères qui la caractérisait.

« ,Il ne pouvait comprendre cette nouvelle époque', écrit sa mère sur la mort de son fils à notre rédaction.'depuis l'ouverture des frontières, un monde sacré s'est écroulé pour lui' [...] Le monde sacré de E., c'était un petit village au bord de l'Elbe. C'est là qu'il naquit en décembre, il y a 19 ans dans la maison de son grand père. Au village, il va à l'école, obtient de très bonnes notes. Ses camarades apprécient le copain serviable, fiable et calme. [...] Au printemps, après la fonte des neiges, les deux jeunes [E. et un de ses amis A.J.] se construisent un radeau et naviguent sur les prairies de l'Elbe inondées d'eau. [...] Le 9 novembre 1989 E. se trouve dans l'encadrement de la porte de la cuisine. Il est stupéfait. Mère, dit-il indigné, peux-tu

---

<sup>583</sup> „Heraus zum 1 Mai. Der junge Welt Wegweiser für alle im Lande, die an diesem historischen Tag eine gewisse Orientierungslosigkeit verspüren

Weiter voran unter dem Banner von Kohl, Waigel und Möllemann!

Alles mit dem Ostvolk, alles durchs das Ostvolk, alles für das Westvolk!

Höhere Löhne für unsere deutschen Brüder und Schwestern in Westdeutschland! Spart mit! [...]

dank den 50 Millionen in der dritten Welt, die jährlich, um unseren Reichtum zu mehren, verhungern.“ in *junge Welt*, 10.3.1992

<sup>584</sup> *junge Welt*, 11.1.1992

comprendre cela ? Maintenant, ceux de là-haut ont ouvert les frontières. Mais que nous ont-ils seulement raconté.<sup>585</sup> »

L'évocation du sombre destin de ce jeune Est-allemand, dont la mère adressait une lettre à la rédaction du *junge Welt*, prenait manifestement ici une valeur toute cathartique. La nostalgie s'y exprimait sous une forme romantique – le petit village de l'Elbe, les eaux de la fonte des neiges, les camarades de classe, la naissance dans la maison du grand-père : rien ne manque au mythe de la *Heimat*, revisité ici dans le cadre d'une piéta à la portée quasi religieuse. Tout se passe comme si la chute du mur avait brusquement rompu les filiations qui rattachaient ce jeune homme à sa *Heimat*, à sa propre mère et finalement à la vie.

L'entretien d'une identité est-allemande prêtait le flanc à la critique de *victimologie*<sup>586</sup> formulée par la gauche ouest-allemande ainsi que par la gauche de l'opposition est-allemande. Chez ces derniers, les réticences à renouer avec une identité est-allemande demeuraient fortes en ce début des années 1990 et reposaient probablement sur le souvenir récent d'une opposition fondamentale entre les deux camps, que les acteurs de l'opposition en premier lieu se refusaient à voir se dissoudre à la faveur d'un rapprochement commun contre l'Allemagne réunifiée et aux Allemands de l'Ouest. Ainsi si la publication de l'ancienne gauche de l'opposition consacrait une grande part de ses colonnes au désastre économique dans les nouveaux *Länder* après la Réunification, les rédacteurs refusaient en règle générale le recours à l'identité est-allemande. Ce n'est qu'en 1998, que l'un des rédacteurs de *telegraph* défendait l'identité est-allemande, mais afin d'en faire une identité de gauche anticoloniale<sup>587</sup>. Après avoir décliné les variantes réactionnaires de l'identité de l'Est, « sexistes et racistes, ou bien néofascistes », il ajoutait qu'il

---

<sup>585</sup> „Er konnte diese neue Zeit nicht ‚begreifen‘, schreibt die Mutter über den Tod ihres Sohnes an unsere Redaktion. „Seit der Grenzöffnung ist für ihn eine heile Welt zusammengebrochen“ [...] Die heile Welt des E. lief in einem kleinen Dorf an der Elbe. Hier wird er im Dezember vor 19 Jahren geboren im Haus seines Großvaters. Im Dorf geht er zur Schule, beendet diese mit sehr guten Noten. Die Mitschüler mögen den hilfsbereiten, zuverlässigen, ruhigen Kumpel. [...] Im Frühling, wenn die Elber Schmelzwasser führt, bauen die beiden Jungs sich ein Floß und segeln auf den Überschwemmten Elbwiesen. [...] am 9. November 1989 steht E. in der Küchentür. Er ist fassungslos. Mutter, sagt er empört, kannst du dir das vorstellen? Jetzt haben die da oben die Grenzen geöffnet. Was haben die uns bloß erzählt“ in *junge Welt*, 11.1.1992

<sup>586</sup> cf. G. Jakob, in „Links ist da, wo keine Heimat ist“ *Theoretische Konferenz über Nation, Nationalismus und Antinationalismus*, Dresden, Samstag, 12. November 1994. Archive Papiertiger, Berlin

<sup>587</sup> in *telegraph*, 1. 1998

s'agissait d'un réflexe anticolonial, contre les positions clés occupées par les Allemands de l'Ouest dans tous les domaines de la société. L'identité est-allemande devait être re-habité par des valeurs de gauche.

Bien que le *junge Welt* ait immédiatement rompu avec la rhétorique de patriotisme socialiste du régime est-allemand, l'identité est-allemande qui y était entretenue avait un caractère idéologique : elle servait à dénoncer les structures dominantes de la société, tout en proposant le confort d'un sentiment collectif d'appartenance au début des années 1990, où le souvenir de l'expérience commune en RDA était volontiers mobilisé. Il faut maintenant présenter les rédacteurs ouest-allemands de *konkret* afin de comprendre le décalage qui allait s'ouvrir entre eux et les rédacteurs du *junge Welt*. Cette identité est-allemande, c'est-à-dire avant tout d'une communauté unie par le souvenir d'un passé commun, prêtait en effet le flanc à la critique ouest-allemande de « victimisation » : vécu subi et dépolitisé, menacé de dérives réactionnaires, que d'autres qualifiaient déjà, péjorativement, d'« Ostalgie ».

## II. konkret, le „politisches zentral Organ der neuen zynischen Intelligenz”<sup>588</sup>.

« *konkret* se fait toujours le porte parole des mouvements d'opposition (contre la bombe atomique, mouvement pacifiste, mouvement étudiant et opposition extraparlamentaire, Jusos, communistes et violence politique, antinucléaire, anti recensement et solidarité avec les prisonniers politiques) et depuis toujours, les mouvement d'opposition trouvent leurs plus virulents critiques dans *konkret*. [...] »

La liste des auteurs de presque 45 années de *konkret* est un 'Who is who' de l'intelligentsia politique et littéraire de notre époque : A comme Abendroth, Adorno, Anders, B comme Beauvoir, Boehlich, Böll, en passant par E comme Eggebrecht, Engelmann, Enzensberger, M comme Mandel et Marcuse et R comme Reemtsma, Ridder, Roth et Rowohlt jusqu'à S comme Sartre, Schily, Seghers<sup>589</sup> ».

<sup>588</sup> *Die Zeit*, 12.3.1998

<sup>589</sup> „Immer wieder macht sich *KONKRET* zum Sprachrohr oppositioneller Bewegungen (Anti-Atomtod- und Friedensbewegung, Studentenunruhen und Apo, Jusos, Kommunisten und politische Militanz, Anti-AKW-Bewegung, Volkszählungs-Boykott und Solidarität mit politischen Gefangenen), und immer wieder finden oppositionelle Bewegungen ihre schärfsten Kritiker in *KONKRET*. [...], Das Autorenverzeichnis aus knapp 45 Jahren *KONKRET* ist ein "Who is who" der politischen und

Par ces lignes pleines de morgue et d'ironie, que l'on trouve sur le site Internet de *konkret*, la rédaction du mensuel hambourgeois se porte elle-même au pinacle de la liberté politique et intellectuelle, entretenant de manière ambivalente le statut d'icône du mensuel. Cette auto description tient à la fois du manifeste politique et de la prescription morale : *konkret* aurait su porter les épisodes les plus édifiants d'une certaine culture protestataire, su s'agréger aux divers courants qui la portèrent tour à tour, tout en échappant à la confiscation de son autonomie et de sa liberté de penser, par l'un ou l'autre d'entre eux. Une façon de tourner en bien la redoutable tendance au dispersement et aux guerres fratricides du milieu. L'auto glorification de la liberté politique dans un milieu qui lui a réservé, surtout depuis 1990, un accueil très critique, peut être lue comme une réaction défensive à l'endroit de ses nombreux détracteurs, au sein-même de la scène de gauche alternative. Le choix des mots, la valorisation de l'indépendance de la plume, l'inscription, certes ironique, dans le *Who's who* de l'intelligence progressiste – notons l'ambivalence de cette allusion au répertoire de l'élite d'un espace public, pour une publication se situant franchement dans la *Gegenöffentlichkeit* – et finalement sa supériorité sur la succession des divers mouvements de protestation, auxquels elle a survécu (et dont on aurait envie de dire qu'elle les a tous enterrés). Il s'agit bel et bien de l'identité d'une gauche intellectuelle et même tout à fait élitiste.

## 1. *konkret*, un legs de la Nouvelle gauche

Il est vrai que depuis son apparition en République fédérale, en 1957, le mensuel fut au cœur de plusieurs luttes : sauf le mouvement autonome *antifa* – concernant d'autres cercles militants, et probablement une autre génération activiste –, aucun des mouvements contestataires les plus significatifs de RFA ne manque à l'appel. Créé par des étudiants pacifistes et communistes, il était principalement lu dans les milieux universitaires. Les plumes de notoires personnalités – Heinrich Böll, Wolf Biermann, Winfried Wolf ou Günter Wallraff s'y illustrèrent. Ulrike Meinhof en fut la rédactrice en chef de 1960 à 1964 avant de prendre les armes et de rejoindre

---

literarischen Intelligenz dieser Zeit: von A wie Abendroth, Adorno, Anders, Andersch, und B wie Beauvoir, Boehlich, Böll über E wie Eggebrecht, Engelmann, Enzensberger, M wie Mandel und Marcuse und R wie Reemtsma, Ridder, Roth und Rowohlt bis S wie Sartre, Schily, Seghers und Z wie Zufall Rainer, Autor in KONKRET 12/86, nach dessen Prinzip diese Namensauswahl getroffen wurde.“ [www.konkret-verlage.de/kvv/txt.php?text=ueber](http://www.konkret-verlage.de/kvv/txt.php?text=ueber) [consulté le 1.1.2010]

le groupe de la Fraction Armée Rouge en 1974. *Konkret* passait à l'époque et depuis plusieurs décennies déjà pour la publication de gauche la plus influente, hors même du milieu de gauche<sup>590</sup>. « Magazine pour la politique et la culture », comme l'indiquait son sous-titre, il portait les héritages de plusieurs épisodes notoires de la gauche ouest-allemande : de la révolte étudiante à la Fraction Armée Rouge. Depuis la fin des années 1980 toutefois et à l'instar des autres publications du milieu, *konkret* était toujours sur la brèche.

Le mensuel occupait une place ambivalente dans la scène de gauche radicale ouest-allemande après 1990. Il était perçu comme un journal « dogmatique » par la gauche autonome. Pourtant beaucoup d'acteurs de la gauche se disant « non dogmatique », en règle générale, étudiants ou jeunes intellectuels militants, y contribuaient régulièrement. C'était par ailleurs l'un des bastions de la gauche *antideutsch* depuis le rôle clef que l'équipe avait joué dans la mise en place de la *Radikale Linke* en 1990, puis les prises de position du mensuel pour l'intervention américaine lors de la guerre du Golfe. Dans les années 1960, puis lorsque les violences de groupes armés faisaient rage en République fédérale, les contacts entre le magazine et les autorités est-allemandes furent étroits. La RDA finança même dix ans durant la publication. Des rédacteurs du magazine hambourgeois rencontrèrent à plusieurs reprises des élites est-allemandes. Le KPD<sup>591</sup>, parti communiste allemand devenu illégal en 1956 après son interdiction officielle par les autorités ouest-allemandes, faisait office de médiateur et transmettait les instructions venues de l'Est. Si l'ensemble de la rédaction n'adhérait pas nécessairement au socialisme d'Etat, ils furent assez nombreux pour que Bettina Röhl – fille de Meinhof et Klaus Rainer Röhl, fondateur et directeur de la publication<sup>592</sup> pendant 18 ans<sup>593</sup> –, s'étonne de ce que le manque de liberté politique en RDA ait été nié par la plupart<sup>594</sup>. Les contacts étroits entre la rédaction et les groupes de guérilla urbaine, qui avaient eux-mêmes reçu des subsides de l'Etat est-allemand, ne sont probablement pas étrangers à cet aveuglement dont s'étonne Röhl. Meinhof, qui avait à plusieurs reprises pris la

---

<sup>590</sup> Ullrich, P. (2008). op.cit. p 120

<sup>591</sup> Meinhof en fut elle-même membre de 1956 à 1964, avant de devenir rédactrice en chef de la publication.

<sup>592</sup> *konkret* était issu d'une nouvelle formule du Plädoyer, lui même issu du „Studenten kurier“.

<sup>593</sup> <http://www.konkret-verlage.de/kvv/txt.php?text=ueber>. [consulté le 12.11.2011]

<sup>594</sup> Röhl, B. (2006). „so macht der Kommunismus Spaß!: Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl und die Akte Konkret.“, Hamburg



défense des guérillas urbaines dans sa chronique, rejoignit en 1969 la Fraction Armée Rouge<sup>595</sup>. Elle participa notamment à la libération d'Andreas Baader en mai 1970.

Mais après ces premières années, grâce à sa capacité à ingérer les contenus protestataires successifs, le magazine intégra les thèmes de la libération sexuelle. Notamment sous la férule de l'ex époux de Ulrike Meinhof, rédacteur en chef de 1969 à 1973, qui en fit une sorte de « *yellow press der apo* », selon les propos de Gremliza, où des *pinups*<sup>596</sup> posaient nues sur la une du journal. C'est précisément Gremliza, alors rédacteur du mensuel qui, avec son collègue Neuhauser, prenant la tête de ce que Röhl appela un « putsch » en 1973, remit la rédaction sur le « droit chemin ». L'équipe des rédacteurs insurgés occupa la rédaction et Röhl finit par renoncer à ses fonctions. Le principal reproche qui lui était adressé par les « putchistes », était l'image salie de la publication, Gremliza reprochait à Röhl son « journalisme pas sérieux ». Notons que l'époque était marquée, comme l'a montré notamment Gerd Können par le « tournant prolétarien », après 1968. Gremliza succédait à Röhl à la tête de la rédaction en octobre 1974 avec la ferme intention de redonner du « sérieux » au journal. « Cela fait presque 25 ans, après sa faillite et sa renaissance, que le magazine de Hermann L. Gremliza, éditeur, gérant, et surtout, auteur, existe. *konkret* est Gremliza, Gremliza est *konkret*. Ce qui signifie aussi que 25 ans Gremliza, il n'y aura plus de *konkret*<sup>597</sup> ». De ce magazine, son rédacteur en chef, le « *konkret*-Mann » a su lier son sort de manière si indissociable en effet, que l'évocation de l'un appelle nécessairement celle de l'autre.

#### « Der konkret Mann » : portait

Comme tout milieu, celui de la scène de gauche ouest-allemande avait ses icônes, connues pour leurs prises de position, leurs provocations ou leurs revirements soudains, suscitant la fascination comme l'irritation, souvent la dérision. Ces figures remplissaient en somme une fonction essentielle pour la cohésion du milieu : elles divertissaient. Gremliza en était. Né en 1940, il a

<sup>595</sup> Koenen relate ses desideratas avec son ex-mari, Röhl, qui s'était, lors d'une fête organisée dans leur maison commune, épris d'une autre femme sous ses yeux. In Koenen (2001). *Das Rote Jahrzehnt*, p 386. Elle qualifiait le journal tantôt de „konterrevolutionär“, tantôt de „Wichsvorlage“. Koenen insinue que son engagement dans la RAF résultait d'une frustration conjugale avec son ex-mari Röhl.

<sup>596</sup> Dans l'ancien *konkret*, Uschi Obermeier avait posé nue en une, in *Der Spiegel* 15.1973, 9.4.1973

<sup>597</sup> „Seit beinahe 25 Jahre, nach Konkurs und Renaissance, lebt das Magazin von Hermann L. Gremliza, Verleger, Herausgeber, Autor – das nicht zuletzt. konkret ist Gremliza, Gremliza ist konkret. Was auch bedeutet, ohne Gremliza wird es konkret nicht mehr geben“ in *Die Zeit* 12.319.1998

traversé plusieurs des épisodes notoires de la gauche ouest-allemande. Après un court passage au KPD, il adhéra au SPD. Mais plus que son parcours militant, c'est avant tout par la plume que son engagement critique a pris forme. Sa principale inspiration théorique est la *Sprachkritik*, la critique du langage et des idéologies, notamment antisémites, qu'il contient (Karl Kraus et Viktor Klemperer sont ses principales références). Dans ses éditoriaux au vitriol, marqués par une « langue perchée sur des échasses »<sup>598</sup>, Gremliza a le ton volontiers cynique et désabusé, lui qui affirme avoir vu fondre ses espoirs que le SPD ou bien le parti Vert ne se développe en véritable parti de gauche après 1990. « Depuis que le communisme n'est plus, je me définis comme un communiste [...] depuis 1989, nous sommes enfin libres »<sup>599</sup> écrivait-il après la Réunification. Ainsi semblait-il justifier que le contenu de *konkret* soit « libre » lui aussi de toute allégeance à la classe « tant que nous n'avons plus de lecteurs ouvriers, et nous ne les aurons plus jamais, in n'y a aucune raison de parler d'eux dans konkret »<sup>600</sup>. En 1989 il rendait sa carte de membre du parti social démocrate au motif que ses députés après l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre avaient entonné l'hymne national au Bundestag, en chœur avec les autres partis : cet épisode lui rappelait 1933, lorsque les députés social-démocrates avaient également chanté l'hymne lors du discours de la paix d'Hitler. Gremliza a fait verser beaucoup d'encre sur sa personne. On l'a décrit tantôt comme un « auteur extraordinairement doué, dont on envie le talent »<sup>601</sup>, tantôt comme un rédacteur doté de « l'imagination journalistique d'un hippopotame »<sup>602</sup>. Il s'agit d'un personnage volontiers provocateur, au caractère bien trempé, dont on a dit qu'il était autoritaire voire atteint d'une forme de mégalomanie confinant à la paranoïa. *konkret* incarne depuis un certain intellectualisme de gauche, qui s'est définitivement éloigné de la classe ouvrière et Gremliza incarne une figure que beaucoup aiment détester<sup>603</sup>.

## 2. *konkret* et le tournant *antideutsch* après 1990

Le mensuel s'est attaché depuis la Réunification à dénoncer la militarisation de la politique extérieure allemande, à faire un travail de veille sur toutes les violences

<sup>598</sup> „Eine Sprache, die auf Stelzen läuft“ in *Die Zeit*, 12.3.1998

<sup>599</sup> „Seit es den Kommunismus nicht mehr gibt, habe ich mich als Kommunisten bezeichnet. [...] Seit 1989 sind wir endlich frei“ in Bettina Röhl, (2006). op.cit.

<sup>600</sup> „Solange wir keine lesenden Arbeiter mehr haben, und wir werden sie nie wieder haben, hat es keinen Sinn, in *konkret* auf sie einzugehen“, in Bettina Röhl, (2006). op.cit.

<sup>601</sup> „außergewöhnlich und beneidenswert begabter Schreiber“, in *Die Zeit*, 12.3.1998

<sup>602</sup> „journalistische Phantasie eines Nilpferdes“, Matthias Milder „rote Bäckerblume treffsicher“, in Bettina Röhl, (2006). op.cit.

<sup>603</sup> Peter Rühmkorf, l'un de ses anciens collègues, se remémorant le « putsch » de *konkret*, disait de lui: „Gremliza war der Typ Edelstalinist. Er war größtenwahnsinnig und dachte, er sei Karl Kraus, nur noch weiter links, ein unglaublich eingebildeter Herrenmensch. [...] et à propos du nouveau konkret „Es war wie eine neue Menschheitsidee, es hatte eine religiöse Komponente. Es war die Französische Revolution in der Nussschale.“, cité Bettina Röhl, (2006). op.cit. p 629

racistes et néonazies, et à guetter tous les signes de ce qu'ils interprétaient systématiquement comme les conséquences de la réunification et la manifestation des « continuités » nationalistes, racistes et antisémites. Gremliza approuva le soutien financier par le gouvernement Kohl de l'intervention en Irak lors de la guerre du Golfe de 1991. Tandis que l'un des rédacteurs, Wolfgang Pohrt, qui s'était fait connaître dès les années 1980 pour ses critiques de l'antisionisme et le nationalisme victimaire de la gauche allemande et des mouvements sociaux<sup>604</sup>, se prononçait même pour l'intervention de la bombe atomique israélienne contre Bagdad<sup>605</sup>. Ces positions « bellicistes » coûtèrent au mensuel bon nombre d'abonnés. Au-delà de la nation allemande, la gauche allemande elle-même subissait souvent les dards de leurs critiques, souvent insultantes. Le magazine *Analyse und Kritik* – rebaptisé ainsi en 1992, après s'être distancié du groupe maoïste *Kommunistischer Bund* et qui désapprouvait l'intervention en Irak et la position *antideutsch* de *konkret* – fut affublé par Gremliza du titre de „national-sozialdemokratische Blätter“, dans une rhétorique *antideutsch* de démarcation, par l'accusation de « nationalisme », par rapport au reste de la gauche allemande<sup>606</sup>.

La rédaction de *konkret* admettait un pluralisme restreint dans ses colonnes. Et quelques rédacteurs, avaient pu protester contre la ligne éditoriale *antideutsch*: « l'orientation antinationale devient une fixation, ce qui semble être avant tout un problème allemand<sup>607</sup>. L'auteur de ces lignes, Oliver Tolmein, fit partie des rédacteurs que Gremliza délégua au *junge Welt*. Le mensuel jouissait toujours d'un statut d'icône et continuait de jouer son rôle dans la formation de jeunes rédacteurs ouest-allemands, qui ne partageaient pas nécessairement la culture politique du « *konkret*-Mann », mais trouvaient dans le mensuel hambourgeois une tribune où faire leurs premières armes. La moyenne d'âge de ces derniers tournait autour de 30 ans, c'est-à-dire une vingtaine d'années de moins que lui-même et, comme l'histoire le montra, développèrent une culture de gauche *antideutsch* plus modérée (ils s'appelèrent eux-mêmes des *antideusch* « *softcore* ») qui se distinguait sensiblement de celle de *konkret*.

---

<sup>604</sup> Notamment „Ein Volk, ein Reich, ein Frieden“, in *Die Tageszeitung*, 9.10.1981

<sup>605</sup> *konkret* 3.1991

<sup>606</sup> *Analyse & Kritik*, 11.5.1994

<sup>607</sup> „Die antinationale Orientierung wird zur Fixierung, der alles vordringlich ein deutsches Problem zu sein scheint“

C'est donc à une publication au statut d'icône dans la scène alternative ouest-allemande, mais dont le contenu était déjà fort controversé pour ses positions *antideutsch*, que le *Verlag* du *junge Welt* fit appel en 1994.

### III. « Le lectorat cible, c'est moi <sup>608</sup> », le *junge Welt* refondu par les rédacteurs de *konkret*

#### 1. Un quotidien est-allemand entre les mains de la gauche radicale de l'Ouest

La personnalité même quelque peu mégalomane de Gremliza n'était pas étrangère à la délectation qu'avait manifestement, au-delà de la presse alternative, l'ensemble de la presse, à commenter et mettre en scène les divers rebondissements de l'affaire. Le rôle précis de Gremliza - s'agissait-il d'une seule fonction de conseiller ou de prendre *in fine* la tête de la rédaction ? Quelle rémunération touchait-il pour cette fonction ? - était entouré de mystère. Lui-même en entretenait l'opacité<sup>609</sup>. Au journal *AK*, qui avait affirmé à tort qu'il en deviendrait le rédacteur en chef, il répliqua brusquement par des menaces de procès. Gremliza ne voulait probablement pas être suspecté de toute volonté impérialiste ou annexionniste sur une rédaction est-allemande : cela aurait été inconséquent pour quelqu'un qui avait condamné si violemment les entreprises de la *Treuhandanstalt*, dont il jugeait qu'elle avait bradé les biens est-allemands au capitalisme ouest-allemand. En réalité, Gremliza ne prit pas directement la tête de la nouvelle rédaction. Il était engagé pour six mois à titre de conseiller pour piloter la refonte éditoriale du quotidien. L'objectif défini en accord avec la société des lecteurs était de gagner 5.000 nouveaux abonnements à l'Ouest. La nouvelle ligne éditoriale du quotidien devait demeurer anti-impérialiste et anticapitaliste, mais inclure davantage d'entrevues, de sujets internationaux et de sujets culturels. Gremliza s'entoura d'une demi-douzaine de ses collaborateurs dont « Wolfgang Droste de Kreuzberg, [...] et le vieux hippie, Thomas Ebermann »<sup>610</sup>. Au-delà de cette césure Est-Ouest, il s'agissait de la confrontation entre deux générations – si la moyenne d'âge des rédacteurs enrôlés par Gremliza tournait autour de 30 ans, celle de la rédaction est-allemande du *junge Welt* tournait elle autour de 45 – et de deux cultures politiques très différentes. Parmi

<sup>608</sup> *Die Zielgruppe bin ich*, Propos attribués à Gremliza in *Analyse & Kritik*, 11.5.1994

<sup>609</sup> *Hang zum Kadi, Kein Interview mit Hermann L. Gremliza*, in *Analyse & Kritik*, 11.5.1994

<sup>610</sup> *Die Tageszeitung*, 20.5.1994

les nouvelles rubriques introduites par les nouveaux rédacteurs, l'une était intitulée *sex und drugs* et l'autre *rock'n'roll* : on retrouve bien là le goût de la gauche ouest-allemande pour la provocation – qui s'était exprimé lors de la cohabitation dans les squats notamment (cf. Chapitre IV) –, et que la confrontation avec l'ancien organe de la FDJ, tout-à-fait étranger à cette *Subkultur* occidentale, devait rendre particulièrement jubilatoire pour ces jeunes rédacteurs ouest-allemands. En outre, la page *antifa* fut réintroduite malgré les réticences des rédacteurs est-allemands pour qui le terme avait été discrédité par l'autolégitimation du régime est-allemand à laquelle le SED l'avait réduit, mais précisaient les rédacteurs ouest-allemands, dans un « sens antinationaliste et *antideutsch* ».

« Après la direction de la rédaction par le duo Est/Ouest avec Kathrin Gerlof und Günter Kolodziej, Oliver Tolmein est devenu rédacteur en chef. A cette époque, on avait un pluralisme unique en son genre dans la rédaction, qui comprenait tant des *hardliner antideutsch* que des autonomes non dogmatiques, des représentants de la gauche postmoderne et pop des membres du DKP comme celui qui allait devenir le gérant, Koschmieder, et des national bolchevistes, comme Werner Pirker<sup>611</sup>. » Tolmein, 33 ans en 1994, avait travaillé comme correspondant du journal *Das Parlament* et pour la *taz* avant d'être rédacteur de *konkret*<sup>612</sup>.

Rétrospectivement, en 1997, Gremliza expliquait la place qu'il voulait donner à la nouvelle version de l'ancien organe de la FDJ, il devait s'agir du « seul quotidien de gauche – à côté de [l'hebdomadaire] *Freitag* et du mensuel *konkret* »<sup>613</sup>. Il s'agissait d'établir un lien entre l'Est et l'Ouest<sup>614</sup>. Par la composition de la rédaction, le journal représentait certes cette rencontre Est/Ouest. Dans le contenu, la mixité était également préservée. Mais très vite, le profil ouest-allemand s'imposa. Tolmein, dès qu'il fut rédacteur en chef, voulut faire de l'ancien organe de la FDJ

---

<sup>611</sup> „Nachdem zunächst mit Kathrin Gerlof und Günter Kolodziej ein Ost-West-Duo sich die Chefredaktion teilte, wurde im November Oliver Tolmein als Chefredakteur eingesetzt. In dieser Zeit entstand der wohl einzigartige Pluralismus der Redaktion, der von antideutschen Hardlinern wie Jürgen Elsässer, über undogmatische Autonome, postmoderne und popkulturelle Linke bis zu DDR-Nostalgikern, DKP-Leuten wie dem späteren Geschäftsführer Dietmar Koschmieder und Nationalbolschewisten wie Werner Pirker reichte“ in *Die Tageszeitung*, 20.5.1994

<sup>612</sup> L'ancien rédacteur en chef Jens König, qui avait été nommé par le SED à la tête de la rédaction du quotidien de la FDJ début 1990 rejoignit l'équipe du quotidien berlinois, *Die Tageszeitung*.

<sup>613</sup> *junge Welt*, 5.1.1994

<sup>614</sup> „Zunächst war an eine Verbindung von Ost und West gedacht worden, aber sie funktionierte nicht ohne Reibungen“ expliquait le *Jungle World* rétrospectivement.

« une seconde et authentique *Tageszeitung* », car il jugeait que celle-ci était devenue trop *mainstream*<sup>615</sup>. Il s'agissait donc pour Tolmein d'en faire un quotidien d'information secondaire<sup>616</sup>, à gauche de la *taz*. En somme, il s'agissait de profiler le *junge Welt* dans le paysage médiatique ouest-allemand, et en fonction de la presse de gauche ouest-allemande.

L'accueil que réserva la *tageszeitung* au quotidien rénové exprimait bien l'entrée véritable de celui-ci dans le paysage de la presse ouest-allemande. La *taz* traitait l'ancien quotidien est-allemand de « débutant » – à la manière d'une grande sœur accueillant la naissance d'une cadette, établissant un rapport de connivence mêlée de rivalité. Elle salua le premier numéro qu'elle trouvait « étonnamment bien réussi »<sup>617</sup>, en loua avec condescendance l'absence de « culte de régression est-allemand »<sup>618</sup> – et en savourait l'ironie dont elle regrettait pourtant qu'elle se limita à la rédaction-photo : un échange de piques entre deux organes de la gauche ouest-allemandes. Le rédacteur commentait avec délectation une photo montrant les deux cadres du SPD, Renate Schmidt et le candidat du SPD à la chancellerie Rudolf Scharping une chope de bière à la main, qui portait la légende « En règle générale, les étrangers craignent les Allemands ivres »<sup>619</sup> - allusion malicieuse aux violences racistes auxquelles étaient exposés les demandeurs d'asile au même moment. La présence de rédacteurs ouest-allemands dans la rédaction du *junge Welt* semblait libérer par ailleurs une certaine parole à l'encontre du style journalistique est-allemand. Il soulignait le contraste entre d'un côté « Jörg Schröder, l'un des publicistes allemands les plus modernes et les plus importants » et de l'autre

---

<sup>615</sup> Kapiza, A. (1997). op.cit., p 167. L'opposition qu'avaient montrée des rédacteurs de konkret au débat sur la Stasi en 1992-93 rejoignait en effet la dénonciation de "l'atmosphère inquisitrice" qui entourait le passé récent de la RDA, par bon nombre de rédacteurs du *junge Welt*, in *junge Welt* 27.4.1992: après une discussion publique avec B. Bohley dans la Gethsemanekirche „Untersuchungsausschuss, Diktatorisches Klima der Denunziation“ ; *junge Welt* 15.5.1992

<sup>616</sup> *Die Tageszeitung* s'était du reste montrée intéressée par le rachat du *junge Welt*, trois ans plus tôt, en février 1991, mais le groupe Bauer remporta le contrat, in Kapitzka (1997). p 162

<sup>617</sup> „Von einer „Einwestung“ der *jungen Welt* kann aber laut G. keine Rede sein“, in *Die Tageszeitung*, 14.4.1994

<sup>618</sup> „DDR Regressions-Kult“

<sup>619</sup> „generell ist es so, dass Ausländer betrunkenen Deutschen fürchten müssen“, livraison du 17 Mai en une, in *Die Tageszeitung*, 14.4.1994

« Alfons Zitterbacke » - une figure populaire de la littérature pour la jeunesse en RDA<sup>620</sup>, et qui témoignait de la survivance d'une espèce de folklore est-allemand.

Gremliza se défendait de vouloir « ouestiser » le journal, il s'agissait seulement de le transformer pour qu'il soit « un journal de valeur politique, journalistique et littéraire », rapportait la taz<sup>621</sup>. Autrement dit, le journal est-allemand n'était pas « qualifié », aux yeux du rédacteur en chef ouest-allemand pour le marché de l'Allemagne réunifiée. Encore une fois, la rencontre Ouest/Est se faisait sous le signe du mépris, c'est ainsi du moins que la rédaction est-allemande percevait les collègues de l'Ouest, leur reprochant de les prendre pour des « incapables »<sup>622</sup>, ainsi que leur « ignorance de notre expérience, le refus de prendre connaissance de ce qu'il y avait jusqu'ici ». La rédaction de 30 personnes refusa le concept proposé par le rédacteur en chef de *konkret* et protesta contre les nouveaux venus qui avaient congédié cinq de leurs rédacteurs<sup>623</sup>. Plusieurs rédacteurs est-allemands ne demandèrent pas leur reste. En l'espace de quelques semaines, 4.000 abonnés est-allemands résiliaient leur abonnement, tandis que les ventes en kiosque augmentaient dans les anciens *Länder*<sup>624</sup>. Le journal faisait bel et bien son entrée dans la scène de gauche ouest-allemande.

## 2. „*junge Welt* wird nicht mehr älter“<sup>625</sup> : les conflits

Inévitablement les conflits au sein de la rédaction ne tardèrent pas à survenir. L'équipe ouest-allemande sous la férule de Tolmein ne parvint pas à redresser la courbe descendante des abonnés. Si bien qu'en avril 1995, le groupe de presse Schmidt & Partner retira les parts qu'il possédait laissant la société des lecteurs VAIB livrée à elle-même. Dietmar Koschmieder, gérant et rédacteur du journal, prit l'initiative de dissoudre la société VAIB et de créer une nouvelle société du personnel, qui prit le nom de *Verlag 8. Mai*, dont il devint le principal associé. Cet

---

<sup>620</sup> inventé en 1966 par G H Baumert en RDA

<sup>621</sup> „die Zeitung soll politisch, journalistisch und literarisch qualifiziert werden“ in *Die Tageszeitung*, 14.4.1994

<sup>622</sup> „Ignoranz unserer Erfahrung, die Verweigerung, zur Kenntnis zu nehmen, was bisher ist“

<sup>623</sup> *Die Tageszeitung* 12.4.1994, 19.3.1994

<sup>624</sup> In Kapitza, A. (1997). op.cit. p 167

<sup>625</sup> *Die Tageszeitung*, 20.5.1994

acteur ouest-allemand, membre du DKP, qui avait rejoint la rédaction du *junge Welt* bien avant 1994 et dont on disait qu'il était un « Ossi né à l'Ouest », accrut ainsi significativement son pouvoir sur la rédaction. Après le retrait du groupe Schmidt & Partner, une période d'auto administration s'engageait pour celle-ci. Mais une partie des rédacteurs ouest-allemands, après ces défaites successives, commençait à s'interroger sur le sens qu'il y avait à poursuivre l'expérience du *junge Welt*. La dureté des conditions de travail - la plupart des rédacteurs travaillaient plus de 60 heures par semaine, sans bénéficier de sécurité sociale<sup>626</sup> - ne pouvait qu'encourager ce type d'interrogation. Le quotidien ne comptait plus que 16 pages contre 40 auparavant. Le déclin des ventes se poursuivait sans relâche et le nombre d'abonnés plafonnait désormais à 17.400. A la rédaction du « seul quotidien marxiste en et contre l'Allemagne », selon l'expression de l'un des rédacteurs ouest-allemands, Jürgen Elsässer<sup>627</sup>, l'ambiance était sinistre. En avril 1994, la *taz* titrait „*junge Welt* wird nicht mehr älter“<sup>628</sup>. Le nombre d'exemplaires vendus en avril 1994 était tombé à 14.000.

Koschmieder, un « Ossi né à l'Ouest »<sup>629</sup>, s'était attribué la direction de la maison d'édition du journal. Le 21 mai 1997, il licencia le rédacteur en chef ouest-allemand, Klaus Behnken, qui avait succédé à Tolmein en 1995, ainsi que ses deux adjoints, sans l'accord du reste du personnel, faisant valoir les différends politiques entre la rédaction *antideutsch* et la direction du personnel, proche du DKP. Le soir même, la rédaction répliquait en occupant les locaux. 18 des 21 rédacteurs se mirent en grève, les trois autres rejoignirent le camp de l'administration. Derrière lui, le gérant avait quatre membres est-allemands de la rédaction et la plupart de ses collègues de la société des lecteurs VAIB. En juin 1997, Koschmieder avait refusé de payer les rédacteurs délégués par *konkret* et menaçait de les laisser partir sans solde, en vertu de la loi sur le refus de travailler (*Arbeitsverweigerung*). Les deux camps devinrent rapidement inconciliables. Plusieurs médiateurs se proposèrent pour aider au règlement du conflit. Gremliza, qui s'était retiré de la rédaction, proposa alors d'intercéder, le 26 mai, mais sa proposition fut rejetée par l'opiniâtre Koschmieder. Hans Modrow, avant-dernier président de RDA, lui emboîta le pas trois jours plus

<sup>626</sup> „Streit um den zukünftigen Kurz spaltet die ZeitungsmacherInnen“, *Analyse & Kritik*, 30.5.1997

<sup>627</sup> „einzige marxistische Tageszeitung in und gegen Deutschland“ in Kapitza, A. (1997). op.cit. p 168

<sup>628</sup> *Die Tageszeitung*, 20.5.1994

<sup>629</sup> Kapitza, A. (1997). op.cit. p 49



tard, également sans succès. Mais ces interventions extérieures trahissaient l'attachement public pour ce quotidien. En juillet 1997, les rédacteurs ouest-allemands demandaient la dissolution de la société des lecteurs, comprenant 132 membres mais la majorité est-allemande de la coopérative se rangea derrière le gérant. Après avoir occupé la rédaction pendant quatre semaines, les rédacteurs jetèrent l'éponge.

De cette situation très alarmante, le gérant Koschmieder, également rédacteur régulier du journal, pensait trouver l'issue dans une orientation plus nette du quotidien vers le lectorat est-allemand. De l'avis d'autres rédacteurs est-allemands, trop de place était consacrée dans les colonnes du journal aux thèmes *antifa*, *antira* et au féminisme, sujets qu'ils considéraient être des « thèmes de minorité »<sup>630</sup> aux dépens de l'intérêt du « petit homme PDS de la rue », ils redoutaient que le quotidien ne se développe en un fanzine (*Szeneblatt*) qui ne serait lu que dans le petit milieu de la scène de gauche radicale ouest-allemande.

### **3. « Le monde de la jungle », la fondation du *Jungle World* ouest-allemand**

Dès l'occupation des locaux de la rédaction, les grévistes ouest-allemands de la rédaction du *junge Welt* avaient créé leur propre journal, dans le but premier de rendre compte du conflit interne à la rédaction du *junge Welt*. Le 22 Mai 1997 paraissait le premier journal de grève des rédacteurs insurgés, portant le nom de *Jungle World*, négatif du titre du *junge Welt*, « un nom qui indiquait que tout n'était pas si simple ». Le premier numéro fut publié comme supplément de la *taz*, le second, le lendemain, comme supplément du quotidien, *Neues Deutschland*, qui avait survécu lui aussi à 1990 et dont le lectorat se situait en grande majorité à l'Est. Parallèlement, la rédaction du *junge Welt* continuait de publier le *junge Welt*, avec le soutien de stagiaires, sympathisants et autres « communistes est-allemands et anciens camarades de la Stasi »<sup>631</sup> venus en renfort. Le départ de l'équipe ouest-allemande fut salué par le reste de la rédaction : « nous sommes enfin libérés du nauséabond

---

<sup>630</sup> *Die Tageszeitung*, 27.5.1997

<sup>631</sup> „Ost-Kommunisten und alte Stasi-Kameraden“ in *Die Tageszeitung*, 27.5.1997

sectarisme de la gauche de l'Ouest<sup>632</sup> » rapportait la *taz*, en décrivant les locaux désertés par les grévistes. Le contenu du journal ne reposait plus que sur des dépêches d'agence. La rédaction du *junge Welt* ne comptait plus que 18 personnes. Après la scission, le *junge Welt* continuait à tirer à 20.000 exemplaires par jour, dont 15.000 vendus, en 1998.

#### IV. Les expressions du conflit

Au-delà des divergences des rédacteurs, la rédaction Est/Ouest du *junge Welt* assura trois années durant la production du quotidien. La rédaction était pour le moins hétérogène : presque tous les courants de la gauche radicale y étaient représentés, des *antideutsch* et de la « gauche pop » aux acteurs du DKP. Quel était alors le *commun* qu'ils partageaient ?

---

<sup>632</sup> „wir sind den Mief des westlinken Sektenwesens los“, in *Die Tageszeitung*, 27.5.1997

## 1. L'exemple du 8 mai



Figure 5 : Une du *junge Welt*, livraison du 7.5.1994, dernier numéro de l'ancienne version.



Figure 6 : Une du *junge Welt*, 9.5.1994, premier numéro de la nouvelle version, après l'arrivée des rédacteurs délégués par Gremliza.

Lorsque l'on compare la une du dernier *junge Welt*, ancienne version (datant du 7 Mai 1994), à celle de la première livraison du *junge Welt*, nouvelle version (en date du 9 Mai 1994), les différences sautent aux yeux. Le design fut nettement modernisé, définitivement délesté de l'empreinte graphique de la FDJ. La mention „*die ostdeutsche Tageszeitung*“ disparut. Et un seul coup d'œil sur l'annonce du contenu de l'édition du 9 mai donne une idée des bouleversements que le quotidien avait subis. Le nouveau ton était aussi désinvolte et ironique que l'ancien était sobre et factuel. En une de la livraison du 7 mai, la publication de dépêches d'agence signalait avant tout le manque de moyens du quotidien. Dans l'édition du surlendemain, le ton de l'édition était bien plus familier et témoignait d'un goût pour l'absurde (dans le paragraphe sur Auschwitz, l'annonce de la p 12, ainsi que dans le titre de l'annonce « le grand art de la faillite »).

Le choix de l'anniversaire de la commémoration du 8 mai 1945 pour la parution du premier numéro de la version refondue n'a pu être laissé au hasard. Rédacteurs de l'Est et de l'Ouest se rejoignaient dans la contestation du discours dominant sur la mémoire collective de la guerre et du National-socialisme. L'article de Une, « SED, les vrais Nazis ? », s'attaquait au discours de « l'Allemagne triomphante », accusée de se défausser sur le socialisme d'Etat est-allemand, pour se disculper du National-socialisme. Il s'agissait de réhabiliter la « libération » de l'Allemagne en 1945 par les véritables « libérateurs ». Une année plus tard, l'éditorial de l'édition du 8 mai 1995 était intitulé „*Dank euch Sowjetsoldaten*“, ce qui n'était pas sans rappeler le « *bomber harris, do it again* », clamé par des militants *antifa antideutsche* à Dresde. Sur la même page, deux rédacteurs qui s'opposèrent radicalement par la suite : Werner Pirker et Jürgen Elsässer, proposaient deux entrevues au sujet de la mémoire du National-socialisme. Le premier réalisait un entretien avec un universitaire à propos de l'absence des Russes dans la commémoration de la libération et le second interrogeait de manière très critique, le porte-parole d'une association pacifiste commémorant le rapprochement américano-soviétique d'avril 1945. Pirker, dans son entrevue, s'intéressait davantage au rôle des Soviétiques lors de la fin de la guerre, tandis que Elsässer s'attaquait au discours de

victimes de guerre porté par le pouvoir allemand, ainsi que par un discours pacifiste qui misant sur la réconciliation européenne, visait à innocenter les Allemands<sup>633</sup>.

L'opposition au discours dominant accusé de vouloir présenter, dans une perspective antitotalitaire, l'Allemagne réunifiée comme doublement triomphante : du National-socialisme et du bolchevisme, faisait l'objet d'un rejet commun par les rédacteurs. Il semble que les catégories dominants/dominés aient encore fonctionné et permis aux rédacteurs de s'entendre sur la contestation d'une politique mémorielle « dominante » qu'ils rejetaient pourtant pour des raisons différentes : parce qu'il dédouanait du passé national-socialiste en le relativisant pour les uns, parce qu'il disqualifiait l'expérience du socialisme réel pour les autres, en l'associant au passé national-socialiste. Leur opposition commune à l'ordre dominant trouvait là de quoi s'alimenter.

Le conflit Est/Ouest restait manifestement difficile à admettre pour les acteurs ouest-allemands, et plusieurs affirmèrent que l'issue ratée de cette collaboration au *junge Welt* n'avait strictement rien à voir avec les différences culturelles ou de mentalités Est/Ouest (Comme dans le cas des rencontres d'*Infoläden* (chapitre IV)). « Cela n'avait rien à avoir avec le conflit Est/Ouest : la preuve est que, à la fin, trois des rubriques les plus importantes étaient dirigées par des rédacteurs et rédactrices de l'ancienne rédaction est-allemande<sup>634</sup> » expliquait Gremliza après coup. Le besoin de se justifier répondait en effet à une suspicion généralisée des observateurs extérieurs, notamment est-allemands. Le *Neues Deutschland*, ancien quotidien est-allemand attribuait l'échec de la collaboration au sein du *junge Welt* à la « une gauche exclusivement intellectuelle qui coupe les cheveux en quatre, un phénomène ouest-allemand<sup>635</sup>. » Mais reconnaître les différences de cultures voire de mentalités aurait signifié pour les rédacteurs ouest-allemands, dépolitiser le conflit.

---

<sup>633</sup> *junge Welt*, 22.3.1995

<sup>634</sup> „Wie wenig das Ost West Konflikte waren, kann man daran ablesen, dass zum Schluss drei der wichtigsten Ressorts von drei Redakteurinnen aus der alten Ost Redaktion geleitet wurden“ Gremliza janvier 1994 in *junge Welt*, 22.3.1995

<sup>635</sup> „Schneidendes, ausschließlich intellektuelles Linkstum, ein westdeutsches Phänomen“, in *Neues Deutschland*, 7.5.1995

Le tracé de la ligne de faille Est/Ouest - qui s'était rouverte à travers l'échec de cette collaboration de trois années au *junge Welt* -, empruntait donc, dans son expression, celui d'une autre ligne de faille. Cette dernière était le propre de la scène ouest-allemande depuis la Réunification et commençait à séparer la gauche *antideutsch* du reste de la gauche radicale ouest-allemande. Il semblait pourtant bien s'agir aussi d'une manière détournée d'exprimer ce conflit Est-Ouest et, par le rejet de ce qu'ils projetaient sur les rédacteurs est-allemands du *junge Welt*, de se démarquer eux-mêmes comme gauche « pop » et *antideutsch*. Il est intéressant de noter en effet comment la reconstruction *a posteriori* du conflit par les rédacteurs insurgés qui fondèrent le *Jungle World* a pu évoluer. Ce n'est qu'environ dix années après le conflit, que les termes d'« antisémitisme » et de « national bolcheviste », termes typiques du répertoire de la gauche *antideutsch*, furent mobilisés pour parler des rédacteurs est-allemands du *junge Welt*. Dans l'immédiat pourtant, d'autres aspects du conflit avaient été mis en avant.

## 2. „Jugendkultur“ et „Poplinke“ versus « confessionnalisme marxiste »

Le 3 Juin, la rédaction gréviste avait annoncé au Kato, club alternatif de Kreuzberg, lors d'une "Jungle-World-Release-Party", la création du nouveau journal. Dès le lendemain, le 4 juin en paraissait le premier numéro, comportant 48 pages et distribué à l'échelle fédérale dans les kiosques et les *Infoläden*. Très vite, les dons d'une partie du lectorat solidaire des licenciés, affluèrent à hauteur de 25.000 Marks<sup>636</sup> et 2000 lecteurs contractèrent d'emblée un abonnement de soutien au nouveau journal. Les tentatives du *junge Welt* nouvelle version d'attirer les lecteurs ouest-allemands après 1994<sup>637</sup> avaient finalement porté leurs fruits : cette solidarité du lectorat avec les grévistes en apportait la preuve. Les rédacteurs improvisèrent alors un lieu de rédaction dans l'appartement de Klaus Behnken, dans le quartier ouest-berlinois de Tempelhof. Les précédents locataires de cet appartement avaient été les membres du très populaire groupe de rock des années 1970 et 1980 en RFA,

---

<sup>636</sup> *Die Zeit*, 12.9.1997

<sup>637</sup> campagne „dein Päckchen nach drüben, Testabos für Wessis für 15 DM“ in *Analyse & Kritik*, 10.5.1997

les *Ton Steine Scherben*<sup>638</sup>. Les visiteurs de la rédaction improvisée en décrivaient le chaos. L'un décrit ainsi Jürgen Elsässer pérorant dans son sac de couchage, une bouteille de whisky au poing. A l'occasion de la fête du 3 juin, les rédacteurs avaient mis aux enchères les sandales en plastique („*Cubaleuten*“ allusion à Cuba) du rédacteur du *junge Welt*, Werner Pirker – autrichien d'origine, il avait fait partie du KPÖ (parti communiste autrichien) et avait une conception très doctrinaire, perçue comme « dogmatique » de la politique. Le ton était donné : comme l'écrivit dix années plus tard, l'un des leurs, Ivo Bozic dans le *Jungle World*, « l'intellectualisme hédoniste » se dressait là contre le « confessionnalisme marxiste ». « Ce que le petit bourgeois appelle 'forêt de papier', convient au *Jungle World*, nous voulons la forêt vierge, le retour à l'état sauvage<sup>639</sup> », disait l'un des rédacteurs, expliquant le nom qui fut donné au journal, comme un calque négatif du titre dont il était issu. Ces déclarations portaient autant de marqueurs identitaires d'une *Jugendkultur*, se dressant contre l'ordre établi, souhaitant incarner tout ce que l'ordre « petit bourgeois » fuyait : la « jungle » où les règles et les tabous n'auraient de sens que par leur transgression. Il s'agissait ainsi autant de la définition d'un habitus, à la fois intellectuel et jeune, d'une « gauche-pop » („*Poplinke*“).

« La démarcation par rapport au *junge Welt* nous a marqué<sup>640</sup> », confiait rétrospectivement le gérant du *Jungle World*, Stefan Rudnick, « notre but, n'est pas de missionner<sup>641</sup> ». Le refus d'être une gauche missionnaire rencontrait le souhait de s'inscrire dans une « scène », dans une „*Subkultur*“, ce que la rédaction originelle du *junge Welt* condamnait comme « politique de ghetto ». Pour l'hédonisme de la gauche radicale ouest-allemande, l'« Etat des travailleurs » est-allemand était un repoussoir. La *Streitkultur* et la provocation des rédacteurs ouest-allemands bouscullaient la recherche de l'entente et du consensus des rédacteurs est-allemands. A l'occasion du dixième anniversaire du *Jungle World*, la lecture rétrospective du conflit en termes d'habitus divergents se confirmait : l'un des rédacteurs du *Jungle World* présentait les deux rédactions, et là encore, les différences apparaissent autant dans la disposition des tasses de café que dans le choix des produits consommés :

<sup>638</sup> Le groupe avait joué un rôle de leader politique, notamment dans le cadre du mouvement squat, à Berlin-Ouest.

<sup>639</sup> „Was der Spießier 'Blätterwald' nennt, passt zu ihm [dem *Jungle World*], wir wollen den Urwald, die Verwilderung“ cité in *Die Tageszeitung*, 25.6.1997

<sup>640</sup> „Die Abgrenzung zur *jungen Welt* hat uns geprägt“ in *Die Tageszeitung*, 25.6.1997

<sup>641</sup> Ibid.



„Sur la table noire du *Jungle World* il y a un nain de jardin en terre cuite qui pousse une charrette. A côté, un drapeau bleu clair avec le logo des Nations Unies, et une pile de T-Shirts („rocklinke“) et une bouteille de coca pour qui veut. La marque de coca du *junge Welt* s'appelle Club - un produit de l'Est. Elle se trouve aussi sur une table noire. A côté cinq tasses blanches séchant à l'envers sur des soucoupes blanches. Au milieu quelqu'un a placé une carafe de lait, décoré d'une bordure dorée et de petites fleurs. L'homme forme son environnement et celui-ci le forme en retour. Ici, comme là-bas<sup>642</sup>.

### 3. La cristallisation de plusieurs lignes de faille

À cette lecture « culturelle » du conflit entre rédactions est- et ouest-allemandes du *junge Welt*, se substitua par la suite du côté des rédacteurs ouest-allemands une autre lecture rétrospective : l'essentielle pomme de discorde du conflit avec la rédaction originelle du *junge Welt* aurait été le « national-socialisme », le « national-bolchevisme » ou encore « l'antisémitisme » et la divergence des positions quant au conflit israélo-palestinien. La désignation de « nationale-bolchevique » est devenue au sujet du *junge Welt* un lieu commun, venant des acteurs de la gauche ouest-allemande. Le terme renvoyait tout d'abord à une forme idéologique qui avait pris naissance sur le sol allemand dans les suites de la première guerre mondiale, il évoquait une alliance « rouge-brun » reposant sur la synthèse entre bolchevisme et nationalisme. Enfin le terme contenait également la référence à un courant historique antioccidental et antisémite.

L'opposition commune au discours antitotalitaire dominant qui avait formé l'un des points de rencontre des deux parties de la rédaction (cf. exemple du 8 Mai), avait donc éclaté. Avec cet épisode, la formation discursive antination s'était

---

<sup>642</sup> „Auf dem schwarzen Tisch der Jungle World fährt ein tönerner Gartenzweig eine Schubkarre spazieren. Daneben steht eine kleine hellblaue Fahne mit dem Logo der Vereinten Nationen, liegt ein Stapel frisch bedruckter T-Shirts („Rocklinke“), wartet eine Flasche Coca-Cola auf Durstige. Die Cola-Marke in der jungen Welt heißt Club - ein Ostprodukt. Abgefüllt in eine Plasteflasche, steht auch sie auf einem schwarzen Tisch. Neben der Flasche stehen kopfüber fünf weiße Kaffeetassen auf kleinen weißen Tellern. In ihre Mitte hat jemand ein Milchkännchen platziert. Ein imitiertes Goldrand und Blümchen verzieren es. Der Mensch formt seine Umwelt, und diese formt zurück. Hier wie dort.“, in *Die Tageszeitung*, 17.10.2003

détachée de la critique de l'antitotalitarisme dominant et se concentrait avant tout sur l'un des motifs pourtant déjà présents à l'origine : la critique de l'anticapitalisme d'une gauche dite traditionnelle, qui s'incarnait notamment dans la rédaction du *junge Welt*. Bien que ce motif de démarcation d'une gauche qui serait non consciente des dérives antisémites de l'anticapitalisme, ou des dérives nationalistes du pacifisme, ait été présent dès le début des années 1990 dans les textes de *konkret* par exemple, il semble que le phénomène *antideutsch* se retournait contre la « gauche traditionnelle », comme elle la désignait elle-même et l'expulsait catégoriquement en remplaçant au centre de toute analyse politique l'holocauste et l'antisémitisme. Par le reproche de « gauche nationaliste », qui avait été formulé également par certains acteurs de la RL en 1990 à l'encontre du PDS, la gauche *antideutsch* formulait rejetait la « gauche traditionnelle » et les héritiers de l'ancien socialisme réel.

Le couple antagonique dominé/dominant – comme cadre d'analyse de la « gauche traditionnelle » – était sans cesse menacé d'être dégradé en couple *Opfer/Täter* – où les victimes, dénuées de sens politique, subissaient le sort qui leur était infligé et s'y complaisaient. Or les rédacteurs est-allemands du *junge Welt*, tout particulièrement lorsqu'ils tombaient dans *l'Ostalgie*, avaient, selon leurs collègues de l'Ouest, la fâcheuse tendance à se laisser aller à cette confusion.

Les deux rédactions, depuis cet épisode, ont toujours été sur la brèche et les appels à la générosité des lecteurs ont été aussi réguliers dans les pages des deux publications. A la fin des années 2000, le *Jungle World* affirmait vendre 15.000 exemplaires et compter environ 80 % d'abonnés parmi ses lecteurs. Il fut longtemps fréquent que les lecteurs de *konkret* lisent également l'hebdomadaire ouest-berlinois. Pourtant les deux publications n'avaient pas les mêmes ambitions, les contributions étant volontiers plus théoriques dans *konkret*, tandis qu'avec le *Jungle World*, le phénomène *antideutsch* trouvait son expression « pop ».

Le *junge Welt* en revanche s'est développé une identité proche de l'anti-impérialisme et de la gauche communiste traditionnelle. Son tirage oscille entre 14.000 et 16.000 exemplaires depuis 1997, les deux tiers en sont toujours vendus à l'Est. Le *junge Welt* ferait aujourd'hui partie des journaux les plus lus dans la scène

de gauche radicale allemande<sup>643</sup>, suivi de près par *Jungle World*, puis de *konkret*, et de la *taz*. Ancienne publication est-allemande, au même titre que le quotidien.

## V. Conclusion

En restituant toute la dimension conflictuelle de cette collaboration, nous avons tenté de mettre au jour les nouvelles évolutions de cette frange *antideutsch* de la gauche ouest-allemande, que ces conflits contribuaient à se révéler à elle-même et dont la portée toucha l'ensemble de la scène. A travers cet épisode le discours *antideutsch* connaissait également un tournant.

En se confrontant à ces acteurs est-allemands du *junge Welt*, et à l'histoire du « stalinisme » qu'ils projetaient sur la rédaction de l'ancien quotidien de la FDJ, le phénomène *antideutsch* qui affectait un grand nombre d'acteurs de la scène de gauche radicale ouest-allemande, connaissait donc une nouvelle évolution. Ce chapitre peut ainsi être lu comme l'une des illustrations du chapitre précédent. Cet épisode de collaboration peut également être perçu comme le corollaire d'une ultime phase de convergence sur la base d'un anti-antitotalitarisme partagé et identifié comme le discours de légitimation de la Nouvelle Allemagne. Cette convergence avait lieu au carrefour de deux lignes de faille : la première creusait son sillon entre la gauche de l'Ouest d'une part et la gauche de l'Est d'autre part, la seconde, entre la gauche antinationale d'une part et la gauche anti-impérialiste d'autre part. Or ces deux lignes se confondaient lors de cet épisode inédit de collaboration Est-Ouest au sein de la rédaction du *junge Welt*.

Au-delà des accointances politiques de « gauche » et des contacts qu'avaient pu nouer *konkret* avec le pouvoir officiel est-allemand dans les années 1970, la virulente dénonciation par *konkret* de la Réunification, condamnée comme

---

<sup>643</sup> Cf. Ullrich, P. (2008). op.cit. p 119-120, à partir des entretiens menés par lui dans le cadre de son étude sur le discours de la gauche en Allemagne et en Grande Bretagne sur le Proche Orient.

« annexion de la RDA par le capital ouest-allemand <sup>644</sup> », représentait sans aucun doute une base de rapprochement avec l'ancien organe de la FDJ est-allemande.

Au tournant du *memory boom* du National-socialisme, s'en ajoutait un autre : celui du rapport à la mémoire de la RDA. Ce second rapport se négociait, pour la gauche radicale de l'Ouest, au prisme de celui du National-socialisme. Les rédacteurs de la gauche *antideutsch* ouest-allemande projetaient très certainement en leurs confrères est-allemands les représentants d'un Etat déchu, qui avait lui-même pratiqué un antifascisme de façade et un antisémitisme à peine dissimulé. Ces rédacteurs est-allemands du *junge Welt* incarnaient ainsi plusieurs des repoussoirs de la gauche ouest-allemande. Cette démarcation était autant d'ordre générationnel – les rédacteurs envoyés par Gremliza étaient sensiblement plus jeunes que leurs collègues est-allemands qui incarnaient une ancienne gauche – que de culture politique : les premiers défendaient l'idée d'une „poplinke“ qui trouva avec le *Jungle World* l'un de ses principaux supports, et rejetaient les seconds dans la gauche « petite bourgeoise », « ostlagique » avec tout le mépris que ce terme comportait pour une identité « victimaire ». La gauche *antideutsch* ouest-allemande précisait ses contours à l'endroit de la gauche antiimpérialiste, mais aussi de la « gauche traditionnelle » et de la gauche héritière du socialisme d'Etat : la gauche est-allemande du *junge Welt* présentait tous les caractères de ce contre quoi le phénomène *antideutsch* se définissait. Tous ces courants, il les rejetait sous la désignation commune de « gauche nationaliste ».

Ainsi le conflit Est/Ouest se doublait du conflit gauche *Antideutsch*/ gauche traditionnelle et le nourrissait : il s'agissait d'un moment clef de déplacement et de redéfinition des clivages au sein de la scène de gauche radicale en Allemagne unifiée. En effet, le conflit Est/Ouest qui relevait en l'occurrence de différences de mentalités, de divergences dans l'intelligence du métier de journalisme, de différentes cultures politiques, et finalement d'*habitus* s'était cristallisé *a posteriori* dans le reproche d'antisémitisme et de national bolchevisme. Ces reproches étaient caractéristiques de la gauche *antideutsch*. Avec le reproche de « national bolchevisme », la gauche *antideutsch* ouest-allemande réglait en quelque sorte son rapport au socialisme d'Etat, elle disqualifiait le « stalinisme », et de manière plus

---

<sup>644</sup> „Links ist da, wo keine Heimat ist“ Theoretische Konferenz über Nation, Nationalismus und Antinationalismus, Dresden, Samstag 12. November 1994. Arbeitsheft. Fonds „Nationsdebatte“ Archive Papiertiger Berlin., Jacob, G., p 36

générale, tout héritage politico culturel venu de la RDA. L'apport de la perspective est-allemande – c'est-à-dire d'une part de la perception propre des acteurs est-allemands, mais aussi d'autre part, de ce que les acteurs ouest-allemands projetaient sur leurs confrères est-allemands du *junge Welt* – permet en creux de souligner l'un des aspects ambivalents du phénomène *antideutsch* : son ancrage idéologico-culturel à l'Ouest.



## Chapitre VII

---

### Les différentes figures du phénomène *antideutsch* à l'Est et à l'Ouest (1996 – 1999)

« **I (Innovator make-the-world-go-round):** Oui exactement, le concept de la démarcation, le besoin de se distinguer de la masse, c'est un concept lanceur de mode. C'est la liberté : la liberté d'être autrement, et bien sûr cela coûte toujours quelque chose... [...] »

**A (Autonomia Solamia):** La liberté que ce Monsieur vient de décrire, c'est la liberté de la société de consommation [...] »

**I:** Un président américain a dit une fois que même si le monde allait disparaître demain, il planterait un petit pommier aujourd'hui. Ecoutez Mesdames et Messieurs, cet engagement, cette confiance dans le futur ! Là, nous avons vraiment des points communs !

**O (Karl Otto Oktober):** Que ces Ricains osent seulement planter ne serait ce qu'un petit pommier sur notre sol...

**M (animateur):** Mais que voulez-vous dire avec « notre sol », monsieur Oktober ?

**O (à M):** Pour la question de la terre, seul un principe commande : *Tierra y Libertad!* La terre à ceux qui la cultivent !

**M:** Mais alors si c'est un président américain qui cultive la terre...

**I :** Oui, je vois que nous nous comprenons à merveille. D'ailleurs je pourrais procurer la semence, je connais quelqu'un<sup>645</sup>. »

---

<sup>645</sup> in Autonomie Kongress der undogmatischen linken Bewegungen Standpunkte – Provokationen – Thesen, (1996). Hamburg – Berlin – New York, Münster, Ostern 95 Humboldt Universität, p 26

I (Innovator make-the-world-go-round): ja genau, das Konzept der Abgrenzung, das Bedürfnis, sich von der Masse zu unterscheiden, hat Trendsetter-Qualität. Das ist Freiheit: die Freiheit, anders zu sein, und das ist natürlich immer etwas teurer...[...]

A (Autonomia Solamia): die Freiheit, die dieser Herr hier gerade beschrieben hat, ist die Freiheit der Warengesellschaft; [...]

I: also auch ein berühmter US Präsident hat mal gesagt, dass er, auch wenn morgen die Welt untergingen, heute noch ein Apfelbäumchen pflanzen würde. Also meine Damen und Herren – dieses Engagement, diese Zukunftsweisheit! Da gibt es doch viele Gemeinsamkeiten!

O (Karl Otto Oktober): Diese Amis sollen es nur wagen, auch nur ein einziges Apfelbäumchen hier auf unseren Boden....

Cet extrait d'une pièce de théâtre écrite pour, et jouée lors d'un congrès autonome en 1995 à Berlin, croque avec humour les différentes positions défendues dans la scène de gauche radicale allemande et nous donne une idée de sa géographie. Le personnage A, « *Autonomia Solamia* », défend le concept de l'émancipation et de la responsabilité individuelle comme principe révolutionnaire : il s'agit de la position autonome. Le personnage I, « *Innovator make-the-world-go-round* », suit les trends de la société dominante, quitte à trahir tout à fait son identité politique, en l'instrumentalisant à des fins marketing, en adoptant la langue anglaise comme signe de distinction sociale et en reconnaissant un allié dans la personne du président américain. Tandis que, à l'exact opposé, le personnage de *Karl Otto Oktober*, portant le nom de la révolution d'octobre 1917, « annonce les vérités apparemment incontestables de la gauche, a toujours raison, défend le principe de la soumission du collectif aux lois objectives » : ainsi est décrit son personnage.

Nous sommes en plein milieu de la décennie 1990. Parmi ces différents personnages, deux forment les deux pôles antagonistes de la scène : le « *Innovator make-the-world-go-round* », d'une part, et le Karl Otto Oktober d'autre part. Le second est le représentant de la *Traditionslinke*, cette gauche dite dogmatique par l'ensemble des courants, de la Nouvelle gauche à l'autonomie, restant imperturbablement fidèle à ses convictions et au cadre de référence de la révolution de 1917, au-delà des bouleversements de 1989/90. Ce qui est intéressant, c'est que le fossé entre ce personnage et les autres, s'exprime ici par son attachement chauvin à la terre, à « notre sol » et son antiaméricanisme primaire. Quant au second personnage, l'auteur, ou les auteurs, de la pièce de théâtre en brosent un portrait trahissant un peu leur propre ambivalence à son égard. En lui faisant adopter la langue anglaise comme signe de distinction sociale, ils le ridiculisent en le faisant s'acoquiner avec le président américain – ennemi numéro 1 dans une acception anti-

---

M (Moderator): Aber bitte, Herr Oktober, was meinen Sie denn jetzt mit „unserem Boden“?

O: Für die Landfrage gilt: *Tierra y Libertad!* Das *Land* denen, die es bebauen!

M: Aber dann kann doch ein US Präsident, der den Boden mit einem Apfelbäumchen bebaut...

I (zu M): Ja, ich sehe, wir verstehen uns prima. Im Übrigen könnte ich den Samen besorgen, ich kenn da jemanden“



impérialiste primaire. Eux-mêmes, les auteurs, semblent donc se tenir à distance de ces deux pôles qu'ils ridiculisent ici.

Mais l'axe opposant une gauche traditionnelle et anti-impérialiste d'un côté à une gauche *antideutsch* de l'autre était bel et bien présent dans ce tableau brossé de la scène de gauche radicale. Ce tableau nous montre à la fois comment le phénomène *antideutsch* contribuait à structurer la scène de gauche radicale, parce que ses acteurs se positionnaient les uns contre les autres et selon cet axe, mais aussi que la gauche *antideutsch* connaissait plusieurs avatars et formes édulcorées : ici, elle était perçue par les auteurs autonomes de la pièce, comme une position d'opportuniste américanophile, dont le discours était plus libéral que « de gauche radicale ».

Au plan organisationnel et de la construction des discours réciproques, on assistait dans la seconde moitié des années 1990, à la consolidation de cet antagonisme de la scène de gauche radicale, à la dérive des rhétoriques anti-impérialistes et *antideutsch* qui avaient été encore conciliables dans la première moitié des années 1990. La gauche *antideutsch* continuait d'être représentée par le mensuel *konkret* et la publication post autonome *17°C, Zeitschrift für den Rest* à Hambourg, par le *Bahamas* à Berlin, le centre de l'ISF-Initiative *Sozialistisches Forum*, à Fribourg. Il s'agissait du bastion « *antideutsch hardcore* », comme le qualifiaient déjà les acteurs de la scène. Une seconde famille du phénomène *antideutsch*, en représentait une version plus « *softcore* », plus « pop », dont l'identité était à la fois politique et subculturelle. Dans cette famille s'inscrivait notamment la publication berlinoise *Jungle World* depuis 1997, après la scission de la rédaction Est/Ouest du *junge Welt*. On peut y inscrire également certains lieux de la scène, dont le *Conne Island* de Leipzig auquel nous consacrerons une étude de cas dans la dernière partie de ce chapitre. Dans cette seconde famille, le phénomène *antideutsch* était presque davantage de l'ordre de l'habitus : les deux noms de *Jungle World* et *Conne Island* indiquaient cette attraction anglophone, qui était aussi une forme de provocation et de démarcation de la gauche dite « traditionnelle ».

Parallèlement l'activisme *antifa* demeurait très mobilisateur. L'organisation fédérale AA/BO, *Antifaschistische Aktion, Bundesweite Organisation*, dont nous avons évoqué l'apparition en 1991, les structures

rigides, les références historiques empruntées à un antifascisme traditionnel proche de la doctrine officielle de l'Etat est-allemand, dominait toujours la scène *antifa*, malgré les tensions auxquelles elle était soumise. Or la principale tension à laquelle fut soumise l'organisation fut introduite par les critiques de la gauche *antifa antideutsch*. En effet, si les publications *antideutsch*, laboratoire du discours *antideutsch*, se tenaient à l'écart des mobilisations *antifa* ou *antira* de la scène, elles y trouvaient un écho croissant : le domaine de la lutte *antifa* et *antira* était pluriel et s'ouvrait de plus en plus à une gauche étudiante, intellectuelle et sensible aux thèses *antideutsch*. Ses militants étaient plus hostiles à la culture presque paramilitaire popularisée par l'AA/BO, et dont les valeurs culturelles étaient éloignées des leurs. Contre l'AA/BO se développait donc une *Subkultur* inspirée du discours *antideutsch*, comme nous allons le voir.

Le phénomène *antideutsch* allait donc se développer, dans la seconde moitié des années 1990, par le vecteur de la scène *antifa*, être porté par des acteurs et prendre des expressions subculturelles, bien éloignées des bastions théoriques et publicistes où il était élaboré. Par cette diffusion dans la scène, qui s'accompagnait d'une simplification croissante de la rhétorique *antideutsch*, la scène se structurait de plus en plus nettement selon l'axe opposant une gauche anti-impérialiste, prônant un antifascisme traditionnel d'un côté et une gauche *antideutsch*, antinationale et antifasciste de l'autre. L'extrait de la pièce de théâtre qui ouvre ce chapitre le suggère : l'axe séparant gauche *antideutsch* et gauche traditionnelle avait une formulation nationale, (comme cela avait été le cas lors de la collaboration de la gauche ouest-allemande *antideutsch* et d'une gauche plus traditionnelle est-allemande au sein du *junge Welt*).

L'objet de ce chapitre est de présenter ces divers avatars du phénomène *antideutsch*, dans la seconde moitié des années 1990, d'explorer comment différents acteurs de l'Est et de l'Ouest se le réapproprièrent et si cette réappropriation comportait des traits est- ou ouest-allemands spécifiques.

## **I. Le phénomène *antideutsch* dans les pratiques *antifa***

### **1. L'appel de Grevesmühlen : contre les *Täter* dans la population allemande**

Le 18 janvier 1996 brûlait un foyer pour demandeurs d'asile dans la petite ville du Land de Schleswig-Holstein, Lübeck. Dix personnes y trouvèrent la mort et 38 autres furent gravement blessées. La police locale identifia prématurément le coupable : un jeune Libanais, Safwan Eid, lui-même occupant du foyer tandis que quatre autres suspects proches de la scène néonazie et originaires de la petite ville voisine de Grevesmühlen (Land de Mecklembourg - Poméranie-Occidentale), furent relaxés sans poursuite. Emprisonné sur le champ, le jeune Eid fut soumis à des interrogatoires pendant les cinq mois qu'il passait en prison. En l'absence de preuve, l'enquête mena à un non lieu. L'un des quatre suspects néonazis avoua les faits deux années plus tard<sup>646</sup>. Dans le milieu de l'activisme antiraciste, terrain que se partageaient les associations de la société civile et les groupes *antifa* et *antira* de la gauche radicale, l'indignation enflait. Non seulement l'enquête de la police avait été biaisée par des préjugés racistes, un innocent avait été injustement inculpé tandis que les suspects néonazis avaient bénéficié de l'indulgence répréhensible de la police, mais en outre les survivants du foyer furent expulsés dans les mois qui suivirent les faits. Ce sinistre incendie criminel portait à son paroxysme la chaîne de violences et d'agressions racistes qui avaient ponctué le début des années 1990 en Allemagne réunifiée<sup>647</sup>, et qui s'étaient parfois déroulés avec la complaisance affichée des populations locales, comme à Rostock Lichterhagen<sup>648</sup>. Une commission internationale indépendante composée des personnalités de

---

<sup>646</sup>Déclaration de presse de la INTERNATIONALE UNABHÄNGIGE KOMMISSION, 16.07.1998, consultable sur le site <http://www.trend.infopartisan.net/trd7898/t287898.html> [consulté le 10.10.2011]

<sup>647</sup> La gauche radicale parlait de « pogromes » - terme chargé de l'histoire de la persécution des Juifs dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle en Russie – pour désigner les nombreuses agressions perpétrées contre les immigrés pendant une quinzaine de mois en 1991/92. Parallèlement avait eu lieu une vague de pillages de cimetières juifs. Cette situation n'avait jamais été vue depuis trois décennies.

<sup>648</sup> En 1991, des membres de la population locale avait physiquement protégé les néonazis qui incendiaient des foyers pour demandeurs d'asile, de la répression policière. On a ainsi parlé de « pogromes » dans les milieux de gauche, terme fortement marqué par l'expérience des Juifs, en Russie à la fin due 19<sup>ème</sup> siècle, puis lors de la seconde guerre mondiale.

plusieurs pays s'opposèrent dès 1996 à l'expulsion des demandeurs d'asile prévue par les autorités du Land de Schleswig-Holstein<sup>649</sup>.

Début juillet 1996, six mois après les faits, alors que l'innocence du jeune Eid n'avait toujours pas été établie, paraissait dans le journal autonome *interim* un appel à venir manifester à Grevesmühlen. „*Scheiß Deutschland*“, „*Die Täter sind überall*“, avisait-il. Parmi les signataires se trouvaient divers groupes de la gauche *antifa* et *antira*, des groupes de la gauche immigrée « auto organisée », c'est-à-dire refusant que ses intérêts soient représentés par des groupes *antira* ou *antifa* allemands, mais aussi des groupes de la gauche *antideutsch* : *AK Kassiber* (groupuscule *antideutsch* berlinois formé dans les suites du mouvement *Nie wieder Deutschland* de 1990) et la revue *Bahamas*, bastion berlinois de la gauche *antideutsch hardcore*.

Pour la première fois, des groupes originaires des *Länder* de l'Est participaient à l'initiative. A l'Est, la lutte *antifa* se singularisait par des affrontements violents et fréquents entre groupes *antifa* et groupes néonazis, provoquant parfois la mort de protagonistes. En marge des actions prévues par les structures *antifa* et *antira* locales et fédérales – solidarité avec les demandeurs d'asile menacés d'expulsion, manifestations dénonçant les préjugés racistes de la police etc. –, les initiateurs de l'appel planifiaient une « expédition punitive » à Grevesmühlen, lieu de résidence des quatre suspects néonazis dans le but de s'en prendre non seulement aux coupables, mais également à la population. Car, expliquaient-ils, le racisme était avant tout « structurel », les néonazis n'étaient que la pointe saillante de l'iceberg. Ils entendaient protester contre le « consensus raciste<sup>650</sup> » en Allemagne, contre le fait que beaucoup de personnes portaient la responsabilité de ce qui s'était passé.

Malgré l'interdiction des autorités locales<sup>651</sup> et l'opposition de bon nombre de groupes antiracistes - de la société civile mais aussi de la gauche radicale - opposés à cette « *Hassdemo* » (manifestation haineuse) et à des pratiques visant

<sup>649</sup> [http://www.nadir.org/nadir/archiv/Repression/brand\\_luebeck/bleiberecht.htm](http://www.nadir.org/nadir/archiv/Repression/brand_luebeck/bleiberecht.htm)[http://www.nadir.org/nadir/archiv/Repression/brand\\_luebeck/bleiberecht.htm](http://www.nadir.org/nadir/archiv/Repression/brand_luebeck/bleiberecht.htm)

<sup>650</sup> Aufruf in *Interim* Nr. 386, 23.8.1996

<sup>651</sup> Ceux qui ont annoncé l'appel ont même été poursuivis par la justice fédérale pour incitation à la haine („*Volksverhetzung*“), selon le paragraphe 130 StGB : ce fut la première fois qu'une telle poursuite se dirigeait contre un groupe de gauche radicale.

à stigmatiser l'ensemble de la population au lieu d'appeler à la solidarisation avec les demandeurs d'asile et encourager l'adhésion au travail antiraciste<sup>652</sup>, ils furent 300 militants *antifa*, venus de plusieurs villes d'Allemagne, à affluer le 31 août 1996 dans la petite ville de Grevesmühlen. Plus du double de policiers, matraques et menottes en main, les attendaient sur le quai de la gare et les plaquèrent sans ambage sur le sol « sous les saluts hitlériens des néonazis du lieu<sup>653</sup> ».

L'opération planifiée fut court-circuitée, mais le débat entre instigateurs de l'expédition, se réclamant de l' „*Antifa antideutsch*“, d'une part et représentants d'un combat *antifa* « traditionnel » d'autre part, était lancé dans la gauche radicale. Le débat se poursuivit plusieurs mois durant, relayé dans les colonnes de différents journaux : du journal autonome *interim* au quotidien *junge Welt*<sup>654</sup> – dont la rédaction était encore « mixte » avant la grève de 1997 et la création du *Jungle World* (cf. Chapitre VI). Avec Grevesmühlen, le phénomène *antideutsch*, resté jusqu'alors avant tout confiné à la presse alternative, faisait son entrée dans les pratiques *antifa* et allait reproduire dans le milieu de l'antifascisme militant l'antagonisme qui avait divisé jusqu'alors la presse alternative.

Lorsque les acteurs de Grevesmühlen parlaient de „*Täter*“, (« les *Täter* sont partout »), ils changeaient donc la signification littérale du mot : les *Täter* n'étaient pas seulement les coupables juridiques de l'incendie criminel du foyer de demandeurs d'asile, identifiés comme tels par l'enquête, mais il s'agissait d'une idée de la culpabilité projetée sur l'ensemble de la population allemande, à laquelle les groupes en question imputaient non seulement le racisme latent, mais également le lourd implicite de la responsabilité de l'holocauste. La thèse présentait de fortes similitudes avec celle des « bourreaux volontaires » de Goldhagen (cf. Chapitre VI).

---

<sup>652</sup> Christoph Kleine, Sprecher der *Antira*-Gruppe, in *Lübecker Nachrichten*, cité dans l'article de *Phase 2*, „Grevesmühlen oder: Wie eine mecklenburgische Kleinstadt die Antifa veränderte“, Fabian Kunow, Timon Engelhardt, 21/2006., consultable en ligne : <http://phase2.nadir.org/rechts.php?artikel=401&print=> [consulté le 10.10.2011]

<sup>653</sup> „unter den Hitlergrüßen der örtlichen Nazis“ in *Phase 2*, journal s'inscrivant lui-même dans la gauche „antideutsch“. *Grevesmühlen oder: Wie eine mecklenburgische Kleinstadt die Antifaveränderte*, Fabian Kunow, Timon Engelhardt, 21/2006 : <http://phase2.nadir.org/rechts.php?artikel=401&print=> [consulté le 12.12.2011]

<sup>654</sup> *junge Welt*, 13.8.1996, *Interim* 23.8.1996

Les pratiques *antifa* de ces groupes en connurent une conséquence immédiate : celle du refus de travailler avec les autres groupes de la société civile soupçonnés, rejetés dans le grand ensemble de la *deutscher Mob*, la « populace allemande ». Notons aussi que, au contraire des groupes traditionnels qui incriminaient également l'Europe (*Abschottung Europas*), ces groupes incriminaient presque exclusivement l'Allemagne : le groupe *Antifa M* refusa de participer à l'opération de Grevesmühlen en invoquant la priorité des luttes, et celle-ci concernait avant tout l'Europe comme lieu d'exclusion, et la singularité allemande, du racisme allemand et par contre-coup, des structures de la société allemande et du « caractère allemand ». C'est dans cette direction que se poursuivit le débat dans un groupe de la gauche immigrée comme Café Morgenland, où quelques acteurs lisaient la presse *antideutsch* et contribuèrent à la diffusion des cadres d'analyses *antideutsch* dans le milieu *antifa*.

## 2. La critique *antideutsch* de la lutte *antifa*

Par sa seule rhétorique « antination » et anti Allemagne, le phénomène *antideutsch* pouvait fournir à l'activisme « *antifa* », un ciment discursif non négligeable se prêtant à la fois à une mobilisation immédiate assurant une continuité dans la violence, dans le désir d'en découdre avec la police et d'opposer aux autorités une force noire et soudée toute en rompant brusquement avec les impasses et ambiguïtés de l'antifascisme.

Au regard des contradictions internes, des limites théoriques et impasses pratiques et organisationnelles des luttes *antifa* et *antira* de la gauche radicale, limites et impasses devenues patentes au milieu de la décennie, le phénomène *antideutsch* proposait des éléments de réponse. Il permettait également aux militants *antifa* de distinguer l'activisme *antifa* et *antira* de la gauche radicale de l'antiracisme de la société civile ou de l'antifascisme institutionnalisé<sup>655</sup>. Mais il ne remplissait pas une seule fonction de démarcation.

---

<sup>655</sup> Jugend-Kulturzentrum Conne Island, (2006). brochure, „15 Jahre Conne Island“ in *Conne Island Reader*, Leipzig

Il introduisit surtout des critiques des pratiques *antifa*. L'AA/BO avait fini par incarner, pour les critiques dont les autonomes *antideutsch*, un antifascisme traditionnel et désuet, qui n'était plus guère en phase avec les nécessités du moment. Ainsi la critique de la hiérarchie, le rigorisme, voire le militarisme qui caractérisait alors la scène autonome trouvait à partir de 1995 une formulation *antideutsch*. Ces structures étaient attribuées par les acteurs *antideutsch* à la reproduction de vertus allemandes : celles-ci étaient si tenaces qu'elles s'inséraient jusque dans les formes de protestation. La question des alliances politiques à former avaient été accompagnées de controverses dans le milieu. L'AA/BO s'était corrompue, aux yeux de beaucoup de militants, avec l'Etat avec lequel elle entretenait des rapports ambivalents (cf. Chapitre IV). Les activistes sensibles à l'argument *antideutsch* tranchaient plus nettement la question des alliés : l'Etat et la population étaient rejetés dans le camp des ennemis. L'accusation des stratégies d'alliance pratiquées par l'antifascisme traditionnel avec la société civile d'une part, avec l'Etat d'autre part, revêtait alors une véritable dimension idéologique : il fallait refuser de faire le jeu de la société, de participer en réalité à la reproduction des structures d'oppression et avait une conséquence structurelle immédiate : l'isolement et la marginalisation de ces groupes par rapport aux autres groupes *antifa* et à la large politique d'alliance qui avait été pratiquée par les groupes *antifa* « classiques ». En s'opposant à la société majoritaire, à la „*Mehrheitsgesellschaft*“, en souhaitant isoler leurs pratiques des groupes antiracistes de la société civile et de l'action étatique, ils déplaçaient la ligne d'opposition séparant alliés et adversaires politiques, et rejetaient dans le vaste ensemble de la *Mehrheitsgesellschaft* au racisme latent, les groupes mêmes de l'antiracisme de la société civile. Dans le camp des figures ennemies étaient donc rejetés les alliés politiques de l'AA/BO : l'Etat et les associations de la société civile comme faisant partie de la « société majoritaire ».

Enfin les militants *antifa antideutsch* reprenaient les critiques *antideutsch* concernant le manque de confrontation du militantisme *antifa* avec la singularité

du National-socialisme et la réduction du fascisme à une forme extrême de capitalisme<sup>656</sup> (cf. chapitre V).

### 3. La gauche immigrée ou „*undeutsch*“

«Bien sûr il y a aussi des points communs entre nous et nos ami(e)s autonomes. Comme par exemple le slogan « Allemagne crève ». Avec la petite différence, que nous, nous le pensons sérieusement<sup>657</sup>.»

Parmi les signataires de l'appel de Grevesmühlen se trouvaient des groupes d'immigrés « auto-organisés ». Plusieurs groupes de la sorte étaient apparus dès 1992/1993 (*Köxuz* était un journal local de Hambourg réalisé par un groupe d'immigrés auto-organisé apparu en 1995<sup>658</sup> dans une ville). Certains des cadres de la gauche *antifa* autonome turque, comme le groupe berlinois *Antifa Gençlik* (qui avait joué un rôle important dans la lutte contre les néonazis à Berlin depuis la fin des années 1980) en avaient fourni les membres. Ce dernier avait joué un rôle important dans la lutte contre les néonazis dès la fin des années 1980 en RFA. A Berlin, les quartiers de Neukölln, Kreuzberg et Friedrichshain, mais également à Hambourg où la communauté turque était importante, s'était déroulée une lutte sans merci entre néonazis et militants *antifa*. Le groupe *Antifa Gençlik* avait joué un rôle important à cet égard<sup>659</sup>, formant des „*Prügelgruppen*“ missionnés dans des cafés néonazis. La prise en compte de la gauche immigrée, et de ses rapports avec la gauche radicale allemande, demeure un angle mort dans l'état de la recherche. Elle ouvre pourtant dans le cadre de cette étude, deux perspectives. Il s'agit de voir d'une part quelle image la gauche immigrée renvoyait à la gauche allemande, avec

<sup>656</sup> Phase 2, *Grevesmühlen oder: Wie eine mecklenburgische Kleinstadt die Antifa veränderte*, Fabian Kunow, Timon Engelhardt, 21/2006., <http://phase2.nadir.org/rechts.php?artikel=401&print=>, op.cit.

<sup>657</sup> „Natürlich gibt es zwischen uns und unseren autonomen FreundInnen auch Gemeinsamkeiten. Wie z.B. der Spruch „Deutschland verrecke“. Mit dem kleinen Unterschied, dass wir es ernst meinen“ in Café Morgenland, 3 oct 1993, „Deutschland zuerst“ [www.cafemorgenland.net/archiv/1993/1993.10.03\\_Deutschland%20zuerst.htm](http://www.cafemorgenland.net/archiv/1993/1993.10.03_Deutschland%20zuerst.htm) [consulté le 12.12.2011]

<sup>658</sup> Le journal publia une quinzaine de numéros jusqu'en 2007.

<sup>659</sup> Informations fournies en entretien informel par E.K., le 15.15.2010



quels groupes de la gauche allemande elle était prête à collaborer, avec quels autres non, et d'autre part de sonder comment la phraséologie *antideutsch* de la gauche allemande se modelait au contact de cette altérité que lui opposait la gauche « *undeutsch* », comme certains de ses acteurs la qualifiaient.

Les rapports entre groupes de la gauche allemande et groupes de la gauche immigrée étaient complexes depuis les années 1980. Parmi les groupes de la gauche immigrée, plusieurs s'étaient formés dans la distanciation de leurs confrères de la gauche allemande (par exemple le groupe *Kanak Attak*<sup>660</sup>) dénonçant l'ambition de la gauche allemande à représenter les intérêts de la gauche immigrée, voire à les instrumentaliser et le manque de considération pour leurs problèmes et situations concrètes. Le groupe autonome *Lupus* avait été l'un des groupes à problématiser cette contradiction de la gauche allemande et à vouloir en faire un objet à débattre dans le milieu. Les auteurs du texte soulignaient le fait que les autonomes ne s'intéressaient aux immigrés que lorsque ceux-ci étaient victimes d'attaques racistes, sans intégrer leur quotidien dans leur propre réalité, or ce quotidien demeurait très marqué par des « *weisse Verhältnisse* ». La « projection » sur les immigrés par les groupes de la gauche allemande, de sujets qu'ils n'étaient pas : les nouveaux sujets révolutionnaires, les victimes du racisme de la population majoritaire etc.

Pourtant, un certain nombre de points communs et de transferts en double sens pouvaient avoir lieu entre gauche migrante et les autres groupes de la gauche allemande *antideutsch*. Pour illustrer ce propos, prenons l'exemple d'un groupe de la gauche migrante, appelé *Cafe Morgenland* (CM). Ce groupe apparu en 1992 fut créé par des militants immigrés de première ou seconde génération, dont beaucoup étaient issus de la mouvance antifasciste de l'*Antifa M*. La guerre au Kurdistan avait formé dès la fin des années 1980 le contexte d'un rapprochement entre des immigrés d'origine kurde et turque au sein du parti ouvrier du Kurdistan, le PKK<sup>661</sup>. Ils étaient originaires de différentes villes

---

<sup>660</sup> Fondé en 1998 à Berlin, le groupe antiraciste rassemblait des immigrants refusant de laisser leurs intérêts être représentés par la gauche radicale : cf manifeste de fondation [http://www.kanak-attak.de/ka/about/manif\\_deu.html](http://www.kanak-attak.de/ka/about/manif_deu.html), [consulté le 10.10.2011.]

<sup>661</sup> Organisation classée comme terroriste, ayant commis des attentats en 1993 en Allemagne et plusieurs agressions dans les années 1990, favorable à un état kurde indépendant

d'Allemagne, presque exclusivement de l'Ouest<sup>662</sup>, le CM consistait d'abord en des réunions hebdomadaires où étaient discutés des thèmes antiracistes, parfois furent organisés des concerts. Au cours des années 1990, le groupe se rapprocha d'autres groupes de la gauche *antideutsch* : comme le *Bahamas*, avec laquelle ils menèrent des actions communes.

À l'inverse des autres groupes de la gauche radicale, pour les groupes de la gauche migrante, dont le Café Morgenland, le « nous » était de l'ordre de l'évidence, il était donné : ce « nous » était défini avant tout par leur origine « non-allemande », et ce nous étranger participait de leur identité de gauche. C'est ainsi d'ailleurs qu'ils se définissaient dans leurs textes : die „*undeutsche Linke*“. Au fil de ces textes, la situation d'énonciation était clairement définie : la gauche allemande formait le « vous », l'interlocuteur autre de leurs textes. Au départ, des groupes autonomes tels que le journal *interim* étaient incriminés, ainsi que les journaux *junge Welt* ou *Analyse und Kritik*, taxés de « gauche nationaliste »<sup>663</sup>. Par ailleurs, à travers le prisme de l'antiracisme, un autre type d'indifférenciation avait lieu et l'usage du terme de « populace » (*Mob*), qui s'était généralisé dans leurs textes, connaissait un certain nombre de variations : « populace noble » (*Edelmob*) dans le cas de structures collectives antiracistes « bien intentionnées » (cf. les *Lichterketten* chapitre IV) « populace de la rue » (*Straßenmob*). Tous ces termes servaient à dénoncer la passivité bienveillante de la population spectatrice des violences racistes de Grevesmühlen à Gollwitz en passant par Dolgendorf<sup>664</sup>, Rostock Lichterhagen, Mölln et Hoyerswerda<sup>665</sup>. Dans leurs textes, deux motifs d'incrimination à l'égard de la gauche allemande étaient récurrents. Le premier s'adressait d'abord à la gauche *antifa* traditionnelle, à laquelle était reprochée la complaisance à l'égard des actes

<sup>662</sup> Als wir (selbstorganisierte MigrantInnen aus Berlin, Bonn, Frankfurt, Freiburg, Hamburg, Nürnberg, München und Oldenburg), in Linksdeutsche Burschenschaftenn cf. Café Morgenland, 30.11.1998

<sup>663</sup> In „Deutsche Linke: das Klonen geht weiter“ in Café Morgenland, 04.1998. [www.cafemorgenlandnet/archiv/1998/1998\\_04\\_00\\_Deutsche%Linke.htm](http://www.cafemorgenlandnet/archiv/1998/1998_04_00_Deutsche%Linke.htm) [consulté le 12.12.2011]

<sup>664</sup> Village du Brandebourg où les habitants furent soupçonnés d'avoir engagé des néonazis pour incendier un foyer de demandeurs d'asile.

<sup>665</sup> En 1991, des membres de la population locale avait physiquement protégé les néonazis qui incendiaient des foyers pour demandeurs d'asile, de la répression policière. On a ainsi parlé de « pogromes » dans les milieux de gauche, terme fortement marqué par l'expérience des Juifs, en Russie à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, puis lors de la seconde guerre mondiale.

racistes, la tendance à les justifier par les conditions sociales auxquelles étaient soumis les *Täter* et la tendance subséquente à faire de ces *Täter*, des *Opfer* de l'injustice des conditions sociales. En participant aux « expéditions punitives » de Grevesmühlen notamment, en adoptant un vocabulaire très offensif, ces acteurs étendaient à la fois le statut de *Täter* à l'ensemble de la population allemande, y compris les groupes *antifa* allemands, tout en rompant eux-mêmes clairement avec le statut, ou le comportement de victime, victime de racisme, qu'ils accusaient la gauche allemande de projeter sur eux.

Au fil des textes du *Café Morgenland*, le second reproche finit par s'adresser aux acteurs de la gauche *antideutsch* de laquelle ils s'étaient rapprochés dans la seconde moitié des années 1990, notamment à travers des actions comme celles de Grevesmühlen, qui s'ensuivit d'autres expéditions punitives à Dogendbrodt, Gollwitz en 1998 notamment. A ces derniers, ils reprochaient le « paternalisme » et refusaient de leur servir de surface de « projection »<sup>666</sup>.

Le procédé d'énonciation adopté par ce groupe de la gauche immigrée conduisait à faire de « la gauche allemande », un interlocuteur unique, unifié dans une altérité générale. Ce procédé lui-même entraînait paradoxalement en écho avec ceux que la gauche *antideutsch* mettait en œuvre. De manière moins explicite mais pourtant omniprésente, l'altérité de la gauche *antideutsch* était également formée par un tout indifférencié : le plus souvent en effet, lorsque il était question de « gauche allemande », c'était précisément pour situer celle-ci dans l'« altérité », à distance de la gauche *antideutsch*, alors même que d'une certaine façon, elle parlait d'elle-même. A certains égards, tout se passe comme si les acteurs de la gauche *antideutsch* avaient assimilé ce « nous » de la gauche immigrée, s'étaient approprié leur plus grande facilité à s'extraire du collectif allemand, afin de recréer une altérité au sein de celui-ci. Cela rejoignait également la position autoréflexive qu'adoptaient ces militants, une position de « recul interne », commune au Lupus groupe, à la gauche migrante et à ceux qui présentaient cette sensibilité à la matrice antinationale.

<sup>666</sup> In „Deutsche Linke: das Klonen geht weiter“ in Café Morgenland, 04.1998. [www.cafemorgenland.net/archiv/1998/1998\\_04\\_00\\_Deutsche%Linke.htm](http://www.cafemorgenland.net/archiv/1998/1998_04_00_Deutsche%Linke.htm) [consulté le 15.11.2011]

Pourtant lorsque le reproche de la gauche immigrée se tournait contre la gauche *antideutsch*, c'était pour souligner ses contradictions, notamment pour montrer que cette gauche était composée essentiellement d'hommes blancs, qui n'avaient que très peu avoir avec leur propre vécu d'immigrés et qui reproduisaient par ailleurs des comportements non seulement racistes (nous y reviendrons) mais aussi sexistes.

« Lorsqu'un porte- parole des *Antideutschen* annonçait haut et fort que si le haut- parleur ne fonctionnait pas, un homme devait tenir le discours, "car les femmes n'ont pas de voix assez forte" (jusqu'alors on connaissait l'autre variante: "les femmes qui braillent") personne ne protesta<sup>667</sup> »

Ainsi la gauche *antideutsch* reproduisait l'un des écueils essentiels de la gauche autonome. En 1995, lors de l'*Autonomie Kongress* réunissant 2000 personnes, les femmes, lesbiennes et immigrés étaient à peine représentés.

Toute la complexité de ces rapports – composés d'emprunts, de transferts comme de rejets – peut ainsi de nouveau être saisie à travers les trois topoi mis en évidence dans le chapitre VI : la prévalence du cadre bourreau/victime sur celui de dominés/dominants, l'accusation de « projection » privant l'adversaire de la responsabilité politique de son acte en l'analysant comme animé d'un mobile psychologique, et enfin le rapport complexe entre singularité allemande et universalité, ici de l'antiracisme.

## II. L'évolution de la scène de gauche radicale dans les nouveaux *Länder* : l'exemple de Leipzig (1996-1999)

---

<sup>667</sup> „Als ein Sprecher der Antideutschen lautstark verkündete, daß wenn der Lautsprecher nicht funktioniert ein Mann den Redebeitrag halten muß, „weil Frauen keine laute Stimme haben“ (bisher kannten wir die andere Variante: „kreischende Weiber“), wurde kein Protest erhoben.“ In Café Morgenland, 04.1998

[www.cafemorgenland.net/archiv/1998/1998\\_04\\_00\\_Deutsche%Linke.htm](http://www.cafemorgenland.net/archiv/1998/1998_04_00_Deutsche%Linke.htm), [consulté le 15.11.2011]

[consulté le

Dans les nouveaux *Länder* les violences racistes commises par des néonazis et groupes skinheads connurent une ampleur dont les *Länder* de l'Ouest ne firent jamais l'expérience. En effet, de véritables fronts se formèrent dans plusieurs villes de l'Est entre les squats et les *Jugendclubs* d'un côté, et les néonazis et skinheads de l'autre et les affrontements violents se poursuivirent sur plusieurs années après 1990. Des rixes hebdomadaires avaient ainsi lieu dans des villes comme Leipzig ou Dresde.

La scène *antifa* se développa vite dès la chute du mur, dans certains groupes d'opposition, puis dans des groupes de militants plus jeunes, politisés après 1990. A Leipzig, les groupes autonomes *antifa* se multiplièrent. Le *Conne Island*, un centre culturel alternatif était l'un de leurs repères. Parmi les groupes *antifa*, celui qui prit le plus d'importance dans la seconde moitié des années 1990 était le *Bündnis gegen Rechts* (BgR), fondé en 1996. Le BgR résultait d'une alliance politique en 1996 réunissant avant tout des groupes *antifa* autonomes est-allemands mais aussi des groupes de la société civile, ou des membres du PDS, pour lutter contre l'augmentation des violences néonazies. En novembre 1996, ces acteurs s'étaient réunis pour manifester à Wurzen, petite ville voisine de Leipzig, où la scène néonazie prospérait et dominait la vie locale en 1996 où 6.000 militants *antifa* participèrent<sup>668</sup>. Le BgR organisait des manifestations *antifa*, des campagnes contre le travail social avec les néonazis, des congrès *antifa*. Ils avaient mené des opérations contre la scène néonazie, avaient envisagé la collaboration avec la police « pour des raisons pragmatiques » de défense des immigrés.

---

<sup>668</sup> Nadir, Selbstdarstellung Bündnis gegen rechts, [www.nadir.org/nadir/initiativ/bgr/pages/intr\\_ger.htm](http://www.nadir.org/nadir/initiativ/bgr/pages/intr_ger.htm) [consulté le 15.11.2011]

## 1. La relève des générations à l'Est

En 1998, le *telegraph*, héritier des *Umweltblätter*<sup>669</sup> et de l'*AntifaInfoblatt* de la *Kirche von Unten* (cf. Chapitre II) de la gauche de l'opposition est-allemande, publiait un entretien paraissait avec le BgR:

« **Bündnis gegen Rechts**: on voit d'abord le fossé entre l'Est et l'Ouest à l'existence d'une subkultur bien plus ouvertement raciste à l'Est qu'à l'Ouest [...], à ce que la population à l'Est, au regard des vertus allemandes secondaires, est en fait bien plus allemande que la population à l'Ouest. Le provincialisme et le teutonisme sont à l'Est plus ouverts qu'à l'Ouest [...] il n'y a pour ainsi dire pas de spectre libéral, [à l'Est] qui pourrait représenter une zone tampon et il n'y a ici que peu d'immigré(e)s. [...]

**telegraph**: il n'y a pas d'alternative aux modèles *antifa* de la gauche de l'Ouest?

**BgR**: il n'y en a pas. [...]

**telegraph**: puisque les conditions diffèrent grandement à l'Est et à l'Ouest, la politique *antifa* ne pourrait-elle pas être différente ici?

**BgR**: [...] la politique *antifa* à l'Est reprend – et cela est fondé – des modèles de la scène *antifa* de la gauche de l'Ouest. Je ne vois absolument aucune spécificité est-allemande dans la scène *antifa*, quant à la symbolique, aux moyens et à l'identité politique, c'est ici exactement aussi hétérogène qu'à l'Ouest. Avec la différence, qu'à l'Est le mouvement de gauche n'a pas d'histoire.<sup>670</sup> »

<sup>669</sup> Malgré des divergences entre les anciens rédacteurs des *Umweltblätter* et des acteurs de la *Umweltbibliothek*

<sup>670</sup> „**Bündnis gegen Rechts**: Das Gefälle zwischen Ost und West zeigt sich zum einen erst einmal darin, dass es im Osten eine viel offenerere rassistische Subkultur gibt [...], dass die Bevölkerung im Osten, was die so genannten deutschen Sekundärtugenden betrifft, tatsächlich deutscher ist, als die Bevölkerung im Westen deutsch ist. Die Provinzialität und die Deutschtümelei ist im Osten um einiges offener, als man es im Westen findet [...]. Es gibt so gut wie kein liberales Spektrum, das einen Puffer darstellen könnten und es gibt hier kaum MigrantInnen. [...]

**telegraph**: Zu den *Antifamodellen* der West-Linken gibt es keine Alternative?

**BgR**: Es gibt dazu keine Alternative.[...]

**telegraph**: Wenn sich die Bedingungen im Osten von denen im Westen so sehr unterscheiden, was muss dann hier an *Antifapolitik* anders laufen?

**BgR**: [...]Die *Antifapolitik*, die es im Osten gibt, ist – berechtigterweise - von Modellen der West-Linke-*Antifaszene* übernommen. [...] Eine Ost Spezifik in der *Antifaszene* sehe ich überhaupt nicht, was die Symbolik, die Politikmittel und das Politikverständnis betrifft, ist es hier genauso heterogen wie im Westen; Mit dem Unterschied, dass es eine bewegungslinke

Extrait d'entretien paru dans la revue est-allemande *telegraph* au premier trimestre 1998

Les jeunes interviewés du BgR avaient adopté un vocabulaire estampillé *antifa antideutsch*. Selon eux, « la population était encore plus allemande qu'à l'Ouest », c'est-à-dire présentait encore plus qu'à l'Ouest les « vertus secondaires » associées au mot « allemand » (ordre, discipline, sécurité etc.). La « spécificité » et le « teutonisme » est-allemands étaient, disaient-ils, encore plus marqués à l'Est, notamment à cause de l'absence d'un « espace public libéral ». Ces jeunes militants *antifa* est-allemands avaient adopté une rhétorique *antideutsch*, redoublée dans le contexte est-allemand, d'une dimension supplémentaire de rejet de l'environnement immédiat de l'Allemagne de l'Est. Au provincialisme » est-allemand, s'opposait le « spectre libéral », implicitement lié à la valorisation de la démocratie libérale occidentale.

Tout cela participait sans aucun doute d'une manière de discréditer tout l'héritage politico culturel de RDA, y compris celui de la gauche de l'opposition est-allemande. Ainsi peut-on interpréter comme un affront le fait que les jeunes interviewés du BgR nient face aux rédacteurs de l'ancienne publication de la gauche de l'opposition est-allemande, *telegraph*, l'existence de toute « *Bewegungslinke* », c'est-à-dire de tout mouvement de gauche, en RDA. L'ambiguïté du terme de « *Bewegungslinke* », propre au contexte des démocraties libérales et qui pouvait, par son anachronisme, ne pas s'appliquer à la situation spécifique de l'opposition en RDA, ne peut tromper cependant sur l'intention blessante de ces jeunes interviewés à l'égard de leurs aînés. Avec une désinvolture affichée, ils affirmaient et réaffirmaient dans cet entretien, adopter les structures et la politique *antifa* ouest-allemande. Ils portaient ainsi le discrédit sur l'expérience de la gauche oppositionnelle : de cette expérience, seul l'échec était resté dans les mémoires. En outre, ils faisaient fi de tous les reproches « d'impérialisme » ouest-allemand que les acteurs de la gauche est-allemande avaient adressé à leurs collègues de l'Ouest (cf. Chapitre III et IV).

Dans l'entretien affleuraient très clairement les tensions entre deux générations militantes est-allemandes, qui n'avaient pas connu le même

---

Geschichte im Osten nicht gab.“ Provinzialität und Deutschtümelei sind im Osten offenerer. *Telegraph* 1.1998, p 61 et s.

contexte de politisation. Pour les aînés, politisés dans l'opposition avant la chute du mur, l'absence manifeste de scrupules des cadets, politisés après 1990, à reprendre les structures et l'orientation politique définies par la gauche *antifa* ouest-allemande, suscitait manifestement le dépit. La rédaction est-allemande de *telegraph* demeurait en 1998 composée en grande partie d'anciens opposants – issus du milieu punk, des mouvements de démocratie à la base, d'écologie, en bref, représentant la gauche de l'ancienne opposition est-allemande – attachés, au-delà de leurs différences, à leur expérience d'opposants est-allemands. Ils prônaient au fil des textes qu'ils publiaient les principes qu'ils en avaient tirés : le principe de liberté politique, l'hostilité à toute forme de hiérarchie et les principes de démocratie directe, la haine du « stalinisme ». Ailleurs dans l'entretien, le journaliste critiquait d'une part la collaboration des groupes *antifa* de la gauche ouest-allemande avec la police<sup>671</sup>, et d'autre part l'insuffisante attention aux conditions sociales dans lesquelles prospérait la scène néonazie dans les nouveaux *Länder*. L'entretien était précédé d'un article très critique consacré à l'AA/BO, à ses structures « autoritaires » et aux références « staliniennes » de l'organisation antifasciste dominée dans sa structure hiérarchique et dans son orientation par les groupes de la gauche ouest-allemande.

## 2. Étude de cas : le *Conne Island*

Nous proposons ici une étude de cas de l'un de ces lieux clé de la scène *antifa* est-allemande, devenu à partir du milieu des années 1990 un haut lieu de la lutte *antifa antideutsch* est-allemande, où s'est déployée une véritable *Subkultur* assurant son rayonnement régional et même fédéral : le *Conne Island* de Leipzig. C'est à deux titres en particulier que ce lieu retiendra notre attention : d'une part pour l'articulation entre *Subkultur* et politique, d'autre part pour sa situation géographique à Leipzig, dans un milieu de gauche radicale est-allemand, très marqué pourtant par le phénomène *antideutsch*. Comment cette *Subkultur* se caractérisait-elle ? En quoi l'élément *antideutsch* la distinguait des autres *Subkultur* de gauche ?

---

<sup>671</sup> Ibid. Article de *telegraph*, 7.8.1993, AA- beh – Null, *Deutsche „Autonome“ Antifa's greifen nach den Sternen*





**Figure 7 :** Site du Conne Island, Leipzig<sup>672</sup>.

C'est dans un quartier excentré de Connewitz, dans la capitale de Saxe que se trouve le *Conne island* (le nom est un jeu de mots jetant un pont entre le quartier de Leipzig et la péninsule éponyme de Brooklyn, « Coney Island »). Sur une route tranquille et presque désertée, s'ouvre un sentier donnant sur un corps de bâtiments délabrés, couverts et recouverts de graffitis. Au centre, la grande cour fait à la fois office de terrasse de café et d'aire de jeu. Sur une grande piste de skateboard, des adolescents font bruyamment rouler leur planche. Au rez-de-chaussée du bâtiment principal, se trouve le café dont l'esthétique savamment négligée – avec son mobilier dépareillé et ses peintures murales altérées — tient à la fois du squat et du café de quartier<sup>673</sup>. Certains jours de la semaine y sont organisés des „Vokü“ (contraction de „Volxküche“) végétaliennes – la tradition de la *Volxküche*<sup>674</sup> date du développement de la scène alternative et squat en RFA dans les années 1980. Il s'agit de cuisiner en groupe et en grande quantité, souvent des plats végétariens ou végétaliens et de les faire partager pour un prix modique (en général pour le prix de revient), à qui veut. Ce rendez-vous a lieu une à plusieurs fois par semaine, selon les lieux de la scène – squats, colocations, bistrotts autogérés et autres collectifs du genre. A l'étage, dans la grande salle de réception, tout aussi délabrée mais bien fonctionnelle, se sont produits beaucoup de groupes de metal (Godflesh, neurosis), de techno (Jeff Mills), de punk (NOFX) de hip hop, ainsi que des dj (Felix da housecat), dont la majorité étaient nord-américains ou anglais. Dans les quelques bureaux enfumés du niveau supérieur, est autogéré ce lieu de vie alternatif, centre pour la jeunesse et salle de concert tout à la fois, où beaucoup

<sup>672</sup> Photo du site [www.conne-Island.de](http://www.conne-Island.de), Koburgerstr. 3 Leipzig. [consulté le 15.10.2011]

<sup>673</sup> Mais beaucoup de bars, notamment berlinois, se sont inspirés de cette esthétique de squat.

<sup>674</sup> L'orthographe propre de „Volx“ plutôt que „Volk“, vient d'une attitude antinationale et correspond à une réappropriation du terme dans la scène.

passent du temps, en bavardant, préparant la cuisine, lisant etc. Sous les toits enfin, la salle d'archives est ouverte au public quelques heures par semaine. Les archives du lieu, rassemblent essentiellement des publications de la presse alternative et le *KlaroFix*, fanzine local publié par les tenanciers du lieu de 1994 à 2007 dont les numéros sont recouverts de toiles d'araignée. Voilà le *Conne Island* à l'été 2010, son état autorise à penser qu'il n'a pas subi de rénovation majeure depuis sa création en 1991 (mise à part peut-être l'installation de la piste de skate).

C'est d'abord dans le cadre de la vague « squat », d'occupation de bâtiments laissés vacants qui commença avant même la chute du mur, qu'il faut resituer l'occupation de la « cave de Moscou », nom de cet endroit autrefois occupé par les Jeunesses Hitlériennes<sup>675</sup>. Les fondateurs du lieu étaient issus de la scène de « contre culture » et d'opposition de Leipzig mais si l'on en croit les récits rétrospectifs, rassemblés dans le recueil *Haare auf Krawall*, ils se tenaient à distance de la plupart des groupes de l'opposition est-allemande<sup>676</sup>. Issus de milieux alternatifs, punk<sup>677</sup>, ou groupes de squatteurs (un mouvement squat avait eu lieu dans les années 1970 en RDA), certains de ces acteurs se présentaient dix années après la Réunification comme ayant finalement forgé leur concept de *Subkultur* en RDA, en animant une scène de contre culture où ils faisaient venir des groupes de musique protestataires, notamment de l'Ouest. C'est dans ce contexte que des militants *antifa*, des squatteurs, des alternatifs, des étudiants et membres du mouvement écologiste se retrouvèrent pour fonder le projet CI à l'automne 1989, tandis que la scène alternative et de contre culture de Connewitz était déjà bien dynamique.

Après la Réunification, la vague *antifa* déferla sur les nouveaux *Länder*. A Leipzig fut fondé le café ZORO, où se tenaient des assemblées plénières *antifa* hebdomadaires. En règle générale les confrontations physiques avec les

---

<sup>675</sup> De 1938 à 1945, le bâtiment servit de foyer pour la *Hitlerjugend*.

Brochure Jugend-Kulturzentrum Conne Island, (2006) : „15 Jahre Conne Island“ in *Conne Island Reader* (Leipzig.): „Bereits Mitte der Sechziger entwickelte sich in der Zone eine *subkulturelle*, teilweise politisierte Szene, die sich nicht nur gegen miese Stasi- und Ostbullenschweine, sondern genauso gegen die spießige Alltagskultur im deutschen Staatsozialismus behaupten musste.“

<sup>677</sup> Groupe Wutanfall, ou l'Attentat, l'un des rares groupes punks de RDA dans les années 1980, avec disques officiels 'made in GDR'.

néonazis y étaient préparées. A la lecture de la brochure consacrée à sa fondation en 1991<sup>678</sup>, les fondateurs ancrèrent celle-ci dans la « nécessité » du combat *antifa*, le CI était un « centre de gauche et *antifa* ». Le CI est devenu en effet symboliquement au demeurant un bastion de résistance dans une région où la scène néonazie était particulièrement active et développée. La menace de l'extrême droite était bien réelle et était de l'ordre du quotidien dans les années 1990 – elle ne connut de recul véritable qu'avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Schröder. C'est sur elle que se fixait le point d'ancrage symbolique sur lequel la construction rétrospective du lieu s'appuyait. Lutter contre le « consensus raciste », « qui se retrouve dans toutes les couches de la communauté allemande, fut très vite synonyme du projet Conne Island<sup>679</sup> ». Mais le « Connie » était également un *Freiraum*, celui d'une intervention subculturelle<sup>680</sup>. Il est rapidement devenu après la réunification un lieu phare de la scène de Leipzig : Au-delà des réunions *antifa*, beaucoup de concerts et discussions y ont été organisés, les textes produits par les membres de l'*Infoladen*, qui lui est attaché, et de la page internet lui assurent par ailleurs depuis 1994 une renommée fédérale. Tandis que le CEE IEH, le *Conne Island Newsflyer*, mensuel paraissant également depuis 1994 assure le rayonnement local du lieu par la publication de son programme culturel et des articles ou forums sur l'actualité politique locale. Dans la *Lesebude*, des ordinateurs furent mis à disposition des visiteurs dès 1995. L'accès à Internet y fut très rapidement installé, si bien que le Connie fut le lieu d'expérimentation de techniques avant-gardistes pour l'époque, notamment le stockage et l'accès à des articles de la presse alternative archivés dans un *dataspace*. L'essentiel des financements du *Connie* provenaient de dons privés. Ancré localement, le lieu s'intégra rapidement par ailleurs à des réseaux fédéraux, en devenant également partenaire de distribution de la maison d'édition de gauche radicale, ID

---

<sup>678</sup> Cf. „15 Jahre Conne Island“ (2006). in *Conne Island Reader*, Leipzig, Jugend-Kulturzentrum Conne Island

<sup>679</sup> „der sich durch alle Schichten der deutschen Gemeinschaft zog, wirkten schnell als Synonym für das Projekt Conne Island“ in „15 Jahre Conne Island“ (2006). in *Conne Island Reader*, Leipzig, Jugend-Kulturzentrum Conne Island

<sup>680</sup> „einer kulturellen Intervention durch das Modell Subkultur“

Verlag<sup>681</sup>, de Berlin et distribuait aussi certaines publications de la gauche subculturelle et *antideutsch* : notamment *die Beute, Fachzeitschrift für Politik und Verbrechen*, apparue après la tournée *Etwas Besseres als die Nation*, et dont l'ambition était de reserrer les liens entre gauche radicale et artistes et musiciens de la *Subkultur*.

Choisir de se pencher plus attentivement sur ce lieu de *Conne Island*, ne signifie pas pour autant en faire une incarnation de la « scène » de gauche radicale. Ce lieu avait en effet des caractéristiques propres – son orientation culturelle, sa situation géographique –, et il serait erroné de réduire la scène de gauche radicale à un milieu de *Subkultur*<sup>682</sup>. Toutefois, nous le considérerons comme l'un des nœuds de la scène, où se côtoyaient et débattaient les acteurs d'un milieu, où ils échangeaient idées politiques et culture musicale, où les idéaux se confrontaient au quotidien, et où se forgeaient des codes vestimentaires, des modes de vie, des comportements. Aussi dans ce lieu plus immédiatement que dans la presse alternative, dans les rencontres politiques fédérales ou les débats conférence, ces codes appartenant à ce que la recherche sur les mouvements sociaux identifie généralement comme *Lifestyle* avaient probablement une importance déterminante dans la reconnaissance respective des membres, du « nous » de la scène. Mais, ce lieu fut et demeure fréquenté par des personnes de « l'extérieur » de la scène, visiteurs non forcément politisés, attirés par un concert ou une manifestation, ou tout simplement par le décor ou la cafétéria. Ainsi ce lieu peut se définir à la fois comme ciment de la scène et comme interface avec son extérieur.

### 3. *Subkultur et matrice antideutsch*

La tournée *Etwas Besseres als die Nation* (cf. Chapitre IV) avait été placée à la fois sous le signe de la *Poplinke* et de la matrice antinationale ou

---

<sup>681</sup>Présentation rétrospective du projet berlinois, dans la Mehringhof : <http://www.idverlag.com/artikel.php?artikelID=8> [consulté le 15.10.2011]

<sup>682</sup> Selon la définition proposée en introduction de ce travail et qui se tient à l'écart de celles qui ont cours dans la recherche sur les mouvements sociaux (notamment les définitions de Rucht, D. et de Haunss, S. (2004). *Identität in Bewegung: Prozesse kollektiver Identität bei den Autonomen und in der Schwulenbewegung*. Wiesbaden.

*antideutsch*. Sous la forme de ce slogan, elle devenait le marqueur d'une *Jugendkultur*. « Tout comme pour la politique *antifa*, il y a eu aussi pour le *Conne island*, une radicalisation *antideutsch*. Rien que les pratiques quotidiennes du lieu, du moins les représentations punk de l'ordre et de la hiérarchie contredisaient les Allemands ordinaires<sup>683</sup> » La germanité s'exprimait ici dans les « vertus secondaires » (*Sekundärtugenden*) associées à l'Allemagne. Ces vertus auraient pu être qualifiées de « valeurs bourgeoises » dans d'autres contextes (ou même à l'époque du romantisme allemand), de « valeurs petites-bourgeoises » pour les rédacteurs ouest-allemands du *junge Welt* à l'adresse de leurs collègues est-allemands (cf Chapitre VI) : il s'agissait de la discipline, de l'ordre, de la hiérarchie auxquelles on opposait la « punkitude », mais aussi du parlementarisme ou de la *Realpolitik* étrangers à la scène alternative. Au regard de l'habitus et de la *Jugendkultur antideutsch*, la « nation » n'était pas « pop ».

Au *Conne Island*, face à l'héritage délicat de la contre culture est-allemande, dont les acteurs se réclamaient plus prudemment, c'est davantage dans cette culture occidentale que les acteurs semblaient puiser les éléments de leur opposition à l'environnement immédiat : le « provincialisme est-allemand »<sup>684</sup>. Mais à la différence de la tournée EBN, où les groupes de musique ouest-allemands étaient majoritairement représentés, le CI développa des orientations musicales plus transnationales, ou plus précisément, occidentales :

« Au Conne Island, on misait sur la défense d'un contexte, qui ne retirait pas aux subkultures leurs conséquences civilisatrices. Avec le Hip-Hop, le DU, le Reggae, le Punk, HC, Ska etc le Conne Island offrait la large palette universelle du développement de la culture occidentale. Tant la situation privilégiée de la métropole que la puissante scène antifasciste, qui n'existaient pas séparément des centres popculturels, mais au contraire contribuait à définir les critères d'accès, le fait que Leipzig aujourd'hui s'approche du

---

<sup>683</sup> „Wie für die Antifa folgt auch für das Conne Island daraus eine antideutsche Radikalisierung. Schon die alltägliche Ladenpraxis, zumindest die eher punkigen Ordnungs- und Hierarchievorstellungen widersprachen den gängigen Deutschen“ „15 Jahre Conne Island“ (2006). in *Conne Island Reader*, Leipzig, Jugend-Kulturzentrum Conne Island, op.cit.

<sup>684</sup> „15 Jahre Conne Island“ (2006). in *Conne Island Reader*, Leipzig, Jugend-Kulturzentrum Conne Island, op.cit.

standard normal de la culture occidentale de métropole, c'est aussi un résultat de cette stratégie<sup>685</sup>. »

Le développement d'un rapport positif à la pop anglo-américaine et « à la large et universelle palette de la culture occidentale » dans le cadre d'une *Subkultur* : voilà une proposition riche de contradictions. L'emploi presque équivalent voire synonymique des termes « universel » et « occidental », reproduisant ainsi le discours dominant du capitalisme occidental, la valorisation du fait que Leipzig soit devenue une métropole culturelle correspondant aux « standards occidentaux » : ces déclarations ne correspondent pas précisément au propre d'une *Subkultur* de la gauche radicale. Celle-ci se distinguerait davantage par l'idée d'une culture en marge de la « culture dominante » ou « culture de masse », habitée par des valeurs culturelles et politiques souvent marquées par la critique de la « culture dominante » comme marchandise, de l'idée d'une capitalisation de tous les rapports y compris les rapports situés hors de la sphère des échanges<sup>686</sup>. La *Subkultur* est elle-même souvent ambivalente, puisqu'elle se déploie dans la marginalité d'une scène isolée tout en prétendant parfois soit à l'élitisme, soit à se profiler comme une *Jugendkultur* propre à séduire le plus grand nombre par des codes vestimentaires et des références musicales, des *lifestyles*. Le CI jouait manifestement des ambiguïtés inhérentes à la *Subkultur*, en valorisant le lieu comme une interface entre activisme politique et habitus culturel.

Le *Conne* se présentait comme un îlot de culture pop dans un environnement provincial, un îlot animé d'une culture qualifiée par les acteurs de « cosmopolite », comportant une portée critique de la culture provinciale et nationale. Le terme « cosmopolite » – terme vieilli en allemand également –

---

<sup>685</sup> „Im Conne Island wurde [...] auf die Verteidigung eines Kontexts gesetzt, der Subkulturen nicht ihre zivilisierenden Wirkungen nimmt. Mit Hip-Hop, DUB, Reggae, Punk, HC, Ska, etc. bot das Conne Island die breite und universale Palette der westlichen Kulturentwicklung an. Gegen Vereinnahmung schützte sowohl die privilegierte Situation der Metropole und eine schlagkräftige antifaschistische Szene, die nicht abgekoppelt von den popkulturellen Zentren existierte, sondern die Zugangskriterien immer mitbestimmte. Daß Leipzig heute an den normalen Standard westlicher Metropolenkultur herankommt, ist auch ein Ergebnis dieser Strategie.“ in Jugend-Kulturzentrum Conne Island, (2006) 15 Jahre Conne Island,” in *Conne Island Reader*, Leipzig. Op.cit.

<sup>686</sup> Le thème de la consommation était très présent dans les Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS) des années 1970, et le resta dans d'autres mouvements sociaux contemporains. La crise du *Modell Deutschland* et de la sociale démocratie et de l'État providence était également l'un des thèmes de prédilection des NMS.

était tout à fait intégré dans le vocabulaire des acteurs, son usage et sa signification n'étaient guère problématisés ou discutés dans les sources consultées. On l'associe au Juif « cosmopolite et sans racine » s'opposant à la « pureté de la race », à la « communauté du peuple ». Ces acteurs préféraient donc aux termes « international » ou encore « transnational », celui de cosmopolite, qui ne contenait plus aucune référence à la nation.

La matrice *antideutsch* et les inspirations ouest-allemandes permettaient aux acteurs du CI de mieux asseoir leur identité et faire leur place dans l'environnement local. Dans le camp de la culture *mainstream* ou dominante, était renvoyé non pas la culture de masse et la consommation, mais la culture « provinciale » est-allemande, et cela passait par la célébration de la culture occidentale, avant tout anglo-saxonne, subculturelle ou commerciale.

La seule critique de la culture comme marchandise que l'on trouve dans la brochure des quinze ans du lieu, était associée à la critique du nationalisme prêté aux citoyens est-allemands après l'effondrement du régime socialiste : « Les appels à une Allemagne unie, au libre accès à la consommation et à la société Ballermann [ndt : destination pour tourisme de masse] du sexe couvrirent rapidement les critiques originelles contre le régime de RDA<sup>687</sup> ». Au-delà de l'amertume d'une révolution qu'on leur aurait volée, et que l'on retrouve chez d'autres acteurs de l'ancienne opposition est-allemande (cf. *telegraph* Chapitre III), la dénonciation de la « Société du sexe » était fort répandue en 1989/90 dans les milieux est-allemands s'opposant à la Réunification, pas uniquement à gauche, puisque cette thématique avait été aussi l'un des chevaux de bataille de la droite radicale. Le sexe et le capitalisme étaient en quelque sorte rejetés dans le même ensemble, ce qui relevait davantage d'une culture autonome – combinant émancipation individuelle et ancrage dans la communauté locale (*Stadtteil*) – que d'une culture de Nouvelle gauche.<sup>688</sup> En effet, les ambivalences

---

<sup>687</sup> „Die Rufe nach einem einheitlichen Deutschland, dem freien Konsum und der Ballermann-Sex-Gesellschaft übertönten schnell die ursprünglichen kritischen Stimmen gegenüber dem DDR-Regime.“ in „15 Jahre Conne Island“ (2006). in *Conne Island Reader*, Leipzig, Jugend-Kulturzentrum Conne Island, op.cit.

<sup>688</sup> Dans la culture autonome, les sex shops semblaient entrer au même titre que les « flics » ou les médias dans la catégorie des « représentants de l'État et du pouvoir de l'État selon Schultze, T., Gross, A. (1997). *Die Autonomen, Ursprünge, Entwicklung und Profil der autonomen Bewegung*, Hamburg. p 60

de la Nouvelle gauche ouest-allemande s'étaient situées ailleurs par le passé : Avec la *Kommune 1* ou le magazine *konkret* (avant que Gremliza n'en devienne rédacteur en chef en 1974), la liberté sexuelle avait été célébrée, célébration non dénuée de contradictions (les photos de femmes posant nues sur la une n'étaient pas précisément le gage d'une libération sexuelle).

#### 4. La lecture de 1989/90 à l'Est, au prisme de la matrice *antideutsch*

A l'instar du *Bündnis gegen Rechts* de Leipzig, avec lequel les rapports étaient étroits, les acteurs du Conne Island (CI) avaient adopté cette rhétorique *antideutsch* et plaçaient également l'holocauste au cœur de leurs analyses : « Le fait que, au regard de l'holocauste – cette rupture civilisationnelle – il ne puisse pas y avoir d'Allemagne normale, devrait être tout-à-fait clair, au moins pour la gauche radicale<sup>689</sup> », pouvait-on ainsi lire dans une brochure réalisée par le CI à l'occasion du quinzième anniversaire du lieu en 2006. Mais là encore, le recours à ce prisme *antideutsch* ne servait pas seulement à appréhender la réalité de la scène néonazie dans les années 1990 et à fonder l'engagement *antifa*. « L'alliance [du monde] politique, des autorités et des mouvements citoyens », était également dénoncée qui tentaient de « dissimuler leurs propres insuffisances » lors des événements de 1989/90<sup>690</sup>. Ce prisme *antideutsch* présentait un autre enjeu : celui de rectifier le récit officiel de 1989/1990. La rhétorique *antideutsch* alimentait la contestation de l'interprétation de 1989 comme victoire de la révolution pacifique et de l'idée d'un *Aufbruch* démocratique. Cette interprétation de 1989 marquait en effet les commémorations officielles du dixième anniversaire de la révolution en 1999. La matrice *antideutsch* servait ici aussi, comme pour la gauche *antideutsch*

---

<sup>689</sup> „Daß es aber angesichts des Holocaust – dieses Zivilisationsbruchs – kein normales Deutschland geben kann, sollte allerdings zumindest in der radikalen Linken außer Frage stehen“ in *Die Radikale Linke und die „friedliche Revolution“, für Volk und Vaterland*

<sup>690</sup> „die eigenen Unzulänglichkeiten von '89 mit Selbstgefälligkeiten zu kaschieren oder sich einfach nur wichtig zu tun, So wird Geschichte gemacht und der Herbst 1999 ist ein guter Moment, dieses Kalkül nicht aufgehen zu lassen. Die Radikale Linke und die „friedliche Revolution“, Doppelte Opposition <http://www.conne-island.de/nf/58/24.html>, non daté, [consulté le 15.10.2011]



ouest-allemande, à condamner les manquements, les insuffisances, la mémoire sélective et finalement à s'ériger en garde fou de ce que les acteurs présentaient comme des dérives mémorielles. Pour ces acteurs est-allemands, la matrice *antideutsch* permettait de contester, après et à travers la condamnation *antideutsch* de la mémoire du National-socialisme en 1995, les dérives mémorielles de la mémoire de 1989/90.

Dans le récit rétrospectif qu'ils faisaient du lieu, la référence à 1989/90 – et au-delà, à leur propre politisation en RDA – était manifestement délicate. La filiation même avec les milieux de contre culture de RDA n'allait pas de soi pour tout le monde : d'un côté ces acteurs tenaient à réhabiliter leur propre engagement politique avant la chute du mur dans les milieux de la « contre culture » est-allemande : les fondateurs du lieu en étaient issus, il y avait des continuités structurelles à travers d'autres groupes ou lieux<sup>691</sup>. La revendication de leur politisation est-allemande, l'importance de l'ancrage local fournissaient un ferment de continuité à leur activité politique en Allemagne unifiée. Ainsi leur intention rejoignait-elle celle d'autres acteurs de l'opposition est-allemande qui souhaitaient réhabiliter l'opposition est-allemande en tant que telle et non en tant que fossoyeuse de la RDA et adjuvante du triomphe de la démocratie libérale et du capitalisme<sup>692</sup>.

D'un autre côté, l'affirmation de ce lien était délicate. A la différence de groupes de l'opposition comme la *Vereinigte Linke*, la rédaction de *telegraph* ou l'entourage de la *Umweltbibliothek*, dont certains des acteurs s'étaient montrés plus ouverts à des collaborations avec le PDS par exemple, le récit rétrospectif de ces acteurs qui avaient participé d'une contre culture de résistance en RDA, marquait une rupture plus radicale et plus rapide avec la révolution populaire. Dans la brochure célébrant les 15 ans du Conne Island, l'un des fondateurs du lieu raconte la distribution de tracts et d'affiches contre la Réunification lors des manifestations du lundi (« *Montagsdemos* »), en 1989/90. Le même auteur fait part de l'incompréhension réciproque avec les acteurs de la VL (Klein),

---

<sup>691</sup> Comme le café ZORO qui avait fait office en quelque sorte de lieu intermédiaire d'où était ensuite parti l'engagement *antifa* dès 1990.

<sup>692</sup> Cf. Rüddenklau, W. (2002). op.cit.

"du cercle de la cave de Moscou dans le cadre de la *Wende* on se décida à l'automne, comme seul et unique groupe de Leipzig d'aller à l'encontre de la populace anticomuniste – *völkisch/nationaliste* et raciste, qui dominait de plus en plus les manifestations du lundi, comme 'contre manifestation'<sup>693</sup> »

La fondation du CI fut elle aussi ancrée dans la contre manifestation, le contre courant à la « *populace anticomuniste-völkisch/nationaliste et raciste* », ce qui donnait une cohérence à leur propre expérience politique par delà le bouleversement de 1989/90. : « En fait quiconque ayant un minimum de bon sens ne peut pas, en observant les prolos est-allemands, imaginer qu'ils aient pu former il y a 10 ans, l'avant garde d'un changement politique progressiste<sup>694</sup> ».

### III. Conclusion

Le discours *antideutsch* faisait aussi l'objet d'une réappropriation par ces groupes de la gauche immigrée et *antifa* de l'antifascisme militant. Avec Grevesmühlen, les idées *antideutsch*, jusqu'alors restées avant tout confinées à la presse alternative, faisaient leur entrée dans les pratiques *antifa* et créaient une division durable du domaine et des pratiques. Ceux qui souhaitaient rester fidèles à l'antifascisme traditionnel et historique continuaient de cibler leur lutte contre la scène néonazie tandis que les activistes inspirés du phénomène *antideutsch* souhaitaient dilater la cible des pratiques *antifa* à l'ensemble de la population.

Les signataires de l'appel de Grevesmühlen introduisaient, dans la lutte *antifa* minée par les contradictions et les impasses organisationnelles, discréditée par des références historiques dépassées, un renouvellement des

---

<sup>693</sup> „Aus dem Kreis des Moskauer Kellers heraus entstanden 1989 eigene Aktivitäten innerhalb der Wendeentwicklungen. Man entschloß sich im Herbst als einzige Gruppe in Leipzig dem antikomunistisch-völkisch/nationalistischen und rassistischen Mob, der zunehmend die Montagsdemonstrationen beherrschte, als ‚Gegendemonstration‘ entgegenzulaufen.“ In Brochure Jugend-Kulturzentrum Conne Island (2006). „15 Jahre Conne Island“ in Conne Island Reader, Leipzig

<sup>694</sup> „Eigentlich sollte, wer einigermaßen bei Verstand ist, bei der Beobachtung der ostdeutschen Prolls kaum auf die Idee kommen, daß die vor 10 Jahren die Avantgarde einer progressiven politischen Veränderung gewesen sein sollen.“ Ibid.

pratiques. Ils affirmaient l'ambition d'une lutte plus totalisante, où *antifa* ne signifiait pas uniquement « antinazi » et « antipolice » mais également « anti-majorité » et « anti Allemagne ». Lorsque les acteurs de l'appel de Grevesmühlen, ou les militants *antifa* inspirés du phénomène *antideutsch*, parlaient de « *deutsche Zustände* », c'est-à-dire de « conditions ou structures allemandes », ils parlaient non pas de structures socio-économiques dont les néonazis auraient été le produit, ou le symptôme de dysfonctionnement, mais des structures culturelles concernant l'ensemble de la société, structures qu'ils accusaient les autres militants *antifa* d'évacuer dans leur analyse. Tous étaient pourtant des « *Täter* », disaient-ils et non seulement les néonazis, auteurs des actes de violence. Une fois encore le discours *antideutsch* forçait la gauche radicale, ici la gauche *antifa*, à l'examen autocritique.

La gauche immigrée formait une altérité pour la gauche allemande *antifa* et *antideutsch*. Un certain nombre de transferts et d'emprunts réciproques eurent ainsi lieu entre les deux groupes, tournant de nouveau autour des topoi définis en chapitre V – singularité allemande versus universalisme, inversion des cadres bourreaux/victimes et dominés/dominants et celui de la *projection*. Mais la gauche immigrante renvoyait également la gauche *antideutsch* à ses propres contradictions et à la concentration souvent exclusive de ses acteurs sur les problématiques allemandes, au fait qu'elle s'estimait avant tout comme un collectif allemand.

Le thème *antideutsch* connaissait une autre variation dans les nouveaux *Länder*, dans le milieu spécifique de la mobilisation *antifa*, où des générations plus jeunes, ayant pour la plupart été politisées après 1989/90, étaient à l'œuvre. Le conflit de générations entre celles-ci et leurs aînés, politisés dans l'opposition est-allemande passait manifestement par l'adhésion inconditionnelle à cette matrice *antideutsch*, pur produit d'importation de la gauche ouest-allemande, utilisée à la fois contre la génération de l'opposition est-allemande et contre l'héritage de la RDA. Tout se passe comme si la matrice *antideutsch*, avec son point de fuite sur la période 1933-1945 s'adaptait à une toute autre réalité : la réalité est-allemande où le « provincialisme » est –allemand semblait à ces acteurs le paroxysme de l'essence allemande. Non seulement la matrice *antideutsch* ne pouvait que « prendre » sur un terreau où la lutte contre les néonazis avait été particulièrement soutenue tout au long de la décennie 1990,

mais l'héritage de 1989 était l'objet d'un rejet absolu chez ces jeunes générations de la gauche radicale est-allemande. Dans ce contexte, la rhétorique *antination* reposait sur des ressorts singuliers et servait des démarcations multiples : à l'égard de l'Etat, du PDS, contre les différentes figures d'autorité. Elle servait aussi une démarcation générationnelle, vis-à-vis de l'ancienne opposition, contre laquelle elle faisait prévaloir les valeurs d'isolement, de *Subkultur*, alors que l'ancienne opposition avait subi plus que choisi l'isolement.

Les quelques projets que nous avons présentés dans ce chapitre formaient divers lieux de la scène de gauche radicale dans la seconde moitié des années 1990, dotés de temporalités propres : la fréquence des manifestations *antifa* rassemblant des militants de l'ensemble de l'Allemagne était quasi mensuelle dans la seconde moitié des années 1990 : des cars, souvent suivis par les fourgons de la police, menaient les militants dans divers lieux de manifestation, à l'Ouest mais surtout à l'Est. On avait ainsi à faire à l'un des vecteurs de l'unification de la scène de gauche radicale. Même dans leurs formes locales, les pratiques *antifa* à l'Est s'inspiraient des formes d'activisme développées à l'Ouest où les traditions étaient plus anciennes.

À l'inverse des autres projets évoqués au cours de cette étude, ces quelques exemples de la scène *antifa* représentaient une alliance réussie de cultures de protestation est- et ouest-allemandes. Or cette rencontre semblait pouvoir se réaliser sur un terrain : celui de la lutte *antifa*, porté par une génération politisée après 1990 à l'Est et l'Ouest, et dans l'épanouissement d'une Subculture voire d'une *Poplinke*. Force est de constater que la matrice *antideutsch*, dans son expression de *Jugendkultur* – avec ses références culturelles, avec son rejet de la culture *mainstream* comme culture dominante – fournissait paradoxalement le ferment d'une *unification de la scène de gauche radicale après 1990*. Elle ouvrait un espace commun, que les militants est-allemands investissaient toutefois d'un autre sens que leurs comilitants à l'Ouest, en se rebellant contre le provincialisme est-allemand « plus allemand que les Allemands ».

Dans ce contexte, la rupture de 1989/90 entrait en écho avec celle de 1945, bien plus présente pour les Allemands de l'Ouest que pour leurs collègues de l'Est.

Mais le CI multipliait les références à cette *Poplinke*, produit d'importation ouest-allemand. Et il comportait toute l'ambiguïté de cette *Poplinke* : au fait des dernières évolutions de la culture pop occidentale, il faisait le jeu du marché, contribuait à son fonctionnement, même s'il s'agissait souvent de musiques originairement contestataires, comme le *reggae* ou le *hip hop*. Le Connie était un lieu « à la page ». C'est bien la matrice *antideutsch* qui permettait la résolution de cette contradiction fondamentale d'un lieu de protestation diffusant la culture *mainstream* occidentale. Même si cette contradiction fondamentale menace tout milieu de Subculture politisé, ici elle était parfaitement et explicitement assumée. La dénonciation des ressorts de l'antiaméricanisme était si puissante qu'elle autorisait une adhésion peu critique à la culture commerciale, que les acteurs de la gauche anti-impérialiste avaient coutume de disqualifier comme « dominante ». Ainsi s'expliquait sans doute que la gauche autonome, dans la pièce de théâtre qui ouvre le chapitre avait choisi d'incarner cet avatar subculturel de la gauche *antideutsch* dans le personnage opportuniste et américanophile de *l'Innovator-make-the-world-go-round*.

Ainsi le phénomène *antideutsch* produisait bien des effets structurants et polarisants, qui s'étendirent dans les nouveaux *Länder* dans la seconde moitié des années 1990 : c'est en ce sens que l'on peut parler d'une forme d'unification de la scène de gauche radicale à l'Est et à l'Ouest. Le phénomène *antideutsch* contribuait à la structurer selon les mêmes axes et les mêmes polarisations à l'Est et à l'Ouest. Cela dit, le phénomène *antideutsch* se limitait surtout à une génération militante est-allemande plus jeune, politisée après 1990 et se servant de la rhétorique *antideutsch* comme d'une démarcation générationnelle. Pour les générations protestataires politisées en RDA au contraire, le conflit Est/Ouest demeurait un axe de polarisation important avec la gauche radicale ouest-allemande dans cette seconde moitié des années 1990. D'une certaine façon l'extension d'Ouest en Est de la ligne de faille séparant une gauche *antideutsch* et américanophile d'un côté et une gauche plus traditionnelle de l'autre, se présentait aussi comme une réarticulation symbolique du conflit Est/Ouest : entre une gauche est-allemande incarnant un provincialisme arriéré contre laquelle se construisait une gauche *antideutsch*. La réunification de la scène de gauche radicale se réalisait donc chez des acteurs est- et ouest-allemands

politisés après 1990, tandis que le conflit Est/Ouest demeurait présent jusqu'au bout de la période étudiée, chez les acteurs politisés avant 1990.

---

## Conclusion générale

---

« En Allemagne, à la différence d'autres pays, toute tentative de penser l'émancipation sociale de nouveau sous une forme nationale, ne peut qu'être de mauvais goût, répugnante <sup>695</sup> ». Cette observation de l'auteur du *Livre noir du capitalisme*, Robert Kurz, confirmait une constante depuis le National-socialisme: la pensée de gauche en Allemagne ne pouvait se dérober à la question de la nation. En 1990, avec l'effacement de la cicatrice du mur et la Réunification, la nation allemande était en quelque sorte triomphante. 1990 signifiait pour beaucoup d'acteurs de la gauche radicale ouest-allemande, mais aussi de la gauche de l'opposition est-allemande, la rupture avec le peuple. La Réunification en apportait la preuve : le peuple n'était plus du côté de la révolution ou de l'émancipation, il était définitivement du côté de la réaction et du nationalisme.

La « crise » de la gauche européenne consécutive à l'effondrement du communisme se doublait ainsi en Allemagne de cette dimension nationale : c'est au prisme de la nation allemande que furent révisés voire renversés après 1990 dans la scène de la gauche radicale ouest-allemande, la plupart des paradigmes hérités de la Nouvelle gauche depuis les années 1960. « Etre de gauche radicale en Allemagne » devenait une aporie paradoxalement résolue dans l'identité *antideutsch*. L'identité nationale devenait si omniprésente qu'on serait peut être plus proche de la vérité en parlant « d'excès » plutôt que d'absence d'identification à la nation allemande pour la gauche radicale ouest-allemande. Tout le paradoxe du phénomène *antideutsch* était là : il fallait précisément être allemand pour pouvoir être « antiallemand ».

---

<sup>695</sup> „Im Unterschied zu anderen Ländern kann in Deutschland der Versuch, die soziale Emanzipation noch einmal in nationaler Form zu denken, von vornherein nur abgeschmackt und abstoßend wirken.“, in Kurz, R. (2003) *Die antideutsche Ideologie*, Münster, p 25

## I. La reconfiguration de la scène de gauche radicale en Allemagne unifiée

Nous avons voulu montrer dans cette étude comment la disposition *antideutsch* de la gauche ouest-allemande après la Réunification a contribué de manière décisive à définir les modalités de la « réunification » des gauches radicales et extraparlimentaires à l'Ouest et à l'Est dans les années 1990. En 1990, la nation réunifiée fit l'objet d'un rejet consensuel et radical dans les milieux de la gauche radicale ouest-allemande et de la gauche de l'opposition est-allemande (chapitre III). La révolution de 1989 en RDA avait été interprétée unilatéralement à travers le prisme de 1933, de la prise du pouvoir d'Hitler et laissait conclure à la nature viscéralement nationaliste de la population est-allemande. Ce prisme obstruait pourtant le mouvement est-allemand de 1989 en soi, comme libération émancipatrice de la tutelle « stalinienne ». Il allait empêcher la *reconnaissance* des acteurs de l'opposition est-allemande par les acteurs de la gauche radicale ouest-allemande.

Après 1990, et le mouvement *Nie wieder Deutschland*, l'identité de gauche radicale ouest-allemande se construisit non seulement *contre*, mais aussi *hors* de la nation. « L'être en dehors » – définition proposée par la politologue Christine Pina pour décrire les gauches radicales européennes et empruntée ici pour nous aider à définir l'objet de cette recherche *a priori* –, ne se référait pas pour la gauche radicale allemande des années 1990, uniquement à l'arène d'intervention politique : hors du parlement, mais également à la nation elle-même. Ou, pour le dire autrement : le rejet de la nation et du nouveau paysage partisan national, confortait le repli dans l'arène extraparlimentaire.

Dans la première moitié de la décennie (Chapitres III et IV), la reconfiguration de la scène de gauche radicale était marquée par le « conflit Est/Ouest », qui entravait la *reconnaissance* réciproque d'acteurs de la gauche radicale de l'Ouest et de la gauche de l'opposition de l'Est, qui avaient pourtant développé des contenus politiques semblables de part et d'autre du mur avant 1989. Déjà, dans ce conflit, la gauche antinationale ouest-allemande se refusait à réaliser une réunification par en bas. Les anciens opposants est-allemands – avec lesquels existaient pourtant des convergences idéologiques : « l'être en dehors » et le double « être contre » le capitalisme d'une part et le socialisme d'Etat d'autre part – représentaient ceux qui avaient précipité dans sa chute le dernier rempart au capitalisme et au nationalisme allemands. « L'anti-antitotalitarisme » de la gauche ouest-allemande, dirigé contre le



discours de « normalisation » de la nation allemande après 1990, la conduisait à négliger l'expérience de la gauche est-allemande avec le « stalinisme » du socialisme d'Etat et lui permettait manifestement de se dispenser d'une confrontation au stalinisme. Pourtant les cadres de références, semblables à ceux de l'antifascisme officiel de RFA, utilisés par la gauche *antifa* (cf Chapitre IV) mais aussi, pour la gauche qui se disait « non dogmatique », les relations réelles nouées avec l'Etat est-allemand (Fraction Armée rouge, puis membres du parti *Die Grünen* dans les années 1980) : tout cela nécessitait peut être une confrontation plus rigoureuse de la gauche ouest-allemande avec le socialisme d'Etat. Suffisait-il en effet de se dire « non dogmatique » pour se dispenser de tout travail de confrontation avec le socialisme réel ? Le retour du prisme de 1933-1945, comme cadre principal d'analyse dispensait paradoxalement de ce retour sur le « stalinisme », et, à l'instar de l'antitotalitarisme tant décrié par la gauche *antideutsch*, elle associait le socialisme réel et le National-socialisme.

Le manque de confrontation avec le « stalinisme » que les acteurs de l'opposition est-allemande reprochaient à la gauche ouest-allemande, poussa sans doute la rédaction de *konkret*, l'un des premiers bastions de la gauche *antideutsch*, dans un réflexe « anti-antitotalitaire » à accepter de sauver l'ancien journal de la FDJ en 1994 (Chapitre VI). Le journal est-allemand s'était naturellement transformé depuis la Réunification, avait même accueilli de (rares) anciens opposants parmi ses rédacteurs, mais restait toutefois symboliquement l'une des survivances de l'ancien *establishment* « stalinien » que l'opposition est-allemande exérait. Or, la collaboration Est/Ouest au *junge Welt* de 1994 à 1997 fournissait finalement l'occasion d'une confrontation directe avec cet héritage du socialisme réel. La collaboration des rédacteurs est- et ouest-allemands, dont le terrain d'entente était formé par une commune opposition à la grande Allemagne et à son discours de normalisation antitotalitaire, se révéla rapidement très conflictuelle. En se confrontant à la culture politique est-allemande, le phénomène *antideutsch* ouest-allemand précisait alors ses contours à l'endroit du « stalinisme ». Mais cette démarcation à l'endroit du *junge Welt* est-allemand, se formulait moins par des conflits idéologiques que par un conflit culturel. La gauche ouest-allemande *antideutsch* de la rédaction du *junge Welt*, entre 1994 et 1997, rejetait le « stalinisme » dans les eaux sales d'une gauche « nationaliste » où « nationalisme » signifiait aussi « provincialisme est-allemand », esprit « petit-bourgeois », bien éloigné des valeurs de *Subkultur* occidentales de la gauche radicale de l'Ouest. En

forçant le trait, on pourrait dire que l'attraction première qu'exerça le *junge Welt* auprès de la gauche radicale ouest-allemande, il ne la devait qu'à la perception dont il était l'objet dans la scène ouest-allemande : un résidu « kitsch » de la RDA pouvant être un bon vecteur de provocation de l'ordre dominant de l'Allemagne unifiée. La scission de la rédaction et la création du *Jungle World* ouest-allemand en 1997, montrèrent toutefois les limites de cette attraction première et superficielle : les cultures politiques des acteurs de l'Est et de l'Ouest étaient rigoureusement incompatibles.

Dans la seconde moitié de la décennie, l'antagonisme entre un pôle *antideutsch* ou antinational de la gauche radicale et un pôle anti-impérialiste ou traditionnel se dessinait de plus en plus nettement, c'est-à-dire que malgré les nombreux transferts et les similitudes discursives, les acteurs de la scène se positionnaient réciproquement selon cet axe. Ce second axe, qui structurait la scène après 1995, se substituait à celui du conflit Est/Ouest qui avait dominé le début de la décennie, mais il ne le dépassait pas, il s'en nourrissait. En effet, il correspondait aussi à la reformulation d'un conflit Est/Ouest : la gauche ouest-allemande qui ne voulait pas reconnaître l'existence de ce conflit Est/Ouest, trouvait ainsi un moyen dicible (*sagbar*) de dénigrer la gauche est-allemande – surtout ceux de ses protagonistes qui avaient soutenu le régime – en la qualifiant de « gauche nationaliste » ou « nationale-bolcheviste », c'est-à-dire en utilisant des catégories qui lui étaient familières. Cette expression idéologique du conflit ne peut dissimuler pourtant la teneur culturelle de celui-ci : la « gauche nationaliste » était pour les protagonistes ouest-allemands, une gauche est-allemande qui s'était développée dans une culture politique est-allemande jugée « provinciale » et peu intéressante. Toutefois, l'héritage de la gauche de l'opposition est-allemande avait tout-à-fait disparu dans la seconde moitié des années 1990, il ne jouait plus de rôle dans les dynamiques de la scène de gauche radicale. Le phénomène *antideutsch* prit des formes variées (Chapitre VII). Des groupes *antifa*, ainsi que des groupes de la gauche migrante qui n'avaient pourtant que peu à voir avec les questionnements originels et complexes posés par la gauche *antideutsch*, s'approprièrent sa rhétorique. À l'Est, la scène *antifa* de Leipzig lui donna un sens propre : politisés après la Réunification, ses acteurs est-allemands intégraient le discours *antideutsch* dans une culture de la jeunesse protestataire en rébellion contre l'environnement immédiat : le « provincialisme » est-allemand marqué par la progression importante, dans les années 1990, de la scène néonazie ainsi que des formes d'*ostalgie* des générations

précédentes est-allemandes. Cette gauche est-allemande *antideutsch* ne se reconnaissait pas dans le PDS, parti défendant les intérêts des Allemands de l'Est auquel – pourrait-on dire schématiquement – adhéraient leurs parents. Le discours *antideutsch* pouvait devenir également, à l'Est, le ressort d'une démarcation générationnelle : avec leurs aînés, même s'ils avaient été politisés dans l'opposition en RDA. L'opposition est-allemande avait échoué, l'héritage de 1989 était désormais lourd et pesant. Si l'on peut conclure à une forme de réunification de la scène de gauche radicale de l'Est et de l'Ouest, par le vecteur *antideutsch*, on ne peut généraliser ce constat d'une réunification des cultures protestataires est- et ouest-allemandes. Au contraire, la marginalité de la gauche *antideutsch*, et le caractère de *Jugendkultur* en conflit avec les autres générations est-allemandes, qu'il a pris à l'Est, en fait presque un négatif du reste de la population est-allemande. En ce sens, il confirmerait peut-être le constat habituellement fait d'une nouvelle divergence des cultures protestataires Est/Ouest dans les années 2000, après une convergence observée dans la seconde moitié de la décennie 1990<sup>696</sup>.

## II. Le prisme générationnel : la gauche *antideutsch* fille de la Nouvelle gauche ?

La gauche *antideutsch* reprochait au reste de la gauche allemande d'occulter les « singularités allemandes », afin de libérer sa propre conscience, en se réfugiant dans l'universel des paradigmes « manichéens » de la Nouvelle gauche. Ces singularités – le terme revient souvent sous la plume des universitaires ou des militants – touchaient directement à l'antisémitisme, répandu dans le peuple allemand et dont on ne pouvait décemment faire l'impasse pour comprendre la Shoah. Aussi, autour de la problématique nationale se jouait avant tout l'enjeu d'une confrontation avec soi même, d'un engagement dans les circonvolutions d'une identité pleine de contradictions. Le recours à des catégories psychanalytiques

---

<sup>696</sup> Voir à ce sujet, Schmitt-Beck, R., Weins, C. (1997). *Gone with the wind (of change)*. *Neue soziale Bewegungen und politischer Protest im Osten Deutschlands*, in Gabriel, O.W., (Dir.) *Politische Orientierungen und Verhaltensweisen im vereinigten Deutschland*. Opladen, pp 321-351. Les auteurs y appréhendent les comportements protestataires des Allemands de l'Est, comme résultant d'un déficit d'expérience démocratique et s'exprimant majoritairement par le vote protestataire du PDS ou par l'adhésion à l'extrême droite, alors que le comportement protestataire des Allemands de l'Ouest se démarquerait par des valeurs de démocratie à la base et serait porté par des couches sociales plus éduquées.

pourrait sans doute être éclairant. Sans vouloir nous aventurer sur un terrain hasardeux, nous nous contenterons de postuler que l'identité politique s'accommode mal de contradictions et que la réponse *antideutsch*, par exemple, reproduisait en quelque sorte, l'univocité identitaire, en rejetant unilatéralement les attributs de la germanité dans le camp du mal. Poussé à son paroxysme, le phénomène *antideutsch* n'est pas exempt de contradictions, et pousse ses acteurs à adhérer à des valeurs et à défendre des positions tout à fait opposées à celle de gauche, tout en maintenant une identité marxiste par exemple. Notamment depuis le 11 septembre 2001.

Mais le phénomène *antideutsch* ne se limitait ni à une « crise », ni à quelques « cinglés », ni aux seuls acteurs qui se réclamaient de cette (non) identité. Il se présentait comme une vaste entreprise de remise en question et de renouvellement des paradigmes concernant l'ensemble de la scène de gauche radicale, à l'Ouest, puis à l'Est, après l'effondrement du bloc soviétique et la disparition des cadres de référence de la Guerre Froide. Il correspondait aussi à la formulation d'une résistance au nouvel ordre intérieur en place après 1990 et au nouvel ordre mondial après la fin de la Guerre Froide. Le phénomène *antideutsch* équivalait à la renégociation d'une identité politique de la gauche radicale dans le nouveau contexte de l'Allemagne réunifiée. Aussi, plutôt que d'aborder l'objet de recherche – la « réunification » de la scène de gauche radicale depuis 1990 – par le clivage structurant qui la travaillait, avons-nous choisi de l'appréhender sous l'angle de *l'hybridité* – hybridité des héritages et des identités politiques, en nous inspirant de l'histoire « tressée » de la méthode historiographique *deutsch-deutsch*<sup>697</sup>. Il ne s'agit pas de nier ce clivage et ses effets structurants dans la construction réciproque des identités politiques respectives : gauche antinationale ou *antideutsch* versus gauche anti-impérialiste ou *antifa*. Mais il s'agit aussi de montrer l'évolution et les réappropriations, de mettre en évidence les convergences et les transferts entre acteurs opposés mais appartenant à une même *scène* et de présenter précisément les ressorts de ces constructions identitaires réciproques par rapport à ce discours *antideutsch*. Le phénomène *antideutsch*, même s'il polarisait, même s'il appelait des réactions virulentes au sein de la gauche radicale parce qu'il pouvait conduire à trahir l'identité de gauche et à faire le jeu de tous les « ennemis de la gauche » : le néolibéralisme, le capitalisme ou

---

<sup>697</sup> „Verflechtungsgeschichte“ Cf. entre autres, Klessmann, C. et Lautzas, P. (Dir.) (2006). *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Phänomen*, Bonn

l'impérialisme, ce phénomène affectait bien l'ensemble de la scène de gauche radicale à l'Est et à l'Ouest après 1990.

Plutôt que de parler de clivage ou de « camps », termes proposés par les études sur cet objet de recherche, celui de *ligne de faille* nous a semblé mieux convenir car il comporte les attributs suivants : une inscription dans la *scène* mais un tracé remontant à d'autres époques, conduisant à prendre en compte les héritages communs sédimentés et les anciennes divisions au sein même de la Nouvelle gauche ouest-allemande – entre gauche parlementaire et non parlementaire, entre gauche traditionnelle et non traditionnelle, entre gauche antisioniste et gauche critique de l'antisionisme – dont la gauche radicale allemande après 1990 était l'héritière. Dans cette perspective, le phénomène *antideutsch*, certes inédit après 1990, présentait un certain nombre de filiations et reproduisait d'anciennes divisions propres à la Nouvelle gauche ouest-allemande. En introduction, nous avons évoqué le caractère fécond du prisme d'analyse générationnel pour expliquer les évolutions de la gauche allemande<sup>698</sup>. La génération de la Nouvelle gauche est souvent perçue comme celle qui suivait celle de la guerre et du National-socialisme. Appliqué à la gauche radicale après 1990, le prisme générationnel nous permet d'introduire d'une autre manière la longue durée dans cet objet d'étude. En ce sens, on peut tout à fait appréhender le phénomène *antideutsch*, comme un phénomène générationnel : celui des enfants de la Nouvelle gauche ouest-allemande et des petits-enfants de la génération du National-socialisme. La gauche *antideutsch* poussait encore plus loin, les conclusions de l'antifascisme de la Nouvelle gauche, la mettait de manière provocatrice face à ses ambivalences, à son illusion de pouvoir se soustraire au devoir de mémoire en se réfugiant dans un antifascisme et un anti-impérialisme simplistes. La gauche *antideutsch* portait bien l'héritage transmis de générations en générations d'un rapport complexe à la nation allemande.

Dans la scène de gauche radicale ouest-allemande, l'anti-impérialisme d'avant 1989 s'accompagnait souvent de l'un de ses avatars raccourcis : une forme d'antiaméricanisme où les Etats-Unis devenaient le bouc émissaire responsable de tous les maux. Cela n'allait plus de soi après 1990. D'autant que dès la fin des années 1980, l'échec de plusieurs révolutions du Tiers Monde (dont les sandinistes au

---

<sup>698</sup> Fichter, T. (1993). *Die SPD und die Nation, Vier sozialdemokratische Generationen zwischen nationaler Selbstbestimmung und Zweistaatlichkeit*, Berlin, Frankfurt/Main

Nicaragua en 1990) avait jeté le doute sur le caractère systématiquement émancipateur de toutes les résistances à l'impérialisme du Nord sur le Sud. L'effondrement de l'URSS, qui avait également fait des mouvements de libération du Tiers-monde l'un des éléments importants de sa politique contre « l'impérialisme capitaliste », jetait aussi le discrédit sur la lutte anti-impérialiste et interrogeait la nature de celui-ci. Ne s'agissait-il pas d'une innocence retrouvée par la grâce de la « projection » anti-impérialiste, internationaliste ou antisioniste, disait la gauche *antideutsch* ? Cette « projection », et « l'identification aux victimes » qu'elle entraînait ne permettait-elle pas de se laver de la culpabilité du National-socialisme, de se dispenser d'une confrontation réelle de « soi-même », avec le national-socialisme ? Notons que ces remises en question n'étaient pas tout à fait neuves, puisque les acteurs critiques de l'antisionisme de gauche les avaient déjà formulées dans les années 1980, et les militantes féministes depuis les années 1980 – et notamment dans le cadre du travail qu'elles menèrent sur le National-socialisme – avaient elles mêmes développé des catégories d'analyse autocritiques, fort semblables à celles de la gauche *antideutsch* après 1990 : l'identification victimaire dispensant de la responsabilité, les mécanismes sournois de « projection » en étaient. Dans ces discussions se renégociait encore le rapport aux Etats-Unis, dont toute discussion sur l'identité allemande, et de la gauche allemande ne pouvait se dispenser depuis la Nouvelle gauche<sup>699</sup>.

La gauche ouest-allemande, depuis la Nouvelle gauche, s'est souvent définie comme une gauche privée de *Heimat*, comme si l'Allemagne lui était fondamentalement hostile. Après la Réunification, toutes les expériences de la gauche allemande depuis le début du 20ème siècle, étaient revues au prisme du lourd héritage du National-socialisme qui les invalidait toutes : les gauches allemandes n'avaient pas su s'opposer au National-socialisme, et étaient mêmes souillées par des réflexes nationalistes et antisémites, qu'elles reproduisaient. Tout se passe comme s'il s'était agi pour la gauche *antideutsch* de *purger* l'anticapitalisme et l'anti-impérialisme, de *purger* les paradigmes essentiels de la Nouvelle gauche, en procédant à l'extraction de leurs réflexes nationalistes, antisémites et antiaméricains.

---

<sup>699</sup> Markovits a bien montré toute l'ambivalence du rapport de la Nouvelle gauche allemande aux États-Unis, à la fois bouc émissaire et libérateur du National-socialisme, in Markovits, *Grün schlägt rot*.op.cit.

Parallèlement se développait un rapport paradoxal de « sur identification » aux Etats-Unis, où les Etats-Unis avaient été non seulement les libérateurs du National-socialisme, mais représentaient manifestement un « Occident » s'opposant confusément, – *a fortiori* dans les années 2000 – à la fois à l'obscurantisme arabe, à la gauche est-allemande et à la nation réactionnaire *gesamtdeutsch*. En effet, et cela est encore plus sensible peut être dans les manifestations « pop », subculturelles du phénomène *antideutsch*, l'adhésion inconditionnelle à la culture américaine, et plutôt à la culture dominante qu'à la contre culture, n'est pas la moindre des contradictions d'une gauche *antideutsch*. Le rapport de la gauche allemande aux Etats-Unis fut toujours complexe. Les Etats-Unis jouent un rôle dans la construction nationale allemande. La RFA avait pour la Nouvelle gauche un statut de colonie des Etats-Unis et certains groupes traditionnels de la Nouvelle gauche formulèrent ainsi le besoin de se libérer du joug américain en regagnant la souveraineté nationale (KPD/ML). Markovits a montré ce rapport d'attraction/répulsion pour les États-Unis de la gauche allemande, en l'occurrence du parti Vert<sup>700</sup>. Fichter l'a montré également pour le SPD<sup>701</sup>. Ce dernier conclut au caractère presque cyclique de la recherche de l'identité nationale dans la gauche allemande. A cause de l'absence d'institutions nationales durables, dit-il, chaque nouvelle génération en Allemagne rejetterait les conceptions de l'identité nationale de la génération précédente, si bien que cette question se condenserait en un conflit générationnel sans cesse réitéré, depuis le 19<sup>ème</sup> siècle.

En effet, l'adhésion totale, au sens presque physique du terme, à l'Occident de la gauche *antideutsch* peut bien apparaître comme le rejet radical de la construction identitaire nationale de la Nouvelle gauche ouest-allemande. *A fortiori* après 2001 – où certains acteurs *antideutsch* ont rejeté avec virulence ce qu'ils dénonçaient comme l'*Islamfaschismus*<sup>702</sup> pour parler du fondamentalisme musulman voire même du monde arabe en général, en adoptant ainsi une attitude clairement raciste et étrangère à la Nouvelle gauche et qui rejoignait par ailleurs l'opinion du président républicain George W. Bush –, la valorisation de la culture américaine

<sup>700</sup> Markovits, A. (1997). *Grün schlägt rot*, op.cit. p 258

<sup>701</sup> Fichter, T.(1993). *Die SPD und die Nation, Vier sozialdemokratische Generationen zwischen nationaler Selbstbestimmung und Zweistaatlichkeit*, Berlin, Frankfurt/Main, p 53

<sup>702</sup> La rédaction de Bahamas parlait ainsi d'un *Islamfaschismus* à propos du régime iranien, comme nouveau National-socialisme, Bahamas, Nr.58, Hiver 2009. Le terme a été débattu dans la scène, cf. entre autres : Schmid, B. (2006). *Der Krieg und die Kritiker. Die Realität im Nahen Osten als Projektionsfläche für Antideutsche, Antiimperialisten, Antisemiten und andere*, Münster

« cosmopolite » s’opposant à la culture *völkisch* allemande, la défense du rôle des Etats-Unis sur la scène internationale jadis qualifié d’« impérialiste » par la Nouvelle gauche ouest-allemande, lors de la guerre du Golfe, puis en 2001 dans la lutte contre le terrorisme et la troisième guerre en Irak : tout cela pourrait être lu comme le besoin ressenti d’une purge fondamentale. L’adhésion à l’Occident exprimait la nécessité pour cette génération de trancher les ambivalences du rapport de la génération précédente de la Nouvelle gauche à l’Occident, et à travers lui, du rapport de la gauche allemande à l’identité nationale. Au-delà de la Guerre Froide, après la désorientation que créait la nation réunifiée, et qui faisait craindre le retour à un ordre anté 1933, il s’agissait de réaffirmer envers et contre tout, un ancrage à l’Ouest – dans le camp de la liberté – contre l’Est, et même au Nord – contre le Sud et les dérives de l’identification anti-impérialiste aux « victimes nationalistes » de l’impérialisme et finalement, contre la gauche elle-même.

### III. L’apport de la perspective est-allemande

Dans la recherche sur la gauche allemande, au-delà des deux études parues récemment sur la gauche radicale allemande<sup>703</sup>, la perspective ouest-allemande domine nettement. Nous irons jusqu’à affirmer que le récit qui est fait de la gauche (ouest-) allemande se calque sur une matrice ouest-allemande, où l’histoire de la gauche allemande après 1990 s’inscrit dans le prolongement de celle de la gauche ouest-allemande avant 1990, sans prendre véritablement en compte les acteurs de la gauche est-allemande<sup>704</sup>.

Même si les études sur la Nouvelle gauche et la gauche radicale allemandes prennent sans doute plus qu’ailleurs la dimension nationale et culturelle de ce milieu politique en compte, elles soumettent le plus souvent la gauche à cet examen démocratique. Cela trahit une exigence, voire une attente d’ordre moral et politique, des chercheurs vis-à-vis de leur objet d’étude. Lorsqu’il s’agit pour eux de réintégrer la gauche allemande dans le jeu et le paysage démocratique où elle a sa place

<sup>703</sup> Markovits, A. (1997) op.cit.; Eley, G. (2002). op.cit.; Ludwig, A. (1996). op.cit.

<sup>704</sup> Un chapitre consacré à *Bündnis 90 Die Grünen* dans le livre de Markovits, A. *Grün schlägt rot*. Ullrich et Gerber n’abordent la gauche est-allemande que pour dire qu’elle a assimilé les identités et les clivages ouest-allemands.



(Gerber, Ullrich, Markovits) plutôt que de la rejeter dans un « au dehors » ou une « extrémité », cette intention nous semble louable et justifiée. La gauche radicale n'appartient pas à l'arène parlementaire, et pourtant, fait bel et bien partie de la culture démocratique allemande. Si ses acteurs désapprouvent le jeu démocratique : élections, parlementarisme, légalité des pratiques, ils sont tout de même partie intégrante de la culture politique allemande.

Cette perspective ouest-allemande de la recherche, étroitement liée à la question de la culture démocratique de la gauche allemande, conduit parfois les auteurs à faire la démonstration du caractère inapte de la gauche radicale allemande pour la démocratie. C'est le cas de *l'Extremismusforschung* marquée par les théories antitotalitaires, mais aussi de tout un courant historiographique à la frontière entre recherche et politique, dont les auteurs semblent vouloir régler leurs comptes avec la gauche radicale. L'historiographie actuelle sur l'héritage de 1968 en Allemagne s'inscrit pleinement dans l'hégémonie d'un discours sur la Nouvelle gauche tendant à la disqualifier pour la culture démocratique allemande et avec laquelle il importe donc de régler ses comptes pour affirmer sa propre aptitude à la démocratie : Gerd Koenen, W.Kraushaar, sont des exemples de ce phénomène. La recherche sur l'antisémitisme de gauche, si elle a l'incontestable mérite de souligner et de s'attaquer à l'une des tendances avérée et profondément regrettable de la gauche allemande, qui fut longtemps un tabou, présente toutefois également cette partialité. Tous ces courants de recherche visent à montrer que la gauche allemande était avant tout allemande, qu'elle porte les stigmates de l'identité nationale et ne fait que s'illusionner en croyant que l'identité de gauche suffirait à la libérer de ces stigmates. La connivence entre acteurs *antideutsch*, mondes politique et académique accentue ce phénomène, nous l'avons évoquée en Chapitre V. L'habitus intellectuel de la gauche *antideutsch* s'est en effet prêté au développement de poches académiques très inspirées par l'*Antideutschtum*<sup>705</sup>. Nous sommes donc en présence d'une recherche encore très proche de son objet.

---

<sup>705</sup> Quelques centres de recherche, quelques fondations de parti finançant les thèses de doctorat (notamment la Hans Böckler Stiftung proche du syndicat DGB, où des débats sur l'antisémitisme de gauche ont fait rage pendant plusieurs années après le 11 septembre 2001 sur les Mailing listes des doctorants financés par la fondation).

Les voix est-allemandes peinent à se faire entendre dans la gauche radicale, mais aussi dans la sphère académique. L'histoire d'une réunification de la scène ne pouvait pourtant se dispenser de les considérer. Et la prise en compte des acteurs de l'Est, portant d'autres héritages, d'autres revendications et d'autres manières d'investir l'identité de gauche radicale, de leurs apports à la culture politique, mais aussi du miroir qu'ils présentaient à leurs collègues de l'Ouest, permet précisément de créer la distance devenue nécessaire avec cet objet de recherche. En intégrant les acteurs est-allemands, ainsi que la façon dont ils sont perçus par les acteurs ouest-allemands, nous avons donc tenté de *mettre à distance* cette perspective ouest-allemande de l'état de la recherche sur la gauche allemande. Ainsi, l'un des reproches majeurs adressés par la gauche de l'Ouest à la gauche de l'Est était celui de « l'Ostalgie » – une nostalgie de l'Est, de la RDA – que la gauche *antideutsch* de l'Ouest condamnait comme identité victimaire dont le corollaire serait de prendre l'Ouest – la démocratie libérale, le capitalisme – pour bouc émissaire, pour responsable de tous les maux. Mais l'identité *antideutsch* de la gauche ouest-allemande semble également avoir été le symptôme d'un positionnement ressenti comme nécessaire, passant par un rejet de l'Est et un ancrage idéologique et culturel résolu à l'Ouest.

#### IV. Épilogue : les années 2000

La nation formait aussi l'un des cadres majeurs où s'inscrivaient les pratiques de la gauche radicale dans la décennie 1990. Les mobilisations transnationales étaient en effet en recul après le reflux des mouvements écologiste et pacifiste des années 1980 tandis que les mises en réseau à l'échelle européenne et « globale » n'étaient guère développées : les luttes antiracistes se dirigeant contre la politique d'immigration européenne n'étaient encore que faiblement coordonnées à l'échelle européenne, et la lutte altermondialiste ne se développa qu'à la fin de la décennie 1990.

Le cadre de la nation, comme horizon des luttes et comme lieu des héritages, reste pertinent pour la période suivante, c'est-à-dire les années 2000, puisque l'altermondialisme y a pris une forme bien spécifique en Allemagne. Les débats sur l'anticapitalisme et l'altermondialisme ont été jalonnés des multiples garde-fous que

le phénomène *antideutsch* a laissés sur son passage : l'attention redoublée aux dérives antisémites ou antiaméricaines de l'anticapitalisme, la résistance à toute forme de manichéisme simplificateur et d'identification aux victimes dans un système capitaliste global où les Etats-Unis personnifieraient le mal, tels en sont les aspects constructifs. Et hormis quelques groupes de la gauche dite traditionnelle, la plupart des groupes de la gauche radicale allemande ont intégré depuis ces critiques que formulait la gauche *antideutsch* de manière particulièrement radicale, violente et souvent contradictoire.

Le phénomène *antideutsch* a pu cependant paralyser les actions politiques, polariser la scène de gauche radicale au point de compromettre toute action collective. Et il a probablement contribué à ralentir l'essor de l'altermondialisme plus tardif en Allemagne que dans d'autres pays européens. Après le 11 Septembre 2001, les groupes *antideutsch* se sont multipliés, troublant les manifestations diverses, en brandissant des drapeaux israéliens et américains. Alors les fronts entre gauche anti-impérialiste et gauche *antideutsch* se sont figés. La gauche *antideutsch* (hormis *konkret*) se mit à défendre des positions que l'on pourrait qualifier de néolibérales. Les contradictions du discours étaient nombreuses : tout en dénonçant l'universalisme de gauche, ils véhiculaient eux-mêmes un universalisme d'homme blanc, euro-centré. C'est surtout par le rejet de ce qu'ils appelaient « l'islamfascisme » après le 11 septembre 2001, que la gauche *antideutsch* s'enfonçait dans ses contradictions, mais une bonne partie des acteurs séduits par ce discours, s'en distancieraient alors. Le monde arabe dont la gauche radicale était traditionnellement solidaire dans une perspective anti-impérialiste, était rejeté dans « l'obscurantisme » et la réaction par la gauche *antideutsch* et leurs analyses culturelles, leur prisme exclusif de l'antisémitisme évacuaient toute considération d'ordre social économique. La gauche anti-impérialiste et des courants de plus en plus nombreux de la gauche radicale eurent raison de lui retourner les critiques que la gauche *antideutsch* leur adressait : les phénomènes de « projection » et d'identification : non aux victimes du Tiers monde, mais aux victimes d'Israël, le « simplisme binaire » opposant bien et mal et le « manichéisme » étaient également devenus les caractéristiques d'une gauche *antideutsch* qui avait poussé à l'extrême le renversement des paradigmes de la gauche jusqu'à atteindre un point de non retour pour la gauche.

# Glossaire

---

## Publications de la presse alternative de gauche radicale

*Arbeiterkampf* (AK) fut l'organe hambourgeois de l'organisation maoïste, *Kommunistischer Bund*, jusqu'à la dissolution du KB en 1992. Le journal, dont la rédaction était restée fidèle à la majorité de l'organisation maoïste, fut alors rebaptisé *Analyse und Kritik*. Tandis que la minorité du KB allait fonder le magazine *Bahamas* (cf. ci-dessous). *Arbeiterkampf* connut son heure de gloire parallèlement au KB à la fin des années 1970 en RFA, notamment auprès du mouvement antinucléaire. Dans ses colonnes se développèrent les *Fashisierungsthesen* du KB, « thèses de fascisation » qui postulaient une fascisation inéluctable de la société ouest-allemande. L'organisation maoïste se distinguait ainsi de la gauche marxiste léniniste qui partait du postulat d'une situation révolutionnaire. Le KB reconnaissait à l'URSS une valeur de progrès perfectible par rapport au capitalisme, et même si le socialisme réel ne représentait pas un idéal, il défendait toujours le maintien de l'existence de la RDA.

*Analyse und Kritik, Zeitung für linke Debatte und Praxis*, (également appelé AK) est un mensuel hambourgeois, qui succéda à *Arbeiterkampf* en 1992. Il s'agit d'un mensuel relativement pluraliste de la gauche se disant « non dogmatique », qui s'est enrichi de nouvelles recrues plus jeunes et sans lien direct avec le KB depuis la moitié des années 1990. Le tirage tourne depuis autour de 3.000 exemplaires. Une rivalité oppose depuis plusieurs décennies AK et la publication *antideutsch, konkret*. AK s'intéresse davantage aux mouvements sociaux que la presse *antideutsch*, et s'est montrée ouverte au PDS, puis au parti *Die Linke* (depuis 2007).

*Das Argument, Zeitschrift für Philosophie und Sozialwissenschaften*, fut créé en 1959 en RFA. Ce bimestriel scientifique indépendant souhaitait reprendre le fil de la tradition du *Zeitschrift für Sozialforschung* (1933-1941) de l'Ecole de Francfort. Il dut son apparition au contexte de protestation contre la remilitarisation en RFA. Son profil intellectuel marxiste continue de lui réserver sa plus grande audience dans la gauche académique. Son rédacteur en chef est le philosophe marxiste, professeur à l'Université Libre de Berlin, Wolfgang Fritz Haug. Les thèmes traités vont de l'histoire du mouvement ouvrier à la théorie critique et la critique du capitalisme, en passant par l'écologie, le pacifisme, l'altermondialisme.

*Antifaschistisches Infoblatt* est une publication fédérale de la gauche autonome *antifa* parue pour la première fois en 1987. Elle est avant tout consacrée à la lutte contre l'extrême droite, mais comporte aussi des contributions sur l'histoire du fascisme en Allemagne et en Europe, sur le National-socialisme. Il s'agit d'un trimestriel, comportant 60 pages en moyenne, qui s'appuie sur des rédactions régionales locales.

*Bahamas*, créé en 1992, à Hambourg, à la suite de la dissolution du KB, par la minorité de l'organisation maoïste (cf. ci-dessus *Arbeiterkampf*), est un trimestriel, dont la parution fut irrégulière dans les années 1990. Ses thèmes de prédilection sont le racisme,

l'antisémitisme et le nationalisme ainsi que l'attitude jugée complaisante de la gauche allemande à leur égard. Il tient son nom d'un quolibet lancé à la minorité du KB dans le contexte de la Réunification, parce qu'elle se refusait à toute collaboration avec le PDS et était accusée d'adopter une position stérile qui n'était « tenable qu'aux Bahamas ». Les rédacteurs se revendiquent de la Théorie critique, ainsi que de la critique du fétichisme de la valeur (*Wertkritik*). Depuis le 11 septembre 2001, la publication se distingue par des positions antiislam, et a pris parti pour la guerre contre le terrorisme du gouvernement Bush. Le journal est lu dans les cercles de la jeune gauche intellectuelle et académique, mais aussi de plus en plus dans la seconde moitié des années 1990 dans les milieux autonomes.

La première parution de la publication *graswurzelrevolution* remonte à 1972. Il s'agit d'un mensuel anarcho pacifiste, favorable à la démocratie directe, et contre toute forme de violence et de domination. Il s'est illustré surtout dans la mise en réseau des mouvements pacifistes, antinucléaires et antimilitaristes. Il est produit dans diverses rédactions de plusieurs villes allemandes, par des collectifs rédactionnels toujours différents. Il comporte en moyenne 40 pages, et son tirage oscille entre 3.000 et 5.000 exemplaires<sup>706</sup>. Il s'est tenu relativement à l'écart des querelles entre antiimpérialistes et *antideutsch*.

La première publication de l'hebdomadaire *Interim*, date du 1<sup>er</sup> mai 1988 à Berlin-ouest. Cette solution provisoire de la presse autonome, comme son titre devait l'indiquer, était créée en réaction à l'évolution des médias autonomes : le *radikal* était devenu trop peu ouvert et ne remplissait plus sa fonction de forum, le *Wildcat* et *l'Autonomie* (journaux d'inspiration opéraïste) étaient devenus trop spécialisés<sup>707</sup>. Il s'agissait donc pour ses fondateurs d'en faire un nouveau forum de la scène autonome. La mise en page, la rédaction « n'en a rien à foutre<sup>708</sup> », elle est en effet très élémentaire. Avec un tirage oscillant entre 1500 et 2500 exemplaires, cet hebdomadaire s'inscrit toutefois dans la tradition de la publication autonome *radikal*, censure à peine les publications, tracts, appels et commentaires qui lui sont envoyés de l'ensemble du territoire fédéral, sauf toutefois lorsqu'il s'agit de publications « staliniennes ». Selon les méthodes de production conspiratives de la presse autonome, la rédaction est semi officielle et n'a pas d'adresse fixe. Les contributions et le courrier sont à adresser à une poste restante qui se trouve dans l'*Infoladen Schwarze Risse* à Berlin Kreuzberg. Comme le remarque Drücke, *Interim* est la publication la plus citée par le BVS, ce qui peut expliquer qu'elle soit restée à l'abri de la répression : il s'agissait pour les autorités de préserver l'intégralité de cette source d'information. En Juin 1996 toutefois, 800 policiers firent une razia dans des colocations, des locaux d'initatives antiracistes, des appartements de Kreuzberg et Neukölln à Berlin. 750 exemplaires d'*Interim* furent confisqués lors de cette opération, 12 personnes accusées de participer à la rédaction d'*Interim*. Depuis, journal ne paraît que deux fois par mois.

---

<sup>706</sup> Drücke, B. (1998). *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht?: Anarchismus und libertäre Presse in Ost- und Westdeutschland*. Ulm

<sup>707</sup> Op.cit., p 291

<sup>708</sup> „das Layout gehe sie einen Scheissdreck an“ in *Interim* 1.5.1988, cité par Drücke, B. op.cit. p 293

*junge Welt*, ancien organe de la FDJ (*Freie Deutsche Jugend*), apparut dès 1947 dans la zone d'occupation soviétique. Premier quotidien de RDA, avec un tirage de 1,4 million d'exemplaires, il parvint à survivre à l'effondrement du socialisme réel, malgré la perte de la plupart de ses abonnés et la disparition de sa source de financement principale : le SED est-allemand. A la recherche d'une ligne éditoriale dans le début des années 1990, le quotidien se fixait sur une ligne de « gauche » et s'adressait avant tout à un lectorat est-allemand. Au bord de la faillite en 1994, la rédaction fit appel aux services de Hermann L. Gremliza, rédacteur en chef de la publication ouest-allemande, *konkret*. Celui-ci, avec quelques rédacteurs ouest-allemands en renfort, voulut en faire le « seul quotidien de gauche » en Allemagne réunifiée. La collaboration houleuse entre rédacteurs de l'Est et de l'Ouest aboutit à la scission de la rédaction en 1997, qui donna lieu à la création du *Jungle World*. Depuis, le quotidien *junge Welt* demeure dans la tradition d'une gauche « traditionnelle », marxiste, anticapitaliste et antifasciste. Il est classé par les autorités allemandes comme l'un des médias importants de la « scène extrémiste de gauche » (BVS 2008). Le *junge Welt* est souvent accusé – en particulier par la gauche *antideutsch* et notamment le *Jungle World* – d'antisémitisme et d'antiaméricanisme. La rédaction est davantage pluraliste que ses détracteurs veulent le faire croire, et, au-delà de groupes de la gauche dite traditionnelle, comme le DKP ou la *Kommunistische Plattform* de *Die Linke*, le spectre de ses rédacteurs et lecteurs s'étend du parti, *Die Linke*, à des groupes trotskistes comme *SAV*, *Linksruck* en passant par de nouvelles recrues, actives notamment dans la lutte altermondialiste. Sur le modèle de la *taz*, le quotidien appartient depuis 1997 à la société des lecteurs *Linke Presse Verlags-Förderungs- und Beteiligungsgenossenschaft junge Welt e.G.*, il comprend 16 pages et son tirage s'est stabilisé autour de 20.000 exemplaires selon le site. Son rédacteur en chef actuel, Arnold Schölzel, fut un informateur de la Stasi.

Le *Jungle World*, hebdomadaire ouest-berlinois paraît depuis 1997, il est issu du conflit qui opposa les deux parties de la rédaction du *junge Welt*. Publié à 15.000 exemplaires, il se distingue par un design travaillé, très « pop ». Il est devenu l'un des organes de la gauche *antideutsch* dite *softcore* ou « pop », parce que sa rédaction reste ouverte à d'autres courants de la gauche radicale et qu'il est moins versé dans la théorie que d'autres journaux de la gauche *antideutsch* (comme *Bahamas*, ou *konkret*).

Le *klaroFix*, „*Leipziger Kampfblatt für Freizeit und Erholung*“ (« journal de lutte de Leipzig de détente et de loisirs »), est un fanzine local de Leipzig dont la première parution remonte à l'été 1993. De format A5, ce petit journal a une ligne éditoriale libertaire, autonome et *antifa*. Il apparût d'abord dans l'entourage de la *Vereinigte Linke*, puis fut pris en charge par les acteurs du centre culturel *Conne Island*. Il propose un programme subculturel sur Leipzig et les environs.

*konkret*, *Zeitschrift für Politik und Kultur*, paraissait en 1957 pour la première fois à Hambourg. Il s'agit ainsi de la plus ancienne publication de la gauche ouest-allemande (suivie de près par *Das Argument*). Illustre organe de la Nouvelle gauche, cette publication s'adresse à la gauche « non dogmatique », et représentait dans les années 1990, la publication où la jeune gauche intellectuelle faisait ses premières armes. Important relais du mouvement protestataire de 1968, financé en partie par la RDA entre 1956 et 1964, Ulrike Meinhof en fut la rédactrice en chef entre 1960 et 1964. Depuis 1974, H.L. Gremliza a contribué à donner sa personnalité à la publication souvent

qualifiée d'élitiste par ses adversaires. Elle est devenue un bastion de la gauche *antideutsch* depuis 1991.

*radikal* (surnommé „*radi*“), est la plus ancienne des publications de la gauche autonome. Sa première parution date de 1976. A l'origine, *radikal* était un forum de discussion pour les groupes anticapitalistes de Berlin-Ouest. Il devint dans les années 1980 un important forum de communication dans la scène des squats<sup>709</sup>. Il s'agissait dans les années 1980 et dans la première moitié des années 1990 de la publication la plus importante en termes de tirage de la scène autonome (entre 4.000 et 6.000 exemplaires). Le *radi* est devenu célèbre pour ses démêlées chroniques avec les autorités fédérales depuis les années 1980. 210 informations judiciaires furent ouvertes contre le journal, accusé de complicité avec des groupes terroristes (*RAF*, *RZ*, *Bewegung 2 Juni*). Ces poursuites auxquelles la publication demeure exposée chroniquement ont entravé ses conditions de production tout en lui assurant un prestige certain, bien au-delà de la scène de gauche radicale. Depuis 1984, le journal est produit de manière conspirative, sa parution est irrégulière, ses rédactions sont tournantes : tantôt en Suisse, aux Pays-Bas ou au Danemark, et ses contributeurs – en principe tout le monde peut envoyer son papier à la rédaction qui sélectionne ceux qu'elle publiera – font parvenir ces derniers à des poses restantes. Dans ces conditions, le *radi* s'est démarqué par une utilisation précoce, dès la seconde moitié des années 1990, de l'Internet. Site : <https://radikalrl.wordpress.com>

*Die Tageszeitung* ou *Die taz*, créée en 1978 à Berlin-Ouest, est un projet de quotidien alternatif, autogéré, appartenant à ses lecteurs : la société *Die Tageszeitung Verlagsgenossenschaft eG*. Le quotidien tire à environ 56.000 exemplaires. Sa création était l'un des signaux qu'une certaine Nouvelle gauche envoyait aux acteurs du *Deutschen Herbst* : les rédacteurs du quotidien berlinois tournaient le dos aux groupes de guérilla urbaine, à la violence comme moyen politique, et souhaitaient s'adresser à un public large, allant de la scène des squats, au mouvement écologiste et au parti vert, jusqu'à la sociale démocratie. La ligne éditoriale a évolué parallèlement à la ligne politique du parti *Die Grünen*, dont le quotidien est resté proche. La *taz* est souvent dénoncée comme « presse *mainstream* » dans la scène de gauche radicale, même s'il s'agit d'un quotidien d'information très lu.

### Publications est-allemandes

Les *Umweltblätter*, *Info-Blatt des Friedens- und Umweltkreises*, dont la première publication date de l'automne 1986 à Berlin-Est, furent publiées par le groupe d'opposition de la *Umweltbibliothek*. Malgré son tirage de 600 exemplaires, cette publication produite dans des conditions que l'illégalité rendait très rudimentaires, circulait de main en main et contribua à la création d'un véritable contre espace public, où les thèmes de l'opposition se développèrent : l'environnement, le manque de libertés, le pacifisme. Mais les Ubl développèrent également un profil conforme à ce que nous avons appelé la « gauche de l'opposition est-allemande », par ses inspirations socialistes, conseillistes et anarchistes, qui se confirmèrent au moment de la chute du mur de Berlin.

---

<sup>709</sup> Cf. Drücke, B. (1998). op.cit. p 182

L'*Antifaschistisches Infoblatt* fut publié en 1988 par la *Kirche von Unten* et documentait presque exclusivement les violences et agressions racistes croissantes dont les immigrés vietnamiens ou africains étaient la cible en RDA, avec le développement de la scène néonazie à la fin des années 1980.

Le successeur des *Umweltblätter*, le *telegraph*, paraissait dans la foulée de la chute du mur de Berlin et eut une fréquence de publication plus régulière. Il résultait de la fusion des *Umweltblätter*, de l'*Antifaschistisches Infoblatt* et de la publication du cercle pacifiste d'opposants : *Friedrichsfelder Feuermelder*. Il paraît toujours aujourd'hui de manière sporadique.



# Bibliographie

---

## Archives de première main

### Hamburger Institut für Sozialforschung

- Fonds Sbe (Sozialbewegungen) „Antirassismus“

*Asyl- und Frühlingspolitik. PDS Linke Liste (1992)*

*Jeder ist uns der Nächste, Dokumentation von Übergriffen gegen Ausländer in der BRD in den Jahren 1991 und 1992, konkret (1993)*

- Fonds Sbe (Sozialbewegungen) 692 „undogmatische Linke“

*Bundesweites Autonomie Kongress Treffen in Kassel vom 26-28.8.94 (1994)*

*Undogmatische Linke, région de Basse Saxe. (1990). Autonomer Widerstand*

*UnterstützerInnenkreis für die linke Opposition in der DDR. Hanovre. (non daté)*

- Fonds Sbe (Sozialbewegungen) 520 „Wiedervereinigung Deutschlands, Nationale Frage“

*Vereinigte Linke (24 avril 1990)*

### Papiertiger, Berlin-Kreuzberg

- Fonds „Nationsdebatte“

*Kein Frieden mit Deutschland, gegen die Kollaboration mit der Nation. Antinationales Aktionswochenende, 6./7. Mai in Berlin (1995), Antinationales Aktionsbüro 8. Mai 1995*

*„Links ist da, wo keine Heimat ist“.Theoretische Konferenz über Nation, Nationalismus und Antinationalismus(1994) Dresden, Samstag, 12. November 1994*

*Zynismus als Alterskrankheit des Linksradikalismus, Konkret-Kongreß (1993)*

- Fonds „Infoladentreffen“

*Arbeitsgruppe Öffentlichkeit in Lutter (4.9.1993)*

*Arbeitsgruppe Ost West Verhältnis auf dem Infoladentreffen in Lutter (4.9.1993)*

*Constrate (15.8.1993) Sans titre*

*Einladung zum Bundesweiten Ost-West Infoladentreffen in Lutter (24.1.1993)*

*Infoladen Anschlag Bielefeld (13.12.1993)*

### **Matthias Domaschk Archiv, Berlin-Prenzlauer Berg**

Les sources étudiées et consultées aux archives Matthias Domaschk à Berlin (Prenzlauer Berg), comprennent essentiellement les numéros des publications suivantes : les *Umweltblätter*, le journal de l'environnement, devenu *telegraph*, à l'été 1989, dont les rédactions respectives étaient largement composées de membres de la UB. Mais d'autres types de documents - tracts de la UB, protocoles de discussion, correspondance - ont également été examinés. Ont été cités :

- Fonds „Umweltbibliothek“

„Die UB stellt sich vor“ (9.1986)

*Umweltbibliothek* (1.2.1990) (lettre non publiée)

### **International Institute of Social History, Amsterdam**

- Fonds „DDR Opposition“.

„Aktionswoche gegen Rechts in Leipzig“, 14 - 21. 1.1990

*Arbeitstreffen der Initiative Vereinigte Linke* (29.11.1989)

Leipzig „Eiskeller Rock - Telegramm von blix bargeld, chef der einstürzenden Neubauten an die vl Leipzig“ (télégramme non daté (1990) du chanteur Blixa Bargeld, à la Vereinigte Linke

„Was will die VL?“ in *Konferenz Reader, 1.DDR weites Arbeitstreffen der Initiative VL, 25 26 nov 89* (1989) pp. 58 à 63 „Veranstaltungsreihe, Der Asta FU stellt vor: Die DDR Linke“

*Solidarität gegen Rechts in Ost und West* (non daté), UnterstützerInnenkreis für die linke Opposition in der DDR, Hanovre

### **Archives Infoladen Conne Island. Leipzig**

*KlaroFix*. Septembre 1993

### **Publications de la presse alternative de gauche radicale**

#### ***Arbeiterkampf* :**

„Aus dem vorläufigen Programm der Vereinigten Linken zur Volkskammerwahl, Wer ist die „Vereinigte Linke“ und was will sie?“ in *Arbeiterkampf*, 5.3.1990

„Bündnispolitik mit der PDS“ in *Arbeiterkampf*, 11.2.1991

„DDR-Linke im Übergang, Versuch einer Situationsbeschreibung“ in *Arbeiterkampf*, 2.4.1990

„Wahlkampf gegen die Linke Liste/PDS eröffnet“ in *Arbeiterkampf*, 17.9.1990

„Radikale Linke kontra Reichsgründungswahl“ in *Arbeiterkampf*, 15.10.1990

- „SED/PDS: Abschied vom Stalinismus“ in *Arbeiterkampf*, 8.1.1990  
„Radikale Linke kontra Reichsgründungswahl“ in *Arbeiterkampf*, 15.10.1990  
„Erinnern für die Zukunft. 9 nov 1938-9 Nov 1990“ in *Arbeiterkampf*, 5.1990  
„Anreihung linkskolonialistischer Belehrungen“ in *Arbeiterkampf*, 11.12.1989  
„Radikale Linke kontra Reichsgründungswahl“ in *Arbeiterkampf*, 15.10.1990

***Analyse und Kritik, Zeitung für linke Debatte und Praxis***

- „An ihren Akten sollt Ihr sie erkennen? Das zerstörerische Erbe der Stasi-Akten“ in *Analyse und Kritik*, 13.1.1992

***junge Welt***

- junge Welt* (31.5.1989, 7.11.1989, 24.3.1990, 6.8.1990, 10.8.1990, 8.1.1992, 11.1.1992, 15.1.1992, 10.3.1992, 27.4.92, 15.5.1992, 22.3.1995, 3.12.1993, 5.1.1994, 4.10.1995, 13.8.1996, 8.1.1994)

***Klarofix, „Leipziger Kampfblatt für Freizeit und Erholung“***

- KlaroFix*, 9.1993

***Interim***

- „Hinter dem Faschismus steht das Kapital“, in *Interim*, 7.1991  
„Heinz Schenk Debatte“ in *Interim*, 27.9.1991  
„Aufruf“ in *Interim*, 23.8.1996  
„Diskussionspapier zur Autonomen Organisation“ in *Interim*, 10.1991

***konkret, Zeitschrift für Politik und Kultur***

- konkret* (11.1989, 1.1991, 3.1991, 8.1991, 1.1992, 3.1992)

- „Jeder ist uns der Nächste, Dokumentation von Übergriffen gegen Ausländer in der BRD in den Jahren 1991 und 1992“, (1993).

***radikal***

- „Stellungnahme zur Organisation von AntifaGruppen“ in *radikal*, 1.1991  
Autonome *Antifa* M, „Diskussionspapier zur Autonomen Organisation“ in *radikal*, 10.1991  
„Europa 92, das boot ist voll. propaganda, trikont, westeuropa“ in *radikal*, 2.1992

***Die Tageszeitung***

- Die Tageszeitung* (27.11.1989, 28.11.1989, 5.6.1990, 31.7.1990, 30.10.1990, 15.10.1992, 14.4.1994, 18.6.1991, 19.3.1994, 12.4.1994, 14.4.1994, 20.5.1994, 25.6.1997, 27.5.1997, 17.10.2003)

***telegraph***

*telegraph* (11.1990, 4.1991, 9.1991, 12.1991, 1.1992, 5.1992, 7.1992, 11.1992, 1.1998)

***Umweltblätter, Info-Blatt des Friedens- und Umweltkreises***

*Umweltblätter* (1986, (Second numéro, non daté), 10.1987, 11.1987, 1.1988, 6.1988, 12.1987)

**Quelques sites internet de gauche radicale**

Les sites qui font fonction d'archives de publications ou de documents de la gauche radicale :

- <http://www.nadir.org> [consulté le 1 décembre 2011]
- <http://www.indymedia.de> [consulté le 1 décembre 2011]
- <http://www.infopartisan.net>, site géré par le *Infoladen Schwarze Risse* à Berlin [consulté le 1 décembre 2011]
- <http://www.infoladen.de/selbst/sl.htm>, [consulté le 1 décembre 2011]
- <http://www.rafinfo.de/archiv/> [consulté le 1 décembre 2011]

**Livres d'acteurs sur eux-mêmes (Littérature grise »)**

Ebermann, T., & Trampert, R. (1992). *Deutsche Reinigung*, Hamburg: Konkret Literatur Verlag.

Geronimo (2002). *Feuer und Flamme: Zur Geschichte der Autonomen*, Berlin: ID-Verlag

<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/FeuerUndFlamme/FF2.html#Kapitel2.3>

Initiative Sozialistisches Forum (2000). *Furchtbare Antisemiten, ehrbare Antizionisten: Über Israel und die linksdeutsche Ideologie*, Freiburg: ça ira Verlag

Pohrt, W. (1984). *Endstation: über die Wiedergeburt der Nation: Pamphlete und Essay*, Berlin: Rotbuch Verlag.

Schmid, B. (2006). *Der Krieg und die Kritiker. Die Realität im Nahen Osten als Projektionsfläche für Antideutsche, Antiimperialisten, Antisemiten und andere*, Berlin: Unrast.

**Ouvrages sans auteur ou de collectifs:**

*15 Jahre. Conne Island. Reader* (2006). Leipzig: Jugend-Kulturzentrum Conne Island

*20 Jahre radikal: Geschichte und Perspektiven autonomer Medien* (1996). Hamburg: Verlag Libertäre Assoziation - Unrast Verlag. Verlag der Buchläden Schwarze Risse/Rote Straße - Edition ID-Archiv

*Autonomie-Kongress der undogmatischen linken Bewegungen: Standpunkte, Provokationen, Thesen* (1997). Münster: Unrast

*Das Ende unserer Politik*, in *Die Früchte des Zorns, Texte und Materialien zur Geschichte der Revolutionären Zellen und der Roten Zora*, RZ (1991). [www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html](http://www.nadir.org/nadir/initiativ/id-verlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html) [consulté le 1.11.2011]

*Etwas Besseres als die Nation, Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels* Wohlfahrtsausschüsse (1994). Berlin.

*Kongress der Radikalen Linken Reden und Diskussionsbeiträge zum Kongress an Pfingsten 1990 und auf der Demo „Nie wieder Deutschland“ am 12/5.1990 in Frankfurt am Main* (sans auteur) (1990). Köln: ISP Verlag

*„Modell Deutschland“ - Anatomie und Alternativen. Zeitschrift für politische Ökonomie und sozialistische Politik*, (sans auteur) Prokla. (1980). Berlin: Rotbuch Verlag

*„Nie wieder Deutschland“ Dokumentation zur Demonstration; Presserklärungen, Agenturmeldungen, Presse, Leserbrief, Redebeiträge zur Demonstration „Nie wieder Deutschland“ am 12. Mai 1990 in Frankfurt am Main* (sans auteur) (1990). Universität Frankfurt/Main, Allgemeiner Studentenausschuss. Linke Liste, Reader, Frankfurt

## Bibliographie secondaire

- Alternburger, S. (1997). *Die ostdeutschen Grünen: Von der Untergrundopposition zur Vertretung im Bundestag* in Markovits, A. S., & Gorski, *Grün schlägt rot: Die deutsche linke nach 1945*, Berlin, pp350-385.
- Apelt, A. (2009). *Die Opposition in der DDR und die deutsche Frage*, Berlin: Ch.Links.
- Arndt, S. (1992). *Berlin Mainzer Straße: Wohnen ist wichtiger als das Gesetz*, Berlin: BasisDruck.
- Becker, U., Behn, F., Fall, C., & Küntzel, M. (1997). *Goldhagen und die deutsche Linke. Oder die Gegenwart des Holocaust*, Berlin: Elefanten Press.
- Birke, P., Hüttner, B., & Oy, G. (2009). *Alte Linke - Neue Linke?: die sozialen Kämpfe der 1968er Jahre in der Diskussion*, série de la Rosa Luxemburg Stiftung Vol. 57. Berlin: Karl Dietz Verlag.
- Birnbaum, J. (2009). *Les maocidents : un néoconservatisme à la française*. Paris: Stock.
- Bobbio, N. (1993). *What's left? : Prognosen zur Linken*. Berlin: Rotbuch Verlag.
- Bock, H M (1976). *Geschichte des „linken Radikalismus“ in Deutschland. Ein Versuch*, Frankfurt/Main: Suhrkamp Verlag.
- Boissy, P.-Y., Colas, D. (2000). *Aspects politiques de l'héritage de la Nation socialiste au sein de la République fédérale d'Allemagne*. Lille: ANRT.
- Bouvier, B.W. (1990). *Zwischen Godesberg und Grosser Koalition: der Weg der SPD in die Regierungsverantwortung; außen-, sicherheits- und deutschlandpolitische Umorientierung und gesellschaftliche Öffnung der SPD 1960-1966*; Bonn: Dietz.
- Brie, M., Herzig, M. Koch, T., (1995). *Die PDS- Postkommunistische Kaderorganisation, ostdeutscher Traditionsverein oder linke Volkspartei?* Köln: Payrossa Verlag, 1995.
- Buntrock, H. J. (1988). *Die Kirche von Unten*. In F. Kroh (Ed.), *Freiheit ist immer Freiheit...: Die Andersdenkenden in der DDR*. Frankfurt a.M.: Ullstein. pp. 181-209.
- Davis, Belinda (2006). *New Leftists and West Germany: Fascism, Violence, and the Public Sphere, 1967-1974*, in Gassert, P., Steinweis, A.E., *Coping with the nazi past, West German debates on Nazism and generational conflict, 1955-1975*, New York, Oxford: Berghahn Book., pp. 210-237.
- Davis, Belinda (2006). *Jenseits von Terror und Rückzug: Die Suche nach politischem Spielraum und Strategien im Westdeutschland der siebziger Jahre* in Weinbauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik: Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, pp. 154-187.
- Della Porta, D. (2006). *Eine vergleichende und soziologische Perspektive*, in Weinbauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik: Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, pp. 33-58.
- Dietzel, H., Irmschler, K. (1991). *Was ist heute links: ein Diskussionsangebot*. Berlin: Dietz.

- Diner, D. (1991a). *Täuschungen: Israel, die Linke und das Dilemma der Kritik*. In Brumlik M., Kiesel D., Reisch L. (S.d), *Der Antisemitismus und die Linke*. Frankfurt/Main: Haag + Herchen.
- Diner, D. (1991b). *Der Krieg der Erinnerungen und die Ordnung der Welt*. Berlin: Rotbuch Verlag.
- Dittrich, S. (2004). *Zeitschriftenporträt: Bahamas*. in Backes U., Jesse, E. (Dir.), *Jahrbuch Extremismus & Demokratie*, Bd. 16, Baden-Baden, pp. 220 – 235.
- Drücke, B. (1998). *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht?: Anarchismus und libertäre Presse in Ost- und Westdeutschland*. Ulm: Klemm & Oelschläger.
- Ebbinghaus, A. (2009). *Gab es ein globales „1968“?*, in Birke, P., Hüttner, B., Oy, G.. *Alte Linke - Neue Linke?: die sozialen Kämpfe der 1968er Jahre in der Diskussion*, série de la Rosa Luxemburg Stiftung Vol. 57. Berlin, pp.17-28.
- Edelbloude, J. (2006). *Les néo-socialistes est-allemands du Parti du Socialisme Démocratique (PDS) face à l'extrême droite: la figure de l'ennemi dans le jeu politique*, thèse de doctorat en sciences politiques, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Eder, Franz X. (Ed.) (2006). *Historische Diskursanalysen. Genealogie, Theorie, Anwendungen*, Wiesbaden:VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Eley, G. (2000). *The Goldhagen effect: history, memory, Nazism--facing the German past*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Eley, G. (2002). *Forging democracy: the history of the left in Europe, 1850-2000*. Oxford, New York: Oxford University Press.
- Erlinghagen, R. (1997). *Die Diskussion um den Begriff des Antifaschismus seit 1989-1990*, Berlin, Hamburg: Verlag Argument.
- Fach, W. (2008). *Das Modell Deutschland und seine Krise, (1974-1989)* pp. 93-109 in Rucht, D., Roht, R., *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945, Ein Handbuch*, pp. 363-390.
- Fichter, T. (1993). *Die SPD und die Nation, Vier sozialdemokratische Generationen zwischen nationaler Selbstbestimmung und Zweistaatlichkeit*, Berlin, Frankfurt/Main: Ullstein.
- Fichter, T. P., Lönnendonker, S. (2008). *Kleine Geschichte des SDS, Der Sozialistische Deutsche Studentenbund von Helmut Schmidt bis Rudi Dutschke*, Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung.
- Frei, N. (2008). *1968: Jugendrevolte und globaler Protest*. München: Deutscher Taschenbuch Verlag.
- Gassert, P., Steinweis, A.E. (2006). *Coping with the Nazi past, West German debates on Nazism and generational conflict, 1955-1975*, New York, Oxford: Berghahn Book.
- Galenza, R. (2005). *Wir wollen immer artig sein... Punk, New Wave, HipHop, Independent-Szene in der DDR 1980 - 1990*. Berlin: Schwarzkopf und Schwarzkopf.
- Gellrich, G. (1999) *Die GIM. Zur Politik und Geschichte der Gruppe Internationaler Marxisten 1969-1986*. Köln: ISP, Wissenschaft & Forschung.

Gerber, J. (2009). *Verkehrungen, Die radikale deutsche Linke im Zuge der welt- und deutschlandpolitischen Ereignisse des Jahres 1989*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Martin-Luther-Universität, Halle.

Gerhardt, S. (2010a). *Vom Kampf gegen die Politbürokratie zur Verteidigung der DDR. Unabhängige Linke im Kurzen Herbst der Utopie 1989/90*. In Bois M. & Hüttner B. (Dir.), *Beiträge zur Geschichte einer pluralen Linken - Heft 2 Theorien und Bewegungen nach 1968*. Berlin: Rosa-Luxemburg-Stiftung.

Gerhardt, S. (2010b). *Die DDR und ihre rebellischen Kinder. Linke Opposition in der Ära Honecker*. In Bois M. & Hüttner B. (Dir.), *Beiträge zur Geschichte einer pluralen Linken - Heft 2 Theorien und Bewegungen nach 1968*. Berlin: Rosa-Luxemburg-Stiftung.

Glaeser, A. (2011). *Political Epistemics - the secret police, the opposition and the end of East German socialism*, Chicago: University of Chicago Press.

Gorz, A. (1980). *Adieux au prolétariat : au delà du socialisme*. Paris: Éditions Galilée.

Hagen, P. (2004). *Die Antideutschen - und die Debatte der Linken über Israel*, Mémoire de fin d'études, Universität zu Köln.

Halbrock, C. (1999). *Organisationsbedingungen der unabhängigen Umweltbewegung in der DDR*. In Gehrke B. & Rüddenklau W. (S.d), *--das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*. Münster: Westfälisches Dampfboot.

Hanloser G. (Ed.), (2004). „Sie warn die (Anti)deutschesten der deutschen Linken“ *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutscher Politik*, Münster, Unrast Verlag.

Haunss, S. (2004). *Identität in Bewegung: Prozesse kollektiver Identität bei den Autonomen und in der Schwulenbewegung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Heinrich, M. (2005). *Kritik der politischen Ökonomie: eine Einführung*. Stuttgart: Schmetterling Verlag.

Hertle, H.-H. (2004). *Volksaufstand und Herbstrevolution. Die Rolle der West-Medien 1953 und 1989 im Vergleich*. In Bispinck H., Danyel J., Hertle H.-H., & Wentker H. (Ed.), *Aufstände im Ostblock. Zur Krisengeschichte des realen Sozialismus* (pp. 163-192). Berlin: Ch. Links.

Hoffmann, M. (1997). *Rote Armee Fraktion: Texte und Materialien zur Geschichte der RAF*, Berlin: ID Verlag.

Hoffmann, J. (1998). *Die doppelte Vereinigung: Vorgeschichte, Verlauf und Auswirkungen des Zusammenschlusses von Grünen und Bündnis 90*, Wiesbaden: Leske+Budrich.

Husson, E. (2000). *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République Fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris: PUF.

Jander, M. (1996). *Formierung und Krise der DDR-Opposition: Die „Initiative für Unabhängige Gewerkschaften“ - Dissidenten zwischen Demokratie und Romantik*. Berlin: Akad.-Verlag.

Jarausch, K. (1994). *The rush to German unity*. New York, Oxford: Oxford University Press.



- Jarausch, K. (2006). *Critical Memory and Civil Society: The Impact of the 1960s on German Debates about the Past*, in Gassert, P., Steinweis, A.E., *Coping with the nazi past, West German debates on nazism and generational conflict, 1955-1975*, New York, Oxford: Berghahn Book, pp 11-31.
- Jaspers, K. (1946). *Die Schuldfrage, ein Beitrag zur deutschen Frage*. Zürich: Artemis-Verlag.
- Jesse, E., Agethen M., (dir.) (2002). *Der mißbrauchte Antifaschismus. DDR-Staatsdoktrin und Lebenslüge der deutschen Linken*. Freiburg, Basel, Wien: Herder.
- Jesse, E. (2010). *Systemwechsel in Deutschland: 1918/19 - 1933 - 1945/49 - 1989/90*, Köln: Böhlau.
- Jesse, E. (2007). *Politischer Extremismus und Parteien*, Berlin: Duncker & Humblot.
- Kailitz, S. (2007). *Von den Worten zu den Waffen? Frankfurter Schule, Studentenbewegung, RAF und die Gewaltfrage*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Katsiaficas, G. (1997). *The subversion of politics: European autonomous social movements and the decolonization of everyday life*. Atlantic Highlands, N.J.: Humanities Press.
- Klessmann, C., Lautzas, P. (Dir.) (2006). *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Phänomen*, Bonn: Bundeszentrale für Politische Bildung.
- Klimke, M., Scharloth, J. (2007). *1968: Handbuch zur Kultur- und Mediengeschichte der Studentenbewegung*. Stuttgart: J.B. Metzler.
- Klimke, M., Scharloth, J. (2008). *1968 in Europe: a history of protest and activism, 1956-1977*. New York: Palgrave Macmillan.
- Kloke, M., (1994). *Israel und die deutsche Linke: Zur Geschichte eines schwierigen Verhältnisses*, Frankfurt/Main: Haag+ Herchen.
- Knütter, H.-H. (1994). *Die Faschismus-Keule: Das letzte Aufgebot der deutschen Linken*. Frankfurt/Main: Ullstein.
- Koenen, G. (2001). *Das rote Jahrzehnt: unsere kleine deutsche Kulturrevolution, 1967-1977*. Köln: Kiepenheuer & Witsch.
- Kohser-Spohn, C. (1999). *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*. Paris: Ed. L'Harmattan.
- Kraushaar, W. (2000). *1968 als Mythos, Chiffre und Zäsur*. Hamburg: Hamburger Edition.
- Kraushaar, W. (2008). *Achtundsechzig: eine Bilanz*. Berlin: Propyläen.
- Kurz, R. (2003). *Die antideutsche Ideologie: Vom Antifaschismus zum Krisenimperialismus: Kritik des neuesten linksdeutschen Sektenwesens in seinen theoretischen Propheten*. Münster: Unrast-Verlag.
- Kühn, A. (2005). *Stalins Enkel, Maos Söhne: Die Lebenswelt der K-Gruppen in der Bundesrepublik der 70er Jahre*. Frankfurt/Main, New York: Campus.

- Küntzel, M., Thörner, K., (1997). *Goldhagen und die deutsche Linke*, Berlin, Elefanten Press.
- Landwehr, A. (2001). *Geschichte des Sagbaren: Einführung in die historische Diskursanalyse*. Tübingen: Edition Diskord.
- Langer, B. (1997). *Kunst als Widerstand: Plakate, Ölbilder, Aktionen, Texte der Initiative Kunst und Kampf*. Bonn: Pahl-Rugenstein.
- Langguth, G. (1983). *Protestbewegung: Entwicklung, Niedergang, Renaissance: die Neue Linke seit 1968*. Köln: Wissenschaft und Politik.
- Ludwig, A. (1995). *Neue oder deutsche Linke?: Nation und Nationalismus im Denken von Linken und Grünen*. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Maingueneau, D. (2009). *Les termes clés de l'analyse du discours*. Paris: Seuil.
- Mallet, C.-H. (2000). *Die Leute von der Hafenstraße: Über eine andere Art zu leben*, Hamburg: Edition Nautilus.
- Markovits, A. S., & Gorski, P. S. (1997). *Grün schlägt rot: Die deutsche linke nach 1945*, Berlin: Rotbuch Verlag.
- März, P., Mählert, U., Veen, H.-J. (2007). *Wechselwirkungen Ost-West: Dissidenz, Opposition und Zivilgesellschaft 1975-1989*, Köln: Böhlau.
- Melucci, A., Keane, J., & Mier, P. (1989). *Nomads of the present: social movements and individual needs in contemporary society*. Philadelphia: Temple University Press.
- Meuschel, S. (1992). *Legitimation und Parteiherrschaft. Zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945-1989*. Frankfurt/Main: Suhrkamp.
- Minkenberg, M. (2008). *Das wiedervereinigte Deutschland - soziale Bewegungen "im Systemwandel"* in Rucht, D., Roht, R., *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945, Ein Handbuch*, pp 133-156.
- Minkenberg, M., Backes, U. et Loch, D. (2001). *Les croisés de la société fermée*, in Perrineau P. (dir.) *L'Europe des extrêmes droites*. Paris, Editions de l'Aube.
- Moldt, D. (1999). *Die Offene Arbeit Berlin und die Kirche von unten*. In W. Rüddenklau & B. Gehrke (s.d), *...das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*. Münster: Westfälisches Dampfboot.
- Moreau, P. (1990). *Krisen und Anpassungsstrategien der kommunistischen Strömungen in der Bundesrepublik Deutschland und der ehemaligen DDR*. in Politik und Zeitgeschichte, Bonn: Bundeszentrale für Politische Bildung (46-47), pp 38-53.
- Moreau, P. (1994). *Gefahr von links?, Die PDS auf dem Weg zur Etablierung*, Wiesbaden: Konrad Adenauer Stiftung.
- Moreau, P., & Lang, J. P. (1996). *Linksextremismus: Eine unterschätzte Gefahr*. Bonn: Bouvier.
- Moritz, T. (2000). *Gruppen der DDR-Opposition in Ost-Berlin--gestern und heute: Eine Analyse der Entwicklung ausgewählter Ost-Berliner Oppositionsgruppen vor und nach 1989*. Berlin: VWF, Verlag für Wissenschaft und Forschung.

- Münkler, H. (1998). *Antifaschismus und antifaschistischer Widerstand als politischer Gründungsmythos der DDR*, in APUZ, 45, pp. 16-29.
- Neubert, E. (1998). *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*. Berlin: Verlag Christoph Links.
- Neubacher, F. (1994). *Jugend und Rechtsextremismus in Ostdeutschland. Vor und nach der Wende*. Bonn: Forum Verlag Godesberg, pp. 26-28.
- Neugebauer, G. (2000). *Die PDS zwischen Kontinuität und Aufbruch*. APUZ, 5, pp. 39-46.
- Neugebauer, G., Stöss, R. (1996). *Die PDS. Geschichte, Organisation, Wähler, Konkurrenten*. Opladen : Leske und Budrich.
- Niven, B. (2006). *Remembering the Holocaust: Representation, Neglect and Instrumentalization*. *European History Quarterly*, 36 (2), 279-291, <http://ehq.sagepub.com/content/36/2/279.short> [consulté le 5.11.2011]
- Ohse, M.D, Pollack, D. (2008). *Dissidente Gruppen in der DDR (1949-1989)*, in Rucht, D., Roht, R., *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945, Ein Handbuch*, pp 363-390.
- Pecheux, M., & Fuchs, C. (1975). *Mises au point et perspectives à propos de l'analyse automatique du discours (Focuses and Perspectives with Regard to Machine Discourse Analysis)*. *Langages*, 37, pp. 7-80.
- Pfahl-Traughber (1992). *Der Extremismusbegriff in der politikwissenschaftlichen Diskussion- Definitionen, Kritik, Alternativen*, in Backes U., Jesse E. (dir.): *Extremismus und Demokratie 4*. Bonn, pp. 67-86.
- Pflieger, K. (2004). *Die Rote Armee Fraktion „RAF“: 14.5.1970 bis 20.4.1998*, Baden-Baden: Nomos Verlag.
- Pina, C. & et al. (2010). *Les gauches radicales*, in Grande Europe, janvier(16). <http://www.relay.com/grande-europe/les-gauches-radicales-le-dossier-numero-16-actualite-generale-18202.html>, [consulté le 10.12.2011].
- Pina, C. (2005). *L'extrême gauche en Europe*. Paris: La Documentation Française, collection "Les Etudes".
- Pollack, D. (1990). *Die Legitimität der Freiheit: politisch alternative Gruppen in der DDR unter dem Dach der Kirche*. Frankfurt/Main; New York: P. Lang.
- Poppe, U., Eckert, R., & Kowalczyk, I.-S. (1995). *Zwischen Selbstbehauptung und Anpassung, Formen des Widerstandes und der Opposition in der DDR*. Berlin: Links.
- Projektgruppe Antifa (Ed.). (1994). *Diskussionen und Tips aus der antifaschistischen Praxis*. ID Archiv. Hamburg.
- Raynaud, P. (2006). *L'Extrême gauche plurielle : entre démocratie radicale et révolution*. Paris: Autrement.
- Rensmann, L., & Kopke, C. (2000). *Zur politischen Karriere einer wissenschaftlichen Ideologie. Blätter für deutsche und internationale Politik*, 12, 1451-1462.
- Robin, R. (2001). *Berlin Chantiers*, Paris: Stock

Rosenthal, R. (1988). *Hintergrund und Widerstand – die Parallelkultur in Berlin Ost*. In F. Kroh (Ed.), *Freiheit ist immer Freiheit--: Die Andersdenkenden in der DDR* (pp. 141–154). Frankfurt/Main.: Ullstein.

Roth, R., & Rucht, D. (2008). *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945: Ein Handbuch*. Frankfurt/Main; New York: Campus.

Rödter, A. (2009). *Deutschland einig Vaterland: Die Geschichte der Wiedervereinigung*. München: Beck.

Rucht, D. (Dir.) (2003). *Berlin, 1.Mai 2002, Politische Demonstrationsrituale*, Opladen: Leske+Budrich.

Rucht, D. (1980). *Von Wyhl nach Gorleben: Bürger gegen Atomprogramm und nukleare Entsorgung*, München: Beck.

Rüddenklau, W. (1992). *Störenfried: DDR-Opposition 1986-1989: Mit Texten aus den "Umweltblättern"*. Berlin: BasisDruck: Editon ID-Archiv.

Rüddenklau W., Gehrke B. (Hg) (1999)...*das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*, Münster: Westfälisches Dampfboot

Schildt, A., & Siegfried, D. (2006). *Between Marx and Coca-Cola: youth cultures in changing European societies, 1960-1980*. New York: Berghan Books.

Schmitt-Beck, R., Weins, C. (1997). *Gone with the wind (of change). Neue soziale Bewegungen und politischer Protest im Osten Deutschlands*, in Gabriel, O.W. (Dir.) *Politische Orientierungen und Verhaltensweisen im vereinigten Deutschland*. Opladen.

Seebacher Brandt, B.(1991). *Die Linke und die Einheit*, Berlin: Siedler Verlag Corso.

Siegfried, D. (2006). *Ästhetik des Andersseins: Subkulturen zwischen Hedonismus und Militanz 1965 - 1970*, in Weinhauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G., *Terrorismus in der Bundesrepublik: Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*.pp 76-98.

Schultze, T., Gross, A. (1997). *Die Autonomen: Ursprünge, Entwicklung und Profil der Autonomen*. Hamburg: Konkret Literatur.

Smolar, A. (2000). *Révolutions de l'an 1989 : fin d'un monde et naissance d'un siècle*. Politique étrangère, 65(3-4), 901-913.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit\\_0032-342x\\_2000\\_num\\_65\\_3\\_4993](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4993), [consulté le 10.12.2011].

Steffen, M. (2002). *Geschichten vom Trüffelschwein: Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*. Berlin: Assoziation A.

Tilly, C. (1978). *From Mobilization to Revolution*, Mass: Addison-Wesley Publishing Co.

Timmer, K. (2000). *Vom Aufbruch zum Umbruch: Die Bürgerbewegung in der DDR 1989*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

Ullrich, P. (2008). *Die Linke, Israel und Palästina: Nahostdiskurse in Großbritannien und Deutschland*. Berlin: Dietz Verlag.

Vaillant, J. (1988). *La portée du mouvement de contestation en RFA : échec, récupération, intégration et popularisation de quelques-uns de ses thèmes*, in Matériaux pour l'histoire de notre temps, 11(11-13), 24-30.

van Hüllen, R. (2008). *Das trotzkistische Spektrum im Linksextremismus*. Bundeszentrale für politische Bildung, <http://www.bpb.de/themen/1RQDMP.html> [consulté le 5 décembre 2011].

van Hüllen, R. (2008). „Antiimperialistische“ und „antideutsche“ Strömungen im deutschen Linksextremismus. Bundeszentrale für politische Bildung. <http://www.bpb.de/themen/KMT3BZ.html> [Consulté le 5 décembre 2011].

Veen, H.-J. (2000). *Lexikon Opposition und Widerstand in der SED-Diktatur*. Berlin [u.a.]: Propyläen.

Wehler, H.-U. (1973). *Das deutsche Kaiserreich 1871-1918*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht

Wende, P. (1984). *Radikalismus*, in Koselleck, G., Conze, W., Brunner, O. (dir.), (1972-1997). *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Volume 5, Stuttgart: Klett-Cotta, pp. 113 -133

Weinhauer, K., Requate, J., Haupt, H.-G. (2006). *Terrorismus in der Bundesrepublik: Medien, Staat und Subkulturen in den 1970er Jahren*, Frankfurt/Main: Campus.

Wielgohs, J., (2008). *DDR-regimekritische und politisch-alternative Akteure (1949-1990)*, in Rucht, D., Roht, R., *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945, Ein Handbuch*, pp. 109-132.

Wolfram, K. (1999). *DDR-Opposition vor 1989*, in W. Rüddenklau & B. Gehrke (s.d), *...das war doch nicht unsere Alternative: DDR-Oppositionelle zehn Jahre nach der Wende*. Münster: Westfälisches Dampfboot.

Zielinski, B. (2010). *Les controverses en Allemagne unifiée sur la nature du régime de la RDA*, in Zielinski, B., Krulic (Dir.) *Vingt ans d'unification Allemande : Histoire, mémoire et usages politiques du Passé*, Bern : Peter Lang, pp. 197-220.